

JOURNAUX

DE

L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE

VOL. XI.

JOURNAUX

DE

L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE

DE LA

PROVINCE DE QUEBEC,

DEPUIS LE 19 DECEMDRE 1877 JUSQU'AU 9 MARS 1878,

LES DEUX JOURS INCLUSIVEMENT,

DANS LA QUARANTÈ-ET-UNIÈME ANNÉE DU RÉGNE DE NOTRE SOUVERAINE DAME

LA REINE VICTORIA,

**ÉTANT LA TROISIÈME SESSION DU TROISIÈME PARLEMENT DE LA LÉGISLATURE DE LA
PROVINCE DE QUÉBEC.**

SESSION 1877-78.

IMPRIMÉS PAR ORDRE DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE.

QUÉBEC :

IMPRIMERIE DE LÉGER BROUSSEAU.

VOL. XI.



PROCLAMATIONS.

CANADA, }
Province de Québec. }
[L. S.]

L. BÉTELLIER.

VICTORIA, par la Grâce de DIEU, REINE du Royaume Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, défenseur de la Foi, etc., etc., etc.

A Nos très aimés et fidèles Conseillers Législatifs de la Province de *Québec*, et aux Membres élus pour servir dans l'Assemblée Législative de Notre dite Province, sommés et appelés à une Assemblée de la Législature ou Parlement de Notre dite Province, qui devait se tenir et avoir lieu, en Notre Cité de *Québec*, le SIXIÈME jour du mois de FÉVRIER, dans l'année de Notre-Seigneur, mil huit cent soixante et dix-sept et à chacun de vous—

SALUT :

PROCLAMATION.

ATTENDU que l'Assemblée de la Législature ou Parlement de la Province de *Québec* se trouve convoquée pour le SIXIÈME jour du mois de FÉVRIER, mil huit cent soixante et dix-sept, auquel temps vous étiez tenus, et il vous était enjoint d'être présents, en Notre Cité de *Québec*; SACHEZ MAINTENANT que, pour diverses causes et considérations, et pour le plus grand aise et commodité de Nos bien aimés sujets, Nous avons cru convenable, par et de l'avis de Notre Conseil Exécutif de la Province de *Québec*, de vous exempter, et chacun de vous, d'être présents au temps susdit, vous convoquant et par ces présentes vous enjoignant, et à chacun de vous, de vous trouver, avec Nous, en Notre Législature ou Parlement de Notre dite Province, en Notre Cité de *Québec*, mardi, le

VINGT-SEPTIÈME jour du mois de MARS prochain, et y agir comme de droit. CE A QUOI VOUS NE DEVEZ MANQUER.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre nos présentes Lettres-Patentes et à icelles fait apposer le Grand Sceau de Notre dite Province de *Québec* : TÉMOIN, Notre Fidèle et Bien-Aimé l'Honorable LUC LETELLIER DE ST. JUST, Lieutenant-Gouverneur de Notre dite Province de *Québec*.

A Notre Hôtel du Gouvernement, en Notre Cité de *Québec*, dans Notre dite Province, ce DEUXIÈME jour de FÉVRIER, dans l'année de Notre-Seigneur, mil huit cent soixante et dix-sept, et de Notre Règne la quarantième.

Par ordre,

L. H. HUOT,

Greffier de la Couronne en Chancellerie.

QUÉBEC.

CANADA,

Province de *Québec*,

[L. S.]

L. LETELLIER.

VICTORIA, par la Grâce de DIEU, REINE du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, Défenseur de la Foi, etc., etc., etc.

A Nos très-aimés et fidèles Conseillers Législatifs de la Province de *Québec*, et aux Membres élus pour servir dans l'Assemblée Législative de Notre dite Province, sommés et appelés à une Assemblée de la Législature ou Parlement de Notre dite Province, qui devait se tenir et avoir lieu, en Notre Cité de *Québec*, le VINGT-SEPTIÈME jour du mois de MARS, dans l'année de Notre Seigneur, mil huit cent soixante et dix-sept, et à chacun de vous—

SALUT :

PROCLAMATION.

ATTENDU que l'Assemblée de la Législature ou Parlement de la Province de *Québec*, se trouve convoquée pour le VINGT-SEPTIÈME jour du mois de MARS, mil huit cent soixante et dix-sept, auquel temps vous étiez tenus, et il vous était enjoint d'être présents en Notre cité de *Québec* ; SACHEZ MAINTENANT que, pour diverses causes et considérations et pour le plus grand aise et commodité de Nos bien-aimés sujets, Nous avons cru convenable, par et de l'avis de Notre Conseil Exécutif de la Province de *Québec*, de vous exempter, et chacun de vous, d'être présents au temps susdit, vous convoquant et par ces présentes vous enjoignant, et à chacun de vous, de vous trouver avec nous, en Notre Législature ou Parlement de Notre dite Province, en Notre Cité de *Québec*, MARDI, le QUINZIÈME jour du mois de MAI prochain, et y agir comme de droit. CE A QUOI VOUS NE DEVEZ MANQUER.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre nos présentes Lettres-Patentes, et à icelles fait apposer le Grand Sceau de Notre dite Province de *Québec* : TÉMOIN, Notre Fidèle et Bien-Aimé l'Honorable LUC LETELLIER DE ST. JUST, Lieutenant-Gouverneur de Notre dite Province de *Québec*.

A Notre Hôtel du Gouvernement, en Notre Cité de *Québec*, dans Notre dite Province, ce SEIZIÈME jour de MARS, dans l'année de Notre-Seigneur, mil huit cent soixante et dix-sept, et de Notre Règne la quarantième.

Par ordre,

L. H. HUOT,

Greffier de la Couronne en Chancellerie,

QUÉBEC.

CANADA, }
Province de Québec, }

L. LETELLIER.

[L. S.]

VICTORIA, par la Grâce de DIEU, REINE du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, Défenseur de la Foi, etc., etc., etc.

A nos très-aimés et fidèles Conseillers Législatifs de la Province de Québec, et à Nos membres élus pour servir dans l'Assemblée Législative de Notre dite Province, sommés et appelés à une Assemblée de la Législature ou Parlement de Notre dite Province, qui devait se tenir et avoir lieu, en Notre Cité de Québec, le QUINZIÈME jour du mois de MAI, dans l'année de Notre-Seigneur, mil huit cent soixante et dix-sept, et à chacun de vous—

SALUT :

PROCLAMATION.

ATTENDU que l'Assemblée de la Législature ou Parlement de la Province de Québec, se trouve convoquée pour le QUINZIÈME jour du mois de MAI, mil huit cent soixante et dix-sept, auquel temps vous étiez tenus, et il vous était enjoint d'être présents en Notre Cité de Québec ; SACHEZ MAINTENANT, que pour diverses causes et considérations, et pour le plus grand aise et commodité de Nos bien-aimés sujets, Nous avons cru convenable, par et de l'avis de Notre Conseil Exécutif de la Province de Québec, de vous exempter, et chacun de vous, d'être présents au temps susdit, vous convoquant et, par ces présentes, vous enjoignant, et à chacun de vous, de vous trouver avec nous, en Notre Législature ou Parlement de Notre dite Province, en Notre Cité de Québec, MARDI, le DIXIÈME jour du mois de JUILLET prochain, et y agir comme de droit. CE A QUOI VOUS NE DEVEZ MANQUER.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes Lettres-Patentes, et à icelles fait apposer le Grand Sceau de Notre dite Province de Québec : TÉMOIN, Notre Fidèle et Bien-Aimé l'Honorable LUC LETELLIER DE ST. JUST, Lieutenant-Gouverneur de Notre dite Province de Québec.

A Notre Hôtel du Gouvernement, en Notre Cité de Québec, dans Notre dite Province, ce ONZIÈME jour de MAI, dans l'année de Notre-Seigneur mil huit cent soixante et dix-sept, et de Notre Règne la quarantième.

Par ordre,

L. H. HUOT,

Greffier de la Couronne en Chancellerie,
QUÉBEC.

CANADA,
Province de *Québec*.
[L. S.]

L. LETELLIER.

VICTORIA, par la Grâce de DIEU, REINE du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, Défenseur de la Foi, etc., etc., etc.

A Nos très-aimés et fidèles Conseillers Législatifs de la Province de *Québec*, et aux Membres élus pour servir dans l'Assemblée Législative de Notre dite Province, sommés et appelés à une assemblée de la Législature de Notre dite Province, qui devait se tenir et avoir lieu, en Notre Cité de *Québec*; le DIXIÈME jour du mois de JUILLET, dans l'année de Notre-Seigneur, mil huit cent soixante et dix-sept, et à chacun de vous—

SALUT :

PROCLAMATION.

ATTENDU que l'Assemblée de la Législature au Parlement de la Province de *Québec*, se trouve convoquée pour le DIXIÈME jour du mois de JUILLET, mil huit cent soixante et dix-sept, auquel temps vous étiez tenus, et il vous était enjoint d'être présents en Notre Cité de *Québec*; SACHEZ MAINTENANT que, pour diverses causes et considérations, et pour le plus grand aise et commodité de Nos bien-aimés sujets, Nous avons cru convenable, par et de l'avis de Notre Conseil Exécutif de la Province de *Québec*, de vous exempter, et chacun de vous, d'être présents au temps susdit, vous convoquant et par ces présentes vous enjoignant, et à chacun de vous, de vous trouver avec Nous, en Notre Législature ou Parlement de notre dite Province, en Notre Cité de *Québec*, VENDREDI, le TRENTE-ET UNIÈME jour du mois d'Août prochain, et y agir comme de droit. CE A QUOI VOUS NE DEVEZ MANQUER.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes Lettres-Patentes, et à icelles fait apposer le Grand Sceau de Notre dite Province de *Québec*: TÉMOIN. Notre Fidèle et Bien-Aimé, l'Honorable LUC LETELLIER DE ST. JUST, Lieutenant-Gouverneur de Notre dite Province de *Québec*.

A Notre Hôtel du Gouvernement, en Notre Cité de *Québec*, dans Notre dite Province, ce VINGT-SEPTIÈME jour du mois de Juin, dans l'année de Notre-Seigneur, mil huit cent soixante et dix-sept, et de Notre Règne la quarante-et-unième.

Par ordre,

L. H. HUOT,

Greffier de la Couronne en Chancellerie,
QUÉBEC.

CANADA,
Province de *Québec*.
[L. S.]

L. LETELLIER.

VICTORIA, par la Grâce de DIEU, REINE du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, Défenseur de la Foi, etc., etc., etc.

A nos très-aimés et fidèles Conseillers Législatifs de la Province de *Québec*, et aux Membres élus pour servir dans l'Assemblée Législative de Notre dite Province, sommés et appelés à une Assemblée de la Législature ou Parlement de Notre dite Province, qui devait se tenir et avoir lieu, en Notre Cité de *Québec*, le TRENTE-ET-UNIÈME jour du mois d'Août, dans l'année de Notre-Seigneur, mil huit cent soixante et dix-sept, et à chacun de vous—

SALUT :

PROCLAMATION.

ATTENDU que l'Assemblée de la Législature ou Parlement de la Province de *Québec*, se trouve convoquée pour le TRENTE-ET-UNIÈME jour du mois d'Août, mil huit cent soixante et dix-sept, auquel temps vous étiez tenus, et il vous était enjoint d'être présents en Notre cité de *Québec*; SACHEZ MAINTENANT que, pour diverses causes et considérations et pour le plus grand aise et commodité de Nos bien-aimés sujets, Nous avons cru convenable, par et de l'avis de Notre Conseil Exécutif de la Province de *Québec*, de vous exempter, et chacun de vous, d'être présents au temps susdit, vous convoquant et par ces présentes vous enjoignant, et à chacun de vous, de vous trouver avec nous, en Notre Législature ou Parlement de Notre dite Province, en Notre Cité de *Québec*, LUNDI, le HUITIÈME jour du mois d'OCTOBRE prochain, et y agir comme de droit. CE A QUOI VOUS NE DEVEZ MANQUER.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre nos présentes Lettres-Patentes, et à icelles fait apposer le Grand Sceau de Notre dite Province de *Québec*: TÉMOIN, Notre Fidèle et Bien-Aimé l'Honorable LUC LETELLIER DE ST. JUST, Lieutenant Gouverneur de Notre dite Province de *Québec*.

A Notre Hôtel du Gouvernement, en Notre Cité de *Québec*, dans Notre dite Province, ce VINGTIÈME jour d'Août, dans l'année de Notre Seigneur, mil huit cent soixante et dix-sept, et de Notre Règne la quarante-et-unième.

Par ordre,

L. H. HUOT,

Greffier de la Couronne en Chancellerie,
QUÉBEC.

CANADA,
Province de *Québec*.
[L. S.]

L. LETELLIER.

VICTORIA, par la Grâce de DIEU, REINE du Royaume Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, défenseur de la Foi, etc., etc., etc.

A Nos très aimés et fidèles Conseillers Législatifs de la Province de *Québec*, et aux Membres élus pour servir dans l'Assemblée Législative de Notre dite Province, sommés et appelés à une Assemblée de la Législature ou Parlement de Notre dite Province, qui devait se tenir et avoir lieu, en Notre Cité de *Québec*, le HUITIÈME jour du mois d'OCTOBRE, dans l'année de Notre-Seigneur, mil huit cent soixante et dix-sept et à chacun de vous—

SALUT :

PROCLAMATION.

ATTENDU que l'Assemblée de la Législature ou Parlement de la Province de *Québec* se trouve convoquée pour le HUITIÈME jour du mois d'OCTOBRE, mil huit cent soixante et dix-sept, auquel temps vous étiez tenus, et il vous était enjoint d'être présents, en Notre Cité de *Québec*; SACHEZ MAINTENANT que, pour diverses causes et considérations, et pour le plus grand aise et commodité de Nos bien aimés sujets, Nous avons cru convenable, par et de l'avis de Notre Conseil Exécutif de la Province de *Québec*, de vous exempter, et chacun de vous, d'être présents au temps susdit, vous convoquant et par ces présentes vous enjoignant, et à chacun de vous, de vous trouver, avec Nous, en Notre Législature ou Parlement de Notre dite Province, en Notre Cité de *Québec*, LUNDI, le

DOUZIÈME jour du mois de NOVEMBRE prochain, et y agir comme de droit. CE A QUOI VOUS NE DEVEZ MANQUER.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre nos présentes Lettres-Patentes et à icelles fait apposer le Grand Sceau de Notre dite Province de *Québec* : TÉMOIN, Notre Fidèle et Bien-Aimé l'Honorable LUC LETELLIER DE ST. JUST, Lieutenant-Gouverneur de Notre dite Province de *Québec*.

A Notre Hôtel du Gouvernement, en Notre Cité de *Québec*, dans Notre dite Province, ce QUATRIÈME jour d'OCTOBRE, dans l'année de Notre-Seigneur, mil huit cent soixante et dix-sept, et de Notre Règne la quarante-et-unième.

Par ordre,

L. H. HUOT,

Greffier de la Couronne en Chancellerie.
QUÉBEC.

CANADA,
Province de *Québec*, }
[L. S.]

L. LETELLIER.

VICTORIA, par la Grâce de DIEU, REINE du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, Défenseur de la Foi, etc., etc.

A Nos très-aimés et fidèles Conseillers Législatifs de la Province de *Québec*, et aux Membres élus pour servir dans l'Assemblée Législative de Notre dite Province, sommés et appelés à une Assemblée de la Législature ou Parlement de Notre dite Province, qui devait se tenir et avoir lieu, en Notre Cité de *Québec*, le DOUZIÈME jour du mois de NOVEMBRE, dans l'année de Notre Seigneur, mil huit cent soixante et dix-sept, et à chacun de vous—

SALUT :

PROCLAMATION.

ATTENDU que l'Assemblée de la Législature au Parlement de la Province de *Québec*, se trouve convoquée pour le DOUZIÈME jour du mois de NOVEMBRE, mil huit cent soixante et dix-sept, auquel temps vous étiez tenus, et il vous était enjoint d'être présents en Notre Cité de *Québec* ; SACHEZ MAINTENANT que, pour diverses causes et considérations, et pour le plus grand aise et commodité de Nos bien-aimés sujets, Nous avons cru convenable, par et de l'avis de Notre Conseil Exécutif de la Province de *Québec*, de vous exempter, et chacun de vous, d'être présents au temps susdit, vous convoquant et par ces présentes vous enjoignant, et à chacun de vous, de vous trouver avec Nous, en Notre Législature ou Parlement de notre dite Province, en Notre Cité de *Québec*, LUNDI, le TROISIÈME jour du mois de DÉCEMBRE prochain, et y agir comme de droit. CE A QUOI VOUS NE DEVEZ MANQUER.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes Lettres-Patentes, et à icelles fait apposer le Grand Sceau de Notre dite Province de *Québec* : TÉMOIN, Notre Fidèle et Bien-Aimé l'Honorable LUC LETELLIER DE ST. JUST, Lieutenant-Gouverneur de Notre dite Province de *Québec*.

A Notre Hôtel du Gouvernement, en Notre Cité de *Québec*, dans Notre dite Province, ce VINGT-NEUVIÈME jour du mois d'OCTOBRE, dans l'année de Notre-Seigneur, mil huit cent soixante et dix-sept, et de Notre Règne la quarante-et-unième.

Par ordre,

L. H. HUOT,

Greffier de la Couronne en Chancellerie,
QUÉBEC.

CANADA,
Province de Québec. }
[L. S.]

L. LETELLIER.

VICTORIA, par la Grâce de DIEU, REINE du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, Défenseur de la Foi, etc., etc., etc.

A nos très-aimés et fidèles Conseillers Législatifs de la Province de Québec, et aux Membres élus pour servir dans l'Assemblée Législative de Notre dite Province, sommés et appelés à une Assemblée de la Législature de Notre dite Province, qui devait se tenir et avoir lieu, en Notre Cité de Québec, le TROISIÈME jour du mois de DÉCEMBRE prochain—

SALUT :

PROCLAMATION.

ATTENDU que l'Assemblée de la Législature de la Province de Québec, se trouve prorogée au TROISIÈME jour du mois de DÉCEMBRE prochain ; NÉANMOINS pour certaines causes et considérations, Nous avons jugé à propos de la proroger de nouveau à MERCREDI, le DIX-NEUVIÈME jour du mois de DÉCEMBRE prochain, de manière que vous, ni aucun de vous, n'êtes tenus ou obligés de paraître en Notre Cité de Québec, le dit TROISIÈME jour du mois de DÉCEMBRE prochain, et Nous VOULONS EN CONSÉQUENCE que vous et chacun de vous, et tous autres y intéressés, paraissiez personnellement et soyez en Notre dite Cité de Québec, MERCREDI, le DIX-NEUVIÈME jour du mois de DÉCEMBRE prochain, pour la DÉPÊCHE DES AFFAIRES, et y traiter faire, agir et conclure sur les matières qui, par la faveur de Dieu, en Notre Législature de la Province de Québec, pourront, par le Conseil Commun de Notre dite Province, être ordonnées.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes Lettres-Patentes, et à icelles fait apposer le Grand Sceau de Notre dite Province de Québec : TÉMOIN, Notre Fidèle et Bien-Aimé l'Honorable LUC LETELLIER DE ST. JUST, Lieutenant-Gouverneur de Notre dite Province de Québec.

A Notre Hôtel du Gouvernement, en Notre Cité de Québec, dans Notre dite Province, ce VINGT-TROISIÈME jour de NOVEMBRE, dans l'année de Notre-Seigneur mil huit cent soixante et dix-sept, et de Notre Règne la quarante-et-unième.

Par ordre,

L. H. HUOT,

Greffier de la Couronne en Chancellerie,
QUÉBEC.

JOURNAUX

DE

L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE

DE LA

PROVINCE DE QUÉBEC.

SESSION 1877-78.

Mercredi, 19 décembre 1877.

Message de Son Excellence le Lieutenant-Gouverneur par *Samuel Staunton Hatt*, écuyer, Gentilhomme Huissier de la Verge Noire.

M. l'Orateur,

Son Excellence le Lieutenant-Gouverneur désire la présence immédiate de cette honorable Chambre dans la salle des séances du Conseil Législatif.

En conséquence, M. l'Orateur et la Chambre se sont rendus dans la salle des séances du Conseil.

Et étant de retour,

M. l'Orateur informe la Chambre que, durant la vacance, il a reçu les notifications suivantes et qu'en conséquence il a adressé ses mandats au Greffier de la Couronne en Chancellerie, lui enjoignant de préparer de nouveaux writs pour l'élection de députés à l'effet de représenter la division électorale de *Kamouraska*, la division électorale de *Gaspé*, la division électorale de *Bonaventure* et la division électorale de *Québec-Est*.

Kamouraska, 7 février 1877.

A l'Hon. L. Beaubien,
Orateur de l'Assemblée Lég.,
Québec

MONSIEUR L'ORATEUR,

J'ai l'honneur de vous informer que je résigne ce jour mon siège de député à la Législature de la province de *Québec*, pour la division électorale de *Kamouraska*.

J'ai l'honneur d'être,

Monsieur,
Votre très-dévoué serviteur,
CHS. F. ROY.

JEAN BTE. TACHÉ, }
A. R. McDONALD. }

Québec, 9 novembre 1877.

A l'Honorable *Louis Beaubien*,
Orateur de l'Assemblée Législative,
Province de *Québec*.

MONSIEUR,

Ayant été appelé à occuper, au Conseil Législatif, le siège devenu vacant par le décès de l'Honorable *John Sharples*, j'ai l'honneur de vous informer, par la présente, que je résigne mon siège dans l'Assemblée Législative de la province de *Québec*, pour la division électorale de *Québec-Ouest*.

J'ai l'honneur d'être,

Monsieur,

Votre obéissant serviteur,

JOHN HEARN.

ED. A. BARNARD, }
ERNEST GAGNON. } Témoins.

CANADA, }
Province de *Québec*, }
District électoral de *Kamouraska*. }

A l'Honorable *Ls. Beaubien*,
Orateur de l'Assemblée Législative,
de la province de *Québec*.

MONSIEUR,

J'ai l'honneur de vous informer que je résigne par le présent mon siège comme membre de l'Assemblée Législative de la province de *Québec*, pour le comté de *Kamouraska*, et qu'en vertu de la sous-section trois de la section onze chap. 3, 22 Victoria des Statuts Refondus du Canada le dit siège est devenu vacant.

Donné sous mon seing et sceau devant les témoins soussignés, à *Kamouraska*, ce douzième jour de février mil huit cent soixante-et-dix-sept.

CHS. F. ROY.

J. C. CHAPAS, }
A. R. McDONALD, } Témoins.
JEAN BTE. TACHÉ. }

M. l'Orateur informe alors la Chambre que le Greffier de cette Chambre a reçu du Greffier de la Couronne en Chancellerie les certificats suivants :

BUREAU DU GREFFIER DE LA COURONNE EN CHANCELLERIE.

CANADA, }
Province de *Québec*. }

Le présent est pour certifier, qu'en vertu d'un bref d'élection, en date à *Québec*, du vingt-deuxième jour de février dernier, émis par Son Excellence le Lieutenant-Gouverneur de la Province de *Québec*, adressé à *Henri Garon*, écuyer, régistrateur et officier-rapporteur *ex-officio* pour l'élection d'un député pour représenter le district électoral de *Kamouraska*, dans l'Assemblée Législative de cette dite Province, dans le présent Parlement, en remplacement de *Charles François Roy*, qui, depuis son élection comme tel, a résigné son siège, *Joseph Dumont*, écuyer, a été élu pour représenter le dit district électoral de *Kamouraska*, ainsi qu'il appert par le rapport du dit bref d'élection, lequel est maintenant déposé dans les archives de mon bureau.

Fait à *Québec*, sous mon seing et le sceau de mon bureau, ce dix-neuvième jour de décembre mil huit cent soixante-et-dix-sept.

[L. S.]

L. H. HUOT,
G. C. C.

G. M. MUIR, écuyer,
Greffier de l'Assemblée Législative,
Québec.

BUREAU DU GREFFIER DE LA COURONNE EN CHANCELLERIE.

CANADA, }
Province de *Québec.* }

Le présent est pour certifier, que par et en vertu d'un bref d'élection, daté le dix-huitième jour d'avril dernier, émis par Son Excellence le Lieutenant-Gouverneur de la Province de *Québec* et adressé à *J. X. Lavoie*, écuyer, registrateur, officier-rapporteur *ex-officio* pour l'élection d'un député pour représenter le district électoral de *Gaspé* dans l'Assemblée Législative de cette Province, dans le présent Parlement, au lieu et place de l'Honorable *Pierre Fortin*, dont le siège a été déclaré vacant par la Cour Supérieure, siégeant en révision à *Québec* sous l'autorité de l' "Acte des élections contestées de *Québec*, 1875," l'Honorable *Pierre Fortin*, a été déclaré dûment élu pour le dit district électoral de *Gaspé*, ainsi qu'il appert par le retour du dit bref d'élection, maintenant déposé dans les archives de mon bureau.

Fait à *Québec*, ce premier jour d'octobre mil huit cent soixante-et-dix-sept.

[L. S.]

L. H. HUOT,
G. C. C.

G. M. MUIR, écuyer,
Greffier de l'Assemblée Législative,
Québec.

BUREAU DU GREFFIER DE LA COURONNE EN CHANCELLERIE.

CANADA, }
Province de *Québec.* }

Le présent est pour certifier qu'en vertu d'un bref d'élection, en date à *Québec*, du vingt-neuvième jour de novembre dernier, émis par Son Excellence le Lieutenant-Gouverneur de la Province de *Québec*, et adressé à l'Honorable *Charles Alley*, shérif du district de *Québec*, et officier-rapporteur *ex-officio* pour l'élection d'un député pour représenter le district électoral de *Québec-Ouest*, dans l'Assemblée Législative de cette Province, dans le présent Parlement, en remplacement de l'Honorable *John Hearn*, écuyer, qui, depuis son élection comme représentant du dit district électoral de *Québec-Ouest*, a résigné son siège, *Richard Alley*, écuyer, et Conseil de la Reine a été élu pour le dit district électoral de *Québec-Ouest*, ainsi qu'il appert par le rapport du dit bref d'élection, en date du dix-neuvième jour de décembre, lequel est maintenant déposé dans les archives de mon bureau.

Donné à Québec sous mon seing et le sceau de mon bureau, en la cité de Québec, ce dix-neuvième jour de décembre mil huit cent soixante-et-dix-sept.

[L. S.]

L. H. HUOT,
G. C. C.

G. M. MUIR, écuyer,
Greffier de l'Assemblée Législative,
Québec.

BUREAU DU GREFFIER DE LA COURONNE EN CHANCELLERIE.

CANADA, }
Province de Québec. }

Le présent est pour certifier, que par et en vertu d'un bref d'élection, en date du vingt-troisième jour de décembre mil huit cent soixante-et-seize, émis par Son Excellence le Lieutenant-Gouverneur de la Province de Québec, et adressé à S. Albert Verge, écuyer, registrateur et officier-rapporteur *ex-officio* pour l'élection d'un député pour représenter le district électoral de Bonaventure, dans l'Assemblée Législative de cette Province, dans le présent Parlement, au lieu et place de Pierre Clovis Beauchesne, écuyer, dont le siège a été déclaré vacant par la Cour Supérieure, siégeant en révision à Québec, sous l'autorité de l' "Acte des Elections Contestées de Québec, 1875," Joseph Israël Tarte, écuyer, a été déclaré élu pour le dit district électoral de Bonaventure, ainsi qu'il appert par le retour du dit bref d'élection, maintenant déposé dans les archives de mon bureau.

Fait à Québec, ce premier jour d'octobre mil huit cent soixante-et-dix-sept.

[L. S.]

L. H. HUOT,
G. C. C.

G. M. MUIR, écuyer,
Greffier de l'Assemblée Législative,
Québec.

Joseph Israël Tarte, écuyer, membre pour la division électorale de Bonaventure ; Joseph Dumont, écuyer, membre pour la division électorale de Kamouraska ; l'Honorable Pierre Fortin, membre pour la division électorale de Gaspé ; ayant préalablement prêté serment conformément à la loi, et signé devant les commissaires le rôle qui le contient prennent leurs sièges en Chambre.

Ordonné, Que M. le Procureur-Général Angers, ait la permission d'introduire un bill concernant l'administration des serments d'office.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois.

M. l'Orateur fait rapport que lorsque cette Chambre s'est rendue, ce jour, auprès de Son Excellence le Lieutenant-Gouverneur dans la salle des séances du Conseil Législatif, il a plu à Son Excellence d'adresser un discours aux deux Chambres de la Législature Provinciale, et que, pour prévenir toute erreur, il en a obtenu une copie dont il fait la lecture à la Chambre comme suit :

Honorables Messieurs du Conseil Législatif :

Messieurs de l'Assemblée Législative :

C'est avec satisfaction que je vous vois réunis au siège du gouvernement pour délibérer sur les mesures qui vous seront soumises, et je saisis cette occasion pour vous assurer de la confiance que je repose dans votre zèle et votre sagesse.

La crise commerciale qui continue à sévir est un temps d'épreuve qui, je l'espère, se terminera bientôt. Je suis convaincu que l'abondance de la récolte dont nous avons été favorisés, et les grands travaux qui sont exécutés dans la province, devront contribuer à faire disparaître le malaise dont le pays souffre, et à ramener des jours plus prospères.

Vous apprendrez avec plaisir que la commission pour la refonte des statuts a fait des progrès qui nous assurent, pour bientôt, un résultat désiré de tous.

L'acte du Service Civil a été mis à exécution, et un rapport à ce sujet vous sera fait, ainsi que le veut la loi.

Mon gouvernement n'ayant pu s'entendre avec celui d'Ontario sur un compromis dans la question de l'arbitrage, la cause a été, de consentement mutuel, portée en appel au Conseil privé de Sa Majesté, en Angleterre. Nous attendons avec confiance la décision de ce tribunal suprême.

Des mesures importantes pour donner plus d'efficacité au service public vous seront présentées ; vous aurez à considérer divers projets de loi concernant l'agriculture, les écoles de réforme, les asiles et l'acte des licences.

Messieurs de l'Assemblée Législative :

Les comptes publics pour l'année fiscale qui vient de s'écouler seront mis devant vous, et des subsides pour l'année prochaine vous seront demandés.

Honorables Messieurs et Messieurs :

Un rapport vous sera fait sur les travaux exécutés par les commissaires nommés pour construire le chemin de fer "*Québec, Montréal, Ottawa et Occidental*." J'espère que vous serez satisfaits des progrès accomplis dans cette grande entreprise.

Convaincu de votre loyauté envers Notre Très-Gracieuse Souveraine, et de votre dévouement aux intérêts du pays, je fais des vœux pour que, avec l'aide de la Divine Providence, vos travaux contribuent à accroître le bonheur et la prospérité de cette province.

Sur motion de M. le Procureur Général *Angers*, secondé par M. le Trésorier *Church*,

Ordonné, Que le discours de Son Excellence le Lieutenant-Gouverneur aux deux Chambres de la Législature Provinciale, soit pris en considération, demain

Ordonné, Que les votes et délibérations de cette Chambre soient imprimés après avoir été examinés par M. l'Orateur, et qu'il en ordonne l'impression ; et que nul autre, que celui qu'il désignera, ne se permette de les imprimer.

Résolu, Que s'il s'élève une question se rattachant à l'élection ou au rapport de l'élection d'un député, ce dernier devra se retirer pendant les débats, qui s'en suivront ; et si deux députés sont élus par le même collège électoral, ils devront s'absenter jusqu'à ce que l'élection soit décidée.

Résolu, Que s'il appert qu'une personne a été élue membre de cette Chambre ou a cherché à l'être par corruption, et au moyen d'intrigues ou de menées, la Chambre procédera avec la plus grande sévérité contre toutes les personnes qui auront pris une part volontaire à cette corruption et à ces menées ou intrigues.

Résolu, Que l'offre d'argent, ou tout autre avantage, à un membre de l'Assemblée Législative dans le but de faciliter la passation d'une mesure quelconque qui dépendra du Parlement de la Province de *Québec*, ou qui doit y être décidée, est un grand crime et un délit, et tend au renversement de la constitution.

Résolu, Qu'il soit nommé des comités spéciaux permanents de cette Chambre pour la présente session, pour les objets suivants :

1. Les privilèges et élections. 2. Les ordres permanents. 3. Les chemins de fer, canaux, lignes télégraphiques et compagnies de mines et manufacturières.

4. Les divers bills privés. 5. Les lois expirantes. 6. Les impressions. 7. Les comptes publics. 8. L'agriculture, l'immigration et la colonisation. 9. Sur les différentes industries dans cette Province ; lesquels dits comités auront, respectivement pouvoir de s'enquérir de tous sujets et choses qui leur seront renvoyés par la Chambre ; et de faire rapport de temps à autre de leurs observations et opinions sur iceux, avec pouvoir d'envoyer quérir personnes, papiers et records.

M. l'Orateur met devant cette Chambre copies des jugements et documents se rattachant aux causes des élections contestées qui suivent, savoir : *Gaspé, Jacques-Cartier, Laprairie et Montmagny*. (Appendice, No. 1.)

M. l'Orateur communique à la Chambre le rapport du bibliothécaire de l'Assemblée Législative sur l'état de la bibliothèque du Parlement, lequel est lu comme suit :

A L'HONORABLE ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE DE LA PROVINCE DE QUÉBEC :

Le bibliothécaire de la Législature de la Province de *Québec*, par son présent rapport, expose humblement :

Que, dans le cours de l'année qui vient de finir, 1219 volumes reliés, 92 brochures et 300 cartes marines ont été ajoutés à votre bibliothèque, ce qui porte le nombre total des volumes à 23,229 et la collection des cartes marines, la plus belle du *Canada*, à 578.

Déjà le local est étroit et certaines classifications deviennent difficiles.

Il serait de la plus haute importance qu'une chambre encore fût annexée à la bibliothèque.

La plus grande partie de l'allocation a été employée à l'achat de livres de droit et surtout de droit constitutionnel.

La littérature a été pour ainsi dire complètement négligée, puisqu'à peine 60 volumes nouveaux ont pris place sur les rayons, cette année. Votre bibliothécaire croit remplir plus sûrement aussi le but de l'Honorable Chambre qui désire que sa bibliothèque soit avant tout, parlementaire.

Un voyage fait récemment à *Ottawa* nous a procuré, à M. l'assistant-bibliothécaire et à moi, l'avantage de voir la collection des ouvrages de droit constitutionnel de la bibliothèque du Parlement fédéral, et de suite j'ai prié l'agent de votre bibliothèque à *Londres*, de nous envoyer les ouvrages qui nous manquent. Avant la fin de la session, je l'espère, votre bibliothèque n'aura rien à envier à celle d'*Ottawa*, sous le rapport d'ouvrages de droit politique anglais.

Le système des échanges avec d'autres bibliothèques se continue avec avantage pour nous. Nous recevons toujours plus que nous donnons, et l'Honorable Chambre verra, par la liste des dons, que la France seule, par quelques uns de ses ministères, nous a envoyé plus de 300 volumes, presque tous importants, en retour d'un nombre comparativement petit, d'ouvrages canadiens.

Le quatrième supplément au catalogue, a été imprimé. Il forme une brochure de 52 pages, grand in-8, et comprend tous les livres, brochures et cartes dont s'est enrichi votre bibliothèque dans le cours de l'année.

Le tout respectueusement soumis.

PAMPHILE LEMAY,

Bibliot. de la Lég., Québec.

Liste des dons faits à la bibliothèque en 1877 :

Par Son Excellence le Lieutenant-Gouverneur :

Hansard's Debates vol. 229.

Army List for 1873-74-75, 36 vols. 18 mo.

Par l'Hon. L. Beaubien :

Photographie représentant l'Hon. R. E. Caron.
Colonie Agricole de Mettray, 2 brochures.
Colonie de Citeaux. Rapports 1872-74, 2 broch.

Par l'Hon. P. Garneau :

Marcus, South Australia, its history, 1 vol.
Official Catalogue. United States Exhibition, 2 vols.
Official Catalogue of the British Section, 1 vol.
Sève, Le Chili tel qu'il est, 1 vol.
L'Empire du Brésil à l'exposition de 1876.
16 autres volumes et brochures sur l'Exposition.

Par l'Hon. M. Ouimet :

Report on Public Libraries in the United States, 2 vols.
Relations des Jésuites, (pour échange.)

Par J. C. Taché, Ecr. :

Recensement du Canada 1870-71, 6 ex, (pour échange.)

Par les auteurs respectifs :

Hon. Fortin. The Straits of Belle-Isle, 1 pamp.
" Le détroit de Belle Isle, 1 pamp.
Barnard (E. A.) Beet sugar, its economical production, 1 broch.
De Bonnechose. De Montcalm en Canada, 1 vol.
Desjardins (L. G.) M. Laurier devant l'histoire, 1 broch.
Young (F.) Imperial Federation of Great Britain and Colonies, 1 vol.
Court (Rev. W. T.) The story of my connection with the Chiniquy movement,
1 broch.
Court (Rev. W. T.) Catéchisme Protestant, 1 broch.
" " Le premier catéchisme, 1 broch.
Manfred, Lord Byron vindicated, 1 vol.
Desaulniers (F. L.) Réunion des paroisses de Yamachiche, 1 broch.
Landry (A. C. P. R.) Où est la disgrâce, 1 broch.

Par l'Hon. P. Fortin :

Rapport des travaux publics 1867, 4 copies.
Discours de Sir J. A. Macdonald. Traité de Waskington, 6 copies.
Subdivision du Bas-Canada, 4 ex.
Rapports divers sur les chemins de fer, etc., 42 broch.
Map of the District de Gaspé.

Par MM. les Commissaires du Havre de Québec :

Photographie de la Barge à relever les ancres.

Par M. le Professeur Kingston :

Reports on the Meteorological Magnetic Observatory 1876, 1 vol.

Par *W. P. Jervis*, écr. :

Topographical Map of Greece, Turkey in Europe, 21 feuilles.
General Map of Asia Minor, Syria, 1 feuille.
The Island of Bombay, 1 feuille.
Map of the Khanah of Bokhara, 1 feuille.

Par *M. J. B. Rouillard* :

Fossett, Colorado, Historical work, 1 vol.

Par *M. P. Céra* :

Vie du Père Marie Ephrem, 1 vol.

Par *Chas. Lindsay*, écr. :

Pau, The Queen of the Winter stations (plusieurs copies.)
Taylor (Sir A.) Man, the General Principles of Medical Climatology.
Cazenarde de la Roche : Influence of the Ocean Winds.
Sedative Action of the Climate of Pau.

Par *M. le Chevalier LaRocque* :

L'Association Catholique. Revue depuis juillet 1877.

Par *E. A. Meredith*, écr. :

Rapports géologiques 1866-1874, 6 exemplaires ch.
Dawson. Report on Geology, 2 copies.
Geological Survey of Canada 1875-76, 1 vol.

Par *Ed. J. Langevin*, écr. :

Statuts du Canada 1867-77, 20 vols.
Langevin. Rapport sur la Colombie, 4 vols.

Par *J. Perrault*, écr. :

Official Catalogue. British Section Exhibition 1876, 1 vol.

Par *J. Douglass*, écr. :

A. Kerman. Iron Manufacture in Sweeden, 1 vol.
Les Lords Commissaires de l'Amirauté.
Admiralty Charts of the Coasts of England.
Scotland and Ireland, 56 feuilles.
Catalogue of the Books in the Admiralty Library, 1 vol.

- Par le Royal Colonial Institute :

Proceedings of the Royal Colonial Institute 1876-77, 1 vol.

Par le Cobden Club, Londres :

Cobden, Russia, Turkey and England, 1 bro.

Par le *New-York Produce Exchange* :

Report of the N. Y. Produce Exchange 1875-76, 1 vol.

Par le Board of Trade, *Londres* :

Annual Statement on the Navigation England 1876, 2 vols.
Statistical Abstract for the United Kingdom 1862-76, 2 vols.
Agricultural Return on the Colonies 1861-75, 2 vols.

Par l'Université-Laval :

Annuaire de l'Université-Laval 1877-78, 1 vol.

Par l'Université *McGill* :

The McGill University Calendar 1877-78, 1 vol.

Par le gouvernement de la *Belgique* :

Coutumes du Pays et Duché de Brabant, 1 vol.

Par la province d'*Ontario* :

Journals of the Legislative Assembly 1877, 1 vol.
Sessional papers 1877, 4 vols.
Supplement to the Catalogue of the Library of Parliament.

Par la *Nouvelle-Ecosse* :

Journals of House of Assembly 1876-77, 2 vols.
" of the Legislative Council, 2 vols.
Statutes of Nova Scotia 1877.

Par le *Nouveau-Brunswick* :

Laws of New-Brunswick 1876-77, 2 vols.
Journals of the Legislative Council 1876.

Par la *Colombie Britannique* :

Journal of the Legislative Assembly 1877, 2 copies.
Sessional Papers British Columbia, 2 copies.

Par la Province du *Manitoba* :

Statuts de Manitoba 1877.
Journal du Conseil Législatif 1877.
" de l'Assemblée Législative 1877.

Par la Province de *Terreneuve* :

Census of Newfoundland and Labrador 1874, 1 vol.

Par la *Trinidad* :

Ordinances for 1876, 1 vol.
Council Papers 1875, 1 vol.
Report of the Treasury Commission, 1 vol.

Par la *Tasmanie* :

Journal of the House of Assembly Tasmania 1876, 2 vols.
Walch's Tasmania Almanac for 1877, 1 vol.

Par la *Jamaïque* :

Jamaica Statutes revised edition 1680-1866, 4 vols.
The Jamaica Gazette 1876, 2 vols.
Laws of Jamaica 1876, 1 vol.
Minutes of the Legislative Council 1875.
Blue Book 1875-76, 1 vol.

Par les *Iles sous le Vent* :

Acts of Leeward Islands 1876, 1 vol.

Par la *Nouvelle Galle du Sud* :

Votes and Proceedings New South Wales 1877.
Legislative Papers 1876-77.
Statistical register of New South Wales 1875.
Blue Book 1876.

Par le *Cap de Bonne Espérance* :

Report of Select Committees Cape of Good Hope 1876, 1 vol.
Votes and Proceedings 1876, 4 vols.

Par l'Etat de *New-York* :

Senate Journal New-York 1876, 1 vol.
" Documents New-York 1875-76, 4 vols.
Assembly Journal New-York 1876, 1 vol.
" Documents New-York 1875-76, 8 vols.
Laws of New-York 1876, 2 vols.
Report of the New York State Library 1876, 1 vol.

Par l'Etat de *Pennsylvanie* :

Laws of Pennsylvania 1876-77, 2 vols.
Journal of the Senate 1876-77, 2 vols.
Journal of the House of Representatives 1876-77 2 vols.
Legislative documents 1876-77, 6 vols.
Executive documents 1876-77, 2 vols.
The Common School Laws, 1 vol.
Small's Legislative Hand Book, 1 vol.

Par l'Etat de *Michigan* :

Report of the State Librarian of Michigan, 1 brochure.
Bours, Manual for the use of the Legislature, 1 vol.

Par l'Etat du *Kansas* :

Report on Public Instruction, Kansas 1876, 1 vol.
The laws of Kansas 1877, 1 vol.
Report of the State Board of Agriculture 1877, 1 vol.

Par l'Etat des *Illinois* :

Laws of the State of Illinois 1877, 1 vol.
Report of Public charities 1876, 1 vol.
Annual Insurance Report 1877, 1 vol.
Law Reports 1874-77, 12 vols.

Par l'Etat de l'*Ohio* :

Report of the Ohio Agricultural College 1876, 1 vol.

Par l'Etat de l'*Iowa* :

Journal of the Senate, Iowa 1876, 1 vol.
Journal of the House of Representatives 1876, 1 vol.
Acts and Resolutions 1876, 1 vol.
Legislative Documents 1876, 3 vols.
The Census of Iowa 1875, 2 vols.

Par l'Etat de *New Hampshire* :

Journal of the Senate 1876, 1 vol.
Laws of New Hampshire 1876, 1 vol.
Law Reports 1875, 1 vol.
Reports of the Legislature 1876, 1 vol.
Report on Public Instruction 1876, 1 vol.

Par l'Etat de *Connecticut* :

Colonial Records of Connecticut, 10th volume, 1 vol.

Par l'Etat du *Rhode Island* :

Acts and Resolves of the General Assembly 1877, 2 vols.

Par l'Etat de *Nevada* :

Journal of the Assembly of Nevada 1877, 1 vol.
Journal of the Senate of Nevada 1877, 1 vol.
Appendix to journals, " " 3 vols.

Par le ministère de l'Agriculture et du Commerce, *France*.

Descriptions des Machines et Brevets d'Invention 1818-1876, 186 vols.
 Statistique de la France. Agriculture 1862-72, 2 vols.
 Statistiques des industries principales en 1874, 1 vol.
 Barral. Les irrigations dans le département des bouches du Rhône, 1 vol.
 La France agricole. Atlas, 1 vol.
 Notice sur les objets exposés à Vienne, 1 vol.
 Primes d'honneur. Concours régionaux, 5 vols.
 Descriptions des espèces bovines, 2 vols.
 Beaudement. Espèces bovines, 2 vols.
 Enquête sur les engrais industriels, 2 vols.
 Fracynet. Assainissement industriel, 5 vols.
 Les fermes écoles, 1 vol.
 Travaux du comité d'hygiène, 6 vols.
 Guzot. Etudes sur les vignobles, 3 vols.
 Rapport sur les caisses d'Epargnes, 4 vols.
 Rapports sur les eaux minérales, 5 vols.
 Plusieurs autres documents officiels.

Par le Ministère de la Marine et des Finances :

Revue des eaux et forêts 1862-76, 16 vols.
 Pilote Français, de la Manche, des côtes de France, 6 vols.
 Cartes des côtes de France et de l'Isle de Corse (250 feuilles).
 Directions des Manufactures de l'Etat, 4 vols.
 Rapport sur les forêts de l'Etat, 2 vols.
 Reboisements des Montagnes, 3 vols.
 Enquêtes sur les incendies de forêts, 2 vols.
 Compte des recettes de 1872, 1 vol.
 Budget de l'exercice 1878, 4 vols.
 Tableau général du commerce de France, 7 vols.
 Vignier. Traité des Impôts, 2 vols.
 Barré. Manuel d'arpentage, 1 vol.
 Flèche. Manuel de Botanique, 1 vol.
 Plusieurs autres documents officiels.

M. l'Orateur met devant la Chambre des lettres et documents concernant le projet de création d'un Musée Impérial pour les *Colonies* et les *Indes*. (Documents de la session No. 6.)

M. l'Orateur communique à la Chambre les lettres et documents qui suivent :

PARIS, le 27 novembre 1877.

Ministère de l'Instruction publique des Cultes et des Beaux Arts.

Direction des Sciences et des Lettres.

Commission des Echanges Internationaux.

MONSIEUR LE PRÉSIDENT.

Les nombreux envois que vous avez faits à mon Département vous valent toute notre gratitude, et je suis heureux de vous adresser mes remerciements empressés. J'avais déjà demandé à mon collègue des Affaires Etrangères de

vouloir bien les faire parvenir, par l'entremise de M. le Consul Général de France à Québec ; j'espère que M. Lefavre aura été mon interprète auprès de vous.

Mais en me faisant un premier envoi, vous aviez eu l'obligeance, Monsieur le Président, d'exprimer le désir de voir renouer entre la France et le Canada les relations d'échange autrefois si profitables à nos deux pays. Ce désir répondait au mien, car, au moment même où j'en ai été instruit, je reprenais les relations internationales d'échanges interrompues depuis quelques années, et je leur donnais une organisation perfectible, mais définitive. J'ai donc été particulièrement heureux d'apprendre que le Canada serait disposé à entrer dans l'espèce de Confédération Scientifique que nous venions d'établir, et, dès le mois d'avril dernier, j'ai prié mon collègue des affaires étrangères de vous faire connaître notre organisation et de vous inviter à l'accepter.

Avez vous reçu les renseignements que j'avais donnés pour vous, Monsieur le Président ? Je l'ignore et j'aurais grand regret qu'ils ne vous fussent point parvenus. En tout cas, j'ai l'honneur de vous adresser aujourd'hui un certain nombre de pièces qui vous feront connaître sur quelles bases sont établis nos échanges avec l'Etranger. Vous y verrez après quels tâtonnements notre organisation est devenue complète, et vous voudrez bien, je l'espère, l'accepter dans sa forme définitive. Un grand nombre de pays ont déjà répondu à mon appel. Ils n'ont pas tous formé immédiatement des commissions comme celles dont vous trouverez ci-joint l'arrêté constitutif ; quelques-uns ont chargé un bureau, une grande société savante, ou leur bibliothèque Royale, de représenter la commission encore, absente, mais tous nous ont donné des correspondants réguliers.

Nous leur transmettons fréquemment des envois considérables, dans lesquels sont compris tous les ouvrages destinés aux différents établissements de leurs pays, et ils se chargent de la distribution de ces volumes ; de leur côté ils nous envoient de même, en bloc, les différents travaux de leurs pays destinés à la France ; la commission Française des échanges en fait la distribution. L'absence d'un crédit spécial au service des échanges, que je n'ai pu encore demander aux chambres, m'a obligé d'établir que les frais de transport restaient toujours à la charge du destinataire. Tous nos correspondants, reconnaissant que la France envoyait beaucoup plus qu'elle ne recevait, ont bien voulu consentir à cette condition : ils se font généralement rembourser par les établissements intéressés. J'espère, M. le président, que vous établirez avec nous, des relations d'échange dans les conditions indiquées. Libre de notre organisation intérieure, je ne vous demande que de désigner à la Commission Française des Echanges, un correspondant régulier au Canada, et je commencerai immédiatement avec vous des Echanges dont les résultats seront certainement très féconds pour nos deux pays.

Vous avez exprimé le regret de ne recevoir depuis un certain nombre d'années qu'un très petit nombre de volumes ; nos échanges modifieront cet état de chose. Jusqu'à ce jour, au reste, mon ministère donnait beaucoup ; quelques autres donnaient aussi ; mais la plupart du temps, les ouvrages ainsi accordés étaient irrégulièrement retirés ou expédiés par des voies peu sûres. Souvent une partie d'un ouvrage restait dans nos dépôts de livres sans être jamais demandée, pendant qu'une autre était réclamée encore après avoir été retirée. Avec notre organisation actuelle, ces inconvénients disparaîtront. La Commission, le Bureau d'Echanges ou le Corps Savant qui le représentera dans chaque pays, recevant ensemble les ouvrages destinés aux différents établissements, aura un sûr moyen de contrôle, qui rendra impossible les oublis autant que les réclamations non justifiées. Il lui suffira pour cela de tenir un registre régulier des envois, des réceptions et des distributions.

Tous ces avantages et les raisons que je viens de vous exposer vous décideront, j'espère, M. le président, à faire accepter les Echanges réguliers entre le Canada et la France, dans les conditions ci dessus indiquées.

Agréez, Monsieur le Président,

l'assurance de ma considération très distinguée,

LE MINISTRE

de l'Instruction des Cultes et des Beaux-Arts.

B. E. DEWATTEVILLE.

Liste des livres envoyés le 27 novembre 1877 à la bibliothèque de l'Assemblée Législative de Québec :

Etude des gites houillers et métallifères du Bocage vendéen (Atlas).
 Etude des gites minéraux du Bassin houiller de Brassac (texte et Atlas).
 Mémoire sur les Bassins houillers de Saône et Loire (texte et Atlas).
 Description des Bassins houillers de Deeize, (texte et Atlas).
 Etude géologique du Bassin houiller de la Sarre (texte.)
 Notice minéralogique sur les Provinces d'Oran et d'Alger (texte et étude.)
 Notice sur les gites houillers de Forges et la Chapelle sous Dun et sur les gites de manganèse de Romanèche (texte et Atlas.)
 Recherches sur les roches, les eaux, et les gites minéraux des Provinces d'Oran et d'Alger (texte.)
 Etat du Bassin houiller de Valenciennes (texte et Atlas.)
 Etude du Bassin houiller de la Creuse (texte et Atlas).
 Carte agronomique de l'arrondissement de Rethel.
 Carte géologique de l'Ariège (texte, Atlas et carte).
 Carte géologique et agronomique de l'Isère.
 Carte géologique de la Loire et description géologique (texte et Atlas.)
 Carte des alluvions modernes.
 Traité de Minéralogie cristallographique.
 De l'azote et des matières organiques répandues dans l'écorce terrestre.
 Assainissement industriel et municipal en Angleterre.
 Assainissement industriel en Belgique et en Prusse Rhénanne.
 Assainissement industriel et municipal en France
 Rapport supplémentaire sur l'assainissement industriel et municipal en France et à l'Etranger.
 Emploi des eaux d'égout à Londres.
 Mémoire sur la situation des forges de France et de Belgique par Hector Rigaud.
 Rapport sur les pêches maritimes.
 Rapport sur l'ostriculture.
 Progrès de la photographie de Davanne.
 Rapport sur la mission des chotts Tunisiens.
 Chaleur solaire par Mouchot.
 Tarif des douanes.
 Rapports sur les monts de piété.
 Rapport sur les bureaux de bienfaisance.
 Essai de grammaire vepse.
 Vocabulaire français-esquimaux.
 Catalogue de la bibliothèque (histoire) 8 à 10.
 Œuvres d'Oribase 5 à 6.
 Livre des psaumes.
 Correspondance de Richelieu, T. VIII.
 Œuvres de Lagrange, T. VII.
 Inscriptions de la France, T. III.

A l'Institut Canadien à Montréal :

• Livre des psaumes.
 Inscriptions de la France, T. III.
 Nouveaux mélanges, T. II.
 Correspondance de Richelieu, T. VIII.

*Ministère de l'Instruction Publique, des Cultes et des Beaux-Arts.**Direction des Sciences et des Lettres.**Bureau des Echanges Internationaux.*

Le Ministère de l'Instruction Publique, des Cultes et des Beaux-Arts,

Vu la convention signée, le 12 août 1875, au Congrès International des Sciences Géographiques ;

Vu les approbations données par un grand nombre de Gouvernements à la dite convention et au projet de règlement préparé, discuté et définitivement adopté, le 29 janvier 1876, par les représentants des Gouvernements intéressés ;

ARRÊTE :

ARTICLE 1.

Il est institué, à Paris, au Ministère de l'Instruction Publique, sous la présidence de M. le Ministre et sous le titre de *Commission française d'échanges internationaux*, une commission chargée : de correspondre avec les comités semblables établis dans divers pays ; de transmettre les renseignements scientifiques ou littéraires qui lui seront demandés ; de faire faire, en cas de besoin, pour le compte des commissions étrangères, des recherches dans les bibliothèques, les archives, etc., de la France ; de réunir les documents de toute nature destinés à être échangés ; de recevoir ceux qui sont envoyés par les nations étrangères et d'en faire la distribution dans les divers établissements publics français.

ARTICLE 2.

Cette commission se compose de :

MM. les ministres de l'instruction publique, des cultes et des beaux arts, Président ;

Le Baron *Oscar de Watteville*, directeur des sciences et des lettres au ministère de l'instruction publique, Vice-président ;

Xavier Charmes, attaché au ministère de l'instruction publique, Secrétaire ;

Le Marquis de *Beauvoir*, secrétaire d'ambassade, sous-chef du cabinet de M. le ministre des affaires étrangères ;

Georges Berger, professeur suppléant à l'école des beaux-arts, directeur des sections étrangères à l'Exposition universelle de 1878 ;

Davanne, président du comité d'administration de la société de photographie de Paris ;

Delesse, attaché au ministère des travaux publics ;

Léopold Delisle, membre de l'académie des inscriptions et belles lettres, administrateur général, directeur de la bibliothèque nationale ;

Deloche, membre de l'académie des inscriptions et belles lettres, directeur au ministère de l'agriculture et du commerce ;

Armand Dumaresq, peintre ;

Duveyprier, secrétaire de la société de géographie de Paris ;

Félix Fournier, membre de la société de géographie de Paris ;

Focillon, directeur de l'école *Colbert* ;

Aimé Girard, professeur au conservatoire des arts et métiers ;

Hamy, aide naturaliste au museum d'histoire naturelle ;

Lévêque, membre de l'académie des sciences morales et politiques, professeur au collège de France ;

Xavier Marmier, membre de l'académie française ;
Meurand, directeur au ministère des affaires étrangères ;
Renard, bibliothécaire du ministère de la marine et des colonies ;
Guillaume Rey, membre de la société de géographie de *Paris* ;
Rossigneux, architecte ;
Saige, archiviste aux archives nationales ;
Sainte-Claire Deville, membre de l'académie des sciences ;
Scheffer, directeur de l'école des langues orientales vivantes ;
Le Baron *Olivier de Watteville*, inspecteur général des services administratifs
au ministère de l'intérieur.

ARTICLE 3.

Sont membres de droit de cette commission, avec voix délibérative, les représentants des pays étrangers qui correspondent avec elle.

ARTICLE 4.

M. le baron de *Watteville*, vice-président de la dite commission, directeur des sciences et des lettres au ministère de l'instruction publique, est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Paris, le 15 mai 1877.

(Signé),

WADDINGTON.

Pour copie conforme :

Le Secrétaire de la commission française des échanges internationaux.

CHARMES.

Par arrêté ministériel, en date du 16 août 1877, la Commission française des échanges internationaux a été complétée par la nomination de :

MM. le Comte de *Circourt*, conseiller d'Etat ; de *Marcheville*, maître des requêtes au Conseil d'Etat ; *Hachette*, auditeur des requêtes au Conseil d'Etat.
M. *Hachette* a en même temps été chargé des fonctions de second Secrétaire.

Le Secrétaire de la commission,

CHARMES.

La Commission française a des attributions diverses :

1. Elle réunit pour les pays étrangers les cartes, documents scientifiques, statistiques, législatifs, administratifs, etc., qui doivent leur être envoyés soit en dons, soit en échanges ;

2. Elle recherche dans les archives, les dépôts et les bibliothèques françaises, et rassemble, pour les communiquer aux comités correspondants, ou du moins les indiquer et s'il est nécessaire en faire faire la copie, les documents tant anciens que nouveaux utiles à chacun d'eux : cartes, histoires, voyages, etc. ;

3. Elle fournit des indications et sert d'intermédiaire pour le classement des bibliothèques et des archives, et pour l'échange des doubles avec elles ;

4. Elle fait connaître les documents publiés en France par des particuliers, les appareils et les instruments inventés, et s'efforce de les obtenir pour les comités correspondants au prix le plus réduit possible ;

5. Elle organise, s'il est besoin, des missions à l'étranger pour compléter les recherches qu'elle-même fait en France, et, lorsqu'on le lui demande, elle vient en aide aux missionnaires scientifiques envoyés en France par l'étranger ;

6. La section des beaux-arts réunit les modèles de dessin employés dans les écoles primaires, dans les lycées, dans les écoles spéciales de France, ainsi que les programmes de l'enseignement artistiques de ces établissements. Elle transmet ces programmes et ces modèles en donnant son avis sur leur valeur. Elle étudie et apprécie les programmes de même genre et les modèles qui lui sont soumis par les comités correspondants.

En même temps la Commission française se tient prête à répondre à toutes les questions qui lui sont adressées par ses correspondants sur les diverses branches de l'enseignement, sur les sciences, l'histoire, les beaux-arts ; et lorsqu'elle le juge nécessaire ou lorsqu'on lui en témoigne le désir, elle soumet ces questions aux grands corps savants ou aux hommes spéciaux. D'autre part, elle sert d'intermédiaire aux savants français qui ont besoin de renseignements à l'étranger. Elle s'adresse aux Commissions correspondantes pour obtenir ces renseignements.

La Commission française ne se met en rapport avec aucun pays sans avoir reçu l'investiture du gouvernement de ce pays. Elle restreint pour chaque nation le cercle de ses travaux au gré des gouvernements qui lui en font la demande.

Paris, le 8 mars 1876.

Ministère de l'Instruction Publique des cultes et des beaux arts.

Division des sciences et lettres—1er bureau.

M.

Frappés du nombre des travaux intéressants et pour eux nouveaux qui figuraient dans les galeries de l'exposition du Congrès international des sciences géographiques, tenu à Paris l'été dernier, les commissaires des divers gouvernements ont reconnu que toutes les nations auraient un très grand avantage à posséder des collections aussi complètes que possible des travaux des autres pays et à être instruites de leurs progrès.

Dans cette pensée, ils ont signé, le 12 août 1875, une convention, délibérée entre eux, et suivant laquelle ils promettaient de demander à leurs gouvernements d'organiser des échanges réguliers, afin d'assurer à chacun d'eux la connaissance et la possession de ce que tous publient dans le champ, très vaste, il est vrai, des sciences géographiques.

En conséquence, les signataires de la convention du 12 août présents à Paris se sont réunis récemment au Ministère de l'Instruction Publique. Après avoir choisi M. le Baron de Waiteville, chef de la Division des sciences et lettres de ce Ministère, comme Président de leur commission, ils ont cherché les moyens pratiques de donner une véritable utilité aux échanges internationaux des travaux scientifiques. Jusqu'ici, en effet, les gouvernements avaient l'habitude de s'adresser courtoisement certaines publications officielles, telles que, cartes, statistiques, données commerciales, etc. ; mais ces pièces restaient presque toujours déposées dans des bureaux ministériels ou il était difficile de les consulter, et d'ailleurs elles étaient loin de représenter l'ensemble des progrès faits dans les sciences par les différentes nations. Pour étendre les échanges, la Commission centrale, réunie à Paris, a donc discuté et adopté le projet de règlement dont j'ai l'honneur de vous adresser
exemplaires.

Je vous serai obligé M. d'examiner ce projet et de le soumettre à votre gouvernement en le priant au nom de la Commission de vouloir bien faire savoir s'il est disposé à participer aux échanges.

Il est bien entendu que cette participation peut être restreinte au gré de chaque gouvernement et que chacun d'eux est invité à faire au projet ci-joint les changements qu'il jugerait nécessaires. Ces modifications devront être communiquées le plus promptement possible à la Commission centrale de *Paris* (Cabinet de M. le Baron de *Watteville*, Président de la Commission centrale des échanges internationaux.)

Agréez, M.

l'assurance de ma haute considération.

Pour le directeur des Sciences et Lettres
au Ministère de l'Instruction Publique,
Président de la Commission centrale des échanges internationaux.

Le secrétaire de la commission,

CHARMES.

Projet de règlement pour l'échange international des établissements scientifiques à soumettre aux puissances contractantes.

Lors du congrès international des sciences géographiques, tenu à *Paris* pendant les mois d'août et de septembre 1875, les commissaires des gouvernements de la confédération *Suisse*, de la *Belgique*, de la *Turquie*, de l'*Espagne*, de la République Dominicaine, de la *Roumanie*, de l'*Autriche-Hongrie*, de la *Hongrie*, du *Portugal*, du *Chili*, de la *Norvège*, de la *Suède*, de la *Russie*, de l'*Italie*, de l'*Allemagne* et des *Etats Unis* ont donné à un vœu exprimé par eux tous la forme suivante :

“ Les commissaires soussignés se proposent de demander à leurs gouvernements respectifs d'organiser dans chaque pays un bureau central chargé de réunir les publications cartographiques, géographiques, etc., éditées aux frais de l'état, et de répartir ces publications entre les différentes nations qui ont adhéré au présent programme.

“ Ces bureaux qui doivent correspondre directement entre eux, serviront à transmettre les communications scientifiques internationales des sociétés savantes.

“ Ils serviront d'intermédiaires officieux pour acquérir dans les meilleures conditions possibles, les ouvrages, cartes, instruments, etc., etc., publiés ou fabriqués dans chaque pays, et demandés par un pays adhérent.

“ Chaque pays doit envoyer, au *minimum*, aux pays adhérents, un exemplaire des publications de sa nation.”

Pour accomplir ce projet, M. le baron de *Watteville*, chargé par ses collègues de former à *Paris* une commission centrale des échanges, a réuni au ministère de l'instruction publique, ceux des signataires de la Convention du 12 août 1875 qui habitent *Paris*.

La commission ainsi formée, désireuse “ d'assurer l'échange des publications et documents officiels ayant traits aux sciences qui touchent à la connaissance du globe, telle que : en *premier lieu*, astronomie, géodésie, cartographie, géographie, topographie ; géologie, minéralogie ; botanique ; ethnologie, hygiène ; zoologie ; entomologie ; explorations et voyages ; histoire, archéologie, linguistique, numismatique, etc. ; en *second lieu*, statistique dans toutes ses branches,” a préparé, discuté et adopté le règlement ci-dessus, que ses membres soumettront à l'approbation de leurs gouvernements respectifs.

TITRE PREMIER.

Dispositions générales.

ARTICLE PREMIER.

Chaque autre partie contractante désignera dans son pays un bureau comme centre des échanges internationaux. Il en communiquera le titre exact et l'adresse aux autres gouvernements.

ARTICLE 2.

Chaque bureau dressera une bibliographie des travaux officiels publiés dans ces dernières années et qu'il est disposé à échanger. Il transmettra un exemplaire au moins de cette bibliographie aux bureaux étrangers, et s'engagera à donner avis à ces mêmes bureaux des publications officielles nouvelles, à mesure qu'elles verront le jour.

ARTICLE 3.

Le bureau de chaque pays est juge, sauf ratification par son gouvernement, de l'opportunité d'inscrire dans la liste des propositions d'échanges les publications ne rentrant pas directement dans la catégorie des sciences ci-dessus énoncées.

TITRE II.

Echanges entre gouvernements ou ministères.

ARTICLE 4.

L'échange est gratuite pour tous les documents officiels, c'est-à-dire pour les publications faites aux frais de l'Etat. A cet égard, chaque haute partie contractante s'engage à envoyer aux bureaux étrangers un exemplaire au moins de ses publications, sauf toutefois celles qui ont trait à la défense nationale.

ARTICLE 5.

Si un pays désire recevoir, pour quelque usage que ce soit, plus d'un exemplaire, des publications officielles d'un autre pays, une entente préalable par l'intermédiaire des bureaux d'échanges, en fixerait le nombre sur le pied d'une réciprocité équitable.

TITRE III.

Echanges entre gouvernements et sociétés savantes.

ARTICLE 6.

Si une société savante ou un institut, subventionné ou non par l'Etat, désire recevoir directement des publications officielles de l'étranger, il devra s'adresser au bureau de son pays, qui servira d'intermédiaire pour obtenir les conditions les plus favorables.

ARTICLE 7.

Toute modification aux conditions des échanges arrêtées entre deux pays, à la suppression de l'envoi d'un document ou à l'expédition d'un nombre d'exemplaires supplémentaires, doit passer par les bureaux des pays intéressés.

TITRE IV.

Echanges entre sociétés savantes.

ARTICLE 8.

Le bureau servira d'intermédiaire entre les sociétés scientifiques, subventionnées ou non, qui désireraient faire des échanges entre elles, en donnant tous les renseignements dont il peut disposer. Il s'emploiera de même officieusement auprès des auteurs, éditeurs ou constructeurs d'instruments dont les publications ou les produits seraient demandés soit par un état, soit par une société savante étrangère, pour faire bénéficier les demandeurs des réductions les plus larges possibles.

ARTICLE 9.

Le bureau n'a pas à intervenir dans les échanges des clubs et cercles sans caractère scientifique bien défini, non plus que dans les échanges entre constructeurs, éditeurs ou auteurs.

TITRE V.

Expéditions et affranchissements.

Cé titre reste à rédiger suivant la réponse que fera l'*Union postale*, à la demande de gratuité de transport qui lui a été adressée, au nom de la Commission, par M. le Baron de Watteville. Il en est de même du protocole, dont les termes ne peuvent être déterminés que par les divers gouvernements, après entente préalable.

Fait à Paris le 29 janvier 1876.

M. l'Orateur met devant la Chambre,—Etat des affaires des institutions suivantes pour l'année 1876, savoir : l'Asile de la Providence, *St. Henri de Mascouche*,—l'Hospice St. Joseph, *St. Anne de la Pocatière*,—l'Asile des Orphelins de St. Patrice, *Montréal*,—l'Hôpital de St. Charles Borromée, de *Joliette*,—l'Hôpital de St. Paulin, comté de *Maskinongé*,—l'Asile de St. Joseph du Bon Pasteur, rue *Fullum, Montréal*,—l'Hôpital St. Patrice, *Montréal*,—l'Asile Finlay, *Québec*,—l'Asile du Bon Pasteur, *Québec*,—et l'Hôpital des Ursulines des *Trois-Rivières*; et des institutions suivantes pour l'année 1877, savoir : l'Asile des Orphelins Catholiques Romains, *Montréal*,—l'Asile de la Providence, *St. Elizabeth*,—l'Hôpital des Sœurs de la Providence, *St. Vincent de Paul*, comté de *Laval*,—l'Hospice Ste. Croix, *St. Marie de Monnoir*,—l'Ouvroir Ste. Geneviève, *St. Hyacinthe*, et l'Hôtel-Dieu, *St. Hyacinthe*. (Documents de la Session No. 7.)

Et aussi,—Etat général des baptêmes, mariages et sépultures dans le district de *Montréal*, pour l'année 1876. (Documents de la Session No. 8.)

Les pétitions suivantes sont séparément présentées et déposées sur la table :

Par M. *Ogilvie*,—la pétition des Dames Religieuses de N. D. de Charité du Bon Pasteur, *Montréal*.

Par M. *McGauvran*,—la pétition des Dames Religieuses de l'Asile de St. Joseph du Bon Pasteur, rue *Fullum*, *Montréal*.

M. le Procureur-Général *Angers*, secondé par M. le Trésorier *Church*, propose qu'il soit nommé un comité spécial composé de M. le Procureur-Général *Angers*, M. le Trésorier *Church*, M. le Secrétaire-Provincial *Chapleau*, M. le Solliciteur-Général *Baker*, M. *Taillon*, M. *Loranger*, M. *LaRue*, M. *Mathieu*, M. *Joly*, M. *Bachand*, M. *Marchand* et M. *Piquet*, pour préparer et rapporter avec toute la diligence convenable les listes des membres devant composer les comités spéciaux permanents ordonnés par cette Chambre.

Ordonné, Que la considération ultérieure de cette motion soit remise:

Et la Chambre s'ajourne alors jusqu'à demain.

Jeudi, 20 décembre 1877.

M. l'Orateur met devant la Chambre,—Etat des affaires de la Salle d'Asile St. Vincent de Paul, *Montréal*,—de l'Asile de la Providence, *Montréal*,—de la Providence Ste. Anne, *Yamachiche*,—de la Providence Ste. Ursule, *Ste. Ursule*,—de la Providence Notre-Dame, *L'Assomption*, et de la Providence Notre Dame des Sept-Douleurs, *Laprairie*, tous pour l'année 1877. (Documents de la Session No. 7.)

Aussi, rapport municipaux de la province de Québec, pour l'année 1876. (Documents de la Session No. 9.)

Et aussi, statistiques judiciaires de la province de Québec pour l'année 1876. (Documents de la Session No. 10.)

Les pétitions suivantes sont séparément présentées et déposées sur la table :

Par M. *Loranger*,—la pétition des Sœurs de l'Asile de la Providence, *Montréal*,—et la pétition de la municipalité du village et de la paroisse de *Ste. Rose*, comté de *Laval*.

Par M. *Ogilvie*,—la pétition de l'Honorable *Joseph Gaspard Laviolette* et autres, —et la pétition de *John Henry Pangman* et autres, de la cité de *Montréal*.

Par l'Honorable M. *Robertson*,—la pétition des Bureaux des Commissaires d'Ecoles Catholiques et Protestants de la cité de *Sherbrooke*.

Par M. *Sylvestre*,—la pétition du couvent de *St. Joseph de Lanoraie*, comté de *Berthier*.

Par M. *Piquet*,—la pétition du Révérend *J. D. Déziel* et autres, de la ville de *Lévis*.

Par M. *Taillon*,—la pétition des Dames Religieuses de l'Asile de la Providence de la paroisse du *St. Enfant Jésus*, du *Côteau St. Louis*,—la pétition du Révérend *Alf. Tranchemontagne* et autres, de la paroisse de *St. Joseph*, *Montréal*,—et trois pétitions du Révérend *V. Rousselot*, *Montréal*.

Par M. *Bachand*,—la pétition de *Gédéon Blanchette* et autres, de la paroisse de *Ste. Madeleine*,—et la pétition des dames directrices de l'Orphelinat de *St. Hyacinthe*.

Par M. *Marchand*—deux pétitions des Sœurs de la Charité de la ville de *St. Jean*.

Par M. *St. Cyr*,—la pétition du Révérend *L. E. A. Dupuis* et autres, du comté de *Champlain*.

La Chambre, en conformité de l'ordre, procède à prendre en considération le discours de Son Excellence le Lieutenant-Gouverneur adressé aux deux Chambres de la Législature Provinciale.

Sur motion de M. *Tarte*, secondé par M. *Thornton*.

Résolu, Qu'il soit présenté une humble adresse à Son Excellence le Lieutenant-Gouverneur pour remercier Son Excellence de son gracieux discours et de la satisfaction qu'elle nous témoigne en nous voyant réunis au siège du gouvernement pour délibérer sur les mesures qui nous seront soumises, et de plus pour assurer Son Excellence :

2. Que nous nous efforcerons de mériter la confiance que Son Excellence veut bien reposer dans le zèle et la sagesse que nous devons apporter dans l'exercice de nos devoirs.

3. Que nous espérons, avec Son Excellence, que la crise commerciale qui continue à sévir, et qui est un temps d'épreuve pour toute notre population, se terminera bientôt. Que nous aussi sommes convaincus que l'abondance de la récolte dont nous avons été favorisés et les grands travaux qui sont exécutés dans la province, devront contribuer à faire disparaître le malaise dont le pays souffre, et à ramener des jours plus prospères.

4. Que nous sommes heureux d'apprendre que la commission pour la refonte des statuts a fait des progrès qui nous assurent pour bientôt, un résultat désiré de tous.

5. Que nous voyons avec plaisir que l'acte du service civil a été mis à exécution, et qu'un rapport à ce sujet nous sera fait tel que le veut la loi.

6. Que le gouvernement de Son Excellence n'ayant pu s'entendre avec celui d'Ontario sur un compromis dans la question de l'arbitrage, et la cause ayant été, de consentement mutuel, portée en appel au Conseil Privé de Sa Majesté, en Angleterre, nous partageons la confiance de Son Excellence dans la décision de ce tribunal suprême.

7. Que nous étudierons avec soin les mesures importantes qui nous seront présentées pour donner plus d'efficacité au service public, et les divers projets de loi qui nous seront soumis concernant l'agriculture, les écoles de réforme, les asiles et les licences.

8. Que nous examinerons avec soin les comptes publics pour l'année fiscale qui vient de s'écouler, aussitôt qu'ils seront mis devant nous, et que nous porterons toute notre attention aux subsides qui nous seront demandés pour l'année prochaine.

9. Que nous recevrons avec plaisir le rapport qui nous sera fait sur les travaux exécutés par les Commissaires nommés pour construire le chemin de fer *Québec, Montréal, Ottawa et Occidental*, espérant, avec Son Excellence, que nous serons satisfaits des progrès accomplis dans cette grande entreprise.

10. Que, assurant Son Excellence de notre loyauté envers Notre Très-Gracieuse Souveraine, et de notre dévouement aux intérêts du pays, nous faisons, avec Elle, des vœux pour que, aidés de la divine Providence, nos travaux contribuent à accroître le bonheur et la prospérité de cette province.

Résolu, Que les dites résolutions soient renvoyées à un comité spécial composé de M. le Procureur-Général *Angers*, M. le Secrétaire-Provincial *Chapleau*, M. le Solliciteur-Général *Baker*, M. *Mathieu*, M. *Loranger*, M. *Ogilvie*, M. *Taillon*, M. *Tarte* et M. *Thornton*, pour préparer et rapporter le projet d'une adresse en réponse au discours de Son Excellence le Lieutenant-Gouverneur aux deux chambres de la Législature conformément aux dites résolutions.

M. le Procureur-Général *Angers*, du comité spécial nommé pour préparer une adresse à Son Excellence le Lieutenant-Gouverneur, fait rapport que le comité a préparé une adresse en conséquence, laquelle est lue comme suit :

A Son Excellence le Lieutenant-Gouverneur de la Province de *Québec*.

QU'IL PLAISE A VOTRE EXCELLENCE,

Nous, les fidèles et loyaux sujets de Sa Majesté, l'Assemblée Législative de Québec, réunie en Législature Provinciale, remercions humblement Votre Excellence de son gracieux discours et de la satisfaction qu'Elle nous témoigne en nous voyant réunis au siège du gouvernement pour délibérer sur les mesures qui nous seront soumises.

Nous nous efforcerons de mériter la confiance que Votre Excellence veut bien reposer dans le zèle et la sagesse que nous devons apporter dans l'exercice de nos devoirs.

Nous espérons, avec Votre Excellence, que la crise commerciale qui continue à sévir, et qui est un temps d'épreuve pour toute notre population, se terminera bientôt. Nous aussi sommes convaincus que l'abondance de la récolte dont nous avons été favorisés et les grands travaux qui sont exécutés dans la province, devront contribuer à faire disparaître le malaise dont le pays souffre, et à ramener des jours plus prospères.

Nous sommes heureux d'apprendre que la commission pour la refonte des statuts a fait des progrès qui nous assurent pour bientôt, un résultat désiré de tous.

Nous voyons avec plaisir que l'acte du service civil a été mis à exécution, et qu'un rapport à ce sujet nous sera fait, tel que le veut la loi.

Le gouvernement de Son Excellence n'ayant pu s'entendre avec celui d'*Ontario* sur un compromis dans la question de l'arbitrage, et la cause ayant été, de consentement mutuel, portée en appel au Conseil Privé de Sa Majesté, en Angleterre, nous partageons la confiance de Votre Excellence dans la décision de ce tribunal suprême.

Nous étudierons avec soin les mesures importantes qui nous seront présentées pour donner plus d'efficacité au service public et les divers projets de loi qui nous seront soumis concernant l'agriculture, les écoles de réforme, les asiles et les licences.

Nous examinerons avec soin les comptes publics pour l'année fiscale qui vient de s'écouler, aussitôt qu'ils seront mis devant nous, et nous porterons toute notre attention aux subsides qui nous seront demandés pour l'année prochaine.

Nous recevrons avec plaisir le rapport qui nous sera fait sur les travaux exécutés par les commissaires nommés pour construire le chemin de fer "*Québec, Montréal, Ottawa et Occidental*," espérant avec Votre Excellence que nous serons satisfaits des progrès accomplis dans cette grande entreprise.

Assurant Votre Excellence de notre loyauté envers Notre Très-Gracieuse Souveraine, et de notre dévouement aux intérêts du pays, nous faisons avec Votre Excellence, des vœux pour que, aidés de la divine Providence, nos travaux contribuent à accroître le bonheur et la prospérité de cette province.

La dite adresse, étant lue une seconde fois, est adoptée.

Ordonné, Que la dite adresse soit présentée à Son Excellence le Lieutenant-Gouverneur par ceux des membres de cette Chambre qui forment partie de l'Honorable Conseil Exécutif de cette Province.

La Chambre reprend la considération de la question qui a été proposée hier, Qu'il soit nommé un comité spécial composé de M. le Procureur-Général *Angers*, M. le Trésorier *Church*, M. le Secrétaire-Provincial *Chapleau*, M. le Solliciteur-Général *Baker*, M. *Taillon*, M. *Loranger*, M. *LaRue*, M. *Mathieu*, M. *Joly*, M. *Bachand*, M. *Marchand* et M. *Piquet*, pour préparer et rapporter avec toute la diligence convenable les listes des membres devant composer les comités spéciaux permanents ordonnés par cette Chambre ; et la question étant mise aux voix, elle est résolue dans l'affirmative.

Sur motion de M. le Procureur-Général *Angers*, secondé par M. le Secrétaire-Provincial *Chapleau*.

Résolu, Que, lorsque cette Chambre s'ajournera demain, elle soit ajournée jusqu'à jeudi, le 17 de janvier prochain.

M. le Secrétaire-Provincial *Chapleau* met devant la Chambre, par ordre de Son Excellence le Lieutenant-Gouverneur, Rapport du Surintendant de l'instruction publique de la Province de Québec, pour l'année 1876-77. (Documents de la session No. 2.)

Sur motion de M. le Secrétaire-Provincial *Chapleau*, secondé par M. le Procureur-Général *Angers*.

Ordonné, Que le dit rapport soit imprimé.

La Chambre s'ajourne alors jusqu'à demain.

Vendredi, 21 décembre 1877.

Les pétitions suivantes sont séparément présentées et déposées sur la table :

Par M. *Ogilvie*,—la pétition de l'Institution protestante pour les sourds-muets et les aveugles.

Par M. *Charlebois*,—la pétition des Sœurs de la Providence de la paroisse de *Laprairie de la Magdeleine*.

Par M. *Rinfret dit Malouin*,—la pétition de *Henry Fry* et autres, de la cité de *Québec*.

Par M. *Le Cavalier*,—la pétition de *Jean-Baptiste Quesnel* et *Louis-Amédée Quesnel*.

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont lues :

Des Dames Religieuses de Notre-Dame de Charité du Bon Pasteur et des Dames Religieuses de l'asile de St. Joseph du Bon Pasteur, rue *Fullum*, toutes deux de la cité de *Montréal*, demandant respectivement de l'aide.

M. le Procureur-Général *Angers*, du comité spécial nommé pour préparer et rapporter les listes des membres devant composer les comités spéciaux permanents ordonnés par cette Chambre, fait rapport que le comité a préparé les listes des membres pour les comités suivants, savoir :

ORDRES PERMANENTS.—L'Honorable M. *Laframboise*, MM. *Alleyn*, *Champagne*, *Charlebois*, *Daigle*, de *Beaujeu*, *Dumont*, *Dupont*, *Fortin* (*Montmagny*), *Gauthier*, *Houde* (*Maskinongé*), *Houde* (*Nicolet*), *Laberge*, *Lafontaine*, *Marchand*, *Martin*, *Mathieu*, *Tarte*, *Thornton*, *Turcotte*, *Verreault* et *Watts*.

BILLS PRIVÉS.—Les Honorables MM. *Angers*, *Baker*, *Chapleau*, *Church*, *Garneau*, *Laframboise* et *Robertson*, et MM. *Alleyn*, *Bachand*, *Bellingham*, *Bisson*, *Cameron*, *Champagne*, *Chauveau*, de *Beaujeu*, *Duhamel*, *Dupont*, *Fortin* (*Montmagny*), *Gauthier*, *Joly*, *Lacerte*, *LeCavalier*, *Loranger*, *Marchand*, *Mathieu*, *McGaworan*, *Ogilvie*, *Paquet*, *Préfontaine*, *Price*, *Rinfret dit Malouin*, *Shehyn*, *Taillon*, *Tarte*, *Turcotte*, *Watts* et *Würtele*.

CHEMINS DE FER, CANAUX, LIGNES TÉLÉGRAPHIQUES, COMPAGNIES DE MINES ET MANUFACTURIÈRES.—Les Honorables MM. *Chapleau*, *Garneau* et *Laframboise*, et MM. *Alleyn*, *Bachand*, *Bellingham*, *Bisson*, *Champagne*, *Chauveau*, *Daigle*, *Dulac*, *Joly*, *Kennedy*, *Lafontaine*, *Lalonde*, *Larochelle*, *LaRue*, *Lavallée*, *Lynch*, *Martin*, *Mathieu*, *McGaworan*, *Ogilvie*, *Peltier*, *Préfontaine*, *Price*, *Sawyer*, *St. Cyr*, *Sylvestre* et *Turcotte*.

Résolu, Que cette Chambre concourt dans le dit rapport.

Richard Alleyn, écuyer, membre pour le district électoral de *Québec-Ouest*, ayant préalablement prêté serment conformément à la loi, et signé devant les commissaires le rôle qui le contient, prend son siège dans la Chambre.

Sur motion de M. le Procureur-Général *Angers*, secondé par M. le Solliciteur-Général *Baker*.

Résolu, Que cette Chambre s'ajourne maintenant pour l'espace de quinze minutes.

La Chambre s'ajourne en conséquence.

Trois heures et trois quarts P. M.

Le Secrétaire Provincial *Chapleau*, du comité permanent des Bills Privés, présente à la Chambre le premier rapport du dit comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a l'honneur de faire rapport qu'il a élu comme président M. *Lynch* et recommande que le délai pour la réception des pétitions pour bills privés soit prolongé jusqu'au vingt-deux janvier prochain, que celui pour la présentation des bills privés soit prolongé jusqu'au vingt-huitième jour du même mois, et que le délai pour faire rapport sur ces bills, soit aussi prolongé jusqu'au dixième jour de février prochain.

Votre comité recommande en outre que son *quorum* soit réduit à neuf membres.

Résolu, Que cette Chambre concourt dans le dit rapport.

M. le Secrétaire-Provincial *Chapleau*, du comité permanent des chemins de fer, canaux, lignes télégraphiques et compagnies minières et manufacturières, présente à la Chambre le premier rapport du dit comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a l'honneur de faire rapport qu'il a choisi M. *Lynch* pour son président, et qu'il recommande que le délai pour recevoir les pétitions pour les bills privés soit prolongé jusqu'au 22 de janvier prochain ; que le délai pour recevoir les bills privés soit fixé au 23 du même mois, et celui pour recevoir les rapports sur les dits bills privés au 10 de février prochain.

Votre comité recommande aussi que son *quorum* soit réduit à neuf membres.

Résolu, Que cette Chambre concourt dans le dit rapport.

M. le Trésorier *Church* met devant la Chambre, par ordre de Son Excellence le Lieutenant-Gouverneur, Etat des comptes Publics de la Province de *Québec* pour l'année fiscale expirée le 10 juin 1877. (Documents de la Session, No. 5.)

M. *Mathieu*, du comité permanent des ordres permanents, présente à la Chambre le premier rapport du dit comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité après avoir choisi M. *Verreault* comme son président, est convenu de recommander à Votre Honorable Chambre que son *quorum* soit réduit à sept membres.

Résolu, Que cette Chambre concourt dans le dit rapport.

Ordonné, Que l'Honorable M. *Robertson* ait la permission d'introduire un bill pour amender l'acte 40 Vict., chap. 23, amendant la loi concernant l'instruction publique par rapport à la cité de *Sherbrooke*.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour vendredi, le 18 de janvier prochain.

Ordonné, Que M. Bachand, ait la permission d'introduire un bill pour amender l'acte concernant l'incorporation des compagnies à fonds social.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour vendredi, le 18 de janvier prochain.

M. Bachand, secondé par M. Joly, propose qu'il lui soit permis d'introduire un bill pour déclarer toute la paroisse de Ste. Madeleine, située dans le comté de St. Hyacinthe, et aussi pour la constituer en municipalité.

Et objection étant faite que le bill n'est pas dans l'ordre et ne devrait pas être présenté comme bill public.

M. l'Orateur décide comme suit :

" Dans la première partie de ce bill, on se propose de changer les limites de deux comtés ce qui, d'après la 51^e règle de cette Chambre, en fait nécessairement un bill public et ce qui me met dans l'obligation de le déclarer comme tel, malgré que dans la seconde partie de cette mesure on érige, de fait, une municipalité ; particularité proprement du ressort d'un bill privé ; "

Ordonné, Que M. Bachand ait la permission d'introduire ce bill.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour vendredi, le 18 de janvier prochain.

Sur motion de *M. Bachand, secondé par M. Joly,*

Ordonné, Qu'un état de toutes les recettes et dépenses de la province, depuis le 30 juin dernier au 19 décembre courant, et aussi un état des dépenses et recettes des chemins de fer distinctes des recettes et dépenses ordinaires de la province, mentionnant quelles sont celles faites avant le premier juillet dernier et celles faites depuis, y compris cette date, soient mis sur la table du greffier de cette Chambre.

Résolu, Qu'il soit présenté une humble adresse à Son Excellence le Lieutenant-Gouverneur, priant Son Excellence de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre, copies de tous jugements rendus par les cours de cette province dans les causes instituées depuis deux ans contre toute compagnie d'assurance pour le recouvrement de pénalités imposées par " l'acte pour obliger les assureurs à prendre une licence ; " et aussi, copies de tous jugements rendus par les dites cours pour le recouvrement de la pénalité de \$200 à \$400, imposée par l'acte des licences de Québec contre toute personne vendant à l'encan publique des marchandises ou effets, sans avoir préalablement obtenu une licence.

Sur motion de *M. Joly, secondé par M. Bachand,*

Résolu, Qu'il soit présenté une humble adresse à Son Excellence le Lieutenant-Gouverneur, priant Son Excellence de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre :

1. Un état indiquant tous les emprunts faits jusqu'ici par la province de Québec, au moyen de bons, débentures ou autrement, indiquant les taux auxquels ces bons ou débentures ont été placés, et le taux de l'intérêt payable par la province sur tels emprunts.

2. Copie de toute correspondance et rapport de toute négociation entre le gouvernement et les banques et agents financiers au Canada et en Angleterre depuis la dernière session, dans le but de faire de nouveaux emprunts.

Sur motion de M. *Bachand*, secondé par M. *Joly*,

Résolu, Qu'il soit présenté une humble adresse à Son Excellence le Lieutenant-Gouverneur priant Son Excellence de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre, copie de toute correspondance échangée entre le gouvernement de cette province et le gouvernement de la puissance du *Canada* ou aucun de ses membres, depuis la dernière session, relativement à l'administration de la justice en cette province et la nomination des Juges ; et aussi, copie de toute correspondance échangée entre le gouvernement de cette province ou aucun de ses membres et l'Honorable Juge *Bélanger*, ou tout autre juge ou juges, relativement aux dispositions de la loi passée à la dernière session, 40 Vict., chap. 13, et concernant généralement l'administration de la justice.

Sur motion de M. *Marchand*, secondé par M. *Bachand*,

Résolu, Qu'il soit présenté une humble adresse à Son Excellence le Lieutenant-Gouverneur priant Son Excellence de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre copie de tous rapports, plans, correspondances et documents relatifs au tracé du chemin de fer de *Québec*, *Montréal*, *Ottawa* et *Occidental*, entre *Trois-Rivières* et *Montréal* et de tous ordres en conseil déterminant le dit tracé, ou en changeant la direction originaire.

Sur motion de M. *Mathieu*, secondé par M. *Loranger*,

Résolu, Qu'il soit présenté une humble adresse à Son Excellence le Lieutenant-Gouverneur priant Son Excellence de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre, les noms des commissaires ou commissaire-aviseur nommés pour refondre les statuts généraux de la province, conformément au chapitre 8 des statuts de 1876 et de leurs secrétaires ;

Copie de leur commission ;

Le salaire ou la rémunération des dits commissaires et de leur secrétaire ;

Copie des instructions données aux dits commissaires.

Ordonné, Que les dites adresses soient présentés à Son Excellence par ceux des membres de cette Chambre qui forment partie de l'Honorable Conseil Exécutif de cette province.

Alors, sur motion de M. le Procureur Général *Angers*, secondé par M. le Trésorier *Church*,

La Chambre s'ajourne jusqu'à jeudi le 17e jour de janvier prochain.

Jeudi, 17 janvier 1878.

M. l'Orateur met devant la Chambre,—Etats des affaires des institutions suivantes, tous pour l'année 1877, savoir :—l'Asile des orphelines de l'Eglise d'Angleterre, *Québec*—l'Union St. Joseph de *St. Joseph de Lévis*,—l'Union St. Jean Baptiste de *St. Joseph de Lévis*,—l'Asile de la Providence de *St. Henri de Mascouche*,—l'Hospice St. Joseph de *Ste. Anne Lapocatière*,—l'Hospice de la Miséricorde, *Québec*,—la Providence St. Joseph, *Lanoraie*,—l'Hospice des Sœurs de la Charité, *Rimouski*,—*Beebe Plain Advent Camp Meeting Association*,—La Société Bienveillante des Dames, *Montréal* et *The Womens Christian Association*, *Québec*. (Documents de la session No. 7.)

Les pétitions suivantes sont séparément présentées et déposées sur la table :

Par M. le Commissaire *Garneau*,—la pétition du Révérend *Grégoire Tremblay* et autres, de la paroisse de *Notre-Dame de Beauport*.

Par M. *Deschesnes*,—la pétition des Sœurs de la Charité, de *St. Germain de Rimouski*.

Par M. *Bachand*,—la pétition de Monseigneur J. S. *Raymond* et autres, chanoines titulaires de la Cathédrale de *St. Hyacinthe*.

Par M. *Wärtele*,—la pétition des Sœurs de la Charité directrices de l'Hôpital de *St-François du Lac*, comté de *Yamaska*—et la pétition de la compagnie d'Assurance mutuelle contre le feu, du comté de *Joliette*.

Par M. *Bisson*,—la pétition du Révérend D. *Charland*, de la paroisse de *St. Clément*, comté de *Beauharnois*.

Par M. *Champagne*,—la pétition de *Patrick McKenna* et autres, *Montréal*.

Par M. *Turcotte*,—la pétition d'*Arthur Turcotte* et autres, de la cité des *Trois-Rivières*.

Par M. *Lacerte*,—la pétition des Sœurs de la Providence de *Ste. Anne d'Yamachiche*.

Par M. *Lynch*,—la pétition du Ministre et des Syndics de l'Eglise *St. André*, *Montréal*.

Par M. *Lavallée*,—la pétition de *Charles Lépine* et autres, de la paroisse de *Ste. Emmélie de l'Energie*,—et la pétition du Révérend A. *Dupuis*, de la paroisse de *Ste. Elizabeth*, du comté de *Joliette*.

Par M. *Tarte*,—la pétition de C. *Vincelette* et autres.

Par M. *Ogilvie*,—la pétition de "*The Reformed Episcopal Church of Canada*,"—la pétition de la Société de Construction, *Montréal*,—la pétition de "*The Adams Tobacco Company*,"—la pétition de la Société Bienveillante des Dames de *Montréal*,—la pétition de l'Asile des Orphelins Protestants de *Montréal*,—et la pétition de la Société d'Histoire Naturelle de *Montréal*.

Par l'Honorable M. *Laframboise*,—la pétition des Dames Directrices de l'Asile des Orphelins Catholiques Romains, *Montréal*.

Par l'Honorable M. *Robertson*,—la pétition de *Robert G. Leckie* et autres.

Par M. *Fradette*,—la pétition du Révérend *Théophile Houde* et autres, des townships de *Buckland* et *Mailloux*,—et la pétition de *Louis Brochu* et autres, du township *Mailloux*.

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont lues :

De *John Henry Pangman* et autres, de la cité de *Montréal*; demandant un acte d'incorporation sous le nom de "*Chemin de fer de l'Isle de Montréal*."

De l'Honorable *Joseph Gaspard Laviolette* et autres; demandant un acte d'incorporation sous le nom de "*The Bernier's Quarries and Tramway Company*."

Du Révérend L. E. A. *Dupuis* et autres, du comté de *Champlain*; demandant un acte d'incorporation sous le nom de "*Compagnie du chemin de fer du St. Laurent, des Basses Laurentides et du Saguenay*."

De *Henry Fry* et autres, de la cité de *Québec*; demandant un acte d'incorporation sous le nom de "*Quebec Young Men's Christian Association*."

Du Révérend J. D. *Deziel* et autres, de la ville de *Lévis*; demandant un acte d'incorporation sous le nom de "*OEuvre de St. Joseph de la Délivrance*."

De l'Institution Protestante pour les sourds-muets et les aveugles; demandant des amendements à son acte d'incorporation.

Des bureaux des commissaires des écoles catholiques et protestantes de la cité de *Sherbrooke*; demandant des amendements à l'acte de la dernière session amendant la loi concernant l'instruction publique en ce qu'elle concerne la cité de *Sherbrooke*.

De *Jean Baptiste Quesnel* et *Louis Amédée Quesnel*; demandant la passation d'un acte autorisant la vente de certains biens substitués.

De *Gédéon Blanchette* et autres, de la paroisse de *Ste. Madeleine*; demandant que la paroisse de *Ste. Madeleine* soit érigée en municipalité et soit déclarée située dans le comté de *St. Hyacinthe* pour toutes les fins.

De la municipalité du village de la paroisse de *Ste. Rose*, comté de *Laval*; demandant que certains terrains soient détachés de la municipalité de la paroisse de *Ste. Rose*, et annexés à la dite municipalité du village.

Des Dames Directrices de l'Orphelinat de *St. Hyacinthe* ; demandant le montant de l'allocation faite, en faveur du dit orphelinat, en 1874 et 1875.

Des Sœurs de l'Asile de la Providence, de la paroisse de *Laprairie de la Magdeleine*, comté de *Laprairie* ; demandant de l'aide.

Des Sœurs de l'Asile de la Providence, *Montréal*,—et du couvent de *St. Joseph de Lanoraie*, comté de *Berthier* ; demandant respectivement que leur allocation annuelle soit continuée.

Des Sœurs de la Charité de la ville de *St. Jean* ; demandant que l'allocation annuelle en faveur de l'Hôpital de la ville de *St. Jean*, soit continuée.

Des Sœurs de la Charité de la ville de *St. Jean* ; demandant que l'allocation annuelle en faveur de la salle d'asile de la ville de *St. Jean*, soit continuée.

Des Dames Religieuses de l'Asile de la Providence, de la paroisse du *St. Enfant Jésus*, du Côteau *St. Louis* ; demandant de l'aide pour un asile dans la dite paroisse.

Du Révérend *V. Rousselot*, *Montréal* ; demandant de l'aide en faveur de l'institution des aveugles, *Montréal*.

Du Révérend *V. Rousselot*, *Montréal* ; demandant de l'aide en faveur de l'asile, rue *Bonaventure*, *Montréal*.

Du Révérend *V. Rousselot*, *Montréal* ; demandant de l'aide en faveur de l'asile *Nazareth*, *Montréal*.

Du Révérend *Alf. Tranchemontagne* et autres, de la paroisse de *St. Joseph de Montréal* ; demandant de l'aide pour l'asile *Nazareth*.

Sur motion de M. le Trésorier *Church*, secondé par M. le Procureur-Général *Angers*,

Résolu, Que, mercredi prochain, cette Chambre, se formera en comité pour prendre en considération les subsides à accorder à Sa Majesté.

Résolu, Que mercredi prochain, cette Chambre se formera en comité pour prendre en considération les voies et moyens de prélever les subsides accordés à Sa Majesté.

Sur motion de M. le Procureur-Général *Angers*, secondé par M. le Trésorier *Church*,

Résolu, Qu'il soit nommé un comité spécial composé de M. le Procureur-Général *Angers*, M. le Trésorier *Church*, M. le Secrétaire-Provincial *Chapleau*, M. le Solliciteur-Général *Baker*, l'Honorable M. *Fortin*, M. *Mathieu*, M. *Joly*, M. *Marchand*, M. *Lynch*, M. *Loranger* et M. *Wurtele* pour aider M. l'Orateur dans l'administration de la bibliothèque du Parlement en ce qui concerne les intérêts de cette Chambre et pour agir comme membres du comité conjoint de la bibliothèque.

Résolu. Qu'il soit envoyé un message à l'Honorable Conseil Législatif communiquant à Leurs Honneurs la résolution précédente.

Ordonné, Que M. le Procureur-Général porte le dit message au Conseil Législatif.

M. le Procureur-Général *Angers* met devant la Chambre par ordre de Son Excellence le Lieutenant-Gouverneur,—Rapport général du commissaire de l'agriculture et des travaux publics de la province de *Québec*, pour l'année expirée le 30 de juin 1877. (Documents de la Session No. 4.)

Ordonné, Que le dit rapport soit imprimé pour l'usage des membres de cette Chambre.

M. le Commissaire *Garneau* met devant la Chambre par ordre de Son Excellence le Lieutenant-Gouverneur,—Rapport du Commissaire des Terres de la Couronne de la province de *Québec* pour les douze mois expirés le 30 de juin 1877. (Documents de la Session No. 3.)

Ordonné. Que le dit rapport soit imprimé pour l'usage des membres de cette Chambre.

M. le Secrétaire-Provincial *Chapleau* remet à M. l'Orateur un message de Son Excellence le Gouverneur-Général revêtu de la signature de Son Excellence.

Et ce message est lu par M. l'Orateur, tous les membres de la Chambre étant découverts et il est comme suit :

L. LETELLIER,

Le Lieutenant-Gouverneur de la province de *Québec* transmet à l'Assemblée Législative un tableau indiquant la classification des employés du service civil sous l'autorité de l'acte 40 Victoria, chap. 9. (Appendice No. 2.)

HÔTEL DU GOUVERNEMENT,
Québec, 18 janvier 1878.

Ordonné, Que M. *Würtele* ait la permission d'introduire un bill concernant la collocation des frais.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour lundi prochain.

M. le Procureur-Général *Angers* remet à M. l'Orateur un message de Son Excellence le Lieutenant-Gouverneur revêtu de la signature de Son Excellence.

Et ce message est lu par M. l'Orateur, tous les membres de la Chambre étant découverts, et il est comme suit :

L. LETELLIER,

Messieurs de l'Assemblée Législative.

Je vous remercie de m'avoir fait connaître, par votre adresse en réponse au discours de l'ouverture de la session, votre patriotique désir de remplir vos devoirs de manière à promouvoir les intérêts de notre province par une législation prudente et éclairée.

HÔTEL DU GOUVERNEMENT,
Québec, 24 décembre 1877.

Ordonné, Que M. *Würtele* ait la permission d'introduire un bill pour défendre l'érection des bâtiments en bois dans les cités et les villes.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour lundi prochain.

Ordonné, Que M. *Würtele* ait la permission d'introduire un bill concernant la preuve en matière de succession et de legs universel.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour lundi prochain.

Sur motion de M. *Bellingham*, secondé par M. *Chauveau*,

Résolu, Qu'il soit présenté une humble adresse à Son Excellence le Lieutenant-Gouverneur, priant Son Excellence de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre :

Copie de la correspondance échangée entre le gouvernement de la Puissance et le gouvernement local, au sujet de la division du bureau d'enregistrement de *Montréal*, comprenant le rapport du ministre de la justice à ce sujet, et la pétition des citoyens de *Montréal*, demandant que le bill soit rejeté, ainsi qu'une copie d'une dépêche du Secrétaire-d'Etat de Sa Majesté, et toute communication de Son Excellence au Gouverneur-Général à ce sujet, et tout autre document, représentation et communication ayant trait à cette question.

Ordonné, Que la dite adresse soit présentée à Son Excellence par ceux des membres de cette Chambre qui forment partie de l'Honorable Conseil Exécutif de cette province.

Et alors la Chambre s'ajourne jusqu'à demain.

Vendredi, 18 janvier 1878.

Les pétitions suivantes sont séparément présentées et déposées sur la table :

Par M. Duhamel,—la pétition de L. P. Labouglie et autres, de *Buckingham*.

Par M. Lavallée,—la pétition de l'Hospice de la ville de *Joliette*,—la pétition de *François Tessier* et autres,—et la pétition d'*Olivier Aubain* et autres, toutes de la paroisse de *Ste. Emmélie de l'Energie*,—et la pétition de *Léon Desmarais* et autres, de la paroisse de *St. Ambroise de Kildare*.

Par M. Joly,—la pétition de l'Asile des Orphelines protestantes, *Québec*,—la pétition de l'Asile des Orphelins, *Québec*, en rapport avec l'église d'*Angleterre*,—la pétition de l'Asile *Finlay*, *Québec*,—et la pétition de l'asile des Dames Protestantes, *Québec*.

Par M. Préfontaine, la pétition de *Richard John Devins*, de la cité de *Montréal*,—et la pétition de la Compagnie d'Assurance Mutuelle contre le feu, des comtés de *Chambly*, *Laval* et *Jacques-Cartier*.

Par M. Champagne,—la pétition du Révérend M. Tassé et autres, de la paroisse de *St. Benoit*, comté des *Deux-Montagnes*.

Par M. Bachand,—la pétition de L. D. de *Lorimier* et autres, de la cité de *St. Hyacinthe*,—et la pétition de l'Hôpital de la paroisse de *St. Denis*, comté de *St. Hyacinthe*.

Par M. Fradette,—la pétition du Révérend Chs. *Trudelle* et autres, de la paroisse de *St. Michel*, comté de *Bellechasse*.

Par M. Ogilvie,—la pétition du chemin de fer à passagers de la cité de *Montréal*.

Ordonné, Que M. Würtel ait la permission d'introduire un bill pour amender de nouveau le code municipal à l'égard de la perception des taxes devenues dues sur des terrains après leur adjudication.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour mercredi prochain.

Ordonné, Que M. Würtel ait la permission d'introduire un bill concernant la notification et la présence à la levée des scellés et aux inventaires.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour mercredi prochain.

Le Bill pour amender l'acte 40 Victoria, chap. 23, amendant la loi concernant l'instruction publique par rapport à la cité de *Sherbrooke*, est, en conformité de l'ordre, lu une seconde fois et renvoyé à un comité de toute la Chambre pour mercredi prochain.

Le bill pour amender l'acte concernant l'incorporation des compagnies à fonds social, est, en conformité de l'ordre, lu une seconde fois et renvoyé à un comité de toute la Chambre pour mercredi prochain.

Le bill pour déclarer toute la paroisse de *Ste. Madeleine*, située dans le comté de *St. Hyacinthe*, et aussi pour la constituer en municipalité, est, en conformité de l'ordre, lu une seconde fois et renvoyé à un comité de toute la Chambre pour vendredi prochain.

M. le Secrétaire-Provincial *Chapleau* présente conformément à des adresses à Son Excellence le Lieutenant-Gouverneur,—Réponse à une adresse de l'Assemblée Législative datée le 19 décembre 1876, demandant un état détaillé indiquant :

10. Le nombre des sommations émanées par le magistrat de district des *Trois-Rivières*.

20. Le nombre des sommations rapportées.
30. Le nombre des jugements rendus.
40. Le montant des amendes réclamées.
50. Le nombre d'amendes imposées et payées.
60. Le nombre et le montant de timbres apposés et annulés, distinguant quant à chaque item, le nombre dans chaque comté du dit district et aussi le montant des timbres pour chaque tel comté. (Documents de la Session No. 12.)

Réponse à une adresse de l'Assemblée Législative datée le 21 décembre 1877, demandant les noms des commissaires ou commissaire-aviseur nommés pour refondre les Statuts Généraux de la Province, conformément au chapitre 8 des statuts de 1876, ainsi que les noms de leurs secrétaires; copie de leur commission; le salaire ou la rémunération des dits commissaires et de leurs secrétaires; et copie des instructions données aux dits commissaires. (Documents de la Session No. 13.)

Et alors, la Chambre s'ajourne jusqu'à lundi prochain.

Lundi, 21 janvier 1878.

M. l'Orateur, met devant la Chambre,—Etat des affaires de l'Hôtel-Dieu de Québec: et de la compagnie du chemin à barrières de l'Isle Jésus, tous deux pour l'année 1877, et de l'asile *Ste. Brigitte, Québec*, pour l'année 1878. (Documents de la Session, No. 7.)

Les pétitions suivantes sont séparément présentées et déposées sur la table :

Par M. *Rinfret dit Malouin*,—la pétition de la Société Historique et Littéraire, —et la pétition de *The Womens Christian Association*, toutes deux de la cité de Québec.

Par M. *Thornton*,—la pétition de *The Montreal Conference of the Methodist Church of Canada*.

Par M. *Préfontaine*,—la pétition des Sœurs de la Charité (dites Sœurs Grises) de la ville de *Longueuil*.

Par M. *Lynch*,—la pétition de la compagnie d'Assurance Mutuelle contre le feu des comtés de *Shefford* et *Brome*.

Par l'Honorable M. *Laframboise*,—la pétition des municipalités des townships de *Roxton* et du village de *Roxton Falls*,—et la pétition de la municipalité du village de *Waterloo*, comté de *Shefford*.

Par M. *Turcotte*,—la pétition du Conseil de Ville de la ville des *Trois-Rivières*.

Par M. *Houde (Nicolet)*,—la pétition du Révérend A. *Smith* et autres, de la paroisse de *Ste. Brigitte des Saouls*, comté de *Nicolet*,—et la pétition d'*Etienné Comeau* et autres, de *St Léonard*.

Par M. *McGaworan*,—la pétition de "*The Woman's Hospital*," Montréal.

Par M. *St. Cyr*,—la pétition de E. H. *Trudel* et autres, de la cité de Montréal,—la pétition du Révérend J. B. *Vallée* et autres, de la paroisse de *St. Jérôme*, du *Lac St. Jean*,—la pétition du Révérend F. X. *Délage* et autres, de la paroisse de *Notre-Dame du Lac St Jean*,—la pétition du Révérend S. A. *Girard* et autres, de la paroisse de *St. Louis de Métabetchouan*,—et la pétition du Révérend B. E. *Leclerc* et autres, de la paroisse de *Notre-Dame d'Hébertville*.

Par M. *Bellingham*,—la pétition de *Alexander Beaton* et autres, des townships de *Gore*, *Mille Isles* et autres townships, comté d'*Argenteuil*.

Par M. *Loranger*,—la pétition de MM. *Catelli* et Frères, de la cité de Montréal,—et la pétition de la Faculté de Médecine de l'Université de *Bishops' College*.

Par l'Honorable M. *Fortin*,—la pétition de la corporation de la Chambre de Commerce de Québec.

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont lues :

De Monseigneur *J. S. Raymond* et autres, chanoines titulaires de la cathédrale de *St. Hyacinthe* ; demandant un acte d'incorporation.

De la compagnie d'Assurance Mutuelle contre le feu des comtés de *Chambly*, *Laval* et *Jacques-Cartier* ; demandant un acte d'incorporation.

Du Révérend *Grégoire Tremblay* et autres, de la paroisse de *Notre-Dame de Beauport* ; demandant un acte d'incorporation sous le nom de l'Union *St. Joseph* de *Notre-Dame de Beauport*.

De *Arthur Turcotte* et autres, de la cité des *Trois-Rivières* ; demandant un acte d'incorporation sous le nom de "*Cercle St. Louis*."

De *C. Vincelette* et autres ; demandant un acte d'incorporation sous le nom de "*Cercle Catholique de Québec*."

De *Robert G. Leckie* et autres ; demandant un acte d'incorporation sous le nom de "*The Orford Nickel and Copper Company*."

De *L. P. Labouglie* et autres, de *Buckingham* ; demandant un acte d'incorporation sous le nom de "*Société St. Jean Baptiste de Buckingham*."

De la Société de Construction de *Montréal*,—de *The Adams Tobacco Company*,—de la Compagnie du chemin de fer à passagers de la cité de *Montréal*,—et de la Compagnie d'assurance mutuelle contre le feu du comté de *Joliette* ; demandant respectivement des amendements à son acte d'incorporation.

Du ministre et des syndics de l'Eglise *St. André, Montréal* ; demandant des amendements à l'acte d'incorporation concernant la dite Eglise.

De *Patrick McKenna* et autres, de *Montréal* ; demandant des amendements à la sous-section 5 de la section 196 du chapitre 51 de la 37^e Victoria, de *Québec*, concernant les propriétés expropriées pour le Parc Mont Royal.

De "*The Reformed Episcopal Church of Canada* ; demandant à être autorisée à tenir des registres de baptêmes, mariages et sépultures.

Du Révérend *Théop. Houde* et autres, du township *Mailloux*, comté de *Bellechasse* ; demandant qu'une certaine partie du dit township *Mailloux* soit détachée du comté de *Bellechasse* et soit annexée au comté de *Montmagny*.

De *Richard John Devins*, de la cité de *Montréal* ; demandant la passation d'un acte l'autorisant à vendre et aliéner certains immeubles.

De *L. G. deLorimier* et autres, de la cité de *St. Hyacinthe* ; demandant de l'aide pour permettre de faire des expériences allant à constater l'existence de mines de charbon dans la paroisse de *St. Paul d'Abbottsford*.

De *Louis Brochu* et autres, du township *Mailloux* ; demandant l'octroi gratuit de certains lots le long du chemin *Taché*.

De la Société d'Histoire Naturelle, de la cité de *Montréal* ; demandant de l'aide.

De la Société Bienveillante des Dames de *Montréal*, et de la maison de refuge, —de l'Asile des orphelins protestants,—des Dames Directrices de l'asile des orphelins catholiques romains, tous de la cité de *Montréal*,—des Sœurs de la Charité, directrices de l'Hôpital de *St. François du Lac*, comté de *Yamaska*,—et de l'Hôpital de la paroisse de *St. Denis*, comté de *St. Hyacinthe* ; demandant respectivement de l'aide.

Du Révérend *A. Dupuis*, de la paroisse de *Ste. Elizabeth*, comté de *Joliette* ; demandant de l'aide pour un asile dans la dite paroisse.

Des Sœurs de la Charité de *St. Germain de Rimouski* ; demandant de l'aide pour la construction d'un hôpital.

Du Révérend *Chs. Trudelle* et autres, de la paroisse de *St. Michel*, comté de *Bellechasse* ; demandant de l'aide pour le collège industriel et commercial de *St. Michel*.

Du Révérend *M. Tassé* et autres, de la paroisse de *St. Benoît*, comté des *Deux Montagnes* ; demandant de l'aide pour l'Hospice *Youville*.

De l'Asile *Finlay*,—de l'Asile des dames protestantes,—de l'Asile des orphelins protestantes,—de l'asile des orphelins, *Québec*, en rapport avec l'Eglise

d'Angleterre, tous de la cité de Québec,—et de l'Hospice de la ville de Joliette ; demandant respectivement que son allocation annuelle soit continuée.

Du Révérend D. Charland, de la paroisse de St. Clément de Beauharnois ; demandant que la subvention accordée à l'Hôpital St. Joseph de Beauharnois soit continuée et augmentée.

Des Sœurs de la Providence de Ste. Anne d'Yamachiche ; demandant que leur allocation annuelle soit continuée et augmentée.

De Chs. Lepinè et autres,—de Olivier Aubain et autres,—de François Tessier et autres, tous de la paroisse de Ste. Emmelie de L'Energie, comté de Joliette,—et du Révérend Théop. Houde et autres, des townships Buckland et Mailloux ; demandant respectivement de l'aide pour des chemins.

De Léon Desmarais et autres, de la paroisse de St. Ambroise de Kildare ; demandant de l'aide pour un chemin dans le township Cartier.

M. Verreault, du comité permanent des ordres permanents, présente à la Chambre le deuxième rapport du dit comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a examiné les pétitions suivantes et trouve que les avis requis ont été donnés dans chaque cas.

Du Révérend L. E. A. Dupuis et autres ; demandant un acte d'incorporation sous le nom de la "Compagnie du chemin de fer du St. Laurent, des Basses Laurentides et du Saguenay."

De l'Institution Protestante pour les sourds-muets et les aveugles ; demandant des amendements à son acte d'incorporation.

Ordonné, Que M. Turcotte ait la permission d'introduire un bill pour exempter de la saisie la moitié des gages des journaliers.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour mercredi prochain.

Ordonné, Que M. Lafontaine ait la permission d'introduire un bill pour amender de nouveau les lois concernant l'instruction publique en cette province.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour mercredi prochain.

M. le Procureur-Général Angers, du comité spécial nommé pour préparer et rapporter les listes des membres devant composer les comités permanents ordonnés par cette Chambre, fait rapport que le comité a préparé des listes de membres pour les comités suivants, savoir :

PRIVILÈGES ET ELECTIONS.—Les Honorables MM. Angers, Baker, Chapleau et Church, et MM. Alleyn, Bachand, Champagne, Dupont, Joly, Loranger, Lynch, Mathieu, Préfontaine, Taillon, Watts et Würtele.

LOIS EXPIRANTES.—Les Honorables MM. Angers et Chapleau, et MM. Cameron, Deschênes, Dumont, Fradette, Laberge, Lalonde, LaRue, LeCavalier, Pâquet, Robert et Würtele.

COMPTES PUBLICS.—Les Honorables MM. Baker, Church, Fortin, Garneau, Laframboise et Robertson, et MM. Alleyn, Bachand, DeBeaujeu, Dupont, Fortin, (Montmagny), Houde, (Nicolet), Joly, Kennedy, Lacerte, Lafontaine, LeCavalier, Loranger, Lynch, Mathieu, Martin, McGawran, Molleur, Ogilvie, Pâquet, Picard, Shehyn, St. Cyr, Tarte, Verreault et Würtele.

AGRICULTURE, IMMIGRATION ET COLONISATION.—Les Honorables MM. Fortin et Garneau, et MM. Bisson, Chauveau, Daigle, DeBeaujeu, Deschesnes, Duhamel, Dulac, Fortin (Montmagny), Fradette, Gauthier, Houde (Maskinongé), Houde (Nicolet), Kennedy, Laberge, Lalonde, LaRoche, LaRue, Lavallée, Lacerte, Marchand, Martin, Peltier, Picard, Préfontaine, Price, Robert, Sawyer, St. Cyr, Sylvestre, Tarte, Thornton et Verreault.

INDUSTRIE.—Les Honorables MM. *Fortin, Garneau et Robertson, et MM. Champagne, Charlebois, Dulac, Dupont, Fradette, Gauthier, Houde (Maskinongé), Houde (Nicolet), Joly, Kennedy, LaRochelle, Lavallée, Martin, Molleur, Peltier, Rinfret dit Malouin, Robert, Shehyn, Sawyer, Thornton et Watts.*

COMITÉ CONJOINT DES IMPRESSIONS.—Les Honorables MM. *Angers, Baker et Chapleau, et MM. Joly, Loranger, Marchand et Mathieu.*

Résolu, Que cette Chambre concourt dans le dit rapport.

Résolu, Qu'il soit envoyé un message à l'Honorable Conseil Législatif priant Leurs Honneurs de vouloir bien se joindre à cette Chambre dans la formation d'un comité conjoint des deux Chambres au sujet des impressions de la Législature et informer Leurs Honneurs que les membres du comité permanent des impressions, savoir : M. le Procureur-Général Angers, M. le Solliciteur-Général Baker, M. le Secrétaire-Provincial Chapleau, M. Loranger M. Joly, M. Marchand et M. Mathieu agiront comme membres du dit comité conjoint des impressions.

Ordonné, Que M. le Procureur-Général Angers porte le dit message au Conseil Législatif.

Ordonné, Que M. St. Cyr ait la permission d'introduire un bill pour incorporer la compagnie du chemin de fer du St. Laurent, des Basses Laurentides et du Saguenay.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour mercredi prochain.

Ordonné, Que M. Würtele ait la permission d'introduire un bill pour consolider et amender la loi pour assurer aux femmes et aux enfants le bénéfice de l'assurance sur la vie de leurs maris et de leurs parents.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour mercredi prochain.

Ordonné, Que M. le Procureur-Général Angers, ait la permission d'introduire un bill pourvoyant à ce que le bref d'injonction puisse être obtenu en certains cas et réglant la procédure à cette fin.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour vendredi prochain.

Ordonné, Que M. le Procureur-Général Angers, ait la permission d'introduire un bill pour amender la loi relative à la constitution de la cour supérieure.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour vendredi prochain.

Ordonné, Que M. le Procureur-Général Angers, ait la permission d'introduire un bill pour amender l'article 997 du code de procédure civile, relativement aux poursuites contre certaines corporations.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois et la seconde lecture en est ordonnée pour vendredi prochain.

M. le Trésorier *Church*, met devant la Chambre, par ordre de Son Excellence le Lieutenant-Gouverneur,—Etat renfermant la liste des officiers publics qui ont donné des cautionnements au gouvernement de la Province de Québec, depuis le 24 novembre 1876, au 19 janvier 1878, en vertu de la 32 Victoria, chapitre 9, section 17, lequel est lu comme suit :

ETAT des cautionnements donnés par les officiers publics au gouvernement de
32e Victoria, chapitre

Noms.	Emploi.	Résidence.
Bissette, M. A.....	Régistrateur.....	Iberville
(1) Belle, G. E	Agent des Terres de la Couronne.....	Montréal.....
Bleakley, Coutley & Ryan.....		do
Chauveau, P. J. O.....	Shérif.....	do
Dubé, C. T.....	Agent des Terres.....	Fraserville
Ferguson, A.....	Coroner.....	Franklin.....
Forgues, S.....	Régistrateur.....	Saint-Michel.....
(2) Gagnon, A	Agent des Terres de la Couronne..	Arthabaskaville.....
Guay, A. E.....	Régistrateur.....	Malane..
Hurteau, P. E.....	do	Longueuil.....
Lefebvre, J.....	do	Waterloo.....
Mayer, J.....	do	Beauharnois
(3) McEachern A.....	Percepteur du Revenu	Ormstown.
Poulin, H., E.....	Régistrateur.....	Marieville.....
Do	do	do
Rouleau, J. A.....	Shérif.....	Rimouski
Renault Eugène.....	Agent des Terres de la Couronne	Saint Thomas.....
Riopel, L. J.....	do	New Carlisle....

(1) Remplaçant des cautionnements antérieurs, qui ont été retirés.

(2) Substitué à des cautionnements hypothécaires, dans une garantie antérieure abandonnée.

(3) Remplaçant des cautionnements par des garanties personnelles.

DÉPARTEMENT DU TRÉSOR,
Québec, ce 19 janvier 1878.

la Province de Québec, du 24 novembre 1876 au 19 janvier 1878 en vertu de la 9, section 17.

Noms des cautions.	Résidence.	Montant du cautionne- ment.	Nature du cautionnement.
Citizen's Insurance Co.....	Montréal.....	\$4000 00	Cautionnement.
Aucun	do	4000 00	Dépôt.
Canada Garantie Co.....	do	3000 00	Cautionnement.
Citizen's Insurance Co.....	do	12000 00	do
Canada Garantie Co.....	do	700 00	do
Aucun.....	.....	200 00	Hypothèque.
{ Siméon Bolduc.....	Saint Michel.....	} 4000 00	do
{ Adelard Forgues.....	do		
{ Eustache Forgues.....	do		
Aucun .....	.....	2000 00	do
{ Athanase Langevin	Sainte-Luce	} 4000 00	
{ Villin Gosselin.....	Saint-Ulric.....		
Citizen's Insurance Co.....	Montréal.....	4000 00	Cautionnement.
do	do	4000 00	do
do	do	4000 00	do
Canada Garantie Co.....	do	1500 00	do
Victor Robert.....	Sainte-Angèle de Monnoir.....	} 4000 00	Hypothèques.
Etienne Poulin.....	do		
Citizen's Insurance Co.....	Montréal.....	2000 00	Cautionnement.
{ J. B. Gendreau.....	Saint Thomas... ..	} 2000 00	Hypothèque.
{ J. Talbot.....	do		
{ L. Robitaille.....	New-Carlisle.....	} 2000 00	do
{ J. Robertson.....	New-Richmond.....		

H. T. MACHIN,
Asst-Trésorier, P. Q.

M. le Trésorier Church, met sur la table du Greffier, en obéissance à un ordre de la Chambre daté le 21 décembre dernier,—Etat des recettes et paiements de la Province de Québec, provenant de toutes sources, depuis le 1er juillet au 18 décembre 1877, lequel est lu comme suit :

INSTRUCTION PUBLIQUE :			
Education Supérieure.....	60000 00		
High Schools, Québec et Montréal.....	2470 00		
Ecoles communes.....	77500 00		
Ecoles dans les municipalités pauvres.....	70 00		
Ecoles Normales.....	30000 00		
Traitements des inspecteurs d'école.....	10166 50		
Livres pour donner en prix.....	4000 00		
Journaux de l'Education.....	1200 00		
Ecoles pour les sourds-muets.....	9432 50		
Département des Livres, etc.....	15000 00		
Special E. S. C. R. Fonds des arts et sciences.	500 00		
Institutions Littéraires et Scientifiques.....	210339 00		
Arts et Manufactures.....	4300 00		
	8000 00		
AGRICULTURE :			
Sociétés d'Agriculture.....	49633 00		
Chambre d'Agriculture.....	4000 00		
Ecoles d'Agriculture.....	1600 00		
" " Richmond.....	1200 00		
Ecole Vétérinaire.....	1000 00		
Immigration et Rapatriement.....	57433 00		
	13065 20		
CHEMINS DE COLONISATION :			
1ère et 2ème Classe.....	48000 00		
Chemin du Lac St. Jean.....	19216 02		
TRAVAUX ET EDIFICES PUBLICS :			
Loyer, Assurances et réparations.....	21752 30		
Inspection et arpentages.....	532 01		
Départements Publics, (construction des.....	69423 44		
Loyers des Palais de Justice et des Prisons..	116 76		
Assurances do	5692 82		
Réparations do	50 00		
Palais de Justice et Prisons, Bonaventure..	1275 00		
do nouveaux districts			
A reporter.....	98842 33		
		4117163 73	

ETAT des recettes et des paiements de la province de Québec provenant de toutes sources, depuis le 1er juillet au 10 décembre 1877.—*Suite.*

RECETTES.	\$ cts.	\$ cts.	PAIEMENTS.	\$ cts.	\$ cts.
Reporter	4117163 73		Reporter	98842 33	
			Prison pour femmes, Montréal.....	3027 11	
			Démolition des casernes des Jésuites.....	1000 00	
			Ecole Normale Laval McGill, Montréal.....	3104 26	
			Nouveau Palais de Justice, Québec.....	107 00	
			Ecole Normale Jacques-Cartier, Montréal.....	30676 33	130757 03
			Asile d'aliénés.....	94625 28	
			Diverses institutions de charité.....	34423 33	
			Ecoles de réforme et d'industrie.....	5783 46	
			Divers.....	.....
			Exposition de Philadelphie.....	.....	134832 07
			Fonds des municipalités.....	.....	11306 58
			Service d'enregistrement, Départ. des Terres de la Couronne.....	32932 48	514 27
			Explorations, Départ. des Terres de la Couronne.....	15000 00	672 00
			Depenses générales do do	38753 92	
			Terres de la Couronne.....	.....	86686 40
			Gazette Officielle de Québec.....	.....	7529 60
			Timbres, Licences, etc.....	.....	3364 47
			DETTE PUBLIQUE :	.....	1129494 48
			Intérêt sur.....	201011 11	
			Fonds d'amortissement.....	80048 89	
			Frais d'administration.....	3375 55	
			Dettes publiques.....	.....	284435 55
				.....	1413930 03

FONDS CONSOLIDÉ DES CHEMINS DE FER :

Chemin de Fer de Lévis et Kennebec.....	21069 65		
do des Laurentides.....	55875 00		
Montréal, Ottawa et Occidental.....	3150 00		
St. Francis et Megantic International.....	43581 25		
Waterloo et Magog.....	32275 00		
Quebec Central.....	129068 62		
Montréal, Portland et Boston.....	68098 03		
Québec, Montréal, { Section-Est.... 906,108.01 }	1816108 01		
Ottawa et Occi- { Section Ouest. 900,000.00 }			
dental..... { Commission... 10,000.00 }			
Paiement aux chemins de fer.....	2159225 56		
Ajoutez mandats non payés, 30 juin 1877 :	3573155 59		
Sur les dépenses ordinaires.....	14136 19		
Paiements sur les chemins.....	93891 99		
Déduez mandats non payés au 18 déc. 1877 :	108028 18		
Sur les dépenses ordinaires.....	3681183 77		
Sur les paiements aux chemins de fer.....	32309 33		
Balance.....	225000 00		
	257309 33		
	3423874 44		
	693289 29		
	4117163 73		
		\$4117163 73	
		\$693289 29	
18 Déc. 1877.			
A BALANCE EN CAISSE :			
La Banque Nationale.....	\$50000 00		
Banque Jacques-Cartier.....	25000 00		
Banque Consolidée.....	50000 00		
Exchange Bank.....	50000 00		
Banque des Townships de l'Est.	50000 00		
	\$225000 00		

ÉTAT des recettes et des paiements de la Province de Québec provenant de toutes sources, depuis le 1er juillet au 10 décembre 1877.—*Suite.*

RECETTES.	\$ cts.	PAIEMENTS.	\$ cts.	\$ cts.
DÉPÔTS SPÉCIAUX A INTÉRÊT.				
Banque de Montréal ordinaire	\$28799 79			
Banque Union	13715 79			
La Banque Nationale Education Supérieure..	11173 75			
La Banque Nationale ordinaire.....	7592 20			
Banque de Montréal Fonds de retraite.....	7086 68			
	68368 21			
Banque de Montréal.....	342137 94			
Banque des Marchands...	57783 14			
Fonds consolidé des chemins de fer.....	399921 08			
	\$693289 29			

H. T. MACHIN,
Asst.-Trésorier Provincial.

GASPARD DROLET, Auditeur Provincial.
Dépt. du Trésor, Québec, 18 décembre 1877.

Sur motion de M. le Trésorier *Church*, secondé par M. le Solliciteur-Général *Baker*,

Ordonné, Que la 94^e règle de cette Chambre, qui exige que la motion à l'effet de faire imprimer un document soit, au préalable, soumise au comité permanent des impressions, qui en fait rapport, soit suspendue en ce qui regarde le dit état.

Ordonné, Que le dit état soit imprimé pour l'usage des membres de cette Chambre.

Sur motion de M. *Lafontaine*, secondé par M. *Molleur*,

Résolu, Qu'il soit présenté une humble adresse à Son Excellence le Lieutenant-Gouverneur, priant son Excellence de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre, un état indiquant le nombre d'enquêtes faites par *Edouard Peltier*, écr., coronaire du district d'*Iberville* depuis sa nomination à venir au 1^{er} novembre dernier; indiquant aussi la date de ces enquêtes, la date que les comptes ont été filés au gouvernement pour les frais de chacune de ces enquêtes, la date du paiement fait par le gouvernement au dit coronaire et la date de la distribution de l'argent aux personnes employées par lui lors de ces enquêtes.

Sur motion de M. *Marchand*, secondé par M. *Joly*,

Résolu, Qu'il soit présenté une humble adresse à Son Excellence le Lieutenant-Gouverneur, priant Son Excellence de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre, un rapport détaillé des dépenses encourues depuis le 24 décembre 1875, jusqu'à ce jour, pour tous arpentages, explorations et opérations quelconques, en vue de l'indication définitive ou de tout projet de changement de tracé du chemin de fer de *Québec*, *Montréal*, *Ottawa* et *Occidental*, entre *Maskinongé*, *Montréal* et *Terrebonne*, avec indication des noms de toutes les personnes employées à ces opérations, de la durée de leurs services, et du montant de leurs salaires ou honoraires respectifs.

En outre, copie de tous comptes ou réclamations des contracteurs du dit chemin, de leurs sous-contracteurs, produits par les dits contracteurs, pour indemnité en raison des retards occasionnés à leurs travaux par les dits arpentages, explorations et opérations ou par toute autre cause.

Ordonné, Que les dites adresses soient présentées à Son Excellence par ceux des membres de cette Chambre qui forment partie de l'Honorable Conseil Exécutif de cette Province.

M. le Secrétaire-Provincial *Chapleau*, présente en conformité d'une adresse à Son Excellence le Lieutenant-Gouverneur,—Réponse à une adresse de l'Assemblée Législative datée le 21 décembre 1877, demandant un état indiquant tous les emprunts faits jusqu'ici par la province de *Québec*, au moyen de bons, débentures ou autrement, indiquant les taux auxquels ces bons et débentures ont été placés, et le taux de l'intérêt payable par la province sur les dits emprunts. (Documents de la Session No. 14.)

Réponse à une adresse de l'Assemblée Législative datée le 21 décembre 1877, demandant copie de toute correspondance échangée entre le gouvernement de cette province et le gouvernement de la puissance du *Canada*, ou aucun de ses membres, depuis la dernière session, relativement à l'administration de la justice en cette province et la nomination des Juges; et aussi, copie de toute correspondance échangée entre le gouvernement de cette province ou aucun de ses membres et l'Honorable Juge *Bélanger*, ou tout autre juge ou juges, relativement aux dispositions de la loi passée à la dernière session, 40 Vict., chap. 13, et en général, ce qui concerne l'administration de la justice. (Documents de la Session No. 15.)

Sur motion de M. le Secrétaire-Provincial *Chapleau*, secondé par M. le Commissaire *Garneau*,

Ordonné, Que ces dites réponses soient imprimées.

Ordonné, Que la 94^e règle de cette Chambre qui exige que la motion à l'effet de faire imprimer un document soit, au préalable, soumise au comité permanent des impressions qui en fait rapport, soit suspendue en ce qui regarde les dites réponses.

M. le Secrétaire-Provincial *Chapleau* remet à M. l'Orateur un message de Son Excellence le Lieutenant-Gouverneur, revêtu de la signature de Son Excellence.

Et ce message est lu par M. l'Orateur, tous les membres de la Chambre étant découverts, et il est comme suit :

L. LETELLIER,

Le Lieutenant-Gouverneur de la province de *Québec* transmet à l'Assemblée Législative le rapport de l'Imprimeur de la Reine, indiquant le nombre d'exemplaires des actes de la dernière session qu'il a imprimés et distribués, les départements, corps administratifs, officiers et autres personnes auxquelles ils ont été distribués, le nombre d'exemplaires livrés à chacun d'eux et en vertu de quelle autorisation ; et le nombre d'exemplaires des actes de chaque session restant, avec un compte détaillé des frais par lui réellement encourus pour l'impression et la distribution des dits statuts. (Appendice No. 3).

HÔTEL DU GOUVERNEMENT,
Québec, 18 janvier 1878.

Alors la Chambre s'ajourne jusqu'à demain.

Mardi, 22 janvier 1878.

Les pétitions suivantes sont séparément présentées et déposées sur la table :

Par M. *Duhamel*,—la pétition des Sœurs de la Charité de *Notre-Dame de Maniwaki*,—et la pétition de *Charles Leclerc*, de la cité de *Hull*.

Par M. *Tarte*,—la pétition de *Louis Thomas Laroche*. —

Par M. *Houde (Nicolet)*,—la pétition du Révérend A. *Smith* et autres, de la paroisse de *Ste. Perpétue*,—et la pétition de *David Marier* et autres, de la paroisse de *St. Célestin*.

Par M. *Dupon*,—la pétition de A. *Casavant*.

Par M. *Houde (Maskinongé)*,—la pétition des Sœurs de l'Assomption de la Vierge, de la paroisse de *St. Paulin*.

Par M. *LeCavalier*,—la pétition des Sœurs Marianites de *Ste. Croix*, de la paroisse de *St. Laurent*, comté de *Jacques-Cartier*.

Par M. *Charlebois*,—la pétition de *Joseph Dubois* et autres, de la ville de *Lachine*.

Par M. *Alley*,—la pétition de W. G. *Petry*, Révérend H. J. *Petry* et Dame *Gertrude Petry*.

Par M. *Taillon*,—la pétition de la corporation de la cité de *Montréal*,—la pétition de *Thomas Henrichon* et autres,—et la pétition de J. R. *Lapointe* et autres, du village de la *Côte St. Louis, Montréal*.

Par M. le Secrétaire Provincial *Chapleau*,—la pétition de *Robert J. Burke*, de *Stanstead Plain*, comté de *Stanstead*.

Par M. *de Beaujeu*,—la pétition du Révérend C. *Dufour* et autres, de la paroisse de *St. Ignace*, du *Côteau du Lac*, comté de *Soulanges*.

M. *Lacerte*, du comité permanent de l'agriculture, l'immigration et la colonisation, présente à la Chambre le premier rapport du dit comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité recommande que son quorum soit réduit à neuf membres.

Ordonné, Que le quorum du dit comité soit réduit à neuf membres.

M. *Loranger*, du comité des comptes publics, présente à la Chambre le premier rapport du dit comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité recommande que son quorum soit réduit à neuf membres.

Ordonné, Que le quorum du dit comité soit réduit à neuf membres.

M. *Verreault*, du comité permanent des ordres permanents, présente à la Chambre le troisième rapport du dit comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a examiné les pétitions suivantes et a constaté que des avis suffisants avaient été donnés dans chaque cas :

De *John Henry Pangman* et autres ; demandant un acte d'incorporation sous le nom de "La compagnie du chemin de l'Île de Montréal ;

De *Henry Fry* et autres ; demandant un acte d'incorporation sous le nom de "Quebec Young Men's Christian Association."

De la municipalité du village et de la paroisse de *Ste. Rose* ; demandant que certaines terres soient détachées de la municipalité de la paroisse de *Ste. Rose* et annexées à la municipalité du dit village ;

De *Arthur Turcotte* et autres, de la cité des *Trois-Rivières* ; demandant un acte d'incorporation sous le nom de "Cercle *St. Louis*."

De *C. Vincelette* et autres ; demandant un acte d'incorporation sous le nom de "Le Cercle Catholique de Québec."

De "Adams Tobacco Company," demandant des amendements à sa charte.

De "The Reformed Episcopal Church of Canada ;" demandant un acte autorisant les ministres de la dite église de tenir des registres de baptêmes, mariages et sépultures.

Sur motion de M. *Chauveau*, secondé par M. *Bellingham*,

Résolu, Qu'il soit présenté une humble adresse à Son Excellence le Lieutenant-Gouverneur, priant Son Excellence de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre, copie de toute correspondance échangée entre le gouvernement de cette province et le gouvernement fédéral au sujet de certains droits seigneuriaux "ou corvées" dans la seigneurie des *Ha ! Ha !* dite *Nicolas Rioux*, comté de *Rimouski* et de tout ordre en conseil en rapport à ce sujet.

Ordonné, Que la dite adresse soit présentée à Son Excellence par ceux des membres de cette Chambre qui forment partie de l'Honorable Conseil Exécutif de cette Province.

Résolu, Que cette Chambre s'ajourne maintenant pour un espace d'un quart d'heure.

La Chambre s'ajourne en conséquence.

Quatre heures et demie P. M.

M. *Verreault*, du comité permanent des ordres permanents, présente à la Chambre le quatrième rapport du dit comité lequel est lu comme suit :

Votre comité recommande que le délai pour recevoir des pétitions pour des bills privés, soit de nouveau prolongé jusqu'à mardi, le 29 courant ; pour recevoir

des bills privés, jusqu'au quatrième jour de février prochain inclusivement ; et pour recevoir des rapports sur des bills privés, jusqu'au douzième jour de février prochain.

M. le Secrétaire-Provincial *Chapleau*, du comité permanent des bills privés, présente à la Chambre le second rapport du dit comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité recommande que le délai pour recevoir des pétitions pour des bills privés soit de nouveau prolongé jusqu'à mardi, le 29 courant ; pour recevoir des bills privés jusqu'au 4e jour de février prochain inclusivement ; et pour recevoir des rapports sur les bills privés jusqu'au 12e jour de février prochain.

Résolu, Que cette Chambre concourt dans le dit rapport.

La Chambre s'ajourne alors jusqu'à demain.

Mercredi, 23 janvier 1878.

M. l'Orateur met devant la Chambre,—Etat des affaires de la Société de Numismatique et d'Archéologie de *Montréal*, pour l'année 1877. (Documents de la Session No. 7.)

Les pétitions suivantes sont séparément présentées et déposées sur la table :

Par M. *Ogilvie*,—la pétition de *The Church Home*,—et la pétition de la société de numismatique et d'archéologie, toutes deux de *Montréal*.

Par M. *Dulac*,—la pétition du Révérend *B. C. Guy* et autres, du township de *Broughton*,—la pétition de *George Veilleux* et autres, du township d'*Adstock*,—et la pétition du Révérend *P. Dassylva* et autres, de la paroisse de *St. Ephrem de Tring*, toutes du comté de *Beauce*.

Par M. *Duhamel*,—la pétition de *Michael McBean* et autres, de *Wakefield*, *Masham* et autres townships.

Par M. *Dupont*,—la pétition du Révérend *J. C. Alfred Desnoyers* et autres, de la paroisse de *St. Pie*,—et la pétition de la municipalité du village d'*Acton Vale*, toutes deux du comté de *Bagot*.

Par M. *Gauthier*,—la pétition de l'Honorable Juge *Routhier* et autres, de la paroisse de la *Malbaie*,—et la pétition du Révérend *M. E. Roy* et autres, de la paroisse de *St. Irénée*, toutes deux du comté de *Charlevoix*.

Par M. le Procureur-Général *Angers*,—la pétition de l'Institut Canadien de *Québec*.

Par M. *Picard*,—la pétition de la municipalité du township de *Brompton*.

Par M. le Secrétaire-Provincial *Chapleau*,—la pétition de *Michael Joseph Francis Quinn*, de la cité de *Montréal*.

Par M. *Bellingham*,—la pétition de *Thomas Hodge* et autres, de *Gore*, *Mille Isles* et autres townships.

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont lues :

Du Conseil de Ville de la ville des *Trois-Rivières* ; demandant des amendements à sa charte.

De *The Montreal Conference of the Methodist Church of Canada* ; demandant la passation d'un acte concernant la propriété de la dite église et pour d'autres fins.

De la compagnie d'assurance mutuelle contre le feu des comtés de *Shefford* et *Brome* ; demandant la passation d'un acte pour légaliser l'organisation de la dite compagnie.

Du Révérend A. Smith et autres, de la paroisse de *Ste. Brigitte des Sauls*, comté de *Nicolet* ; demandant que la partie de *Ste. Brigitte des Sauls* qui se trouve dans le comté de *Drummond*, soit annexée à l'autre partie de *Ste. Brigitte* qui se trouve située dans le comté de *Nicolet*.

De *Etienne Comeau* et autres ; demandant la passation d'un acte pour donner à la municipalité de *St. Léonard* des limites identiques à celle de la paroisse de *St. Léonard*.

De *E. H. Trudel* et autres, de la cité de *Montréal*,—du Révérend J. B. Vallée et autres, de la paroisse, de *St. Jérôme du Lac St. Jean*,—du Révérend F. X. Delage et autres, de la paroisse de *Notre-Dame du Lac St. Jean*,—du Révérend S. A. Girard et autres, de la paroisse de *St. Louis de Métabetchouan*,—et du Révérend B. E. Leclerc et autres, de la paroisse de *Notre-Dame d'Hébertville* ; demandant respectivement la passation du bill pour incorporer la compagnie du chemin de fer du *St. Laurent*, des *Basses Laurentides* et du *Saguenay*.

Des municipalités du township de *Roxton* et du village de *Roxton Falls*,—et de la municipalité du village de *Waterloo*, comté de *Shefford* ; demandant respectivement que la compagnie du chemin de fer du sud est soit forcée de continuer sa ligne de chemin de fer depuis *Acton* jusqu'à *Waterloo*.

De *Alexander Beaton* et autres, des townships de *Gore*, *Mille Isles* et autres, du comté d'*Argenteuil* ; demandant remise des arrérages de réclamations sur les terres de la Couronne.

De la Chambre de commerce de *Québec* ; demandant de l'aide pour une ligne télégraphique depuis *Matane* jusqu'à la *Rivière aux Renards*.

De MM. *Catelli & frères*, de *Montréal* ; demandant de l'aide pour l'établissement d'une manufacture pour extraire et préparer la fécule de pommes de terre.

De la Société littéraire et historique,—de *The Woman's Christian Association*, tous de la cité de *Québec*,—de *The Woman's Hospital*, de la cité de *Montréal*,—de la Faculté Médicale de l'Université de *Bishop's College*, *Montréal*,—et des Sœurs de la Charité (dites Sœurs Grises) de la ville de *Longueuil* ; demandant respectivement que leur allocation annuelle soit continuée.

M. *Verrault* du comité permanent des ordres permanents présente à la Chambre le cinquième rapport du dit comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a examiné la pétition de *J. Bte.* et *Louis Amédée Quesnel* ; demandant la passation d'un acte les autorisant à vendre certains immeubles et a constaté que les avis nécessaires avaient été donnés.

Votre comité a aussi examiné les pétitions suivantes, et a constaté qu'elles étaient de la nature de celles qui n'exigent pas d'avis, savoir :

Du Révérend J. D. *Déziel* et autres ; demandant un acte d'incorporation sous le nom de "L'Œuvre de *St. Joseph de Délivrance*."

De *L. P. Labougli* et autres ; demandant un acte d'incorporation sous le nom de "La Société de *St. Jean Baptiste de Buckingham*."

De Mgr. *J. S. Raymond* et autres, chanoines titulaires de la cathédrale de *St. Hyacinthe* ; demandant un acte d'incorporation.

Votre comité désire attirer l'attention de Votre Honorable Chambre sur le fait que le dépôt de cent piastres exigé par la règle n'a pas été fait dans le cas des deux dernières pétitions.

M. *Würtele*, du comité permanent des lois expirantes, présente à la Chambre le premier rapport du dit comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité recommande que son quorum soit réduit à trois membres.

Ordonné, Que le quorum du dit comité soit réduit à trois membres.

M. *Champagne*, du comité permanent des industries, présente à la Chambre le premier rapport du dit comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité recommande que son quorum soit réduit à sept membres.

Ordonné, Que le quorum du dit comité soit réduit à sept membres.

Ordonné, Que M. *Tarte* ait la permission d'introduire un bill pour incorporer le cercle catholique de *Québec*.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que M. *Turcotte* ait la permission d'introduire un bill pour amender l'article 873 du code de procédure civile.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour vendredi prochain.

Ordonné, Que M. *Turcotte* ait la permission d'introduire un bill pour incorporer le cercle *St. Louis des Trois-Rivières*.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour vendredi prochain.

Ordonné, Que l'Honorable M. *Robertson* ait la permission d'introduire un bill pour autoriser les ministres de l'Eglise appelée *The Reformed Episcopal Church of Canada*, dans la province de *Québec*, à célébrer des mariages et à tenir des registres des baptêmes, mariages et sépultures.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour vendredi prochain.

Ordonné, Que l'Honorable M. *Robertson* ait la permission d'introduire un bill pour amender l'acte 32 Vict., chap. 89 intitulé : "Acte pour incorporer l'Institution Protestante pour les sourds-muets et les aveugles."

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour vendredi prochain.

Ordonné, Que l'Honorable M. *Robertson* ait la permission d'introduire un bill pour autoriser *The Adams Tobacco Company* à faire un emprunt.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour vendredi prochain.

Ordonné, Que M. *Bachand* ait la permission d'introduire un bill pour incorporer le chapitre de la cathédrale de *St. Hyacinthe*.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour vendredi prochain.

Ordonné, Que M. *Bachand* ait la permission d'introduire un bill pour amender l'article onze du code civil.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour vendredi prochain.

Ordonné, Que M. *Watts* ait la permission d'introduire un bill pour amender certains articles du code municipal de la province de *Québec*.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour vendredi prochain.

M. le Secrétaire Provincial *Chapleau*, présente en conformité d'une adresse à Son Excellence le Lieutenant-Gouverneur, — Réponse à une adresse de l'Assemblée Législative datée le 17 janvier 1878, demandant copie de la correspondance échangée entre le gouvernement de la Puissance et le gouvernement local, au sujet de la division du bureau d'enregistrement de *Montréal*, — comprenant le rapport du ministre de la justice à ce sujet et la pétition des citoyens de *Montréal*, demandant que le bill soit rejeté, ainsi qu'une copie d'une dépêche du Secrétaire d'Etat de Sa Majesté, et toute communication de Son Excellence au Gouverneur-Général à ce sujet, et tout autre document, représentation ou communication ayant trait à cette question. (Documents de la Session No. 16.)

Ordonné, Que M. *Bachand* ait la permission d'introduire un bill pour amender le titre cinq du code civil.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour vendredi prochain.

Sur motion de M. *Mathieu*, secondé par M. *Champagne*,

Résolu, Qu'il soit présenté une humble adresse à Son Excellence le Lieutenant-Gouverneur, priant Son Excellence de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre, — un état de toutes les sommes d'argent payées jusqu'à ce jour par le gouvernement à aucune compagnie de chemin à lisses de bois ou en fer ; la date de ces paiements et l'autorité en vertu de laquelle ces paiements furent faits ; et le nombre de milles de chemins complétés par les compagnies.

Sur motion de M. *Marchand*, secondé par M. *Pâquet*,

Résolu, Qu'il soit présenté une humble adresse à Son Excellence le Lieutenant-Gouverneur, priant Son Excellence de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre :

1o. Etat des limites vendues depuis le 10 décembre 1873, indiquant l'endroit où sont ces limites, leur étendue, les noms des possesseurs, les dates des octrois, le mode de vente, le prix payé par mille, le montant total, la date du paiement, le mode de paiement ; le dit état devant comprendre toutes les limites qui ne sont pas mentionnées dans l'appendice No. 50 du rapport du commissaires des Terres de la Couronne pour 1874, ou qui, ayant été remises au gouvernement depuis la date de ce rapport, ont été revendues depuis ;

2o. Un état des limites remises depuis le 10 décembre 1873, par qui remises, la date de telles remises, la durée de la possession, le montant du prix d'achat et de la vente, le montant payé et la date du paiement ;

3o. Un état indiquant les transferts des limites qui ont eu lieu depuis la date de l'état sur le même sujet demandé en 1874, le susdit état indiquant la date de tel transfert, par qui et à qui tel transfert a été fait, la prime payée au gouvernement et la date du paiement ; le dit état de transfert présentement demandé devant être annexé à l'état de transfert demandé en 1874 dont il est ci-dessus question, pour ne former qu'un seul état.

Ordonné, Que les dites adresses soient présentées à Son Excellence par ceux des membres de cette Chambre qui forment partie de l'Honorable Conseil Exécutif de cette Province.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité sur le bill pour amender l'acte 40 Vict., chap. 23, amendant la loi concernant l'Instruction

Publique en ce qui concerne la cité de *Sherbrooke* ; et après y avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *Watts* fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Ordonné, Que le rapport soit reçu, vendredi prochain.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité sur le bill concernant l'incorporation des compagnies à fonds social ; et après y avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et l'Honorable M. *Robertson* fait rapport que le comité a examiné le bill et y a fait des amendements.

Ordonné, Que le rapport soit reçu maintenant.

L'Honorable M. *Robertson* fait rapport du bill en conséquence, et les amendements sont lus et adoptés.

Ordonné, Que le bill soit lu la troisième fois, vendredi prochain.

Le bill pour incorporer la Compagnie du Chemin de Fer du *St. Laurent*, des *Basses Laurentides* et du *Saguenay*, est en conformité de l'ordre, lu une seconde fois et renvoyé au comité permanent des chemins de fer, canaux, lignes télégraphiques et compagnies de mines et manufacturières.

Alors, la Chambre s'ajourne jusqu'à demain.

Jeudi, 24 janvier 1878.

Conformément à l'ordre du jour les pétitions suivantes sont lues :

De A. *Casavant* et autres ; demandant un acte d'incorporation sous le nom de "La compagnie de sucre de betterave de la province de *Québec*."

De *Joseph Dubois* et autres, de la ville de *Lachine* ; demandant un acte d'incorporation sous le nom de "L'Union St. Joseph de *Lachine*."

Des Sœurs *Marianites* de Ste. Croix, de la paroisse *St. Laurent*, comté de *Jacques-Cartier* ; demandant des amendements à leur acte d'incorporation.

Louis Thomas Laroche ; demandant la passation d'un acte pour autoriser la chambre des notaires à l'admettre, après examen, à la pratique du notariat.

De *Charles Leduc*, de la cité de *Hull* ; demandant la passation d'un acte autorisant le barreau de la province de *Québec* à l'admettre, après examen, à la pratique de la profession de procureur et avocat.

De *Robert J. Burke*, de *Stanstead Plain*, comté de *Stanstead* ; demandant la passation d'un acte autorisant le collège des médecins et chirurgiens de la province de *Québec*, à l'admettre, après examen, à la pratique de la médecine.

De la corporation de la cité de *Montréal* ; demandant réduction des taxes scolaires dans la cité de *Montréal*.

De *Thomas Henrichon* et autres ; demandant la passation d'un acte pour ériger en municipalité rurale, une partie de la municipalité du village de la *Côte St. Paul*.

De *J. R. Lapointe* et autres, du village de la *Côte St. Louis, Montréal* ; demandant la passation d'un acte érigeant la partie du dit village dite *Mile End* en une municipalité de village.

Du Révérend A. *Smith* et autres, de la paroisse de *Ste. Perpétue* ; demandant que la dite paroisse soit érigée en municipalité.

De *David Marier* et autres, de la paroisse de *St. Célestin* ; demandant à être annexés à la municipalité de *Bécancourt*.

De W. G. *Petry*, Révérend H. J. *Petry* et Dame *Gertrude Petry* ; demandant la passation d'un acte autorisant la vente de certaines propriétés appartenant aux successions de feu *William Petry*, père, et *William Petry*, fils.

Des Sœurs de l'Assomption de la Vierge, de la paroisse de *St. Paulin* ; demandant de l'aide.

Des Sœurs de la Charité, de *N. D. de Maniwaki* ; demandant que leur allocation annuelle soit continuée et augmentée.

Du Révérend *C. Dufour* et autres, de la paroisse de *St. Ignace du Côteau du Lac*, comté de *Soulanges* ; demandant que l'allocation annuelle en faveur de l'asile de la dite paroisse soit continuée et augmentée.

Ordonné, Que *M. Mathieu* ait la permission d'introduire un bill pour amender le code municipal de la province de *Québec*.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour lundi prochain.

Ordonné, Que *M. Laberge*, ait la permission d'introduire un bill pour amender certains articles du code municipal de la province de *Québec*.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour lundi prochain.

Ordonné, Que *M. Mathieu* ait la permission d'introduire un bill pour amender le code de procédure civil du *Bas-Canada*.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour lundi prochain.

Ordonné, Que *M. Loranger* ait la permission d'introduire un bill pour annexer certaine partie de la municipalité de la paroisse de *Ste. Rose*, à la municipalité du village de *Ste. Rose*, dans le comté de *Laval*, pour les fins municipales et scolaires.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour lundi prochain.

M. Verreault, du comité permanent des ordres permanents, présente à la Chambre le sixième rapport du dit comité lequel est lu comme suit :

Votre comité a examiné les pétitions suivantes, et a constaté que les avis nécessaires avaient été donnés dans chaque cas :

Du Révd. *G. Tremblay* et autres ; demandant un acte d'incorporation sous le nom de l'Union *St. Joseph de Notre-Dame de Beauport*.

De la corporation de la cité de *Trois-Rivières* ; demandant des amendements à sa charte.

De la compagnie d'assurance mutuelle contre le feu des comtés de *Shefford* et *Brome* ; demandant la passation d'un acte pour légaliser l'organisation de la dite compagnie.

De *Patrick McKenna* et autres, de *Montréal* ; demandant des amendements à la sous-section 5 de la section 196 du chapitre 51 de la 37 Victoria, de *Québec*, concernant les propriétés expropriées pour le *Parc Mont Royal*.

De *Richard John Devins*, de la cité de *Montréal* ; demandant la passation d'un acte l'autorisant à vendre et aliéner certains immeubles.

Message du Conseil Législatif par *Boucher de Boucherville*, écuyer, l'un des maîtres en chancellerie.

M. l'Orateur,

Le Conseil Législatif informe cette Chambre qu'il a nommé les Honorables Messieurs *Archambault*, de *Boucherville*, *Dionne*, *Lavolette*, *Lemaire*, de *Léry*, *Starnes* et *Webb* pour aider Son Honneur l'Orateur dans l'administration de la biblio-

thèque de la Législature, en autant que les intérêts du Conseil Législatif s'y trouvent concernés, et pour agir au nom de leur Chambre, comme membres d'un comité conjoint des deux Chambres, au sujet de la bibliothèque.

Et le Conseil Législatif informe aussi cette Chambre, qu'il a nommé les Honorables messieurs *Archambault, Beaudry, Ferrier, Gaudet, de laBrière, Roy, Webb et Wood* pour agir de la part du Conseil Législatif, avec le comité de l'Assemblée Législative, comme membres d'un comité conjoint des impressions, tel que demandé par l'Assemblée Législative par son message.

Ordonné, Que M. le Commissaire *Garneau* ait la permission d'introduire un bill pour incorporer l'Union St. Joseph de *Notre-Dame de Beauport*.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour lundi prochain.

Ordonné, Que M. *Turcotte* ait la permission d'introduire un bill pour amender l'acte d'incorporation de la ville des *Trois-Rivières*.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour lundi prochain.

Ordonné, Que M. *Rinfret dit Malouin* ait la permission d'introduire un bill pour incorporer *The Quebec Young Mens Christian Association*.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour lundi prochain.

Ordonné, Que M. *Turcotte* ait la permission d'introduire un bill pour amender la loi de la chasse en cette Province.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour lundi prochain.

Ordonné, Que M. *Préfontaine* ait la permission d'introduire un bill pour autoriser la vente de certains immeubles substitués par le testament de feu *Peter Devins*.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour lundi prochain.

Ordonné, Que M. *LeCavalier*, ait la permission d'introduire un bill pour amender le chap. 51 de la 37e Victoria de Québec, intitulé : "Acte pour reviser et refondre la charte de la cité de *Montréal* et les divers actes qui l'amendent, en ce qui concerne certaines propriétés avoisinant le Parc Mont Royal.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour l'undi prochain.

Ordonné, Que M. *LeCavalier* ait la permission d'introduire un bill pour autoriser la vente des biens immeubles substitués par le testament de feu *Jean Ble. Quesnel*.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour lundi prochain.

Sur motion de M. *Deschesnes*, secondé par M. *Dumont*,

Résolu, Qu'il soit présenté une humble adresse à Son Excellence le Lieutenant-Gouverneur, priant Son Excellence de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre, un état indiquant le nombre de milles de chemin faits dans la colonie de repatriement de *Témiscouata* ; et aussi le montant dépensé pour ces milles de chemin, le nombré de ponts faits, le coût payé pour ces ponts, aussi les noms des entrepreneurs, soit des chemins ou des ponts, et les conducteurs qui ont été chargés de conduire certains travaux dans la dite colonie ; le nombre de lots

mis en réserve pour l'établissement des colons, et faisant connaître les travaux faits depuis le 1er mai 1876 au 30 juin 1877, et depuis le 30 juin 1877 à cette date.

Sur motion de M. Joly, secondé par M. Bachand,

Résolu, Qu'il soit présenté une humble adresse à Son Excellence le Lieutenant Gouverneur, priant Son Excellence de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre, copie de l'enquête, des procédés et du rapport du commissaire nommés par le gouvernement au sujet des terrains aurifères ou réputés aurifères de *Ditton*.

Ordonné, Que les dites adresses soient présentées à Son Excellence par ceux des membres de cette Chambre qui forment partie de l'Honorable Conseil Exécutif de cette province.

Le bill pour incorporer le Cercle Catholique de *Québec*, est, en conformité de l'ordre, lu une seconde fois et renvoyé au comité permanents des bills privés.

M. le Procureur-Général *Angers* met devant la Chambre,—Rapport des commissaires nommés sous l'autorité de l'acte de *Québec*, 39e Victoria, chap. 2, intitulé : Acte relatif à la construction du chemin de fer de *Québec, Montréal, Ottawa* et *Occidental*, sur les progrès des travaux exécutés sur le dit chemin, jusqu'au 1er décembre 1877. (Documents de la Session No. 11.)

Sur motion de M. le Procureur Général *Angers*, secondé par M. le Trésorier *Church*.

Ordonné, Que le dit rapport soit imprimé.

Ordonné, Que la 94e règle de cette Chambre qui exige que la motion à l'effet de faire imprimer un document soit, au préalable, soumise au comité permanent des impressions qui en fait rapport, soit suspendue en ce qui regarde le dit document.

Et alors, la Chambre s'ajourne jusqu'à demain.

Vendredi, 25 janvier 1878.

M. l'Orateur met devant la Chambre,—Etat des affaires de l'Hôpital St. Patrice de *Montréal*, pour l'année 1877. (Documents de la session No. 7.)

Les pétitions suivantes sont séparément présentées et déposées sur la table :

Par M. *Taillon*,—la pétition de l'école de médecine et de chirurgie de la cité de *Montréal*,—la pétition du Dispensaire Ophthalmique de l'Asile Nazareth, *Montréal*,—la pétition des Sœurs de la Charité de l'Hôpital Général (dites Sœurs Grises), *Montréal*,—et la pétition des Sœurs de l'Asile de la Providence, *Montréal*,—et la pétition des Sœurs de la Miséricorde pour la régie de la Maternité, *Montréal*.

Par M. *Loranger*,—la pétition de la Compagnie des moulin à coton de *V. Hudon, Hochelaga*.

Par M. le Secrétaire Provincial *Chapleau*,—la pétition de la Société Historique de *Montréal*.

Par M. *Houde (Nicolet)*,—la pétition du Révérend A. *Smith* et autres, de la paroisse de *Ste. Perpétue*, comté de *Drummond*.

Par M. *Robert*,—la pétition du Révérend J. A. *Provençal* et autres, de la paroisse de *St. Césaire*,—et la pétition du Révérend J. *Bessette* et autres, de la paroisse de *St. Paul d'Abbotsford*, toutes deux du comté de *Rouville*.

Conformément à l'ordre du jour les pétitions suivantes sont lues :

De la municipalité du township de *Brompton* ; demandant des amendements à l'article 1080 du code municipal.

De *Michael Joseph Francis Quinn*, de la cité de *Montréal* ; demandant la passation d'un acte autorisant le barreau de la Province de *Québec* à l'admettre, après examen, à la pratique de la profession d'avocat et procureur.

De la municipalité du village d'*Acton Vale*, comté de *Bagot* ; demandant que la Compagnie du chemin de fer du sud-est soit forcée de continuer sa ligne de chemin de fer, depuis *Acton* jusqu'à *Waterloo*.

Du Révérend *J. Chs. Alfred Desnoyers* et autres, de la paroisse de *St. Pie*, comté de *Bagot* ; demandant de l'aide pour faire des explorations pour constater s'il existe des mines de charbon dans la paroisse de *St. Paul d'Abbottsford*, comté de *Rouville*.

De *Thomas Hodge* et autres, des townships *Gore*, *Mille Isles* et autres, comté d'*Argenteuil* ; demandant remise des arrérages des réclamations sur les terres de la Couronne.

De *Richard McBean* et autres, des townships de *Wakefield*, *Masham* et autres ; demandant la remise totale de l'intérêt dû sur les terres de la Couronne.

De *The Church Home, Montréal* ; demandant que son allocation annuelle soit augmentée.

De la société numismatique et d'archéologie, *Montréal*,—et de l'Institut Canadien, de *Québec* ; demandant respectivement que son allocation annuelle soit continuée et augmentée.

Du Révérend *P. Dassylva* et autres, de la paroisse de *St. Ephrem de Tring*, comté de *Beauce* ; demandant de l'aide pour deux ponts et une route dans le township de *Tring*.

De l'Honorable juge *Routhier* et autres, de la paroisse de la *Malbaie*,—et du Révérend *M. E. Roy* et autres, de la paroisse de *St. Irénée*, tous du comté de *Charlevoix* ; demandant respectivement de l'aide pour un chemin le long du fleuve *St. Laurent*, entre *St. Irénée* et la *Pointe à Pic*.

Du Révérend *B. C. Guy* et autres, du township de *Broughton*,—et de *George Veilleux* et autres, du township d'*Adstock*, tous du comté de *Beauce* ; demandant respectivement de l'aide pour des chemins dans les dits townships.

Ordonné, Que *M. Tarte*, ait la permission d'introduire un bill pour autoriser la chambre des notaires à admettre *Louis Thomas LaRoche* à la pratique du notariat.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour lundi prochain.

M. Verreault, du comité permanent des ordres permanents, présente à la Chambre le septième rapport du dit comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a examiné les pétitions suivantes et a constaté que les avis avaient été donnés dans chaque cas :

Du ministre et des syndics de l'Eglise *St. André, Montréal* ; demandant des amendements à l'acte d'incorporation, concernant la dite église.

De *A. Casavant*, écr., demandant l'incorporation de la compagnie du sucre de betterave de la province de *Québec*.

De *Joseph Dubois* et autres, de la ville de *Lachine* ; demandant un acte d'incorporation sous le nom de *L'Union St. Joseph de Lachine*.

Des Sœurs *Marianites* de *Ste. Croix*, de la paroisse de *St. Laurent*, comté de *Jacques-Cartier* ; demandant des amendements à leur acte d'incorporation.

De *Louis Thomas Laroche* ; demandant la passation d'un Bill pour autoriser la Chambre des Notaires, à l'admettre, après examen, à la pratique du notariat.

De *Robert J. Burke*, de *Stanstead Plain*, comté de *Stanstead*; demandant la permission d'introduire un bill pour être admis à la pratique de la médecine.

Ordonné, Que *M. Duhamel* ait la permission d'introduire un bill pour incorporer l'Union St. Jean Baptiste du village de *Buckingham*, dans la paroisse de *St. Grégoire de Nazianze*.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour lundi prochain.

Ordonné, Que *M. Molleur* ait la permission d'introduire un bill pour amender le code municipal de la Province de *Québec*, aux fins de permettre l'établissement de compagnies d'assurance mutuelle sous le contrôle et la garantie des municipalités.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour lundi prochain.

Ordonné, Que *M. Molleur* ait la permission d'introduire un bill pour amender le chapitre 70 des Statuts Refondus pour le *Bas-Canada*, intitulé : "Acte concernant les compagnies à fonds social pour la construction de chemins et de certains autres travaux."

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour lundi prochain.

Ordonné, Que *M. le Commissaire Garneau*, ait la permission d'introduire un bill pour amender le chapitre 77 des Statuts Refondus du *Canada*, concernant les arpenteurs et les arpentages.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour mardi prochain.

Ordonné, Que *M. Pâquet* ait la permission d'introduire un bill pour incorporer l'Œuvre de St. Joseph de la Délivrance.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois et la seconde lecture en est ordonnée pour lundi prochain.

Ordonné, Que *M. Watts* ait la permission d'introduire un bill pour amender l'article 499 du code municipal de la province de *Québec*.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour lundi prochain.

Ordonné, Que *M. Lynch* ait la permission d'introduire un bill pour légaliser certains procédés préliminaires de l'acte d'incorporation de la compagnie d'assurance mutuelle contre le feu des comtés de *Shefford* et *Brome*.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour mardi prochain.

Ordonné, Que *M. Lynch* ait la permission d'introduire un bill pour amender de nouveau la loi concernant l'Instruction Publique en cette Province.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour mardi prochain.

Ordonné, Que *M. Lynch* ait la permission d'introduire un bill pour amender l'acte concernant les cours de commissaires pour la décision sommaire des petites causes.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour mardi prochain.

Ordonné, Que M. *LeCavalier* ait la permission d'introduire un bill pour incorporer la Société de l'Union St. Joseph, de *Lachine*.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour mardi prochain.

Ordonné, Que M. le Secrétaire-Provincial *Chapleau* ait la permission d'introduire un bill pour autoriser le collège des médecins et chirurgiens de la province de *Québec*, à admettre *Robert J. Burke*, après examen, à la pratique de la médecine.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour mardi prochain.

Les bills suivants sont, conformément à l'ordre, séparément lus une seconde fois, et renvoyés à un comité de toute la Chambre pour mardi prochain :

Bill pourvoyant à ce que le bref d'injonction puisse être obtenu en certains cas et réglant la procédure à cette fin.

Bill pour amender l'article 997 du code de procédure civile relativement aux poursuites contre certaines corporations.

L'ordre du jour, pour recevoir le rapport du comité de toute la Chambre, sur le bill pour amender l'acte 40 Vict., chap. 23, amendant la loi concernant l'instruction publique par rapport à la cité de *Sherbrooke*, étant lu,

M. *Watts* fait rapport du dit bill en conséquence.

Ordonné, Que le bill soit lu la troisième fois lundi prochain.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité sur le bill pour déclarer toute la paroisse de *Ste. Madeleine* située dans le comté de *St. Hyacinthe*, et aussi pour la constituer en municipalité; et après y avoir siégé quelques temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. *Taillon* fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de le rapporter sans amendement.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe et que le titre soit : " Acte pour déclarer toute la paroisse de *Ste. Marie Madeleine*, située dans le comté de *St. Hyacinthe*, et aussi pour la constituer en municipalité."

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil Législatif et demande son concours.

Les bills suivants sont, en conformité de l'ordre, séparément lus une seconde fois et renvoyés au comité permanent des bills privés :

Bill pour amender l'acte 32 Vict., chap. 89, intitulé : Acte pour incorporer l'institution protestante pour les sourds muets, et les aveugles.

Bill pour autoriser *The Adams Tobacco Company*, à faire un emprunt.

Bill pour autoriser les ministres de l'église appelé *The Reformed Episcopal Church of Canada*, dans la Province de *Québec*, à célébrer des mariages et à tenir des registres des baptêmes, mariages et sépultures..

Bill pour incorporer le cercle St. Louis des *Trois-Rivières*.

La Chambre s'ajourne alors jusqu'à lundi prochain.

Lundi, 28 janvier 1878.

Les pétitions suivantes sont séparément présentées et déposées sur la table :

Par M. *Dulac*,—la pétition du Révérend S. *Garon* et autres, d'*Aylmer*, *Gayhurst* et autres townships dans le comté de *Beauce*.

Par M. Price,—la pétition de Louis Goudreault et autres, de la paroisse de Bagotville, comté de Chicoutimi.

Par M. Bellingham,—la pétition de James Hamilton et autres, de Gore, Mille Isles et autres townships, dans le comté d'Argenteuil.

Par l'Honorable M. Robertson,—la pétition des syndics de l'Eglise presbytérienne américaine de Montréal,—la pétition de la municipalité du township d'Orford, comté de Sherbrooke,—et la pétition de E. Clark et autres, du district de St. François.

Par M. Ogilvie,—la pétition de l'association "The Montreal Infant School."

Par M. Sylvestre,—la pétition de Bruno Mondor et autres de la paroisse de St. Damien, comté de Berthier,—et la pétition de J. O. Hénault et autres, de la paroisse de St. Gabriel de Brandon.

Par M. Taillon,—la pétition de J. R. Lapointe et autres du village de la Côte St. Louis, Montréal,—et la pétition de François X. Pruneveau et autres du village de la Côte St. Louis.

Par M. Houde (Nicolet),—la pétition d'Abraham Décoteau et autres, des comtés de Nicolet et Arthabaska.

Conformément à l'ordre du jour les pétitions suivantes sont lues :

De la Compagnie des moulins à coton de V. Hudon, Hochelaga ; demandant des amendements à son acte d'incorporation.

Du Révérend A. Smith et autres, de la paroisse de Ste. Perpétue, comté de Drummond ; demandant que la partie de la dite paroisse de Ste. Perpétue, qui se trouve située dans le comté de Drummond, en soit détachée, et soit annexée à la partie qui se trouve située dans le comté de Nicolet, pour toutes fins quelconques.

Du Révérend J. A. Provençal et autres, de la paroisse de St. Césaire,—et du Révérend J. Bessette et autres, de la paroisse de St. Paul d'Abbottsford, tous du comté de Rouville ; demandant respectivement de l'aide pour faire des explorations pour constater s'il existe des mines de charbon dans la paroisse de St. Paul d'Abbottsford.

De la Société Historique,—de l'Ecole de médecine et de chirurgie,—des Sœurs de la miséricorde pour la régie de l'Hospice de la Maternité,—des Sœurs de l'Asile de la Providence,—des Sœurs de la Charité de l'Hôpital-Général (dites sœurs grises),—et du Dispensaire Ophthalmique de l'Asile Nazareth, tous de la cité de Montréal ; demandant respectivement que leur allocation annuelle soit continuée.

M. Verreault du comité permanent des ordres permanents présente à la Chambre le huitième rapport du dit comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a examiné les pétitions suivantes et a constaté que les avis requis avaient été donnés :

De la compagnie d'assurance mutuelle contre le feu, des comtés de Chambly, Laval et Jacques-Cartier ; demandant un acte d'incorporation.

De la Société de Construction de Montréal ; demandant des amendements à son acte d'incorporation.

De "The Montreal Conference of the Methodist Church of Canada ;" demandant la passation d'un acte concernant la propriété de la dite église et pour autres fins.

De W. G. Petry et autres ; demandant la passation d'un acte autorisant la vente de certaines propriétés appartenant aux successions de feu W. Petry, père, et W. Petry, fils.

Votre comité a aussi examiné la pétition de Robert G. Leckie et autres ; demandant un acte d'incorporation sous le nom de "The Orford Nickel and Copper Company," et a constaté que les avis ne sont publiés que depuis le 11 courant,

mais que le temps sera expiré lorsque le Bill viendra devant le comité des Bills Privés, c'est pourquoi votre comité désire recommander la suspension de la 51^e règle.

Votre comité a aussi examiné la pétition de "*The Montréal City Passenger Railway Company* ;" demandant des amendements à son acte d'incorporation, et a trouvé que les avis requis n'avaient pas été donnés, mais il a été prouvé que tous les intéressés sont bien informés de la nature de la demande, et votre comité, en conséquence, recommande que la 51^e règle de cette chambre soit suspendue.

Votre comité a aussi examiné la pétition de la "*Compagnie d'Assurance Mutuelle contre le feu du comté de Joliette* ;" demandant des amendements à son acte d'incorporation, et a trouvé que les avis requis n'ont pas été donnés.

Ordonné, Que M. Thornton, ait la permission d'introduire un bill pour amender l'acte concernant l'Eglise Méthodiste du Canada, (38 Vict., ch. 60.)

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour mercredi prochain.

Ordonné, Que M. Ogilvie ait la permission d'introduire un bill pour amender l'acte incorporant la Société de Construction de Montréal, en changeant son nom et en étendant ses pouvoirs.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois et la seconde lecture en est ordonnée pour mardi prochain.

Ordonné, Que l'Honorable M. Robertson ait la permission d'introduire un bill pour incorporer *The Orford Nickel and Copper Company*.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour mardi prochain.

Ordonné, Que M. Würtel ait la permission d'introduire un bill pour amender de nouveau l'acte d'incorporation de la compagnie du chemin de fer à passagers de la cité de Montréal, et pour radier son capital-actions non payé.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour mercredi prochain.

Ordonné, Que M. le Commissaire Garneau ait la permission d'introduire un bill concernant la vente des terres pour l'exploitation des mines de phosphate de chaux, en amendement à l'acte 32 Victoria, chap. 11.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour mercredi prochain.

Ordonné, Que M. Dupont ait la permission d'introduire un bill pour amender le code municipal.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois et la seconde lecture en est ordonnée pour mercredi prochain.

Ordonné, Que M. Dupont, ait la permission d'introduire un bill pour incorporer la compagnie de sucre de betterave de la province de Québec.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour mercredi prochain.

Ordonné, Que M. *LeCavalier* ait la permission d'introduire un bill pour amender l'acte 12 Vict., chap. 137, incorporant la corporation de la communauté des Sœurs de *Ste. Croix*, dans la paroisse de *St. Laurent*, dans le district de *Montréal*, pour les fins d'éducation.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour mercredi prochain.

Les bills suivants, sont en conformité de l'ordre, séparément lus une seconde fois et renvoyés au comité permanent des bills privés :

Bill pour annexer certaine partie de la municipalité de la paroisse de *Ste. Rose* à la municipalité du village de *Ste. Rose*, dans le comté de *Laval*, pour les fins municipales et scolaires.

Bill pour incorporer l'Union *St. Joseph de Notre Dame de Beauport*.

Bill pour incorporer "*The Young Mens Christian Association*."

Bill pour autoriser la vente de certains immeubles substitués par le testament de *Peter Devins*.

Bill pour amender le chapitre 51, de la 37e Victoria, Province de *Québec*, intitulé : "Acte pour reviser et refondre la charte de la cité de *Montréal* et les divers actes qui l'amendent, en ce qui concerne certaines propriétés avoisinant le *Parc Mont Royal*."

Bill pour autoriser la vente des biens immeubles substitués par le testament de feu *Jean-Baptiste Quesnel*.

Bill pour autoriser la chambre des notaires à admettre *Louis Thomas Laroche* à la pratique du notariat.

Bill pour incorporer l'œuvre de *St. Joseph de la Délivrance*.

Sur motion de M. *Joly*, secondé par M. *Marchand*,

Résolu, Qu'il soit présenté une humble adresse à Son Excellence le Lieutenant Gouverneur priant Son Excellence de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre un état des nominations faites par les commissaires du chemin de fer *Québec, Montréal, Ottawa et Occidental* depuis la dernière session jusqu'à la fin de l'année 1877, constatant le nom des employés nommés pendant cette période, leur fonction et leur salaire.

Ordonné, Que la dite adresse soit présentée à Son Excellence par ceux des membres de cette Chambre qui forment partie de l'Honorable Conseil Exécutif de cette province.

M. le Secrétaire Provincial *Chapleau*, présente en conformité d'une adresse à Son Excellence le Lieutenant-Gouverneur, réponse à une adresse de l'Assemblée Législative, datée le 12 novembre 1876, demandant :

1o. Copie de tous papiers, titres, documents, concernant les propriétés connues sous le nom de *Fief Hubert*, près de *Québec*.

2o. Copie de toute correspondance échangée entre le gouvernement actuel, ou l'un de ceux qui l'ont précédé, ou aucun des membres de ces gouvernements ou quelqu'un de leurs employés, et *René Auguste Richard Hubert*, protonotaire à *Montréal*, ou aucune autre personne concernant le dit Fief.

3o. Un état indiquant le nom du propriétaire ou des propriétaires du dit Fief, qui l'ont possédé jusqu'à ce jour, ou qui le possèdent actuellement, avec les titres, ou copie des titres en vertu desquels ils le possèdent.

4o. Un état de tous arpentages faits, entre le gouvernement actuel, ou les gouvernements précédents, ou par leurs ordres, et les propriétaires réels, supposés, ou apparents du dit Fief. (Documents de la session No. 17.)

Réponse à une adresse de l'Assemblée Législative datée le 21 janvier 1878, demandant un rapport détaillé des dépenses encourues depuis le 24 décembre 1875 jusqu'à ce jour, pour tous arpentages, explorations et opérations quelconques

en vue de l'indication définitive ou de tout projet de changement de tracé du chemin de fer *Québec, Montréal, Ottawa, et Occidental* entre *Maskinongé, Montréal et Terrebonne*, etc., etc., avec l'indication de toutes les personnes employées à ces opérations, de la durée de leurs services, du montant de leurs salaires ou honoraires respectifs; en outre, copie de tous comptes ou réclamations des contracteurs du dit chemin, ou de leurs sous-contracteurs, produits par les dits contracteurs, pour indemnité, en raison des retards occasionnés à leurs travaux par les dits arpentages, explorations ou par toute autre cause. (Document de la session No. 11.)

Réponse à une adresse de l'Assemblée Législative, datée le 22 janvier 1878, demandant copie de toute correspondance échangée entre le gouvernement de cette province et le gouvernement fédéral, au sujet de certains droits seigneuriaux ou corvées dans la seigneurie des *Ha ! Ha !* dite *Nicolas Rioux*, comté de *Rimouski*, et de tout ordre en conseil à ce sujet. (Document de la session No. 18.)

Le bill concernant la notification et la présence à la levée des scellés et aux inventaires, est, en conformité de l'ordre, lu une seconde fois et renvoyé à un comité spécial composé de Messieurs *Würtele, Alleyn, M. le Solliciteur Général Baker, Bisson, Bachand, LeCavalier, Lynch, Loranger, Marchand, Pâquet, Picard, Taillon et Verreault*, pour en faire rapport, avec toute la diligence convenable, avec pouvoir d'envoyer quérir personnes, papiers et records.

Le bill pour amender de nouveau les lois concernant l'Instruction Publique en cette province, est, en conformité de l'ordre, lu une seconde fois, et renvoyé à un comité de toute la Chambre pour vendredi prochain.

Sur motion de *M. Verreault*, secondé par *M. Würtele*,

Résolu, Que cette Chambre concourt dans cette partie du 8e rapport du comité permanent des ordres permanents qui a rapport à la suspension de la 51e règle.

Sur motion de *M. Chauveau*, secondé par *M. Würtele*,

Ordonné, Que la 94e règle de cette Chambre, qui exige que la motion à l'effet de faire imprimer un document, soit, au préalable, soumise au comité permanent des impressions, qui en fait rapport, soit suspendue en ce qui regarde la réponse à une adresse de l'Assemblée Législative, daté le 22 janvier 1878; demandant copie de toute correspondance échangée entre le gouvernement de cette province et le gouvernement Fédéral au sujet de certains droits Seigneuriaux ou corvées dans les seigneuries des *Ha ! Ha !* dite *Nicolas Rioux*, comté de *Rimouski* et de tous ordres en conseil en rapport à ce sujet.

Ordonné, Que la dite réponse soit imprimée pour l'usage des membres de cette Chambre.

Et alors la Chambre s'ajourne jusqu'à demain.

Mardi, 29 janvier 1878.

Les pétitions suivantes sont séparément présentées et déposées sur la table :

Par *M. Ogilvie*,—la pétition de la Faculté de Médecine de l'Université *McGill*, *Montréal*.

Par *M. Price*,—la pétition de *J. F. Langlois* et autres, de *Alma Island*, comté de *Chicoutimi*.

Par *M. Alleyn*,—la pétition de l'Institut Littéraire de *St. Patrice*,—et la pétition de l'association de l'Asile *Ste. Brigitte*, toutes deux de la cité de *Québec*.

Par M. *Préfontaine*,—la pétition des Sœurs de la Charité du Village du Bassin de *Chambly*,—et la pétition du Révérend A. *Thibault*, de la paroisse de *St. Joseph de Chambly*.

Par M. *Rinfret dit Malouin*,—la pétition du maire, des échevins et citoyens de la cité de *Québec*,—et la pétition de la Loge *Stadacona*, No. 26, de l'ordre indépendant des Bons Templiers, de la cité de *Québec*.

Par M. *Taillon*,—la pétition de S. *Rivard* et autres,—la pétition de S. *Monier* et autres,—la pétition du Révérendissime Evêque Catholique Romain de *Montréal* et autres,—et la pétition du Révérend *Alfred Bélanger*, du Côteau *St. Louis, Montréal*.

Par M. *Turcotte*,—la pétition du conseil de comté No. 2 du comté de *Chicoutimi*.

Par M. *Houde (Nicolet)*,—la pétition du Révérend A. P. *Bellemare* et autres, de la paroisse de *Ste. Monique*, comté de *Nicolet*.

Par M. le Secrétaire-Provincial *Chapleau*,—la pétition des commissaires d'écoles catholiques romaines, de la cité de *Montréal*,—et la pétition des municipalités de *Grantham* et *Wickham-Ouest*, comté de *Drummond*.

Par M. *Joly*,—la pétition de *Weston Hunt* et autres, de la cité de *Québec*.

M. *Verreault*, du comité permanent des ordres permanents, présente à la Chambre le neuvième rapport du dit comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a examiné la pétition du Révérend A *Smith*, de la paroisse de *Ste Perpetue* et d'autres, des paroisses de *Ste. Brigitte des Saulls*, de *St. Léonard* et de *St. Célestin* ; demandant que les limites des dites paroisses soient changées, et a constaté que les avis requis avaient été donnés ;

Votre comité a aussi examiné la pétition de *Michael Joseph F. Quinn*, de la cité de *Montréal* ; demandant la passation d'un acte autorisant le barreau de la province de *Québec* à l'admettre, après examen, à la pratique de la profession d'avocat et procureur ; et a trouvé qu'aucun avis n'a été publié dans les journaux de la localité, mais vu la production de l'assentiment écrit du barreau du district de *Montréal*, que le pétitionnaire devra transmettre au comité des Bills Privés, votre comité est d'opinion que tous les intéressés seront suffisamment informés de la nature de la pétition, et en conséquence, recommande humblement à Votre Honorable Chambre que la 51ème règle soit suspendue.

Ordonné, Que M. *Ogilvie* ait la permission d'introduire un bill pour incorporer la compagnie du chemin de fer de l'*Isle de Montréal*.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour jeudi prochain.

Résolu, Que cette Chambre concourt dans cette partie du neuvième rapport du comité permanent des ordres permanents qui a rapport à la 51e règle de cette Chambre.

Ordonné, Que M. le Secrétaire-Provincial *Chapleau* ait la permission d'introduire un bill pour autoriser le barreau de la province de *Québec*, à admettre *Michael Quinn* à la pratique de la profession d'avocat

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour jeudi prochain.

M. le Procureur-Général *Angers* informe la Chambre que Son Excellence le Lieutenant-Gouverneur, ayant pris connaissance de certaines résolutions concernant le chemin de fer de *Québec, Montréal, Ottawa* et *Occidental*, il lui a plu de les recommander à la favorable considération de la Chambre.

M. le Procureur-Général *Angers*, secondé par M. le Trésorier *Church*, propose que cette Chambre se forme immédiatement en comité pour prendre les dites résolutions en considération.

Et des débats s'ensuivant ;

Et étant six heures P. M., M. l'Orateur laisse le fauteuil.

A sept heures et demie P. M.

Conformément à la 19^e règle de cette Chambre les ordres concernant les bills privés sont lus.

Les bills suivants sont, en conformité de l'ordre, séparément lus une seconde fois et renvoyés au comité permanent des bills privés :

Bill pour incorporer le chapitre de la cathédrale de *St. Hyacinthe*.

Bill pour amender l'acte d'incorporation de la cité des *Trois-Rivières*.

Bill pour incorporer l'Union St. Jean Baptiste du village de *Buckingham*, dans la paroisse de *St. Grégoire de Nazianze*.

Bill pour incorporer la Société de l'Union St. Joseph de *Lachine*.

Bill pour amender l'acte incorporant la société de construction de *Montréal* en changeant son nom et en étendant ses pouvoirs.

Bill pour incorporer *The Orford Nickel and Copper Company*.

La Chambre reprend les débats sur la question proposée aujourd'hui, que cette Chambre se forme immédiatement en comité pour prendre en considération certaines résolutions concernant le chemin de fer de *Québec, Montréal, Ottawa et Occidental*.

Et les débats se continuant ;

Sur motion de M. le Procureur-Général *Angers*, secondé par M. le Trésorier *Church*,

Ordonné, Que les débats soient ajournés jusqu'à demain et qu'ils soient alors le premier ordre du jour.

La Chambre s'ajourne alors jusqu'à demain.

Mercredi, 30 janvier 1878.

Les pétitions suivantes sont séparément présentées et déposées sur la table :

Par M. *Ogilvie*,—la pétition de la Grande Division des Fils de la Tempérance de la Province de *Québec*.

Par l'Honorable M. *Robertson*,—la pétition du maire, des échevins et citoyens de la cité de *Sherbrooke*.

Par M. le Commissaire *Garneau*,—la pétition de *Jacques Dufresne* et autres, de la paroisse de l'*Ancienne Lorette*, comté de *Québec*.

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont lues :

De E. *Clark* et autres, du district de *Saint-François* ; demandant un acte d'incorporation sous le nom de " Compagnie de *Nickel* et de Phosphate de *Sherbrooke*."

Des syndics de l'Eglise Américaine Presbytérienne de *Montréal*; demandant des amendements à son acte d'incorporation.

De l'association de la salle d'asile de *Montréal*; demandant la passation d'un acte pour changer son nom en celui de "*The Boys Home of Montreal*."

De la municipalité du township d'*Oxford*, comté de *Sherbrooke*; demandant des amendements à l'article 1080 du code municipal.

De *Louis Gaudreault* et autres, de la paroisse de *Bagotville*, comté de *Chicoutimi*; demandant des amendements à l'acte érigeant le village de *Bagotville* en municipalité séparée (39 Vict., ch. 45).

De *J. R. Lapointe* et autres, du village de la *Côte St. Louis, Montréal*; demandant la passation d'un acte érigeant la partie du dit village dite *Mile End*, en une municipalité séparée.

De *François Xavier Pruneveau* et autres, de la municipalité du village de la *Côte St. Louis*; demandant que la pétition pour ériger la partie du dit village dite *Mile End*, en municipalité séparée, ne devienne pas loi.

De *Abraham Décoteau* et autres, des comtés de *Nicolet* et d'*Arthabaska*; demandant que la paroisse de *St. Samuel* soit érigée en municipalité séparée.

De *J. O. Hénault* et autres, de la paroisse de *St. Gabriel de Brandon*; demandant que le township de *Peterborough* soit érigé en municipalité.

De *James Hamilton* et autres, des townships *Gore, Mille Isles* et autres, comté d'*Argenteuil*; demandant la remise des arrérages des réclamations dues sur les terres de la Couronne.

Du Révérend *S. Garon* et autres, des townships *Aylmer, Gayhurst* et autres, comté de *Beauce*; demandant la remise de l'intérêt dû sur les terres de la Couronne.

De *Bruno Mondor* et autres, de la paroisse de *St. Damien*, comté de *Berthier*; demandant de l'aide pour un chemin dans la dite paroisse.

M. Verreault, du comité permanent des ordres permanents présente à la Chambre le dixième rapport du dit comité lequel est lu comme suit :

Votre comité a examiné la pétition suivante et a constaté que des avis suffisants ont été donnés :

De *Charles Leduc*, de la cité de *Hull*; demandant un bill pour permettre au barreau de l'admettre à la pratique de la profession de procureur et d'avocat dans la Province de *Québec*.

Ordonné, Que *M. Préfontaine* ait la permission d'introduire un bill concernant la compagnie d'assurance mutuelle pour le feu des comtés de *Chambly, Laval* et *Jacques-Cartier*.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour vendredi prochain.

Ordonné, Que *M. Houde (Nicolet)*, ait la permission d'introduire un bill pour définir et régler les limites de certaines municipalités et paroisses des comtés de *Nicolet, Arthabaska* et *Drummond*, et pour mettre dans le comté de *Nicolet* les parties de ces municipalités et paroisses qui ne s'y trouvent pas.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour vendredi prochain.

La Chambre, reprend les débats ajournés sur la question proposée hier; que cette Chambre se forme immédiatement en comité pour prendre en considération certaines résolutions concernant le chemin de fer de *Québec, Montréal, Ottawa* et *Occidental*.

Et des débats s'ensuivant ;

Et étant six heures P. M., M. l'Orateur laisse le fauteuil.

A sept heures et demie.

Conformément à la 19^e règle de cette Chambre, les ordres du jour concernant les bills privés sont lus.

Les bills suivants sont en conformité de l'ordre séparément lus une seconde fois, et renvoyés au comité permanent des bills privés :

Bill pour légaliser certains procédés préliminaires de l'acte d'incorporation de la compagnie d'assurance mutuelle contre le feu des comtés de *Shefford* et *Brome*.

Bill pour autoriser le collège des médecins et chirurgiens de la province de *Québec*, à accorder, après examen, à *Robert J. Burke*, de *Stanstead Plain*, une licence pour la pratique de la médecine et de la chirurgie, dans la province de *Québec*.

Bill pour amender l'acte concernant l'Eglise Méthodiste du *Canada*, (38 *Victoria*, chap. 60.)

Bill pour amender l'acte d'incorporation de la compagnie du chemin de fer à passagers de la cité de *Montréal*, et pour radier son capital-actions non payé.

Le bill pour amender de nouveau le code municipal à l'égard de la perception des taxes devenus dues sur des terrains après leur adjudication, est en conformité de l'ordre, lu une seconde fois, et renvoyé à un comité de toute la Chambre pour mercredi prochain.

Le bill pour amender le chapitre 70 des statuts refondus du *Bas-Canada*, intitulé : " Acte concernant les compagnies à fonds social pour la construction des chemins et de certains autres travaux, est, en conformité de l'ordre, lu une seconde fois, et renvoyé à un comité de toute la Chambre pour mardi prochain.

La Chambre, reprend les débats ajournés sur la question proposée hier ; que cette Chambre se forme immédiatement en comité pour prendre en considération certaines résolutions concernant le chemin de fer de *Québec*, *Montréal*, *Ottawa Occidental*.

M. l'Orateur, en vertu des dispositions de la 31 *Victoria*, chapitre 4 des statuts de la province de *Québec*, appelle *L. O. Taillon*, écuyer, membre pour le district électoral de *Montréal-Est*, pour le remplacer temporairement au fauteuil.

M. Taillon, prend en conséquence le fauteuil de la Chambre.

Après quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil.

Et la Chambre continuant à siéger après minuit, jeudi matin.

Jeudi, 31 janvier 1878.

Et les débats continuant ;

M. l'Orateur, en vertu des dispositions de la 31^e Victoria, chapitre 4 des statuts de la province de *Québec*, appelle l'Honorable M. *Robertson*, membre pour le district électoral de *Sherbrooke*, pour le remplacer temporairement au fauteuil.

L'Honorable M. *Robertson* prend en conséquence le fauteuil de la Chambre. Et après quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil.

Et la question étant mise aux voix, que cette Chambre se forme immédiatement en comité pour prendre en considération certaines résolutions concernant le chemin de fer de *Québec*, *Montréal*, *Ottawa* et *Occidental*, la Chambre se divise et les noms étant demandés ils sont pris comme suit :

POUR :

Messieurs :

<i>Alleyn,</i>	<i>Dupont,</i>	<i>Larochelle,</i>	<i>Peltier,</i>
<i>Angers,</i>	<i>Fortin (Gaspé),</i>	<i>LaRue,</i>	<i>Picard,</i>
<i>Baker,</i>	<i>Fradette,</i>	<i>Lavallée,</i>	<i>Price,</i>
<i>Champagne,</i>	<i>Garneau,</i>	<i>LeCavalier,</i>	<i>Robertson,</i>
<i>Chapleau,</i>	<i>Gauthier,</i>	<i>Loranger,</i>	<i>St. Cyr,</i>
<i>Charlebois,</i>	<i>Houde (Maskinongé),</i>	<i>Lynch,</i>	<i>Taillon,</i>
<i>Church,</i>	<i>Houde (Nicolet),</i>	<i>Martin,</i>	<i>Tarte,</i>
<i>Deschênes,</i>	<i>Kennedy,</i>	<i>Mathieu,</i>	<i>Thornton,</i>
<i>Duhamel,</i>	<i>Lacerte,</i>	<i>McGauvran,</i>	<i>Verreault et</i>
<i>Dulac,</i>	<i>Lalonde,</i>	<i>Ogilvie,</i>	<i>Wurtele.—41.</i>

CONTRE :

Messieurs :

<i>Bachand,</i>	<i>De Beaujeu,</i>	<i>Laframboise,</i>	<i>Robert,</i>
<i>Bellingham,</i>	<i>Dumont,</i>	<i>Marchand,</i>	<i>Shehyn,</i>
<i>Bisson,</i>	<i>Fortin (Montmagny),</i>	<i>Molleur,</i>	<i>Sylvestre,</i>
<i>Cameron,</i>	<i>Joly,</i>	<i>Pâquet,</i>	<i>Turcotte et</i>
<i>Chauveau,</i>	<i>Laberge,</i>	<i>Préfontaine,</i>	<i>Watts.—23.</i>
<i>Daigle,</i>	<i>Lafontaine,</i>	<i>Rinfret dit Malouin,</i>	

Ainsi, elle est résolue dans l'affirmative.

La Chambre, en conséquence, se forme en le dit comité.

(EN COMITÉ.)

Résolu, Que le chemin de fer de *Québec*, *Montréal*, *Ottawa* et *Occidental* sera construit en ligne directe de *Terrebonne* à *Montréal*; "l'endroit, où cette partie du chemin ci-devant appelé le chemin de fer de la *Rive Nord* se reliera au chemin de fer ci-devant appelé le chemin de fer de *Québec*, *Montréal*, *Ottawa* et *Occidental*, sera dans les limites est de la ville de *Montréal*, et le terminus principal du dit chemin de fer de la *Rive Nord* sera dans la ville de *Montréal*," conformément à la huitième résolution soumise par la cité de *Montréal*, acceptée par le gouvernement, et adoptée par le conseil de cette cité le dix-sept septembre mil huit cent soixante-et-quinze. Un atelier de réparations pour la partie ouest du dit chemin de fer de *Québec*, *Montréal*, *Ottawa* et *Occidental*, sera construit dans les limites est de la cité de *Montréal*.

Résolution à rapporter.

M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Mathieu fait rapport que le comité a passé une résolution.

Ordonné, Que le rapport soit reçu aujourd'hui.

Ordonné, Que le comité ait la permission de siéger de nouveau aujourd'hui.

Et la Chambre ayant siégé jusqu'à cinq heures et vingt minutes jeudi matin s'ajourne j'usqu'à aujourd'hui.

Jeudi, 31 janvier 1878.

Les pétitions suivantes sont séparément présentées et déposées sur la table :

Par M. Kennedy,—la pétition des Dames Directrices de l'Hospice St. Julien de St. Ferdinand d'Halifax.

Par M. Dulac,—la pétition du Révérend P. Dessylva et autres des townships de Tring et Adstock, et la pétition de Vital Cloutier et autres, de la paroisse de St. Victor de Tring, toutes du comté de Beauce.

Par M. Alleyn,—la pétition de J. B. R. Dufresne et autres employés du Bureau du Protonotaire de la Cour Supérieure, et du Greffier de la Cour de Circuit de Québec.

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont lues :

De S. Rivard et autres ; demandant un acte d'incorporation sous le nom de " La Compagnie Occidentale de Transport," " *The Northern Transit Company.*"

De J. Monier et autres demandant un acte d'incorporation sous le nom de " La Société de Secours Mutuels des Français, à Montréal."

Du maire, des échevins et citoyens de la cité de Québec ; demandant des amendements à l'acte d'incorporation de la dite cité.

De Weston Hunt et autres, de la cité de Québec ; demandant la substitution à la corporation de la dite cité de trois administrateurs à être élus par les propriétaires.

Du Révérendissime Evêque Catholique Romain, de Montréal et autres ; demandant des amendements aux actes concernant les associations d'assurance mutuelle des fabriques.

Des Commissaires des Ecoles Catholiques Romaines de la cité de Montréal ; demandant que la taxe scolaire dans Montréal ne soit pas diminuée et que les maisons d'éducation y soient exemptées de taxes.

De la Loge Stadacona No. 26 de l'Ordre Indépendant des Bons Templiers, de la cité de Québec ; demandant la fermeture de la buvette (*Bar Room*) du Parlement.

Des municipalités de Grantham et Wickham-Ouest, comté de Drummond ; demandant que la Compagnie du chemin de fer du sud-est soit forcée de continuer sa ligne de chemin de fer depuis Acton jusqu'à Waterloo.

Du Révérend Alfred Bélanger, du Côteau St. Louis, Montréal ; demandant que l'allocation annuelle en faveur de l'Institution Catholique des sourds-muets, soit continuée et augmentée.

Du Révérend A. Thibault, de la paroisse de St. Joseph de Chambly ; demandant que l'allocation annuelle en faveur de l'Hôpital de St. Joseph de Chambly, soit continuée.

Des Sœurs de la Charité du village du bassin de Chambly ; demandant de l'aide.

De la Faculté Médicale de l'Université *McGill*, *Montréal* ; demandant que son allocation annuelle soit continuée.

De l'Institut Littéraire de St. Patrice,—et de l'Asile Ste. Brigitte, tous de la cité de *Québec* ; demandant respectivement que son allocation annuelle soit continuée et augmentée.

De *J. F. Langlais* et autres, de l'*Isle Alma*, comté de *Chicoutimi* ; demandant de l'aide pour un pont.

Du Conseil Municipal de comté No. 2 du comté de *Chicoutimi*,—et du Révérend *A. P. Bellemare* et autres, de la paroisse de *Ste. Monique*, comté de *Nicolet* ; demandant respectivement de l'aide pour des chemins.

M. Verreault, du comité permanent des ordres permanents présente à la Chambre le onzième rapport du dit comité lequel est lu comme suit :

Votre comité a examiné les pétitions suivantes et a constaté que les avis requis avaient été donnés dans chaque cas :

De l'Honorable *Joseph Gaspard Laviolette* et autres ; demandant un acte d'incorporation sous le nom de "*The Bernier's Quarries and Tramway Company*,"

Des syndics de l'Eglise Américaine Presbytérienne de *Montréal* ; demandant des amendements à son acte d'incorporation.

De *J. R. Lapointe* et autres, du village de la *Côte St. Louis* ; demandant la passation d'un acte pour ériger cette partie du dit village, dite "*Mile-End*," en une municipalité de village dite village de l'*Enfant Jésus*.

Votre comité a aussi examiné la pétition de *E. Clarke* et autres, du district de *St. François* ; demandant un acte d'incorporation sous le nom de "Compagnie des mines de Nickel et Phosphate de *Sherbrooke*," et a constaté que les avis n'ont été publiés que depuis le dix-huit courant seulement, mais que le temps sera expiré, quand ce bill sera pris en considération par le comité des Bills Privés ; en conséquence votre comité désire recommander à Votre Honorable Chambre que la 51^e règle soit suspendue.

Résolu, Que cette Chambre concourt dans cette partie du onzième rapport du comité permanent des ordres permanents qui a rapport à la suspension de la 51^e règle de cette Chambre.

Ordonné, Que *M. Ogilvie* ait la permission d'introduire un bill pour incorporer la compagnie des carrières et *Tramway Bernier*.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour lundi prochain.

Ordonné, Que l'Honorable *M. Robertson* ait la permission d'introduire un bill pour incorporer la Compagnie des mines de nickel et de phosphate de *Sherbrooke*.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que l'Honorable *M. Robertson* ait la permission d'introduire un bill pour amender l'acte incorporant les syndics de l'Eglise américaine presbytérienne de *Montréal*.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que *M. Duhamel* ait la permission d'introduire un bill pour autoriser le barreau de la province de *Québec*, à admettre *Charles Leduc*, après examen, à la pratique de la profession de procureur et d'avocat.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour mercredi prochain.

Ordonné, Que M. *Würtele* ait la permission d'introduire un bill pour suppléer aux articles 648, 649 et 650 du code de procédure civile, concernant les ventes de shérifs en pourvoyant à ce que les avis de ces ventes soient donnés aux créanciers hypothécaires.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour mercredi prochain.

Ordonné, Que M. *Taillon* ait la permission d'introduire un bill pour ériger cette partie du village de la *Côte St. Louis* dite *Mile-End* en une municipalité de village dite du village de l'*Enfant-Jésus*.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour mercredi prochain.

Sur motion de M. *Würtele*, secondé par M. *Lynch*,

Résolu, Qu'il soit nommé un comité spécial composé de M. le Solliciteur-Général *Baker*, de M. le Secrétaire-Provincial *Chapleau*, M. *Bisson*, M. *Bachand*, M. *Cameron*, M. *Champagne*, M. *Daigle*, M. *Deschênes*, M. *Dupont*, M. *Houde (Nicolet)*, M. *Houde (Maskinongé)*, M. *Laberge*, M. *Lacerte*, M. *Loranger*, M. *Lynch*, M. *Mathieu*, M. *Préfontaine*, M. *Picard*, M. *Sawyer*, M. *Taillon*, M. *Thornton*, M. *Verreault*, M. *Watts*, et M. *Würtele* pour prendre en considération tous les bills pour amender le code municipal et tous les amendements qui pourront y être suggérés, pour faire rapport sur iceux avec toute la diligence convenable, avec pouvoir d'envoyer quérir personnes, papiers et records.

Sur motion de M. *De Beaujeu*, secondé par M. *Champagne*,

Résolu, Qu'il soit présenté une humble adresse à Son Excellence le Lieutenant-Gouverneur, priant Son Excellence de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre :

1. Copie de toute correspondance entre le gouvernement ou aucun des Honorables Ministres et toute personne quelconque au sujet du cadastrage dans les comtés de *Soulanges* et de *Vaudreuil*, depuis le 30 novembre 1876.

2. Un état indiquant le montant que le cadastrage a coûté dans ces deux comtés, jusqu'à ce jour, quand et à qui, et pour quelles fins les différentes sommes ont été payées.

Ordonné, Que la dite adresse soit présentée à Son Excellence par ceux des membres de cette Chambre qui forment partie de l'Honorable Conseil Exécutif de cette province.

Sur motion de M. le Procureur-Général *Angers*, secondé par M. le Commissaire *Garneau*,

Ordonné, Que la 49^e règle de cette Chambre soit suspendue quant à ce qui regarde la correspondance entre le gouvernement et les municipalités de *Québec*, *Montréal*, etc., étant le complément de la réponse à une adresse datée le 21 décembre dernier.

Ordonné, Que la dite correspondance soit imprimée pour l'usage des membres de cette Chambre.

Le bill pour amender certains articles du code municipal de la province de *Québec*, est, en conformité de l'ordre, lu une seconde fois et renvoyé au comité

spécial nommé pour prendre en considération tous les bills pour amender le code municipal et tous les amendements qui pourront y être suggérés.

Le bill pour incorporer la compagnie du chemin de fer de l'*Isle de Montréal*, est, en conformité de l'ordre, lu une seconde fois et renvoyé au comité permanent des chemins de fer, canaux, lignes télégraphiques et compagnies de mines et manufacturières.

Le bill pour autoriser le barreau de la province de *Québec*, à admettre *Michael J. F. Quinn* à la pratique de la profession d'avocat, est, en conformité de l'ordre, lu une seconde fois, et renvoyé au comité permanent des bills privés.

M. Mathieu, du comité de toute la Chambre, pour prendre en considération certaines résolutions concernant le chemin de fer de *Québec, Montréal, Ottawa et Occidental* fait rapport d'une résolution, laquelle est lue comme suit :

Résolu, Que le chemin de fer de *Québec, Montréal, Ottawa et Occidental* sera construite en ligne directe de *Terrebonne à Montréal* ; "l'endroit, où cette partie " du chemin ci-devant appelé le chemin de fer de la *Rive Nord* se reliera au " chemin de fer ci-devant appelé le chemin de fer de *Montréal, Ottawa et " Occidental*, sera dans les limites-est de la ville de *Montréal*, et le terminus principal du dit chemin de fer de la *Rive Nord* sera dans la ville de *Montréal*," conformément à la huitième résolution soumise par la cité de *Montréal*, acceptée par le gouvernement, et adoptée par le conseil de cette cité le dix-sept septembre mil huit cent soixante-et-quinze. Un atelier de réparations pour la partie ouest du dit chemin de fer de *Québec, Montréal, Ottawa et Occidental*, sera construit dans les limites-est de la cité de *Montréal*.

La dite résolution étant lue une seconde fois ;

Et la question étant mise aux voix, que cette Chambre concourt avec le dit comité dans la dite résolution, la Chambre se divise, et la question est résolue dans l'affirmative.

M. le Trésorier *Church* remet à M. l'Orateur un message de Son Excellence le Lieutenant-Gouverneur revêtu de la signature de Son Excellence.

Et ce message est lu par M. l'Orateur, tous les membres de la Chambre étant découverts, et il est comme suit :

L. LETELLIER,

Le Lieutenant-Gouverneur de la province de *Québec* transmet à l'Assemblée Législative les estimés supplémentaires pour l'année courante, et celles pour l'année fiscale finissant le 30 juin 1879, et en conformité des dispositions de la 54e clause de l'acte de l'*Amérique Britannique du Nord* 1867, il recommande ces estimés à l'Assemblée Législative. (Documents de la Session No. 1).

HÔTEL DU GOUVERNEMENT,
Québec, 30 janvier 1878.

Ordonné, Que le message de Son Excellence le Lieutenant-Gouverneur, d'aujourd'hui, ainsi que les estimés qui l'accompagnent, soient renvoyés au comité des subsides.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité des subsides.

(EN COMITÉ.)

1. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas vingt-cinq mille trois cent trente-cinq piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les salaires et dépenses contingentes, impressions et reliures comprises, etc., du Conseil Législatif, pour l'année financière finissant le 30 juin 1879.

2. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas soixante-et-six mille cinq cent six piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les salaires et dépenses contingentes, impressions et reliures comprises, etc., de l'Assemblée Législative, pour l'année financière finissant le 30 juin 1879.

M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. *Loranger* fait rapport que le comité a passé deux résolutions.

Ordonné, Que le rapport soit reçu demain.

M. *Loranger* informe aussi la Chambre qu'il lui a été enjoint de demander que le comité ait la permission de siéger de nouveau.

Résolu, Que demain, cette Chambre se formera de nouveau en le dit comité.

La Chambre s'ajourne alors jusqu'à demain.

Vendredi, 1er février 1878.

Les pétitions suivantes sont séparément présentées et déposées sur la table :

Par M. *Ogilvie*,—la pétition des commissaires des écoles protestants de *Montréal*,—et la pétition des Dames directrices de l'Université de la Maternité, *Montréal*.

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont lues :

Du maire, des échevins et citoyens de la cité de *Sherbrooke* ; demandant que les dispositions du bill pour prohiber la construction de bâtisses en bois dans les cités et les villes, ne soient pas appliquées à la cité de *Sherbrooke* et pour autres fins.

De *Jacques Dufresne* et autres, de la paroisse de l'*Ancienne Lorette*, comté de *Québec* ; demandant des amendements au code municipal.

De la Grande Division des Fils de la Tempérance, (*Grand Division Sons of Temperance*), de la Province de *Québec* ; demandant la nomination d'un officier chargé de mettre en force l'acte *Dunkin*.

M. *Verreault*, du comité permanent des ordres permanents, présente à la Chambre le douzième rapport du dit comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a examiné les pétitions suivantes, et a constaté que les avis requis avaient été donnés :

De *Thos. Henrichon* et autres ; demandant la passation d'un acte pour ériger en une municipalité rurale, une partie de la municipalité du village de la *Côte St. Paul*.

De "*The Montreal Infants School Association*"; demandant un acte pour changer son nom en celui de "*The Boy's Home of Montreal*."

Du maire, des échevins et des citoyens de la cité de Québec; demandant des amendements à l'acte d'incorporation de la dite cité.

Votre comité a aussi examiné la pétition de *J. O. Hénault* et autres, de la paroisse de *St. Gabriel de Brandon*; demandant que le township de *Peterborough* soit érigé en une municipalité et a constaté qu'aucun avis n'a été donné.

M. le Secrétaire-Provincial *Chapleau*, du comité permanent des bills privés, présente à la Chambre le troisième rapport du dit comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a examiné le Bill pour incorporer "*Le Cercle Catholique de Québec*," et a l'honneur de rapporter ce Bill à Votre Honorable Chambre avec quelques amendements qu'il soumet à la considération de Votre Honorable Chambre.

M. *Lynch*, du comité permanent des chemins de fer, canaux, lignes télégraphiques et compagnies de mines et manufacturières, présente à la Chambre le deuxième rapport du dit comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a examiné le Bill pour incorporer la Compagnie du chemin de fer du *St. Laurent*, des *Basses Laurentides* et du *Saguenay*, et a l'honneur de le rapporter avec un amendement.

M. le Secrétaire-Provincial *Chapleau* présente, en conformité d'une adresse à Son Excellence le Lieutenant-Gouverneur.—Réponse à une adresse de l'Assemblée Législative, datée le 21 novembre 1876, demandant :

1. Le rapport de M. *Dubreuil*, touchant l'administration de M. *Sentenne*, l'ex-greffier de la cour de circuit de *Soulanges* ;

2. Toute correspondance échangée entre le gouvernement et M. *Sentenne* ;

3. Toute plainte et correspondance adressées par différentes personnes au gouvernement relativement à l'administration de M. *Sentenne*, l'ex-greffier. (Documents de la Session, No. 19.)

Ordonné, Que M. *Ogilvie* ait la permission d'introduire un bill pour changer le nom de "*The Montreal Infants School Association*" en celui de "*The Boys Home of Montreal*" et pour d'autres fins.

Il présente, en conséquence, le dit Bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour lundi prochain.

Ordonné, Que M. *Thornton*, ait la permission d'introduire un bill pour amender l'acte 40 Vict., chap. 26, concernant la profession de la médecine et de la chirurgie dans la Province de Québec.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour mardi prochain.

Ordonné, Que M. *Taillon* ait la permission d'introduire un bill pour ériger en municipalité rurale une partie de la municipalité du village de la côte *St. Paul*.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour lundi prochain.

Ordonné, Que M. *Lynch*, ait la permission d'introduire un bill pour protéger

les créanciers hypothécaires, dans la vente des biens immobiliers par les shérifs, et pour amender dans ce but l'article 699 du code de procédure civile.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour lundi prochain.

Ordonné, Que M. LeCavalier, ait la permission d'introduire un bill pour amender de nouveau le code municipal.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour lundi prochain.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme de nouveau en comité pour prendre en considération certaines résolutions concernant le chemin de fer de *Québec, Montréal, Ottawa et Occidental*; et après y avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Mathieu fait rapport que le comité a fait quelque progrès et lui a enjoint de demander la permission de siéger de nouveau.

Ordonné, Que le comité ait la permission de siéger de nouveau aujourd'hui.

A sept heures et demie P. M.

Conformément à la 19^e règle de cette Chambre, les ordres du jour concernant les bills privés, sont lus.

Les bills suivants sont, en conformité de l'ordre, séparément lus une seconde fois et renvoyés au comité permanent des bills privés :

Bill concernant la compagnie d'Assurance Mutuelle des comtés de *Chambly, Laval et Jacques-Cartier*.

Bill pour définir et régler les limites de certaines municipalités et paroisses des comtés de *Nicolet, Arthabaska et Drummond*, et pour mettre dans le comté de *Nicolet* les parties de ces municipalités et paroisses qui ne s'y trouvent pas.

Bill pour incorporer la Compagnie des mines de nickel et phosphate de *Sherbrooke*.

Bill pour amender l'acte incorporant les syndics de l'Eglise Américaine Presbytérienne de *Montréal*.

Les bills suivants sont, en conformité de l'ordre, séparément lus une seconde fois et renvoyés au comité spécial nommé pour prendre en considération tous les bills pour amender le code municipal et tous les amendements qui pourront être suggérés et pour faire rapport sur iceux :

Bill pour amender certains articles du code municipal de la province de *Québec*.

Bill pour amender le code municipal de la province de *Québec*.

Bill pour amender de nouveau l'article 499 du code municipal de la province de *Québec*.

Bill pour amender le code municipal.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme de nouveau en comité pour prendre en considération certaines résolutions concernant le chemin de fer de *Québec, Montréal, Ottawa et Occidental*.

(EN COMITÉ.)

2. Les conventions et conditions, soumises par la cité de *Montréal* au gouvernement de cette province, d'après lesquelles cette cité s'est obligée de payer au

gouvernement la balance du million de piastres voté en faveur de la compagnie du chemin de fer de colonisation du Nord de *Montréal*, telles qu'amendées par le gouvernement, et ensuite adoptées par le conseil de cette cité le 17 septembre 1875, sont déclarées valides, légales et obligatoires.

Toutes taxes ou cotisations imposées et collectées ou à être imposées et collectées en vertu du règlement de cette cité No. 59, intitulé : "Règlement pour autoriser la corporation du maire et des échevins, et des citoyens de la cité de *Montréal*, à prendre des parts dans la compagnie du chemin à lisses de colonisation du Nord de *Montréal*, au montant d'un million de piastres courant, et à payer le dit montant en argent, ou en bons ou en débentures, et à imposer une cotisation annuelle pour payer l'intérêt et pourvoir à un fonds d'amortissement," sont aussi déclarées valides, légales et obligatoires.

La résolution adoptée par le conseil de la cité de *Québec* le 20 août 1875, par laquelle cette cité s'oblige de payer, au gouvernement de la province, la balance due sur sa souscription au capital-action de la compagnie du chemin de fer de la *Rive Nord*, est déclarée valide, légale et obligatoire ; et le règlement en vertu duquel cette souscription a été originairement faite, ainsi que toute taxe ou cotisation imposée et collectée ou à être imposée et collectée pour payer l'intérêt sur les débentures émises ou à être émises conformément à ce règlement, sont aussi déclarées valides, légaux et obligatoires.

3. Les municipalités ou corporations mentionnées dans la cédule A annexée aux présentes, sont et seront tenues d'exécuter et de remettre, au Trésorier de la province, leurs débentures pour le montant ou la balance de leurs souscriptions appropriées pour la construction du chemin de fer de *Québec, Montréal, Ottawa et Occidental* par la 30 Vict., chap. 2, comme suit :

La cité de *Montréal* devant livrer la balance de sa souscription en argent ou en débentures, en quatre versements, savoir : "un quart aussitôt que le chemin sera ouvert de *Montréal-Est* jusqu'à *St. Thérèse* ; —un quart lorsque le chemin sera ouvert jusqu'à *Hull* ; ceci ne comprenant pas nécessairement l'achèvement des stations, hangars, ateliers de réparations, etc., sur la ligne," —conformément à la troisième résolution proposée par le conseil de la cité de *Montréal*, amendée par le gouvernement, et adoptée par ce conseil le dix-sept septembre mil huit cent soixante-et-quinze ;

La cité de *Québec* devant livrer la balance de sa souscription en débentures, conformément à la résolution adoptée par le conseil de cette cité le vingt-cinq août mil huit cent soixante-et-quinze ; savoir, —à mesure qu'elle devient due, tel que pourvu par la loi, mais dans aucun cas, on ne pourra exiger de cette corporation le paiement de l'intérêt sur les débentures émises ou à émettre en vertu de la dite souscription, avant que le chemin soit terminé sur tout le parcours entre les villes de *Québec* et *Montréal*, et soit en parfait état d'être livré au trafic, le tout conformément aux conditions de la dite souscription ;

Et les autres municipalités ou corporations devant livrer le montant de leurs souscriptions en débentures, aux échéances mentionnées dans les règlements qui autorisent leurs souscriptions.

4. Que le Lieutenant-Gouverneur en conseil, sur le rapport assermenté d'un ingénieur compétant, établissant jusqu'à quel point les conditions de souscriptions des différentes municipalités ont été remplies, quant à l'avancement et à la qualité des travaux aussi bien qu'à la localisation du chemin, pourra déterminer la date de l'échéance d'une partie ou du tout de ces souscriptions, suivant le cas ; copie du dit rapport devant être transmise aux municipalités intéressées, au moins quinze jours avant la prise en considération du dit rapport par le Lieutenant-Gouverneur en Conseil.

5. Nulle objection, exception, raison, défense ou opposition ne saura justifier aucune des municipalités ou corporations mentionnées en la dite cédule A, de refuser de signer, exécuter et livrer, au Trésorier de la province, ses débentures appropriées pour la construction du susdit chemin par la 39 Vict., chap. 2, ou de lui payer en argent, au cas où elle le préférerait, le dit montant ou la dite

balance, et ce, aussitôt que le Lieutenant-Gouverneur en conseil aura déclaré que ces débentures sont exigibles.

6. Si aucune de ces municipalités ou corporations refuse ou néglige de payer sa souscription, ou de signer et exécuter ses dites débentures pour le montant ou la balance due, nonobstant toutes choses à ce contraire, le maire ou le préfet de cette municipalité ou corporation, selon le cas, est par les présentes autorisé à signer et à exécuter les dites débentures, sans responsabilité personnelle de sa part en ce faisant, pour le montant ou la balance de la souscription de la municipalité ou corporation dont il est le principal officier ou le chef ; et ces débentures ainsi signées et exécutées par le maire ou préfet, auront les mêmes effets que si elles eussent été signées et exécutées du consentement et sur l'ordre de la municipalité ou corporation elle-même ; et tel maire ou préfet devra remettre les dites débentures au Trésorier de la province à sa demande, conformément aux échéances décidées par le Lieutenant-Gouverneur en conseil, et ces débentures formeront partie du fonds consolidé des chemins de fer.

7. Sur le défaut d'aucune de ces municipalités ou corporations, ou de son maire ou préfet, selon le cas, de signer et exécuter les dites débentures, pour le montant ou la balance de la dite souscription, et de les remettre au Trésorier de la province comme ci-haut dit, le Lieutenant-Gouverneur en conseil pourra autoriser un syndic à signer et à exécuter les dites débentures de la part de la dite municipalité ou corporation ; et ces débentures ainsi signées et exécutées par le syndic auront les mêmes effets que si elles eussent été signées et exécutées par les personnes ou officiers autorisés de la dite municipalité ou corporation.

8. Le Lieutenant-Gouverneur en conseil nommera, pour mettre à exécution les dispositions de la résolution ci-haut, s'il y a lieu, un syndic qui sera décrit sous le nom de : "Syndic de (*nom de la cité, ville, comté, paroisse ou village pour lequel il signera*) nommé en vertu de la 41 Vict., chap. ". Chaque fois que ce syndic signera ou exécutera aucune débenture en vertu des présentes, il devra le faire en énonçant après sa signature, la qualité spéciale et l'acte en vertu desquels il signe ; et en agissant ainsi il n'encourra aucune responsabilité personnelle.

9. Les débentures signées sous l'autorité des présentes par un maire, un préfet ou un syndic, selon le cas, tiendront lieu et place des débentures que la municipalité ou corporation était tenue d'exécuter et de remettre au Trésorier de la province, pour le montant ou la balance due de sa souscription appropriée à la construction du dit chemin par la 39 Vict., ch. 2.

10. La forme des débentures exécutées sous l'autorité des présentes par un maire, un préfet ou un syndic, suivant le cas, et le montant de chacune de ces débentures, en sterling ou en courant, pourront être déterminés par le Lieutenant-Gouverneur en conseil, lequel pourra aussi prescrire le mode d'exécuter les coupons qui doivent être attachés à ces débentures.

11. Si, en aucun temps, aucune des municipalités ou corporations mentionnées en la susdite cédula A, dont les débentures auront été signées et exécutées par son maire ou préfet ou par un syndic, en vertu des présentes,—néglige pendant trente jours de payer les intérêts sur icelles ou partie d'icelles, selon qu'elle y sera tenue, le shérif du district dans lequel telle municipalité ou corporation sera située, est et sera tenu, sur la simple déclaration écrite d'un porteur de ces débentures ou de son agent, appuyée d'un affidavit établissant le fait que les dits intérêts sont dûs, de donner dans la *Gazette Officielle de Québec*, avis pendant quinze jours que telle municipalité ou corporation a négligé de payer les intérêts dus sur ses dites débentures ou partie d'icelles, et de requérir les porteurs des dites débentures de produire à son bureau un état assermenté de ce qui leur est dû pour intérêts.

A défaut de paiement à l'expiration de cet avis, le shérif émanera son warrant pour le montant total des réclamations ainsi produites, et il procédera de suite à imposer et à prélever, sur les biens imposables situés dans telle municipalité ou corporation en proportion de la valeur telle que portée au rôle d'éva

uation, une somme suffisante pour payer le montant dû avec intérêts et frais de remise et de prélèvement.

12. Si aucune de ces municipalités ou corporations, tenue de faire un fonds d'amortissement pour le rachat de ses débetures signées et exécutées en vertu des présentes, par son maire ou préfet ou par un syndic, selon le cas, néglige de pourvoir annuellement au dit fonds d'amortissement, le shérif du district comme susdit, sur la déclaration écrite d'un porteur de ces débetures ou de son agent, appuyée d'un affidavit établissant le fait, devra informer telle municipalité ou corporation que telle déclaration a été faite ; et à défaut par elle de prouver, au dit shérif dans un délai de quinze jours, qu'elle a pourvu au dit fonds d'amortissement, le shérif émanera son warrant pour le montant requis pour pourvoir au fonds d'amortissement échu, et procédera de suite à imposer et à prélever, sur les biens imposables situés dans telle municipalité ou corporation à proportion de la valeur telle que portée au rôle d'évaluation, une somme suffisante pour pourvoir au dit fonds d'amortissement, avec intérêts et frais de prélèvement.

13. Le shérif aura libre accès aux registres, rôles et autres documents ou archives du conseil de toute municipalité ou corporation où il doit prélever des deniers, et pourra requérir les services des officiers municipaux de ce conseil.

Il se fera remettre tous les documents ou archives qui lui paraîtront nécessaires, et sur opposition, négligence ou refus, il est autorisé à en prendre possession lui-même.

A défaut de paiement du montant requis d'un contribuable, le shérif procédera au prélèvement de ce montant, d'abord par la saisie et la vente des biens-meubles de tel contribuable, en observant les formalités prescrites par le code de procédure pour la saisie et vente des meubles ; et si le produit en est suffisant, il remettra sans délai, aux porteurs qui auront produit leurs réclamations, sur remise des coupons d'intérêts ou d'un reçu suivant le cas, le montant qui leur est dû ; et si le shérif a procédé sous l'autorité de la résolution précédente, la somme prélevée, déduction faite des frais de prélèvement, sera déposée entre les mains du Trésorier de cette province pour être placée conformément au règlement en vertu duquel le fonds d'amortissement est dû.

S'il n'y a pas de biens-meubles ou s'ils sont insuffisants, le shérif procédera à la saisie et à la vente des immeubles imposés, en observant les formalités prescrites par le code de procédure pour la saisie et vente des immeubles ; il fera ensuite rapport de la vente à la cour supérieure, et la distribution des deniers s'y fera comme dans une cause ordinaire, le montant imposé par le shérif pour payer les intérêts et le fonds d'amortissement conservant le rang que ces réclamations auraient eu si elles eussent été imposées et prélevées par la corporation ou municipalité elle-même.

14. Aussitôt que la construction de cette partie du chemin de fer de Québec, Montréal, Ottawa et Occidental s'étendant de Québec à Aymer le permettra, le nombre des commissaires composant la commission créée par l'acte 39 Vict., chap. 2, sera réduit à un seul commissaire, lequel sera choisi parmi les membres du conseil exécutif. Ce changement sera fait par le Lieutenant-Gouverneur en conseil, et à cet effet une proclamation sera émise et publiée dans la *Gazette Officielle de Québec* ; ce titulaire pourra être changé de temps en temps par ordre en conseil.

15. Le commissaire ainsi choisi aura et pourra exercer tous les droits, pouvoirs et attributions que la 39 Vict., chap. 2, conférerait aux trois commissaires composant la susdite commission.

16. L'acte 39 Vict., chap. 2, est amendé en conséquence.

CÉDULE A.

La cité de *Montréal* ;
La cité de *Québec* ;
La cité des *Trois-Rivières* ;
Le comté d'*Ottawa* ;
Le village de *Ste. Thérèse de Blainville* ;
La paroisse de *Ste. Thérèse* ;
Le village de *St. Jérôme* ;
La paroisse de *St. Jérôme* ;
Le village de *Ste. Scholastique* ;
Le village de *St. Jérusalem d'Argenteuil (Lachute)* ;
La paroisse de *St. Sauveur de Québec*.
Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *Mathieu* fait rapport que le comité a passé plusieurs résolutions.

Ordonné, Que le rapport soit reçu, mardi prochain.

La Chambre s'ajourne alors jusqu'à lundi prochain.

Lundi, 4 février 1878.

M. l'Orateur met devant la Chambre,—Etat des affaires de l'école de médecine et de chirurgie de *Montréal* pour l'année 1877. (Documents de la Session, No. 7.)

Les pétitions suivantes sont séparément présentées et déposées sur la table :

Par M. *Dulac*,—la pétition de *Michael Cahill* et autres, de la paroisse de *St. George*, comté de *Beauce*.

Par M. *Mathieu*,—la pétition de l'hôpital-général de *Sorel*.

Par l'Honorable M. *Robertson*,—la pétition de la Société d'Agriculture de la cité de *Sherbrooke*.

Par M. *Houde (Nicolet)*,—la pétition du Révérend *Hen E. Julien* et autres, de la paroisse de *Ste. Marie de Blanford*, comté de *Nicolet*.

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont lues :

De *J. B. R. Dufresne* et autres, employés des bureaux du protonotaire, de la cour supérieure et du greffier de la cour de circuit, à *Québec* ; demandant à être mis sur la liste des employés du service civil, sous l'acte 40 *Victoria*, chap. 9, et sous l'acte du fonds de pension 40 *Vict.*, chap. 10.

Des commissaires des écoles protestantes de la cité de *Montréal* ; demandant que les taxes scolaires dans la dite cité ne soient diminuées.

Des Dames Directrices de l'Hospice de la Maternité de l'Université, *Montréal* ; demandant de l'aide.

Des Dames Directrices de l'Hospice *St. Julien* de *St. Ferdinand d'Halifax* ; demandant que leur allocation annuelle soit continuée et augmentée.

De *Vital Cloutier* et autres, de la paroisse de *St. Victor de Tring*, comté de *Beauce* ; demandant de l'aide pour un pont sur la rivière *Le Bras*, dans le township de *Tring*.

Du Révérend *P. Dassylva* et autres, des townships de *Tring* et *Adstock*, comté de *Beauce* ; demandant de l'aide pour un chemin.

M. le Secrétaire-Provincial *Chapleau*, du comité permanent des bills privés, présente à la Chambre le quatrième rapport du dit comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a examiné le bill pour autoriser les ministres de l'église s'appelant "*The Reformed Episcopal Church of Canada*," dans la province de *Québec*, à célébrer des mariages, et à tenir des registres de baptêmes, mariages et sépultures, et y a fait quelques amendements qu'il soumet à la considération de votre Honorable Chambre.

Ordonné, Que *M. Mathieu* ait la permission d'introduire un bill pour abroger certains actes concernant les magistrats de district en cette province.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour mercredi prochain.

Ordonné, Que *M. Allyn* ait la permission d'introduire un bill pour autoriser l'exécuteur testamentaire des défunts *William Petry*, père, et *William Petry*, fils, et le curateur à la substitution créée en vertu de leurs testaments, à changer certains placements actuellement faits.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour mercredi prochain.

M. Verrault, du comité permanent des ordres permanents, présente à la Chambre le treizième rapport du dit comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a examiné les pétitions suivantes, et a constaté que les avis requis avaient été donnés :

Du Révérendissime Evêque Catholique Romain de *Montréal* et autres ; demandant des amendements aux actes concernant les associations d'assurances mutuelles des Fabriques.

De *S. Rivard* et autres ; demandant un acte d'incorporation sous le nom de "*La Compagnie Occidentale de Transport*," "*The Northern Transit Company*."

De *S. Monier* et autres ; demandant un acte d'incorporation sous le nom de "*La Société de Secours Mutuels des Français à Montréal* ;—Votre comité désire attirer l'attention de votre Honorable Chambre sur le fait que le dépôt de cent piastres requis par la règle n'a pas été fait pour cette dernière pétition.

Votre comité a aussi examiné les pétitions suivantes et a constaté que les avis requis n'ont pas été donnés :

De la compagnie des moulins à coton de *V. Hudon* ; demandant des amendements à son acte d'incorporation.

De *Ls. Goudreault* et autres, de la paroisse de *Bagotville*, comté de *Chicoutimi* ; demandant des amendements à l'acte érigeant le village de *Bagotville* en municipalité séparée (39 Vict., chap. 45.)

Ordonné, Que *M. Rinfret dit Malouin* ait la permission d'introduire un bill pour amender les actes concernant l'incorporation de la cité de *Québec*.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour mercredi prochain.

Ordonné, Que M. Taillon ait la permission d'introduire un bill pour incorporer The Northern Transit Company.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour mercredi prochain.

Ordonné, Que M. Taillon ait la permission d'introduire un bill pour amender les actes relatif aux associations d'assurance mutuelle des Fabriques des diocèses de Québec et des Trois-Rivières, et des diocèses de Montréal et de St. Hyacinthe

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois et la seconde lecture en est ordonnée pour mercredi prochain.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité sur le bill pour incorporer la Compagnie du chemin de fer du St. Laurent, des Basses Laurentides et du Saguenay ; et après y avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Allyn fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint d'en fait rapport sans amendement.

Ordonné, Que le bill soit lu la troisième fois maintenant.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil Législatif et demande son concours.

Les bills suivants, sont en conformité de l'ordre, séparément lus une seconde fois, et renvoyés au comité permanent des bills privés :

Bill pour incorporer la Compagnie de sucre de betterave de la province de Québec.

Bill pour amender l'acte 12 Vict., chap. 137, incorporant la corporation de la communauté des Sœurs de Ste. Croix, dans la paroisse de St. Laurent, dans le district de Montréal, pour les fins d'éducation.

Bill pour changer le nom de "The Montreal Infants School Association," en celui de "The Boys Home of Montreal," et pour d'autres fins.

Ordonné, Que M. Marchand ait la permission d'introduire un bill pour amender l'article 1571 du code civil.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour vendredi prochain.

Sur motion de M. Préfontaine, secondé par M. Rinfret dit Malouin,

Résolu, Qu'il soit présenté une humble adresse à Son Excellence le Lieutenant-Gouverneur, priant Son Excellence de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre, un état contenant les noms des personnes nommées à des emplois publics depuis le 1er janvier 1876 jusqu'à cette date, avec le montant de leurs salaires respectifs, les noms des employés dont les salaires ont été augmentés pendant cette période, la désignation des divers départements où ces employés ont été nommés ; le dit état indiquant aussi ceux des dits employés nouveaux, ainsi nommés, qui l'ont été en remplacement d'autres, et ceux qui l'ont été à de nouveaux emplois.

Ordonné, Que la dite adresse soit présentée à Son Excellence par ceux

des membres de cette Chambre qui forment partie de l'Honorable Conseil Exécutif de cette Province.

L'ordre du jour pour la seconde lecture du bill pour amender le code municipal de la province de *Québec*, aux fins de permettre l'établissement de compagnies d'assurance mutuelle sous le contrôle et la garantie des municipalités, étant lu ;

Et la question étant proposée, que le bill soit maintenant lu une seconde fois ;

Et objection étant faite que ce bill n'est pas dans l'ordre, et aurait dû être introduit sur message de Son Excellence le Lieutenant-Gouverneur ;

M. l'Orateur décide comme suit :

La question d'ordre soulevée est celle-ci : Que le bill est hors d'ordre, parce qu'il impose de nouvelles charges au peuple et que pour cela il ne devrait être introduit que sur message.

Par la sous-section 615 de la clause 1ère de ce bill, on déclare que la corporation de telle municipalité sera responsable envers ceux qui, volontairement, voudront s'assurer dans les assurances municipales.

Il n'y a donc pas que la propriété des assurés qui sera affectée par les provisions de ce bill, mais toute la municipalité pourra être appelée à payer des dommages. On s'expose par cette clause à imposer forcément des charges ou obligations à ceux qui ne feront pas partie de ces assurances municipales. C'est là, certainement, ce que l'on peut faire par le bill tel qu'il est introduit devant la Chambre.

Je le déclare donc hors d'ordre.

M. *Loranger* du comité des subsides fait rapport de deux résolutions lesquelles sont lues comme suit :

1. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas vingt-cinq mille trois cent trente-cinq piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les salaires et dépenses contingentes, impressions et reliures comprises, etc., du Conseil Législatif, pour l'année financière finissant le 30 juin 1879.

2. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas soixante-et-six mille cinq cent six piastres soit accordé à Sa Majesté, pour défrayer les salaires et dépenses contingentes, impressions et reliures comprises, etc., de l'Assemblée Législative, pour l'année financière finissant le 30 juin 1879.

Les dites résolutions étant lues une seconde fois et la question étant mise aux voix, Que cette Chambre concourt avec le comité dans les dites résolutions, la Chambre se divise et la question est résolue dans l'affirmative.

La Chambre en conformité de l'ordre se forme de nouveau en comité des subsides.

(EN COMITÉ.)

1. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour octroi à la bibliothèque du Parlement, pour l'année financière finissant le 30 juin 1879.

2. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses d'élections, pour l'année financière finissant le 30 juin 1879.

3. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas huit cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer le salaire et les dépenses contingentes du Greffier de la Couronne en Chancellerie, pour l'année financière finissant le 30 juin 1879.

4. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses d'impressions, reliure et distribution des statuts, pour l'année financière finissant le 30 juin 1879.

5. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois mille six cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les salaires du bureau du Greffier en Loi, pour l'année financière finissant le 30 juin 1879.

6. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas huit cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses contingentes du Greffier en Loi (compre-
nant un commis surnuméraire), pour l'année financière finissant le 30 juin 1879.

7. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent vingt-sept mille deux cent quarante-cinq piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les salaires et dépenses contingentes des départements publics, pour l'année financière finissant le 30 juin 1879.

8. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois cent quatre-vingt mille cent quatre-vingt-dix piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses de l'administration de la justice, pour l'année financière finissant le 30 juin 1879.

9. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas dix-huit mille trois cent cinquante-cinq piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses de la police, pour l'année financière finissant le 30 juin 1879.

10. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quarante-cinq mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour l'entretien des prisons de réforme, pour l'année financière finissant le 30 juin 1879.

11. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois mille neuf cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses de l'inspection des prisons, pour l'année financière finissant le 30 juin 1879.

12. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas soixante-et-dix-huit mille quatre cent dix piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses de l'éducation supérieure, savoir : éducation supérieure proprement dite, soixante-et-onze mille piastres ; *High Schools*, Québec et Montréal, deux mille quatre cent soixante-et-dix piastres ; compensation en faveur des institutions catholiques pour l'octroi accordée aux *High Schools*, quatre mille neuf cent quarante piastres, pour l'année financière finissant le 30 juin 1879.

13. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent cinquante-cinq mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses des écoles communes, pour l'année financière finissant le 30 juin 1879.

14. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas huit mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses des écoles dans les municipalités pauvres, pour l'année financière finissant le 30 juin 1879.

15. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quarante six mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses des écoles normales, pour l'année financière finissant le 30 juin 1879.

16. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trente mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les traitements des inspecteurs d'écoles, pour l'année financière finissant le 30 juin 1879.

17. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses de livres pour donner en prix, pour l'année financière finissant le 30 juin.

18. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux mille quatre cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses des journaux de l'Éducation Publique, pour l'année financière finissant le 30 juin 1879.

19. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas huit mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses du fonds destiné aux instituteurs en retraite, pour l'année financière finissant le 30 juin 1879.

20. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas douze mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses de l'école des Sourds-Muets, pour l'année financière, finissant le 30 juin 1879.

21. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas sept cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la Faculté Médicale, Université McGill, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1879.

22. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas sept cent cinquante piastres soit

accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'école de médecine, *Montréal*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1879.

23. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas sept cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la Société d'Histoire Naturelle, *Montréal*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1879.

24. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la Société Historique, *Montréal*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1879.

25. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la Société de Numismatique et d'archéologie, *Montréal*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1879.

26. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas sept cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'école de médecine, *Bishop College, Lennoxville*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1879.

27. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas sept cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la Société Historique et Littéraire, *Québec*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1879.

28. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'institut Canadien, *Québec*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1879.

29. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide pour l'Académie de Musique, *Québec*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1879.

30. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide pour la publication du *Naturaliste Canadien*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1879.

31. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide pour la publication des décisions des cours de Justice à *Montréal*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1879.

32. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Institut Littéraire Saint-Patrice, *Québec*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1879.

33. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme aide à l'Ecole de Navigation, *Montréal*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1879.

34. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille deux cent trente piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Ecole pour les aveugles, *Asile Nazareth, Montréal*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1879.

35. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre mille piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la Corporation de l'Hôpital-Général, *Montréal*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1879.

36. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois mille deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux malades indigents, *Montréal*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1879.

37. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille six cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital Saint-Patrice, *Montréal*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1879.

38. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille cent vingt piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Sœurs de la Providence, *Montréal*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1879.

39. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas six cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile de Saint-Vincent de Paul, *Montréal*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1879.

40. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas huit cents piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide à la Maison Protestante d'Industrie et de Refuge, *Montréal*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1879.

41. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas six cent quarante piastres soit

accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile de Saint-Patrice pour les Orphelins, *Montréal*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1879.

42. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre cent quatre-vingt piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hospice de la Maternité de l'Université, *Montréal*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1879.

43. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas sept cent vingt piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile de la Magdeleine (Bon Pasteur), *Montréal*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1879.

44. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois cent vingt piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile des Orphelins Catholiques Romains, *Montréal*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1879.

45. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas huit cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Sœurs de la Charité, *Montréal*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1879.

46. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Sœurs de la Charité, *Montréal*, pour leur hospice des enfants trouvés (tant qu'il n'y en aura pas à *Québec*), pour l'année financière finissant le 30 juin 1879.

47. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas six cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile des Orphelins Protestants, *Montréal*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1879.

48. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre cent quatre-vingts piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hospice de la Maternité, sous les soins des Sœurs de la Miséricorde, *Montréal*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1879.

49. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre cent trente piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile de la rue Bonaventure, *Montréal*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1879.

50. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile Nazareth, pour les aveugles et les enfants abandonnés, *Montréal*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1879.

51. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois cents vingt piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au Dispensaire, *Montréal*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1879.

52. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas huit cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la Société Bienveillante des Dames pour les veuves et les orphelins (comprenant la ci-devant maison de refuge), *Montréal*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1879.

53. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois cent vingt piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Ecole d'Industrie et Refuge, *Montréal*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1879.

54. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas huit cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile de Sainte-Brigitte, *Montréal*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1879.

55. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Frères de la Charité de Saint-Vincent de Paul, *Montréal*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1879.

56. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hospice de Bethléem, *Montréal*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1879.

57. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide à l'Hospice de Saint-Joseph du Bon Pasteur, *Montréal*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1879.

58. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile des Enfants Protestants, *Montréal*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1879.

59. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres soit accordée à

Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital pour les femmes, *Montréal*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1879.

60. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cent piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à *The Church Home, Montréal*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1879.

61. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Institution des Sourds-Muets, *Montréal*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1879.

62. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Association des Dames Charitables de l'Asile des Orphelins Catholiques Romains et de l'Asile Nazareth, *Québec*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1879.

63. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois mille deux cent piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux malades indigents, *Québec*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1879.

64. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas huit cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile du Bon Pasteur, *Québec*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1879.

65. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas sept cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile des Dames Protestantes, *Québec*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1879.

66. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre cent vingt piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile des Orphelins, *Québec*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1879.

67. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre cent vingt piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile Finlay, *Québec*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1879.

68. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre cent vingt piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile des Orphelines Protestantes, *Québec*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1879.

69. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas sept cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile Ste. Brigitte, *Québec*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1879.

70. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au Dispensaire, *Québec*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1879.

71. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Sœurs de la Charité, pour les personnes âgées et infirmes, *Québec*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1879.

72. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital du Sacré Cœur de Jésus, *Québec*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1879.

73. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au Dispensaire de l'Hôpital du Sacré-Cœur de Jésus, *Québec*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1879.

74. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide à l'Hôpital des enfants trouvés, *Québec*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1879.

75. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à *The Women's Christian Association, Québec*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1879.

76. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux malades indigents, *Trois-Rivières*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1879.

77. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hospice des Sœurs de la Charité, pour les enfants trouvés, *Trois-Rivières*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1879.

78. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital-Général, *Sorel*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1879.

79. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital de Saint-Hyacinthe, *Saint-Hyacinthe*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1879.

80. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile des orphelins, *Trois-Rivières*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1879.

81. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas six cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile des Orphelins, *Trois-Rivières*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1879.

82. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Ouvroir de *Saint-Hyacinthe*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1879.

83. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hospice *Youville*, *St. Benoit*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1879.

84. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile de la Providence, *Côteau du Lac*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1879.

85. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hospice *Saint-Joseph*, *Beauharnois*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1879.

86. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hospice *Sainte-Marie*, *Sainte-Marie de Monnoir*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1879.

87. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile de la Providence, *Mascouche*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1879.

88. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital *Saint-Jean*, *Saint-Jean*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1879.

89. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Sœurs de la Charité, *Saint-Jean*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1879.

90. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hospice de *LaJemmerais*, *Varennnes*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1879.

91. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hospice des Sœurs de la Providence, *Saint-Vincent de Paul*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1879.

92. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital de la Providence, *Joliette*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1879.

93. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hospice de *Laprairie*, *Laprairie*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1879.

94. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital *Saint-Joseph*, *Chambly*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1879.

95. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile de la Providence, *Sainte Elisabeth*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1879.

96. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Sœurs de la Providence de l'Hospice de N. D., de l'*Assomption*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1879.

97. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile de la Providence, *Sainte Ursule*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1879.

98. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital *Sainte-Anne Lapocatière*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1879.

99. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Sœurs de la Charité, *Rimouski*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1879.

100. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital de *Saint Ferdinand d'Halifax*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1879.

101. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hospice d'*Yamachiche*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1879.

102. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital et Asile pour les Orphelins, *Sherbrooke*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1879.

103. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Sœurs de la Charité, *Lanoraie*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1879.

104. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital de *Saint-Paulin*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1879.

105. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital de *Longueuil*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1879.

106. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital de *Saint-François du Lac*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1879.

107. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas huit mille cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses des écoles de réforme, pour l'année financière finissant le 30 juin 1879.

108. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas sept mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses des écoles d'industrie, pour l'année financière finissant le 30 juin 1879.

109. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quinze mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer diverses dépenses, pour l'année financière finissant le 30 juin 1879.

110. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour allocations accordées sur le fonds de municipalités (Statuts Refondus, B.-C., chap. 110, section 7), pour l'année financière finissant le 30 juin 1879.

111. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quinze mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses d'arpentage, pour l'année financière finissant le 30 juin 1879.

112. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinquante huit mille huit cent quatre vingt piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses générales pour l'année financière finissant le 30 juin 1879.

113. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas seize mille sept cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses de la *Gazette Officielle*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1879.

114. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas six mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses pour timbres, licences, etc., pour l'année finissant le 30 juin 1879.

115. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille cinq cent piastres soit

accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses de l'Ecole Normale, *McGill*, pour une aile additionnelle, pour l'année financière finissant le 30 juin 1879.

116. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent quarante et un mille deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses de la construction des édifices publics, pour l'année financière finissant le 30 juin 1879.

117. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas six mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses de la construction de voûtes à l'épreuve du feu pour les palais de justice et les prisons, nouveaux districts (imputable au fonds de bâtisses et des jurés), pour l'année financière finissant le 30 juin 1879.

118. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas soixante mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses pour le service des bureaux d'enregistrement par le département des Terres de la Couronne, (imputable au fonds de bâtisses et des jurés) pour l'année financière finissant le 30 juin 1879.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *Champagne* fait rapport que le comité a passé plusieurs résolutions.

Ordonné, Que le rapport soit reçu demain.

M. *Champagne* informe alors la Chambre qu'il lui a été enjoint de demander que le comité ait la permission de siéger de nouveau.

Ordonné, Que, demain, cette Chambre se formera de nouveau en le dit comité.

La Chambre s'ajourne alors jusqu'à demain.

Mardi, 5 février 1878.

M. l'Orateur met devant la Chambre,—Etat des affaires de l'Asile Ste. Brigitte, *Montréal*,—et l'asile des orphelins de St. Patrice, tous deux pour l'année 1877. (Documents de la Session, No. 7.)

M. *Loranger*, du comité permanent des bills privés, présente à la Chambre le cinquième rapport du dit comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a examiné les bills suivants et y a fait divers amendements qu'il soumet à la considération de votre Honorable Chambre :

Bill pour amender l'acte 32 Vict., chap. 70, intitulé : " Acte pour incorporer l'Institut Protestant des sourds-muets et des aveugles."

Bill pour incorporer " Le Cercle St. Louis," de *Trois-Rivières*.

Bill pour autoriser *The Adams Tobacco Company* à emprunter de l'argent.

Bill pour incorporer la société de " l'Union St. Joseph de *Notre-Dame de Beauport*."

Votre comité a aussi examiné le bill pour annexer certaine partie de la municipalité de la paroisse de *Ste. Rose*, à la municipalité du village de *Ste. Rose*, dans le comté de *Laval*, pour les fins municipales et scolaires, et à l'honneur de le rapporter sans amendement.

Résolu, Que cette Chambre concourt dans le dit rapport.

M. le Commissaire *Garneau*, secondé par M. le Procureur-Général *Angers*, propose, que cette Chambre se forme en comité pour prendre en considération certaines résolutions concernant la vente des terrains où se trouve le minerai de phosphate de chaux.

M. le Commissaire *Garneau*, informe alors la Chambre que, Son Excellence le Lieutenant-Gouverneur a été informé du sujet de cette proposition, et la recommande à la considération de cette Chambre.

Résolu, Que cette Chambre se forme immédiatement en le dit comité.

Le Chambre, en conséquence, se forme en le dit comité.

(EN COMITÉ.)

1. Chaque vente publique de lots à phosphate sera faite à la charge et condition expresse que, outre le prix d'adjudication, l'acquéreur, ses hoirs et ayans cause ou tout autre qui, étant aux droits de tel acquéreur ou qui de son consentement exploitera le phosphate de chaux en et sur un lot ainsi vendu, paiera au Commissaire des Terres de la Couronne, son ou ses agents dûment autorisés, cinquante centins pour et par chaque tonneau de phosphate à l'état de matière brute qu'il tirera et enlèvera de tel lot ; et ce, sous peine de nullité de la vente et des lettres-patentes, qui devront contenir une stipulation à cet effet, et de la confiscation, au profit de la Couronne, de toute portion et quantité de phosphate de chaux ainsi tirée et enlevée comme susdit, pour laquelle on refusera ou négligera de payer tels droits.

Cette confiscation sera faite par l'agent ou tout autre officier chargé de faire la perception de ces droits, au moyen de la saisie et vente de la dite quantité de phosphate, de la manière et dans la forme établie pour la confiscation, saisie et vente des bois pris et coupés sur les terres publiques, pour défaut de paiement des droits imposés sur iceux, en vertu du chapitre vingt-trois des Statuts Refondus du Canada.

2. Pour chaque loi faisant partie des terres publiques en cette province, qui sera à l'avenir vendu aux prix et conditions ordinaires, pour les fins agricoles ou autres, mais en et sur lequel on constatera, en aucun temps après la vente, soit avant ou après l'émission des lettres-patentes, qu'on exploite le phosphate de chaux, l'acquéreur ou les acquéreurs ou ceux qui seront à son ou leurs droits, comme propriétaires de tel lot, seront tenus et obligés de payer comptant au Commissaire des Terres de la Couronne, une somme additionnelle suffisante pour élever le prix de ce terrain au taux de deux piastres par acre et en outre les droits imposés sur l'exportation du phosphate ; et une disposition à cet effet sera insérée dans les lettres-patentes qui émaneront à l'avenir pour l'octroi des terres publiques en cette province.

3. Des lots à phosphate situés dans les territoires non arpentés, ainsi que ceux compris dans les cantons arpentés et subdivisés, sur lesquels il y aurait des améliorations dans un but d'établissement comme colon ou au sujet desquels il y aurait quelque réclamation, pourront être vendus par le Commissaire des Terres de la Couronne ou sous sa direction, privément et sans enchère publique, à un prix convenu lequel, dans aucun cas, ne devra être moindre que deux piastres par acre, payable comptant ; mais sujets à toutes les charges et conditions établies et imposées ou qui pourront être établies et imposées sur la vente des lots à phosphate, en vertu des diverses dispositions des présentes résolutions.

4. Quiconque exploitera la phosphate de chaux sur les terres acquises en vertu des présentes résolutions, devra fournir au Commissaire des Terres de la Couronne ou à son ou ses agents dûment autorisés à cet effet, chaque fois qu'il en sera requis, un état fidèle et assermenté, constatant la quantité ou le juste nombre de tonneaux de tel minerai de phosphate, à l'état de matière brute, tiré et enlevé de telles terres ; et quiconque refusera ou négligera de fournir tel état, encourra, pour chaque telle offense, une amende n'excédant pas cinquante piastres, outre les dépens.

Cette amende sera recouvrable à la poursuite et au nom du Commissaire des Terres de la Couronne ou de l'agent chargé de faire la perception des droits additionnels au prix de vente comme susdit, soit devant un Juge de Paix, un Magistrat de district ou toute cour ayant juridiction civile jusqu'à concurrence du montant de la pénalité.

5. Toute somme de deniers provenant de l'exploitation du phosphate de chaux, perçue par le Commissaire des Terres de la Couronne, comme droit additionnel au prix de vente, et toutes amendes perçues en vertu de la résolution précédente, feront partie du fonds de revenu consolidé de cette province.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. LaRue fait rapport que le comité a passé plusieurs résolutions.

Ordonné, Que le rapport soit maintenant reçu.

M. LaRue fait, en conséquence, rapport des résolutions, lesquelles sont lues comme suit :

1. Chaque vente publique de lots à phosphate sera faite à la charge et condition expresse que, outre le prix d'adjudication, l'acquéreur, ses hoirs et ayans cause ou tout autre qui, étant aux droits de tel acquéreur ou qui de son consentement exploitera le phosphate de chaux en et sur un lot ainsi vendu, paiera au Commissaire des Terres de la Couronne, son ou ses agents dûment autorisés, cinquante centins pour et par chaque tonneau de phosphate à l'état de matière brute qu'il tirera et enlèvera de tel lot ; et ce, sous peine de nullité de la vente et des lettres-patentes, qui devront contenir une stipulation à cet effet, et de la confiscation, au profit de la Couronne, de toute portion et quantité de phosphate de chaux ainsi tirée et enlevée comme susdit, pour laquelle ou refusera ou négligera de payer tels droits.

Cette confiscation sera faite par l'agent ou tout autre officier chargé de faire la perception de ces droits, au moyen de la saisie et vente de la dite quantité de phosphate, de la manière et dans la forme établie pour la confiscation, saisie et vente des bois pris et coupés sur les terres publiques, pour défaut de paiement des droits imposés sur iceux, en vertu du chapitre vingt-trois des Statuts Refondus du Canada.

2. Pour chaque lot faisant partie des terres publiques en cette province, qui sera à l'avenir vendu aux prix et conditions ordinaires, pour les fins agricoles ou autres, mais en et sur lequel on constatera, en aucun temps après la vente, soit avant ou après l'émission des lettres-patentes, qu'on exploite le phosphate de chaux, l'acquéreur ou les acquéreurs ou ceux qui seront à son ou leurs droits, comme propriétaires de tel lot, seront tenus et obligés de payer comptant au Commissaire des Terres de la Couronne, une somme additionnelle suffisante pour élever le prix de ce terrain au taux de deux piastres par acre et en outre les droits imposés sur l'exploitation du phosphate ; et une disposition à cet effet sera insérée dans les lettres-patentes qui émaneront à l'avenir pour l'octroi des terres publiques en cette province.

3. Des lots à phosphate situés dans les territoires non arpentés, ainsi que ceux compris dans les cantons arpentés et subdivisés, sur lesquels il y aurait des améliorations dans un but d'établissement comme colon ou au sujet desquels il y aurait quelque réclamation, pourront être vendus par le Commissaire des Terres de la Couronne ou sous sa direction, privément et sans enchère publique, à un prix convenu lequel, dans aucun cas, ne devra être moindre que deux piastres par acre, payable comptant ; mais sujets à toutes les charges et conditions établies et imposées ou qui pourront être établies et imposées sur la vente des lots à phosphate, en vertu des diverses dispositions des présentes résolutions.

4. Quiconque exploitera le phosphate de chaux sur les terres acquises en

vertu des présentes résolutions, devra fournir au Commissaires des Terres de la Couronne ou à son ou ses agents dûment autorisés à cet effet, chaque fois qu'il en sera requis, un état fidèle et assermenté, constatant la quantité ou le juste nombre de tonneaux de tel minéral de phosphate, à l'état de matière brute, tiré et enlevé de telles terres ; et quiconque refusera ou négligera de fournir tel état, encourra, pour chaque telle offense, une amende n'excédant pas cinquante piastres, outre les dépens.

Cette amende sera recouvrable à la poursuite et au nom du Commissaire des Terres de la Couronne ou de l'agent chargé de faire la perception des droits additionnels au prix de vente comme susdit, soit devant un Juge de Paix, un Magistrat de district ou toute cour ayant juridiction civile jusqu'à concurrence du montant de la pénalité.

5. Toute somme de deniers provenant de l'exploitation du phosphate de chaux, perçue par le Commissaire des Terres de la Couronne, comme droit additionnel au prix de vente, et toutes amendes perçues en vertu de la résolution précédente, feront partie du fonds de revenu consolidé de cette province.

Ces dites résolutions, étant lues une seconde fois, sont adoptées.

Ordonné, Que M. le Commissaire *Garneau* ait la permission d'introduire un bill concernant la vente des terres pour l'exploitation des mines de phosphate de chaux en amendement à l'acte 32 Vict., chap. 11.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour vendredi prochain.

M. *Mathieu*, du comité de toute la Chambre pour prendre en considération certaines résolutions concernant le chemin de fer de *Québec, Montréal, Ottawa et Occidental*, fait rapport de plusieurs résolutions, lesquelles sont lues comme suit :

2. Les conventions et conditions, soumises par la cité de *Montréal* au gouvernement de cette province, d'après lesquelles cette cité s'est obligée de payer au gouvernement la balance du million de piastres voté en faveur de la compagnie du chemin de fer de colonisation du Nord de *Montréal*, telles qu'amendées par le gouvernement, et ensuite adoptées par le conseil de cette cité le 17 septembre 1875, sont déclarées valides, légales et obligatoires.

Toutes taxes ou cotisations imposées et collectées ou à être imposées et collectées en vertu du règlement de cette cité No. 59, intitulé : "Règlement pour autoriser la corporation du maire et des échevins, et des citoyens de la cité de *Montréal*, à prendre des parts dans la compagnie du chemin à lisses de colonisation du Nord de *Montréal*, au montant d'un million de piastres courant, et à payer le dit montant en argent, ou en bons ou en débetures, et à imposer une cotisation annuelle pour payer l'intérêt et pourvoir à un fonds d'amortissement," sont aussi déclarées valides, légales et obligatoires.

La résolution adoptée par le conseil de la cité de *Québec* le 20 août 1875, par laquelle cette cité s'oblige de payer, au gouvernement de la province, la balance due sur sa souscription au capital-action de la compagnie du chemin de fer de la *Rive Nord*, est déclarée valide, légale et obligatoire ; et le règlement en vertu duquel cette souscription a été originairement faite, ainsi que toute taxe ou cotisation imposée et collectée ou à être imposée et collectée pour payer l'intérêt sur les débetures émises ou à être émises conformément à ce règlement, sont aussi déclarées valides, légaux et obligatoires.

3. Les municipalités ou corporations mentionnées dans la cédule A annexée aux présentes, sont et seront tenues d'exécuter et de remettre, au Trésorier de la province, leurs débetures pour le montant ou la balance de leurs souscriptions appropriées pour la construction du chemin de fer de *Québec, Montréal, Ottawa et Occidental* par la 30 Vict., chap. 2, comme suit :

La cité de *Montréal* devant livrer la balance de sa souscription en argent ou

en débentures, en quatre versements, savoir : “ un quart aussitôt que le chemin “ sera ouvert de *Montréal-Est* jusqu’à *St. Thérèse* ; — un quart lorsque le chemin “ sera ouvert jusqu’à *Hull* ; ceci ne comprenant pas nécessairement l’achèvement “ des stations, hangars, ateliers de réparations, etc., sur la ligne, ” — conformément à la troisième résolution proposée par le conseil de la cité de *Montréal*, amendée par le gouvernement, et adoptée par ce conseil le dix-sept septembre mil huit cent soixante-et-quinze ;

La cité de *Québec* devant livrer la balance de sa souscription en débentures, conformément à la résolution adoptée par le conseil de cette cité le vingt-cinq août mil huit cent soixante-et-quinze ; savoir, — à mesure qu’elle devient due, tel que pourvu par la loi, mais dans aucun cas, on ne pourra exiger de cette corporation le paiement de l’intérêt sur les débentures émises ou à émettre en vertu de la dite souscription, avant que le chemin soit terminé sur tout le parcours entre les villes de *Québec* et *Montréal*, et soit en parfait état d’être livré au trafic, le tout conformément aux conditions de la dite souscription ;

Et les autres municipalités ou corporations devant livrer le montant de leurs souscriptions en débentures, aux échéances mentionnées dans les règlements qui autorisent leurs souscriptions.

4. Que le Lieutenant-Gouverneur en conseil, sur le rapport assermenté d’un ingénieur compétent, établissant jusqu’à quel point les conditions de souscriptions des différentes municipalités ont été remplies, quant à l’avancement et à la qualité des travaux aussi bien qu’à la localisation du chemin, pourra déterminer la date de l’échéance d’une partie ou du tout de ces souscriptions, suivant le cas ; copie du dit rapport devant être transmise aux municipalités intéressées, au moins quinze jours avant la prise en considération du dit rapport par le Lieutenant-Gouverneur en Conseil.

5. Nulle objection, exception, raison, défense ou opposition ne saura justifier aucune des municipalités ou corporations mentionnées en la dite cédule A, de refuser de signer, exécuter et livrer, au Trésorier de la province, ses débentures appropriées pour la construction du susdit chemin par la 39 Vict., chap. 2, ou de lui payer en argent, au cas où elle le préférerait, le dit montant ou la dite balance, et ce, aussitôt que le Lieutenant-Gouverneur en conseil aura déclaré que ces débentures sont exigibles.

6. Si aucune de ces municipalités ou corporations refuse ou néglige de payer sa souscription, ou de signer et exécuter ses dites débentures pour le montant ou la balance due, nonobstant toutes choses à ce contraire, le maire ou le préfet de cette municipalité ou corporation, selon le cas, est par les présentes autorisé à signer et à exécuter les dites débentures, sans responsabilité personnelle de sa part en ce faisant, pour le montant ou la balance de la souscription de la municipalité ou corporation dont il est le principal officier ou le chef ; et ces débentures ainsi signées et exécutées par le maire ou préfet, auront les mêmes effets que si elles eussent été signées et exécutées du consentement et sur l’ordre de la municipalité ou corporation elle-même ; et tel maire ou préfet devra remettre les dites débentures au Trésorier de la province à sa demande, conformément aux échéances décidées par le Lieutenant-Gouverneur en conseil, et ces débentures formeront partie du fonds consolidé des chemins de fer.

7. Sur le défaut d’aucune de ces municipalités ou corporations, ou de son maire ou préfet, selon le cas, de signer et exécuter les dites débentures, pour le montant ou la balance de la dite souscription, et de les remettre au Trésorier de la province comme ci-haut dit, le Lieutenant-Gouverneur en conseil pourra autoriser un syndic à signer et à exécuter les dites débentures de la part de la dite municipalité ou corporation ; et ces débentures ainsi signées et exécutées par le syndic auront les mêmes effets que si elles eussent été signées et exécutées par les personnes ou officiers autorisés de la dite municipalité ou corporation.

8. Le Lieutenant-Gouverneur en conseil nommera, pour mettre à exécution les dispositions de la résolution ci-haut, s’il y a lieu, un syndic qui sera décrit sous le nom de : “ Syndic de (*nom de la cité, ville, comté, paroisse ou village pour*

lequel il signera) nommé en vertu de la 41 Vict., chap. ". Chaque fois que ce syndic signera ou exécutera aucune débenture en vertu des présentes, il devra le faire en énonçant après sa signature, la qualité spéciale et l'acte en vertu desquels il signe; et en agissant ainsi il n'encourra aucune responsabilité personnelle.

9. Les débentures signées sous l'autorité des présentes par un maire, un préfet ou un syndic, selon le cas, tiendront lieu et place des débentures que la municipalité ou corporation était tenue d'exécuter et de remettre au Trésorier de la province, pour le montant ou la balance due de sa souscription appropriée à la construction du dit chemin par la 39 Vict., ch. 2.

10. La forme des débentures exécutées sous l'autorité des présentes par un maire, un préfet ou un syndic, suivant le cas, et le montant de chacune de ces débentures, en sterling ou en courant, pourront être déterminés par le Lieutenant-Gouverneur en conseil, lequel pourra aussi prescrire le mode d'exécuter les coupons qui doivent être attachés à ces débentures.

11. Si, en aucun temps, aucune des municipalités ou corporations mentionnées en la susdite cedule A, dont les débentures auront été signées et exécutées par son maire ou préfet ou par un syndic, en vertu des présentes,—néglige pendant trente jours de payer les intérêts sur icelles ou partie d'icelles, selon qu'elle y sera tenue, le shérif du district dans lequel telle municipalité ou corporation sera située, est et sera tenu, sur la simple déclaration écrite d'un porteur de ces débentures ou de son agent, appuyée d'un affidavit établissant le fait que les dits intérêts sont dus, de donner dans la *Gazette Officielle de Québec*, avis pendant quinze jours que telle municipalité ou corporation a négligé de payer les intérêts dus sur ses dites débentures ou partie d'icelles, et de requérir les porteurs des dites débentures de produire à son bureau un état assermenté de ce qui leur est dû pour intérêts.

A défaut de paiement à l'expiration de cet avis, le shérif émanera son warrant pour le montant total des réclamations ainsi produites, et il procédera de suite à imposer et à prélever, sur les biens imposables situés dans telle municipalité ou corporation en proportion de la valeur telle que portée au rôle d'évaluation, une somme suffisante pour payer le montant dû avec intérêts et frais de remise et de prélèvement.

12. Si aucune de ces municipalités ou corporations, tenue de faire un fonds d'amortissement pour le rachat de ses débentures signées et exécutées en vertu des présentes, par son maire ou préfet ou par un syndic, selon le cas, néglige de pourvoir annuellement au dit fonds d'amortissement, le shérif du district comme susdit, sur la déclaration écrite d'un porteur de ces débentures ou de son agent, appuyée d'un affidavit établissant le fait, devra informer telle municipalité ou corporation que telle déclaration a été faite; et à défaut par elle de prouver, au dit shérif dans un délai de quinze jours, qu'elle a pourvu au dit fonds d'amortissement, le shérif émanera son warrant pour le montant requis pour pourvoir au fonds d'amortissement échü, et procédera de suite à imposer et à prélever, sur les biens imposables situés dans telle municipalité ou corporation à proportion de la valeur telle que portée au rôle d'évaluation, une somme suffisante pour pourvoir au dit fonds d'amortissement, avec intérêts et frais de prélèvement.

13. Le shérif aura libre accès aux registres, rôles et autres documents ou archives du conseil de toute municipalité ou corporation où il doit prélever des deniers, et pourra requérir les services des officiers municipaux de ce conseil.

Il se fera remettre tous les documents ou archives qui lui paraîtront nécessaires, et sur opposition, négligence ou refus, il est autorisé à en prendre possession lui-même.

A défaut de paiement du montant requis d'un contribuable, le shérif procédera au prélèvement de ce montant, d'abord par la saisie et la vente des biens-meubles de tel contribuable, en observant les formalités prescrites par le code de procédure pour la saisie et vente des meubles; et si le produit en est suffisant,

il remettra sans délai, aux porteurs qui auront produit leurs réclamations, sur remise des coupons d'intérêts ou d'un reçu suivant le cas, le montant qui leur est dû ; et si le shérif a procédé sous l'autorité de la résolution précédente, la somme prélevée, déduction faite des frais de prélèvement, sera déposée entre les mains du Trésorier de cette province pour être placée conformément au règlement en vertu duquel le fonds d'amortissement est dû.

S'il n'y a pas de biens-meubles ou s'ils sont insuffisants, le shérif procédera à la saisie et à la vente des immeubles imposés, en observant les formalités prescrites par le code de procédure pour la saisie et vente des immeubles ; il fera ensuite rapport de la vente à la cour supérieure, et la distribution des deniers s'y fera comme dans une cause ordinaire, le montant imposé par le shérif pour payer les intérêts et le fonds d'amortissement conservant le rang que ces réclamations auraient eu si elles eussent été imposées et prélevées par la corporation ou municipalité elle-même.

14. Aussitôt que la construction de cette partie du chemin de fer de Québec, Montréal, Ottawa et Occidental s'étendant de Québec à Aylmer le permettra, le nombre des commissaires composant la commission créée par l'acte 39 Vict., chap. 2, sera réduit à un seul commissaire, lequel sera choisi parmi les membres du conseil exécutif. Ce changement sera fait par le Lieutenant-Gouverneur en conseil, et à cet effet une proclamation sera émise et publiée dans la *Gazette Officielle de Québec* ; ce titulaire pourra être changé de temps en temps par ordre en conseil.

15. Le commissaire ainsi choisi aura et pourra exercer tous les droits, pouvoirs et attributions que la 39 Vict., chap. 2, conférerait aux trois commissaires composant la susdite commission.

16. L'acte 39 Vict., chap. 2, est amendé en conséquence.

CÉDULE A.

La cité de *Montréal* ;
 La cité de *Québec* ;
 La cité des *Trois-Rivières* ;
 Le comté d'*Ottawa* ;
 Le village de *Ste. Thérèse de Blainville* ;
 La paroisse de *Ste. Thérèse* ;
 Le village de *St. Jérôme* ;
 La paroisse de *St. Jérôme* ;
 Le village de *Ste. Scholastique* ;
 Le village de *St. Jérusalem d'Argenteuil (Lachute)* ;
 La paroisse de *St. Sauveur de Québec*.

La seconde et la troisième résolutions, étant lues une seconde fois, et la question étant mise aux voix, que cette Chambre concourt avec le comité dans les dites résolutions, la Chambre se divise et la question est résolue dans l'affirmative.

Et la question étant proposée, que la quatrième résolution soit maintenant lue une seconde fois ;

M. Joly, secondé par M. Bachand, propose sous forme d'amendement, que toute les mots après "maintenant" jusqu'à la fin de la question soient effacés, et que les mots "renvoyés de nouveau à un comité de toute la Chambre" pour l'amender en effaçant tous les mots après "Que" au commencement de la dite résolution et en y substituant les suivants : "à défaut d'entente à l'amiable entre le gouvernement et les municipalités sur l'accomplissement des conditions convenues relativement aux échéances de ces diverses souscriptions, la Cour Supérieure, sur procédé sommaire, à être indiqué ci-dessous décidera, sans

“appel, si ces conditions ont été accomplies, et déclarera par son jugement “l’époque à laquelle les paiements à faire sur ces souscriptions sont exigibles,” soient mis à la place.

E l’amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise, et les noms étant demandés ils sont pris comme suit :

POUR :

Messieurs :

<i>Bachand,</i>	<i>Dumont,</i>	<i>Laframboise,</i>	<i>Rinfret dit Malouin,</i>
<i>Bellingham,</i>	<i>Fortin (Montmagny),</i>	<i>Marchand,</i>	<i>Robert,</i>
<i>Bisson,</i>	<i>Joly,</i>	<i>Molleur,</i>	<i>Shehyn,</i>
<i>Chauveau,</i>	<i>Laberge,</i>	<i>Pâquet,</i>	<i>Sylvestre et</i>
<i>Daigle,</i>	<i>Lafontaine,</i>	<i>Préfontaine,</i>	<i>Turcotte.—21.</i>
<i>De Beaujeu,</i>			

CONTRE :

Messieurs :

<i>Alley,</i>	<i>Dupont,</i>	<i>LaRue,</i>	<i>Picard,</i>
<i>Angers,</i>	<i>Fortin (Gaspé),</i>	<i>Lavallée,</i>	<i>Price,</i>
<i>Baker,</i>	<i>Garneau,</i>	<i>LeCavalier,</i>	<i>Robertson,</i>
<i>Champagne,</i>	<i>Gauthier,</i>	<i>Loranger,</i>	<i>Sawyer,</i>
<i>Chapleau,</i>	<i>Houde (Maskinongé),</i>	<i>Martin,</i>	<i>St. Cyr,</i>
<i>Charlebois,</i>	<i>Houde (Nicolet),</i>	<i>Mathieu,</i>	<i>Tarte,</i>
<i>Church,</i>	<i>Kennedy,</i>	<i>McGawran,</i>	<i>Thornton,</i>
<i>Deschênes,</i>	<i>Lacerte,</i>	<i>Ogilvie,</i>	<i>Verreault et</i>
<i>Duhamel,</i>	<i>Lalonde,</i>	<i>Peltier,</i>	<i>Würtele.—38.</i>
<i>Dulac,</i>	<i>Larochelle,</i>		

Ainsi, il est résolu dans la négative.

Et objection étant faite que M. *Fradette* n’était pas présent, lorsque la motion a été lue, et que, par conséquent, il n’avait pas le droit de voter.

M. l’Orateur sur l’explication de M. *Fradette*, décide que l’objection est valide

Et la question étant mise aux voix, que la quatrième résolution soit maintenant lue une seconde fois, elle est résolue dans l’affirmative.

La dite résolution est, en conséquence, lue une seconde fois et adoptée.

La cinquième et les suivantes, jusqu’à la treizième inclusivement, étant lues une seconde fois, et la question étant mise aux voix, que cette Chambre concourt avec le comité dans les dites résolutions, la Chambre se divise et la question est résolue dans l’affirmative.

Et la question étant proposée, que la quatorzième résolution soit maintenant lue une seconde fois.

L’Honorable M. *Laframboise*, secondé par M. *Joly*, propose sous forme d’amendement, que tous les mots après “maintenant” jusqu’à la fin de la question soient effacés, et que les mots “de nouveau renvoyée à un comité de toute la “Chambre pour l’amender en retranchant les mots “aussitôt que la construction “de cette partie du chemin de fer de *Québec, Montréal, Ottawa et Occidental s’étendant de Québec à Aylmer, le permettra,*” et en y substituant les suivants : “Le “ou avant le premier jour de mai prochain (1878)” soient mis à la place.

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise, et les noms étant demandés ils sont pris comme suit :

POUR :

Messieurs :

*Bachand,
Bellingham,
Bisson,
Cameron,
Chauveau,
Daigle,*

*De Beaujeu,
Dumont,
Fortin (Montmagny),
Joly,
Laberge,*

*Lafontaine,
Laframboise,
Marchand,
Molleur,
Paquet,*

*Préfontaine,
Rinfret dit Malouin,
Robert,
Shehyn et
Sylvestre.—21.*

CONTRE :

Messieurs :

*Alley, n,
Anger,
Baker,
Champagne,
Chapleau,
Charlebois,
Church,
Deschênes,
Duhamel,
Dulac,*

*Dupont,
Fortin (Gaspé),
Fradette,
Garneau,
Gauthier,
Houde (Maskinongé),
Houde (Nicolet),
Kennedy,
Lacerte,
Lalonde,*

*Larochelle,
LaRue,
Lavallée,
LeCavalier,
Loranger,
Martin,
Mathieu,
McGauvran,
Ogilvie,
Peltier,*

*Picard,
Price,
Robertson,
Sawyer,
St. Cyr,
Tarte,
Thornton,
Turcotte,
Verreault et
Würtele.—40.*

Ainsi, il est résolu dans la négative.

Et la question étant mise aux voix, que la quatorzième résolution soit maintenant lue une seconde fois, elle est résolue dans l'affirmative.

La dite résolution est, en conséquence, lue une seconde fois et adoptée.

Les quinzième et seizième résolutions, étant lues une fois, sont adoptées.

A sept heures et demie P. M.

Conformément à la 19^e règle de cette Chambre, les ordres du jour concernant les bills privés sont lus.

La Chambre, conformément à l'ordre, se forme en comité sur le bill pour autoriser les ministres de l'église appelée "*The reformed Episcopal Church of Canada*" dans la province de Québec à célébrer des mariages et à tenir des registres de baptêmes, mariages et sépultures et après y avoir siégé quelques temps, M. l'Orateur reprend son fauteuil et M. *Bachand* fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné, Que le dit bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est en conséquence lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe, et que le titre soit : "Acte pour autoriser les ministres de l'église s'appelant "*The reformed Episcopal Church in Canada*" dans la province de Québec à tenir des registres de baptêmes, mariages et sépultures."

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil Législatif et demande son concours.

Ordonné, Que M. le Procureur-Général *Angers*, ait la permission d'introduire un bill concernant le chemin de fer de *Québec, Montréal, Ottawa et Occidental*.

Il présente, en conséquence le dit bill à la Chambre lequel est reçu et lu pour la première fois et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que M. le Solliciteur-Général *Baker* ait la permission d'introduire un bill pour amender et refondre l'acte des licences de *Québec* et ses amendements.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

M. *Champagne* du comité des subsides fait rapport de plusieurs résolutions lesquelles sont lues comme suit :

1. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour octroi à la bibliothèque du Parlement, pour l'année financière finissant le 30 juin 1879.

2. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses d'élections, pour l'année financière finissant le 30 juin 1879.

3. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas huit cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer le salaire et les dépenses contingentes du Greffier de la Couronne en Chancellerie, pour l'année financière finissant le 30 juin 1879.

4. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses d'impressions, reliure et distribution des statuts, pour l'année financière finissant le 30 juin 1879.

5. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois mille six cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les salaires du bureau du Greffier en Loi, pour l'année financière finissant le 30 juin 1879.

6. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas huit cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses contingentes du Greffier en Loi (compre-
nant un commis surnuméraire), pour l'année financière finissant le 30 juin 1879.

7. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent vingt-sept mille deux cent quarante-cinq piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les salaires et dépenses contingentes des départements publics, pour l'année financière finissant le 30 juin 1879.

8. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois cent quatre-vingt mille cent quatre-vingt-dix piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses de l'administration de la justice, pour l'année financière finissant le 30 juin 1879.

9. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas dix-huit mille trois cent cinquante-cinq piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses de la police, pour l'année financière finissant le 30 juin 1879.

10. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quarante-cinq mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour l'entretien des prisons de réforme, pour l'année financière finissant le 30 juin 1879.

11. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois mille neuf cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses de l'inspection des prisons, pour l'année financière finissant le 30 juin 1879.

12. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas soixante-et-dix-huit mille quatre cent dix piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses de l'éducation supérieure, savoir : éducation supérieure proprement dite, soixante-et-onze mille piastres ; *High Schools, Québec et Montréal*, deux mille quatre cent soixante-et-dix piastres ; compensation en faveur des institutions catholiques pour l'octroi accordée aux *High Schools*, quatre mille neuf cent quarante piastres, pour l'année financière finissant le 30 juin 1879.

13. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent cinquante-cinq mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses des écoles communes, pour l'année financière finissant le 30 juin 1879.

14. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas huit mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses des écoles dans les municipalités pauvres, pour l'année financière finissant le 30 juin 1879.

15. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quarante six mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses des écoles normales, pour l'année financière finissant le 30 juin 1879.

16. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trente mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les traitements des inspecteurs d'écoles, pour l'année financière finissant le 30 juin 1879.

17. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses de livres pour donner en prix, pour l'année financière finissant le 30 juin.

18. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux mille quatre cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses des journaux de l'Education Publique, pour l'année financière finissant le 30 juin 1879.

19. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas huit mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses du fonds destiné aux instituteurs en retraite, pour l'année financière finissant le 30 juin 1879.

20. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas douze mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses de l'école des Sourds-Muets, pour l'année financière, finissant le 30 juin 1879.

21. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas sept cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la Faculté Médicale, Université McGill, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1879.

22. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas sept cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'école de médecine, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1879.

23. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas sept cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la Société d'Histoire Naturelle, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1879.

24. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la Société Historique, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1879.

25. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la Société de Numismatique et d'archéologie, Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1879.

26. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas sept cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'école de médecine, Bishop College, Lennoxville, pour l'année financière finissant le 30 juin 1879.

27. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas sept cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la Société Historique et Littéraire, Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1879.

28. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Institut Canadien, Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1879.

29. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide pour l'Académie de Musique, Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1879.

30. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide pour la publication du *Naturaliste Canadien*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1879.

31. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide pour la publication des décisions des cours de Justice à Montréal, pour l'année financière finissant le 30 juin 1879.

32. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Institut Littéraire Saint-Patrice, Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1879.

33. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme aide à l'Ecole de Navigation, *Montréal*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1879.

34. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille deux cent trente piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Ecole pour les aveugles, Asile Nazareth, *Montréal*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1879.

35. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre mille piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la Corporation de l'Hôpital-Général, *Montréal*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1879.

36. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois mille deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux malades indigents, *Montréal*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1879.

37. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille six cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital Saint-Patrice, *Montréal*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1879.

38. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille cent vingt piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Sœurs de la Providence, *Montréal*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1879.

39. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas six cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile de Saint-Vincent de Paul, *Montréal*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1879.

40. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas huit cents piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide à la Maison Protestante d'Industrie et de Refuge, *Montréal*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1879.

41. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas six cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile de Saint-Patrice pour les Orphelins, *Montréal*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1879.

42. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre cent quatre-vingt piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hospice de la Maternité de l'Université, *Montréal*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1879.

43. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas sept cent vingt piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile de la Magdeleine (Bon Pasteur), *Montréal*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1879.

44. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois cent vingt piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile des Orphelins Catholiques Romains, *Montréal*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1879.

45. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas huit cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Sœurs de la Charité, *Montréal*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1879.

46. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Sœurs de la Charité, *Montréal*, pour leur hospice des enfants trouvés (tant qu'il n'y en aura pas à Québec), pour l'année financière finissant le 30 juin 1879.

47. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas six cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile des Orphelins Protestants, *Montréal*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1879.

48. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre cent quatre-vingts piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hospice de la Maternité, sous les soins des Sœurs de la Miséricorde, *Montréal*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1879.

49. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre cent trente piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile de la rue Bonaventure, *Montréal*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1879.

50. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile Nazareth, pour les aveugles et les enfants abandonnés, *Montréal*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1879.

51. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois cents vingt piastres soit

accordée à Sa Majesté, comme une aide au Dispensaire, *Montréal*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1879.

52. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas huit cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la Société Bienveillante des Dames pour les veuves et les orphelins (comprenant la ci-devant maison de refuge), *Montréal*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1879.

53. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois cent vingt piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Ecole d'Industrie et Refuge, *Montréal*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1879.

54. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas huit cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile de Sainte-Brigitte, *Montréal*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1879.

55. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Frères de la Charité de Saint-Vincent de Paul, *Montréal*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1879.

56. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hospice de Bethléem, *Montréal*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1879.

57. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide à l'Hospice de Saint-Joseph du Bon Pasteur, *Montréal*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1879.

58. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile des Enfants Protestants, *Montréal*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1879.

59. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital pour les femmes, *Montréal*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1879.

60. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cent piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à *The Church Home*, *Montréal*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1879.

61. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Institution des Sourds-Muets, *Montréal*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1879.

62. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Association des Dames Charitables de l'Asile des Orphelins Catholiques Romains et de l'Asile Nazareth, *Québec*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1879.

63. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois mille deux cent piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux malades indigents, *Québec*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1879.

64. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas huit cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile du Bon Pasteur, *Québec*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1879.

65. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas sept cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile des Dames Protestantes, *Québec*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1879.

66. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre cent vingt piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile des Orphelins, *Québec*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1879.

67. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre cent vingt piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile Finlay, *Québec*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1879.

68. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre cent vingt piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile des Orphelines Protestantes, *Québec*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1879.

69. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas sept cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile Ste. Brigitte, *Québec*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1879.

70. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au Dispensaire, *Québec*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1879.

71. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Sœurs de la Charité, pour les personnes âgées et infirmes, *Québec*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1879.

72. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital du Sacré Cœur de Jésus, *Québec*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1879.

73. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au Dispensaire de l'Hôpital du Sacré-Cœur de Jésus, *Québec*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1879.

74. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide à l'Hôpital des enfants trouvés, *Québec*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1879.

75. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à *The Women's Christian Association*, *Québec*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1879.

76. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux malades indigents, *Trois-Rivières*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1879.

77. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hospice des Sœurs de la Charité, pour les enfants trouvés, *Trois-Rivières*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1879.

78. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital-Général, *Sorel*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1879.

79. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital de Saint-Hyacinthe, *Saint-Hyacinthe*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1879.

80. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide à l'asile des orphelins, *Trois-Rivières*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1879.

81. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas six cents piastres soit accordée à Sa Majesté comme une aide à l'Asile des Orphelins, *Trois-Rivières*, pour octrois de 1875-76-77 omis et non payés, pour l'année financière finissant le 30 juin 1879.

82. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Ouvroir de *Saint-Hyacinthe*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1879.

83. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hospice Youville, *St. Benoît*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1879.

84. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile de la Providence, *Côteau du Lac*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1879.

85. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hospice Saint-Joseph, *Beauharnois*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1879.

86. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hospice Sainte-Marie, *Sainte-Marie de Monnoir*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1879.

87. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile de la Providence, *Mascouche*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1879.

88. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital Saint-Jean, *Saint-Jean*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1879.

89. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Sœurs de la Charité, *Saint-Jean*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1879.

90. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hospice de LaJemmerais, *Varennas*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1879.

91. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hospice des Sœurs de la Providence, *Saint-Vincent de Paul*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1879.

92. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital de la Providence, *Joliette*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1879.

93. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hospice de Laprairie, *Laprairie*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1879.

94. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital Saint-Joseph, *Chambly*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1879.

95. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile de la Providence, *Sainte Elisabeth*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1879.

96. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Sœurs de la Providence de l'Hospice de N. D., de l'*Assomption*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1879.

97. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile de la Providence, *Sainte Ursule*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1879.

98. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital *Sainte-Anne Lapocatière*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1879.

99. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Sœurs de la Charité, *Rimouski*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1879.

100. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital de *Saint-Ferdinand d'Halifax*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1879.

101. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hospice d'*Yamachiche*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1879.

102. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital et Asile pour les Orphelins, *Sherbrooke*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1879.

103. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Sœurs de la Charité, *Lanoraie*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1879.

104. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital de *Saint-Paulin*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1879.

105. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital de *Longueuil*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1879.

106. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital de *Saint-François du Lac*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1879.

107. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas huit mille cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses des écoles de réforme, pour l'année financière finissant le 30 juin 1879.

108. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas sept mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses des écoles d'industrie, pour l'année financière finissant le 30 juin 1879.

109. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quinze mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer diverses dépenses, pour l'année financière finissant le 30 juin 1879.

110. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour allocations accordées sur le fonds de municipalités (Statuts Refondus, B.-C. chap. 110, section 7), pour l'année financière finissant le 30 juin 1879.

111. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quinze mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses d'arpentage, pour l'année financière finissant le 30 juin 1879.

112. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinquante huit mille huit cent quatre vingt piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses générales pour l'année financière finissant le 30 juin 1879.

113. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas seize mille sept cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses de la *Gazette Officielle*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1879.

114. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas six mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses pour timbres, licences, etc., pour l'année finissant le 30 juin 1879.

115. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille cinq cent piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses de l'Ecole Normale, *McGill*, pour une aile additionnelle, pour l'année financière finissant le 30 juin 1879.

116. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent quarante et un mille deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses de la construction des édifices publics, pour l'année financière finissant le 30 juin 1879.

117. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas six mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses de la construction de voûtes à l'épreuve du feu pour les palais de justice et les prisons, nouveaux districts (imputable au fonds de bâtisses et des jurés), pour l'année financière finissant le 30 juin 1879.

118. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas soixante mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses pour le service des bureaux d'enregistrement par le département des Terres de la Couronne, (imputable au fonds de bâtisses et des jurés) pour l'année financière finissant le 30 juin 1879.

Les dites résolutions étant lues une seconde fois sont adoptées.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme de nouveau en comité des subsides.

(EN COMITÉ.)

1. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas dix mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses du Conseil des Arts et Manufactures pour l'année financière finissant le 30 juin 1879.

2. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas huit mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses pour journal d'agriculture en français et en anglais, pour l'année financière finissant le 30 juin 1879.

3. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux mille quatre cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses des écoles d'agriculture (3 à \$800) pour l'année financière finissant le 30 juin 1879.

4. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses d'une Ecole Vétérinaire, à la condition que les cours soient donnés en français comme en anglais, pour l'année financière finissant le 30 juin 1879.

5. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois mille six piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide, pour l'établissement de bourses, 60 à \$60, pour l'année financière finissant le 30 juin 1879.

6. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Exposition Provinciale d'Horticulture et de pomologie, pour l'année financière finissant le 30 juin 1879.

7. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quinze mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses de l'immigration et du repatriement, pour l'année financière finissant le 30 juin 1879.

8. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quarante mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses des chemins de colonisation, 1ère classe, pour l'année financière finissant le 30 juin 1879.

9. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas huit mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses des chemins de colonisation, 2me classe, pour l'année financière et finissant le 30 juin 1879.

10. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quarante-deux mille deux cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses des loyers, assurances, réparations, etc., des édifices publics en général, pour l'année financière finissant le 30 juin 1879.

11. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses des inspections et examens, pour l'année financière finissant le 30 juin 1879.

12. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quinze cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour nouveau toit aux édifices du parlement, pour l'année financière finissant le 30 juin 1879.

13. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses de la construction d'un pont sur la rivière *Ottawa* jusqu'à l'*Ile au Calumet*, pourvu que le township dans lequel ce pont se trouve situé, fournisse une somme suffisante pour le compléter (voté de nouveau), pour l'année financière finissant le 30 juin 1879.

14. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cent vingt-sept piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses des loyers des palais de justice et des prisons (imputable au fonds de bâties et de jurés), pour l'année financière finissant le 30 juin 1879.

15. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses des assureurs des palais de justice et des prisons (imputable au fonds de bâties et de jurés), pour l'année financière finissant le 30 juin 1879.

16. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas douze mille huit cents piastres, soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses des réparations des palais de justice et des prisons (imputable au fonds de bâties et de jurés), pour l'année financière finissant le 30 juin 1879.

17. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses pour élever et achever les murs du palais de justice et de la prison de *Bonaventure* (imputable au fonds de bâties et de jurés), (voté de nouveau) pour l'année financière finissant le 30 juin 1879.

18. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cent cinq mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux asiles des aliénés de *Beauport*, *St. Jean de Dieu* et de *St. Ferdinand d'Halifax*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1879.

19. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas sept cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'asile de *Belmont* pour les ivrognes, *Québec*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1879.

20. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux mille six cent soixante-six piastres et soixante-et-sept centins soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital de la Marine et des émigrés, *Québec*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1879.

21. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux mille treize piastres et trente-trois centins soit accordée à Sa Majesté, comme un aide à l'Hospice de la Maternité, sous les soins des Dames du Bon Pasteur, *Québec*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1879.

22. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas huit mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses de la police, pour l'année financière finissant le 30 juin 1879.

23. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas vingt cinq mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses des écoles de réforme, pour l'année financière finissant le 30 juin 1879.

24. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'école de navigation, pour l'année financière finissant le 30 juin 1879.

25. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas huit mille trois cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses de la prison des femmes, *Montréal*, imputables au fonds de bâtisses et de jurés, pour l'année financière finissant le 30 juin 1879.

26. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois mille cent quatre piastres et vingt six centins soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses des réparations de l'Ecole Normale McGill, *Montréal*, imputables au fonds de bâtisse et de jurés, pour l'année finissant le 30 juin 1879.

27. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses de la démolition des casernes des Jésuites, imputables au fonds de bâtisses et de jurés, pour l'année financière finissant le 30 juin 1879.

28. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cent quatorze piastres et vingt sept centins soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses de l'exhibition de Philadelphie, pour l'année financière finissant le 30 juin 1879.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *Loranger* fait rapport que le comité a passé plusieurs résolutions.

Ordonné, Que le rapport soit reçu, demain.

M. *Loranger* informe alors la Chambre qu'il lui a été enjoint de demander que le comité ait la permission de siéger de nouveau.

Résolu, Que, demain, cette Chambre se formera de nouveau en le dit comité.

La Chambre s'ajourne alors jusqu'à demain.

Mercredi, 6 février 1878.

Les pétitions suivantes sont séparément présentées et déposées sur la table :

Par M. *Fradette*,—la pétition du Révérend *Théophile Houde* et autres, des townships de *Buckland* et *Mailloux*, comté de *Bellechasse*.

Par M. *Dulac*,—la pétition du Révérend P. *Dassylva* et autres, de la paroisse de *St. Ephrem de Tring*, comté de *Beauce*.

Par M. *Verreault*,—la pétition du Révérend Chs. *Galarneau* et autres, de la paroisse de *St. Cyrille de Lessard*.

Par M. Houde (*Maskinongé*),—la pétition de *Joseph Pelland* et autres, de la paroisse de *Didace*, comté de *Maskinongé*.

Par M. Houde (*Nicolet*),—la pétition de *Damasse Doucette* et autres, de la paroisse de *Ste. Eulalie*,—et la pétition du Révérend *C. A. Barolet* et autres, de la paroisse de *Ste. Eulalie*, toutes deux du comté de *Nicolet*.

Par l'Honorable M. Fortin,—la pétition d'*André Roy* et autres, du comté de *St. Jean*.

Par M. Ogilvie,—la pétition de *William Frederick Kay*, de la cité de *Montreal*.

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont lues :

De la société d'agriculture de la cité de *Sherbrooke* ; demandant des amendements à l'acte concernant l'agriculture.

De *Michael Cahill* et autres, de la paroisse de *St. George*, comté de *Beauce* ; demandant que le gouvernement prenne des mesures pour leur venir en aide dans leurs réclamations contre la compagnie *Franco-Canadienne* exploitant le canton *Metgermette*.

De l'Hôpital Général de *Sorel* ; demandant que son allocation annuelle soit continuée.

Du Révérend *Hen. E. Julien* et autres, de la paroisse de *Ste. Marie de Blanford*, comté de *Nicolet* ; demandant de l'aide pour un chemin.

M. Verreault, du comité permanent des ordres permanents présente à la Chambre le quatorzième rapport du dit comité lequel est lu comme suit :

Votre comité, en conformité de l'ordre de votre Honorable Chambre, a ré-examiné la pétition de la compagnie des moulins à coton de *V. Hudon*, demandant des amendements à son acte d'incorporation, et a l'honneur de faire rapport qu'il a eu la preuve que les avis requis ont été donnés.

Votre comité fait de plus rapport qu'il a été représentée que la pétition de *Frederick Kay*, demandant un acte pour l'autoriser à vendre certains immeubles substitués, a été envoyée dans les délais voulus, mais que des retards de poste ont empêché qu'elle arrivât à temps pour être présentée conformément aux règles de cette Chambre.

Vu ces circonstances, votre comité recommande que les délais pour recevoir les pétitions pour bills privés, et pour la présentation de ces bills soient prolongés jusqu'à demain en faveur de cette pétition ainsi que de la précédente dont le rapport n'a pu être fait dans les délais pour les raisons qui ont été exposées hier devant Votre Honorable Chambre.

M. le Secrétaire-Provincial *Chapleau*, du comité permanent des bills privés, présente à la Chambre le sixième rapport du dit comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a examiné les bills suivants, et y a fait divers amendements qu'il soumet à la considération de votre Honorable Chambre :

Bill pour incorporer "*The Young Men's Christian Association*."

Bill pour autoriser la chambre des notaires à admettre *Louis Thomas Laroche* à la pratique du notariat.

Bill pour incorporer l'Union *St. Jean Baptiste* du village de *Buckingham*.

Votre comité fait de plus rapport qu'il a été représenté que la pétition de *Frederick Kay*, demandant un acte pour l'autoriser à vendre certains immeubles substitués, a été envoyée dans les délais voulus, mais que des retards de poste ont empêché qu'elle arrivât à temps pour être présentée conformément aux règles de cette Chambre.

Vu ces circonstances, votre comité recommande que les délais pour recevoir les pétitions pour bills privés et pour la présentation de ces bills soient prolongés jusqu'à demain, en faveur de cette pétition ainsi que de celle de la "Compagnie des moulins à coton de V. Hudon," dont le rapport n'a pu être fait dans les délais pour les raisons qui ont été exposées hier devant votre Honorable Chambre.

Ordonné, Que le comité spécial nommé pour prendre en considération tous les bills pour amender le code municipal, et tous les amendements qui pourront être suggérés et pour faire rapport sur iceux, ait la permission de faire rapport de temps à autres.

M. *Würtele*, du comité spécial nommé pour prendre en considération tous les bills pour amender le code municipal et tous les amendements qui pourront être suggérés et pour faire rapport sur iceux, présente à la Chambre le premier rapport du dit comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité recommande que son quorum soit réduit à cinq membres.

Ordonné, Que le quorum du dit comité soit réduit à cinq membres.

Résolu, Que cette Chambre concourt dans le quatorzième rapport du comité permanent des ordres permanents.

Ordonné, Que le délai pour recevoir des pétitions pour bills privés et pour recevoir des bills privés soit prolongé jusqu'à demain.

Résolu, Que cette Chambre concourt dans le sixième rapport du comité permanent des divers bills privés.

Ordonné, Que la pétition de Wm. *Frédéric Kay*, de la cité de *Montréal*, présentée aujourd'hui soit maintenant reçu et lue.

Et la dite pétition, demandant la passation d'un acte pour l'autoriser à disposer de certaines propriétés à lui léguées par sa mère, est reçu et lue.

M. le Secrétaire Provincial *Chapleau*, présente en conformité d'une adresse à Son Excellence le Lieutenant-Gouverneur, réponse à une adresse de l'Assemblée Législative datée le 28 janvier 1878, demandant un état des nominations faites par les Commissaires du chemin de fer de *Québec, Montréal, Ottawa et Occidental* depuis la dernière session jusqu'à la fin de l'année 1877, constatant les noms des employés nommés pendant cette période, leurs fonctions et leurs salaires. (Documents de la session, No. 11.)

Ordonné, Que M. *Mathieu* ait la permission d'introduire un bill pour abroger les articles 2172 et 2173 du code civil du *Bas-Canada*.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Sur motion de M. *Gauthier*, secondé par M. *Duhamel*,

Résolu, Qu'il soit présenté une humble adresse à Son Excellence le Lieutenant-Gouverneur priant Son Excellence de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre :

1. Un état indiquant la superficie totale de l'octroi de coupe de bois fait à *Louis Robitaille*, écr., sur la rivière Bonaventure, dans le comté de *Bonaventure* ou ailleurs, avec la date de cet octroi ;

2. Un état de toutes sommes payées au département des Terres de la Couronne, soit comme bonus, soit comme rente foncière à compte du dit octroi de coupe de bois, ainsi que les dates de ces paiements ;

3. Un état de toutes sommes payées par la Couronne pour l'exploration de ces limites à bois.

Sur motion de l'honorable M. Laframboise, secondé par M. Würtel,

Résolu, Qu'il soit présenté une humble adresse à Son Excellence le Lieutenant-Gouverneur, priant Son Excellence de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre un état constatant le nombre de personnes envoyées en prison en 1877 dans les cités de *Montréal* et de *Québec*, faute de pouvoir payer les amendes auxquelles elles avaient été condamnées, et combien le gouvernement de cette province a reçu, et quel montant lui est dû par chacune de ces municipalités pour la pension et entretien de ces prisonniers pendant la même année ; quel est le coût total par année de l'entretien des prisonniers dans chacune des prisons de *Montréal* et de *Québec*, et quelle est la dépense par jour pour l'entretien et la pension de chaque prisonnier dans ces deux prisons.

Résolu, Qu'il soit présenté une humble adresse à Son Excellence le Lieutenant-Gouverneur priant Son Excellence de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre un état constatant le coût de la construction du Palais de Justice de *Montréal*, et du montant reçu par le gouvernement en paiement du coût de cette construction.

Ordonné, Que les dites adresses soient présentées à Son Excellence par ceux des membres de cette Chambre qui forment partie de l'Honorable Conseil Exécutif de cette province.

M. Préfontaine, secondé par M. Cameron, propose :

1. Que pour effectuer les économies essentielles à la prospérité de cette province et l'exempter de l'imposition de taxes nouvelles, il est nécessaire de supprimer toutes les dépenses publiques qui ne sont pas indispensables.

2. Qu'en vertu de l'article de l'Amérique Britannique du Nord, la législature de cette province a le pouvoir d'amender de temps à autre, la constitution de cette province.

3. Que l'expérience a établi que les affaires publiques d'une province dans cette Confédération, peuvent être conduites au moyen d'une Législature, composée du Lieutenant-Gouverneur et d'une seule Chambre appelée l'Assemblée Législative.

4. Qu'en conséquence, cette Chambre est d'opinion qu'il est désirable que la composition de la législature de cette province soit modifiée par l'abolition du Conseil Législatif.

M. le Procureur Général Angers, secondé par M. le Trésorier Church, propose sous forme d'amendement, que tous les mots après " Que " dans le premier paragraphe jusqu'à la fin de la proposition soient effacés et que les mots " cette " Chambre est d'opinion qu'il n'est pas judicieux d'amender la constitution " soient mis à la place.

M. Mathieu, secondé par M. Champagne, propose sous forme d'amendement au dit amendement que le mot " maintenant " soit ajouté à la fin d'icelui.

Et l'amendement au dit amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise et les noms étant demandés ils sont pris comme suit :

POUR :

Messieurs :

<i>Alleyn,</i>	<i>Dupont,</i>	<i>Larochelle,</i>	<i>Peltier,</i>
<i>Angers,</i>	<i>Fortin (Gaspé),</i>	<i>LaRue,</i>	<i>Picard,</i>
<i>Baker,</i>	<i>Fradette,</i>	<i>Lavallée,</i>	<i>Price,</i>
<i>Champagne,</i>	<i>Garneau,</i>	<i>Le Cavalier,</i>	<i>Robertson,</i>
<i>Chapleau,</i>	<i>Gauthier,</i>	<i>Loranger,</i>	<i>Sawyer,</i>
<i>Charlebois,</i>	<i>Houde (Maskinongé),</i>	<i>Martin,</i>	<i>Tarte,</i>
<i>Chauveau,</i>	<i>Houde (Nicolet),</i>	<i>Mathieu,</i>	<i>Thornton,</i>
<i>Church,</i>	<i>Kennedy,</i>	<i>McGawran,</i>	<i>Turcotte et</i>
<i>Duhamel,</i>	<i>Lacerte,</i>	<i>Ogilvie,</i>	<i>Verreault.—38.</i>
<i>Dulac,</i>	<i>Lalonde,</i>		

CONTRE :

Messieurs :

<i>Bachand,</i>	<i>Deschênes,</i>	<i>Marchand,</i>	<i>Robert,</i>
<i>Bellingham,</i>	<i>Fortin (Montmagny),</i>	<i>Molleur,</i>	<i>Shehyn,</i>
<i>Bisson,</i>	<i>Joly,</i>	<i>Pâquet,</i>	<i>St. Cyr,</i>
<i>Cameron,</i>	<i>Laberge,</i>	<i>Préfontaine,</i>	<i>Sylvestre et</i>
<i>Daigle,</i>	<i>Lafontaine,</i>	<i>Rinfret dit Malouin,</i>	<i>Watts.—22.</i>
<i>De Beaujeu,</i>	<i>Laframboise,</i>		

Ainsi, il est résolu dans l'affirmative.

Et l'amendement à la question principal ainsi amendé étant mis aux voix, la Chambre se divise, et les noms étant demandés ils sont pris comme suit :

POUR :

Messieurs :

<i>Alleyn,</i>	<i>Dupont,</i>	<i>Larochelle,</i>	<i>Peltier,</i>
<i>Angers,</i>	<i>Fortin (Gaspé),</i>	<i>LaRue,</i>	<i>Picard,</i>
<i>Baker,</i>	<i>Fradette,</i>	<i>Lavallée,</i>	<i>Price,</i>
<i>Champagne,</i>	<i>Garneau,</i>	<i>LeCavalier,</i>	<i>Robertson,</i>
<i>Chapleau,</i>	<i>Gauthier,</i>	<i>Loranger,</i>	<i>Sawyer,</i>
<i>Charlebois,</i>	<i>Houde (Maskinongé),</i>	<i>Martin,</i>	<i>Tarte,</i>
<i>Chauveau,</i>	<i>Houde (Nicolet),</i>	<i>Mathieu,</i>	<i>Thornton,</i>
<i>Church,</i>	<i>Kennedy,</i>	<i>McGawran,</i>	<i>Turcotte et</i>
<i>Dahamel,</i>	<i>Lacerte,</i>	<i>Ogilvie,</i>	<i>Verreault.—38.</i>
<i>Dulac,</i>	<i>Lalonde,</i>		

CONTRE :

Messieurs :

<i>Bachand,</i>	<i>Deschênes,</i>	<i>Marchand,</i>	<i>Robert,</i>
<i>Bellingham,</i>	<i>Fortin (Montmagny),</i>	<i>Molleur,</i>	<i>Shehyn,</i>
<i>Bisson,</i>	<i>Joly,</i>	<i>Pâquet,</i>	<i>St. Cyr,</i>
<i>Cameron,</i>	<i>Laberge,</i>	<i>Préfontaine,</i>	<i>Sylvestre et</i>
<i>Daigle,</i>	<i>Lafontaine,</i>	<i>Rinfret dit Malouin,</i>	<i>Watts.—22.</i>
<i>De Beaujeu,</i>	<i>Laframboise,</i>		

Ainsi, il est résolu dans l'affirmative.

Et remarque étant faite que deux des députés ont voté pour et contre l'amendement, et M. l'Orateur ayant requis ces honorables membres de déclarer dans quel sens ils ont voté, ils déclarent qu'ils ont voté contre l'amendement.

Et objection étant faite, que l'Honorable membre pour *Lotbinière* n'avait pas le droit de demander comme il l'a fait, comment les Honorables membres ont voté.

M. l'Orateur décide que cette objection ne peut plus être soulevée maintenant, les votes de ces honorables messieurs étant déjà enregistrés.

Ordonné, Que M. *Loranger* ait la permission d'introduire un bill pour accorder à la compagnie des moulins à coton de *V. Hndon* le pouvoir de nommer des syndics pour l'émission de débentures.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

A sept heures et demie, P. M.

Conformément à la 19^e règle de cette Chambre, les ordres du jour concernant les bills privés sont lus.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité sur le bill pour incorporer "Le Cercle Catholique de *Québec*," et après y avoir siégé quelques temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *LeCavalier* fait rapport que le comité a examiné le bill et y a fait des amendements.

Ordonné, Que le rapport soit reçu maintenant.

M. *LeCavalier* fait rapport du bill en conséquence, et les amendement sont lus et adoptés.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le greffier porte le bill au Conseil Législatif et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité sur le bill pour amender l'acte 32 Vict., chap. 89, intitulé : "Acte pour incorporer l'Institut Protestant des sourds muets et des aveugles"; et après y avoir siégé quelques temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *Thornton* fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil Législatif et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité sur le bill pour incorporer le Cercle St. Louis de *Trois-Rivières*; et après y avoir siégé quelques temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *LeCavalier* fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil Législatif et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité sur le bill pour autoriser *The Adams Tobacco Company* à faire un emprunt ; et après y avoir siégé quelques temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *Picard* fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné, Que le rapport soit reçu, demain.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité sur le bill pour incorporer l'Union St. Joseph de *Notre-Dame de Beauport* ; et après y avoir siégé quelques temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *Mathieu* fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil Législatif et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité sur le bill pour annexer certaine partie de la municipalité de la paroisse de *Ste. Rose* à la municipalité du village de *Ste. Rose* dans le comté de *Laval* pour les fins municipales et scolaires ; et après y avoir siégé quelques temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *Champagne* fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le greffier porte le bill au Conseil Législatif et demande son concours.

Le bill, pour incorporer *The Bernier Quarries and Tramway Company*, est, en conformité de l'ordre, lu une seconde fois, et renvoyé au comité des bills privés.

La Chambre reprend la considération ultérieure de la question proposée aujourd'hui :

1. Que, pour effectuer les économies essentielles à la prospérité de cette province et l'exempter de l'imposition de taxes nouvelles, il est nécessaire de supprimer toutes les dépenses publiques qui ne sont pas indispensables.

2. Qu'en vertu de l'article 92 de l'acte de l'*Amérique Britannique du Nord*, la Législature de cette province a le pouvoir d'amender de temps à autre, la constitution de cette province.

3. Que l'expérience a établi que les affaires publiques d'une province dans cette Confédération, peuvent être conduites au moyen d'une Législature, composée du Lieutenant-Gouverneur et d'une seule Chambre appelée l'Assemblée Législative.

4. Qu'en conséquence, cette Chambre est d'opinion qu'il est désirable que la composition de la Législature de cette province soit modifiée par l'abolition du Conseil Législatif.

Et la question étant mise aux voix que tous les mots après " Que " dans le premier paragraphe jusqu'à la fin de la proposition soient effacés et que les mots " Cette Chambre est d'opinion qu'il n'est pas judicieux d'amender la constitution maintenant " soient mis à la place la Chambre se divise et les noms étant demandé ils sont pris comme suit :

POUR :

Messieurs :

<i>Angers,</i>	<i>Fortin (Gaspé),</i>	<i>LaRue,</i>	<i>Picard,</i>
<i>Baker,</i>	<i>Fradette,</i>	<i>Lavallée,</i>	<i>Price,</i>
<i>Champagne,</i>	<i>Garneau,</i>	<i>LeCavalier,</i>	<i>Robertson,</i>
<i>Chapleau,</i>	<i>Gauthier,</i>	<i>Loranger,</i>	<i>Sawyer,</i>
<i>Charlebois,</i>	<i>Houde (Maskinongé),</i>	<i>Martin,</i>	<i>Tarte,</i>
<i>Chauveau,</i>	<i>Houde (Nicolet),</i>	<i>Mathieu,</i>	<i>Thornton,</i>
<i>Church,</i>	<i>Kennedy,</i>	<i>McGawran,</i>	<i>Turcotte,</i>
<i>Duhamel,</i>	<i>Lacerte,</i>	<i>Ogilvie,</i>	<i>Verreault et</i>
<i>Dulac,</i>	<i>Lalonde,</i>	<i>Peltier,</i>	<i>Wärtele.—37.</i>
<i>Dupont,</i>			

CONTRE :

Messieurs :

<i>Bachand,</i>	<i>Deschênes,</i>	<i>Laframboise,</i>	<i>Robert,</i>
<i>Bellingham,</i>	<i>Dumont,</i>	<i>Marchand,</i>	<i>Shehyn,</i>
<i>Bisson,</i>	<i>Fortin (Montmagny),</i>	<i>Molleur,</i>	<i>St. Cyr,</i>
<i>Cameron,</i>	<i>Joly,</i>	<i>Pâquet,</i>	<i>Sylvestre et</i>
<i>Daigle,</i>	<i>Laberge,</i>	<i>Préfontaine,</i>	<i>Watts.—22.</i>
<i>De Beaujeu,</i>	<i>Lafontaine,</i>		

Ainsi, la question est résolue dans l'affirmative.

Sur motion de M. De Beaujeu, secondé par M. Mathieu,

Résolu, Qu'il soit présenté une humble adresse à Son Excellence le Lieutenant Gouverneur, priant Son Excellence de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre,—un état des comptes du département des livres d'écoles jusqu'au 31 décembre dernier, constatant :

1. La recette, comprenant le produit de la vente des livres et des autres objets.

2. La dépense, comprenant le prix d'achat des livres et autres objets ; montants payés pour location, salaire et toutes autres dépenses en rapport avec ce département.

3. Le nom des employés.

Ordonné, Que la dite adresse soit présentée à Son Excellence par ceux des membres de cette Chambre qui forment partie de l'Honorable Conseil Exécutif de cette province.

M. le Secrétaire-Provincial *Chapleau* présente, en conformité d'une adresse à Son Excellence le Lieutenant Gouverneur,—réponse à une adresse de l'Assemblée Législative, datée le 6 février 1878 ; demandant un état des comptes du département des livres d'écoles, jusqu'au 31 décembre dernier constatant :

1. La recette, comprenant le produit de la vente des livres et des autres objets.

2. La dépense, comprenant le produit de la vente des livres et des autres objets ; montants payés pour location, salaire et toutes autres dépenses en rapport avec ce département.

3. Le nom des employés. (Documents de la Session, No. 20.)

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité sur le bill pour amender le chapitre 70 des statuts refondus du *Bas-Canada*, intitulé : "Acte concernant les compagnies à fonds social pour la construction des chemins et

de certains autres travaux " ; et après y avoir siégé quelques temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *Lacerte* fait rapport que le comité a examiné le bill et y a fait un amendement.

Ordonné Que le rapport soit reçu, demain.

L'ordre du jour, pour que la Chambre se forme en comité sur le bill pour amender de nouveau le code municipal à l'égard de la perception des taxes devenues dues sur des terrains après leur adjudication, étant lu.

Ordonné, Que le dit ordre soit déchargé.

Ordonné, Que le bill soit renvoyé au comité spécial nommé pour prendre en considération tous les bills pour amender le code municipal, ainsi que tous les amendements qui pourront y être suggérés.

La Chambre s'ajourne jusqu'à demain.

Jeudi, 7 février 1878.

Les pétitions suivantes sont séparément présentées et déposées sur la table :

Par M. *Rinfret dit Malouin*,—la pétition de "*The Rine Total Abstinence Club of the city of Quebec*."

Par M. *Paquet*,—la pétition de *Joseph Dubé* et autres, hôteliers, aubergistes et restaurateurs de la cité de *Quebec*.

M. *Verreault*, du comité permanent des ordres permanents, présente à la Chambre le quinzième rapport du dit comité lequel est lu comme suit :

Votre comité a examiné la pétition de *Wm. Fred. Kay*, de *Montréal*, demandant la passation d'un acte pour l'autoriser à vendre certains immeubles substitués, et a constaté que les avis requis ont été donnés.

M. le Secrétaire Provincial *Chapleau*, du comité permanent des bills privés, présente à la Chambre, le septième rapport du dit comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a examiné le bill pour amender l'acte incorporant la cité des *Trois Rivières*, 38 Vict., chap. 76, et a l'honneur de le rapporter avec plusieurs amendements qu'il soumet à la considération de votre Honorable Chambre.

Ordonné, Que M. *Ogilvie* ait la permission d'introduire un bill pour lever tout doute au sujet du pouvoir de *William Frederick Kay*, de disposer de certain immeuble possédé par lui en vertu du testament de feu Dame *Mary Lacy*.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Sur motion de M. *Joly*, secondé par M. *Bachand*,

Ordonné, Que la 94^e règle de cette Chambre, qui exige que toutes motions pour imprimer un document, soit au préalable, soumise au comité permanent des impressions qui en fait rapport, soit suspendue en ce quelle a rapport à la réponse ou une adresse de l'Assemblée Législative, datée le 6 février 1878, demandant un état des comptes du département des livres d'écoles jusqu'au 31 décembre dernier, constatant :

1. La recette, comprenant le produit de la vente des livres et des autres objets.
2. La dépense, comprenant le prix d'achat des livres et autres objets ; montants payés pour location, salaire et toutes autres dépenses en rapport avec ce département.

3. Les noms des employés.

Ordonné, Que la dite réponse soit imprimée pour l'usage des membres de cette Chambre.

Sur motion de M. *Mathieu*, secondé par M. *Champagne*,

Résolu, Qu'il soit présenté une humble adresse à Son Excellence le Lieutenant-Gouverneur, priant Son Excellence de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre, copie de la correspondance qui a eu lieu entre le gouvernement ou aucun des départements publics et le shérif du district de *Richelieu* ou toute autre personne, au sujet des personnes logées dans la prison commune du district de *Richelieu* par les hommes de police de la ville de *Sorel*, en vertu des règlements de la corporation de cette ville.

Sur motion de M. *Lalonde*, secondé par M. *Houde (Nicolet)*,

Résolu, Qu'il soit présenté une humble adresse à Son Excellence le Lieutenant-Gouverneur, priant Son Excellence de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre, un état indiquant le nombre de sujets détenus actuellement dans la prison de réforme, la date de leur condamnation, la cause de leur condamnation ou la nature de leur méfait, le montant qu'ils ont volé, et à qui (si c'est à des parents ou à des étrangers) et par qui ils ont été condamnés, et la durée de leurs sentences pour les deux dernières années.

Ordonné, Que les dites adresses soient présentées à Son Excellence par ceux des membres de cette Chambre qui forment partie de l'Honorable Conseil Exécutif de cette Province.

Sur motion de M. *Bellingham*, secondé par M. *Joly*, et la question étant proposée Que dans l'opinion de cette Chambre, il est désirable que le général *Seymour*, autrefois ingénieur en chef, et après cela ingénieur-conseil, de cette partie du chemin de fer de *Québec, Montréal, Ottawa et Occidental*, autrefois connu sous le nom de "Chemin de fer du Nord," soit requis de comparaître devant le comité des comptes publics vendredi matin, le 8 courant, à 10 heures, A. M., afin de donner toutes informations sur le tracé du dit chemin de fer entre *Maskinongé* et *Montréal* et aussi sur toutes matières ayant rapport à ce dit chemin, et que le dit comité prenne connaissance de la dite motion.

Et objection étant faite que la motion n'est pas dans l'ordre, en autant qu'elle ne contient aucune instruction au dit comité.

M. l'Orateur décide comme suit :

Par la motion telle que rédigée, on fait du comité des comptes publics, pour l'objet que l'on se propose, un comité spécial. Il n'aura pas dès lors à s'occuper uniquement des dépenses et comptes publics, même en rapport avec ce que l'on a en vue dans la motion, mais il devra "prendre connaissance de toute information sur le tracé du chemin et aussi sur toutes les matières ayant rapport au "dit chemin," selon les mots mêmes de la motion.

Pour que le comité des comptes publics puisse étendre ainsi son action, en dehors de ses attributions ordinaires, il lui faut, d'après mon opinion, des instructions spéciales, lesquelles devraient être contenues dans la motion. Le comité des comptes publics, après avoir commencé son investigation, selon les instructions contenues dans la motion telle qu'elle est rédigée maintenant, serait obligé de s'adresser à la Chambre pour instructions afin de pouvoir procéder.

Je déclare donc la motion hors d'ordre, pour défaut d'instructions suffisantes et détaillées.

Sur motion de l'honorable M. Laframboise, secondé par M. Bachand, et la question étant proposée, Que pour effectuer les économies essentielles à la prospérité de cette province et prévenir l'imposition de taxes nouvelles dont cette province est menacée, il est nécessaire de supprimer et mettre fin à toutes les dépenses publiques qui ne sont pas indispensables au bon fonctionnement du gouvernement de cette province.

Que l'expérience a démontré que l'administration de la justice, en cette province pouvait parfaitement fonctionner sans le concours et l'existence de magistrats de district.

Qu'en conséquence cette Chambre est d'opinion que l'acte 33 Vict., chap. 23, et passé par cette Législature, et qui crée et établit les dits magistrats de district, soit abrogé et annulé.

Et des débats s'ensuivant ;

Et étant six heures P. M., M. l'Orateur laisse le fauteuil.

A sept heures et demie P. M.

Conformément à la 19^e règle de cette Chambre, les ordres du jour concernant les bills prives, sont lus.

L'ordre du jour pour recevoir le rapport du comité de toute la Chambre sur le bill pour autoriser "*The Adams Tobacco Company*" à faire un emprunt étant lu ;

M. Picard fait, en conséquence, rapport du bill.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe, et que le titre soit : " Acte pour autoriser la Compagnie de tabac Adams à emprunter de l'argent."

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil Législatif et demande son concours.

La Chambre, conformément à l'ordre, se forme en comité sur le bill pour incorporer "*The Quebec Young Mens Christian Association*"; et après y avoir siégé quelques temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Molleur fait rapport que le comité a examiné le bill et y a fait un amendement.

Ordonné, Que le rapport soit maintenant reçu.

M. Mrlleur fait rapport du bill en conséquence, et l'amendement est lu et adopté.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le greffier porte le bill au Conseil Législatif et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité sur le bill pour autoriser la Chambre des Notaires à admettre *Louis Thomas Laroche* à la pratique du notariat ; et après y avoir siégé quelques temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Dulac fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le greffier porte le bill au Conseil Législatif et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité sur le bill pour incorporer l'OEuvre de St. Joseph de la Délivrance ; et après y avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend son fauteuil et M. *LaFontaine* fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil Législatif et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité sur le bill pour incorporer l'Union St. Jean Baptiste du village de *Buckingham*, dans la paroisse de *St. Grégoire de Nazianze* ; et après y avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *Verreault* fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le greffier porte le bill au Conseil Législatif et demande son concours.

Les bills suivants sont, en conformité de l'ordre, séparément lus une seconde fois et renvoyés au comité permant des bills privés :

Bill pour ériger cette partie de la *Côte St. Louis* dite *Mile End* en une municipalité de village dite du village de *l'Enfant Jésus*.

Bill pour amender les actes concernant les associations d'assurances mutuelles des fabriques des diocèses de *Québec* et de *Trois-Rivières* et des diocèses de *Montréal* et de *St. Hyacinthe*.

Ordonné, Que l'ordre de cette Chambre de mardi, le 29 janvier dernier, renvoyant le bill pour incorporer "*The Orford Nickel and Copper Company*," au comité permanent des bills privés et l'ordre de cette Chambre de mardi, le 5 février courant, renvoyant le bill pour incorporer "*The Sherbrooke Nickel and Phosphate Mining Company*," au même comité, soient rescindés tous deux.

Ordonné, Que les dits bills soient renvoyés au comité permanent des chemins de fer, canaux, lignes télégraphiques et compagnies de mines et manufacturières.

La Chambre reprend les débats sur la question proposée aujourd'hui.

"Que pour effectuer les économies essentielles à la prospérité de cette province et prévenir l'imposition de taxes nouvelles dont cette province est menacée, il est nécessaire de supprimer et mettre fin à toutes les dépenses publiques qui ne sont pas indispensables au bon fonctionnement du gouvernement de cette province.

"Que l'expérience a démontré que l'administration de la Justice, en cette province, pouvait parfaitement fonctionner sans le concours et l'existence de magistrats de district.

"Qu'en conséquence, cette Chambre est d'opinion que l'acte 33 Vict., chap. 23, passé par cette Législature, et qui crée et établit les dits magistrats de district, soit abrogé et annulé."

Et objection étant faite que la dite motion n'est pas dans l'ordre, parce qu'il y a maintenant devant la Chambre un bill sur le même sujet.

M. l'Orateur décide que cette motion doit avoir la préséance.

Et la question étant de nouveau mise aux voix, la Chambre se divise, et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

POUR :

Messieurs :

<i>Bachand,</i>	<i>Fortin (Montmagny),</i>	<i>Mathieu,</i>	<i>Shehyn,</i>
<i>Bisson,</i>	<i>Joly,</i>	<i>Molleur,</i>	<i>St. Cyr,</i>
<i>Charlebois,</i>	<i>Laberge,</i>	<i>Pâquet,</i>	<i>Sylvestre,</i>
<i>Daigle,</i>	<i>Lafontaine,</i>	<i>Présontaine,</i>	<i>Turcotte et</i>
<i>Deschênes,</i>	<i>Laframboise,</i>	<i>Rinfret dit Malouin,</i>	<i>Watts.—23.</i>
<i>Dumont,</i>	<i>Marchand,</i>	<i>Robert,</i>	

CONTRE :

Messieurs :

<i>Alleyn,</i>	<i>Dulac,</i>	<i>Lacerte,</i>	<i>Picard,</i>
<i>Anger,</i>	<i>Dupont,</i>	<i>Lalonde,</i>	<i>Robertson,</i>
<i>Baker,</i>	<i>Fortin (Gaspé),</i>	<i>LaRue,</i>	<i>Sawyer,</i>
<i>Champagne,</i>	<i>Fradette,</i>	<i>Lavallée,</i>	<i>Taillon,</i>
<i>Chapleau,</i>	<i>Garneau,</i>	<i>LeCavalier,</i>	<i>Tarte,</i>
<i>Chauveau,</i>	<i>Gauthier,</i>	<i>Lynch,</i>	<i>Thornton,</i>
<i>Church,</i>	<i>Houde (Maskinongé),</i>	<i>Martin,</i>	<i>Verreault et</i>
<i>De Beaujeu,</i>	<i>Houde (Nicolet),</i>	<i>Ogilvie,</i>	<i>Würtele.—35.</i>
<i>Duhamel,</i>	<i>Kennedy,</i>	<i>Peltier,</i>	

Ainsi, il est résolu dans la négative.

L'ordre du jour, pour recevoir le rapport du comité de toute la Chambre sur le bill pour amender le chapitre 70 des statuts refondus pour le *Bas-Canada*, intitulé : "Acte concernant les compagnies à fonds social pour la construction des chemins et de certains autres travaux, étant lu ;

M. Lacerte fait rapport du bill, en conséquence, et l'amendement est lu et adopté.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le greffier porte le bill au Conseil Législatif et demande son concours.

L'ordre du jour pour la seconde lecture du bill pour abroger certains actes concernant les magistrats de district en cette province, étant lu ;

Ordonné, Que le dit ordre soit déchargé.

M. Loranger, du comité des subsides, fait rapport de plusieurs résolutions, lesquelles sont lues comme suit :

1. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas dix mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses du Conseil des Arts et Manufactures pour l'année financière finissant le 30 juin 1879.

2. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas huit mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses pour journal d'agriculture en français et en anglais, pour l'année financière finissant le 30 juin 1879.

3. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux mille quatre cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses des écoles d'agriculture (3 à \$800) pour l'année financière finissant le 30 juin 1879.

4. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses d'une Ecole Vétérinaire, à la condition que

les cours soient donnés en français comme en anglais, pour l'année financière finissant le 30 juin 1879.

5. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois mille six piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide, pour l'établissement de bourses, 60 à \$60, pour l'année financière finissant le 30 juin 1879.

6. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Exposition Provinciale d'Horticulture et de pomologie, pour l'année financière finissant le 30 juin 1879.

7. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quinze mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses de l'immigration et du repatriement, pour l'année financière finissant le 30 juin 1879.

8. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quarante mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses des chemins de colonisation, 1^{ère} classe, pour l'année financière finissant le 30 juin 1879.

9. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas huit mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses des chemins de colonisation, 2^{me} classe, pour l'année financière et finissant le 30 juin 1879.

10. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quarante-deux mille deux cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses des loyers, assurances, réparations, etc., des édifices publics en général, pour l'année financière finissant le 30 juin 1879.

11. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses des inspections et examens, pour l'année financière finissant le 30 juin 1879.

12. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quinze cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour nouveau toit aux édifices du parlement, pour l'année financière finissant le 30 juin 1879.

13. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses de la construction d'un pont sur la rivière Ottawa jusqu'à l'Île au Calumet, pourvu que le township dans lequel ce pont se trouve situé, fournisse une somme suffisante pour le compléter (voté de nouveau), pour l'année financière finissant le 30 juin 1879.

14. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cent vingt-sept piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses des loyers des palais de justice et des prisons (imputable au fonds de bâtisses et de jurés), pour l'année financière finissant le 30 juin 1879.

15. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses des assureurs des palais de justice et des prisons (imputable au fonds de bâtisses et de jurés), pour l'année financière finissant le 30 juin 1879.

16. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas douze mille huit cents piastres, soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses des réparations des palais de justice et des prisons (imputable au fonds de bâtisses et de jurés), pour l'année financière finissant le 30 juin 1879.

17. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses pour élever et achever les murs du palais de justice et de la prison de Bonaventure (imputable au fonds de bâtisses et de jurés), (voté de nouveau) pour l'année financière finissant le 30 juin 1879.

18. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cent cinq mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux asiles des aliénés de Beauport, St. Jean de Dieu et de St. Ferdinand d'Halifax, pour l'année financière finissant le 30 juin 1879.

19. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas sept cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'asile de Belmont pour les ivrognes, Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1879.

20. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux mille six cent soixante-six piastres et soixante-et-sept centins soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à

l'Hôpital de la Marine et des émigrés, Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1879.

21. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux mille treize piastres et trente-trois centins soit accordée à Sa Majesté, comme un aide à l'Hospice de la Maternité, sous les soins des Dames du Bon Pasteur, Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1879.

22. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas huit mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses de la police, pour l'année financière finissant le 30 juin 1879.

23. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas vingt cinq mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses des écoles de réforme, pour l'année financière finissant le 30 juin 1879.

24. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'école de navigation, pour l'année financière finissant le 30 juin 1879.

25. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas huit mille trois cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses de la prison des femmes, Montréal, imputables au fonds de bâtisses et de jurés, pour l'année financière finissant le 30 juin 1879.

26. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois mille cent quatre piastres et vingt six centins soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses des réparations de l'Ecole Normale McGill, Montréal, imputables au fonds de bâtisses et de jurés, pour l'année finissant le 30 juin 1879.

27. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses de la démolition des casernes des Jésuites, imputables au fonds de bâtisses et de jurés, pour l'année financière finissant le 30 juin 1879.

28. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cent quatorze piastres et vingt sept centins soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses de l'exhibition de Philadelphie, pour l'année financière finissant le 30 juin 1879.

La première résolution et les suivantes jusqu'à la septième inclusivement, étant lues une seconde fois, sont adoptées.

La huitième résolution étant lue une seconde fois, et la question étant mise aux voix, que cette Chambre concourt avec le comité dans la dite résolution, la Chambre se divise, et la question est résolue dans l'affirmative.

La neuvième résolution et les suivantes, jusqu'à la vingt-huitième inclusivement étant lues une seconde fois, sont adoptées.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité sur le bill pourvoyant à ce que le bref d'injonction puisse être obtenu en certains cas et réglant la procédure à cette fin; et après y avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Tarte fait rapport que le comité a examiné le bill et y a fait des amendements.

Ordonné, Que le rapport soit reçu mardi prochain.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité sur le bill pour amender l'article 997 du code de procédure civile relativement aux poursuites contre certaines corporations; et après y avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Lacerte fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le greffier porte le bill au Conseil Législatif et demande son concours.

La Chambre s'ajourne alors jusqu'à demain.

Vendredi, 8 février 1878.

Les pétitions suivantes sont séparément présentées et déposées sur la table :

Par M. Tarte,—la pétition d'Alphonse Benoit, au nom de la convention littéraire tenue à Ottawa.

Par M. le Trésorier Church,—la pétition de George Hodgins et autres.

Par M. Houde (Nicolet),—deux pétitions du Révérend P. de Villers et autres, du township de Maddington et de la paroisse de Ste. Gertrude.

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont lues :

De André Roy et autres, du comté de St. Jean ; demandant le remboursement du produit de la vente des terres de Théodore Béchard, confisquées et vendues lors des troubles de 1837-38.

Du Révérend Théop. Houde et autres, des townships Buckland et Mailloux, comté de Bellechasse ; demandant la remise des intérêts dûs au gouvernement sur leurs terres.

Du Révérend P. Dassylva et autres, de la paroisse de St. Ephrem de Tring, comté de Beauce ; demandant de l'aide pour un pont sur la rivière Prévost, et pour un chemin dans la dite paroisse.

De Joseph Pelland et autres, de la paroisse de St. Didace, comté de Maskinongé ; demandant de l'aide pour un pont sur la rivière Maskinongé, et pour un chemin dans la dite paroisse.

Du Révérend Chs. Galarneau et autres, de la paroisse de St. Cyrille de Lessard ; demandant de l'aide pour l'ouverture du chemin Arago.

Du Révérend C. A. Barolet et autres, de la paroisse de Ste. Eulalie, comté de Nicolet ; demandant de l'aide pour un chemin.

De Damase Doucette et autres, de la paroisse de Ste. Eulalie, township d'Aston, comté de Nicolet ; demandant de l'aide pour égouter une savane dans le dit township.

M. Lynch, du comité permanent des chemins de fer, canaux, lignes télégraphiques et compagnies de mines et manufacturières, présente à la Chambre le troisième rapport du dit comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a l'honneur de faire rapport qu'il a examiné les Bills suivants, savoir :

Bill intitulé : " Acte pour incorporer la compagnie du chemin de l'Ile de Montréal.

Bill intitulé : " Acte pour incorporer The Orford Nickel and Copper Company."

Bill intitulé : " Acte pour incorporer The Sherbrooke Nickel and Phosphate Company," auxquels il a fait plusieurs amendements, qu'il soumet respectueusement à la considération de votre Honorable Chambre.

M. le Secrétaire-Provincial Chapleau, du comité permanent des bills privés, présente à la Chambre le huitième rapport du dit comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a examiné les bills suivants et y a fait quelques amendements qu'il soumet à la considération de votre Honorable Chambre :

Bill pour amender le chap. 51 de la 37^e Victoria, province de *Québec*, intitulé : "Acte pour reviser et consolider la charte de la cité de *Montréal* et les divers actes qui l'amendent, pour ce qui a rapport à certaines propriétés avoisinant le parc *Mont-Royal* ;

Bill amendant l'acte concernant l'église méthodiste du *Canada* (38 Vic., ch. 60.)

Votre comité a aussi examiné le Bill pour incorporer le Chapitre de la cathédrale de *St. Hyacinthe*, et a l'honneur de le rapporter sans amendement.

Ordonné, Que M. *Alley* ait la permission d'introduire un bill pour amender les différents actes concernant les chemins à barrières de *Québec Nord*.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour lundi prochain.

Sur motion de M. le Procureur-Général *Angers*, secondé par M. *Joly*,

Résolu, Que par respect pour la mémoire de Sa Sainteté le Pape Pie IX, cette Chambre s'ajourne.

La Chambre, en conséquence, s'ajourne jusqu'à lundi prochain.

Lundi, 11 février 1878.

Les pétitions suivantes sont séparément présentées et déposées sur la table :

Par M. *Dulac*,—la pétition du Révérend *N. M. Huot* et autres, de *Lambton* et autres townships, comté de *Beauce*,—et la pétition de *Charles Morin* et autres, du township de *Watford*, du comté de *Dorchester*.

Par M. *Martin*,—la pétition du Révérend *D. Maréchal* et autres, des paroisses et township du comté de *Montcalm*.

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont lues :

De *Joseph Dubé* et autres, hôteliers, aubergistes et restaurateurs de la cité de *Québec* ; demandant des amendements à l'acte des licences.

De *The Rine Total Abstinence Club*, de la cité de *Québec* ; demandant la fermeture de la Buvette (*Bar Room*) du Parlement.

De *Alphonse Benoit*, au nom de la Convention Littéraire d'*Ottawa* ; demandant au gouvernement de faire copier et réunir en dépôt nos archives historiques.

De *Georges Hodgins* et autres ; demandant un changement du tracé du chemin de fer de *Québec*, *Montréal*, *Ottawa* et *Occidental* dans le comté de *Pontiac*.

Du Révérend *P. de Villers* et autres, et township de *Maddington* et de la paroisse de *Ste. Gertrude* ; demandant de l'aide pour un chemin dans les 12^{me} et 13^{me} rangs du dit township de *Maddington*.

Du Révérend *P. de Villers* et autres, du township de *Maddington* et de la paroisse de *Ste. Gertrude* ; demandant de l'aide pour un chemin dans les 15^{me}, 16^{me} et 17^{me} rangs du dit township de *Maddington*.

M. *Taillon*, du comité permanent des bills privés, présente à la Chambre le neuvième rapport du dit comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a examiné les bills suivants et y a fait des amendements qu'il soumet à votre Honorable Chambre :

Bill pour incorporer " la Société de l'Union St. Joseph ", de *Lachine*.

Bill pour légaliser certains procédés préliminaires dans l'incorporation de la " *Mutual Fire Insurance Company* " des comtés de *Shefford* et *Brome*.

Bill pour amender l'acte de la ci-devant province du *Canada*, 12 Vict., ch. 137, incorporant la corporation de la communauté des sœurs de *Ste. Croix*, dans la paroisse de *St. Laurent*, dans le district de *Montréal*, pour les fins d'éducation.

Votre comité désire recommander, que le délai pour la réception des rapports des bills privés qui expire demain, soit prolongé jusqu'au 18 courant, et que l'espace de temps pendant lequel ces bills doivent être affichés dans les couloirs de la Chambre, soit réduit à trois jours, et que les règles de la Chambre se rapportant aux bills privés, soient suspendues en conséquence.

Résolu, Que cette Chambre concourt dans le dit rapport.

M. Lynch, du comité permanent des chemins de fer, canaux, lignes télégraphiques et compagnies de mines et manufacturières, présente à la Chambre le quatrième rapport du dit comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a l'honneur de recommander que le délai pour la réception des rapports sur les bills privés, soit prolongé jusqu'au dix-huitième jour de février courant ; que l'avis de sept jours qui doit être affiché dans le couloir, soit réduit à trois, et que les règles de la Chambre concernant ces délais, soient suspendues en conséquence.

Résolu, Que cette Chambre concourt dans le dit rapport.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité sur le bill pour amender le chap. 51 de la 37^e Victoria, province de *Québec*, intitulé : Acte pour reviser et refondre la charte de la cité de *Montréal*, et les divers actes qui l'amendent en ce qui concerne certaines propriétés avoisinant le parc *Mont Royal* ; et après y avoir siégé quelque temps, *M. l'Orateur* reprend le fauteuil, et *M. Lynch* fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil Législatif et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité sur le bill pour amender l'acte concernant l'église méthodiste du *Canada* (38 Victoria, chap. 60) ; et après y avoir siégé quelque temps, *M. l'Orateur* reprend le fauteuil, et *M. Kennedy* fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le greffier porte le bill au Conseil Législatif et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité sur le bill pour incorporer le chapitre de la cathédrale de *St. Hyacinthe* ; et après y avoir siégé quelques temps, *M. l'Orateur* reprend le fauteuil, et l'Honorable *M. Laframboise* fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil Législatif et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité sur le bill pour incorporer la compagnie du chemin de fer le l'*Isle de Montréal* ; et après y avoir siégé quelques temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *Taillon* fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné, Que le rapport soit reçu, demain.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité sur le bill pour incorporer "*The Orford Nickel and Copper Company*" ; et après y avoir siégé quelques temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *Sawyer* fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné, Que le rapport soit reçu, demain.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité sur le bill pour incorporer "*The Sherbrooke Nickel and Phosphate Mining Company*" ; et après y avoir siégé quelques temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *Martin* fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné, Que le rapport soit reçu, demain.

Sur motion de M. *Mathieu*, secondé par M. *Champagne*,

Résolu, Qu'il soit présenté une humble adresse à Son Excellence le Lieutenant-Gouverneur, priant Son Excellence de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre une copie de la correspondance qui a eu lieu entre aucun des départements et le shérif du district de *Richelieu* et le shérif du district des *Trois-Rivières*, au sujet du montant payable respectivement à la corporation de la cité des *Trois-Rivières* et de la ville de *Sorel*, pour l'eau qui est fournie au palais de justice et de la prison de ces villes.

Sur motion de M. *Préfontaine*, secondé par M. *Rinfret dit Malouin*,

Résolu, Qu'il soit présenté une humble adresse à Son Excellence le Lieutenant-Gouverneur priant Son Excellence de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre un état indiquant quel montant a été payé à la Compagnie de fer *Montréal, Portland et Boston* depuis le 1^{er} janvier 1876 jusqu'à cette date, le dit état devant aussi contenir le détail des diverses sommes payées ou remises à certaines personnes autorisées par les propriétaires, à travers les propriétés desquelles le dit chemin se trouve à passer, et la Compagnie ; avec copie de toute correspondance intervenue entre le gouvernement, la Compagnie ou toute autre personne à ce sujet.

Ordonné, Que les dites adresses soient présentées à Son Excellence par ceux des membres de cette Chambre qui forment partie de l'Honorable Conseil Exécutif de cette province.

Le bill, pour amender le titre cinquième du code civil est, en conformité de de l'ordre, lu une seconde fois et renvoyé à un comité spécial composé de M. le Procureur Général *Angers*, M. le Secrétaire Provincial *Chapleau*, M. le Trésorier *Church*, M. le Solliciteur Général *Baker*, l'Honorable M. *Laframboise*, M. *Loranger*, M. *Taillon*, M. *Joly*, M. *Mathieu*, M. *Watts*, M. *Lynch*, M. *Préfontaine*, M. *Würtele*, M. *Champagne*, M. *Bachand*, M. *Turcotte*, M. *Alleyn*, M. *Chauveau*, M. *Bellingham* pour en faire rapport avec toute la diligence convenable avec pouvoir d'envoyer quérir personnes, papiers et records.

Le bill, pour amender le code de procédure civile du *Bas-Canada* est, en conformité de l'ordre, lu une seconde fois et renvoyé au comité spécial sur le bill pour amender le titre cinquième du code civil avec instruction d'examiner le dit bill et d'en faire rapport à la Chambre.

Le bill, pour amender l'acte concernant les cours des commissaires pour la décision sommaire des petites causes est, en conformité de l'ordre, une seconde fois et renvoyé à un comité de toute la Chambre pour demain.

Le bill, pour amender de nouveau le code municipal est, en conformité de l'ordre, lu une seconde fois et renvoyé au comité spécial nommé pour prendre en considération tous les bills pour amender le code municipal et tous les amendements qui pourront y être suggérés et pour faire rapport sur iceux.

L'ordre du jour, pour que la Chambre se forme en comité des subsides, étant lu ;

Et la question étant proposée, que M. l'Orateur laisse maintenant le fauteuil ;

M. Joly, secondé par M. Bachand, propose sous forme d'amendement que tous les mots après " Que " jusqu'à la fin de la question soient effacés et que les mots " Cette Chambre regrette que le gouvernement ait résolu de demander l'imposition des taxes nouvelles annoncées dans le discours de l'Honorable Trésorier sur le budget " soient mis à la place.

Et des débats s'ensuivant ;

Sur motion de M. Lorranger, secondé par M. Taillon,
Ordonné, Que les débats soient ajournés.

La Chambre s'ajourne alors jusqu'à demain.

Mardi, 12 février 1878.

Les pétitions suivantes sont séparément présentées et déposées sur la table :

Par M. Bellingham,—la pétition de John Chambers et autres, de Gore Mille Iles, et autres townships, comté d'Argenteuil.

Par M. Pâquet,—la pétition de H. Colette et autres, de la paroisse de St. Basile,—la pétition de François Moisan et autres, de la paroisse de St. Raymond,—la pétition de Camille Germain et autres de la paroisse du Cap Santé,—et la pétition de Nérée Sauvageau et autres, de la paroisse de Les Grondines, toutes du comté de Portneuf.

M. le Secrétaire Provincial Chapleau, du comité permanent des bills privés présente à la Chambre le dixième rapport du dit comité lequel est lu comme suit :

Votre comité a examiné les bills suivants et y a fait des amendements qu'il soumet à la considération de votre Honorable Chambre :

Bill intitulé : " Acte pour amender *The act incorporating the Trustees of the American Society, of Montreal.*"

Bill intitulé : " Acte concernant la Compagnie d'Assurance Mutuelle contre le feu, des comtés de Chambly, Laval et Jacques Cartier.

Ordonné, Que M. le Secrétaire-Provincial *Chapleau* ait la permission d'introduire un bill pour amender l'acte 18 Vict., chap. 163 concernant les registres de l'Etat civil.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

L'ordre du jour, pour recevoir le rapport du comité de toute la Chambre sur le bill pourvoyant à ce que le bref d'injonction puisse être obtenu en certains cas et réglant la procédure à cette fin, étant lu.

M. *Tarte* fait rapport du bill en conséquence et les amendements sont lus et adoptés.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le greffier porte le bill au Conseil Législatif et demande son concours.

L'ordre du jour pour la reprise des débats ajournés sur l'amendement qui a été proposé hier à la question "Que M. l'Orateur laisse maintenant le fauteuil pour que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides, lequel amendement était que tous les mots après "Que" jusqu'à la fin de la question soient effacés et que les mots "cette chambre regrette que le gouvernement ait résolu de demander l'imposition des taxes nouvelles annoncées dans le discours de l'Honorable Trésorier sur le budget," soient mis à la place, étant lu ;

La Chambre reprend les dits débats ainsi ajournés.

Et cet amendement étant de nouveau proposé.

Et de nouveau débats s'ensuivant ;

Et étant six heures P. M., M. l'Orateur laisse le fauteuil.

A sept heures et demie P. M.

Conformément à la 19^e règle de cette Chambre, les ordres du jour, concernant les bills privés, sont lus.

L'ordre du jour, pour la réception du rapport du comité de toute la Chambre sur le bill pour incorporer la compagnie du chemin de fer de l'*Ile de Montréal*, étant lu ;

M. *Taillon* fait, en conséquence, rapport du bill.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil Législatif et demande son concours.

L'ordre du jour, pour la réception du rapport du comité de toute la Chambre sur le bill pour incorporer "*The Orford Nickel and Copper Company*," étant lu ;

M. *Sawyer* fait, en conséquence, rapport du bill.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte ce bill au Conseil Législatif et demande son concours.

L'ordre du jour, pour la réception du rapport du comité de toute la Chambre sur le bill pour incorporer "*The Sherbrooke Nickel and Phosphate Mining Company*," étant lu ;

M. Martin fait, en conséquence, rapport du bill.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le greffier porte le bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité sur le bill pour incorporer la société de l'Union St. Joseph de *Lachine* ; et après y avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Turcotte fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le greffier porte le bill au Conseil Législatif et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité sur le bill pour légaliser certains procédés préliminaires dans l'incorporation de la compagnie d'assurance mutuelle contre le feu, des comtés de *Shefford* et *Brôme* ; et après y avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Duhamel fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné, Que le rapport soit reçu demain.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité sur le bill pour amender l'acte 12e Vict., chap. 137, incorporant la corporation de la communauté des Sœurs de Ste. Croix, dans la paroisse de *St. Laurent*, dans le district de *Montréal*, pour les fins d'éducation ; et après y avoir siégé quelque temps, M. Charlebois fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe, et que le titre soit : " Acte pour amender l'acte de la ci-devant province du *Canada*, 12 Vict., chap. 137, incorporant la corporation de la communauté des Sœurs de Ste. Croix, dans la paroisse de *St. Laurent*, dans le district de *Montréal*, pour les fins d'éducation."

Ordonné, Que le greffier porte le bill au Conseil Législatif et demande son concours.

Les bills suivants sont, en conformité de l'ordre, séparément lus une seconde fois et renvoyés au comité des bills privés :

Bill pour ériger en municipalité rurale une partie de la municipalité du village de la *Côte St. Paul*.

Bill pour lever tout doute au sujet du pouvoir de *William Frederick Kay*, de disposer de certain immeuble possédé par lui en vertu du testament de feu Dame *Mary Lacy*.

La Chambre reprend les débats sur l'amendement qui a été proposé hier, à la question, que M. l'Orateur laisse maintenant le fauteuil pour que la Chambre se forme de nouveau comité des subsides, lequel amendement était que tous les mots après " que " jusqu'à la fin de la question soient effacés, et que les mots " cette Chambre regrette que le gouvernement ait résolu de demander l'imposi-

"tion des taxes nouvelles annoncées dans le discours de l'Honorable Trésorier le budget," soient mis à la place.

Et des débats s'ensuivant ;

M. l'Orateur, en vertu des dispositions de la 31 Victoria, chapitre 4, des statuts de la province de Québec, appelle *Pamphile G. Verreault*, écuyer, membre pour le district électoral de l'Islet, pour le remplacer temporairement au fauteuil.

M. *Verreault* prend, en conséquence, le fauteuil de la Chambre.
Après quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil.

Et la Chambre continuant de siéger jusqu'après minuit, mercredi matin.

Mercredi, 13 février 1878.

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise, et les noms étant demandés ils sont pris comme suit :

POUR :

Messieurs :

<i>Bachand,</i>	<i>Dumont,</i>	<i>Laframboise,</i>	<i>Rinfret dit Malouin,</i>
<i>Bisson,</i>	<i>Fortin (Montmagny),</i>	<i>Marchand,</i>	<i>Robert,</i>
<i>Cameron,</i>	<i>Joly,</i>	<i>Molleur,</i>	<i>Shehyn,</i>
<i>Chauveau,</i>	<i>Laberge,</i>	<i>Piquet,</i>	<i>Sylvestre et</i>
<i>Daigle,</i>	<i>Lafontaine,</i>	<i>Préfontaine,</i>	<i>Watts.—21.</i>
<i>De Beaujeu,</i>			

CONTRE :

Messieurs :

<i>Alleyn,</i>	<i>Dupont,</i>	<i>Larochelle,</i>	<i>Peltier,</i>
<i>Angers,</i>	<i>Fortin (Gaspé),</i>	<i>LaRue,</i>	<i>Picard,</i>
<i>Baker,</i>	<i>Fradette,</i>	<i>Lavallée,</i>	<i>Robertson,</i>
<i>Champagne,</i>	<i>Garneau,</i>	<i>LeCavalier,</i>	<i>Sawyer,</i>
<i>Chapleau,</i>	<i>Gauthier,</i>	<i>Loranger,</i>	<i>St. Cyr,</i>
<i>Charlebois,</i>	<i>Houde (Maskinongé),</i>	<i>Lynch,</i>	<i>Taillon,</i>
<i>Church,</i>	<i>Houde (Nicolet),</i>	<i>Martin,</i>	<i>Tarte,</i>
<i>Deschênes,</i>	<i>Kennedy,</i>	<i>Mathieu,</i>	<i>Thornton et</i>
<i>Duhamel,</i>	<i>Lacerte,</i>	<i>McGauvran,</i>	<i>Turcotte.—38.</i>
<i>Dulac,</i>	<i>Lalonde,</i>		

Ainsi, il est résolu dans la négative.

La motion principal étant alors mise aux voix.

Ordonné, Que M. l'Orateur laisse maintenant le fauteuil.

La Chambre, en conséquence, se forme en le dit comité.

(EN COMITÉ.)

Rapport de progrès.

M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *Loranger* fait rapport que le comité a fait quelques progrès et lui a enjoint de demander que le comité ait la permission de siéger de nouveau.

Résolu, Qu'aujourd'hui, cette Chambre se formera de nouveau en le dit comité.

Alors, la Chambre ayant continué à siéger jusqu'à minuit et quarante minutes mercredi matin, s'ajourne jusqu'à aujourd'hui.

Mercredi, 13 février 1878.

M. l'Orateur met devant la Chambre,—Rapport du comité conjoint des deux chambres au sujet de la bibliothèque, lequel est lu comme suit :

Le comité conjoint de la bibliothèque a l'honneur de faire rapport :

Qu'il a examiné avec soin les comptes de la bibliothèque, et les a trouvés, comme toujours, bien tenus, exacts et accompagnés de toutes pièces justificatives

Qu'il a cru devoir recommander l'achat de diverses collections de journaux politiques du *Haut-Canada*, notamment du *Globe* 1849-1876, du *Leader* 1853-1876, du *Mail* 1872-1876, de l'*Ottawa Times* 1866-71, du *Morning Chronicle* 1861-1865, et de quelques autres journaux qui se trouvent maintenant entre les mains de l'assistant-bibliothécaire.

Qu'il a cru devoir autoriser le bibliothécaire,—comme les rayons de la bibliothèque sont déjà presque tous remplis—à faire faire de nouveaux rayons, qui pourront être mis à la place de l'une ou de plusieurs tables, selon et à mesure qu'il sera utile de le faire.

Qu'il a pris en considération la lettre de M. *Watteville*, président de la commission centrale des échanges internationales de France au sujet de l'échange des publications officielles et autres, et qu'il a cru devoir suggérer que le gouvernement de la province de Québec acceptât, pour lui-même, le système d'échange proposé dans cette lettre, et que M. le bibliothécaire fût choisi pour correspondre à ce sujet, avec M. de *Watteville*, au nom de la Législature.

Les pétitions suivantes sont séparément présentées et déposées sur la table :

Par M. *Taillon*,—la pétition de messieurs *Fabre* et *Gravel*, marchands libraires et éditeurs de la province de Québec.

Par M. *Pâquet*,—la pétition d'*Augustin Lesagé* et autres, de la paroisse de la *Pointe-aux-Trembles*,—la pétition de *Joseph Picard* et autres, de la paroisse de *St. Casimir*,—et la pétition de *F. X. T. Hamelin* et autres, de la paroisse de *Notre-Dame-de-Portneuf*, toutes du comté de *Portneuf*.

Par M. *Robert*,—la pétition du Révérend *L. C. Blanchard* et autres, de la paroisse de *Ste.-Angèle-de-Monnoir*, comté de *Rouville*.

Par M. *Bellingham*,—la pétition de *William McOuat* et autres,—la pétition de *James Pallock* et autres,—la pétition de *Dominique Bigras* et autres,—et la pétition de *James Fisk* et autres, toutes de la paroisse de *St. Jérusalem*, comté d'*Argenteuil*.

Par M. le Secrétaire-Provincial *Chapleau*,—la pétition des municipalités du village et de la paroisse de *St. Jérôme*, comté de *Terrebonne*.

Par M. *Alley*,—la pétition de Dame *Margaret Chancy*.

Conformément à l'ordre du jour les pétitions suivantes sont lues :

Du Révérend *N. M. Huot* et autres, de *Lambton*, et autres townships, comté de *Beauce* ; demandant de l'aide pour des ponts sur la rivière *St. François*, et pour des chemins dans les townships de *Price* et *Statford*.

De *Charles Morin* et autres, du township de *Watford*, comté de *Dorchester* ; demandant de l'aide pour un chemin dans le dit township.

Du Révérend *D. Maréchal* et autres, des paroisses et des townships du comté de *Montcalm* ; demandant de l'aide pour un chemin dans le township de *Rawdon*.

M. Loranger, du comité permanent des bills privés présente à la Chambre le onzième rapport du dit comité lequel étant lu comme suit :

Votre comité a examiné les bills suivants, et y a fait divers amendements qu'il soumet à la considération de votre Honorable Chambre :

Bill pour autoriser la vente de propriétés immobilières substitués par feu *Jean Baptiste Quesnel*.

Bill pour incorporer la compagnie de sucre de betterave de la province de *Québec*.

Ordonné, Que *M. Sylvestre* ait la permission d'introduire un bill pour amender l'acte 29, 30 Vict., chap. 30, concernant la loi seigneuriale.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que *M. Champagne* ait la permission d'introduire un bill pour amender l'acte 32 Vict., chap. 51 concernant les chemins de fer.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

M. le Secrétaire-Provincial *Chapleau* présente, en conformité d'une adresse à Son Excellence le Lieutenant-Gouverneur,—Réponse à une adresse de l'Assemblée Législative, datée le 23 janvier 1878, demandant :

1. Etat des limites vendues depuis le 10 décembre 1873, indiquant l'endroit où sont ces limites, leur étendue, les noms des possesseurs, les dates des octrois, le mode de vente, le prix payé par mille, le montant total, la date du paiement, le mode de paiement ; le dit état devant comprendre toutes les limites qui ne sont pas mentionnées dans l'appendice No. 50 du rapport du Commissaire des Terres de la Couronne pour 1874, ou qui, ayant été remises au gouvernement, depuis la date de ce rapport, ont été revendues depuis ;

2. Un état des limites remises depuis le 10 décembre 1873, par qui remises, la date de telles remises, la durée de la possession, le montant du prix d'achat et de la vente, le montant payé et la date du paiement ;

3. Un état indiquant les transferts des limites qui ont eu lieu depuis la date de l'état sur le même sujet demandé en 1874, le susdit état indiquant la date de tel transfert, par qui et à qui tel transfert a été fait, la prime payée au gouvernement et la date du paiement ; le dit état de transfert présentement demandé devant être annexé à l'état de transfert demandé en 1874 dont il est ci-dessus question, pour ne former qu'un seul état. (Documents de la session, No. 21.)

Réponse à une adresse de l'Assemblée Législative, datée le 24 janvier 1878 ; demandant copie de l'enquête des procédés et du rapport du commissaire nommé

par le gouvernement au sujet des terrains aurifères ou réputés aurifères de *Dutton*. (Documents de la Session, No. 22.)

L'ordre du jour pour la troisième lecture du bill pour amender la 40 Vict., chap. 23, amendant la loi concernant l'Instruction Publique par rapport à la ville de *Sherbrooke*, étant lu ;

Ordonné, Que le dit ordre soit déchargé.

Ordonné, Que le bill soit de nouveau renvoyé à un comité de toute la Chambre.

Résolu, Que cette Chambre se forme immédiatement en le dit comité.

Le Chambre, en conséquence, se forme de nouveau en le dit comité ; et après y avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. *Price* fait rapport que le comité a examiné le bill et y a fait des amendements.

Ordonné, Que le rapport soit reçu, demain.

Le bill pour amender l'article 873 du code de Procédure civile est, en conformité de l'ordre, lu une seconde fois et renvoyé à un comité de toute la Chambre pour demain.

L'ordre du jour pour la seconde lecture du bill pour amender l'acte 40 Vict., cap. 26, concernant la profession de la médecine et la chirurgie dans la province de *Québec*, étant lu ;

M. *Thornton* propose, secondé par M. *Duhamel*, que le bill soit maintenant lu une seconde fois.

Et des débats s'en suivant ;

Et étant six heures, M. l'Orateur laisse le fauteuil.

A Sept heures et demie, P. M.

Conformément à la 19e règle de cette Chambre, les ordres du jour concernant les bills privés sont lus.

L'ordre du jour, pour la réception du rapport du comité de toute la Chambre sur le bill pour légaliser certains procédés préliminaires dans l'incorporation de la compagnie d'assurance mutuelle contre le feu des comtés de *Shefford* et de *Brome*, étant lu ;

M. *Duhamel* fait, en conséquence, rapport du bill.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe, et que le titre soit : " Acte pour légaliser certains procédés préliminaires dans l'incorporation de la " *Mutual Fire Insurance Company of the counties of Shefford and Brome*," et pour changer le nom de la dite compagnie."

Ordonné, Que le greffier porte le bill au Conseil Législatif et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité sur le bill pour amender l'acte incorporant la cité des *Trois-Rivières* ; et après y avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *Taillon* fait rapport que le comité a examiné le bill et y a fait des amendements.

Ordonné, Que le rapport soit maintenant reçu.

M. *Taillon* fait rapport du bill en conséquence, et les amendements sont lus et adoptés.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe, et que le titre soit : "Acte amendant l'acte d'incorporation de la cité des *Trois-Rivières*, 38 Vict., chap. 76."

Ordonné, Que le greffier porte le bill au Conseil Législatif et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité sur le bill pour amender l'acte incorporant "Les syndics de la société presbytérienne américaine de *Montréal*"; et après y avoir siégé quelques temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *Dulac* fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le greffier porte le bill au Conseil Législatif et demande son concours.

La Chambre, conformément à l'ordre, se forme en comité sur le bill concernant la compagnie d'assurance mutuelle contre le feu des comtés de *Chambly*, *Laval* et *Jacques-Cartier*; et après y avoir siégé quelques temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *Marchand* fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe, et que le titre soit : "Acte concernant la compagnie d'assurance mutuelle agricole contre le feu."

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil Législatif et demande son concours.

Les bills suivants sont, en conformité de l'ordre, séparément lus une seconde fois et renvoyés au comité permant des bills privés :

Bill pour amender les actes concernant l'incorporation de la cité de *Québec*.

Bill pour incorporer la compagnie de Transport du Nord (*The Northern Transit Company*.)

M. *Joly*, membre représentant le district électoral de *Lotbinière*, s'étant servi d'expressions déclarées imparlementaires, expressions que M. *Joly* a refusé de retirer à la demande de l'Orateur.

M. l'Orateur remet la considération ultérieure du sujet jusqu'à demain.

M. le Secrétaire-Provincial *Chapleau* met devant la Chambre par ordre de Son Excellence le Lieutenant-Gouverneur, le neuvième rapport des inspecteurs de prisons, asiles, etc., de la province de *Québec*, pour les années 1876 et 1877. (Documents de la session, No. 23).

M. le Procureur-Général *Angers*, secondé par M. le Trésorier *Church* propose que cette Chambre s'ajourne maintenant, la Chambre se divise, et il est résolu dans l'affirmative.

La Chambre, en conséquence, s'ajourne jusqu'à demain.

Jeudi, 14 février 1878.

M. l'Orateur s'étant levé, dit :

Nous reprenons les débats d'hier, où nous les avons laissés, et comme s'ils n'avaient point été interrompus,—à ma demande.

Dans le cours des débats, je me suis trouvé dans l'obligation de rappeler l'honorable membre pour *Lotbinière* à l'ordre, pour certaines expressions qui lui ont échappé, sans doute, dans la chaleur de la discussion ; expressions que j'ai déclaré n'être pas parlementaires et qu'il a refusé de retirer.

C'était le droit de tout membre de cette Chambre de demander que ces paroles fussent retirées, comme c'était mon devoir de faire moi-même cette demande, et je l'ai faite.

Aujourd'hui je demande de nouveau à l'honorable membre de vouloir bien retirer ces expressions déclarées non parlementaires.

M. *Joly* répond comme suit :

" Comme ce procédé me paraît irrégulier, je ne me crois pas obligé de répondre."

M. l'Orateur reprend ;

" En présence de l'attitude prise par l'honorable membre, il ne me reste plus qu'un pénible devoir à remplir. C'est celui de soumettre sa conduite au jugement de la Chambre.

" Pour me guider dans ma manière d'agir actuelle, j'ai suivi en tous points les précédents de la Chambre des Communes en *Angleterre*, et on pourra référer au *Hansard*, 22 juillet 1875, page 1826."

L'Honorable M. *Angers* propose, secondé par l'Honorable M. *Chapleau*, que considérant que M. *Joly*, député pour le comté de *Lotbinière*, s'est servi d'expressions qu'il a refusé de retirer, quoique requis de ce faire, par M. l'Orateur, M. *Joly* soit admoneté, à sa place, par M. l'Orateur.

Et objection étant faite, que l'on ne peut prendre aucun procédé sur les paroles que l'on suppose avoir été prononcées par M. *Joly*, parce qu'elles n'ont pas été prises par écrit, dans le temps qu'elles ont été prononcées, et que, par conséquent, elles ne sont pas de records.

M. l'Orateur décide comme suit :

" Les règles et usages parlementaires sont, que les paroles auxquelles on objecte doivent être relevées immédiatement, et l'on doit prendre sur elles action immédiate ; mais si l'on ne veut procéder que plus tard, il faut prendre ces paroles par écrit, en les consignant dans le journal de la Chambre—ce n'est que dans ce cas, que l'on est tenu de les faire consigner, afin qu'il n'arrive pas que des mots, des faits ou des circonstances soient oubliés.

Dans le cas sur lequel j'ai à me prononcer, je suis d'opinion que l'on a pris action immédiatement, que par conséquent il n'était pas nécessaire de faire inscrire dans le journal les mots auxquels on faisait objection."

Et appel étant fait de la décision de l'Orateur, la Chambre se divise et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

Pour la décision de l'Orateur :

Messieurs :

Alley,
Angers,
Baker,
Champagne,
Chapleau,
Charlebois,
Church,
Deschênes,
Duhamel,
Dulac,

Dupont,
Fortin (Gaspé),
Fradette,
Garneau,
Gauthier,
Houde (Maskinongé),
Houde (Nicolet),
Kennedy,
Lacerte,

Lalonde,
Larochelle,
LaRue,
Lavallée,
LeCavalier,
Loranger,
Martin,
Mathieu,
McGawran,

Peltier,
Picard,
Robertson,
Sawyer,
St. Cyr,
Taillon,
Tarte,
Turcotte et
Verreault.—37.

CONTRE la décision de l'Orateur :

Messieurs :

<i>Bellingham,</i>	<i>Dumont,</i>	<i>Marchand,</i>	<i>Rinfret dit Malouin,</i>
<i>Bisson,</i>	<i>Fortin (Montmagny),</i>	<i>Molleur,</i>	<i>Robert,</i>
<i>Cameron,</i>	<i>Laberge,</i>	<i>Pâquet,</i>	<i>Shehyn,</i>
<i>Chauveau,</i>	<i>Laframboise,</i>	<i>Préfontaine,</i>	<i>Sylvestre et</i>
<i>Daigle,</i>	<i>Lynch,</i>	<i>Price,</i>	<i>Watts.—21.</i>
<i>De Beaujeu,</i>			

Ainsi, la décision de M. l'Orateur est confirmée.

M. *Bellingham*, secondé par M. *Watts*, propose en amendement que tous les mots après "Que" jusqu'à la fin de la question soient effacés, et que les mots "en" "autant qu'il n'y a aucune preuve dans les records de la Chambre des raisons" "alléguées dans la motion de l'Honorable Procureur Général, cette Chambre ne" "peut pas voter avec connaissance de cause sur la dite motion" soient mis à la place.

E l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise, et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

POUR :

Messieurs :

<i>Bellingham,</i>	<i>De Beaujeu,</i>	<i>Lynch,</i>	<i>Rinfret dit Malouin,</i>
<i>Bisson,</i>	<i>Dumont,</i>	<i>Marchand,</i>	<i>Robert,</i>
<i>Cameron,</i>	<i>Fortin (Montmagny),</i>	<i>Molleur,</i>	<i>Shehyn,</i>
<i>Chauveau,</i>	<i>Laberge,</i>	<i>Pâquet,</i>	<i>Sylvestre, et</i>
<i>Daigle,</i>	<i>Laframboise,</i>	<i>Préfontaine,</i>	<i>Watts.—26.</i>

CONTRE :

Messieurs :

<i>Angers,</i>	<i>Dupont,</i>	<i>Lalonde,</i>	<i>Peltier,</i>
<i>Baker,</i>	<i>Fortin (Gaspé),</i>	<i>Larochelle,</i>	<i>Picard,</i>
<i>Champagne,</i>	<i>Fradette,</i>	<i>LaRue,</i>	<i>Robertson,</i>
<i>Chapleau,</i>	<i>Garneau,</i>	<i>Lavallée,</i>	<i>St. Cyr,</i>
<i>Charlebois,</i>	<i>Gauthier,</i>	<i>LeCavalier,</i>	<i>Taillon,</i>
<i>Church,</i>	<i>Houde (Maskinongé),</i>	<i>Loranger,</i>	<i>Tarte,</i>
<i>Deschênes,</i>	<i>Houde (Nicolet),</i>	<i>Martin,</i>	<i>Turcotte et</i>
<i>Duhamel,</i>	<i>Kennedy,</i>	<i>Mathieu,</i>	<i>Verreault.—35.</i>
<i>Dulac,</i>	<i>Lacerte,</i>	<i>McGauvran,</i>	

Ainsi, il est résolu dans la négative.

La question principale étant alors mise aux voix, la Chambre se divise, et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

POUR :

Messieurs :

<i>Angers,</i>	<i>Dupont,</i>	<i>Lalonde,</i>	<i>Peltier,</i>
<i>Baker,</i>	<i>Fortin (Gaspé),</i>	<i>Larochelle,</i>	<i>Picard,</i>
<i>Champagne,</i>	<i>Fradette,</i>	<i>LaRue,</i>	<i>Robertson,</i>
<i>Chapleau,</i>	<i>Garneau,</i>	<i>Lavallée,</i>	<i>St. Cyr,</i>
<i>Charlebois,</i>	<i>Gauthier,</i>	<i>Le Cavalier,</i>	<i>Taillon,</i>
<i>Church,</i>	<i>Houde (Maskinongé),</i>	<i>Loranger,</i>	<i>Tarte,</i>
<i>Deschênes,</i>	<i>Houde (Nicolet),</i>	<i>Martin,</i>	<i>Turcotte et</i>
<i>Duhamel,</i>	<i>Kennedy,</i>	<i>Mathieu,</i>	<i>Verreault.—35.</i>
<i>Dulac,</i>	<i>Lacerte,</i>	<i>McGauvran,</i>	

CONTRE :

Messieurs :

*Bellingham,
Bisson,
Cameron,
Chauveau,
Daigle,*

*De Beaujeu,
Dumont.
Fortin (Mont-naguy),
Laberge,
Laframboise,*

*Lynch,
Marchand,
Molleur,
Piquet,
Préfontaine,*

*Rinfret dit Malouin,
Robert,
Shehyn,
Sylvestre et
Watts.—20.*

Ainsi, elle est résolue dans l'affirmative.

Et M. Joly, ayant pris son siège dans la Chambre, est admoneté par M. l'Orateur, comme suit :

“ M. Joly, une motion qui vient d'être adoptée par cette Chambre, déclarant que vous vous êtes servi d'expressions que vous avez refusé de retirer, quoique requis de ce faire, par M. l'Orateur, m'ordonne de vous admoneter, et en conséquence je vous admonète.”

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil Législatif a apporté le message suivant, lequel est lu comme suit :

Le Conseil Législatif a passé le bill intitulé : “ Acte pour amender de nouveau l'acte d'agriculture et des travaux publics (32 Vict., chap. 15) et les actes qui l'amendent,” auquel il demande le concours de cette Chambre.

Et aussi le Conseil Législatif a passé le bill intitulé : “ Acte pour amender l'article 997 du code de procédure civile, relativement aux poursuites contre certaines corporations,” sans amendement.

Sur motion de M. le Solliciteur-Général Baker, secondé par M. le Procureur-Général Angers,

Ordonné, Que le bill du Conseil Législatif, intitulé : “ Acte pour amender de nouveau l'acte d'agriculture et des travaux publics (32 Vict., chap. 15) et les actes qui l'amendent ” soit maintenant lu la première fois.

Le bill est, en conséquence, lu la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont lues :

De John Chambers et autres, des townships de Gore, Mille Isles et autres, comté d'Argenteuil ; demandant la remise des arrérages dûs au gouvernement sur les terres de la Couronne.

De H. Colette et autres, de la paroisse de St. Basile,—de François Moisan et autres, de la paroisse de St. Raymond,—de Camille Germain et autres, de la paroisse du Cap Santé,—de Nérée Sauvageau et autres, de la paroisse de les Grondines, tous du comté de Portneuf ; demandant respectivement des amendements à l'acte médical de 1876.

M. Lynch, du comité spécial nommé pour prendre en considération tous les bills pour amender le code municipal ainsi que tous les amendements qui pourront y être suggérés, présente à la Chambre le deuxième rapport du dit comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a l'honneur de faire rapport qu'il a examiné les bills :

“ Acte pour amender de nouveau le code municipal, à l'égard de la perception des taxes devenus dues sur des terrains après leur adjudication ” ;

“ Acte pour amender certains articles du code municipal de la province de *Québec* ; ”

“ Acte pour amender certains articles du code municipal de la province de *Québec* ” ;

“ Acte pour amender le code municipal de la province de *Québec* ” ;

“ Acte pour amender de nouveau l'article 499 du code municipal de la province de *Québec* ” ;

“ Acte pour amender de nouveau le code municipal ” ;

“ Acte pour amender de nouveau le code municipal ” ; référés à ce comité ainsi que tous les autres amendements qui lui ont été soumis. Que subséquemment, savoir à une séance de votre comité tenue mardi, le douzième jour de février courant, il a nommé un sous-comité avec instruction de prendre en considération les dits amendements et faire rapport de ceux qu'il jugerait les plus urgents à adopter.

Que le dit sous-comité a adopté un certain nombre d'amendements qu'il a réunis en un seul bill sous le titre, intitulé : “ Acte pour amender certains articles du code municipal de la province de *Québec*, ” et en a fait rapport à votre comité.

Que votre comité approuve le dit bill, tel qu'amendé, et le soumet à la considération de votre Honorable Chambre.

M. le Secrétaire-Provincial *Chapleau*, présente en conformité d'une adresse à Son Excellence le Lieutenant-Gouverneur — Réponse à une adresse de l'Assemblée Législative, datée le 26 décembre 1876, demandant copie de toute correspondance entre le gouvernement, ou aucun des honorables ministres, ou toute autre personne quelconque, concernant la nomination de M. *Emery Lalonde*, junior, comme assistant-secrétaire du bureau du cadastre des comtés de *Soulanges* et de *Vaudreuil*. (Documents de la session, No. 24.)

Réponse à une adresse de l'Assemblée Législative, datée le 11 février 1878, demandant copie de la correspondance qui a eu lieu entre aucun des départements et le shérif du district de *Richelieu* et le shérif du district des *Trois-Rivières*, au sujet du montant payable respectivement à la corporation de la cité des *Trois-Rivières* et de la ville de *Sorel*, pour l'eau qui est fournie au palais de justice et à la prison de ces villes. (Documents de la session, No. 25.)

Résolu, Que cette Chambre concourt dans le deuxième rapport du comité spécial nommé pour prendre en considération tous les bills pour amender le code municipal ainsi que tous les amendements qui pourront y être suggérés et pour faire rapport sur iceux.

Ordonné, Que le bill pour amender certains articles du code municipal de la province de *Québec*, soit réimprimé tel qu'amendé.

L'ordre du jour pour la réception du rapport du comité de toute la Chambre sur le bill pour amender l'acte 40 Vict., chap. 23, amendant la loi concernant l'instruction publique par rapport à la ville de *Sherbrooke*, étant lu ;

M. *Price* fait rapport du bill en conséquence, et les amendements sont lus et adoptés.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le greffier porte le bill au Conseil Législatif et demande son concours.

La Chambre reprend les débats sur la question proposée hier, que le bill

pour amender l'acte 40 Vict., chap. 26, concernant la profession de la médecine et de la chirurgie, dans la province de *Québec*, soit maintenant lu une seconde fois.

Et la question étant de nouveau proposée.

Et objection étant faite que cette motion n'est pas dans l'ordre, parce que les débats ont commencé hier, et n'ont pas été ajournés.

M. l'Orateur décide que les délibérations d'hier n'ont pas été ajournées, mais simplement suspendues.

Et la question étant de nouveau proposée, que le bill soit maintenant lu une seconde fois.

M. *Laberge*, secondé par M. *Rinfret dit Malouin*, propose sous forme d'amendement, que le mot "maintenant" soit effacé et que les mots "d'hui en six mois" soient ajoutés à la fin de la question.

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise, et il est résolu dans la négative.

La question principale étant alors mise aux voix.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu une seconde fois.

Le bill est, en conséquence, lu une seconde fois, et renvoyé à un comité de toute la Chambre pour demain.

Le bill pour autoriser la compagnie des moulins à coton de *V. Hudon, Hoche-laga* à nommer des syndics pour l'émission de débentures, est, en conformité de l'ordre, lu une seconde fois, et renvoyé au comité permanent des bills privés.

L'ordre du jour pour la seconde lecture du bill concernant la vente des terres pour l'exploitation des mines de phosphate de chaux, en amendement de l'acte 32 Vict., chap. 11, étant lu ;

Et la question étant mise aux voix, que le bill soit maintenant lu une seconde fois, la Chambre se divise, et il est résolu dans l'affirmative.

Le bill est, en conséquence, lu une seconde fois, et renvoyé à un comité de toute la Chambre pour demain.

Le bill pour amender l'acte 18 Vict., chap. 163, concernant les registres de l'état civil, est, en conformité de l'ordre, lu une seconde fois, et renvoyé à un comité de toute la Chambre pour demain.

Sur motion de M. le Secrétaire-Provincial *Chapleau*, secondé par M. le Commissaire *Garneau*,

Ordonné, Que la 94^e règle de cette Chambre, qui exige que toute motion pour faire imprimer un document soit au préalable soumise au comité permanent des impressions, qui en fait rapport, soit suspendue en ce qu'elle a rapport à la réponse à une adresse datée le 23 janvier 1878, demandant :

1. Etat des limites vendues depuis le 10 décembre 1873, indiquant l'endroit où sont ces limites, leur étendue, les noms des possesseurs, les dates des octrois, le mode de vente, le prix payé par mille, le montant total, la date du paiement le mode de paiement ; le dit état devant comprendre toutes les limites qui ne sont pas mentionnées dans l'appendice No. 50 du rapport du Commissaire des Terres de la Couronne pour 1874, ou qui, ayant été remises au gouvernement, depuis la date de ce rapport, ont été revendues depuis ;

2. Un état des limites remises depuis le 10 décembre 1873, par qui remises, la date de telles remises, la durée de la possession, le montant du prix d'achat et de la vente, le montant payé et la date du paiement ;

3. Un état indiquant les transferts des limites qui ont eu lieu depuis la date de l'état sur le même sujet demandé en 1874, le susdit état indiquant la date de tel transfert, par qui et à qui tel transfert a été fait, la prime payée au gouvernement et la date du paiement ; le dit état de transfert présentement demandé devant être annexé à l'état de transfert demandé en 1874 dont il est ci-dessus question, pour ne former qu'un seul état.

Et aussi, en ce qu'elle a rapport au neuvième rapport des inspecteurs des prisons, asiles, etc., pour les années 1876 et 1877.

Ordonné, Que la dite réponse et le dit rapport soient imprimés.

Alors, la Chambre s'ajourne jusqu'à demain.

Vendredi, 15 février 1878.

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont lues :

De Messieurs *Fabres* et *Grovel* et autres, marchands-libraires et éditeurs, de la province de *Québec* ; demandant des amendements à l'acte pour amender de nouveau les lois concernant l'instruction publique en cette province, passé à la dernière session.

De *Augustin Lesage* et autres, de la paroisse de la *Pointe-aux-Trembles*,—de *Joseph Ricard* et autres, de la paroisse de *St. Casimir*,—et de *F. X. T. Hamelin* et autres, de la paroisse de *Notre-Dame de Portneuf* ; demandant respectivement des amendements à l'acte médical de 1876.

Du Révérend *L. C. Blanchard* et autres, de la paroisse de *Ste. Angèle de Monnoir*, comté de *Rouville* ; demandant de l'aide pour faire des explorations pour constater s'il existe des mines de charbon dans la paroisse de *St. Paul d'Abbotsford*

De *William McOuat* et autres,—de *James Pollock* et autres,—de *Dominique Bigras* et autres,—de *James Fish* et autres, tous de la paroisse de *St. Jérusalem*, comté d'*Argenteuil* ; demandant respectivement qu'on leur rende justice relativement à leur souscription au chemin de fer de colonisation du nord.

Des municipalités du village et de la paroisse de *St. Jérôme*, comté de *Terrebonne* ; demandant que le gouvernement sauvegarde leurs droits relativement à leur souscription de \$25,000 à la compagnie du chemin de colonisation du nord de *Montréal*.

De Dame *Margaret Clancy* ; demandant une renumération en conséquence des longs services rendus au gouvernement par feu son mari.

M. le Secrétaire Provincial *Chapleau*, du comité permanent des bills privés présente à la Chambre le douzième rapport du dit comité lequel est lu comme suit :

Votre comité a examiné les bills suivants et y a fait des amendements qu'il soumet à votre Honorable Chambre :

Bill pour amender l'acte incorporant la société de construction de *Montréal*, en changeant son nom et en étendant ses pouvoirs.

Bill pour définir et régler les limites de certaines municipalités et paroisses des comtés de *Nicolet*, *Arthabaska* et *Drummond*, et pour mettre dans le comté de *Nicolet* les parties de les municipalités et paroisses qui ne s'y trouvent pas.

Votre comité a aussi examiné le bill pour changer le nom de "*The Montreal Infant's School Association*," en celui de "*The Boys Home of Montreal*," et pour autres fins, et a l'honneur de le rapporter sans amendement.

Ordonné, Que l'ordre de cette Chambre de mercredi le 6 courant, renvoyant le bill pour incorporer "*The Bernier Quarries and Tramway Company*" au comité permanent des bills privés, soit rescindé.

Ordonné, Que le dit bill soit renvoyé au comité permanent des chemins de fer, canaux, lignes télégraphiques et compagnies de mines et manufacturières.

Ordonné, Que M. *Alleyn* ait la permission d'introduire un bill pour amender le chapitre 69 des statuts refondus pour le *Bas-Canada*, concernant les sociétés de construction dans la province de *Québec*.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour lundi prochain.

Ordonné, Que M. le Secrétaire-Provincial *Chapleau* ait la permission d'introduire un bill pour amender de nouveau la loi concernant l'instruction publique en cette province.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour lundi prochain.

M. le Trésorier *Church*, secondé par M. le Procureur-Général *Angers*, propose que cette Chambre se forme en comité pour prendre en considération certaines résolutions concernant le fonds consolidé des chemins de fer de la province de *Québec*.

M. le Trésorier *Church*, informe alors la Chambre, que Son Excellence le Lieutenant-Gouverneur a été informé du sujet de cette proposition et la recommande à la considération de la Chambre.

Résolu, Que cette Chambre se forme immédiatement en le dit comité.

La Chambre, en conséquence, se forme en le dit comité.

(EN COMITÉ.)

1. Le lieutenant-gouverneur en conseil pourra, en tout temps, lorsqu'il le jugera opportun, placer, par voie de garantie collatérale, les bons ou débetures municipales ou toute partie d'icelles appartenant au fonds consolidé des chemins de fer de la province de *Québec*, pour toute avance de sommes d'argent faite ou requise pour mettre les commissaires du chemin de fer de *Québec, Montréal, Ottawa et Occidental*, en état de construire le dit chemin de fer, ou pour aucune des fins des présentes, ou des actes de cette province, 39 Vict., chap. 2, et 40 Vict., chap. 2 ; ou pourra ordonner la négociation et la vente, par le trésorier de cette province, des dits bons ou débetures ou d'une partie d'icelles, sujet aux termes et conditions qu'il pourra décider ou prescrire.

2. Le lieutenant-gouverneur en conseil, s'il le juge à propos, pourra autoriser le trésorier de cette province, à contracter un emprunt, et, pour cette fin, à émettre, vendre et négocier des bons ou débetures de la province, jusqu'à un montant n'excédant pas trois millions de piastres ; mais dans ce cas, ces derniers bons ou débetures seront substituées à l'emprunt de trois millions de piastres que les dits commissaires de chemin de fer étaient autorisés à faire, en vertu de la 30^{ème} Vict., chap. 2, section 25, ainsi qu'aux bons ou débetures que les dits commissaires étaient par le dit acte autorisés à émettre, et ils en tiendront lieu et place.

3. Les produits de la vente de ces bons ou débetures substituées formeront partie du fonds consolidé des chemins de fer, en autant qu'il sera nécessaire pour rembourser au dit fonds ou mettre en ligne de compte, toute avance faite d'après l'acte 40 Vict., chap. 2, section 4.

4. Le lieutenant-gouverneur en conseil devra, avant de faire telle émission, s'entendre avec les porteurs des bons des dits commissaires de chemin de fer émis jusque là, pour la remise et l'annulation des dits bons et débetures, aux conditions qu'il croira justes et convenables.

5. Toute émission de bons et débetures de la province, faite en vertu des présentes, prendra, gardera et aura les mêmes privilèges et avantages et le même rang et priorité sur le revenu ou loyer du dit chemin de fer de *Québec, Montréal, Ottawa et Occidental*, que les bons ou débetures des dits commissaires de chemin de fer auraient pris et en vertu du dit acte, 39 Vict., chap. 2 ; et les revenus ou loyers nets du dit chemin seront employés et appliqués, conformément aux

termes du dit acte, au paiement et à la décharge de l'intérêt et du fonds d'amortissement, résultant des dits bons ou débetures substituées.

6. Tels bons ou débetures substituées seront émises dans la forme et suivant le mode et les conditions que le lieutenant-gouverneur jugera à propos de prescrire dans l'intérêt de la province.

7. Ces bons seront payables dans trente ans, en monnaie courante ou sterling, et portant intérêt à un taux n'excédant pas cinq par cent par année. Un fond d'amortissement d'un par cent par année sera établi pour leur rachat.

8. Il sera permis au lieutenant-gouverneur en conseil, s'il juge à propos de le faire, d'avancer aux dits commissaires de chemin de fer, sur le fonds consolidé des chemins de fer de la province de *Québec*, une somme de trois millions cent seize mille, neuf cent cinquante-six piastres; et cette avance devra être remboursée au dit fonds consolidé des chemins de fer, aussitôt que possible.

9. Dans le cas où le dit fonds consolidé des chemins de fer ne serait pas, pour une cause quelconque, suffisant pour rencontrer tout subside payable à tout chemin de fer y ayant droit en vertu des dispositions d'aucun acte de la législature, ce déficit sera comblé et le subside sera payé à même le fonds consolidé du revenu de cette province.

10. Rien de contenu dans les présentes résolutions ne sera interprété de manière à affecter les droits des municipalités ou corporations mentionnées dans la cédula A de l'acte 39 Vict., chap. 2, en ce qui concerne l'intérêt qui doit leur être payé, sur leurs souscriptions conformément à la loi.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur reprend le fauteuil, et l'Honorable M. *Robertson* fait rapport que le comité a passé plusieurs résolutions.

Ordonné, Que le rapport soit reçu, lundi prochain.

M. l'Orateur informe la Chambre que le Greffier du Conseil Législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil Législatif a passé les bills suivants sans amendement:

Bill pour annexer certaine partie de la municipalité de la paroisse de *St. Rose* à la municipalité du village de *St. Rose*, dans le comté de *Laval*, pour les fins municipales et scolaires.

Bill intitulé: "Acte pour incorporer la Compagnie du chemin de fer du *St. Laurent*, des *Basses Laurentides* et du *Saguenay*."

Et aussi, le Conseil Législatif a passé un bill intitulé: "Acte pour permettre aux ministres et aux syndics de l'Eglise *St. André*, de *Montréal*, d'emprunter une somme d'argent et d'hypothéquer à cette fin la propriété de la dite église," auquel il demande le concours de cette Chambre.

Sur motion de M. *Lynch*, secondé par M. *Watts*.

Ordonné, Que le bill du Conseil Législatif, intitulé: "Acte pour permettre aux ministres et aux syndics de l'Eglise *St. André*, de *Montréal*, d'emprunter une somme d'argent et d'hypothéquer à cette fin la propriété de la dite église, soit maintenant lu la première fois.

Le bill est, en conséquence, lu la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour lundi prochain.

M. *Marchand*, secondé par M. *Watts*, propose,

Qu'hier soir, il a été résolu, sur un vote de cette Honorable Chambre:

"Que rien de ce qui concerne la question qui vient d'être soumise à cette
"Chambre ne soit entré dans les votes et délibérations et journaux de cette
"Chambre."

Que le proposeur et le secondeur de la présente motion, ainsi que dix-neuf autres membres de cette Chambre ont protesté par leur vote contre cette résolution, mais que, comme elle a été adoptée par une majorité de cette Honorable Chambre, ils sont tenus de s'y soumettre.

Que dans le procès verbal des votes et délibérations de la séance d'hier, il se trouve entré un incident se rattachant à la question à laquelle il est fait allusion dans la résolution ci-dessus citée, c'est-à-dire les procédés relatifs à la censure prononcée contre l'honorable député de *Lotbinière*.

Qu'il soit résolu qu'en vertu de la dite résolution passée par la Chambre dans la séance d'hier, le procès-verbal des votes et délibérations de la séance d'hier soit amendé en retranchant tous les mots depuis "*M. l'Orateur*", inclusivement, au commencement de la première page, jusqu'aux mots "*Il est reçu un message*" près du bas de la seconde page.

La Chambre se divise, et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

POUR :

Messieurs :

<i>Bellingham,</i>	<i>Dumont,</i>	<i>Marchand,</i>	<i>Robert,</i>
<i>Bisson,</i>	<i>Fortin (Montmagny),</i>	<i>Pâquet,</i>	<i>Shehyn,</i>
<i>Chauveau,</i>	<i>Joly,</i>	<i>Préfontaine,</i>	<i>Sylvestre et</i>
<i>Daigle,</i>	<i>Laberge,</i>	<i>Rinfret dit Malouin,</i>	<i>Watts.—18.</i>
<i>De Beaujeu,</i>	<i>Laframboise,</i>		

CONTRE :

Messieurs :

<i>Alleyn,</i>	<i>Dupont,</i>	<i>Lalonde,</i>	<i>Peltier,</i>
<i>Angers,</i>	<i>Fortin (Gaspé),</i>	<i>LaRue,</i>	<i>Picard,</i>
<i>Baker,</i>	<i>Fradette,</i>	<i>Lavallée,</i>	<i>Robertson,</i>
<i>Champagne,</i>	<i>Garneau,</i>	<i>LeCavalier,</i>	<i>St. Cyr,</i>
<i>Chapleau,</i>	<i>Gauthier,</i>	<i>Loranger,</i>	<i>Taillon,</i>
<i>Charlebois,</i>	<i>Houde (Maskinongé),</i>	<i>Lynch,</i>	<i>Tarte,</i>
<i>Church,</i>	<i>Houde (Nicolet),</i>	<i>Martin,</i>	<i>Thornton,</i>
<i>Deschênes,</i>	<i>Kennedy,</i>	<i>Mathieu,</i>	<i>Turcotte et</i>
<i>Duhamel,</i>	<i>Lacerte,</i>	<i>McGauvran,</i>	<i>Verreault.—37.</i>
<i>Dulac,</i>			

Ainsi la proposition est résolue dans la négative.

M. le Secrétaire-Provincial *Chapleau*, secondé par M. le Commissaire *Garneau*, propose que cette Chambre se forme en comité pour prendre en considération une certaine résolution concernant les conventions stipulées entre le gouvernement et les Dames Religieuses de Notre Dame de Charité du Bon Pasteur, de *Montréal*.

M. le Secrétaire-Provincial *Chapleau*, informe alors la Chambre que Son Excellence le Lieutenant-Gouverneur a été informé du sujet de cette motion et la recommande à la considération de la Chambre.

Résolu, Que cette Chambre se forme immédiatement en le dit comité.

La Chambre, en conséquence, se forme en le dit comité.

(EN COMITÉ.)

Résolu, Que les conventions stipulées entre le gouvernement de Sa Majesté, dans la province de *Québec*, et les Dames Religieuses de Notre-Dame de Charité

du Bon Pasteur de *Montréal*, concernant la surveillance et le soin des détenus de la prison des femmes du district de *Montréal*, telles qu'énumérées dans un acte passé devant maître *Delage* et confrère, notaires, en date du huit août mil huit cent soixante-et-seize, et dont copie est produite, soient approuvées par cette Chambre.

Résolution à rapporter.

M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *Lacerte* fait rapport que le comité a passé une résolution.

Ordonné, Que le rapport soit reçu, lundi prochain.

M. le Secrétaire-Provinciale *Chapleau*, secondé par M. le Commissaire *Garneau*, propose que cette Chambre se forme en comité pour prendre en considération une certaine résolution concernant le contrat passé entre le gouvernement et les Frères de la Charité de St. Vincent de Paul.

M. le Secrétaire-Provincial *Chapleau*, informe alors la Chambre, que Son Excellence le Lieutenant-Gouverneur a été informé du sujet de cette proposition, et la recommande à la considération de cette Chambre.

Résolu, Que cette Chambre se forme immédiatement en le dit comité.

La Chambre, en conséquence, se forme en le dit comité.

(EN COMITÉ.)

Résolu, Que le contrat passé entre le gouvernement de Sa Majesté, dans la province de *Québec*, et les Frères de la Charité de St. Vincent de Paul, à la date du neuf janvier mil huit cent soixante-dix-huit, pour la direction et la régie de l'école de réforme de *Montréal*, copie duquel contrat est produite, soit approuvé par cette Chambre.

Résolution à rapporter.

M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *Lacerte* fait rapport que le comité a passé une résolution.

Ordonné, Que le rapport soit reçu, lundi prochain.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité sur le bill concernant la vente des terres publiques pour l'exploitation des mines de phosphate de chaux en amendement à l'acte 32 Vict., chap. 11 ; et après y avoir siégé quelque temps, M. *Mathieu* fait rapport que le comité a examiné le bill et y a fait des amendements.

Ordonné, Que le rapport soit reçu, lundi prochain.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité sur le bill pour amender l'acte 18 Vict., chap. 163, concernant les registres de l'état civil ; et après y avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *Loranger* fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de demander la permission de siéger de nouveau.

Ordonné, Que le comité ait la permission de siéger de nouveau, lundi prochain.

Le bill du Conseil Législatif, intitulé : " Acte pour amender de nouveau l'acte d'agriculture et des travaux publics, (32 Vict., chap. 15) et les actes qui l'amendent," est, en conformité de l'ordre, lu une seconde fois et renvoyé à un comité de toute la Chambre, pour lundi prochain.

Le bill pour amender l'acte concernant l'incorporation des compagnies à fonds social est, en conformité de l'ordre, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe, et que le titre soit : Acte pour amender l'acte concernant l'incorporation des compagnies à fonds social (31 Vict., chap. 25).

Ordonné, Que le greffier porte le bill au Conseil Législatif et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité sur le bill pour amender l'article 873 du code de procédure civile ; et après y avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *LaRue* fait rapport que le comité a examiné le bill et y a fait des amendements.

Ordonné, Que le rapport soit maintenant reçu.

M. *LaRue* fait rapport du bill en conséquence, et les amendements sont lus et adoptés.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le greffier porte le bill au Conseil Législatif et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité sur le bill pour amender l'acte 40 Vict., chap. 26, concernant la profession de la médecine et de la chirurgie dans la province de *Québec* ; et après y avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *Würtele* fait rapport que le comité a examiné le bill et y a fait un amendement.

Ordonné, Que le rapport soit maintenant reçu.

M. *Würtele* fait, en conséquence, rapport du bill, et l'amendement est lu et adopté.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le greffier porte le bill au Conseil Législatif et demande son concours.

L'ordre du jour pour la seconde lecture du bill pour abroger les articles 2172 et 2173 du code civil du *Bas-Canada*, étant lu ;

M. *Mathieu*, secondé par M. *Gauthier*, propose que le bill soit maintenant lu une seconde fois, la Chambre se divise, et il est résolu dans la négative.

Ordonné, Que M. le Solliciteur-Général *Chapleau*, ait la permission d'introduire un bill pour amender de nouveau l'acte des chemins de fer de *Québec*, 1869.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour lundi prochain.

L'ordre du jour, pour la seconde lecture du bill pour autoriser les exécuteurs des testaments de feu *William Petry*, père, et de *William Petry*, fils, et le curateur à la substitution créée en vertu des dits testaments à changer certains placements actuellement faits, étant lu ;

M. *Loranger*, secondé par M. *Taillon*, propose que le bill soit maintenant lu une seconde fois, la Chambre se divise, et il est résolu dans l'affirmative.

Le bill est, en conséquence, lu une seconde fois, et renvoyé au comité permanent des bills privés.

La Chambre s'ajourne alors jusqu'à lundi prochain.

Lundi, 18 février 1878.

M. l'Orateur met devant la Chambre,—Etat des affaires de l'Association Musicale de Québec pour l'année 1877. (Documents de la Session, No. 7.)

Les pétitions suivantes sont séparément présentées et déposées sur la table :

Par M. Lalonde,—la pétition du Révérend T. Brassard et autres, de St. Michel de Vaudreuil et autres paroisses, comté de Vaudreuil.

Par M. Lynch,—la pétition de l'Institut Hervey, Montréal.

Par M. Dulac,—la pétition de Ephrem Poulin et autres, du township de Watford et de la paroisse de St. George, district de Beauce.

Par M. Larochelle,—deux pétitions du Révérend J. A. Rainville et autres, de la paroisse de Ste. Germaine, du Lac Etchemin,—la pétition du Révérend Henri de Brie et autres, de la paroisse de Ste. Justine, de Langevin,—et la pétition du Révérend J. A. Rainville et autres, de la paroisse de St. Léon de Standon, toutes du comté de Dorchester.

M. Lynch, du comité permanent des chemins de fer, canaux, lignes télégraphiques et compagnies de mines et manufacturières, présente à la Chambre le cinquième rapport du dit comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a l'honneur de recommander que le délai pour la réception des rapports sur les bills privés, soit prolongé jusqu'au vingt-unième jour de février courant.

Résolu, Que cette Chambre concourt dans le dit rapport.

M. le Secrétaire Provincial Chapleau, du comité permanent des bills privés, présente à la Chambre, le treizième rapport du dit comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a examiné les bills suivants et y a fait des amendements qu'il soumet à la considération de votre Honorable Chambre :

Bill pour amender l'acte d'incorporation de la compagnie du chemin de fer à passagers de la cité de Montréal, et pour radier son capital actions non payé.

Bill pour incorporer la municipalité du village de l'Enfant Jésus.

Bill pour amender les actes relatifs aux associations d'assurance mutuelle des fabriques des diocèses de Québec et des Trois-Rivières, et des diocèses de Montréal et de St. Hyacinthe.

Bill pour incorporer la municipalité rurale de la paroisse de Montréal.

Bill pour incorporer la Compagnie de transfert du Nord "The Northern Transit Company."

Bill pour autoriser la Compagnie des moulins à coton de V. Hudon, Hochelaga" à nommer des syndics pour assurer ses propriétés pour la protection des porteurs des débetures de la dite compagnie et autres fins.

L'Honorable promoteur du bill pour autoriser la vente de certains biens-fonds substitués par le testament de feu Peter Devins, ayant déclaré à votre comité qu'il désirait ne pas procéder sur ce bill, votre comité recommande, en conséquence à Votre Honorable Chambre que votre permission lui soit accordée de retirer le dit bill, et que la somme de cent piastres payée au greffier du comité des bills privés soit remise au dit promoteur du bill, déduction faite du coût de de l'impression et de la traduction du dit bill.

Votre comité recommande, de plus, à votre Honorable Chambre que le

délai pour la réception des rapports sur les bills privés soit prolongé jusqu'à jeudi prochain inclusivement.

Résolu, Que cette Chambre concourt dans le dit rapport.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité sur le bill pour autoriser la vente de propriétés immobilières substituées par feu *Jean-Baptiste Quesnel*; et après y avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *Mathieu* fait rapport que le comité a fait quelque progrès, et lui a enjoint de demander la permission de siéger de nouveau.

Ordonné, Que le comité ait la permission de siéger de nouveau, demain.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité sur le bill pour incorporer la compagnie de sucre de betterave de la province de *Québec*; et après y avoir siégé quelques temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *Gauthier* fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le greffier porte le bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité sur le bill pour changer le nom de "*The Montreal Infants School Association*" en celui de *The Boys Home of Montreal*, et pour d'autres fins; et après y avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *Shehyn* fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le greffier porte le bill au Conseil Législatif et demande son concours.

Le bill du Conseil Législatif intitulé: "Acte pour permettre aux ministres et aux syndics de l'Eglise *St. André*, de *Montréal*, d'emprunter une somme d'argent et d'hypothéquer à cette fin la propriété de la dite église," est, en conformité de l'ordre, lu une seconde fois, et renvoyé au comité permanent des bills privés.

Ordonné, Que le bill pour autoriser la vente de propriétés immobilières substituées par feu *Jean Baptiste Quesnel* soit ré-imprimé aux frais des promoteurs.

Résolu, Qu'il soit nommé un comité spécial composé de M. le Procureur-Général *Angers*, M. le Solliciteur-Général *Baker*, l'Honorable M. *Robertson*, l'Honorable M. *Laframboise*, M. *Mathieu*, M. *Joly*, M. *Loranger*, M. *Thornton*, M. *Lalonde*, M. *Würtele*, M. *Préfontaine*, M. *Lacerte*, M. *Sawyer*, M. *Bisson* et M. *Watts*, pour prendre en considération le présent système de taxation municipale qui existe en la province de *Québec*, avec instruction de s'enquérir des meilleures mesures à adopter pour remédier à l'injustice qui se rattache à l'imposition des taxes municipales, tel qu'actuellement pratiquées, avec pouvoir de faire rapport de temps à autre par bill ou autrement.

Sur motion de M. *Houde (Nicolet)*, secondé par M. *Lalonde*,

Résolu, Qu'il soit présenté une humble adresse à Son Excellence le Lieutenant-Gouverneur, priant Son Excellence de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre un état indiquant:

1. Un état du montant dû par les municipalités sur le fonds d'emprunt municipal de la ci-devant province du *Canada*.

2. Les noms de ces municipalités.

3. Le montant dû pour prêt aux incendiés.

4. Les noms des corporations et municipalités qui ont contracté ces derniers emprunts.

Ordonné, Que la dite adresse soit présentée à Son Excellence par ceux des membres de cette Chambre qui forment partie de l'Honorable Conseil Exécutif de cette province.

M. *Turcotte*, secondé par M. *Lacerte*, propose que cette Chambre déclare qu'il serait dans l'intérêt de cette province et de la législature de transporter le siège du gouvernement à *Trois-Rivières*.

M. *Rinfret dit Malouin*, secondé par M. *Shehyn* propose sous forme d'amendement que tous les mots après "que" jusqu'à la fin de la question soit retranchés et que les mots "il n'est pas opportun de changer le siège du gouvernement" soient mis à la place.

Et objection étant faite que la motion principale n'est pas dans l'ordre.

M. l'Orateur décide comme suit :

Une motion entraînant des charges sur le public est de la nature de celles qui doivent être introduites sur message transmettant l'assentiment de Son Excellence le Lieutenant-Gouverneur ; vu qu'elle n'a pas été ainsi introduite, j'ai à la déclarer hors d'ordre.

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil Législatif a apporté le message suivant :

Le Conseil Législatif a passé les bills suivants, sans amendement :

Bill intitulé : "Acte pour incorporer le Cercle St. Louis, de *Trois-Rivières*."

Bill intitulé : "Acte pour autoriser les ministres de l'église s'appelant " *The Reformed Episcopal Church in Canada*," dans la province de *Québec*, à tenir des registres de baptêmes, mariages et sépultures.

Bill intitulé : "Acte pour incorporer l'Œuvre de St. Joseph de la Délivrance."

Sur motion de M. *Joly*, secondé par M. *Bachand*,

Résolu, Qu'il soit présenté une humble adresse à Son Excellence le Lieutenant-Gouverneur priant Son Excellence de vouloir bien faire mettre devant Chambre un état indiquant :

1. Les noms de tous les employés et journaliers ou ouvriers qui ont été victimes de quelqu'accident en travaillant sur cette partie du chemin de fer de *Québec, Montréal, Ottawa et Occidental*, entre *Québec et Montréal*, depuis le 1er janvier 1877 jusqu'à ce jour ;

2. La cause de chaque accident ;

3. Les suites de l'accident, dans chaque cas.

Ordonné, Que la dite adresse soit présentée à Son Excellence par ceux des membres de cette Chambre qui forment partie de l'Honorable Conseil Exécutif de cette province.

Les bills suivants sont, en conformité de l'ordre, séparément lus une seconde fois et renvoyés au comité spécial sur le bill concernant la notification et la présence à la levée des scellés et aux inventaires :

Bill concernant la preuve en matière de succession et de legs universel.

Bill pour suppléer aux articles 548, 649 et 650 du code de procédure civile

concernant les annonces des ventes de shérifs, en pourvoyant à ce que les avis de ces ventes soient donnés aux créanciers hypothécaires.

Bill pour protéger les créanciers hypothécaires dans la vente des biens immobiliers et pour amender dans ce but l'article 699 du code de procédure civile.

Bill pour amender l'article 1571 du code civil.

L'ordre du jour pour la réception du rapport du comité de toute la Chambre sur certaines résolutions concernant le fonds consolidé des chemins de fer de la province de *Québec*, étant lu ;

L'Honorable M. *Robertson*, fait en conséquence, rapport des résolutions, lesquelles sont lues comme suit :

1. Le lieutenant-gouverneur en conseil pourra, en tout temps, lorsqu'il le jugera opportun, placer, par voie de garantie collatérale, les bons ou débentures municipales ou toute partie d'icelles appartenant au fonds consolidé des chemins de fer de la province de *Québec*, pour toute avance de sommes d'argent faite ou requise pour mettre les commissaires du chemin de fer de *Québec*, *Montréal*, *Ottawa* et *Occidental*, en état de construire le dit chemin de fer, ou pour aucune des fins des présentes, ou des actes de cette province, 39 Vict., chap. 2, et 40 Vict., chap. 2 ; ou pourra ordonner la négociation et la vente, par le trésorier de cette province, des dits bons ou débentures ou d'une partie d'icelles, sujet aux termes et conditions qu'il pourra décider ou prescrire.

2. Le lieutenant-gouverneur en conseil, s'il le juge à propos, pourra autoriser le trésorier de cette province, à contracter un emprunt, et, pour cette fin, à émettre, vendre et négocier des bons ou débentures de la province, jusqu'à un montant n'excédant pas trois millions de piastres ; mais dans ce cas, ces derniers bons ou débentures seront substituées à l'emprunt de trois millions de piastres que les dits commissaires de chemin de fer étaient autorisés à faire, en vertu de la 30^{ème} Vict., chap. 2, section 25, ainsi qu'aux bons ou débentures que les dits commissaires étaient par le dit acte autorisés à émettre, et ils en tiendront lieu et place.

3. Les produits de la vente de ces bons ou débentures substituées formeront partie du fonds consolidé des chemins de fer, en autant qu'il sera nécessaire pour rembourser au dit fonds ou mettre en ligne de compte, toute avance faite d'après l'acte 40 Vict., chap. 2, section 4.

4. Le lieutenant-gouverneur en conseil devra, avant de faire telle émission, s'entendre avec les porteurs des bons des dits commissaires de chemin de fer émis jusque là, pour la remise et l'annulation des dits bons et débentures, aux conditions qu'il croira justes et convenables.

5. Toute émission de bons et débentures de la province, faite en vertu des présentes, prendra, gardera et aura les mêmes privilèges et avantages et le même rang et priorité sur le revenu ou loyer du dit chemin de fer de *Québec*, *Montréal*, *Ottawa* et *Occidental*, que les bons ou débentures des dits commissaires de chemin de fer auraient pris et en vertu du dit acte, 39 Vict., chap. 2 ; et les revenus ou loyers nets du dit chemin seront employés et appliqués, conformément aux termes du dit acte, au paiement et à la décharge de l'intérêt et du fonds d'amortissement, résultant des dits bons ou débentures substituées.

6. Tels bons ou débentures substituées seront émises dans la forme et suivant le mode et les conditions que le lieutenant-gouverneur jugera à propos de prescrire dans l'intérêt de la province.

7. Ces bons seront payables dans trente ans, en monnaie courante ou sterling, et porteront intérêt à un taux n'excédant pas cinq par cent par année. Un fond d'amortissement d'un par cent par année sera établi pour leur rachat.

8. Il sera permis au lieutenant-gouverneur en conseil, s'il juge à propos de le faire, d'avancer aux dits commissaires de chemin de fer, sur le fonds consolidé des chemins de fer de la province de *Québec*, une somme de trois millions cent seize mille, neuf cent cinquante-six piastres ; et cette avance devra être remboursée au dit fonds consolidé des chemins de fer, aussitôt que possible.

9. Dans le cas où le dit fonds consolidé des chemins de fer ne serait pas, pour une cause quelconque, suffisant pour rencontrer tout subside payable à tout chemin de fer y ayant droit en vertu des dispositions d'aucun acte de la législature, ce déficit sera comblé et le subside sera payé à même le fonds consolidé du revenu de cette province.

10. Rien de contenu dans les présentes résolutions ne sera interprété de manière à affecter les droits des municipalités ou corporations mentionnées dans la cédule A de l'acte 39 Vict., chap. 2, en ce qui concerne l'intérêt qui doit leur être payé, sur leurs souscriptions conformément à la loi.

Les dites résolutions étant lues une seconde fois, et la question étant mise aux voix, que cette Chambre concourt avec le comité dans les dites résolutions, la Chambre se divise, et la question est résolue dans l'affirmative.

Ordonné, Que M. le Trésorier *Church* ait la permission d'introduire un bill concernant le fonds consolidé des chemins de fer de la province de *Québec*.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

L'ordre du jour, pour la réception du rapport du comité de toute la Chambre sur le bill concernant la vente des terres publiques pour l'exploitation des mines de phosphate de chaux en amendement à l'acte 32 Vict., chap. 11, étant lu ;

M. *Mathieu*, fait en conséquence rapport du bill, et les amendements sont lus et adoptés.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Et la question étant mise aux voix, que le bill passe et que le titre soit : " Acte concernant la vente des terres pour l'exploitation des mines de phosphate de chaux en amendement à l'acte 32 Vict., chap. 11," la Chambre se divise, et la question est résolue dans l'affirmative.

Ordonné, Que le Greffier porte ce bill au Conseil Législatif et demande son concours.

M. le Procureur-Général *Angers*, secondé par M. le Trésorier *Church*, propose, et la question est mise aux voix, que le bill concernant la compagnie du chemin de fer de *Québec*, *Montréal*, *Ottawa* et *Occidental*, soit maintenant lu une seconde fois, la Chambre se divise, et la question est résolue dans l'affirmative.

Le bill est, en conséquence, lu une seconde fois.

Ordonné, Que le bill soit lu la troisième fois, demain.

L'ordre du jour, pour la seconde lecture du bill pour amender et refondre l'acte des licences de *Québec*, et ses amendements, étant lu ;

M. le Solliciteur-Général *Baker*, secondé par M. le Procureur-Général *Angers*, propose, et la question est mise aux voix, que le bill soit maintenant lu une second fois, la Chambre se divise, et la question est résolue dans l'affirmative.

Le bill est, en conséquence, lu une seconde fois et renvoyé à un comité de toute la Chambre, pour demain.

La Chambre s'ajourne alors jusqu'à demain.

Mardi, 19 février 1878.

Les pétitions suivantes sont séparément présentées et déposées sur la table :

Par M. *Dulac*,—Deux pétitions du Révérend L. M. *Morisset* et autres, du township de *Linrière*, comté de *Beauce*.

Par M. Bellingham,—la pétition de *Félix Desjardins* et autres,—la pétition de *Hugh Clelland* et autres,—la pétition de *C. S. Pollock* et autres,—la pétition de *John Griffith* et autres,—et la pétition de *Thomas W. Hammond* et autres, toutes de la paroisse de *St. Jérusalem d'Argenteuil*.

M. *Champagne*, du comité permanent des industries, présente à la Chambre le deuxième rapport du dit comité, lequel est lu. (Appendice, No. 4.)

Résolu, Que cette Chambre concourt dans le dit rapport.

M. *Lynch*, du comité permanent des chemins de fer, canaux, lignes télégraphiques et compagnies de mines et manufacturières, présente à la Chambre le sixième rapport du dit comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a examiné le bill pour incorporer la compagnie des *Carrières et Tramway Bernier*, et est convenu de rapporter que le préambule du dit bill n'a pas été prouvé à votre comité.

M. le Procureur-Général *Angers*, remet à M. l'Orateur, un message de Son Excellence le Lieutenant-Gouverneur, revêtu de la signature de Son Excellence.

Et le dit message est lu par M. l'Orateur, tous les membres de la Chambre étant découverts, et il est comme suit :

L. LETELLIER,

Le Lieutenant-Gouverneur de la province de *Québec* soumet à l'Assemblée Législative le premier rapport des commissaires nommés pour opérer la classification, révision et refonte des statuts généraux de la province de *Québec*. (Documents de la Session, No. 28.)

HÔTEL DU GOUVERNEMENT,
Québec, 18 février 1878.

Ordonné, Que la 94^e règle de cette Chambre, qui exige que la motion à l'effet de faire imprimer un document, soit au préalable soumise au comité permanent des impressions qui en fait rapport, soit suspendue, en ce qu'elle a rapport au dit rapport.

Ordonné. Que le dit rapport soit imprimé pour l'usage des membres de cette Chambre.

L'ordre du jour, pour la troisième lecture du bill concernant le chemin de fer de *Québec, Montréal, Ottawa et Occidental*, étant lu ;

M. le Procureur-Général *Angers*, secondé par M. le Trésorier *Church* propose, et la question est mise aux voix, que le bill soit maintenant lu la troisième fois, la Chambre se divise, et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

POUR :

Messieurs :

Alleyn,
Angers,
Baker,
Champagne,
Chapleau,
Charlebois,
Church,
Deschênes,
Duhamel,
Dulac,

Dupont,
Fortin (Gaspé),
Fradette,
Garneau,
Gauthier,
Houde (Maskinongé),
Houde (Nicolet),
Kennedy,
Lacerte,
Lalonde,

Larochelle,
LaRue,
Lavallée,
LeCavalier,
Loranger,
Lynch,
Martin,
Mathieu,
McGawwan,
Peltier,

Picard,
Price,
Robertson,
Sawyer,
St. Cyr,
Taillon,
Tarte,
Thornton,
Verreault et
Würtele.—40

CONTRE :

Messieurs :

<i>Bachand,</i>	<i>Dumont,</i>	<i>Marchand,</i>	<i>Robert,</i>
<i>Bellingham,</i>	<i>Fortin (Montmagny),</i>	<i>Molleur,</i>	<i>Shehyn,</i>
<i>Cameron,</i>	<i>Joly,</i>	<i>Pâquet,</i>	<i>Sawyer,</i>
<i>Chauveau,</i>	<i>Laberge,</i>	<i>Préfontaine,</i>	<i>Turcotte et</i>
<i>Daigle,</i>	<i>Lafontaine,</i>	<i>Rinfret dit Malouin,</i>	<i>Watts.—22.</i>
<i>De Beaujeu,</i>	<i>Laframboise,</i>		

Ainsi, la question est résolue dans l'affirmative.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil Législatif et demande son concours.

L'ordre du jour, pour recevoir le rapport du comité de toute la Chambre sur certaines résolutions concernant les conventions stipulées entre le gouvernement de Sa Majesté et les Dames Religieuses de Notre-Dame de Charité du Bon Pasteur, de *Montréal*, étant lu ;

M. Lacerte, fait en conséquence, rapport de la dite résolution, laquelle est lue comme suit :

Résolu, Que les conventions stipulées entre le gouvernement de Sa Majesté, dans la province de *Québec*, et les Dames Religieuses de Notre-Dame de Charité du Bon Pasteur de *Montréal*, concernant la surveillance et le soin des détenus de la prison des femmes du district de *Montréal*, telles qu'énumérées dans un acte passé devant maître *Delage* et confrère, notaires, en date du huit août mil huit cent soixante-et-seize, et dont copie est produite, soient approuvées par cette Chambre.

La dite résolution étant lue une seconde fois, est adoptée.

L'ordre du jour, pour la réception du rapport du comité de toute la Chambre sur certaine résolution concernant le contrat passé entre le gouvernement de Sa Majesté et les Frères de la Charité de St. Vincent de Paul, étant lu ;

M. Lacerte, fait en conséquence, rapport de la dite résolution, laquelle est lue comme suit :

Résolu, Que le contrat passé entre le gouvernement de Sa Majesté, dans la province de *Québec*, et les Frères de la Charité de St. Vincent de Paul, à la date du neuf janvier mil huit cent soixante-dix-huit, pour la direction et la régie de l'école de réforme de *Montréal*, copie duquel contrat est produite, soit approuvé par cette Chambre.

La dite résolution, étant lue une seconde fois, est adoptée.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité sur le bill pour amender l'acte 18 Vict., chap. 163, concernant les registres de l'état civil ; et après y avoir siégé quelque temps, *M. l'Orateur* reprend le fauteuil, et *M. Champagne* fait rapport que le comité a examiné le bill et y a fait des amendements.

Ordonné, Que le rapport soit maintenant reçu.

M. Champagne, fait en conséquence, rapport du bill, et les amendements sont lus et adoptés.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe, et que le titre soit : " Acte concernant les registres de l'état civil."

Ordonné, Que le greffier porte le bill au Conseil Législatif et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité sur le bill du Conseil Législatif, intitulé : " Acte pour amender de nouveau l'acte d'agriculture et des travaux publics, 32 Vict., chap. 15, et les actes qui l'amendent " ; et après y avoir siégé quelques temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Price fait rapport que le comité a fait quelques progrès, et lui a enjoint de demander la permission de siéger de nouveau.

Ordonné, Que le comité ait la permission de siéger de nouveau, aujourd'hui.

A sept heures et demie P. M.

Conformément à la 19e règle de cette Chambre, les ordres du jour concernant les bills privés, sont lus.

L'ordre du jour, pour que la Chambre se forme en comité sur le bill pour amender l'acte incorporant la société de construction de *Montréal* en changeant son nom et étendant ses pouvoirs, étant lu ;

Et la question étant mise aux voix, que M. l'Orateur laisse maintenant le fauteuil, la Chambre se divise, et la question est résolue dans l'affirmative.

La Chambre, en conséquence, se forme en le dit comité ; et après y avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *Kennedy* fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil Législatif et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité sur le bill pour définir et régler les limites de certaines municipalités et paroisses des comtés de *Nicolet*, *Arthabaska* et *Drummond*, et pour mettre dans le comté de *Nicolet* les parties de ces municipalités et paroisses qui ne s'y trouvent pas ; et après y avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend son fauteuil et M. *Tarte* fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné, Que le bill soit lu la troisième fois, demain.

Ordonné, Que le bill tel qu'amendé soit ré-imprimé pour l'usage des membres de cette Chambre.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité sur le bill pour amender l'acte d'incorporation de la compagnie du chemin de fer à passagers de la cité de *Montréal*, et pour radier son capital actions non payé ; et après y avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *Gauthier* fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil Législatif et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité sur le bill pour ériger cette partie du village de la Côte St. Louis, appelée *Mile End*, en municipalité du village sous le nom du village de l'Enfant-Jésus ; et après y avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Duhamel fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe, et que le titre soit : "Acte pour incorporer la municipalité du village de St. Louis du *Mile End*."

Ordonné, Que le greffier porte le bill au Conseil Législatif et demande son concours.

M. le Trésorier *Church*, secondé par M. le Procureur-Général *Angers*, propose que cette Chambre se forme en comité pour prendre en considération certaines résolutions pour imposer un droit de timbre sur certains documents.

M. le Trésorier *Church* informe alors la Chambre, que Son Excellence le Lieutenant-Gouverneur ayant été informé du sujet de ces résolutions, les recommande à la considération de cette Chambre.

Et la question étant mise aux voix, que cette Chambre se forme immédiatement en le dit comité, la Chambre se divise, et la question est résolue dans l'affirmative.

La Chambre, en conséquence, se forme en le dit comité.

(EN COMITÉ.)

1. *Résolu*, Qu'il soit accordé à Sa Majesté, pour subvenir aux besoins du service public de cette province, un droit de timbre (sujet aux exceptions ci-après) sur tout *contrat-memorandum* (*contrat-noté*), acte, instrument et procuration pour effectuer le transport des actions dans aucun fonds ou capital (stock) et débetures, et sur tous autres actes et instruments authentiques ou sous seing privé, unilatéraux ou bilatéraux exécutés en cette province, ou hors de cette province, mais y devant recevoir leur effet, par lesquels ou aucun desquels, aucune personne, corporation, société, association ou corps public quelconque, ayant le pouvoir de contracter, s'oblige :

a. A payer, fournir, ou livrer à toute autre personne, corporation, société et tout corps public quelconque, toutes sommes de deniers et toutes choses qui par la loi et notamment par le chapitre premier et second du titre premier du second du titre premier du second livre du code civil, entrent dans la catégorie des biens et objets compris sous le terme de "biens meubles," mobilier ou "effets mobiliers" et "d'immeubles," et sont tels par leur nature, leur destination, l'objet auquel ils s'attachent ou par la détermination de la loi ;

b. A faire ou ne pas faire une chose par rapport à laquelle l'inexécution de l'engagement peut produire un préjudice appréciable en argent.

c. On reconnaît ou assure l'exécution, modifie les conditions ou change les délais d'un engagement, obligation, ou contrat pouvant créer une action en justice et donner lieu à une condamnation en une somme de deniers ;

Tels engagements, obligations et contrats étant, à titre de vente, échange, cession, transport, bail à loyer ou à ferme, quittance, constitution d'hypothèque, création de rente ou de constitut, société, datation en paiement, nantissement, gage, cautionnement ou à aucun titre légal quelconque, capable de produire des obligations civiles.

2. Ce droit sera prélevé en timbres adhésifs frappés suivant les lois de cette Province et notamment suivant "l'acte réglant les timbres," ou suivant les ordres en conseil passés à cet effet, qui devront être apposés sur chaque tel contrat.

memorandum, acte, instrument et procuration et oblitérés par la mention écrite en encre de la date par an, mois et jour de telle apposition et l'adjonction des initiales de celui qui fait l'oblitération.

3. Le montant des timbres qui seront apposés et oblitérés sur chaque *contrat memorandum (contract note)* acte, instrument, et procuration, exécutés en cette province ou en dehors de cette province, mais pour y avoir leur effet, ayant rapport à la vente ou transport de toute débenture ou actions dans le capital de toute corporation, compagnie ou institution financière, industrielle ou manufacturière, ou sur le livre de transport de telle corporation, compagnie ou institution, si les timbres n'ont pas été au préalable, apposés sur le dit *contrat memorandum (contract note)* acte, instrument ou procuration sera de dix centins par chaque cent piastres et fraction de cent piastres, du montant nominal de telle débenture du montant demandé sur telles actions.

Le montant des timbres sur chaque autre acte ou instrument, contenant aucune des autres obligations, engagements ou contrats mentionnés dans la première résolution ci-haut, sera de quinze centins pour chaque deux cents piastres ou fraction de deux cents piastres, au-dessus de la somme de deux cents piastres de la somme nominale ou de la valeur appréciable en argent, de l'objet de telles obligations, engagements ou contrats.

4. Tout tel acte ou instrument non timbré et non oblitéré de la manière ci-haut mentionnée, sera invalidé à toute fin, et frappé de nullité absolue, de manière à ne produire aucun effet quelconque et notamment, ils ne produiront aucune action en justice, ne seront pas susceptibles d'enregistrement ni d'insinuation dans les registres publics et seront, à toutes fins quelconques considérés comme non avenus, à moins que sur demande à un tribunal ou à un juge compétent, l'omission ne soit réparée et permission ne soit accordée d'apposer les timbres exigés dans le principe, en apposant des timbres additionnels, dont le chiffre sera déterminé par le tribunal ou le juge, mais qui au maximum, ne pourra pas s'élever à plus de cinq fois la valeur des premiers timbres.

5. Outre la responsabilité civile en dommages et intérêts envers les parties lésées par son défaut, toute personne contrevenant à l'obligation ci-haut énoncée d'apposer les timbres voulus, dûment oblitérés sera, hormis réparation de l'omission par l'apposition de timbres additionnels oblitérés, comme dit ci-haut, passible, pour chaque telle contravention, d'une amende de cinquante dollars recouvrable suivant les dispositions de l'article 16 du code civil.

6. Le revenu provenant des droits de timbres imposés par les présentes résolutions, sera versé dans le trésor public, pour faire partie des fonds consolidés de la province.

7. Les actes et instruments suivants seront cependant exempts de ce droit :

1. Les billets de banque.
2. Les lettres de change, les billets promissoires et les chèques.
3. Les connaissements.
4. Les reçus de magasins d'entrepôt.
5. Les cautionnements (bonds) au regard des droits de douane.
6. Les chartes—parties.
7. Les actes de l'Etat civil.
8. Les polices d'assurance et reçus de primes d'assurances.
9. Les protêts de lettres de change et billets promissoires.
10. Les testaments et les donations entre vifs ou à cause de mort en ligne directe, faites par actes séparés ou contenues en un contrat de mariage ;
11. Les partages de biens successifs, mobiliers ou immobiliers.
12. Toutes les opérations de courtage sur les meubles et effets mobiliers, à l'exception des actes et instruments relatifs aux ventes et transports de débentures et d'actions ci-haut mentionnés, dans les sociétés, compagnies et institutions financières, industrielles et manufacturières.

13. Toutes les ventes faites à l'encan par les encanteurs, des meubles et effets mobiliers, qui doivent par l'acte des licences, être vendus par un encanteur, et

aussi les ventes relatives aux immeubles vendus par un encanteur ou un shérif quelconque ou vendus par décret judiciaire.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *Loranger* fait rapport que le comité a passé plusieurs résolutions.

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil Législatif a apporté le message suivant, lequel est lu comme suit :

Le Conseil Législatif a passé le bill intitulé : "Acte pour amender le chapitre 70 des statuts refondus pour le *Bas-Canada*, intitulé : "Acte concernant les compagnies à fonds social pour la construction des chemins et de certains autres travaux," sans amendement.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme de nouveau en comité sur le bill du Conseil Législatif, intitulé : "Acte pour amender de nouveau l'acte d'agriculture et des travaux publics, 32 Vict., chap. 15 et les actes qui l'amendent"; et après y avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. *Price* fait rapport que le comité a examiné le bill et y a fait des amendements.

Ordonné, Que le rapport soit maintenant reçu.

M. *Price* fait rapport du bill en conséquence, et les amendements sont lus comme suit :

Page 1, section 4, ligne 2, après le mot "suivants" retrancher le mot "seront" et insérer le mot "est."

Page 2, section 6, ligne 13, après les mots "somme de" ajoutez "cinq cents." Après la section 7, insérez "section 7a."

7a. La section 65 du même acte est amendée en substituant aux mots "cours du mois de décembre" les mots suivants : "troisième mercredi de décembre" et en remplaçant les mots "durant le même mois" par les mots "à la même date."

Section 8, ligne 4, après le mot "société" retrancher le mot "élira" et insérez les mots "pourra élire."

Même section, ligne 4, après le mot "paroisse" insérez les mots "ou municipalité rurale."

Même section, ligne 4, après le mot "société" insérez les mots "et si le nombre des dites paroisses ou des dites municipalités rurales est de moins que de neuf, l'assemblée pourra élire des directeurs pour compléter le dit nombre."

Même section, sous-section 2, ligne 1, après le mot "paroisse" insérez les mots "ou municipalité rurale."

Même section, sous-section 2, ligne 8, après le mot "paroisse" insérez les mots "ou la municipalité rurale."

Même section, sous-section 3, ligne 3, après le mot "paroisse" insérez les mots "ou municipalité."

Même sous-section, ligne 5, après le mot "paroisse" insérez les mots "ou de municipalité"

Même sous-section, ligne 7, après le mot "paroisse" insérez les mots "ou municipalité rurale."

Section 12, ligne 30, après les mots "n'excédant pas" insérez les mots "la somme de mille piastres."

Les dits amendements, étant lus une seconde fois, sont adoptés.

Ordonné, Que le bill, avec les amendements, soient lus la troisième fois, demain.

L'ordre du jour pour que la Chambre se forme en comité sur le bill pour amender et refondre l'acte des licences de *Québec* et ses amendements, étant lu ;

M. le Solliciteur-Général *Baker* se lève de son siège, et informe la Chambre que Son Excellence le Lieutenant-Gouverneur a été informé des dispositions de ce bill, et le recommande à la considération de cette Chambre.

La Chambre, alors se forme en comité sur le bill ; et après y avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et l'Honorable M. *Robertson* fait rapport que le comité a fait quelques progrès, et lui a enjoint de demander la permission de siéger de nouveau.

Ordonné, Que le comité ait la permission de siéger de nouveau, demain.

La Chambre s'ajourne alors jusqu'à demain.

Mercredi, 20 février 1878.

La pétition suivante a été présentée et mise sur la table :

Par M. *Fortin (Montmagny)*,—la pétition du révérend N. Jos. *Sirois* et autres, de la paroisse du *Cap St. Ignace*.

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont lues :

Du Révérend T. *Brassard* et autres, de *St. Michel de Vaudreuil* et autres paroisses, du comté de *Vaudreuil* ; demandant à être affiliés à la maison des Dames de la Providence, du *Côteau du Lac*, comté de *Soulanges*, et pour autres fins.

De l'Institut *Hervey*, de *Montréal* ; demandant que son allocation annuelle soit continuée.

Du Révérend J. A. *Rainville* et autres, de la paroisse de *Ste. Germaine du Lac Etchemin*, comté de *Dorchester* ; demandant de l'aide pour des chemins dans les townships de *Watford* et *Cranbourne*, et pour un pont sur la rivière *Etchemin*, dans le township de *Ware*.

De Ep. *Poulin* et autres, du township de *Watford*, et de la paroisse de *St. George*, district de *Beauce* ; demandant de l'aide pour un chemin dans le dit township de *Watford*.

Du Révérend J. O. *Rainville* et autres, de la paroisse de *Ste. Germaine du Lac Etchemin*,—du Révérend *Henri de Brie* et autres, de la paroisse de *Ste. Justine de Langevin*,—et du Révérend J. A. *Rainville* et autres, de la paroisse de *St. Léon de Standon*, tous du comté de *Dorchester* ; demandant respectivement de l'aide pour des chemins.

M. le Secrétaire-Provincial *Chapleau*, du comité permanent des bills privés, présente à la Chambre le quatorzième rapport du dit comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a examiné le bill pour enlever tout doute au sujet du pouvoir de *William Frederic Kay*, de disposer de certains biens immobiliers qu'il possède en vertu du testament de feu Dame *Mary Lacy*, et il est d'opinion qu'il n'est pas désirable que la Législature intervienne en pareil cas.

Ordonné, Que M. *Turcotte* ait la permission d'introduire un bill pour la protection et la conservation de certains arbres de nos forêts.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour vendredi prochain.

M. Joly, secondé par M. Marchand, propose que cette Chambre exprime respectueusement l'opinion qu'avec la perspective de l'abolition du Conseil Législatif dans un avenir peu éloigné, il n'est pas opportun de remplir les vacances existantes maintenant ou celles qui pourront se faire à l'avenir dans les rangs du Conseil Législatif.

Et objection étant faite, que cette motion n'est pas dans l'ordre, parce qu'elle est en contravention avec les dispositions de la section 75 de l'acte de l'*Amérique Britannique du Nord*, 1867 ;

M. l'Orateur décide que, dans son opinion, la Législature a le droit de changer la constitution, et qu'en conséquence l'objection n'est pas valide.

Et une nouvelle objection étant faite, que cette motion n'est pas dans l'ordre, parce que cette Chambre a déjà exprimé son opinion sur le même sujet pendant la présente session ;

M. l'Orateur décide comme suit :

Je suis d'opinion que la question d'ordre peut être soulevée en ce sens, que cette Chambre a déjà exprimé une opinion sur le sujet pendant la présente session, et, en conséquence, je décide que la motion est hors d'ordre.

Sur motion de M. Fortin (*Montmagny*), secondé par M. Dumont,

Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre un état indiquant le nombre d'employés surnuméraires de la session nommés depuis le 1^{er} décembre 1877 jusqu'à aujourd'hui, le dit état mentionnant le montant du salaire de chacun de ces employés par jour, et indiquant aussi ceux des dits employés qui ont été payés depuis le 20 décembre 1877, jusqu'au 17 janvier 1878.

Ordonné, Que l'honoraire payé sur le bill pour autoriser la vente de certains immeubles substitués par le testament de feu *Peter Devins*, soit remboursé, ainsi que la recommande le comité permanent des bills, privés, moins les frais d'impression et de traduction du dit bill.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité sur le bill pour autoriser la vente de propriétés immobilières substituées par le testament de feu *Jean Baptiste Quesnel* ; et après y avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Martin fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint de demander la permission de siéger de nouveau.

Ordonné, Que le comité ait la permission de siéger de nouveau, demain.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité sur le bill pour amender les actes relatifs aux associations d'assurance mutuelle des Fabriques des diocèses de *Québec* et des *Trois-Rivières*, et des diocèses de *Montréal* et de *St. Hyacinthe* ; et après y avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Martin fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le greffier porte le bill au Conseil Législatif et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité sur le bill pour ériger en municipalité rurale une partie de la *Côte St. Paul* ; et après y avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Gauthier fait rapport que le comité a examiné le bill et y a fait un amendement.

Ordonné, Que le rapport soit maintenant reçu.

M. Gauthier, fait en conséquence rapport du bill, et l'amendement est lu et adopté.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe, et que le titre soit : "Acte pour incorporer la municipalité de la paroisse de la Côte St. Paul."

Ordonné, Que le greffier porte le bill au Conseil Législatif et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité sur le bill pour accorder à la compagnie des moulins à coton de *V. Hudon*, le pouvoir de nommer des syndics pour l'émission de débentures ; et après y avoir siégé quelque temps, *M. l'Orateur* reprend le fauteuil, et *M. Tarte* fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe et que le titre soit : "Acte pour autoriser la compagnie des moulins à coton de *V. Hudon, Hochelaga*," à nommer des syndics pour assurer ses propriétés pour la protection des porteurs des débentures de la dite compagnie et autres fins.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil Législatif et demande son concours.

Ordonné, Que la 94^e règle de cette Chambre, qui exige que toute motion à l'effet de faire imprimer tout document, soit au préalable soumise au comité permanent des impressions, qui en fait rapport, soit suspendue en ce qu'elle a rapport au bill du Conseil Législatif, intitulé : "Acte pour amender de nouveau l'acte d'agriculture et des travaux publics, 32 Vict., chap. 15) et les actes qui l'amendent."

Ordonné, Que le dit bill, tel qu'amendé, soit réimprimé pour l'usage des membres de cette Chambre.

L'ordre du jour pour la réception du rapport du comité de toute la Chambre sur certaines résolutions pour imposer un droit de timbre sur certains documents, étant lu ;

Ordonné, Que le dit ordre soit déchargé.

Ordonné, Que les dites résolutions soient de nouveau renvoyées au comité de toute la Chambre.

Résolu, Que cette Chambre se forme de nouveau immédiatement en le dit comité.

La Chambre, en conséquence, se forme en le dit comité.

(EN COMITÉ.)

1. Il soit accordé à Sa Majesté, pour subvenir aux besoins du service public de cette province, un droit de timbre (sujet aux exceptions ci-après) sur tout *contrat-memorandum (contrat-note)*, acte, instrument et procuration pour effectuer le transport des actions dans aucun fonds ou capital (stock) et débentures, et sur tous autres actes et instruments authentiques ou sous seing privé, unilatéraux ou bilatéraux exécutés en cette province, ou hors de cette province, mais y devant recevoir leur effet, par lesquels ou aucun desquels, aucune personne, corporation, société, association ou corps public quelconque, ayant le pouvoir de contracter, s'oblige :

a. A payer, fournir, ou livrer à toute autre personne, corporation, société et tout corps public quelconque, toutes sommes de deniers et toutes choses qui, par la loi et notamment par le chapitre premier et second du titre premier du second livre du code civil, entrent dans la catégorie des biens et objets compris sous le terme de "biens meubles," mobilier ou "effets mobiliers" et "d'immeubles," et sont tels par leur nature, leur destination, l'objet auquel ils s'attachent ou par la détermination de la loi ;

b. A faire ou ne pas faire une chose par rapport à laquelle l'inexécution de l'engagement peut produire un préjudice appréciable en argent.

c. Ou reconnaît ou assure l'exécution, modifie les conditions ou change les délais d'un engagement, obligation, ou contrat pouvant créer une action en justice et donner lieu à une condamnation en une somme de deniers ;

Tels engagements, obligations et contrats étant, à titre de vente, échange, cession, transport, bail à loyer ou à ferme, quittance, constitution d'hypothèque, création de rente ou de constitut, société, dation en paiement, nantissement, gage, cautionnement ou à aucun titre légal quelconque, capable de produire des obligations civiles.

2. Ce droit sera prélevé en timbres adhésifs frappés suivant les lois de cette province et notamment suivant " l'acte réglant les timbres," ou suivant les ordres en conseil passés à cet effet, qui devront être apposés sur chaque tel *contrat-memorandum*, acte, instrument et procuration et oblitérés par la mention écrite en encre de la date par an, mois et jour de telle apposition et l'adjonction des initiales de celui qui fait l'oblitération.

3. Le montant des timbres qui seront apposés et oblitérés sur chaque *contrat-memorandum* (*contrat note*), acte, instrument, et procuration, exécutés en cette province ou en dehors de cette province, mais pour y avoir leur effet, ayant rapport à la vente ou transport de toute débenture ou actions dans le capital de toute corporation, compagnie ou institution financière, industrielle ou manufacturière, ou sur le livre de transport de telle corporation, compagnie ou institution, si les timbres n'ont pas été au préalable, apposés sur le dit *contrat-memorandum* (*contract note*) acte, instrument ou procuration sera de dix centins par chaque cent piastres et fraction de cent piastres, du montant nominal de telle débenture du montant demandé sur telles actions.

Le montant des timbres sur chaque autre acte ou instrument, contenant aucunes des autres obligations, engagements ou contrats mentionnés dans la première résolution ci-haut, sera de quinze centins pour chaque cent piastres ou fraction de cent piastres, au-dessus de la somme de deux cents piastres de la somme nominale ou de la valeur appréciable en argent, de l'objet de telles obligations, engagements ou contrats.

4. Tout tel acte ou instrument non timbré et non oblitéré de la manière ci-haut mentionnée, sera invalide à toute fin, et frappé de nullité absolue, de manière à ne produire aucun effet quelconque et notamment, ils ne produiront aucune action en justice, ne seront pas susceptibles d'enregistrement ni d'insinuation dans les registres publics et seront, à toutes les fins quelconques considérés comme non avenus, à moins que sur demande à un tribunal ou à un juge compétent, l'omission ne soit pas réparée et permission ne soit accordée d'apposer les timbres exigés dans le principe, en apposant des timbres additionnels, dont le chiffre sera déterminé par le tribunal ou le juge, mais qui au maximum, ne pourra pas s'élever à plus de cinq fois la valeur des premiers timbres.

5. Outre la responsabilité civile en dommages et intérêts envers les parties lésées par son défaut, toute personne contrevenant à l'obligation ci haut énoncée d'apposer les timbres voulus, dûment oblitérés sera, hormis réparation de l'omission par l'apposition de timbres additionnels oblitérés comme dit ci-haut, passible pour chaque telle contravention d'une amende de cinquante dollars recouvrable suivant les dispositions de l'article 16 du Code Civil.

6. Le revenu provenant des droits de timbres imposés par les présentes résolutions, sera versé dans le trésor public, pour faire partie des fonds consolidés de la province.

7. Les actes et instruments suivants seront cependant exempts de ce droit :

1. Les billets de banque.
2. Les lettres de change, les billets promissoires et les chèques.
3. Les connaissements.
4. Les reçus de magasins d'entrepôt.
5. Les cautionnements (bonds) au regard des droits de douane.
6. Les chartes—parties.
7. Les actes de l'Etat civil.

8. Les polices d'assurance et reçus de primes d'assurances.
9. Les protêts de lettres de change et billets promissoires.
10. Les testaments et les donations entre vifs ou à cause de mort en ligne directe, faites par actes séparés ou contenues en un contrat de mariage.
11. Les partages de biens successifs, mobiliers ou immobiliers.
12. Toutes les opérations de courtage sur les meubles et effets mobiliers, à l'exception des actes et instruments relatifs aux ventes et transports de débentures et d'actions ci-haut mentionnés, dans les sociétés, compagnies et institutions financières, industrielles et manufacturières.
13. Toutes les ventes faites à l'encan par les encanteurs, des meubles et effets mobiliers, qui doivent par l'acte des licences, être vendus par un encanteur, et aussi les ventes relatives aux immeubles vendus par un encanteur ou un shérif quelconque ou vendus par décret judiciaire.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Loranger fait rapport que le comité a passé plusieurs résolutions.

Ordonné, Que le rapport soit maintenant reçu.

M. Loranger fait, en conséquence, rapport de ces résolutions, lesquelles sont les suivantes :

1. Il soit accordé à Sa Majesté, pour subvenir aux besoins du service public de cette province, un droit de timbre (sujet aux exceptions ci-après) sur tout *contrat-memorandum (contract note)* acte, instrument et procuration pour effectuer le transport des actions dans aucun fonds ou capital (stock) et débentures et sur tous autres actes et instruments authentiques ou sous seing privé, unilatéraux ou bilatéraux exécutés en cette province, ou hors de cette province, mais y devant recevoir leur effet, par lesquels ou aucun desquels, aucune personne, corporation, société, association ou corps public quelconque, ayant le pouvoir de contracter, s'oblige :

a. A payer, fournir ou livrer à toute autre personne, corporation, société et tout corps public quelconque, toutes sommes de deniers et toutes choses qui, par la loi et notamment par le chapitre premier et second du titre premier du second livre du code civil, entrent dans la catégorie des biens et objets compris sous le terme de "biens meubles," mobilier ou "effets mobiliers" et "d'immeubles," et sont tels par leur nature, leur destination, l'objet auquel ils s'attachent ou par la détermination de la loi ;

b. A faire ou ne pas faire une chose par rapport à laquelle l'inexécution de l'engagement peut produire un préjudice appréciable en argent.

c. Ou reconnaît ou assure l'exécution, modifie les conditions ou change les délais d'un engagement, obligation, ou contrat pouvant créer une action en justice et donner lieu à une condamnation en une somme de deniers ;

Tels engagements, obligations et contrats étant, à titre de vente, échange, cession, transport, bail à loyer ou à ferme, quittance, constitution d'hypothèque, création de rente ou de constitut, société, dation en paiement, nantissement, gage, cautionnement ou à aucun titre légal quelconque, capable de produire des obligations civiles.

2. Ce droit sera prélevé en timbres adhésifs frappés suivant les lois de cette province et notamment suivant "l'acte réglant les timbres," ou suivant les ordres en conseil passés à cet effet, qui devront être apposés sur chaque tel *contrat-memorandum*, acte, instrument et procuration et oblitérés par la mention écrite en creux de la date par an, mois et jour de telle apposition et l'adjonction des initiales de celui qui fait l'oblitération.

3. Le montant des timbres qui seront apposés et oblitérés sur chaque *contrat-memorandum (contract note)*, acte, instrument, et procuration, exécutés en

cette province ou en dehors de cette province, mais pour y avoir leur effet, ayant rapport à la vente ou transport de toute débenture ou actions dans le capital de toute corporation, compagnie ou institution financière, industrielle ou manufacturière, ou sur le livre de transport de telle corporation, compagnie ou institution, si les timbres n'ont pas été au préalable, apposés sur le dit *contrat-memorandum* (*contract note*), acte, instrument ou procuration sera de dix centins par chaque cent piastres et fraction de cent piastres, du montant nominal de telle débenture du montant demandé sur telles actions.

Le montant des timbres sur chaque autre acte ou instrument, contenant aucunes des autres obligations, engagements ou contrats mentionnés dans la première résolution ci-haut, sera de quinze centins pour chaque cent piastres ou fraction de cent piastres, au dessus de la somme de deux cents piastres de la somme nominale ou de la valeur appréciable en argent de l'objet de telles obligations, engagements ou contrats.

4. Tout tel acte ou instrument non timbré et non oblitéré de la manière ci-haut mentionnée, sera invalide à toute fin, et frappé de nullité absolue, de manière à ne produire aucun effet quelconque et notamment, ils ne produiront aucune action en justice, ne seront pas susceptibles d'enregistrement ni d'insinuation dans les registres publics et seront, à toutes fins quelconques, considérés comme non avenus. à moins que sur demande à un tribunal ou à un juge compétent, l'omission ne soit réparée et permission ne soit accordée d'apposer les timbres exigés dans le principe, en apposant des timbres additionnels, dont le chiffre sera déterminé par le tribunal ou le juge, mais qui au maximum, ne pourra pas s'élever à plus de cinq fois la valeur des premiers timbres.

5. Outre la responsabilité civile en dommages et intérêts envers les parties lésées par son défaut, toute personne contrevenant à l'obligation ci-haut énoncée d'apposer les timbres voulus, dûment oblitérés sera, hormis réparation de l'omission par l'apposition de timbres additionnels oblitérés comme dit ci-haut, passible pour chaque telle contravention d'une amende de cinquante dollars recouvrable suivant les dispositions de l'article 16 du code civil.

6. Le revenu provenant des droits de timbres imposés par les présentes résolutions, sera versé dans le trésor public, pour faire partie des fonds consolidés de la province.

7. Les actes et instruments suivants seront cependant exempts de ce droit :

1. Les billets de banque.
2. Les lettres de change, les billets promissoires et les chèques.
3. Les connaissements.
4. Les reçus de magasins d'entrepôt.
5. Les cautionnements (bonds) au regard des droits de douane.
6. Les chartes—parties.
7. Les actes de l'Etat civil.
8. Les polices d'assurance et reçus de primes d'assurances.
9. Les protêts de lettres de change et billets promissoires.
10. Les testaments et les donations entre vifs ou à cause de mort en ligne directe, faites par actes séparés ou contenues en un contrat de mariage ;
11. Les partages de biens successifs, mobiliers ou immobiliers.
12. Toutes les opérations de courtage sur les meubles et effets mobiliers, à l'exception des actes et instruments relatifs aux ventes et transports de débentures et d'actions ci-haut mentionnés, dans les sociétés, compagnies et institutions financières, industrielles et manufacturières.

13. Toutes les ventes faites à l'encan par les encanteurs, des meubles et effets mobiliers, qui doivent par l'acte des licences, être vendus par un encanteur, et aussi les ventes relatives aux immeubles vendus par un encanteur ou un shérif quelconque ou vendus par décret judiciaire.

Et la question étant mise aux voix, que les dites résolutions soient maintenant lues une seconde fois.

M. Joly, secondé par M. Marchand, propose sous forme d'amendement, que

tous les mots après "que" jusqu'à la fin de la question soient retranchés, et que les mots "il soit résolu, que cette Chambre est d'opinion qu'avec un système "d'économie et de retranchement judicieusement appliqué par le gouvernement "dans les dépenses de cette province, et par une sage administration de ses affaires "publiques, il n'est pas nécessaire de créer de nouvelles taxes," soient mis à la place.

Et des débats s'ensuivant ;

M. l'Orateur, en vertu des dispositions de la 31^e Victoria, chap. 4, des Statuts de la Province de Québec, appelle J. C. S. Würtele, écuyer, membre pour la division électorale de Yamaska, pour le remplacer temporairement au fauteuil.

M. Würtele prend, en conséquence, le fauteuil de la Chambre.

Et après quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil.

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise, et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

POUR :

Messieurs :

<i>Bachand,</i>	<i>Dumont,</i>	<i>Marchand,</i>	<i>Robert,</i>
<i>Bisson,</i>	<i>Fortin (Montmagny),</i>	<i>Molleur,</i>	<i>Shehyn,</i>
<i>Cameron,</i>	<i>Joly,</i>	<i>Piquet,</i>	<i>Sylvestre,</i>
<i>Chauveau,</i>	<i>Laberge,</i>	<i>Préfontaine,</i>	<i>Verreault et</i>
<i>Daigle,</i>	<i>Lafontaine,</i>	<i>Rinfret dit Malouin,</i>	<i>Watts.—22.</i>
<i>De Beaujeu,</i>	<i>Laframboise,</i>		

CONTRE :

Messieurs :

<i>Alleyn,</i>	<i>Dupont,</i>	<i>Larochelle,</i>	<i>Picard,</i>
<i>Angers,</i>	<i>Fortin (Gaspé),</i>	<i>LaRue,</i>	<i>Price,</i>
<i>Baker,</i>	<i>Fradette,</i>	<i>Lavallée,</i>	<i>Robertson,</i>
<i>Champagne,</i>	<i>Garneau,</i>	<i>LeCavalier,</i>	<i>St. Cyr,</i>
<i>Chapleau,</i>	<i>Gauthier,</i>	<i>Loranger,</i>	<i>Taillon,</i>
<i>Charlebois,</i>	<i>Houde (Maskinongé),</i>	<i>Lynch,</i>	<i>Tarte,</i>
<i>Church,</i>	<i>Houde (Nicolet),</i>	<i>Martin,</i>	<i>Thornton,</i>
<i>Deschênes,</i>	<i>Kennedy,</i>	<i>Mathieu,</i>	<i>Turcotte et</i>
<i>Duhamel,</i>	<i>Lacerte,</i>	<i>McGawvran,</i>	<i>Würtele.—39.</i>
<i>Dulac,</i>	<i>Lalonde,</i>	<i>Peltier,</i>	

Ainsi, il est résolu dans la négative.

La question principale, étant alors mise aux voix, la Chambre se divise, et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

POUR :

Messieurs :

<i>Alleyn,</i>	<i>Dupont,</i>	<i>Larochelle,</i>	<i>Picard,</i>
<i>Angers,</i>	<i>Fortin (Gaspé),</i>	<i>LaRue,</i>	<i>Price,</i>
<i>Baker,</i>	<i>Fradette,</i>	<i>Lavallée,</i>	<i>Robertson,</i>
<i>Champagne,</i>	<i>Garneau,</i>	<i>Le Cavalier,</i>	<i>St. Cyr,</i>
<i>Chapleau,</i>	<i>Gauthier,</i>	<i>Loranger,</i>	<i>Taillon,</i>
<i>Charlebois,</i>	<i>Houde (Maskinongé),</i>	<i>Lynch,</i>	<i>Tarte,</i>
<i>Church,</i>	<i>Houde (Nicolet),</i>	<i>Martin,</i>	<i>Thornton,</i>
<i>Deschênes,</i>	<i>Kennedy,</i>	<i>Mathieu,</i>	<i>Turcotte et</i>
<i>Duhamel,</i>	<i>Lacerte,</i>	<i>McGauwran,</i>	<i>Würtele.—39.</i>
<i>Dulac,</i>	<i>Lalonde,</i>	<i>Peltier,</i>	

CONTRE :

Messieurs :

<i>Bachand,</i>	<i>Dumont,</i>	<i>Marchand,</i>	<i>Robert,</i>
<i>Bisson,</i>	<i>Fortin (Montmagny),</i>	<i>Molleur,</i>	<i>Shehyn,</i>
<i>Cameron,</i>	<i>Joly,</i>	<i>Pâquet,</i>	<i>Sylvestre,</i>
<i>Chauveau,</i>	<i>Laberge,</i>	<i>Préfontaine,</i>	<i>Verreault et</i>
<i>Daigle,</i>	<i>Lafontaine,</i>	<i>Rinfret dit Malouin,</i>	<i>Watts.—22.</i>
<i>De Beaujeu,</i>	<i>Laframboise,</i>		

Ainsi, la question est résolue dans l'affirmative.

Les dites résolutions, étant lues une seconde fois, sont adoptées.

Et la Chambre continuant à siéger après minuit, jeudi matin.

Jeudi, 21 février 1878.

Ordonné, Que M. le Trésorier Church ait la permission d'introduire un bill pour imposer un droit de timbre sur certains documents.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour aujourd'hui.

La Chambre ayant continuée à siéger jusqu'à minuit et cinq minutes jeudi matin, s'ajourne alors jusqu'à aujourd'hui.

Jeudi, 21 février 1878.

Les pétitions suivantes sont séparément présentées et déposées sur la table :

Par M. *Watts*,—la pétition de *James Beland* et autres, du township de *Warwick*.

Par M. *Deschênes*,—la pétition du conseil municipal du comté de *Témiscouata*, —et la pétition d'*Antoine Bellemare* et autres, du township de *Bégon*, comté de *Témiscouata*.

Par M. *Taillon*,—la pétition de *J. B. Desmarteau* et autres, de la cité des *Trois-Rivières*.

Par M. *Larochelle*,—la pétition de *Patrick Hayes* et autres du township de *Buckland*,—et la pétition de *Henry Joynt* et autres, de la paroisse de *Ste. Malachie*, comté de *Dorchester*.

Ordonné, Que la pétition du conseil municipal du comté de *Témiscouata*, présentée aujourd'hui, soit maintenant reçue et lue.

Et la dite pétition, demandant trois termes de la Cour de Circuit dans le dit comté de *Témiscouata*, est reçue et lue.

Conformément à l'ordre du jour les pétitions suivantes sont lues :

De *Félix Desjardins* et autres,—de *Hugh Clelland* et autres,—de *Edward B. Hume* et autres,—de *C. S. Pollock* et autres,—de *John Griffith* et autres,—et de *Thos. W. Hammond* et autres, tous de la paroisse de *St. Jérusalem*, comté d'*Argenteuil* ; demandant respectivement qu'on leur rende justice respectivement à leur souscription au chemin de fer de colonisation du nord.

Du Révérend *L. N. Morisset* et autres, du township de *Linrière*, comté de *Beauce* ; demandant de l'aide pour le chemin *Langevin*.

Du Révérend *L. N. Morisset* et autres, du township *Linrière*, comté de *Beauce* ; demandant de l'aide pour le chemin des *Grandes Coudées*.

M. le Secrétaire Provincial *Chapleau*, du comité permanent des bills privés présente à la Chambre le quinzième rapport du dit comité lequel est lu comme suit :

Votre comité a examiné le bill pour autoriser l'exécuteur testamentaire des défunts *William Petry*, snr., et *William Petry*, jur., et le curateur à la substitution créée en vertu de certains testaments, à changer divers placements maintenant faits ; et le bill pour autoriser le barreau de la province de *Québec* à admettre *Michael J. F. Quinn* à la pratique de la profession d'avocat, et y a fait des amendements qu'il soumet à la considération de votre Honorable Chambre.

Votre comité a aussi examiné le bill de l'Honorable Conseil Législatif, acte pour permettre au ministre et aux syndics de l'église *St. André*, de *Montréal*, d'emprunter une somme d'argent et hypothéquer à cette fin la propriété de la dite église, et a l'honneur de le rapporter sans amendement.

L'honorable promoteur du bill pour autoriser le collège des médecins et chirurgiens de la province de *Québec* à accorder, après examen, à *Robert J. Burke*, de *Stanstead Plain*, une licence pour la pratique de la médecine et de la chirurgie dans la province de *Québec*, ayant exprimé le désir de retirer son bill, votre comité recommande humblement qu'il lui soit permis de retirer son bill et que remise lui soit faite de l'honoraire de cent piastres payé au greffier du comité des bills privés, déduction faite des frais de traduction et d'impression.

Votre comité désire recommander que les honoraires de cent piastres payés sur les bills suivants soient remis aux promoteurs de chacun de ces bills, après déduction faite des frais de traduction et d'impression :

1. Bill pour autoriser le barreau de la province de *Québec*, à admettre, après examen, *Charles Leduc*, à la pratique de la profession d'avocat ;

2. Bill pour lever tout doute au sujet du pouvoir de *William Frederick Kay*, de disposer de certains biens immobiliers qu'il possède en vertu du testament de feu Dame *Mary Lacy* ;

3. Bill pour définir et régler les limites de certaines municipalités et paroisses des comtés de *Nicolet*, *Arthabaska* et *Drummond*, et pour mettre dans le comté de *Nicolet*, les parties de ces municipalités et paroisses qui ne s'y trouvent pas.

4. Bill pour incorporer la " Compagnie des *Carrières et Tramway Bernier*."

5. Bill pour incorporer " La Compagnie de sucre de betterave de la province de *Québec*."

Votre comité désire recommander à votre honorable Chambre que les sommes d'argent payées, par les parties qui ont introduit des bills privés, pour traduction et correction d'épreuves, et maintenant entre les mains du greffier de ce comité ou qui lui sont payées pour cet objet, soient remises aux chefs des traducteurs anglais et français, et qu'un honoraire de cinq pour cent sur ces sommes soit payé au greffier du comité des bills privés, conformément à la pratique suivie ces trois dernières années.

Résolu, Que cette Chambre concourt dans le dit rapport.

M. le Secrétaire Provincial *Chapleau*, présente en conformité d'une adresse à Son Excellence le Lieutenant Gouverneur, réponse à une adresse de l'Assemblée Législative, datée le 31 janvier 1878 demandant :

1. Copie de toute correspondance entre le gouvernement ou aucun des honorables ministres et toute personne quelconque au sujet du cadastrage dans les comtés de *Soulanges* et de *Vaudreuil*, depuis le 30 novembre 1876.

2. Un état indiquant le montant que le cadastrage a coûté dans les deux comtés jusqu'à ce jour, quand et à qui, et pour quelles fins les différentes sommes ont été payées. (Documents de la session No. 26.)

Aussi, par ordre de Son Excellence le Lieutenant-Gouverneur, rapport des médecins, directeurs, propriétaires de l'asile des aliénés de *Québec* pour l'année 1876-77. (Document de la session No. 27.)

Ordonné, Que la 94^e règle de cette Chambre, qui exige que toute motion a l'effet de faire imprimer un document, soit au préalable soumise au comité des impressions qui en fait rapport, soit suspendue en ce qu'elle se rattache au dernier rapport susmentionné.

Ordonné, Que le dit rapport soit imprimé.

Ordonné, Que M. *Alley* ait la permission d'introduire un bill pour amender la sous-section 31 de la section 1 du chapitre 75 des Statuts Refondus pour le *Bas-Canada*.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Sydney Robert Bellingham, écuyer, représentant la division électorale d'*Argenteuil*, se lève de son siège et déclare qu'il a été informé sur bonne autorité et qu'il croit que la chose est vraie, que l'Honorable *Joseph Adolphe Chapleau*, un des membres de cette Chambre, et Secrétaire Provincial, et maintenant un des directeurs et le vice-président de la compagnie du chemin de fer des *Laurentides*, a agi comme directeur du dit chemin de fer, en vertu d'une qualification pour agir comme tel directeur, reçue de *J. B. Deslongchamps*.

M. *Bellingham*, propose alors, secondé par M. *Watts*, que la question soit renvoyée à un comité spécial de cinq membres nommés par la Chambre.

Et objection étant faite que la motion n'est pas dans l'ordre, parce qu'une question de privilège ne peut pas être renvoyée à un comité spécial, mais qu'elle devrait être renvoyée au comité nommé à cette fin, c'est-à-dire au comité des privilèges et élections.

M. l'Orateur dit à la Chambre qu'il donnera sa décision ce soir.

La dite objection est, avec la permission de la Chambre, retirée.

M. *Joly* secondé par M. *Marchand*, propose qu'il soit résolu, que la question de la conservation de nos forêts est d'une importance majeure,

Qu'elles sont la sources la plus considérable de revenue, pour notre province, après l'octroi fédéral,

Qu'elles alimentent la branche la plus importante de notre commerce, et que l'on peut même dire sans exagération, que la plus grande partie des opérations commerciales de la province de *Québec* découlent directement ou indirectement du commerce de bois, qui donne de l'ouvrage à une partie considérable de notre population, pendant l'hiver, emploie les manufactures de bois pendant l'été et attire dans nos ports un nombre énorme de vaisseaux d'outre-mer,

Qu'il est devenu indispensable d'introduire dans l'administration de nos forêts un système qui proportionnerait, autant que cela peut se faire, la coupe annuelle, de manière à protéger la durée du commerce de bois, et à assurer à la province un revenu régulier et permanent.

Qu'il est devenu indispensable d'adopter des mesures efficaces pour protéger nos forêts contre les dangers qui les menacent, entre autres, contre :

1o. Le feu.

2o. Le pillage.

3o. Le gaspillage du bois, résultant :

1o. D'une production immodérée qui a pour effet d'encombrer les marchés et de faire baisser les prix, tout en ruinant les forêts,

2o. De la manufacture de bois carré,

3o. De la coupe de jeunes arbres au-dessous d'une certaine dimension,

4o. Par la destruction du bois de prûche pour manufacturer l'extrait de tanin.

Que le temps est venu pour le gouvernement de mettre à exécution la loi 29 Vict. de 1865 chap. 53, par laquelle une réserve de terre à bois doit être faite dans chaque nouveau Township, pour assurer la conservation du bois,

Que cette Chambre est prête à donner son concours au gouvernement pour obtenir ces résultats si importants pour la prospérité de la province.

Et des débats s'en suivant ;

Et étant six heures, M. l'Orateur laisse le fauteuil.

La Chambre reprend en considération la déclaration faite aujourd'hui par *Sydney Robert Bellingham*, écuier, représentant la division électorale d'*Argenteuil*, qu'il a été informé sur bonne autorité et qu'il croit que la chose est vraie, que l'Honorable *Joseph Adolphe Chapleau*, un des membres de cette Chambre et Secrétaire Provincial et maintenant un des directeurs et le Vice-Président de la compagnie du chemin de fer des *Laurentides*, a agi comme directeur du dit chemin de fer en vertu d'une qualification pour agir comme tel directeur, reçue de *Jean Baptiste Deslongchamps* ; et la question ensuite proposée que cette déclaration soit renvoyée à un comité spécial de cinq membres nommés par la Chambre ;

Et la question étant de nouveau proposée que cette déclaration soit renvoyée à un comité spécial de cinq membres nommés par la Chambre ;

L'Honorable M. *Robertson*, secondé par M. *Mathieu*, propose sous forme d'amendement que tous les mots après "Que" jusqu'à la fin de la question soient retranchés et que les mots "la déclaration faite par M. *Sydney R. Bellingham* le membre pour la division électorale d'*Argenteuil*, a sa place dans cette Chambre contre l'Honorable *Joseph Adolphe Chapleau*, Secrétaire Provincial et membre de cette Chambre pour la division électorale de *Terrebonne*, n'affecte pas l'honneur et la dignité de cette Chambre et ne constitue pas une infraction à ses privilèges et que cette Chambre ne juge pas qu'il est nécessaire de prendre aucune action dans cette affaire," soient mis à la place.

Et l'amendement étant mis aux voix la Chambre se divise et les noms étant demandés ils sont pris comme suit :

POUR :

Messieurs :

*Alleyn,
Angers,
Baker,
Champagne,
Charlebois,
Church,
Deschênes,
Duhamel,
Dulac,
Dupont,
Fortin (Gaspé),*

*Fradette,
Garneau,
Gauthier,
Houde (Maskinongé),
Houde (Nicolet),
Kennedy,
Lacerte,
Lalonde,
Larochele,
La Rue,*

*Lavallée,
LeCavalier,
Loranger,
Lynch,
Martin,
Mathieu,
McGauvran,
Peltier,
Picard,
Robert,*

*Robertson,
Sawyer,
St. Cyr,
Sylvestre,
Taillon,
Tarte,
Thornton,
Turcotte
Verreault et
Würtele.—41.*

CONTRE :

Messieurs :

*Bachand,
Bellingham,
Chauveau,
Daigle,
De Beaujeu,*

*Dumont,
Fortin (Montmagny),
Joly,
Laberge,
Laframboise,
Marchand,
Molleur,
Pdquet,*

*Préfontaine,
Rinfret dit Malouin,
Shehyn et
Watts.—17.*

Ainsi, il est résolu dans l'affirmative.

La question principale ainsi amendée, étant alors mise aux voix, la Chambre se divise, et la question est résolue dans l'affirmative sur la division précédente.

La Chambre reprend les débats sur la question proposée aujourd'hui.

Qu'il soit résolu que la question de la conservation de nos forêts est d'une importance majeure ;

Qu'elles sont la source la plus considérable de revenue, pour notre province, après l'octroi fédéral ;

Qu'elles alimentent la branche la plus importante de notre commerce, et que l'on peut même dire sans exagération, que la plus grande partie des opérations commerciales de la province de Québec découlent directement ou indirectement du commerce de bois, qui donne de l'ouvrage à une partie considérable de notre population, pendant l'hiver, emploie les manufactures de bois pendant l'été et attire dans nos ports un nombre énorme de vaisseaux d'outre-mer ;

Qu'il est devenu indispensable d'introduire dans l'administration de nos forêts un système qui proportionnerait, autant que cela peut se faire, la coupe annuelle, de manière à protéger la durée du commerce de bois, et à assurer à la province un revenu régulier et permanent ;

Qu'il est devenu indispensable d'adopter des mesures efficaces pour protéger nos forêts contre les dangers qui les menacent, entre autres, contre :

1. Le feu.

2. Le pillage.

3. Le gaspillage de bois, résultant :

1. D'une production immodérée qui a pour effet d'encombrer les marchés et de faire baisser les prix, tout en ruinant les forêts,

2. De la manufacture de bois carré,

3. De la coupe de jeunes arbres au-dessous d'une certaine dimension ;

4. Par la destruction du bois de pruche pour manufacturer l'extrait de tanin ;

Que le temps est venu pour le gouvernement de mettre à exécution la loi 29 Vict., de 1865, chap. 53, par laquelle une réserve de terre à bois doit être faite dans chaque nouveau township, pour assurer la conservation du bois.

Que cette Chambre est prête à donner son concours au gouvernement pour obtenir ces résultats si importants pour la prospérité de la province.

La dite motion est, avec la permission de la Chambre, retirée.

Sur motion de M. le Procureur-Général *Angers*, secondé par M. le Commissaire *Garneau*,

Ordonné, Qu'il y ait deux séances de cette Chambre, samedi prochain, la première devant commencer à dix heures A. M. jusqu'à midi, et la seconde devant commencer à deux heures P. M. jusqu'à cinq heures P. M.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité sur le bill pour amender l'acte concernant les cours des commissaires pour la décision sommaire des petites causes; et après y avoir siégé quelques temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et *Taillon* fait rapport que le comité a examiné le bill et y a fait un amendement.

Ordonné, Que le rapport soit reçu, demain.

L'ordre du jour pour la seconde lecture du bill pour exempter de la saisie la moitié des gages des journaliers, étant lu;

M. *Turcotte*, secondé par M. *Tarte*, propose que le bill soit maintenant lu une seconde fois, la Chambre se divise et la proposition est résolue dans la négative.

L'ordre du jour, pour la seconde lecture du bill pour amender la loi de la chasse en cette Province, étant lu;

M. *Turcotte* propose, secondé par M. *Mathieu*, que le bill soit maintenant lu une seconde fois.

Et des débats s'en suivant;

Sur motion de M. *Lynch*, secondé par M. *Watts*,

Ordonné, Que les débats soient ajournés jusqu'à demain.

L'ordre du jour pour la seconde lecture du bill pour amender les différents actes concernant les chemins à barrières de *Québec Nord*, étant lu;

M. *Alley*, secondé par M. *Dulac*, propose que le bill soit maintenant lu une seconde fois.

Et objection étant faite, que ce bill impose une nouvelle taxe sur le peuple et qu'il aurait dû être présenté sur un message du Lieutenant-Gouverneur.

M. l'Orateur décide que le bill n'est pas dans l'ordre, parce que certains mots dans le bill ne sont pas imprimés en italiques.

Le bill pour définir et régler les limites de certaines municipalités et paroisses des comtés de *Nicolet*, *Arthabaska* et *Drummond*, et pour mettre dans le comté de *Nicolet* les parties de ces paroisses qui ne s'y trouvent pas, est, en conformité de l'ordre, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le greffier porte le bill au Conseil Législatif et demande son concours.

Et la Chambre continuant à siéger jusqu'après minuit, vendredi matin.

Vendredi, 22 février 1878.

La chambre, en conformité de l'ordre, se forme de nouveau en comité sur le bill pour autoriser la vente de propriétés immobilières substituées par feu *Jean Baptiste Quesnel*; et après y avoir siégé quelques temps, M. l'Orateur reprend le

fauteuil, et M. *Alley* fait rapport que le comité a examiné le bill et y a fait des amendements.

Ordonné, Que le rapport soit maintenant reçu.

M. *Alley* fait, en conséquence, rapport du bill et les amendements sont lus et adoptés.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le greffier porte le bill au Conseil Législatif et demande son concours.

Et la Chambre ayant continué à siéger jusqu'à minuit et vingt minutes, vendredi matin, s'ajourne jusqu'à aujourd'hui.

Vendredi, 22 février 1878.

Les pétitions suivantes sont séparément présentées et déposées sur la table :

Par M. *Watts*,—la pétition d'*Edward McCabe* et autres, du township de *Wickham*.

Par M. *Shehyn*,—la pétition de *Arthur Murphy* et autres, de la cité de *Québec*

Conformément à l'ordre du jour, la pétition suivante est lue :

Du Révérend M. *Jos. Sirois* et autres, de la paroisse du *Cap St. Ignace* ; demandant de l'aide pour des chemins dans la dite paroisse.

M. *Shehyn*, secondé par M. *Chauveau*, propose que la 49^e règle de cette Chambre, qui exige qu'aucune pétition pour le bill privé ne soit reçue par la Chambre, après les deux premières semaines de chaque session, soit suspendue et que la pétition de *Arthur H. Murphy* et autres, de la cité de *Québec*, présentée aujourd'hui, soit maintenant reçue et lue.

Et objection étant faite, que cette motion n'est pas dans l'ordre, parce qu'aucune motion pour la suspension de la règle ne peut être maintenue, à moins qu'il n'ait été d'abord fait rapport à ce sujet par deux ou plus de deux comités.

M. *Joly*, secondé par M. *Shehyn*, propose qu'il soit donné instruction au comité permanent des ordres permanents de prendre la dite pétition en considération.

M. l'Orateur décide que cette pétition ne peut pas être reçue, le délai pour recevoir des pétitions pour bills privés étant expiré depuis longtemps.

Ordonné, Que l'entrée dans les journaux de cette Chambre en date d'hier, concernant la seconde lecture du bill pour exempter de la saisie la moitié des gages des journaliers, soit rescindée.

Ordonné, Que le bill soit lu une seconde fois, aujourd'hui.

M. *Wurtels*, du comité spécial sur le bill concernant la notification et la présence à la levée des scellés et aux inventaires et aussi sur d'autres bills renvoyés à ce même comité, présente à la Chambre le premier rapport du dit comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a l'honneur de faire rapport qu'il a examiné les bills suivants :

Bill concernant la notification et la présence à la levée des scellés et aux inventaires.

Bill pour pourvoir à ce que avis soit donné aux créanciers hypothécaires des ventes par le shérif, auxquels il a fait divers amendements qu'il soumet humblement à la considération de votre Honorable Chambre.

Ordonné, Que M. le Procureur-Général *Angers*, ait la permission d'introduire un bill pour amender le chapitre 77 des statuts refondus pour le *Bas-Canada* concernant la Cour du Banc de la Reine.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité sur le bill pour amender et refondre l'acte des licences de *Québec* et ses amendements ; et après y avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et l'Honorable M. *Robertson* fait rapport que le comité a fait quelque progrès et lui a enjoint de demander la permission de siéger de nouveau.

Ordonné, Que le comité ait la permission de siéger de nouveau, aujourd'hui.

L'ordre du jour pour la seconde lecture du bill pour amender de nouveau la loi concernant l'instruction publique en cette province, étant lu ;

M. le Secrétaire-Provincial *Chapleau*, secondé par M. le Procureur-Général *Angers*, propose que le bill soit maintenant lu une seconde fois, la Chambre se divise, et la proposition est résolue dans l'affirmative.

Le bill est, en conséquence, lu une seconde fois, et renvoyé à un comité de toute la Chambre pour demain.

L'ordre du jour pour la deuxième lecture du bill concernant le fonds consolidé des chemins de fer de la province, étant lu ;

M. le Trésorier *Church*, secondé par M. le Procureur-Général *Angers*, propose que le bill soit maintenant lu une seconde fois, la Chambre se divise, et la proposition est résolue dans l'affirmative.

Le bill est, en conséquence, lu une seconde fois.

Ordonné, Que le bill soit lu la troisième fois, demain.

L'ordre du jour, pour la réception du rapport du comité de toute la Chambre sur le bill pour amender l'acte concernant les cours de commissaires pour la décision sommaire des petites causes, étant lu ;

M. *Taillon* fait, en conséquence, rapport du bill, et l'amendement est lu et adopté.

Ordonné, Que le bill soit lu la troisième fois, demain.

La Chambre, conformément à l'ordre, se forme en comité sur le bill pour amender certains articles du code municipal de la province de *Québec* ; et après y avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *Verreault* fait rapport que le comité a fait quelques progrès, et lui a enjoint de demander la permission de siéger de nouveau.

Ordonné, Que le comité ait la permission de siéger de nouveau, aujourd'hui.

M. l'Orateur informe la chambre que le greffier du Conseil Législatif a apporté le message suivant :

Le Conseil Législatif a passé le bill intitulé "Acte pour autoriser *The Adams Tobacco Company* à emprunter de l'argent", avec un amendement auquel il demande le concours de cette chambre.

Et aussi, le Conseil Législatif a passé les bills suivants sans amendement :

Bill pour incorporer la société de l'Union St. Joseph de *Notre Dame de Beauport*.

Bill pour incorporer le cercle catholique de Québec.

La Chambre procède à prendre en considération l'amendement fait par le Conseil Législatif au bill pour autoriser *The Adams Tobacco Company*, à emprunter de l'argent, lequel est lu comme suit :

Clause 1. ligne huit, après le mot " but " insérer les mots suivants :

" Pourvu toujours que rien dans cet acte ne puisse en aucune manière affecter les droits ou hypothèques affectués avant la passation du présent acte ou maintenant existant sur la dite propriété."

Le dit amendement, étant lu une seconde fois, est adopté.

Ordonné, Que le greffier reporte le bill au Conseil Législatif et informe leurs Honneurs que cette chambre a adopté leur amendement.

A sept heures et demie P. M.

Conformément à la 19e règle de cette Chambre, les ordres du jour concernant les bills prives, sont lus.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité sur le bill pour incorporer la compagnie de transport du Nord ; et après y avoir siégé quelques temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *Alley* fait rapport que le comité a examiné le bill et y a fait un amendement.

Ordonné, Que le rapport soit maintenant reçu.

M. *Alley*, fait, en conséquence, rapport du bill et l'amendement est lu et adopté.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil Législatif et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité sur le bill pour autoriser l'exécuteur testamentaire des défunts *William Pétry*, père, et *William Pétry*, fils, et le curateur à la substitution créée en vertu des dits testaments à changer divers placements maintenant faits ; et après y avoir siégé quelques temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et l'Honorable M. *Laframboise* fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le greffier porte le bill au Conseil Législatif et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité sur le bill pour autoriser le Barreau de la province de Québec, à admettre *Michael J. F. Quinn* à la pratique de la profession d'avocat ; et après y avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *Thornton* fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le greffier porte le bill au Conseil Législatif et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité sur le bill du Conseil Législatif, intitulé : " Acte pour permettre au Ministre et aux Syndics de l'église St. André de Montréal, d'emprunter une somme d'argent et d'hypothéquer à cette fin la propriété de la dite Eglise, " et après y avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Houde (*Maskinongé*) fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil Législatif et informe leurs Honneurs que cette Chambre a passé ce bill sans amendement.

L'ordre du jour, pour la seconde lecture du bill pour exempter de la saisie la moitié des gages des journaliers, étant lu ;

M. Turcotte, secondé par M. Lacoste, propose que le bill soit maintenant lu une seconde fois.

M. Mathieu, secondé par M. Champagne, propose sous forme d'amendement à la question que le mot " maintenant " soit retranché et que les mots " d'aujourd'hui en trois mois ", soient ajoutés à la fin d'icelle.

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise, et les noms étant demandés ils sont pris comme suit :

POUR :

Messieurs :

Angers,	Fortin (<i>Montmagny</i>),	LaRue,	Molleur,
Baker,	Fradette,	Lavallée,	Peltier,
Bisson,	Garneau,	LeCavalier,	Sylvestre,
Champagne,	Laberge,	Loranger,	Taillon,
Chapleau,	Lafontaine,	Martin,	Verreault et
Charlebois,	Laframboise,	McGauvran,	Würtele.—25
Dupont,			

CONTRE :

Messieurs :

Alleyn,	Dulac,	Lalonde,	Robertson,
Cameron,	Gauthier,	Larochelle,	St. Cyr,
Church,	Houde (<i>Maskinongé</i>),	Lynch,	Tarte,
Daigle,	Houde (<i>Nicolet</i>),	Marchand,	Thornton,
Deschênes,	Joly,	Pâquet,	Turcotte et
Duhamel,	Kennedy,	Préfontaine,	Watts.—27.
Dumont,	Lacerte,	Robert,	

Ainsi, il est résolu dans la négative.

La question principale étant de nouveau mise aux voix, que le bill soit maintenant lu une seconde fois la Chambre se divise, et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

POUR :

Messieurs :

Alleyn,	Dulac,	Lacerte,	Robert,
Cameron,	Fortin (<i>Gaspé</i>),	Lalonde,	Robertson,
Church,	Gauthier,	Larochelle,	St. Cyr,
Daigle,	Houde (<i>Maskinongé</i>),	Lynch,	Tarte,
Deschênes,	Houde (<i>Nicolet</i>),	Marchand,	Thornton,
Duhamel,	Joly,	Pâquet,	Turcotte et
Dumont,	Kennedy,	Préfontaine,	Watts.—28.

CONTRE :

Messieurs :

<i>Angers,</i>	<i>Fortin (Montmagny),</i>	<i>Lavallée,</i>	<i>Peltier,</i>
<i>Baker,</i>	<i>Fradette,</i>	<i>LeCavalier,</i>	<i>Shehyn,</i>
<i>Bisson,</i>	<i>Garneau,</i>	<i>Loranger,</i>	<i>Sylvestre,</i>
<i>Champagne,</i>	<i>Laberge,</i>	<i>Martin,</i>	<i>Taillon,</i>
<i>Chapleau,</i>	<i>Lafontaine,</i>	<i>McGawran,</i>	<i>Verreault et</i>
<i>Charlebois,</i>	<i>Laframboise,</i>	<i>Molleur,</i>	<i>Würtele.—26.</i>
<i>Dupont,</i>	<i>LaRue,</i>		

Ainsi, la question est résolue dans l'affirmative.

Le bill est, en conséquence, lu une seconde fois et renvoyé à un comité de toute la Chambre, pour lundi prochain.

Le bill pour amender le chapitre 69 des Statuts Refondus pour le *Bas-Canada* concernant les sociétés de construction dans la province de *Québec*, est, en conformité de l'ordre, lu une seconde fois, et renvoyé à un comité de toute la Chambre, pour demain.

Sur motion de M. *Préfontaine*, secondé par M. *Daigle*,

Résolu, Qu'il soit présenté une humble adresse à Son Excellence le Lieutenant-Gouverneur, priant Son Excellence de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre :

Copies de tous ordres en conseil fixant et déterminant le tarif des régistres en cette province en ce qui a rapport :

1. Aux demandes de recherches ;
2. Aux communications des registres des régistres aux parties requérantes ;
3. Au montant à charger sur chaque recherche ou certificat de recherche ou de documents ;
4. Au montant à charger sur l'enregistrement des divers documents qui leur sont présentés ;
5. Aux productions de documents, registres, index, plans et livres de renvoi.
6. A tous les renseignements ou informations exigés des dits régistres ou de leurs députés, par toute personne intéressée, soit directement ou indirectement.

Ordonné, Que la dite adresse soit présentée à Son Excellence par ceux des membres de cette Chambre qui forment partie de l'Honorable Conseil Exécutif de cette Province.

M. l'Orateur informe la Chambre que le Greffier du Conseil Législatif a apporté le message suivant :

Le Conseil Législatif a passé un bill intitulé : "Acte pour amender l'acte de cette province 32 Vict., Chap. 27, concernant le Barreau de la province de *Québec*, auquel il demande le concours de cette Chambre.

Et aussi, le Conseil Législatif a passé les bills suivant sans amendement :

Bill intitulé : "Acte pour amender l'acte 40 Victoria, Chap. 23, amendant la loi concernant l'instruction publique, en ce qui concerne la cité de *Sherbrooke*."

Bill intitulé : "Acte pour amender l'article 873 du code de procédure civile."

Bill intitulé : "Acte pourvoyant à ce que le bref d'injonction puisse être obtenu en certains cas et réglant la procédure à cette fin."

Sur motion de M. le Procureur Général *Angers* secondé par M. le Solliciteur Général *Baker*,

Ordonné, Que le bill du Conseil Législatif intitulé : "Acte pour amender l'acte de cette province, 32 Vict., Chap. 27 concernant le Barreau de la province de *Québec*," soit maintenant lu la première fois.

Le bill est, en conséquence, lu la première fois et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme de nouveau en comité sur le bill pour amender et refondre l'acte des licences de *Québec* et ses amendements ; et après y avoir siégé quelques temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et l'Honorable M. *Robertson* fait rapport que le comité a fait quelques progrès, et lui a enjoint de demander la permission de siéger de nouveau.

Ordonné, Que le comité ait la permission de siéger de nouveau, demain.

Alors, la Chambre s'ajourne jusqu'à demain.

Samedi, 23 février 1878.

Dix heures, A. M.

La pétition suivante est présentée et déposée sur la table :

Par l'Honorable M. *Robertson*, la pétition du Club pour la protection de la pêche et de la chasse, de la province de *Québec*.

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont lues :

De *James Béland* et autres, du township de *Warwick* ; demandant à être détachés de la municipalité de la paroisse de *St. Albert* de *Warwick* et à être annexés à la municipalité de *Ste. Victoire* d'*Arthabaska*.

De *Antoine Bellavance* et autres, du township de *Bégon*, comté de *Témiscouata* ; demandant de l'aide pour un pont sur la rivière de l'Est.

De *J. Bte. Desmarteau* et autres, de la cité des *Trois-Rivières* ; demandant de l'aide pour la communauté des Sœurs Marianites de *Ste. Croix*.

De *Patrick Hayes* et autres, du township de *Buckland*,—et de *Henry Joynt* et autres, de la paroisse de *St. Malachie*, tous du comté de *Dorchester* ; demandant respectivement de l'aide pour des chemins dans le dit township de *Buckland*.

Ordonné, Que M. *Wurtele* ait la permission d'introduire un bill pour amender les articles 2093, 2098, et 2099 du code civil.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois et la seconde lecture en est ordonnée pour lundi prochain.

L'ordre du jour, pour la troisième lecture du bill concernant le Fonds consolidé des chemins de fer de la province de *Québec*, étant lu ;

M. le Trésorier *Church*, secondé par M. le Procureur-Général *Angers*, propose que le bill soit maintenant lu la troisième fois, la Chambre se divise et la proposition est résolue dans l'affirmative.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Et la question étant mise aux voix, que le bill passe et que le titre soit : "Acte concernant le fonds consolidé des chemins de fer de la province de

Québec (40 Vict. chap. 2),” la Chambre se divise, et la question est résolue dans l’affirmative.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil Législatif et demande son concours.

L’ordre du jour pour la seconde lecture du bill pour amender la loi relative à la constitution de la Cour Supérieure étant lu ;

M. le Procureur-Général *Angers*, secondé par M. le Trésorier *Church*, propose, que le bill soit maintenant lu une seconde fois.

Et des débats s’ensuivant ;

Sur motion de M. le Procureur-Général *Angers*, secondé par M. le Commissaire *Garneau*,

Ordonné, Que les débats soient ajournés.

Alors la Chambre s’ajourne.

Deux heures, P. M.

Conformément à l’ordre du jour, la pétition suivante est lue :

De *Edward McCabe* et autres, du township de *Wickham* ; demandant de l’aide pour l’embranchement *L’Avenir* du chemin de fer de Sud-Est.

Ordonné, Que M. *Alley* ait la permission d’introduire un bill pour amender l’acte 20 Vict., chap. 125, au sujet des chemins à barrières de *Québec-Nord*.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour lundi prochain.

M. *Lynch*, du comité spécial nommé pour prendre en considération le système actuel de taxation municipale qui existe en la province de *Québec*, avec instructions de s’enquérir des meilleures mesures à adopter pour remédier à l’injustice qui se rattache à l’imposition des taxes municipales, tel qu’actuellement pratiquée, présente à la Chambre le premier rapport du dit comité lequel est lu comme suit :

Votre comité a l’honneur de faire rapport :

Que les biens-fonds sont aujourd’hui dans la province de *Québec* la seule base sur laquelle repose la taxation municipale ;

Que les placements rémunérateurs ne contribuant jamais en aucune manière au support de notre système municipal :

Que le temps est arrivé de trouver un système amélioré, ayant pour objet, une distribution plus équitable des charges municipales ;

Que chaque citoyen jouissant des avantages et de la protection du gouvernement municipal, devrait contribuer autant que possible, en proportion de la valeur de la propriété possédée par lui, soit mobilière ou immobilière ;

Que votre comité n’est pas prêt à soumettre un plan pour la répartition plus équitable de la taxation municipale dans le sens ci-dessus indiqué, mais il déclare respectueusement que le sujet est de la plus haute importance et mérite la sérieuse considération du gouvernement.

Ordonné, Que M. *Mathieu* ait la permission d’introduire un bill pour amender les actes 27 et 28 Vict., chap. 9, 29 Vict., chap. 9, 31 Vict., chap. 21, 33 Vict., chap. 29 et 34 Vict., chap. 14.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre, lequel est reçu et lu

pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour lundi prochain.

Ordonné, Que M. le Secrétaire-Provincial *Chapleau*, ait la permission d'introduire un bill pour amender les actes concernant la réclusion des aliénés.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour lundi prochain.

M. le Procureur-Général *Angers*, secondé par M. le Secrétaire-Provincial *Chapleau*, propose que cette Chambre se forme en comité pour prendre en considération certaines résolutions concernant certains chemins de fer.

M. le Procureur-Général *Angers* informe alors la Chambre, que Son Excellence le Lieutenant-Gouverneur a été informé du sujet de cette proposition et la recommande à la considération de cette Chambre.

Et la question étant mise aux voix, que cette Chambre se forme immédiatement en le dit comité, la Chambre se divise, et la question est résolue dans l'affirmative.

La Chambre, en conséquence, se forme en le dit comité.

(EN COMITÉ.)

1. Le Lieutenant-Gouverneur en conseil pourra faire, aux compagnies suivantes, savoir :

La compagnie du chemin de fer de *Lévis* et *Kennébec*.

La compagnie du chemin de fer de *Québec Central* "*Quebec Central Railway Company*,"

La compagnie du chemin de fer International de *St. François* et *Mégantic*.

A même la balance de leur subside, une avance de \$1000 par chaque mille de chemin qu'elles compléteront, pourvu qu'il reste ensuite mille piastres par mille, sur la partie non construite de leurs chemins.

2. Le Lieutenant-Gouverneur en conseil, aussitôt que la compagnie du chemin de fer de la Vallée des rivières *Missisquoi* et *Noire*, aura mis la partie inachevée de son chemin, en bon état d'exploitation, et ce, à sa satisfaction, pourra lui avancer, en acompte de son subside, une somme de \$1500 par chaque mille de chemin ainsi complété en sus de la somme de \$2500 par chaque mille qu'elle a actuellement droit de recevoir et a en partie déjà reçue, et, à même la balance entière du subside à elle accordé pour toute autre partie de son chemin qu'elle peut compléter à l'avenir, une autre somme calculée à un montant tel et de telle manière que, cette avance faite, il reste encore à lui être payé pas moins de \$1000 par mille sur cette partie de son chemin à être complété ci-après ; et pourvu que, dans aucun cas, plus de \$4000 ne soient payées par chaque mille de tel chemin complété.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *Mathieu* fait rapport que le comité a passé deux résolutions.

Ordonné, Que le rapport soit reçu, lundi prochain.

Le bill du Conseil Législatif intitulé : "Acte pour amender de nouveau l'acte d'agriculture et des travaux publics (32 Vict., chap. 15) et les actes qui l'amendent," est, en conformité de l'ordre, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill, avec ses amendements, passe.

Ordonné, Que le greffier reporte le bill au Conseil Législatif et informe leurs Honneurs que cette Chambre a passé ce bill avec plusieurs amendements auxquels elle demande leur concours.

La Chambre reprend les débats ajournés sur la question qui a été proposée aujourd'hui, que le bill pour amender la loi relative à la constitution de la cour supérieure, soit maintenant lu une seconde fois.

Et la question étant mise aux voix, la Chambre se divise, et la question est résolue dans l'affirmative.

Le bill est, en conséquence, lu une seconde fois, et renvoyé à un comité de toute la Chambre.

Résolu, Que cette Chambre se forme immédiatement en le dit comité.

Le Chambre, en conséquence, se forme en le dit comité ; et après y avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *Champagne* fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe, et que le titre soit : " Acte pour amender de nouveau la loi relative à la constitution de la cour supérieure."

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil Législatif et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité sur le bill pour amender de nouveau la loi concernant l'instruction publique en cette province ; et après y avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *Champagne* fait rapport que le comité a examiné le bill et y a fait des amendements.

Ordonné, Que le rapport soit reçu, lundi prochain.

Sur motion de M. le Procureur-Général *Angers*, secondé par M. le Solliciteur-Général *Baker*,

Résolu, Que lorsque cette Chambre s'ajournera aujourd'hui, elle soit ajournée jusqu'à lundi prochain, à onze heures A. M.

La Chambre s'ajourne alors jusqu'à lundi prochain.

Lundi, 25 février 1878.

Onze heures A. M.

Conformément à l'ordre du jour, la pétition suivante est lue :

Du Club pour la protection de la pêche et de la chasse de la province de *Québec* ; demandant que certaines parties du bill pour amender la loi de la chasse ne deviennent pas loi, et pour d'autres fins.

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil Législatif a apporté le message suivant :

Le Conseil Législatif a passé un bill intitulé : " Acte pour déclarer valides certaines ventes de meubles de succession," auquel il demande le concours de cette Chambre.

Et aussi, le Conseil Législatif a passé les bills suivants sans amendements :

Bill intitulé : " Acte pour incorporer *The Orford Nickel and Copper Company*."

Bill intitulé : " Acte pour amender l'acte 32 Vict., chap. 89, intitulé : Acte pour incorporer l'institution protestante pour les sourds muets et les aveugles."

Bill intitulé : " Acte pour incorporer *The Quebec Young Mens Christian Association.*"

Bill intitulé : " Acte pour amender l'acte incorporant les syndics de la société Presbytérienne Américaine de *Montréal.*"

Bill intitulé : " Acte pour incorporer l'Union St. Jean Baptiste du village de *Buckingham* dans la paroisse de *St. Grégoire de Mazianze.*"

Bill intitulé : " Acte pour autoriser la chambre des notaires à admettre *Louis Thomas Laroche* à la pratique du notariat."

Bill intitulé : " Acte pour amender l'acte concernant l'incorporation des Compagnies à fonds social (31 Vict., chap. 25.)"

Bill intitulé : " Acte concernant la vente des terres pour l'exploitation des mines de phosphate de chaux en amendement à l'acte 32 Vict., chap. 11."

Sur motion de M. le Procureur Général *Angers*, secondé par M. *Taillon*,

Ordonné, Que le bill du Conseil Législatif intitulé : " Acte pour déclarer valides certaines ventes de meubles de succession ", soit maintenant lu la première fois.

Le bill est, en conséquence, lu la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

M. *Préfontaine*, secondé par M. *Daigle*, propose qu'il soit présentée une humble adresse à Son Excellence le Lieutenant Gouverneur priant Son Excellence de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre un état demandant :

1. Le nombre de soumissions qui ont été reçues par le gouvernement pour la location du chemin de fer de *Québec, Montréal, Ottawa et Occidental.*

2. Les noms des personnes qui ont soumissionné et les noms et désignations des sociétés commerciales ou à fonds social qui ont soumissionné.

3. Le montant offert par chacune de ces personnes, ou ces sociétés commerciales ou à fonds social, pour la location du dit chemin, les termes et manière de payement.

4. Les noms des personnes offertes comme cautions des dits soumissionnaires.

La Chambre se divise, et la proposition est résolue dans la négative.

Sur motion de M. *Pâquet*, secondé par M. *Marchand*,

Résolu, Qu'il soit présenté une humble adresse à Son Excellence le Lieutenant-Gouverneur, priant Son Excellence de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre un état indiquant :

1. La valeur, telle que constatée par le dernier rôle de cotisation de chaque municipalité, de toutes les propriétés immobilières situées dans la province de *Québec* ;

2. La valeur telle que constatée par le dernier rôle de cotisation, fait conformément à la loi, dans chaque municipalité, de toutes les propriétés mobilières situées dans chaque municipalité.

3. Le montant de la dette de chaque municipalité située dans cette province et la valeur de l'actif de chaque telle municipalité.

4. Le montant des cotisations prélevées pour les fins municipales dans chaque municipalité.

5. Enfin toutes autres statistiques que les secrétaires-trésoriers des municipalités sont obligés, en vertu du code municipal et des lois qui l'ont amendé jusqu'à ce jour, de transmettre chaque année aux trois branches de la législature, le tout tel que constaté dans le dernier rapport fait jusqu'à ce jour, par chaque secrétaire-trésorier, à la législature.

Ordonné, Que la dite adresse soit présentée à Son Excellence par ceux des membres de cette Chambre qui forment partie de l'Honorable Conseil Exécutif de cette province.

M. Bellingham, secondé par M. Watts, propose que la correspondance échangée entre le gouvernement de la puissance et le gouvernement local, au sujet de la division du bureau d'enregistrement de *Montréal*, y compris le rapport du ministre de la justice sur ce sujet, tels que présentés à cette Chambre, soient imprimés pour l'usage des membres de cette Chambre, et que la 94^e règle de cette Chambre soit suspendue en ce qu'elle a rapport à cette impression, la Chambre se divise et la proposition est résolue dans la négative.

La Chambre alors s'ajourne.

Trois heures P. M.

M. Turcotte, secondé par M. Houde (*Maskinongé*), propose que cette Chambre déclare, qu'en vertu de la clause 9 du contrat entre l'Honorable Conseil Exécutif de la Province de *Québec*, et l'Honorable *Ths. McGreevy*, passé devant M^{re}. *Phil. Huot*, N. P., en date du 24 septembre 1875, et portant le No. 7409 des minutes du dit notaire, les commissaires du chemin de fer de *Québec, Montréal, Ottawa et Occidental* sont autorisés, pour et au nom du gouvernement, à juger et à décider du mérite et de la valeur de toute réclamation faite par un sous-contracteur de l'Honorable *Ths. McGreevy* ou de quelqu'un tenant légalement lieu et place de tel dit sous-contracteur, pour ouvrages faits, matériaux achetés et fournis et argent avancé pour et en rapport avec le chemin, que le dit *McGreevy* refuse ou néglige de payer ; d'entendre et juger de la preuve contradictoire de telle réclamation, et sur preuve satisfaisante de telle réclamation, d'en payer le montant à qui de droit, sur et à même les deniers dus ou à devenir dus au dit Honorable *Ths. McGreevy* en vertu de son contrat ci-dessus mentionné.

La Chambre se divise, et la proposition est résolue dans la négative.

Sur motion de l'honorable M. Laframboise, secondé par M. Joly.

Résolu, Qu'il soit présenté une humble adresse à Son Excellence le Lieutenant-Gouverneur, priant Son Excellence de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre, tous les contrats, soumissions, expertises, reçus des sommes payées, pièces justificatives et tous documents concernant la construction de la prison des femmes à *Montréal*.

Ordonné, Que la dite adresse soit présentée à Son Excellence par ceux des membres de cette Chambre qui forment partie de l'Honorable Conseil Exécutif de cette province.

M. Lynch, secondé par M. Watts, propose que cette Chambre concoure dans le premier rapport du comité spécial nommé pour prendre en considération le système actuel de taxation municipale qui existe en la province de *Québec*, la Chambre se divise, et la proposition est résolue dans l'affirmative.

M. Shehyn, secondé par M. Alleyn, propose, que la pétition d'*Arthur H. Murphy* et autres, de la cité de *Québec*, soit maintenant reçue et lue, et que la 49^e et la 51^e règles de cette Chambre soient suspendues en autant qu'elles ont rapport à la dite pétition, et qu'elle soit renvoyée au comité permanent des ordres permanents.

Et objection étant faite que cette motion n'est pas dans l'ordre, parce qu'aucune motion pour suspendre les règles ne peut être reçue par la Chambre, à moins qu'elle n'ait été renvoyée au comité des bills privés ou qu'il n'en ait été fait rapport par deux ou plus de deux comités.

M. l'Orateur décide comme suit :

Il s'agit, dans cette motion, de ce que la 49^e règle qualifie de "suspension ou modification générale", parce qu'il est de fait et c'est l'expérience de chaque

session qu'une fois la suspension de cette même 49e règle obtenue sur une simple motion faite en Chambre en faveur d'un bill, la même facilité est de suite étendue à plusieurs autres bills privés; je déclare donc que dans le cas actuel on devra agir comme dans celui d'une demande de "suspension générale," et référer la motion à deux comités, ainsi que le veut la 49e règle. La motion ne peut donc être maintenant reçue.

M. LeCavalier, secondé par M. Larochelle, propose que l'honoraire payé de \$100 sur le bill pour incorporer la société de l'Union St. Joseph, de Lachine, soit remboursé.

Et objection étant faite, que cette motion n'est pas dans l'ordre.

M. l'Orateur décide que vu que l'assentiment de Son Excellence le Lieutenant-Gouverneur n'a pas été obtenu pour la circonstance, la motion ne peut pas être reçue.

M. LeCavalier, secondé par M. Larochelle, propose que l'honoraire de \$100 payé sur le bill pour amender le chapitre 51 de la 37e Victoria, Province de Québec, intitulé : "Acte pour reviser et refondre la charte de la cité de Montréal, et les divers actes qui l'amendent, en ce qui concerne certaines propriétés avoisinant le Parc Mont Royal," soit remboursé.

Et objection étant faite, que cette motion n'est pas dans l'ordre.

M. l'Orateur décide que vu que l'assentiment de Son Excellence le Lieutenant-Gouverneur n'a pas été obtenu pour la circonstance, la motion ne peut pas être reçue.

M. Allyn, secondé par M. Shehyn, propose, qu'en autant que la corporation de la cité de Québec a, par pétition, présenté à la Législature de cette province, durant la présente session, obtenu la permission d'introduire un acte pour amender les différents actes incorporant la dite cité, et en autant que la dite corporation a présenté, à la dite Législature pour ces considérations, un acte pour les fins susdites, lequel acte a été soumis au comité permanent des bills privés, lequel comité a fait rapport qu'il ne pouvait prendre en considération le dit acte, parce que le dit acte, ne contenait aucun préambule sur lequel le dit comité pouvait formuler une opinion; et en autant qu'il est du plus grand intérêt pour la cité de Québec que les divers actes incorporant la dite cité soient maintenant amendés, que le dit acte soit de nouveau renvoyé au comité des bills privés avec instruction d'ajouter au dit acte le préambule suivant : "Attendu que la corporation de la cité de Québec a, par requête, demandé un acte pour amender les divers actes incorporant la cité de Québec, et pour prélever un emprunt aux fins de rencontrer la dette flottante ou toute autre dette maintenant due par la dite corporation, et attendu qu'il est juste d'accéder à la dite requête; à ces causes, Sa Majesté, par et de l'avis et du consentement de la législature de Québec, décrète ce qui suit,"—et que le dit comité reçoive instruction de considérer le dit préambule et d'agir et faire rapport sur icelui à cette Chambre; et que toutes ou chacune de règles de cette Chambre qui pourraient être opposées à la passation de la présente motion, soient maintenant suspendues en autant que cette motion y est concernée.

Et objection étant faite que cette motion n'est pas dans l'ordre, parce qu'elle est contraire aux règles de cette Chambre.

M. l'Orateur décide, que dans son opinion, on a recours là à un procédé dangereux, en référant de nouveau le bill au comité devant lequel il a été déclaré que le préambule n'était pas prouvé, que la Chambre ne peut convenablement s'occuper maintenant de la mesure que si elle présentée de nouveau, par conséquent, il déclare la motion hors d'ordre.

M. Würtel, du comité spécial sur le bill concernant la notification et la présence à la levée des scellés et aux inventaires, et sur autres bills renvoyés à ce comité, présente le deuxième rapport du dit comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a examiné le bill concernant la preuve de la qualité d'héritier ou de légataire, auquel il a fait divers amendements qu'il soumet humblement à la considération de votre Honorable Chambre.

Ordonné, Que M. le Trésorier *Church* ait la permission d'introduire un bill concernant l'indemnité payée aux petits jurés dans les affaires criminelles.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

L'ordre du jour, pour la troisième lecture du bill pour amender l'acte concernant les cours de commissaires pour la décision sommaire des petites causes, étant lu :

M. Lynch, secondé par *M. St. Cyr*, propose que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

M. LeCavalier, secondé par *M. Larochelle*, propose sous forme d'amendement, que tous les mots après "maintenant," jusqu'à la fin de la proposition, soient retranchés, et que les mots "de nouveau renvoyé à un comité de toute la Chambre avec instruction de l'amender comme suit : et le second paragraphe de la quinzième section du dit acte est amendé en y retranchant les mots suivants : "beau-frère, neveu," soient mis à la place.

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise, et il est résolu dans la négative.

La motion principale étant alors mise aux voix.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le greffier porte le bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

La Chambre en conformité de l'ordre se forme de nouveau en comité sur le bill pour amender certains articles du code municipal de la province de Québec ; et après y avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *Verreault* fait rapport que le comité a fait quelque progrès, et lui a enjoint de demander la permission de siéger de nouveau.

Ordonné, Que le comité ait la permission de siéger de nouveau, demain.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité sur le bill concernant la notification et la présence à levée des scellés et aux inventaires ; et après y avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et l'Honorable M. *Robertson* fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte ce bill au Conseil Législatif et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité sur le bill pour protéger les créanciers hypothécaires dans la vente des biens immobiliers par les shérifs, et pour amender dans ce but l'article 699 du code de procédure civile ; et après y avoir siégé quelques temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *Gauthier* fait rapport que le comité a examiné le bill et y a fait un amendement.

Ordonné, Que le rapport soit maintenant reçu.

M. *Gauthier*, fait en conséquence, rapport du bill et l'amendement est lu et adopté.

Ordonné, Que le bill soit lu la troisième fois, demain.

Le bill est, en conséquence, lu une seconde fois.

Résolu, Que le bill passe, et que le titre soit : "Acte pourvoyant à ce que avis des ventes faites par le shérif soit donné aux créanciers hypothécaires."

Ordonné, Que le greffier porte le bill au Conseil Législatif et demande son concours.

Le bill pour amender l'acte 32 Victoria chap. 51 concernant les chemins de fer, est, en conformité de l'ordre, lu une seconde fois et renvoyé à un comité de toute la Chambre pour demain.

Le bill pour amender la sous-section 31 de la section 1 du chapitre 75 des Statuts refondus pour le *Bas-Canada*, est, en conformité de l'ordre, lu une seconde fois et renvoyé à un comité de toute la Chambre.

Résolu, Que cette Chambre se forme immédiatement en le dit comité.

La Chambre, en conséquence, se forme en le dit comité; et après y avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *Taillon* fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le greffier porte le bill au Conseil Législatif et demande son concours.

L'ordre du jour pour la réception du rapport du comité de toute la Chambre sur le bill pour amender de nouveau la loi concernant l'instruction publique en cette Province, étant lu;

Ordonné, Que le dit ordre soit déchargé.

Ordonné, Que ce bill soit de nouveau renvoyé à un comité de toute la Chambre.

Résolu, Que cette Chambre se forme immédiatement en le dit comité.

La Chambre, en conséquence, se forme en le dit comité et après y avoir siégé quelques temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *Gauthier* fait rapport que le comité a examiné le bill et y a fait des amendements.

Ordonné, Que le rapport soit reçu, demain.

Le bill pour amender le chapitre 77 des statuts refondus pour le *Bas-Canada*, relativement à la Cour du Banc de la Reine, est, en conformité de l'ordre, lu une seconde fois et renvoyé à un comité de toute la Chambre.

Résolu, Que cette Chambre se forme immédiatement en le dit comité.

La Chambre en conséquence se forme en le dit comité; et après y avoir siégé quelques temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *Taillon* fait rapport que le comité a examiné le bill et y a fait un amendement.

Ordonné, Que le rapport soit maintenant reçu.

M. *Taillon* fait, en conséquence, rapport du bill et l'amendement est lu et adopté.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe et que le titre soit : "Acte pour amender le chapitre 77 des statuts refondus pour le *Bas-Canada* concernant la Cour du Banc de la Reine."

Ordonné, Que le greffier porte le bill au Conseil Législatif et demande son concours.

Sur motion de M. le Procureur Général *Angers*, secondé par M. le Trésorier *Church*,

Résolu, Qu'il y ait deux séances distinctes de la Chambre demain, la première de deux heures, P. M., jusqu'à six heures P. M., et la seconde de sept heures et demie P. M., jusqu'à l'ajournement de la Chambre.

La Chambre s'ajourne alors jusqu'à demain.

Mardi, 26 février 1878.

Deux heures, P. M.

M. l'Orateur met devant la Chambre,—Rapports municipaux de la province de Québec pour l'année 1877. (Documents de la session No. 9.)

La pétition suivante est présentée et déposée sur la table :

Par M. Ogilvie,—la pétition de H. Stephens et autres, de la cité de Montréal.

L'ordre du jour pour la réception du rapport du comité de toute la Chambre sur certaines résolutions concernant certains chemins de fer, étant lu ;

M. Mathieu, fait, en conséquence, rapport de ces résolutions, lesquelles sont lues comme suit :

1. Le Lieutenant-Gouverneur en conseil pourra faire, aux compagnies suivantes, savoir :

La compagnie du chemin de fer de Lévis et Kennébec.

La compagnie du chemin de fer de Québec Central " *Quebec Central Railway Company*,"

La compagnie du chemin de fer International de St. François et Mégantic.

A même la balance de leur subside, une avance de \$1000 par chaque mille de chemin qu'elles compléteront, pourvu qu'il reste ensuite mille piastres par mille, sur la partie non construite de leurs chemins.

2. Le Lieutenant-Gouverneur en conseil, aussitôt que la compagnie du chemin de fer de la Vallée des rivières Missisquoi et Noire, aura mis la partie inachevée de son chemin, en bon état d'exploitation, et ce, à sa satisfaction, pourra lui avancer, en accompte de son subside, une somme de \$1500 par chaque mille de chemin ainsi complété en sus de la somme de \$2500 par chaque mille qu'elle a actuellement droit de recevoir et a en partie déjà reçue, et, à même la balance entière du subside à elle accordé pour toute autre partie de son chemin qu'elle peut compléter à l'avenir, une autre somme calculée à un montant tel et de telle manière que, cette avance faite, il reste encore à lui être payé pas moins de \$1000 par mille sur cette partie de son chemin à être complété ci-après ; et pourvu que, dans aucun cas, plus de \$4000 ne soient payées par chaque mille de tel chemin complété.

M. le Procureur-Général Angers, secondé par M. le Solliciteur-Général Baker, propose que les dites résolutions soient maintenant lues une seconde fois ;

M. Joly, secondé par M. Bachand, propose sous forme d'amendement que tous les mots après " Que " jusqu'à la fin de la question soient effacés et que les mots " il soit résolu, que cette Chambre admet l'importance des entreprises de chemins de fer mentionnés dans ces résolutions, mais que, vu l'état si peu satisfaisant des finances de la Province et en face des nouvelles taxes dont elle va se trouver chargées, cette Chambre ne peut pas sanctionner les mesures proposées dans ces résolutions qui sont véritablement un nouvel octroi " soient mis à la place.

Et des débats s'ensuivant ;

Sur motion de M. *Tarte*, secondé par l'Honorable M. *Fortin*,
Ordonné, Que les débats soient ajournés jusqu'à la prochaine séance de la
Chambre aujourd'hui.

M. le Secrétaire Provincial *Chapleau*, présente en conformité d'une adresse à
Son Excellence le Lieutenant-Gouverneur, — Réponse à une adresse de l'assemblée
Législative datée le 14 novembre 1876, demandant copie de la correspondance
qui a été échangée entre le gouvernement ou aucun de ses membres, avec
aucunes personnes du comté de Laprairie, relativement à la construction d'un
bureau d'enregistrement dans le dit comté, mentionnant aussi les diverses
sommes qui ont été payées pour cet objet et les autorités en vertu desquelles ces
sommes ont été payées. (Documents de la session, No. 29.)

Réponse à une adresse de l'Assemblée Législative, datée le 6 février 1878 ;
demandant :

1. Un état indiquant la superficie totale de l'octroi de coupe de bois fait à
Louis Robitaille, écuier, sur la rivière *Bonaventure*, dans le comté de *Bonaventure*
ou ailleurs, avec la date de cet octroi ;

2. Un état de toutes sommes payées au département des Terres de la Cou-
ronne, soit comme bonus, soit comme rente foncière, à compter du dit octroi de
coupe de bois, ainsi que les dates de ces paiements ;

3. Un état de toutes sommes payées par la Couronne pour l'exploration de
ces limites à bois. (Documents de la session No. 30.)

Ordonné, Que la 94^e règle de cette Chambre, qui exige que toute motion à
l'effet de faire imprimer tout document, soit au préalable soumise au comité per-
manent des impressions, qui en fait rapport, soit suspendue en ce qu'elle a rapport
à la dernière réponse sus-mentionnée.

Ordonné, Que la dite réponse soit imprimée.

Alors, la Chambre s'ajourne.

Sept heures et demie P. M.

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil Législatif a
apporté le message suivant, lequel est lu comme suit :

Le Conseil Législatif a passé le bill intitulé : " Acte pour amender l'article
844 du code civil du *Bas-Canada*, aux fins de faciliter la réception des testaments
en forme notariée," auquel il demande le concours de cette Chambre.

Aussi, le Conseil Législatif a adopté les amendements faits par cette Chambre
au bill intitulé : " Acte pour amender de nouveau l'acte d'agriculture et des
travaux publics," (32 Vict., chap. 15), et les actes qui l'amendent."

Aussi, le Conseil Législatif a adopté les bills suivants avec des amendements
auxquels il désire le concours de cette Chambre :

Bill intitulé : " Acte pour amender le ch. 51 de la 37^e Victoria, province de
Québec, intitulé : " Acte pour reviser et refondre la charte de la cité de *Montréal*,
et les divers actes qui l'amendent, en ce qui concerne certaines propriétés avoi-
sinant le Parc Mont Royal."

Bill intitulé : "Acte pour incorporer la compagnie du sucre de betterave de la province de *Québec*."

Bill intitulé : "Acte amendant l'acte d'incorporation de la cité des *Trois-Rivières*, (38 Vict., chap. 76.)"

Bill intitulé : "Acte concernant les registres de l'état civil."

Et aussi, le Conseil Législatif a passé les bills suivants sans amendement."

Bill intitulé : Acte amendant l'acte concernant l'église Méthodiste du *Canada*," 38 Vict., chap. 60."

Bill intitulé : "Acte pour amender l'acte de la ci-devant province du *Canada*, 12 Vict., chap. 137, incorporant la communauté des sœurs de *Ste. Croix*, dans la paroisse de *St. Laurent*, dans le district de *Montréal*, pour les fins de l'éducation."

Bill intitulé : "Acte pour amender de nouveau l'acte d'incorporation de la compagnie du chemin de fer à passagers de la cité de *Montréal*, et pour conceller son capital-actions non payé."

Bill intitulé : "Acte pour changer le nom de *The Montreal Infant Schools Association*, en celui de *The Boys Home of Montreal*, et pour d'autres fins."

Bill intitulé : "Acte pour incorporer le chapitre de la Cathédrale de *St. Hyacinthe*."

Bill intitulé : "Acte pour légaliser certains procédés préliminaires dans l'incorporation de la *Montreal Fire Insurance Company of the counties of Shefford and Brome*, et pour changer le nom de la dite compagnie."

Bill intitulé : Acte pour incorporer *The Sherbrooke Nickel and Phosphate Mining Company*."

Bill intitulé : "Acte pour amender l'acte 40 Vict., chap. 25, touchant la profession médicale et la chirurgie dans la province de *Québec*."

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil Législatif au bill intitulé : "Acte amendant l'acte d'incorporation de la cité des *Trois-Rivières*," 38 Vict., chap. 76, lesquels sont lus comme suit :

Page 1, clause 1, ligne 9, après le mot "d'exception," insérer les mots "le tout cependant sujet à l'approbation du Lieutenant-Gouverneur en Conseil."

Page 1, clause 1, ligne 11, après le mot "forêts," retrancher les mots "le tout cependant sujet à l'approbation du Lieutenant-Gouverneur en Conseil."

Page 2, ligne 1, après le mot "autre," insérer les mots "pour espace de temps ne devant pas excéder deux années."

Page 2, ligne 3, après le mot "afin," retrancher le mot "de," le remplacer par le mot "d'en."

Page 2, ligne 4, après le mot "revenu," retrancher les mots "en provenant ce qui établira la valeur," et les remplacer par le mot "annuel."

Page 2, ligne 7, après le mot "mille," retrancher les mots "cinq cents," et les remplacer par les mots "ni plus de trois mille."

Les dits amendements, étant lus une seconde fois, sont adoptés.

Ordonné, Que le Greffier reporte le bill au Conseil Législatif, et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

La Chambre procède à prendre en considération l'amendement fait par le Conseil Législatif au bill intitulé : "Acte pour incorporer la Compagnie du sucre de betterave de la province de *Québec*," lequel est lu comme suit :

Page 3, clause 15, ligne 1, après le mot "dispositions," effacer les mots de l'acte intitulé : "Acte des clauses générales des compagnies à fonds social, étant le chapitre 24," et les remplacer par les mots des "actes, chapitres 24 et 25."

Le dit amendement, étant lu une seconde fois, est adopté.

Ordonné, Que le greffier reporte le bill au Conseil Législatif et informe leurs honneurs que cette Chambre a adopté leur amendement.

La Chambre procède à prendre en considération l'amendement fait par le Conseil Législatif au bill intitulé : " Acte pour amender le chap. 51, de la 37e Victoria, province de *Québec*, intitulé : Acte pour réviser et refondre la charte de la cité de *Montréal*, et les divers actes qui l'amendent, en ce qui concerne certaines propriétés avoisinant le Parc Mont Royal, lequel est lu comme suit :

Après le mot " l'amendent " à la 4e ligne du titre du dit bill retrancher les mots suivants " en ce qui concerne certaines propriétés avoisinant le Parc Mont Royal."

Ordonné, Que le dit amendement soit renvoyé à un comité de toute la Chambre.

Résolu, Que cette Chambre se forme immédiatement en le dit comité.

La Chambre, en conséquence, se forme en le dit comité.

(EN COMITÉ.)

Le dit amendement est amendé comme suit :

Après clause 3, ajoutez la suivante :

" 3. Et attendu, qu'en révisant et consolidant le statut 14 et 15 Vict., chap. 128, et en promulguant la section 99 du dit acte 37 Vict., chap. 51, la Législature de cette province a entendu continuer et maintenir en vigueur la section 75 du dit statut 14 et 15 Vict., chap. 128, au sujet de l'augmentation ou pénalité de dix pour cent, par an, sur les arrérages de taxes et cotisations dus à la dite cité, et attendu, que la réduction de la dite section 99 peut donner lieu à une interprétation erronée d'icelle, en conséquence, la dite section 99 est par les présentes abrogée, et la suivante lui est substituée."

" 99. Le dit conseil pourra accorder, par un règlement, tel taux d'escompte qui sera jugé à propos, sur toutes cotisations, taxes et charges pour l'eau, payées dans le délai, après l'achèvement du rôle de cotisation chaque année ; et que le dit conseil fixera et déterminera dans et par le dit règlement ; le dit conseil pourra, par le dit règlement, exiger une augmentation, accroissement ou pénalité de dix pour cent par an. et au *pro rata* pour toute fraction de temps, sur le montant de toutes cotisations et taxes qui n'auront pas été liquidées, après le délai susdit, à partir de l'achèvement du rôle de cotisation pour chaque année."

Amendement à rapporter.

M. l'Orateur reprend le fauteuil et l'Honorable M. *Laframboise* fait rapport que le comité a passé le dit amendement avec un amendement.

Ordonné, Que le rapport soit maintenant reçu.

L'Honorable M. *Laframboise* fait rapport de l'amendement, en conséquence, lequel est lu une seconde fois et adopté. L'amendement, ainsi amendé, étant lu une seconde fois, est alors adopté.

Ordonné, Que le Greffier reporte le bill au Conseil Législatif et informe leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements avec un amendement auquel elle demande leur concours.

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil Législatif au bill intitulé : " Acte concernant les registres de l'état civil," lesquels sont lus comme suit :

Dans la préambule retrancher le dernier mot de la ligne 2, et le remplacer par le mot " naissances."

Clause 3, après le premier mot de la ligne 7, insérer les mots, la place ou le corps a été trouvé ou de."

Les dits amendements, étant lus une seconde fois, sont adoptés.

Ordonné, Que le Greffier reporte le bill du Conseil Législatif et informe leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

M. l'Orateur met devant la Chambre, en obéissance à un ordre de la Chambre de mercredi, le 20 du courant :—Etat indiquant le nombre d'employés surnuméraires de la session, nommés depuis le 1er décembre 1877 jusqu'à cette date, le dit état mentionnant le montant du salaire de chacun de ces employés par jour, et indiquant aussi ceux des dits employés qui ont été payés depuis le 20 décembre 1877 jusqu'au 11 janvier 1878. (Appendice, No. 6.)

La Chambre reprend les débats ajournés sur l'amendement qui a été aujourd'hui proposé à la question, que les résolutions concernant certains chemins de fer soient maintenant lues une seconde fois, lequel amendement était, que tous les mots après "que," jusqu'à la fin de la question, soient effacés, et que les mots "il soit résolu :

"Que cette Chambre admet l'importance des entreprises de chemins de fer mentionnés dans ces résolutions, mais que, vu l'état si peu satisfaisant des finances de la Province, et en face des nouvelles taxes dont elle va se trouver chargée, cette Chambre ne peut pas sanctionner les mesures proposées dans ces résolutions, qui sont véritablement un nouvel octroi," soient mis à la place.

M. l'Orateur, en vertu des dispositions de la 31e Victoria, chapitre 4 des statuts de la province de Québec, appelle l'Honorable M. Robertson, membre pour le district électoral de Sherbrooke, pour le remplacer temporairement au fauteuil.

L'Honorable M. Robertson, prend en conséquence, le fauteuil de la Chambre.

Après quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil.

Et la Chambre continuant à siéger jusqu'après minuit, mercredi matin.

Mercredi, 27 février 1878.

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise et les noms étant demandés ils sont pris comme suit :

Pour :

Messieurs :

<i>Bachand,</i>	<i>Fortin (Montmagny),</i>	<i>Laframboise,</i>	<i>Rinfret dit Malouin,</i>
<i>Daigle,</i>	<i>Joly,</i>	<i>Marchand,</i>	<i>Robert,</i>
<i>De Beaujeu,</i>	<i>Laberge,</i>	<i>Molleur,</i>	<i>Shehyn et</i>
<i>Dumont,</i>	<i>Lafontaine,</i>	<i>Préfontaine,</i>	<i>Sylvestre.—16.</i>

CONTRE :

Messieurs :

<i>Alley,</i>	<i>Fortin (Gaspé),</i>	<i>Lavallée,</i>	<i>Picard,</i>
<i>Angers,</i>	<i>Fradette,</i>	<i>LeCavalier,</i>	<i>Robertson,</i>
<i>Baker,</i>	<i>Garneau,</i>	<i>Loranger,</i>	<i>Sawyer,</i>
<i>Bisson,</i>	<i>Gauthier,</i>	<i>Lynch,</i>	<i>St. Cyr,</i>
<i>Cameron,</i>	<i>Houde (Maskinongé),</i>	<i>Martin,</i>	<i>Taillon,</i>
<i>Chapleau,</i>	<i>Houde (Nicolet),</i>	<i>Mathieu,</i>	<i>Tarte,</i>
<i>Church,</i>	<i>Kennedy,</i>	<i>McGauvran,</i>	<i>Thornton,</i>
<i>Deschênes,</i>	<i>Lacerte,</i>	<i>Ogilvie,</i>	<i>Verreault,</i>
<i>Duhamel,</i>	<i>Lalonde,</i>	<i>Pdquet,</i>	<i>Watts et</i>
<i>Dulac,</i>	<i>Larocheille,</i>	<i>Peltier,</i>	<i>Wärtele.—41.</i>
<i>Dupont,</i>			

Ainsi, il est résolu dans la négative.

La question principale, étant alors mise aux voix, la Chambre se divise, et la question est résolue dans l'affirmative sur la même division que la précédente. Les dites résolutions, sont en conséquence, lues une seconde fois, et adoptées.

Ordonné, Que M. le Procureur-Général *Angers* ait la permission d'introduire un bill pour amender de nouveau la loi concernant les octrois d'argent faits à certaines compagnies de chemin de fer.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour aujourd'hui.

M. l'Orateur, informe la Chambre, que le Greffier du Conseil Législatif a apporté le message suivant :

Le Conseil Législatif a passé les bills suivants, avec des amendements, auxquels il demande le concours de cette Chambre :

Bill intitulé : "Acte pour incorporer la compagnie du chemin de fer de *l'Isle de Montréal*."

Bill intitulé : "Acte pour incorporer la société de l'Union St. Joseph de *Lachine*."

Et aussi, le Conseil Législatif a passé les bills suivants, sans amendement :

Bill intitulé : "Acte pour amender l'acte 31 Vict., chap. 41, incorporant la de construction de *Montréal*, changeant son nom et en étendant ses pouvoirs."

Bill intitulé : "Acte concernant le chemin de fer de *Québec, Montréal, Ottawa et Occidental*."

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil Législatif au bill intitulé : "Acte pour incorporer la compagnie du chemin de fer de *l'Isle de Montréal*," lesquels sont lus comme suit :

Dans le préambule, ligne 10, effacez les mots "les limites nord-ouest de la cité de *Montréal*," les remplacer par les mots "l'Avenue Mont Royal, dans la paroisse de *Montréal*, sur le côté est de la Grande rue St. Laurent ou la continuation de la dite rue."

Clause 2, lignes 3 et 4, retrancher les mots "les limites nord-ouest de la cité de *Montréal*," et les remplacer par les mots "l'Avenue Mont-Royal, dans la paroisse de *Montréal*, sur la côte est de la Grande rue St. Laurent ou la continuation de la dite rue."

Clause 2, ligne 6, après le mot "*Montréal*" ajoutez les mots "sur ou dans le voisinage de la dite rivière des *Prairies*."

Même clause, ligne 8, retrancher les mots "d'engins à vapeur."

Page 2, ligne 9, ajouter après le mot "points" les mots "dans les limites ci-dessus mentionnées."

Page 4, ligne 5, retrancher les mots "et avec l'autorisation d'un quorum des directeurs."

La clause 13 est retranchée.

La clause 14 devient la clause 13.

Clause 14, ligne 17, après le mot "passage" ajoutez les mots de "*la cité de Montréal*."

La clause 15 devient la clause 14.

La clause 16 devient la clause 15.

Ordonné, Que les dits amendements soient lus une seconde fois, aujourd'hui.

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil Législatif au bill intitulé : "Acte pour incorporer la société de l'Union St. Joseph de *Lachine*," lesquels sont lus comme suit :

Après la clause 10, ajouter la clause suivante, qui deviendra la clause 11 :
" Dans le cas où la dite corporation prendrait part en aucune manière à une grève ou l'encouragerait comme corporation, elle perdrait tous les droits résultant de cet acte."

La clause 11 devient la clause 12.

Ordonné, Que les dits amendements soient lus une seconde fois, aujourd'hui.

La Chambre, ayant continué à siéger jusqu'à minuit et trente-cinq minutes mercredi matin, s'ajourne alors jusqu'à aujourd'hui.

Mercredi, 27 février 1878.

La pétition suivante est présentée et déposée sur la table :

Par M. Dumont,—la pétition de Jean Baptiste Dionne et autres, du township de Woodbridge, comté de Kamouraska.

Conformément à l'ordre du jour la pétition suivante est lue :

De H. Stephens et autres, de la cité de Montréal : demandant que le bill pour imposer un droit de timbre sur certains documents, ne devienne pas loi.

M. le Commissaire Garneau, secondé par M. le Secrétaire-Provincial Chapleau, propose, que l'honoraire de \$100 payé sur le bill pour incorporer la société de l'Union St. Joseph de Notre-Dame de Beauport, soit remboursé.

Et objection étant faite, que cette motion n'est pas dans l'ordre.

M. l'Orateur décide qu'elle n'est pas dans l'ordre.

M. Piquet, secondé par M. Dumont, propose, que l'honoraire de \$100 payé sur le bill pour incorporer l'Œuvre de St. Joseph de la Délivrance, soit remboursé.

Et objection étant faite, que cette motion n'est pas dans l'ordre.

M. l'Orateur décide qu'elle n'est pas dans l'ordre.

M. Turcotte, secondé par M. Lacerte, propose, que l'honoraire de \$100 payé sur le bill pour incorporer le Cercle St. Louis, de Trois-Rivières, soit remboursé.

Et objection étant faite, que cette motion n'est pas dans l'ordre.

M. l'Orateur décide, qu'elle n'est pas dans l'ordre.

M. Alleyn, secondé par M. Shehyn, propose, que la motion suivante soit renvoyée aux comités des ordres permanents et des bills privés :

Qu'il lui soit permis d'introduire un bill pour autoriser la cité de Québec, à faire un nouvel emprunt et pour autres fins, avec instruction à ces deux comités, de faire rapport sur l'opportunité de suspendre les 49 et 51^e règles de cette Chambre, et d'introduire le bill; la Chambre se divise, et la proposition est résolue dans l'affirmative.

Sur motion de M. Lafontaine, secondé par M. Molleur,

Résolu, Qu'il soit présenté une humble adresse à Son Excellence le Lieutenant-Gouverneur, priant Son Excellence de vouloir bien faire mettre devant Chambre, un état indiquant le montant des arrérages dus au gouvernement, dans les seigneuries de Lauzon, et des Jésuites, et du Domaine de la Couronne, mentionnant séparément le montant dû dans chacune de ces seigneuries, ainsi que le revenu annuel.

Ordonné, Que la dite adresse soit présentée à Son Excellence par ceux des membres de cette Chambre qui forment partie de l'Honorable Conseil Exécutif de cette Province.

Ordonné, Que M. *Bachand* ait la permission d'introduire un bill pour déclarer inéligible et incapable de siéger dans l'Assemblée Législative et le Conseil Législatif de la province de *Québec*, tout actionnaire de compagnie de chemin de fer subventionné par la province, de même que tout contracteur et sous-contracteur pour la construction de tel chemin de fer.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

M. *Marchand*, secondé par M. *Joly*, propose que vu que quatre bureaux d'enregistrement, dans cette province, sont actuellement sans régistrateurs.

Que l'une de ces vacances existe depuis plus d'un an et les autres depuis plusieurs mois.

Qu'en attendant la nomination de nouveaux titulaires de ces bureaux, les fonctions de régistrateurs y sont exercées par des personnes, n'offrant pas les garanties et responsabilités requises pour la sécurité du public intéressé.

Que cette Chambre attire l'attention du gouvernement sur la nécessité de faire immédiatement cesser cet état de choses, en ne retardant pas plus longtemps de remplir ces vacances.

La Chambre se divise et les noms étant demandés ils sont pris comme suit :

POUR :

Messieurs :

<i>Bachand</i> ,	<i>Fortin (Montmagny)</i> ,	<i>Marchand</i> ,	<i>Rinfret dit Malouin</i> ,
<i>Bisson</i> ,	<i>Joly</i> ,	<i>Molleur</i> ,	<i>Robert</i> ,
<i>Chauveau</i> ,	<i>Laberge</i> ,	<i>Pâquet</i> ,	<i>Sylvestre et</i>
<i>Daigle</i> ,	<i>Lafontaine</i> ,	<i>Préfontaine</i> ,	<i>Watts</i> .—18.
<i>Dumont</i> ,	<i>Laframboise</i> ,		

CONTRE :

Messieurs :

<i>Alleyn</i> ,	<i>Dulac</i> ,	<i>Lavallée</i> ,	<i>Price</i> ,
<i>Angers</i> ,	<i>Fortin (Gaspé)</i> ,	<i>Le Cavalier</i> ,	<i>Robertson</i> ,
<i>Baker</i> ,	<i>Fradette</i> ,	<i>Loranger</i> ,	<i>Sawyer</i> ,
<i>Cameron</i> ,	<i>Garneau</i> ,	<i>Lynch</i> ,	<i>St. Cyr</i> ,
<i>Champagne</i> ,	<i>Gauthier</i> ,	<i>Martin</i> ,	<i>Taillon</i> ,
<i>Chapleau</i> ,	<i>Houde (Maskinongé)</i> ,	<i>Mathieu</i> ,	<i>Tarte</i> ,
<i>Church</i> ,	<i>Houde (Nicolet)</i> ,	<i>McGauvran</i> ,	<i>Thornton</i> ,
<i>De Beaujeu</i> ,	<i>Lacerte</i> ,	<i>Ogilvie</i> ,	<i>Turcotte</i> ,
<i>Deschênes</i> ,	<i>Lalonde</i> ,	<i>Peltier</i> ,	<i>Verreault et</i>
<i>Duhamel</i> ,	<i>Larochele</i> ,	<i>Picard</i> ,	<i>Würtele</i> .—40.

Ainsi, la proposition est résolue dans la négative.

La chambre, en conformité de l'ordre, se forme de nouveau en comité sur le bill pour amender certains articles du code municipal de la province de *Québec* ; et après y avoir siégé quelque temps M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *Verreault*, fait rapport que le comité a fait quelque progrès, et lui a enjoint de demander la permission de siéger de nouveau.

Ordonné, Que le comité ait la permission de siéger de nouveau, aujourd'hui.

M. le Secrétaire Provincial *Chapleau*, présente en conformité d'une adresse à Son Excellence le Lieutenant Gouverneur, réponse à une adresse de l'Assemblée Législative datée le 18 février 1878, demandant un état indiquant :

1. Les noms de tous les employés et journaliers ou ouvriers qui ont été victimes de quelque accident, en travaillant sur cette partie du chemin de fer de *Québec, Montréal, Ottawa et Occidental*, entre *Québec et Montréal*, depuis le 1er janvier 1877 jusqu'à ce jour ;
2. La cause de chaque accident ;
3. Les suites de l'accident, dans chaque cas. (Documents de la session No. 31.)

Ordonné, Que la 94^e règle de cette Chambre, qui exige que toute motion à l'effet de faire imprimer un document, soit au préalable, soumise au comité permanent des impressions qui en fait rapport, soit suspendue en ce qu'elle a rapport à la dite réponse.

Ordonné, Que la dite réponse soit imprimée.

Sur motion de M. le Procureur Général *Angers*, secondé par M. le Trésorier *Church*,

Résolu, Que lorsque cette Chambre s'ajournera aujourd'hui elle soit ajournée jusqu'à sept heures et demie, P. M.

Alors la Chambre s'ajourne.

À Sept heures et demie, P. M.

La pétition suivante est présentée et déposée sur la table :

Pas M. *Shehyn*,—la pétition de *J. B. Z. Dubeau* et autres, marchands-épiciers, de la cité de *Québec*.

M. *Shehyn*, secondé par M. *Alleyn*, propose, que la motion faite le 25 février courant, ayant rapport à la pétition de *Arthur H. Murphy* et autres, de la cité de *Québec*, soit renvoyée au comité permanent des ordres permanents, et au comité des chemins de fer, canaux, lignes télégraphiques et compagnies de mines et manufacturières.

Et objection étant faite, que cette motion n'est pas dans l'ordre, parce que l'on demande que la pétition en faveur du bill soit renvoyée à deux comités, et parce qu'il ne s'agit pas dans le moment de la suspension de cette règle pour un cas particulier.

M. l'Orateur décide, que la motion est dans l'ordre, parce que la décision a déjà été rendue, que la demande de la suspension de la règle 49^e dans ce cas-ci, équivalait à une suspension générale, parce que la motion ne réfère pas la pétition elle-même, faite le 25 février courant, ayant rapport à cette pétition. Les deux comités ayant à décider dans le cas présent, si cette pétition sera présentée en Chambre, et les règles suspendues.

Et la question étant mise aux voix, la Chambre se divise, et la question est résolue dans la négative.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme de nouveau en comité sur le bill pour amender certains articles du code municipal de la province de *Québec* ; et après y avoir siégé quelques temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *Verreault* fait rapport que le comité a examiné le bill, et y a fait des amendements.

Ordonné, Que le rapport soit maintenant reçu.

M. Verreault, fait, en conséquence, rapport du bill et les amendements sont lus et adoptés.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil Législatif et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité sur le bill pour amender le chapitre 69, des Statuts Refondus pour le *Bas-Canada*, concernant les sociétés de construction, dans la province de *Québec*; et après y avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et l'Honorable M. Robertson fait rapport que le comité a examiné le bill et y a fait des amendements.

Ordonné, Que le rapport soit maintenant reçu.

L'Honorable M. Robertson fait, en conséquence, rapport du bill et les amendements sont lus et adoptés.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le greffier porte le bill au Conseil Législatif et demande son concours.

L'ordre du jour, pour la réception du rapport du comité de toute la Chambre sur le bill pous amender de nouveau la loi concernant l'instruction publique en cette province, étant lu ;

Ordonné, Que le dit ordre soit déchargé.

Ordonné, Que le bill soit de nouveau renvoyé à un comité de toute la Chambre.

La Chambre, en conséquence, se forme en le dit comité ; et après y avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Champagne fait rapport que le comité a examiné le bill et y a fait un amendement.

Ordonné, Que le rapport soit maintenant reçu.

M. Champagne, fait en conséquence rapport du bill, et l'amendement est lu et adopté.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le greffier porte le bill au Conseil Législatif et demande son concours.

Et la Chambre continuant à siéger jusqu'après minuit, jeudi matin.

Jeudi, 28 février 1878.

L'ordre du jour, pour que la Chambre se forme en comité sur le bill pour exempter de la saisie la moitié des gages des journaliers, étant lu ;

M. Turcotte, secondé par M. Lacerte, propose que M. l'Orateur laisse maintenant le fauteuil.

M. le Procureur Général Angers, secondé par M. le Secrétaire Provincial Chapleau, propose sous forme d'amendement que tous les mots après "Que" jusqu'à la fin de la question soient effacés et que les mots "cette Chambre se formera en le dit comité d'hui en trois mois" soient mis à la place.

Et l'amendement, étant mis aux voix, la Chambre se divise, et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

Pour :

Messieurs :

*Angers,
Baker,
Champagne,
Chapleau,
Dupont,
Fradette,*

*Garneau,
Gauthier,
Laberge,
Lacerte,
Lafontaine,*

*Lavallée,
LeCavalier,
Martin,
Mathieu,
McGauvran,*

*Molleur,
Ogilvie,
Sylvestre,
Taillon et
Verreault.—21.*

CONTRE :

Messieurs :

*Alleyn,
Bachand,
Daigle,
De Beaujeu,
Deschênes,*

*Duhamei,
Dulac,
Houde (Maskinongé),
Houde (Nicolet),
Lalonde,*

*Larochelle,
Marchand,
Pâquet,
Préfontaine,
Rinfret dit Malouin,*

*Robert,
Robertson,
St. Cyr,
Turcotte et
Watts.—20.*

Ainsi, il est résolu dans l'affirmative.

La motion principale, ainsi amendée, étant alors mise aux voix.

Résolu, Que cette Chambre se formera en le dit comité, d'hui en trois mois

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité sur le bill concernant la preuve de la qualité d'héritier ou de légataire ; et après y avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *Marchand* fait rappprt que le comité a examiné le bill et y a fait un amendement.

Ordonné, Que le rapport soit maintenant reçu.

M. *Marchand*, fait en conséquence rapport du bill et l'amendement est lu et adopté.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Et la question étant mise aux voix, que le bill passe et que le titre soit "Acte concernant la preuve de la qualité d'héritier", la Chambre se divise et la question est résolue dans l'affirmative.

Ordonné, Que le greffier porte le bill au Conseil Législatif et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité sur le bill pour amender l'acte 32, Vict., chap. 51, concernant les chemins de fer ; et après y avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *Würtele* fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe, et que le titre soit : "Acte pour amender l'acte de cette province, 32 Vict., chap. 51, concernant les chemins de fer.

Ordonné, Que le greffier porte le bill au Conseil Législatif et demande son concours.

L'ordre du jour, pour la seconde lecture du bill pour amender l'acte 29-30 Vict., chap. 30, concernant la loi seigneuriale, étant lu ;

M. *Sylvestre*, secondé par M. *Robert*, propose que le bill soit maintenant lu une seconde fois, la Chambre se divise et la proposition est résolue dans la négative.

L'ordre du jour, pour la seconde lecture des amendements faits par le Conseil Législatif au bill intitulé : "Acte pour incorporer la compagnie du sucre de betterave de la province de *Québec*, étant lu ;

Les dits amendements, sont en conséquence, lus une seconde fois, et adoptés.

Ordonné, Que le greffier reporte le bill au Conseil Législatif et informe leurs Honneurs que cette chambre a adopté leurs amendements.

L'ordre du jour, pour la seconde lecture des amendements faits par le Conseil Législatif au bill intitulé : "Acte pour incorporer la compagnie du chemin de fer de l'*Ile de Montréal*," étant lu ;

Les dits amendements, sont en conséquence, lus une seconde fois.

Et la question étant mise aux voix, que ces amendements soient adoptés, la Chambre se divise, et la question est résolue dans l'affirmative.

Ordonné, Que le greffier reporte le bill au Conseil Législatif et informe leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

L'ordre du jour, pour la seconde lecture des amendements faits par le Conseil Législatif au bill intitulé : "Acte pour incorporer la Société de l'*Union St. Joseph de Lachine*," étant lu ;

Les dits amendements, sont en conséquence, lus une seconde fois, et adoptés.

Ordonné, Que le greffier reporte le bill au Conseil Législatif, et informe leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

La Chambre, ayant continué à siéger jusqu'à une heure et quart, jeudi matin, s'ajourne alors jusqu'à aujourd'hui.

Jeudi, 28 février 1878.

Conformément à l'ordre du jour, la pétition suivante est lue :

De *Jean Baptiste Dionne* et autres, du township de *Woodbridge*, comté de *Kamouraska*, demandant la remise des arrérages dus au gouvernement sur leurs lots de terre.

M. *Lacerte* du comité permanent de l'agriculture, l'immigration et la colonisation présente à la Chambre le deuxième rapport du dit comité lequel est lu. (Appendice, No. 5.)

M. *Verreault*, du comité permanent des ordres permanents, présente à la Chambre le seizième rapport du dit comité lequel est lu comme suit :

Votre comité a pris en considération les instructions de Votre Honorable Chambre, sur l'opportunité de suspendre les règles 49 et 51, par rapport au bill de la corporation de la cité de *Québec*, et désire recommander la suspension des dites règles.

M. le Secrétaire Provincial *Chapleau*, du comité permanent des bills privés, présente à la Chambre le seizième rapport du dit comité lequel est lu comme suit :

Votre comité a pris en considération les instructions de Votre Honorable Chambre sur l'opportunité de suspendre les règles 49 et 51, par rapport au bill de la corporation de la cité de *Québec*, et il est d'opinion qu'il n'est pas opportun de recommander la suspension des dites règles.

Sur motion de *M. Fortin (Montmagny)*, secondé par *M. Houde (Maskinongé)*,

Ordonné, Que la 94^e règle de cette Chambre, qui exige que toute motion à l'effet de faire imprimer un document soit au préalable soumise au comité des impressions, qui en fait rapport, soit suspendue en ce qu'elle a rapport à l'état indiquant le nombre des employés surnuméraires de la session nommés depuis le 1^{er} décembre 1877 jusqu'à cette date.

Ordonné, Que le dit état soit imprimé pour l'usage des membres de cette Chambre.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité sur le bill pour amender et refondre l'acte des Licences de *Québec* et ses amendements ; et après y avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et l'Honorable *M. Robertson* fait rapport que le comité a examiné le bill et y a fait des amendements.

Ordonné, Que le rapport soit reçu, aujourd'hui.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme de nouveau en comité des subsides.

(EN COMITÉ.)

1. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq mille piastres, soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses du dépôt de livres, globes, etc., dans le département de l'Instruction Publique, pour l'année financière finissant le 30 juin 1879.

Résolution à rapporter.

M. l'Orateur reprend le fauteuil, et *M. Loranger* fait rapport que le comité a passé une résolution.

Ordonné, Que le rapport soit reçu à la prochaine séance de la Chambre, aujourd'hui.

M. Loranger, informe de plus la Chambre, qu'il lui a été enjoint de demander que le comité ait la permission de siéger de nouveau.

Résolu, Qu'aujourd'hui, cette Chambre se formera de nouveau en le dit comité.

M. le Trésorier *Church* remet à M. l'Orateur, un message de Son Excellence le Lieutenant-Gouverneur, revêtu de la signature de Son Excellence.

Et ce message est lu par M. l'Orateur, tous les membres de la Chambre étant découverts et il est comme suit :

L. LETELLIER,

Le Lieutenant-Gouverneur transmet à l'Assemblée Législative, les estimés supplémentaires pour l'année expirant le 30 juin 1878, ainsi que les estimés supplémentaires pour l'année expirant le 30 juin 1879.

HÔTEL DU GOUVERNEMENT,
Québec, 25 février 1878.

Ordonné, Que ce message, ainsi que les estimés supplémentaires qui l'accompagnent, soient renvoyés au comité des subsides.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme de nouveau en comité des subsides.

(EN COMITÉ.)

1. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatorze mille trois cents quatre-vingts-dix piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les salaires et dépenses contingentes, etc., de l'Assemblée Législative, pour l'année financière finissant le 30 juin 1878.

2. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas huit mille cent trente-quatre piastres et vingt-cinq centins soit accordée à Sa Majesté, pour rencontrer le déficit sur la dernière Exposition Provinciale, pour l'année financière finissant le 30 juin 1878.

3. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux mille deux cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses du journal d'agriculture, pour l'année financière finissant le 30 juin 1878.

4. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas huit cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide pour le pont *Ste. Anne* ou pont *Bacon*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1878.

5. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas dix-sept mille sept cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les salaires et dépenses contingentes, etc., de l'Assemblée Législative, pour l'année financière finissant le 30 juin 1879.

6. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses du Conseil d'Agriculture, pour l'année financière finissant le 30 juin 1879.

7. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quinze mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses de transport et reconstruction du Palais de Cristal, sur les terrains de l'Exposition, *Montréal*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1879.

8. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital-Général, *Sorel*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1879.

9. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'asile de la Providence, *Côteau du Lac*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1879.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *Loranger* fait rapport que le comité a passé plusieurs résolutions.

Résolu, Que le rapport soit reçu à la prochaine séance de la Chambre aujourd'hui.

Le bill du Conseil Législatif, intitulé : "Acte pour déclarer valides certaines ventes de meubles de succession", est en conformité de l'ordre, lu une seconde fois, et renvoyé à un comité de toute la Chambre.

Résolu, Que cette Chambre se forme immédiatement en le dit comité.

La Chambre, en conséquence, se forme en le dit comité ; et après y avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *Wurtele* fait rapport que le comité a examiné le bill et y a fait des amendements.

Ordonné, Que le rapport soit maintenant reçu.

M. *Wurtele*, fait en conséquence, rapport du bill, et les amendements sont lus comme suit :

Clause 1, ligne 5, après le mot " le," insérez le mot " premier."

Ligne 8, effacez les mots " et en équité."

Après la clause 2, insérez la suivante, 3.

3. Le présent acte viendra en force le jour de sa sanction.

Les dits amendements, étant lus une seconde fois, sont adoptés.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill, avec les amendements, passent.

Ordonné, Que le greffier reporte le bill au Conseil Législatif, et informe leurs Honneurs que cette Chambre a passé ce bill avec des amendements, auxquels elle demande leur concours.

L'ordre du jour, pour la seconde lecture du bill relatif à l'indemnité des petits jurés dans les affaires criminelles, étant lu ;

M. le Trésorier *Church*, secondé par M. le Secrétaire-Provincial *Chapleau*, propose, que le bill soit maintenant lu une seconde fois ;

Et des débats s'ensuivant ;

Sur motion de M. le Procureur-Général *Angers*, secondé par M. le Trésorier *Church*,

Ordonné, Que les débats soient ajournés.

Sur motion de M. le Procureur-Général *Angers*, secondé par M. le Trésorier *Church*,

Résolu, Que lorsque cette Chambre s'ajournera aujourd'hui, elle soit ajournée jusqu'à sept heures et demie P. M.

Sept heures et demie, P. M.

M. l'Orateur informe la Chambre que le Greffier du Conseil Législatif a apporté le message suivant :

Le Conseil Législatif a adopté l'amendement fait par cette Chambre aux amendements du Conseil Législatif au bill intitulé : " Acte pour amender le chapitre 51 de la 37e Vict., province de *Québec*, intitulé : " Acte pour reviser et refondre la charte de la cité de *Montréal*, et les divers qui l'amendent, en ce qui concerne certaines propriétés avoisinant le Parc Mont Royal."

Aussi, le Conseil Législatif a passé le bill intitulé : " Acte pour autoriser la vente de propriétés immobilières substituées par feu *Jean Baptiste Quesnel*", avec un amendement auquel il demande le concours de cette Chambre.

Et aussi, le Conseil Législatif a passé les bills suivants sans amendement :

Bill intitulé : " Acte relatif au fonds consolidé des chemins de fer de cette Province, 40 Vict. chap. 2,"

Bill intitulé : " Acte pour autoriser l'exécuteur testamentaire des défunts *William Petry*, senior, et *William Petry*, junior, et le curateur à la substitution créée en vertu de leurs testaments, à changer divers placements maintenant faits,"

Bill intitulé : " Acte pour amender les actes relatifs aux associations d'assurance mutuelle, des fabriques des diocèses de *Québec* et des *Trois Rivières*, et des diocèses de *Montréal* et de *St. Hyacinthe*,"

Bill intitulé : " Acte pour incorporer la municipalité de la paroisse de la *Côte St. Paul*."

Bill intitulé : " Acte pour autoriser la compagnie des moulins à coton de

V. Hudon (Hochelaga), a nommer des syndics pour assurer ses propriétés pour la protection des porteurs de débentures de la dite compagnie et autres fins;

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil Législatif, au bill intitulé : "Acte pour autoriser la vente de propriétés immobilières, substituées par feu *Jean Baptiste Quesnel*, lequel est lu comme suit :

Page 2, clause 1, ligne 11, après les mots "eux mêmes" retrancher le mot "les" et le remplacer par les mots "le capital des."

Page 3, ligne 10, après le mot "partie" insérer les mots "du capital."

Les dits amendements, étant lus une seconde fois, sont adoptés.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil Législatif et informe leurs Honneurs que cette Chambre a passé ce bill sans amendement.

L'ordre du jour, pour la seconde lecture du bill pour amender de nouveau la loi concernant les octrois en argent faits à certaines compagnies de chemins de fer, étant lu ;

M. le Procureur-Général Angers, secondé par *M. le Trésorier Church*, propose, que le bill soit maintenant lu une seconde fois, la Chambre se divise et la proposition est résolue dans l'affirmative.

Le bill est, en conséquence, lu une seconde fois, et renvoyé à un comité de toute la Chambre.

Résolu, Que cette Chambre se forme immédiatement en le dit comité.

La Chambre, alors se forme en le dit comité ; et après y avoir siégé quelques e temps, *M. l'Orateur* reprend le fauteuil, et *M. Loranger* fait rapport que le comité a examiné et y a fait un amendement.

Ordonné, Que le rapport soit maintenant reçu.

M. Loranger fait, en conséquence, rapport du bill, et l'amendement est lu et adopté.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Et la question étant mise aux voix, que le bill passe, et que le titre soit : "Acte pour amender de nouveau la loi concernant les octrois en argent faits à certaines compagnies de chemin de fer," la Chambre se divise, et la question est résolue dans l'affirmative.

Ordonné, Que le Greffier porte ce bill au Conseil Législatif et demande son concours.

M. Loranger, du comité des subsides fait rapport d'une résolution, laquelle est lue comme suit :

1. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses du dépôt de livres, globes, etc., dans le département de l'Instruction Publique, pour l'année financière finissant le 30 juin 1879.

La dite résolution, étant lue une seconde fois, est adoptée.

M. Loranger, du comité des subsides, fait rapport de plusieurs résolutions, lesquelles sont lues comme suit :

1. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatorze mille trois cents quatre-vingt-dix piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les salaires et dépenses contingentes, etc., de l'Assemblée Législative, pour l'année financière finissant le 30 juin 1878.

2. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas huit mille cent trente-quatre piastres et vingt-cinq centins soit accordée à Sa Majesté, pour rencontrer le déficit de la dernière Exposition Provinciale, pour l'année financière finissant le 30 juin 1878.

3. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux mille deux cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses du journal d'agriculture, pour l'année financière finissant le 30 juin 1878.

4. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas huit cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide pour le pont *Ste. Anne* ou pont *Bacon* pour l'année financière finissant le 30 juin 1878.

5. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas dix-sept mille sept cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les salaires et dépenses contingentes, etc., de l'Assemblée Législative, pour l'année financière finissant le 30 juin 1879.

6. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses du Conseil d'Agriculture, pour l'année financière finissant le 30 juin 1879.

7. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quinze mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses du transport et reconstruction du palais cristal sur les terrains de l'Exposition, *Montréal*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1879.

8. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital Général, *Sorel*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1879.

9. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile de la Providence, *Côteau du Lac*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1879.

Ordonné, Que les dites résolutions soient maintenant lues une seconde fois.

Et la première résolution, étant lue une seconde fois, et la question étant mise aux voix, que cette Chambre concourt avec le comité dans la dite résolution, la Chambre se divise, et la question est résolue dans l'affirmative.

La seconde résolution, étant lue une seconde fois, est adoptée.

La troisième résolution et les suivantes, jusqu'à la septième inclusivement, étant lues une seconde fois, et la question étant mise aux voix, que cette Chambre concourt avec le comité dans les dites résolutions, la Chambre se divise, et la question est résolue dans l'affirmative.

Les huitième et neuvième résolutions, étant lues une seconde fois, sont adoptées.

L'ordre du jour, pour la réception du rapport du comité de toute la Chambre sur le bill pour amender et refondre l'acte des licences de Québec et ses amendements, étant lu ;

M. le Solliciteur-Général *Baker*, secondé par M. le Procureur-Général *Angers*, propose que le rapport soit maintenant reçu ;

M. *Taillon*, secondé par M. *McGawran*, propose sous forme d'amendement que tous les mots après " que " jusqu'à la fin de la question soient effacés et que les mots " le bill soit de nouveau renvoyé à un comité de toute la Chambre avec instruction de l'amender comme suit :

Clause 63, dans la sous-section 1, en substituant au paragraphe *a*, le suivant :
 " *a*. Dans la cité de *Montréal*, cent soixante-quinze piastres, si le loyer ou la valeur annuelle du lieu pour lequel cette licence est demandée, est moindre de quatre cents piastres ; et deux cent soixante piastres, si ce loyer ou la valeur annuelle est de \$400 ou audessus ; " et en substituant au paragraphe *b*, dans la même sous-section, le suivant : " *b*. Dans la cité de *Québec*, cent soixante-quinze piastres, si ce loyer ou la valeur annuelle est moindre de \$400, et deux cent soixante piastres, si ce loyer ou la valeur annuelle est de \$400 ou au-dessus ; "

Clause 63, dans la sous-section 2, en substituant au paragraphe *a* le suivant :
 " *a*. Dans la cité de *Montréal*, cent soixante-quinze piastres, si la valeur annuelle ou le loyer du lieu pour lequel cet licence est demandée, est moindre de \$500, et deux cent soixante piastres, si la valeur annuelle ou le loyer est de \$500, ou

“ au-dessus ; ” dans la même sous-section, en substituant au paragraphe *b* le suivant : “ Dans la cité de *Québec*, cent soixante-quinze piastres, si la valeur annuelle ou le loyer est moindre de \$500, et deux cent soixante piastres si la valeur annuelle ou le loyer est de \$500 ou au-dessus ” ;

“ Clause 71, en retranchant, après les mots : “ quatre vingt-quinze piastres,” dans la neuvième ligne, tous les mots depuis : “ si la contravention ” jusqu’aux mots : “ ainsi organisé ” inclus, dans la douzième ligne,” soient insérés à la place.

Et objection étant faite, que cette motion n’est pas dans l’ordre, parce qu’elle contient des dispositions tendant à augmenter les fardeaux sur le peuple et qu’elle ne peut pas être reçue sans avoir obtenu, au préalable, l’assentiment de Son Excellence le Lieutenant-Gouverneur.

M. l’Orateur, décide que cette motion impose de nouvelles taxes, et qu’en conséquence, elle n’est pas dans l’ordre.

Et la question, étant de nouveau mise aux voix, que le rapport soit maintenant reçu ;

M. Taillon, secondé par M. McGauvran, propose, sous forme d’amendement, que tous les mots après “ que,” jusqu’à la fin de la question soit effacés, et que les mots “ le bill soit de nouveau renvoyé à un comité de toute la Chambre avec instruction de l’amender comme suit :

Clause 63, dans la sous-section 1, en substituant au paragraphe *a*, le suivant :

a. Dans la cité de *Montréal*, cent soixante piastres, si le loyer ou la valeur annuelle du lieu pour lequel cette licence est demandée, est moindre de quatre cents piastres ; et deux cent cinquante piastres, si ce loyer ou la valeur annuelle est de quatre cents piastres ou au-dessus.

Et l’amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise, et il est résolu dans la négative.

La question principale, étant alors mise aux voix ;

Ordonné, Que le rapport soit maintenant reçu.

L’Honorable M. Robertson, fait en conséquence, rapport du bill, et les amendements sont lus et adoptés.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Et la question étant mise aux voix, que le bill passe et que le titre soit : “ Acte pour amender et refondre l’acte des licences de *Québec*, et ses amendements,” la Chambre se divise, et la question est résolue dans l’affirmative.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil Législatif et demande son concours.

L’ordre du jour, pour la seconde lecture du bill, pour amender de nouveau l’acte des chemins de fer de *Québec*, 1869, étant lu ;

M. le Secrétaire-Provincial Chapleau, secondé par M. le Commissaire Garneau, propose, que le bill soit maintenant lu une seconde fois.

Et des débats s’ensuivant ;

M. l’Orateur, en vertu des dispositions de la 31^e Victoria, chap. 4, des Statuts de la Province de *Québec*, appelle l’Honorable M. Robertson, membre pour la division électorale de *Sherbrooke*, pour le remplacer temporairement au fauteuil.

L’Honorable M. Robertson prend, en conséquence, le fauteuil de la Chambre.

Et après quelque temps, M. l’Orateur reprend le fauteuil :

Et la question étant mise aux voix ;

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu une seconde fois ;

Le bill est, en conséquence, lu une seconde fois et renvoyé à un comité spécial composé de M. le Procureur-Général *Angers*, M. le Trésorier *Church*, M. le Solliciteur-Général *Baker*, M. le Secrétaire-Provincial *Chapleau*, l'Honorable M. *Robertson*, M. *Marchand*, M. *Mathieu*, M. *Molleur*, M. *Joly*, M. *Larochelle*, M. *Loranger*, M. *Lynch* et M. *Wärtele* pour en faire rapport avec toute la diligence convenable, avec pouvoir d'envoyer quérir personnes, papiers et records.

Sur motion de M. le Procureur Général *Angers* secondé par M. le Trésorier *Church*,

Résolu, Que lorsque cette Chambre s'ajournera aujourd'hui, elle soit ajournée jusqu'à onze heures et demie A. M., demain.

La Chambre, s'ajourne alors, jusqu'à demain.

Vendredi, 1er mars 1878.

Onze heures et demie, A. M.

Conformément à l'ordre du jour, la pétition suivante est lue :

De *J. B. Z. Dubeau* et autres, marchands-épiciers, de la cité de *Québec*; demandant que certaine partie du bill pour amender et refondre l'acte des licences de *Québec*, ne devienne pas loi.

La Chambre, en conformité de l'ordre, reprend les débats ajournés sur la question qui a été proposée hier, que le bill relatif à l'indemnité des petits jurés dans les affaires criminelles, soit maintenant lu une seconde fois ;

Et la question étant mise aux voix, la Chambre se divise, et la question est résolue dans l'affirmative.

Le bill est, en conséquence, lu une seconde fois, et renvoyé à un comité de toute la Chambre.

Résolu, Que cette Chambre se forme immédiatement en le dit comité.

La Chambre, en conséquence, se forme en le dit comité ; et après y avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *Champagne* fait rapport que le comité a examiné le bill et y a fait des amendements.

Ordonné, Que le rapport soit maintenant reçu.

M. *Champagne* fait, en conséquence, rapport du bill, et les amendements sont lus et adoptés.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le greffier porte le bill au Conseil Législatif et demande son concours.

L'ordre du jour, pour la seconde lecture du bill pour amender l'acte 20 Vict., chap. 125, au sujet des chemins à barrières de *Québec* Nord, étant lu ;

M. *Alley*, secondé par M. *Dulac*, propose, que le bill soit maintenant lu une seconde fois, la Chambre se divise, et la question est résolue dans l'affirmative.

Le bill est, en conséquence, lu une seconde fois, et renvoyé à un comité de toute la Chambre.

M. le Procureur Général *Angers*, informe alors la Chambre que Son Excellence le Lieutenant-Gouverneur ayant pris communication des dispositions de ce bill, les recommande à la considération de la Chambre.

Résolu, Que cette Chambre se forme immédiatement en le dit comité.

La Chambre, en conséquence, se forme en le dit comité ; et après y avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *Lacerte* fait rapport que le comité a examiné le bill, et y fait des amendements.

Ordonné, Que le rapport soit maintenant reçu.

M. *Lacerte*, fait en conséquence, rapport du bill et les amendements sont lus et adoptés.

Et la question étant mise aux voix, que le bill soit maintenant lu la troisième fois, la Chambre se divise, et la question est résolue dans l'affirmative.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Et la question étant mise aux voix, que le bill passe, et que le titre soit : "Acte pour amender l'acte 20 Vict., chap. 125, au sujet des chemins à barrières de Québec Nord," la Chambre se divise, et la question est résolue dans l'affirmative.

Ordonné, Que le greffier porte le bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme de nouveau en comité des subsides :

1. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas sept cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses des préparations d'envois pour l'exposition scolaire, à *Paris*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1879.

2. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses d'un tableau analytique des archives provinciales, pour l'année financière finissant le 30 juin 1879.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *Loranger* fait rapport que le comité a passé deux résolutions.

Ordonné, Que le rapport soit maintenant reçu.

M. *Loranger*, fait en conséquence, rapport des résolutions, lesquelles sont lues comme suit :

1. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas sept cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses des préparations d'envois pour l'exposition scolaire, à *Paris*, pour l'année financière finissant le 30 juin 1879.

2. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour défrayer les dépenses d'un tableau analytique des archives provinciales, pour l'année financière finissant le 30 juin 1879.

Les dites résolutions, étant lues une seconde fois, sont adoptées.

L'ordre du jour, pour la seconde lecture du bill pour imposer un droit de timbre sur certains documents, étant lu ;

M. le Trésorier *Church*, secondé par M. le Procureur-Général *Angers*, propose que le bill soit maintenant lu une seconde fois, la Chambre se divise et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

Pour :

Messieurs :

Alleyn,
Angers,
Baker,
Champagne,
Chapleau,
Church,
Duhamel,
Dulac,
Dupont,

Fortin (Gaspé),
Fradette,
Garneau,
Gauthier,
Houde (Nicolet),
Kennedy,
Lacerte,
Lalonde,
Larochelle,

Lavallée,
LeCavalier,
Loranger,
Lynch,
Martin,
Mathieu,
McGawran,
Ogilvie,

Peltier,
Robertson,
Sawyer,
St. Cyr,
Taillon,
Tarte,
Thornton et
Würtele.—34.

CONTRE :

Messieurs :

<i>Bachand,</i>	<i>Fortin (Montmagny),</i>	<i>Marchand,</i>	<i>Robert,</i>
<i>Chauvéau,</i>	<i>Joly,</i>	<i>Molleur,</i>	<i>Shehyn,</i>
<i>Daigle,</i>	<i>Laberge,</i>	<i>Pâquet,</i>	<i>Sylvestre,</i>
<i>De Beaujeu,</i>	<i>Lafontaine,</i>	<i>Préfontaine,</i>	<i>Verreault et</i>
<i>Dumont,</i>	<i>Laframboise,</i>	<i>Rinfret dit Malouin,</i>	<i>Watts.—20.</i>

Ainsi, la question est résolue dans l'affirmative.

Le bill est, en conséquence, lu une seconde fois, et renvoyé a un comité de toute la Chambre.

Et la question étant mise aux voix, que cette Chambre se forme immédiatement en le dit comité, la Chambre se divise, et la question est résolue dans l'affirmative.

La Chambre, en conséquence, se forme en le dit comité ; et après y avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *Loranger* fait rapport que le comité a examiné le bill et y a fait des amendements.

Ordonné, Que le rapport soit maintenant reçu.

M. *Loranger* fait, en conséquence, rapport du bill et les amendements sont lus et adoptés.

Et la question étant mise aux voix, que le bill soit maintenant lu la troisième fois, la Chambre se divise, et la question est résolue dans l'affirmative.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe, et que le titre soit : " Acte pour imposer un droit de timbre sur les contrats, memorandums, et certains actes et instruments."

Ordonné, Que le greffier porte le bill au Conseil Législatif et demande son concours.

Sur motion de M. le Procureur-Général *Angers*, secondé par M. le Trésorier *Church*,

Résolu, Que lorsque cette Chambre s'ajournera, elle soit ajournée jusqu'à trois heures P. M., aujourd'hui.

Alors la Chambre s'ajourne.

Trois heures, P. M.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité des voies et moyens.

(EN COMITÉ.)

Résolu, Que pour faire face aux subsides accordés à Sa Majesté, la somme de \$72,992.70 pour les dépenses durant l'année fiscale courante, et la somme de \$1,824,998.00 pour l'année fiscale finissant au 30 juin 1879, soit accordée à Sa Majesté, sur le fonds consolidé de revenu de cette province.

M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. *Loranger* fait rapport que le comité a passé une résolution.

Ordonné, Que le rapport soit maintenant reçu.

M. *Loranger*, fait rapport de la résolution, en conséquence, laquelle est lue comme suit :

Résolu, Que pour faire face aux subsides accordés à Sa Majesté, la somme de \$72,992.70 pour les dépenses durant l'année fiscale courante, et la somme de \$1,824,998.00 pour l'année fiscale finissant au 30 juin 1879, soit accordée à Sa Majesté, sur le fonds consolidé de revenu de cette province.

La dite résolution, étant lue une seconde fois, est adoptée.

M. *Loranger*, informe de plus la Chambre, qu'il lui a été enjoint de demander que le comité ait la permission de siéger de nouveau.

Résolu, Que, demain, cette Chambre se formera de nouveau en le dit comité.

Ordonné, Que M. le Procureur-Général *Angers*, ait la permission d'introduire un bill octroyant à Sa Majesté les deniers requis pour les dépenses du gouvernement civil durant les années fiscales expirant le 30 juin 1878, et le 30 juin 1879, et pour d'autres fins du service public.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois et la seconde lecture en est ordonnée pour la prochaine séance de la Chambre, aujourd'hui.

L'ordre du jour, pour la première lecture du bill du Conseil Législatif, intitulé : "Acte pour amender l'article 844 du code civil du *Bas-Canada*, aux fins de faciliter la réception des testaments en forme notariée," étant lu ;

M. *Mathieu*, secondé par M. *Taillon*, propose, que le bill soit maintenant lu la première fois, la Chambre se divise, et la question est résolue dans l'affirmative.

Le bill est, en conséquence, lu la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

L'ordre du jour, pour la seconde lecture du bill, pour déclarer inéligible et incapable de siéger dans l'Assemblée Législative et le Conseil Législatif de la province de *Québec*, tout actionnaire de compagnie de chemin de fer subventionné par la province, de même que tout contracteur et sous-contracteur dans la construction de tel chemin de fer, étant lu ;

M. *Bachand*, secondé par l'Honorable M. *Laframboise*, propose, que le bill soit maintenant lu une seconde fois, la Chambre se divise, et la question est résolue négativement.

Sur motion de M. le Procureur-Général *Angers*, secondé par M. le Secrétaire-Provincial *Chapleau*,

Résolu, Que lorsque cette Chambre s'ajournera, elle soit ajournée jusqu'à huit heures P. M., aujourd'hui.

Alors, la Chambre s'ajourne.

Huit heures P. M.

La pétition suivante est présentée et déposée sur la table :

Par M. *Shehyn*,—la pétition de la corporation de la chambre de commerce de *Québec*.

Sur motion de M. le Procureur Général *Angers*, secondé par M. le Solliciteur-Général *Baker*,

Résolu, Que lorsque cette Chambre s'ajournera aujourd'hui, elle soit ajournée jusqu'à trois heures P. M., demain.

M. *Würtele*, du comité spécial sur le bill pour amender de nouveau l'acte des chemins de fer de *Québec*, 1869, présente à la Chambre le premier rapport du dit comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a élu son président et recommande que son quorum soit réduit à trois membres.

Votre comité demande aussi qu'il lui soit permis de siéger de nouveau, et aussi de faire rapport de nouveau.

Résolu, Que cette Chambre concourt dans le dit rapport.

Alors, la Chambre s'ajourne.

Samedi, 2 mars 1878.

Trois heures, P. M.

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil Législatif a apporté le message suivant :

Le Conseil Législatif a adopté les amendements faits par cette Chambre au bill intitulé : "Acte pour déclarer valides certaines ventes de meubles de succession," sans amendement.

Aussi, le Conseil Législatif a passé les bills suivants avec des amendements, auxquels il désire le concours de cette Chambre :

Bill intitulé : "Acte pour amender de nouveau la loi relative à la constitution de la Cour Supérieure."

Bill intitulé : "Acte pour incorporer la compagnie de transport du nord, "*The Northern Transit Company*."

Et aussi, le Conseil Législatif a passé les bills suivants sans amendement :

Bill intitulé : "Acte pour incorporer la municipalité du village de *St. Louis du Mile End*."

Bill intitulé : "Acte pour amender la sous-section 31, de la section 1 du chapitre 75, des Statuts Refondus pour le *Bas-Canada*."

Bill intitulé : "Acte pour autoriser le barreau de la province de *Québec*, à admettre *Michael J. F. Quinn* à la pratique de la profession d'avocat."

Bill intitulé : "Acte pour amender l'acte concernant les commissaires pour la décision sommaire des petites causes."

Bill intitulé : "Acte pour amender l'acte de cette province, 32 Vict., chap. 51, concernant les chemins de fer."

M. le Procureur-Général *Angers*, secondé par M. le Trésorier *Church*, propose, que lorsque cette Chambre s'ajournera aujourd'hui, elle soit ajournée jusqu'à lundi prochain, à trois heures P. M.

La Chambre se divise, et la question est résolue dans l'affirmative.

Alors, la Chambre s'ajourne jusqu'à lundi prochain.

Lundi, 4 mars 1878.

La pétition suivante est présentée et déposée sur la table :

Par M. *LaRue*,—la pétition de *Benjamin Gagnon* et autres, de la paroisse de *St. Nicolas*, comté de *Lévis*.

Conformément à l'ordre du jour, la pétition suivante est lue :

De la corporation de la chambre de commerce de *Québec*; demandant que le bill pour imposer un droit de timbre sur les contrats, mémorandums, et certains actes et instruments, ne devienne pas loi.

M. l'Orateur met devant la Chambre,—copie d'un jugement dans la cause de l'élection contestée de *Kamouraska*, lequel est lu. (Appendice No. 1.)

Sur motion de M. le Procureur-Général *Angers*, secondé par M. le Trésorier *Church*,

Résolu, Qu'attendu qu'entre une heure et demie et deux heures, ce jour, (quatre mars), le Lieutenant-Gouverneur a signifié à l'Honorable M. *DeBoucherville* son désir, que les explications ne soient pas données aujourd'hui, au sujet du renvoi d'office des membres du Conseil Exécutif, mais seulement après qu'un nouveau cabinet aura été formé, cette Chambre s'ajourne maintenant, et qu'elle soit ajournée jusqu'à demain à 3 heures P. M.

Et alors, la Chambre s'ajourne.

Mardi, 5 Mars 1878.

Sur motion de l'Honorable M. *Angers*, secondé par l'Honorable M. *Church*,

Résolu, Que lorsque cette Chambre s'ajournera aujourd'hui elle soit ajournée jusqu'à jendi prochain à trois heures, P. M.

Et alors, la Chambre s'ajourne jusqu'à jendi prochain.

Jeudi, 7 Mars 1878.

L'Honorable M. *Angers*, secondé par l'Honorable M. *Church*, propose, que cette Chambre s'ajourne maintenant et qu'elle soit ajournée jusqu'à demain à trois heures P. M.

M. *Lynch*, secondé par M. *Loranger*, propose sous forme d'amendement que tous les mots après, " que " jusqu'à la fin de la question soient effacés et les mots " il soit résolu :

Que cette chambre désire réitérer ses expressions de loyauté et de dévouement à la Majesté la Reine Victoria et sa soumission parfaite à la constitution.

Que cette Chambre renouvelle la déclaration de sa confiance dans l'administration *De Boucherville* si énergiquement exprimée pendant cette session.

Que cette Chambre désire déclarer fermement et énergiquement qu'elle n'a pas et ne peut pas avoir confiance dans aucune administration qui pourrait être substituée à celle qui a été démise, en autant que telle démission a eu lieu pendant que l'administration de *De Boucherville* jouissait de la confiance entière de la grande majorité des représentants du peuple dans la Législature Provinciale; à moins que l'administration qui doit être nommée ne soit forte, efficace et choisie parmi les membre du parti représenté par la majorité de cette Chambre, soient mis à la place.

Et objection étant faite, que cette motion n'est pas dans l'ordre, parce qu'elle fait allusion à la démission des membres du gouvernement et qu'il n'y a aucun document relatif à ce sujet devant la Chambre.

Et objection étant faite de nouveau, que la question principale n'est pas dans l'ordre, parceque deux jours d'avis n'ont pas été donnés.

M. l'Orateur décide sur la première objection : "Que le sujet est devant la Chambre, qu'elle en a été saisie par la motion faite en Chambre le quatre mars courant par l'honorable député de *Montmorency*," et sur la seconde objection, "Qu'une motion d'ajournement est toujours dans l'ordre."

Et une nouvelle objection étant faite que la motion en amendement n'est pas dans l'ordre, parceque l'on ne peut pas proposer d'amendement à une motion pour ajourner la Chambre.

M. l'Orateur décide que l'amendement peut être fait : "Que l'on pourrait trouver des précédents dans les journaux de la Chambre des Communes."

Et une nouvelle objection étant faite, que la motion en amendement ne se rapporte pas à la motion principale.

M. l'Orateur décide "Qu'il a déjà donné sa décision sur cette objection."

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

POUR :

Messieurs :

<i>Alleyn,</i>	<i>Dupont,</i>	<i>Lalonde,</i>	<i>Peltier,</i>
<i>Angers,</i>	<i>Fortin (Gaspé),</i>	<i>Larochelle,</i>	<i>Picard,</i>
<i>Baker,</i>	<i>Fradette,</i>	<i>Lavallée,</i>	<i>Sawyer,</i>
<i>Champagne,</i>	<i>Garneau,</i>	<i>Le Cavalier,</i>	<i>St. Cyr,</i>
<i>Chapleau,</i>	<i>Gauthier,</i>	<i>Loranger,</i>	<i>Taillon,</i>
<i>Charlebois,</i>	<i>Houde (Maskinongé),</i>	<i>Lynch,</i>	<i>Tarte,</i>
<i>Church,</i>	<i>Houde (Nicolet),</i>	<i>Martin,</i>	<i>Turcotte et</i>
<i>Deschênes,</i>	<i>Kennedy,</i>	<i>Mathieu,</i>	<i>Würtele.—35.</i>
<i>Dulac,</i>	<i>Lacerte,</i>	<i>McGawran,</i>	

CONTRE :

Messieurs :

<i>Bachand,</i>	<i>Fortin (Montmagny),</i>	<i>Marchand,</i>	<i>Rinfret dit Malouin,</i>
<i>Cameron,</i>	<i>Laberge,</i>	<i>Molleur,</i>	<i>Shehyn,</i>
<i>Chauveau,</i>	<i>Lafontaine,</i>	<i>Pâquet,</i>	<i>Sylvestre et</i>
<i>De Beaujeu,</i>	<i>Laframboise,</i>	<i>Préfontaine,</i>	<i>Watts.—16.</i>

Ainsi, il est résolu dans l'affirmative.

La question principale ainsi amendée, étant alors mise aux voix, la Chambre se divise, et la question est résolue dans l'affirmative sur la même division que ci-dessus.

La dite résolution, étant lue une seconde fois, est adoptée.

Résolu, Qu'il soit nommé un comité spécial, composé de M. *Lynch*, M. *Loranger*, M. *Taillon*, M. *Tarte* et M. *Würtele*, pour préparer et rapporter une adresse à Son Excellence le Lieutenant-Gouverneur, basée sur ces résolutions.

M. *Lynch*, du dit comité, fait rapport que le comité a préparé une adresse en conséquence, laquelle est lue comme suit :

A Son Excellence,
L'Honorable LUC LETELLIER DE ST. JUST,
Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec.

Qu'il plaise à Votre Excellence,

Nous, les loyaux et fidèles sujets de Sa Majesté, l'Assemblée Législative de Québec, assemblés en Législature Provinciale, désirons réitérer l'expression de notre loyauté et de notre attachement à Sa Majesté la Reine Victoria et de notre complète soumission à la constitution.

Nous renouvelons la déclaration de notre confiance dans l'administration *De Boucherville*, si souvent et si énergiquement exprimée pendant la présente session.

Nous désirons déclarer fermement et énergiquement que nous n'avons pas et ne pouvons pas avoir confiance dans aucune administration qui pourra être substituée à celle qui a été démise, en autant que telle démission a eu lieu pendant que l'administration *De Boucherville* jouissait de l'entière confiance de la grande majorité des représentants du peuple dans la Législature Provinciale ; à moins que l'administration qui doit être nommée, ne soit forte, efficace et choisie parmi les membres du parti représenté par la majorité de cette Chambre.

Et objection étant faite, que ce comité a été nommé pendant cette séance de la Chambre, et que la Chambre ne s'étant pas ajournée pour permettre au comité de siéger, le dit comité ne peut faire rapport.

M. l'Orateur décide, que comme la pratique de la Chambre a été de permettre aux comités nommés pour préparer des adresses en réponse aux discours du Trône, de faire rapport de suite, sans suspendre les délibérations de la Chambre par un ajournement, en conséquence, on peut se servir du même procédé, dans le cas présent, qui est un cas analogue.

Et appel étant faite de la décision de l'Orateur, la Chambre se divise et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

Pour la décision de M. l'Orateur :

Messieurs :

<i>Alley,</i>	<i>Dulac,</i>	<i>Lalonde,</i>	<i>McGauvran,</i>
<i>Angers,</i>	<i>Dupont,</i>	<i>Larochelle,</i>	<i>Peltier,</i>
<i>Baker,</i>	<i>Fradette,</i>	<i>Lavallée,</i>	<i>Picard,</i>
<i>Champagne,</i>	<i>Garneau,</i>	<i>LeCavalier,</i>	<i>Sawyer,</i>
<i>Chapleau,</i>	<i>Gauthier,</i>	<i>Loranger,</i>	<i>St. Cyr,</i>
<i>Charlebois,</i>	<i>Houde (Maskinongé),</i>	<i>Lynch,</i>	<i>Taillon,</i>
<i>Church,</i>	<i>Houde (Nicolet),</i>	<i>Martin,</i>	<i>Tarte et</i>
<i>Deschênes,</i>	<i>Lacerte,</i>	<i>Mathieu,</i>	<i>Wärtele.—32.</i>

CONTRE la décision de M. l'Orateur :

Messieurs :

<i>Bachand,</i>	<i>Kennedy,</i>	<i>Molleur,</i>	<i>Shehyn,</i>
<i>Cameron,</i>	<i>Laberge,</i>	<i>Paquet,</i>	<i>Sylvestre,</i>
<i>Chauveau,</i>	<i>Lafontaine,</i>	<i>Préfontaine,</i>	<i>Turcotte et</i>
<i>De Beaujeu,</i>	<i>Laframboise,</i>	<i>Rinfret dit Malouin,</i>	<i>Watts.—18.</i>
<i>Fortin (Montmagny),</i>	<i>Marchand,</i>		

Ainsi la décision de M. l'Orateur est ratifiée.

Et la question étant mise aux voix, que la dite adresse soit maintenant lue une seconde fois, la Chambre se divise, et la question est résolue dans l'affirmative.

La dite adresse, est en conséquence, lue une seconde fois et adoptée.

Et la question, étant mise aux voix que la dite adresse soit grossoyée, la Chambre se divise, et la question est résolue dans l'affirmative.

Ordonné, Que la dite adresse soit présentée à Son Excellence le Lieutenant Gouverneur par l'Honorable Orateur de cette Chambre.

La Chambre s'ajourne alors jusqu'à demain.

Vendredi, 8 mars 1878.

Conformément à l'ordre du jour, la pétition suivante est lue :

De *Benjamin Gagnon* et autres, de *St. Nicolas*, comté de *Lévis* ; demandant des amendements au tarif des notaires.

M. l'Orateur fait rapport à la Chambre, qu'il a présenté à Son Excellence le Lieutenant-Gouverneur, l'adresse de l'Assemblée Législative, en date d'hier, exprimant sa loyauté à Sa Majesté la Reine Victoria et sa soumission parfaite à la constitution ; à laquelle il a plu à Son Excellence de vouloir lui faire la réponse suivante :

L. LETELLIER,

Messieurs de l'Assemblée Législative,

Je vous remercie de l'expression de loyauté et d'attachement envers Sa Majesté la Reine Victoria, contenue dans votre adresse, et je reçois avec plaisir l'assurance de votre soumission parfaite à la constitution.

J'ai, dans l'exercice des droits et des privilèges de la Couronne, chargé M. *Joly*, samedi dernier, du soin de former une nouvelle administration, et le résultat de ses démarches devra vous être communiqué demain.

HÔTEL DU GOUVERNEMENT,
Québec, 7 mars 1878.

L'ordre du jour, pour la seconde lecture du bill, pour octroyer à Sa Majesté les deniers requis pour les dépenses du gouvernement civil durant les années fiscales, expirant le 30 juin 1878, et le 30 juin 1879, et pour d'autres fins du service public, étant lu ;

L'Honorable M. *Laframboise*, secondé par M. *Watts*, propose, que le bill soit maintenant lu une seconde fois.

M. *Loranger*, secondé par M. *Lynch*, propose que l'adresse suivante soit présentée à Son Excellence le Gouverneur Général de la Puissance du *Canada*, au Sénat et à la Chambre des Communes du *Canada*, et à Son Excellence le Lieutenant-Gouverneur de la province de *Québec*.

A Son Excellence

L'Honorable LUC LETELLIER DE ST. JUST,

Lieutenant-Gouverneur de la province de *Québec*.

L'humble adresse de l'Assemblée Législative de la province de *Québec* expose respectueusement :

B*

Qu'il résulte des explications données par l'Honorable M. *Angers* et de la correspondance officielle communiquée à cette Chambre, que Son Excellence le Lieutenant-Gouverneur reconnaît que les membres du cabinet *De Boucherville* ont agi avec bonne foi dans l'exercice de leurs devoirs.

Que Son Excellence a permis que les mesures soumises par son gouvernement à cette Chambre et au Conseil Législatif y fussent discutées et votées sans ordre de sa part de les suspendre.

Que tout en protestant de son dévouement et de sa loyauté envers notre Gracieuse Souveraine, et de son respect envers Son Excellence le Lieutenant-Gouverneur de cette province, cette Chambre, est d'opinion :

Que le renvoi d'office du cabinet *De Boucherville* ayant eu lieu sans raison, constitue un danger imminent pour l'existence du gouvernement responsable en cette province, est un abus de pouvoir commis au mépris de la majorité de cette Chambre, dont il possédait et possède encore la confiance, et une violation des droits et des libertés du peuple ;

Et vos requérants ne cesseront de prier.

Et objection étant faite, que ce procédé n'est pas dans l'ordre, parceque les délibérations de cette Chambre et les débats sur des questions ne peuvent pas être suspendus pour traiter des questions de privilèges.

M. l'Orateur décide, que la question maintenant devant la Chambre, est une question de privilège et qui doit être prise en considération de suite.

Et objection étant faite, que cette motion tend à censurer la conduite du Lieutenant-Gouverneur, et qu'en conséquence, elle n'est pas dans l'ordre.

M. l'Orateur décide :

C'est un principe du gouvernement constitutionnel, que la Couronne ne peut errer (*The Crown can commit no wrong*), le Lieutenant-Gouverneur représente la Couronne dans notre Législature. Il faut donc auprès du Souverain, auprès du Lieutenant-Gouverneur, des aviseurs, des ministres, qui eux, portent toujours la responsabilité dont on ne peut charger la Couronne, et à cette responsabilité il ne saurait y avoir de solution de continuité. Et bien que l'on se serve du terme de " Lieutenant-Gouverneur " dans les adresses, comme dans les mesures amenées devant la Chambre, par la nature même de notre constitution, ces paroles ne s'adressent qu'aux ministres responsables dans la Chambre. La personne même du Souverain dans son représentant n'est jamais mise en cause. Dans le cas actuel, les reproches contenus dans la motion s'adressent aux aviseurs de Son Excellence le Lieutenant-Gouverneur. Je dois la déclarer dans l'ordre.

M. l'Orateur, en vertu des dispositions de la 31. Victoria, chapitre 4, des statuts de la province de *Québec*, appelle *L. O. Taillon*, écuyer, membre pour le district électoral de *Montréal-Est*, pour le remplacer temporairement au fauteuil.

M. *Taillon*, prend en conséquence, le fauteuil de la Chambre.

Et après quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil.

Et la Chambre continuant à siéger jusqu'après minuit, samedi matin.

Samedi, 9 mars 1878.

Et la question étant mise aux voix, la Chambre se divise, et les noms étant demandés ils sont pris comme suit :

POUR :

Messieurs :

<i>Alleyn,</i>	<i>Dupont,</i>	<i>Lalonde,</i>	<i>McGauvran,</i>
<i>Angers,</i>	<i>Fortin (Gaspé),</i>	<i>Larochelle,</i>	<i>Picard,</i>
<i>Baker,</i>	<i>Fradette,</i>	<i>Lavallée,</i>	<i>Sawyer,</i>
<i>Champagne,</i>	<i>Garneau,</i>	<i>LeCavalier,</i>	<i>St. Cyr,</i>
<i>Chapleau,</i>	<i>Gauthier,</i>	<i>Loranger,</i>	<i>Taillon,</i>
<i>Charlebois,</i>	<i>Houde (Maskinongé),</i>	<i>Lynch,</i>	<i>Tarte,</i>
<i>Church,</i>	<i>Houde (Nicolet),</i>	<i>Martin,</i>	<i>Turcotte et</i>
<i>Deschênes,</i>	<i>Kennedy,</i>	<i>Mathieu,</i>	<i>Würtele.—34.</i>
<i>Dulac,</i>	<i>Lacerte,</i>		

CONTRE :

Messieurs :

<i>De Beaujeu,</i>	<i>Lafontaine,</i>	<i>Pâquet,</i>	<i>Shehyn,</i>
<i>Fortin (Montmagny),</i>	<i>Laframboise,</i>	<i>Préfontaine,</i>	<i>Sylvestre et</i>
<i>Laberge,</i>	<i>Molleur,</i>	<i>Rinfret dit Malouin,</i>	<i>Watts.—12.</i>

Ainsi, elle est résolue dans l'affirmative.

M. *Loranger*, secondé par M. *Lynch*, propose, que la dite adresse soit grossoyée et signée par M. l'Orateur, et qu'elle soit, par lui, transmise à Son Excellence le Lieutenant-Gouverneur de la province, avec prière de la transmettre à Son Excellence le Gouverneur-Général, et que la dite adresse soit aussi transmise au Sénat, et à la Chambre des Communes du *Canada*, la Chambre se divise, et la proposition est résolue dans l'affirmative sur la même division que ci-dessus.

Et la question, étant de nouveau proposée, que le bill pour octroyer à Sa Majesté les deniers requis pour les dépenses du gouvernement civil, durant les années fiscales expirant le 30 juin 1878 et le 30 juin 1879, et pour d'autres fins, du service public, soit maintenant lu une seconde fois.

L'Honorable M. *Angers*, secondé par l'Honorable M. *Church*, propose, que tous les mots après "service public," jusqu'à la fin de la question, soient retranchés, et que les mots "ne soit pas maintenant lu, mais que la lecture en soit suspendue jusqu'à ce que justice ait été faite à la majorité de cette Chambre" attendu que lorsque les résolutions sur lesquelles ce bill est basé, ont été adoptées, le cabinet, qui était chargé des affaires publiques, jouissait de la confiance, de cette Chambre et du pays, pendant que l'administration actuelle ne "possède pas cette confiance," soient mis à la place.

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise, et les noms étant demandés ils sont pris comme suit :

POUR :

Messieurs :

<i>Alleyn,</i>	<i>Dulac,</i>	<i>Kennedy,</i>	<i>McGauvran,</i>
<i>Angers,</i>	<i>Dupont,</i>	<i>Lacerte,</i>	<i>Picard,</i>
<i>Baker,</i>	<i>Fortin (Gaspé),</i>	<i>Lalonde,</i>	<i>Sawyer,</i>
<i>Champagne,</i>	<i>Fradette,</i>	<i>Larochelle,</i>	<i>St. Cyr,</i>
<i>Chapleau,</i>	<i>Garneau,</i>	<i>Lavallée,</i>	<i>Taillon,</i>
<i>Charlebois,</i>	<i>Gauthier,</i>	<i>Loranger,</i>	<i>Tarte,</i>
<i>Church,</i>	<i>Houde (Maskinongé),</i>	<i>Lynch,</i>	<i>Turcotte et</i>
<i>Deschênes,</i>	<i>Houde (Nicolet),</i>	<i>Martin,</i>	<i>Würtele.—32.</i>

CONTRE :

Messieurs :

<i>De Beaujeu,</i>	<i>Laframboise,</i>	<i>Pâquet,</i>	<i>Shehyn,</i>
<i>Fortin (Montmagny),</i>	<i>Mathieu,</i>	<i>Préfontaine,</i>	<i>Sylvestre et</i>
<i>Laberge,</i>	<i>Molleur,</i>	<i>Rinfret dit Malouin,</i>	<i>Watts.—13.</i>
<i>Lafontaine,</i>			

Ainsi, il est résolu dans l'affirmative.

La question principale ainsi amendée, étant alors mise aux voix, la Chambre se divise, et la question est résolue dans l'affirmative, sur la même division que ci-dessus.

M. *Mathieu*, secondé par M. *Champagne*, propose, que M. l'Orateur émette sans délai, son mandat adressé au Greffier de la Couronne en Chancellerie, pour qu'il émette des brefs pour l'élection des membres pour servir dans ce présent parlement pour le district électoral de *Lotbinière*, pour le district électoral de *St. Hyacinthe*, pour le district électoral de *St. Jean*, et pour le district électoral de *Rimouski*, en remplacement de *Henri Gustave Joly*, écuyer, de *Pierre Bachand*, écuyer, de *Félix G. Marchand*, écuyer, et de *Alexandre Chauveau*, écuyer, qui depuis leur élection respective comme représentants des susdits districts électoraux, ont accepté une charge de profit sous la couronne; fait par lequel les sièges des dits *Henri Gustave Joly*, *Pierre Bachand*, *Félix G. Marchand* et *Alexandre Chauveau*, sont devenus vacants.

L'Honorable M. *Angers*, secondé par l'Honorable M. *Church*, propose, sous forme d'amendement que les mots "et cette Chambre, tout en ordonnant l'émanation de ces writs, croit de son devoir de déclarer que l'administration dont la formation a créé ces vacances, ne possède pas la confiance de cette Chambre, ni celle du pays," soient ajoutés à la fin de la question.

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise, et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

POUR :

Messieurs :

<i>Alleyn,</i>	<i>Dulac,</i>	<i>Kennedy,</i>	<i>Mathieu,</i>
<i>Angers,</i>	<i>Dupont,</i>	<i>Lacerte,</i>	<i>McGauvran,</i>
<i>Baker,</i>	<i>Fortin (Gaspé),</i>	<i>Lalonde,</i>	<i>Picard,</i>
<i>Champagne,</i>	<i>Fradette,</i>	<i>Larocheille,</i>	<i>St. Cyr,</i>
<i>Chapleau,</i>	<i>Garneau,</i>	<i>Lavallée,</i>	<i>Taillon,</i>
<i>Charlebois,</i>	<i>Gauthier,</i>	<i>Loranger,</i>	<i>Tarte,</i>
<i>Church,</i>	<i>Houde (Maskinongé),</i>	<i>Lynch,</i>	<i>Turcotte et</i>
<i>Deschênes,</i>	<i>Houde (Nicolet),</i>	<i>Martin,</i>	<i>Wirtle.—32.</i>

CONTRE :

Messieurs :

<i>De Beaujeu,</i>	<i>Lafontaine,</i>	<i>Pâquet,</i>	<i>Shehyn,</i>
<i>Fortin (Montmagny),</i>	<i>Laframboise,</i>	<i>Préfontaine,</i>	<i>Sylvestre et</i>
<i>Laberge,</i>	<i>Molleur,</i>	<i>Rinfret dit Malouin,</i>	<i>Watts.—12.</i>

Ainsi, il est résolu dans l'affirmative.

La question principale, ainsi amendée, étant mise aux voix, la Chambre se divise, et la question est résolue dans l'affirmative sur la même division que ci-dessus.

Sur motion de l'Honorable M. Laframboise, secondé par M. Watts,
Résolu, Que lorsque cette Chambre s'ajournera, elle soit ajournée jusqu'à
trois heures P. M., aujourd'hui.

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil Législatif a
apporté le message suivant, lequel est lu comme suit :

Le Conseil Législatif a passé le bill intitulé : " Acte pour amender le cha-
pitre 77 des Statuts Refondus pour le *Bas-Canada*, relativement à la Cour du
Banc de la Reine, avec un amendement auquel il demande le concours de cette
Chambre.

Et aussi le Conseil Législatif a passé les bills suivants sans amendement :

Bill intitulé : " Acte concernant la notification et la présence à la levée des
scellés et aux inventaires.

Bill intitulé : " Acte pour amender certains articles du code municipal de
la province de *Québec*."

Bill intitulé : " Acte pourvoyant à ce qu'avis des ventes par le shérif soit
donné aux créanciers hypothécaires."

Bill intitulé : " Acte pour amender de nouveau les lois concernant l'ins-
truction publique en cette province."

Bill intitulé : " Acte pour amender le chapitre 69 des statuts refondus pour
le *Bas-Canada*, concernant les sociétés de construction dans la province de *Québec*."

Et la Chambre ayant continué à siéger jusqu'à une heure et dix minutes,
samedi matin, s'ajourne alors jusqu'à aujourd'hui.

Samedi, 9 mars 1878.

M. l'Orateur informe la Chambre, qu'en conformité des ordres qui lui ont
été donnés, dans la séance d'hier, il a émis son mandat pour l'élection de députés
dans les comtés où se trouvent des députés qui ont acceptés des charges comme
ministres, et qu'il a été informé par le Greffier de la Couronne en Chancellerie
que la réponse du gouvernement est que le sujet est sous considération

La lettre suivante, avec copie de la correspondance qui y est mentionnée, est
déposée sur la table du Greffier :

Québec, 8 mars 1878.

A l'Honorable
Orateur de l'Assemblée Législative.

Monsieur,

J'ai l'honneur de vous transmettre, pour être mise devant la Chambre, copie
de la correspondance et des explications relatives au renvoi d'office du cabinet
De Boucherville, que j'ai lues et communiquées à la Chambre. (Appendice No. 7.)

J'ai l'honneur d'être,

Monsieur,

Votre obéissant serviteur,

A. R. ANGERS,

Ex-Procureur-Général, député
du comté de *Montmorency*.

M. l'Orateur informe la Chambre que le Greffier du Conseil Législatif a apporté le message suivant :

Le Conseil Législatif a passé les bills suivants sans amendement :

Bill intitulé : " Acte pour amender et refondre l'acte des licences de *Québec* et ses amendements."

Bill intitulé : " Acte pour amender de nouveau la loi concernant les octrois en argent faits à certaines Compagnies de chemins de fer."

Bill intitulé : " Acte pour définir et régler les limites de certaines municipalités et paroisses des comtés de *Nicolet*, *Arthabaska* et *Drummond*, et pour mettre dans le comté de *Nicolet*, les parties de ces municipalités et paroisses qui ne s'y trouvent pas."

Bill intitulé : " Acte pour amender l'acte 20 Vict., chap. 125 au sujet des chemins à barrières de *Québec Nord*."

Bill intitulé : " Acte relatif à l'indemnité des petits jurés dans les affaires criminelles."

Bill intitulé : " Acte concernant la preuve de la qualité d'héritier ou de légataire."

M. Dupont, secondé par M. Lavallée, propose, que l'honoraire de \$100 payé sur le bill pour incorporer la compagnie du sucre de betterave de la province de *Québec*, soit remboursé au promoteur du dit bill.

La dite motion est retirée, du consentement de la Chambre.

M. Lorranger, secondé par M. Lynch, propose, que l'adresse suivante, affirmant les privilèges et les immunités de la Chambre, soit signée et présentée par M. l'Orateur à Son Excellence le Lieutenant-Gouverneur de la province de *Québec*, à la barre du Conseil Législatif, lors de la prorogation de cette Législature.

A Son Excellence le

Lieutenant-Gouverneur de la province de *Québec*.

EXCELLENCE,

L'Assemblée Législative de la province de *Québec*, croit devoir représenter humblement à Votre Excellence, que le cabinet dont l'Honorable M. *Henri Gustave Joly* est le chef, a été défait dans la séance du huit mars courant, à trois reprises différentes, par des majorités variantes de vingt à vingt-deux voix, et elle regrette d'avoir à constater, que la constitution est méconnue par les aviseurs de Votre Excellence, jusqu'au point de persister à rester au pouvoir malgré la volonté de la majorité de cette Chambre et du pays.

L'Assemblée Législative croit, en outre, devoir exprimer le regret qu'elle éprouve d'avoir été mise dans l'obligation de suspendre la lecture du bill des subsides jusqu'à ce que justice ait été rendue à la majorité de cette Chambre.

L'Assemblée Législative désire représenter respectueusement à Votre Excellence, qu'il existe dans cette Chambre un parti politique possédant la confiance du pays et jouissant dans cette Chambre d'une majorité considérable, que ce parti est capable d'administrer les affaires publiques, et que la prorogation des Chambres maintenant, serait préjudiciable à la législature et aux intérêts du pays.

L'Assemblée Législative désire représenter à Votre Excellence, que le fait, que la minorité contrôle les affaires publiques, est la cause de l'embarras où se trouve la province, par la suspension de la lecture du bill des subsides ; et qu'une solution prompte peut être apportée à cette difficulté, en se conformant à la constitution.

L'Assemblée Législative désire représenter à Votre Excellence, que vu qu'il

existe en cette Chambre un parti politique suffisamment fort pour y commander une grande majorité, il n'y a point de nécessité de faire une dissolution du Parlement, qui nécessitera des dépenses considérables et inutiles à la province, et de graves inconvénient pour la paix et la tranquillité du peuple de cette province.

Et elle ne cessera de prier.

Et objection étant faite, que cette motion est contraire à la constitution et qu'elle devrait être considérée comme étant hors d'ordre.

M. l'Orateur décide " Que le même point d'ordre a été soulevé et décidé hier.

Et appel étant fait de la décision de l'Orateur, la Chambre se divise, et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

POUR :

Messieurs :

<i>Alleyn,</i>	<i>Fortin (Gaspé),</i>	<i>Lalonde,</i>	<i>McGauvran,</i>
<i>Angers,</i>	<i>Fradette,</i>	<i>Larochelle,</i>	<i>Picard,</i>
<i>Baker,</i>	<i>Garneau,</i>	<i>Lavallée,</i>	<i>Sawyer,</i>
<i>Champagne,</i>	<i>Gauthier,</i>	<i>LeCavalier,</i>	<i>St. Cyr,</i>
<i>Chapleau,</i>	<i>Houde (Maskinongé),</i>	<i>Loranger,</i>	<i>Taillon,</i>
<i>Charlebois,</i>	<i>Houde (Nicolet),</i>	<i>Lynch,</i>	<i>Tarte,</i>
<i>Deschênes,</i>	<i>Kennedy,</i>	<i>Martin,</i>	<i>Thornton et</i>
<i>Dulac,</i>	<i>Lacerte,</i>	<i>Mathieu,</i>	<i>Würtele.—33.</i>
<i>Dupont,</i>			

CONTRE :

Messieurs :

<i>De Beaujeu,</i>	<i>Lafontaine,</i>	<i>Pâquet,</i>	<i>Shehyn,</i>
<i>Fortin (Montmagny),</i>	<i>Laframboise,</i>	<i>Préfontaine,</i>	<i>Sylvestre et</i>
<i>Laberge,</i>	<i>Molleur,</i>	<i>Rinfret dit Malouin,</i>	<i>Watts.—12.</i>

Ainsi, la décision de M. l'Orateur est ratifiée.

Message de Son Excellence le Lieutenant-Gouverneur par *Samuel Staunton Hatt*, écuyer, Gentilhomme Huissier de la Verge Noire.

M. l'Orateur,

Son Excellence le Lieutenant-Gouverneur m'a ordonné d'informer cette Honorable Chambre que c'est le plaisir de Son Excellence que les membres de cette Chambre se rendent immédiatement auprès d'elle dans la salle des séances du Conseil Législatif.

En conséquence, M. l'Orateur et la Chambre se sont rendus auprès de Son Excellence qui a donné au nom de Sa Majesté la sanction royale aux bills publics et privés qui suivent :

Acte pour permettre au ministre et aux syndics de l'Eglise *St. André*, de *Montréal*, d'emprunter une somme d'argent et d'hypothéquer à cette fin la propriété de la dite église.

Acte pour déclarer valides certaines ventes de meubles de succession.

Acte pour amender de nouveau l'acte d'agriculture et des travaux publics, (32 Vict. chap. 15) et les actes qui l'amendent.

Acte pour amender l'Acte 40 Vict., ch. 23, amendant la loi concernant l'instruction publique en ce qui concerne la cité de *Sherbrooke*.

Acte pour amender l'acte concernant l'incorporation des compagnies à fonds social [31 Vict., ch. 25].

Acte concernant la notification et la présence à la levée des scellés et aux inventaires.

Acte concernant la preuve de la qualité d'héritier.

Acte pourvoyant à ce que le bref d'injonction puisse être obtenu en certains cas, et réglant la procédure à cette fin.

Acte pour amender l'article 997 du code de procédure civile, relativement aux poursuites contre certaines corporations.

Acte pour autoriser la chambre des notaires à admettre *Louis Thomas Laroche* à la pratique du notariat.

Acte pour annexer certaine partie de la municipalité de la paroisse de *Ste. Rose*, à la municipalité du village de *Ste. Rose*, dans le comté de *Laval*, pour les fins municipales et scolaires.

Acte pour autoriser le barreau de la province de *Québec*, à admettre *Michael J. F. Quinn* à la pratique de la profession d'avocat.

Acte pour amender l'acte 32 Vict., chap. 89, intitulé : "Acte pour incorporer l'Institution Protestante pour les sourds-muets et les aveugles."

Acte pour incorporer la compagnie du chemin de fer du *St. Laurent*, des *Basses Laurentides* et du *Saguenay*."

Acte pour incorporer la Société de "l'Union St. Joseph de Notre-Dame de Beauport."

Acte pour amender le ch. 51, de l'acte 37 Vict., de *Québec*, intitulé : "Acte pour reviser et refondre la charte de la cité de *Montréal*, et les divers actes qui l'amendent," en ce qui concerne certaines propriétés avoisinant le parc Mont Royal."

Acte pour incorporer la société de l'Union St. Joseph de *Lachine*.

Acte pour incorporer la compagnie du chemin de fer de l'*Ile de Montréal*.

Acte pour incorporer l'Œuvre de St. Joseph de la Délivrance.

Acte pour autoriser la vente de propriétés immobilières substituées par feu *Jean Baptiste Quesnel*.

Acte pour incorporer "le Cercle St. Louis," de *Trois-Rivières*.

Acte pour incorporer "*The Quebec Young Men's Christian Association*."

Acte amendant l'acte concernant l'Eglise Méthodiste du *Canada*, 38 Vict., chap. 60.

Acte pour incorporer "Le cercle catholique de *Québec*."

Acte pour amender de nouveau l'acte d'incorporation de la compagnie du chemin de fer à passagers de la cité de *Montréal*, et pour annuler son capital-actions non payé.

Acte pour changer le nom de "*The Montreal Infants School Association*" en celui de "*The Boy's Home of Montreal*" et pour d'autres fins.

Acte pour autoriser les ministres de l'église s'appelant "*The Reformed Episcopal Church in Canada*," dans la province de *Québec*, à tenir des registres de baptêmes, mariages et sépultures.

Acte pour autoriser la compagnie de tabac *Adams*, à emprunter de l'argent.

Acte pour incorporer "La compagnie de sucre de betterave de la province de *Québec*."

Acte pour incorporer "l'Union Saint Jean-Baptiste du village de *Buckingham*," dans la paroisse de *Saint-Grégoire-de-Nazianze*.

Acte amendant l'acte d'incorporation de la cité des *Trois-Rivières*, 38 Vict., chap. 76.

Acte pour définir et régler les limites de certaines municipalités et paroisses des comtés de *Nicolet*, *Arthabaska* et *Drummond*, et pour mettre dans le comté de *Nicolet* les parties de ces municipalités et paroisses qui ne s'y trouvent pas.

Acte pour incorporer "*The Orford Nickel and Copper Company*."

Acte pour légaliser certains procédés préliminaires dans l'incorporation de la *Mutual Fire Insurance Company of the Counties of Shefford and Brome*, et pour changer le nom de la dite compagnie.

Acte pour amender l'article 873 du code de procédure civile.

Acte pour amender certains articles du code municipal de la province de *Québec*.

Acte pour autoriser l'exécuteur testamentaire des défunts *William Petry*, senior, et *William Petry*, junior, et le curateur, à la substitution créée en vertu de leurs testaments, à changer divers placements maintenant faits.

Acte pour amender l'acte 31 Vict., chap. 41, incorporant "L'association de construction de *Montréal*," en changeant son nom et en étendant ses pouvoirs.

Acte pour incorporer "le Chapitre de la Cathédrale de *St. Hyacinthe*."

Acte pour incorporer "*The Sherbrooke Nickel and Phosphate Mining Company*."

Acte pour amender l'acte incorporant "Les Syndics de la Société Presbytérienne Américaine de *Montréal*."

Acte pour incorporer la municipalité du village de *St. Louis du Mile End*.

Acte pour amender les actes relatifs aux associations d'assurances mutuelles des fabriques des diocèses de *Québec* et des *Trois-Rivières* et des diocèses de *Montréal* et de *St. Hyacinthe*.

Acte pour incorporer la municipalité de la paroisse de la *Côte St. Paul*.

Acte pour amender l'acte concernant les cours de commissaires pour la décision sommaire des petites causes.

Acte pour amender le chapitre 70 des statuts refondus pour le *Bas-Canada*, intitulé : "Acte concernant les Compagnies à fonds social pour la construction de chemins et de certains autres travaux."

Acte concernant la vente des terres pour l'exploitation des mines de phosphate de chaux, en amendement à l'acte 32 Vict., chap. 11.

Acte pour amender l'acte de la ci-devant province du *Canada*, 12 Vict, chap. 137, incorporant la communauté des sœurs de *Ste. Croix*, dans la paroisse de *St. Laurent*, dans le district de *Montréal*, pour les fins de l'éducation.

Acte pour amender l'acte 40 Vict. chap. 26, touchant la profession médicale et la chirurgie dans la province de *Québec*.

Acte pour amender et refondre l'acte des licences de *Québec* et ses amendements.

Acte pourvoyant à ce que avis des ventes par le shérif soit donné aux créanciers hypothécaires.

Acte pour autoriser la compagnie des moulins à coton de *V. Hudon, Hochelaga*, à nommer des syndics pour assurer ses propriétés, pour la protection des porteurs des débentures de la dite compagnie, et autres fins.

Acte concernant les registres de l'état civil.

Acte pour amender de nouveau les lois de l'instruction publique en cette province.

Acte pour amender l'acte de cette province 32 Vict., ch. 51, concernant les chemins de fer.

Acte pour amender le chapitre 69 des Statuts Refondus pour le *Bas-Canada*, concernant les sociétés de construction, dans la province de *Québec*.

Acte relatif au fonds consolidé des chemins de fer de cette province, (40 Vict., ch. 2.)

Acte pour amender la sous-section 31 de la section une du chapitre 75 des Statuts Refondus pour le *Bas-Canada*.

Acte relatif à l'indemnité des petits jurés, dans les affaires criminelles.

Acte pour amender de nouveau la loi concernant les octrois en argent faits à certaines compagnies de chemin de fer.

Acte pour amender l'acte 20 Vict., chap. 125, au sujet des chemins à barrière de *Québec Nord*.

Le titre du bill suivant fut alors lu :

Acte concernant le chemin de fer de *Québec, Montréal, Ottawa et Occidental*.

Après quoi, il a plu à Son Excellence le Lieutenant-Gouverneur de dire

qu'il réservait le bill pour la signification du bon plaisir de Son Excellence le Gouverneur-Général, sur icelui.

Après quoi, il a plu à Son Excellence le Lieutenant-Gouverneur de prononcer le discours suivant aux deux Chambres :

*Honorables Messieurs du Conseil Législatif,
Messieurs de l'Assemblée Législative :*

Désirant connaître d'une manière constitutionnelle les sentiments du peuple de cette province sur l'état actuelle des affaires publiques et sur les changements ministériels qui viennent d'avoir lieu, je suis arrivé à la détermination de proroger la législature de cette province en vue de sa prochaine dissolution.

J'ai l'espoir sincère que le corps électoral de cette province mettra dans le choix de ses représentants autant de jugement que de patriotisme pour assurer la paix, la prospérité et le bonheur du peuple de cette province.

Alors l'Honorable Orateur du Conseil Législatif a dit :

*Honorables Messieurs du Conseil Législatif,
Messieurs de l'Assemblée Législative :*

C'est la volonté et le plaisir de Son Excellence le Lieutenant-Gouverneur que cette législature provinciale soit prorogée jusqu'à jeudi, le onzième jour d'avril prochain, pour être, alors, ici tenue, et cette législature provinciale est, en conséquence, prorogée jusqu'à jeudi, le onzième jour d'avril prochain.

APPENDICES.

LISTE DES APPENDICES.

- No. 1.—COPIES DES JUGEMENTS ET AUTRES DOCUMENTS DANS CERTAINES CAUSES D'ÉLECTIONS CONTESTÉES.
- No. 2.—CLASSIFICATION DES EMPLOYÉS DU SERVICE CIVIL SOUS L'AUTORITÉ DE L'ACTE 40 VICTORIA, CHAPITRE 9.
- No. 3.—RAPPORT DE L'IMPRIMEUR DE LA REINE.
- No. 4.—SECOND RAPPORT DU COMITÉ PERMANENT DES INDUSTRIES.
- No. 5.—SECOND RAPPORT DU COMITÉ PERMANENT DE L'AGRICULTURE, L'IMMIGRATION ET LA COLONISATION.
- No. 6.—ÉTAT INDIQUANT LE NOMBRE, LE SALAIRE ET LA DATE DE LA NOMINATION DES EMPLOYÉS SURNUMÉRAIRES POUR LA SESSION DE 1877-78.
- No. 7.—COPIE DE LA CORRESPONDANCE ET DES EXPLICATIONS RELATIVE AU RENVOI D'OFFICE DU CABINET DEBOUCHERVILLE, LUES ET COMMUNIQUÉES A L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE DE LA PROVINCE DE QUÉBEC, PAR L'HONORABLE M. ANGERS, VENDREDI, LE 8 MARS 1878.

COPIES

DES

JUGEMENTS ET AUTRES DOCUMENTS

DANS CERTAINES CAUSES D'ÉLECTIONS CONTESTÉES.

CANADA,
Province de Québec, }
District de Québec. }

DANS LA COUR SUPÉRIEURE.

Siégeant en révision à Québec.

Acte des élections contestées de Québec, 1875.

Election d'un membre pour l'Assemblée Législative de la province de Québec, pour le district électoral de Gaspé.

James Lenferty, fils d'Abraham, du township de Percé, pêcheur, James Rooney, du township de Percé, marchand, et Robert Douglass Vibert, du township de Percé, cultivateur.

Pétitionnaires.

vs.

L'Honorable Pierre Fortin, de la cité de Québec, médecin,

Défendeur.

L'Honorable Orateur de l'Assemblée Législative.

Québec, 24 mars 1877.

MONSIEUR,

Nous avons l'honneur de faire rapport qu'ayant entendu les parties sur la dite pétition d'élection, nous, le septième jour de mars courant, avons déterminé, tel qu'il appert par une copie authentique de notre jugement y annexée,

que l'élection du dit Pierre Fortin, le seizième jour d'août mil huit cent soixante-et-quinze, comme membre de l'Assemblée Législative, pour le district électoral de Gaspé, était et est nulle et non avenue, et que le dit Pierre Fortin devra payer aux pétitionnaires leurs frais en cette cause. Nous devons aussi faire rapport, qu'il n'a pas été prouvé qu'aucune menée corruptrice n'a été commise à la dite élection, à la connaissance d'aucun candidat à la dite élection, et que, d'après la preuve faite, un des agents du défendeur, s'est rendu coupable de menée corruptrice, mais que, comme il ignorait les accusations portées contre lui, et qu'il n'avait aucun moyen d'être entendu, nous ne pensons pas devoir le nommer. Il, son nom, se trouvera cependant dans les aveux du défendeur, formant partie de la preuve imprimée.

Nous devons faire encore rapport qu'il n'y a aucune raison de croire que des menées corruptrices furent commises sur une grande échelle durant cette élection, et enfin, que le vingt-septième jour de février dernier, les pétitionnaires demandèrent *acte*, ce qui leur fut accordé en conséquence, de leur déclaration qu'ils ne demandaient point une condamnation pour frais, contre l'agent du défendeur, qui, d'après la preuve produite en cette cause, semble s'être rendu coupable de menées corruptrices.

Nous avons l'honneur d'être,
Vos très-humbles serviteurs,

W. MEREDITH,
J. CH. C. S.
A. STUART,
N. CASEAULT,
J. C. S.

CANADA,
Province de Québec, }
District de Québec. }

DANS LA COUR SUPÉRIEURE,

Siégeant en révision à Québec.

Le septième jour de mars mil huit cent soixante-et-quinze.

No. 3.

Présents :

L'Honorable William Collis Meredith, Juge en Chef,
M. le Juge Andrew Stuart,
" Napoléon Casault.

Acte des élections contestées de Québec de 1875.

Election d'un membre pour l'Assemblée Législative de la province de Québec, pour le district électoral de Gaspé.

James Lenferty, fils d'Abraham, du township de Percé, pêcheur ; James Rooney, du township de Percé, marchand, et Robert Douglas Vibert, du township de Percé, cultivateur,

Pétitionnaires.

vs.

L'Honorable Pierre Fortin, de la cité de Québec, médecin,

Défendeur.

Ayant entendu les parties sur la pétition des pétitionnaires ci-dessus nommés, examiné la procédure et la preuve du dossier, et délibéré sur le tout.

Il est considéré et jugé que l'élection du dit Pierre Fortin, le seizième jour d'août mil huit cent soixante-et-quinze, comme membre de l'Assemblée Législative pour la province de Québec, pour le district électoral de Gaspé, est nulle et non avenue, et que le dit Pierre Fortin devra payer les frais des pétitionnaires en cette cause.

FISSET, BURROUGHS & CAMPBELL,
P. C. S.

CANADA,
Province de Québec, }
District de Québec. }

DANS LA COUR SUPERIEURE.

Siégeant en révision à Québec.

No. 3. Le septième jour de mars, mil huit cent soixante et-dix-sept.

Présents :

L'Honorable William Collis Meredith, Juge en chef.

M. le Juge Andrew Stuart.

“ “ Napoléon Caseault.

Acte des élections contestées de Québec de 1875.

Election d'un membre pour l'Assemblée Législative de la province de Québec, pour le district électoral de Gaspé.

James Lenferty, fils d'Abraham, du township de Percé ; James Rooney, du township de Percé, marchand, et Robert Douglas Vibert, du township de Percé, cultivateur,

Pétitionnaires.

vs.

L'Honorable Pierre Fortin, de la cité de Québec, médecin,

Défendeur.

Ayant entendu les parties en cette cause sur la pétition des pétitionnaires ci-dessus nommés, examiné la procédure et la preuve du dossier, et délibéré sur le tout. Il est considéré et jugé que l'élection du dit Pierre Fortin, le seizième jour d'août, mil huit cent soixante-et-quinze, comme membre de l'Assemblée Législative de la province de Québec, pour le district électoral de Gaspé, est nulle et de nul effet, et que le dit Pierre Fortin devra payer aux pétitionnaires leurs frais en cette cause.

Vraie copie attestée,

FISSET, BURROUGHS & CAMPBELL,
P. C. S.

BUREAU DU PROTONOTAIRE.

Montréal, 11 mai 1877.

MONSIEUR,

Nous avons l'honneur de vous transmettre copie du jugement final dans la cause de A. Moquin *et al.*, pétitionnaires et de L. B. A. Charlebois, défendeur, renvoyant la pétition du pétitionnaire et déclarant le dit défendeur dûment élu.

Nous avons l'honneur d'être,

Monsieur,

Vos obéissants serviteurs,

HUBERT, HONEY & GENDRON,

P. C. S.

L'Honorable L. Beaubien,
Orateur de l'Assemblée Légis-
lative, Québec. }

CANADA,
Province de Québec, }
District de Montréal. }

COUR SUPÉRIEURE DU BAS-CANADA.

*Acte des élections contestées de Québec, 1875.**In re*

Election d'un membre de l'Assemblée Législative de la province de Québec, pour le district électoral de Laprairie dans le district judiciaire de Montréal.

Mercredi le trente-et-unième jour de janvier mil huit cent soixante-et-dix-sept.

Présents :

L'Honorable M. le Juge Johnson,
" " " Torrance,
" " " Papineau.

Alexis Moquin, cultivateur, Hypolite A. Hébert, marchand, Joseph H. Hébert, gentilhomme, tous de la paroisse de Laprairie ; Moïse Lefebvre, cultivateur, de la paroisse de St. Philippe ; Moïse Robert et Sévère Bourdeau, tous deux cultivateurs de la paroisse de St. Jacques le Mineur, dans le dit district de Montréal,

Pétitionnaires.

vs.

Léon Benoit Alfred Charlebois, du village de Laprairie, dans le district judiciaire de Montréal, marchand,

Défendeur.

La cour, ayant entendu les parties par leur conseil respectif, tant sur l'inscription du défendeur, en date du deuxième jour de novembre mil huit cent soixante-et-seize, que sur la motion des dits pétitionnaires produite le vingt-deuxième jour de novembre mil huit cent soixante-et-seize, que la dite inscription soit rayée, a examiné la procédure en cette cause et délibéré :

Considérant que les pétitionnaires n'ont point prouvé les allégués de leur pétition,

Renvoie la dite pétition d'élection et déclare le dit défendeur Léon Benoît Alfred Charlebois dûment élu; avec dépens, dont distraction est accordée à Messieurs Mousseau, Chapleau et Archambeault, procureurs du défendeur.

Vraie copie,

HUBERT, HONEY & GENDRON,
P. C. S.

*A l'Honorable Orateur de l'Assemblée Législative
de la Province de Québec ;*

La Cour Supérieure, siégeant en révision à Montréal, dans la cause de la pétition de l'élection contestée de Joseph Robillard et autres, contre Narcisse M. LeCavalier, a l'honneur de faire rapport, qu'elle transmet, ci-annexé, son jugement dans la dite cause; et qu'aucune menée corruptrice n'a été prouvée avoir été commise par ou à la connaissance du candidat; et qu'il n'y a aucune raison de croire que des menées corruptrices n'aient été commises sur une grande échelle durant l'élection à laquelle la pétition se rapporte.

F. G. JOHNSON,
Président, J. C. S.

Montréal, 11 mai 1877.

CANADA,
Province de Québec, }
District de Montréal. }

COUR SUPÉRIEURE DU BAS-CANADA,

Siégeant en révision.

Acte des élections contestées de Québec, 1875.

Le cinquième jour de mai mil huit cent soixante-et-dix-sept.

No. 7.

Présents :

L'Honorable M. le Juge Johnson,
" " Mackay.
" " Caron.

In re.

Election d'un membre pour l'Assemblée Législative du district électoral de Jacques-Cartier.

Joseph M. Robillard, écuyer, William Alexander Reburn, cultivateur, tous deux de la paroisse de Ste. Anne du Bout de l'Isle, district de Montréal, Louis Basile Pigeon, commerçant, de la ville de Lachine, dans le district de Montréal,

Pétitionnaires.

vs.

Narcisse Maximilien LeCavalier, de la paroisse de St. Laurent, district de Montréal, notaire public,

Défendeur.

La Cour Supérieure, siégeant actuellement en révision à Montréal, ayant entendu les parties sur la pétition d'élection de Joseph M. Robillard et autres, contestant le retour de Narcisse M. LeCavalier, membre élu pour le comté de

Jacques-Cartier, défendeur ; ayant lu le dossier et délibéré ;—considérant que les pétitionnaires ont totalement manqué de supporter leur pétition.—Il est jugé, ordonné et déclaré que la pétition soit, et elle est, par le présent, renvoyée avec dépens, et que le défendeur est dûment élu ; et quant à ce qui regarde cette partie de la réplique du dit défendeur à la dite pétition, qui demande la déqualification de Rodolphe Laflamme, écuyer, elle est renvoyée avec dépens ; et quant à la motion du seizième jour de septembre mil huit cent soixante-et-seize, qui a été rejetée par le juge à l'enquête, elle est aussi rejetée par cette cour, et quant à la motion de la part du pétitionnaire pour amender la dite pétition et aux exhibits pour substituer le nom de Denis à celui de David, elle est aussi rejetée avec dépens.

Vraie copie,

HUBERT, HONEY & GENDRON,
P. C. S.

BUREAU DU PROTONOTAIRE.

Québec, 13 novembre 1877

L'Honorable Orateur de l'Assemblée Législative.

MONSIEUR,

Nous avons l'honneur de vous adresser, conformément à la loi, (38 Vict., chap. 9, sect. 91,) copie du jugement rendu dans la cause de la contestation d'élection du district électoral de Montmagny.

Nous avons l'honneur d'être,

Monsieur,
Vos obéissants serviteurs,
FISSET, BURROUGS & CAMPBELL,
P. C. S.

CANADA,
Province de Québec, }
District de Québec. }

DANS LA COUR SUPÉRIEURE.

Siégeant en révision.

Acte des élections contestées de Québec, 1875.

Le deuxième jour de novembre mil huit cent soixante-et-dix-sept.

Présents :

L'Honorable Juge Antoine J. Polette,
" " A. Basile Routhier,
" " Marc Aurèle Plamondon.

Théophile Bernier, fils de feu Prospère Bernier, *alias* Théophile Prospère Bernier, cultivateur, William Bernier, navigateur et Marcel Guimont, charron, tous trois de la paroisse du Cap St. Ignace, district électoral de Montmagny, Pétitionnaires.

vs.

Louis Napoléon Fortin, écuyer, médecin, de la paroisse du Cap St. Ignace, dans le dit district électoral de Montmagny, Défendeur.

Sur contestation de la pétition d'élection de la division électorale de Montmagny ;

La Cour, ayant entendu les parties par leurs avocats, sur le mérite de la pétition d'élection faite et filée en cette cause, vu les procédures et la preuve et sur le tout délibéré :

Considérant que les pétitionnaires n'ont pas prouvé les allégués de leur pétition et n'ont établi aucun fait qui en justifie les conclusions ; Renvoie la dite pétition d'élection avec dépens.

Vraie copie,

FISER, BURROUGHS & CAMPBELL,
P. C. S.

CANADA,
Province de Québec,
District de Montmagny. }

DANS LA COUR SUPÉRIEURE.

Siégeant en révision.

Acte des élections contestées de Québec, 1875.

Bernier et al.,

Pétitionnaires.

vs.

L. N. Fortin,

Défendeur.

District électoral de Montmagny.

Présents :

L'Hon. Juge Polette,
" Routhier,
" Plamondon.

*A l'Honorable Orateur de l'Assemblée Législative
de la Province de Québec,*

M. L'ORATEUR,

Relativement à la pétition d'élection produite en cette cause, la cour fait humblement rapport :

Qu'il n'a pas été prouvé, à sa satisfaction, qu'aucune mesure frauduleuse ait été commise par le défendeur personnellement, ou par aucune autre personne à sa connaissance et de son consentement, dans l'élection en question, tenue en novembre 1876.

A. POLETTE,
J. C. S.
A. B. ROUTHIER,
J. C. S.
M. A. PLAMONDON,
J. C. S.

Québec, 12 novembre 1877.

CANADA,
Province de Québec, }
District de Québec. }

COUR SUPÉRIEURE.

Siégeant en révision sous l'acte des élections contestées de Québec, 1875.

Election d'un membre pour le district électoral de Kamouraska.

PRÉSENTS :

L'Honorable Juge Henri Elzéar Taschereau,
" " Thomas McCord,
" " Marc-Aurèle Plamondon.

Jean-Baptiste Tremblay, menuisier, et Pierre Martin, tourneclafs, du village de
Kamouraska,

Pétitionnaires.

vs.

Joseph Dumont, marchand, de la paroisse de St. André,

Défendeur.

A l'Honorable Orateur de l'Assemblée Législative,

Monsieur,

Attendu que dans la pétition attaquant le retour de Joseph Dumont, comme membre pour le district électoral de Kamouraska, dans l'Assemblée Législative de Québec, il a été allégué que certaines manœuvres frauduleuses ont été pratiquées à la dite élection, la cour en conformité de la section 92 de l'acte des élections contestées de Québec, 1875, fait rapport, avec la copie de son jugement ci-annexée. 1o. Que les manœuvres frauduleuses ont été pratiquées, à la dite élection, à la connaissance véritable et du consentement du dit Joseph Dumont, et que ces manœuvres frauduleuses sont de nature de celles mentionnées dans les clauses 256, 257 et 258 de l'acte électoral de Québec ;

2o. Que les noms des personnes contre lesquelles, durant l'instruction de la dite pétition, la commission de manœuvres frauduleuses a été prouvée, sont : Sifroi Dumont, Hyacinthe Soucy et Joseph Dumont, de la paroisse de St. André ; Alexis Dumont, ci-devant de Saint-André, maintenant de la cité de Québec ; Augustin Anctil, cultivateur et huissier, Clément Dubé, Joseph Dubé, fils de Clément, Xavier Pelletier et Joseph Dubé, fils d'Isaïe, de Ste. Anne de Lapocatière ; Maxime Lévesque, Joseph Octave Chamberland et Clément Brasley dit Cassista, de St. Philippe de Neri ; Stanislas Dionne, Thomas Dionne *alias* Fébé, et Vincent Dumais, de St. Denis ; Tancrede Miller, Joseph Deschamps et Louis N. Miller, de Kamouraska ; André *alias* Tom Soucy, Jean Baptiste Ouellet dit Ménage, Nazaïre Sirois et Barthelémi, *alias* Martel Ouellet, de St. Onézime ; Neil McNeil et Nathaniel Lebel, de St. Paschal, Remi Danjou, Théodore Lévesque, Auguste Letellier, Elzéar Dechène, Eloi Levêque, de St. Pacôme, Joseph Pelletier, de la Rivière Ouellet, et Eloi Marchand, de St. Alexandre.

3o. Que des manœuvres frauduleuses ont été pratiquées dans une grande mesure à la dite élection.

H. E. TASCHEREAU,
J. C. S.

T. McCORD,
J. C. S.

M. A. PLAMONDON,
P. C. S.

CANADA,
Province de Québec, }
District de Québec.

DANS LA COUR SUPÉRIEURE.

Siégeant en révision en vertu de l'acte des élections contestées, 1875.

Election d'un membre pour l'Assemblée Législative, pour le district électoral de Kamouraska, le quatrième jour de mars, mil huit cent soixante-et-dix-huit.

PRÉSENTS :

L'Honorable Juge Henri Elzéar Taschereau,
" Thomas McCord,
" Marc-Aurèle Plamondon.

Jean-Baptiste Tremblay, menuisier, et Pierre Martin, tournecléfs, du village de Kamouraska,

Pétitionnaires.

vs.

No. 2.

Joseph Dumont, marchand, de la paroisse de St. André,

Défendeur.

La cour ayant entendu les parties sur la requête des dits pétitionnaires, examiné les procédures et la preuve, et, sur le tout mûrement délibéré, a considéré et jugé que l'élection du dit Joseph Dumont, qui a eu lieu le dix-neuvième jour de mars dernier, comme membre de l'Assemblée Législative pour le district électoral de Kamouraska, est nulle et de nul effet, en conséquence de l'offense d'avoir traité, commise durant la dite élection, par un certain Joseph Pelletier, cultivateur, de la paroisse de la Rivière-Ouelle, un des agents du dit Joseph Dumont, à la connaissance et du consentement du dit Joseph Dumont ; et en conséquence de l'influence indue, commise durant la dite élection par un certain Sifroi Dumont, marchand, de la paroisse de St. André, un agent du dit Joseph Dumont, à la connaissance personnelle et du consentement du dit Joseph Dumont, et aussi, parce que le dit Sifroi Dumont, a, à la connaissance personnelle et du consentement du dit Joseph Dumont, le jour de la votation, savoir : le dix-neuvième jour de mars dernier, donné à boire à plusieurs électeurs, parce qu'ils avaient voté à la dite élection.

Et il est, deplus, ordonné et jugé, que le dit Joseph Dumont paiera tous les frais des pétitionnaires dans cette cause, avec le mémoire ordinaire des pétitionnaires, dûment taxé ; seulement quant aux frais d'enquêtes, les frais d'enquêtes des premiers soixante témoins examinés par les pétitionnaires, c'est-à-dire le montant alloué à chacun de ces soixante témoins, pour leur présence à la cour, et les frais de sommation de tels témoins, et les honoraires du sténographe sur ces soixante dépositions et tous les autres frais s'y rapportant, seront à la charge du dit Joseph Dumont ; quant aux autres frais d'enquête, et aux déboursés sur les exhibits filés en cette cause, il est ordonné et jugé que les dites parties paieront leurs frais respectivement.

Il est de plus ordonné et jugé que la partie de la requête des pétitionnaires réclamant le dit siège, pour la dite Assemblée Législative, pour le dit Paschal Vincelas Taché, soit déboutée, et elle est déboutée en conséquence.

Certifié Vraie copie,

(Signé), Fiset, BURROUGHS & CAMPBELL.

CLASSIFICATION

DES

EMPLOYÉS DU SERVICE CIVIL.

Sous l'autorité de l'Acte 40 Victoria, chap. 9.

L. LETELLIER,

Le Lieutenant-Gouverneur de la Province de Québec, transmet à l'Assemblée Législative, un tableau indiquant la classification des employés du Service Civil, sous l'autorité de l'Acte 40 Victoria, chap. 9.

HOTEL DU GOUVERNEMENT, }
Québec, 18 janvier 1878. }

Ordre en Conseil sanctionné le 15 décembre 1878.

PREMIÈRE CLASSE.

Département du Secrétaire Provincial.

George W. Colfer, avec un salaire de \$1600. Salaire devant comprendre le traitement de cette officier comme rédacteur du "Journal of Education."

Département du Trésor.

Henry Hemming, avec un salaire de.....	\$1600 00
Frank T. Tims, ".....	1600 00
N. Arthur Giard, ".....	1600 00

Département des Terres de la Couronne.

P. L. Morin, avec un salaire de.....	\$1600 00
L. D. Lemoine, “	1600 00
Alfred Paré, “	1400 00
W. E. Collins. “	1400 00
T. Morkill, “	1400 00

Département de l'Agriculture et des Travaux Publics.

E. H. Nesbitt, avec un salaire de.....	\$1400 00
--	-----------

SECONDE CLASSE.

Département du Conseil Exécutif.

Gustave Grenier, avec un salaire de.....	\$1200 00
--	-----------

Département du Secrétaire et Régistrare.

Amable Bélanger, avec un salaire de.....	\$1260 00
--	-----------

Département du Trésor.

T. R. Nelson, avec un salaire de.....	\$1200 00
Joseph E. Marmette, “	1200 00

Département des Terres de la Couronne.

Félix Chassé, avec un salaire de	\$1300 00
D. C. Mackédie, “	1300 00

Département de l'Agriculture et des Travaux Publics.

Ernest Gagnon, avec un salaire de	\$1200 00
J. O. Fontaine, “	1200 00

Département de l'Instruction Publique.

Léopold Devisme, avec un salaire de.....	\$1200 00
J. H. Richardson, “	1200 00

TROISIÈME CLASSE.

Département du Secrétaire Provincial.

Thos. T. Nesbitt, avec un salaire de	\$1000 00
O. F. Campeau, “	1000 00

Département de l'Agriculture et des Travaux Publics.

A. C. Guilbault, avec un salaire de..... \$1000 00

Département des Terres de la Couronne.

L. Berthelot, avec un salaire de..... \$1200 00

J. N. Proulx, " 1000 00

Jas. Prendergast, " 1300 00

Département du Trésor.

S. Houghton Holt, avec un salaire de..... \$1000 00

Département des Officiers en Loi de la Couronne.

Gustave Ouimet, avec un salaire de..... \$1000 000

Département de l'Imprimeur de la Reine.

C. Pageau, avec un salaire de..... \$1000 00

QUATRIÈME CLASSE.

Département du Secrétaire et Régistrare.

J. O. Laurin, avec un salaire de..... \$900 00

Ed. J. Duchesnay, " 900 00

Thos. Normandin, " 800 00

Etienne Poitras, " 800 00

Département du Trésor.

Thos. A. Poston, avec un salaire de..... \$ 800 00

J. C. Waugh, " 800 00

Arthur Evanturel, " 1000 00

J. T. Harrower, " 1000 00

Département des Terres de la Couronne.

J. Enoch Lepage, avec un salaire de..... \$ 900 00

Samuel Rinfret, " 800 00

V. Derome, " 900 00

Département de l'Agriculture et des Travaux Publics.

H. Alphonse Turgeon, avec un salaire de..... \$ 800 00

Département de l'Instruction Publique.

C. A. Thomas, avec un salaire de..... \$1000 00

Louis Lefebvre, " 800 00

Département de l'Imprimeur de la Reine.

T. Moloney, avec un salaire de	\$800 00
E. Trudelle, "	800 00

CINQUIÈME CLASSE.*Département des Terres de la Couronne.*

T. Morin, avec un salaire de.....	\$ 600 00
-----------------------------------	-----------

Département de l'Instruction Publique.

P. Prévost, avec un salaire de	\$ 660 00
--------------------------------------	-----------

RAPPORT

DE

L'IMPRIMEUR DE LA REINE.

A Son Excellence l'Honorable LUC LETELIER DE ST. JUST,
Lieutenant-Gouverneur de la Province de Québec

QU'IL PLAISE A VOTRE EXCELLENCE,

En conformité au statut 31 Victoria, chapitre six, j'ai l'honneur de soumettre à Votre Excellence, le rapport suivant, au sujet de l'impression, la reliure, la vente et la distribution des statuts de la Législature de cette province, pour la session de 1876, et des balances en mains et de ceux des années 1868, 1869, 1870. (1ère Session) 1870, (2ème Session) 1871, 1872, 1874 et 1873, 1ère Session, 1875, (2ème Session). Suivant un ordre en conseil, quatre mille cinq cents exemplaires français des statuts ont été imprimés, et trois mille cinq cents anglais.

Les cédules A, B, C, D, E, F, G, H, I et J, indiquent respectivement la distribution et les ventes des statuts de 1868 à 1876 inclusivement, et la cédule K fait voir les dépenses faites pour l'impression et la reliure de ceux de la dernière session.

En déduisant de ces dépenses les sommes d'argent reçues pour l'impression des bills privés comme actes de la Législature, la balance est le coût total des statuts.

Le montant payé pour le transport, ne pouvant être ajouté aux prix des dits statuts, est mentionné séparément.

C. F. LANGLOIS,
Imprimeur de la Reine.

Québec, 6 décembre 1877.

DISTRIBUTION générale des Statuts de Québec, pour l'année 1876.

	A.	F.
Gouverneur-Général, Ottawa.....	2	2
Membres du Cabinet Fédéral.....	9	3
Lieutenant-Gouverneur, • Québec.....	2	2
Membres du Cabinet, do	7	7
Conseil Exécutif et Greffier, do	16	16
Secrétaire du Lieutenant-Gouverneur.....	1	1
Juge de la Cour du Banc de la Reine.....	5	5
Chambres des Juges do	5	5
Juge de la Cour de l'Amirauté.....	1	1
Chambre des Juges do	1	1
Juges de la Cour Supérieure.....	24	24
Chambre des Juges do	24	24
Juges des Sessions.....	2	2
Recorders.....	2	2
Magistrats de Districts.....	21	21
Orateur du Conseil Législatif.....	2	2
Membres do { Anglais.....	27	
{ Français		36
Orateur de l'Assemblée Législative.....	2	2
Membres do { Anglais.....	80	
{ Français.....		115
Greffiers des Cours d'Appel, Montréal.....	1	1
Députés Greffiers des Cours d'Appel, Québec.....	1	1
Greffiers de la Cour de Vice-Amirauté, Québec.....	1	1
Shérifs.....	21	21
Protonotaires.....	21	21
Régistrateurs.....	67	67
Greffier des Cours de Circuit.....	62	62
Do de la Couronne.....	2	2
Do de la Paix.....	3	3
Orateur du Sénat.....	2	2
Membres do	61	15
Orateur de la Chambre des Communes.....	2	2
Membres do	159	45
Conseil Législatif, Officiers, Québec.....	8	8
Do Bureaux, do	50	30
Assemblée Législative, do	16	16
Do Officiers, do	6	6
Greffier en Loi, Québec.....	3	3
Do en Chancellerie, Québec.....	2	2
Secrétaire de l'Orateur, do	1	1
Départements Ministériels, do	7	7
Députés Chefs, do	7	7
Département de l'Agriculture et des Travaux Publics, Québec.....	15	20
Auditeur des Comptes Publics, Québec.....	4	4
Département Fédéral, Ottawa.....	12	12
Greffier en Loi et Imprimeur de la Reine, Ottawa.....	2	
Coroner, Québec.....	1	1
Surintendant de Police, Québec.....	1	1
Inspecteur de Prisons.....	1	2
A reporter.....	772	634

DISTRIBUTION générale des Statuts de Québec, pour l'année 1876.—*Suite.*

	A.	F.
Rapporté.....	772	634
Corporations des Cités.....	2	2
Do Villes.....	19	19
Journaux.....	18	26
Inspecteurs du Revenu de l'Intérieur.....	2	2
Collecteurs do.....	23	23
Inspecteurs d'Ecoles.....	10	22
Conseil de l'Instruction Publique.....	25	25
Conseil de l'Agriculture.....	23	23
Institutions d'Education.....	33	33
Municipalités de Comté.....	18	45
Do Rurales.....	166	515
Cours de Commissaires.....	290	290
Magistrats qualifiés.....	843	1304
Bibliothèque du Parlement, Ottawa.....	4	2
Do Québec.....	24	24
Bibliothèque du Barreau.....	4	4
Sociétés.....	6	6
Consuls.....	10	2
Clergé du Diocèse Catholique de Québec.....	1	156
Do do Montréal.....	2	148
Do do Ottawa.....		24
Do do Rimouski.....		61
Do do St. Hyacinthe.....		68
Do do Trois-Rivières.....		86
Clergé Protestant.....	220	
Province d'Ontario.....	11	1
Do de la Nouvelle-Ecosse.....	14	
Do du Nouveau-Brunswick.....	13	
Do de la Manitoba.....	9	
Do de la Colombie.....	8	
Do de l'Île du Prince-Edouard.....	13	
Angleterre et pays étrangers.....	67	9
Juge de la Cour Supérieure.....	6	6
Divers.....	17	16
Total.....	2673	3576

CÉDULE A.

Statuts de 1868.	F.	A.	F.	A.
Balance en mains d'après le dernier rapport.....			775	689
Ventes.....		8		
Distribués par ordre de l'Hon. Secrétaire Provincial.	26	16		
Balance en mains.....	749	665	775	689

CÉDULE B.

Statuts de 1869.	F.	A.	F.	A.
Balance en mains d'après le dernier rapport.....			785	673
Ventes.....	3	6		
Distribués par ordre de l'Hon. Secrétaire Provincial.	28	19		
Balance en mains.....	754	648	785	673

CÉDULE C.

Statuts de 1870 (1ère session).	F.	A.	F.	A.
Balance en mains d'après le dernier rapport.....			905	880
Ventes.....		2		
Distribués par ordre de l'Hon. Secrétaire Provincial.	25	16		
Balance en mains.....	880	862	905	880

CÉDULE D.

Statuts de 1870 (2me session).	F.	A.	F.	A.
Balance en mains d'après le dernier rapport.....			751	982
Ventes.....	1	3		
Distribués par ordre de l'Hon. Secrétaire Provincial.	23	16		
Balance en mains.....	727	963	751	982

CÉDULE E.

Statuts de 1871.	F.	A.	F.	A.
Balance en mains d'après le dernier rapport.....	943	848		
Retournés.....	2			
			945	848
Ventes.....	1	2		
Distribués par ordre de l'Hon. Secrétaire Provincial.	24	16		
Balance en mains.....	920	830	945	848

CÉDULE F.

Statuts de 1872.	F.	A.	F.	A.
Balance en mains d'après le dernier rapport.....			968	882
Ventes	1	3		
Distribués par ordre de l'Hon. Secrétaire Provincial..	24	16		
Balance en mains.....	943	863	968	882

CÉDULE G.

Statuts de 1874.	F.	A.	F.	A.
Balance en mains d'après le dernier rapport.....	892	849		
Retournés	2	0		
Ventes	2	59	894	849
Distribués par ordre de l'Hon. Secrétaire Provincial..	24	29		
Balance en mains.....	868	815	894	849

CÉDULE H.

Statuts de 1875, 1ère Session.	F.	A.	F.	A.
Balance en mains d'après le dernier rapport.....	802	731		
Retournés.....	3	0		
Ventes	8	9	805	731
Distribués par ordre de l'Hon. Secrétaire Provincial..	28	34		
Balance en mains	769	688	805	731

CÉDULE I.

Statuts de 1875, 2ème Session.	F.	A.	F.	A.
Balance en mains d'après le dernier rapport.....	845	704		
Retournés	9	26		
Ventes	10		854	730
Distribués par ordre de l'Hon. Secrétaire Provincial..	39			
Balance en mains.....	805	684	854	730

CÉDULE J.

Statuts de 1876.	F.	A.	F.	A.
Imprimés par ordre du Conseil	4500	3500		
Renvoyés au bureau.....	15	42		
			4515	3542
Distribution Générale	3576	2673		
Distribués par ordre de l'Hon. Secrétaire Provincial..	46	41		
Envoyés à l'Hon. Secrétaire Provincial (reliure extra)..	125	75		
Ventes.....	13	45		
Balance en mains.....	755	708	4515	3542

CÉDULE K.

Impression, reliure et distribution des Statuts de 1876.	\$ cts.	\$ cts.
Payé à L. Brousseau, pour impression et reliure de 4,500 Statuts français.....	1927 37	
Payé à G. T. Cary, pour impression et reliure de 3,500 Statuts en anglais.....	1518 14	
		3445 51
Reçu par la Chambre d'Assemblée pour impression de bills privés comme actes de la Législature.	.....	293 66
Coût total des Statuts de 1876.....	.....	3151 85
Payé pour distribution et frais de port des Statuts.....	109 19	

SECOND RAPPORT

DU

COMITE PERMANENT DES INDUSTRIES.

ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE,
Québec, 19 février 1878.

Votre comité a l'honneur de faire rapport :

Qu'à la demande de M. O. Gauthier, un des membres de votre comité, il a pris en considération une lettre de M. Prévost, métallurgiste français, contenant certains renseignements concernant la fabrication du fer malléable, au moyen de gaz recueilli au gueulard des hauts fourneaux.

Qu'il appert, d'après cette lettre de M. Prévost, que ce procédé, appliqué déjà depuis huit ans en France, donne les résultats les plus avantageux.

Que ce système de fabrication de fer réalise une économie de trois cents minots de charbon par tonne de fonte. Que la production d'un seul four, d'après ce procédé, est de trois et demie à quatre tonnes par vingt-quatre heures, tandis que d'après le mode de fabrication ordinaire, elle est à peine de trois quarts de tonne dans le même temps et avec une main d'œuvre égale.

Que votre comité croit devoir attirer d'une manière toute spéciale l'attention de Votre Honorable Chambre sur les observations contenues dans la lettre de M. Prévost, dont copie est annexée à ce rapport.

Votre comité croit aussi de son devoir de soumettre de nouveau à la considération de Votre Honorable Chambre, le quatrième rapport que votre comité a eu l'honneur de présenter à Votre Honorable Chambre à la dernière session et qui est ci-annexé, lequel reproduit en entier, un rapport soumis par M. Piret sur le résultat des expériences faites par ce Monsieur à la demande de votre comité, dans le but de séparer l'acide titanique du minerai de fer, provenant de la mine de St. Urbain, dans le comté de Charlevoix, sur les causes de non succès des opérations de mines à cet endroit, et suggérant les changements à faire dans le mode de construction des fourneaux de St. Urbain pour pouvoir fabriquer la fonte à meilleur marché.

En terminant ce rapport, votre comité suggère respectueusement, qu'il est de la plus haute importance pour encourager le développement de l'industrie minière en cette province, que des expériences soient faites le plus tôt possible, afin de s'assurer de l'utilité pratique des suggestions faites par MM. Piret et Prévost, en ce qui concerne l'exploitation des mines de fer de St. Urbain.

CHS. L. CHAMPAGNE,
Président.

St. Hyacinthe, le 10 février 1878.

L'Honorable P. B. DE LABRUYÈRE,

Cher et Honorable Monsieur,

Je viens vous transmettre les renseignements qui concernent la fabrication du fer malléable au moyen du gaz recueilli au gueulard des hauts fourneaux et à laquelle vous voulez bien vous intéresser, je le fais le plus brièvement possible.

Le gaz [acide carbonique] est donc recueilli au gueulard du haut fourneau et de là, conduit au moyen d'un tuyau en tôle de 10 à 12 pouces de diamètre dans le four où il doit être enflammé et servir à la transformation de la fonte en fer malléable ; toutefois, avant de servir à cet usage ce gaz doit être purifié par un lavage à courant d'eau ; ce procédé, qui est appliqué depuis huit ans en France, où son inventeur jouit encore des avantages de son brevet, donne les résultats les plus avantageux.

Dans l'usine où j'ai vu et étudié ce procédé, il y a deux fours, l'un qui sert pour la transformation de la fonte [par le pudlage] et l'autre qui sert au réchauffage des billettes, avant de les passer sous le laminoir ; l'un et l'autre sont alimentés par le gaz provenant du même haut fourneau.

Il résulte donc de ces opérations, qu'elles se font l'une et l'autre sans dépenser pour un centin de charbon, en un mot la quantité de charbon, consommée pour obtenir le fer malléable, se réduit juste à celle qui est nécessaire pour obtenir la fonte dans le haut fourneau, c'est-à-dire, à peu près celle de 120 à 140 minots par tonne de fonte produite. En lisant les rapports géologiques du Canada, j'ai vu que les forges de Moisie, par exemple, employaient 350 minots pour obtenir seulement le fer à l'état brut, ce qui laisse supposer encore une dépense assez forte pour finir d'étirer le fer. La plupart des forges des Etats-Unis marchent aussi, à peu près sur les mêmes données. Le système dont j'ai l'honneur de vous entretenir réalise, au moins sur ces derniers, une économie de 300 minots de charbon par tonne de fonte.

De plus, la production d'un seul four donné de 3½ à 4 tonnes par 24 heures, tandis que les autres produisent à peine ½ de tonne dans le même temps et avec une main d'œuvre égale.

Dans ces conditions il est facile de faire le décompte de ce que coûterait une tonne de fer ; ce calcul je l'ai fait souvent et sans le recommencer ici, qu'il me suffise de vous dire, qu'il est de \$33 à \$34 par tonne.

C'est à peu près le prix des fers sur le marché anglais !

(Signé),

M. PRÉVOST.

ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE.

Québec, 26 décembre 1876.

Quatrième Rapport du Comité Permanent des Industries.

Votre Comité a pris en considération un rapport par écrit que lui a soumis M. Piret sur le résultat des expériences qu'il a faites chez Messieurs Bisset et Cie., dans le but de séparer l'acide titanique du minerai de fer provenant de la mine de St. Urbain, sur les causes de non succès des opérations de mines, à cet endroit ; et suggérant aussi des changements à faire dans le mode de construction des fourneaux de St. Urbain, pour pouvoir fabriquer la fonte à meilleur marché.

Votre Comité croit que les suggestions faites par M. Piret dans son rapport, sont de la plus haute importance et méritent la sérieuse considération du public et particulièrement de tous ceux qui sont engagés dans l'industrie minière.

C'est pourquoi votre Comité a l'honneur de soumettre le dit rapport ci-annexé de M. Piret comme son quatrième rapport.

Le tout humblement soumis,

LS. CHS. CHAMPAGNE,
Président.

A M. L. C. CHAMPAGNE,
Président du Comité des Industries.

Monsieur,

“ Lorsque j'ai eu l'honneur de vous être présenté par le Rév. A. Labelle, curé de St. Jérôme, pour expérimenter un procédé de fabrication pouvant débarrasser la fonte de St. Urbain de l'acide titanique qu'elle renferme, vous avez résolu de me faire faire certaines expériences chez Messieurs George Bisset & Cie., de votre ville.

Ces expériences faites en présence de ces messieurs, métallurgistes à Québec, et des personnes qui ont bien voulu y assister, ont répondu aux engagements que j'avais pris devant le comité de l'industrie.

Les fontes produites par mon procédé, ont été rendues avec la plus grande facilité ; elles ont été battues à froid et battues à chaud à la forge. Les échantillons restent à la disposition du comité.

L'opération s'est faite comme suit :

Cinq cents livres de fonte, blanche, grenue, de St. Urbain, de première fusion, ont été placées dans un fourneau cubilot pour les liquéfier.

Par l'addition de mon procédé, elles ont été rendues malléables et à grain d'acier. J'ai donc donné à cette fonte les qualités nouvelles déclarées impossibles avant l'essai. Sur votre observation, Monsieur le président, qu'il serait désirable d'agir directement par mon procédé sur le minerai, pour en connaître le résultat, j'ai traité directement au creuset le minerai de St. Urbain, sans grillage préalable, afin de produire, en première fusion, une fonte malléable de première qualité, à prix réduit.

L'augmentation des frais, dans les deux cas, ne peut se compter, le coût du procédé ne dépassant pas 20 centins par tonne.

La fonte du minerai, au creuset, a donné un produit si extraordinaire en qualité, qu'il ne peut être comparé à aucune fonte de première fusion offerte sur le marché du Canada, ou sur marchés des Etats-Unis. La Suède, seule, pourrait rivaliser par de telles fontes, et j'en appelle aux plus grands métallurgistes du Canada.

Les échantillons sont à la disposition des connaisseurs. Dans cette opération directe sur le minerai, j'ai obtenu, au lieu d'une fonte blanche, intraitable, une fonte grise, malléable, supérieure en qualité à aucune fonte en Canada.

Ainsi, ces échantillons ont été livrés, battus à froid, battus à chaud, sans s'égrener aucunement ; mis au feu de forge, ils ont acquis des qualités nouvelles, lorsqu'ils ont été plongés dans un réfrigérant, puis soumis à de nouveaux essais, et martelés sur l'enclume, par M. George Bisset, lui-même. Ce progrès est immense, monsieur le président, et dépasse tout ce que vous pouvez désirer de mon procédé.

Il permet au pays de mettre à profit, non-seulement les mines, les hauts fournaux de St. Urbain, mais d'implanter au Canada l'industrie de fer, l'exploitation sur une grande échelle des minerais titaniques qui sont répandus à profusion dans les Laurentides. La production du fer, dans des conditions économiques, peut devenir la richesse du Canada. Le pays peut ne plus être tributaire de ses voisins et écouler ses produits aussi bien que la Suède, sur les marchés anglais et français.

Aujourd'hui, monsieur le président, vous me demandez à combien je puis fournir une tonne de fonte malléable, sortie des hauts fournaux de St. Urbain.

Ici, la réponse devient plus difficile pour moi, ne connaissant ni St. Urbain, ni vos montagnes des Laurentides que j'aurais voulu visiter, afin de mieux approprier, par des fondants ou des mélanges ferrugineux, tout ce qui peut contribuer à rendre plus facile à fondre vos minerais titaniques.

La question du combustible peut être aussi grandement réduite.

Dans l'état actuel, et d'après les données qui m'ont été fournies par Monsieur O. Gauthier, M. P. P., je pense qu'il est impossible d'arriver à un succès, parce que la fonte grenue, blanche, produite par les hauts fournaux de St. Urbain, demande, dans les conditions les plus favorables de 100 à 237 minots de charbon pour faire une tonne de fonte. Le bois serait donc plus avantageux, mais la fonte restera toujours blanche, intraitable, par suite de quelques vices dans la construction même des hauts fournaux, ou parce que cette fonte est le produit du dérangement des matières dans les fournaux.

En principe, il est reconnu que ces fontes blanches, grenues, font du mauvais fer, elles sont impropres à bien des usages, parce qu'elles restent toujours à l'état de fusion pâteuse.

Par le procédé Player de N. Y., le minerai de St. Urbain a été fondu dans de petits fournaux, avec une soufflerie donnant une température réglée de 1000°. On a dépensé 2 tonnes de houille pour 2½ tonnes de minerai,—15 quintaux de pierre à chaux et 10 quintaux de lave compacte.

La fonte produite contenait peu de carbone, le puddlage s'en est fait facilement et a produit un fer malléable ayant une grande force de tension.

Il résulte donc de tout ceci et de mes observations sur le minerai, sur la fonte blanche de St. Urbain :

1. Qu'une étude approfondie doit être faite sur les lieux, pour s'assurer des vices de construction qui peuvent, ou doivent exister aux deux hauts fournaux de St. Urbain, et pour explorer les montagnes, afin de rechercher les fondants, à base de fer, ou de manganèse, propres au minerai titanique, qui économiseraient grandement le combustible.

2. De rendre ces hauts fournaux, par des changements peu coûteux, économiques ; l'un propre à la fonte au coke, l'autre, à la fonte au bois, afin d'éviter, en cas de grève, l'arrêt du travail, par des prétentions élevées sur le prix du charbon de bois.

3. Il faut produire dans les deux hauts fournaux, des fontes grises, malléables, en première fusion, avec vos minerais titaniques, par mon procédé, qui n'augmente aucunement les frais. Ces fontes pourront rivaliser sur le marché du pays, sur le marché anglais, contre celles de Suède de première qualité, faites au bois. Elles seront propres, au sortir du fourneau, à la fonte des poêles, aux objets d'ornements, aux objets mécaniques de toutes sortes. L'affinage de cette fonte, ou sa transformation en fer malléable, vous laissera une assez grande marge, attendu qu'il se vend 42, 45 piastres sur le marché de Montréal, et vos qualités de fer seront toujours supérieures, par mon procédé de fabrication, qui n'ajoute rien aux frais.

L'affinage, le corroyage, vous donneront aussi des fers qui égaleront en force de tension, en résistance, celle du fer forgé.

Les rails faits de ce fer ne seront jamais susceptibles de se déchirer, de s'écailler, comme ceux qui sont employés aujourd'hui et auront l'avantage sur l'acier, de ne point se briser.

On sait du reste, que, dans la pratique, les rails en fer, de qualités supérieures, sont préférés aux rails en acier, parce qu'ils sont moins susceptibles de se casser et que l'on évite ainsi bien des accidents.

En résumé, St. Urbain est appelé par la situation, par les établissements qui existent déjà, et dont une nouvelle compagnie peut profiter, à produire, par des procédés économiques, les meilleures fontes et les meilleurs fers, avec son minerai titanique.

Le prix de revient d'une tonne de fonte brune, malléable, propre à mettre en usage au sortir du fourneau, ne peut excéder le prix de vingt, vingt-et-une piastres, si les changements reconnus utiles, économiques, sont faits aux hauts fournaux, et que la production se fasse sans arrêt, pour et autant que les fours peuvent fondre en 24 heures.

Ajoutant aux établissements, les fours à puddler, les fours à réchauffer, des creusets pour produire l'acier avec les rognures de tôle, un laminoir, la compagnie des mines de Québec pourra défier, par ses prix, par ses qualités de fer et d'acier, la concurrence des établissements américains aussi bien que ceux de l'Angleterre.

Veuillez accepter,
M. le Président,
l'expression sincère de ma plus haute considération,

J. M. PIRET.

HOTEL ST. LOUIS,
Québec, 29 décembre 1876.

SECOND RAPPORT

DU COMITÉ PERMANENT

DE

L'AGRICULTURE, IMMIGRATION ET LA COLONISATION.

Votre comité a l'honneur de faire rapport qu'il s'est réuni plusieurs fois et qu'il a donné sa plus sérieuse considération aux sujets qui suivent :

Votre comité a constaté avec plaisir que plusieurs mesures suggérées dans son rapport de l'année dernière ont été réalisées ou qu'elles le seront prochainement, savoir : la publication d'un journal d'agriculture pour distribution gratuite, à titre d'encouragement, à tous les souscripteurs aux sociétés d'agriculture ; 2. L'augmentation des bourses aux écoles d'agriculture et d'art vétérinaire de manière à permettre à chacune des sociétés d'agriculture de cette province d'envoyer un élève boursier à ces écoles ; 3. Un amendement à la loi d'agriculture qui permettra à chacune des paroisses de cette province d'être représentée directement dans la société d'agriculture de comté.

Votre comité a constaté avec peine, qu'une partie considérable de cette province ne profite aucunement des avantages que les sociétés d'agriculture sont appelées à rendre ; ainsi, par le dernier rapport du département de l'agriculture et des travaux publics, il appert, que sur environ 600 paroisses dans cette province, il y en a 180 qui n'ont pas un seul souscripteur aux sociétés d'agriculture, et qu'au delà de cent autres paroisses ont moins de six souscripteurs à leurs sociétés respectives. La plupart de ces paroisses ne bénéficient donc aucunement, ni des argents votés pour les sociétés d'agriculture, ni du journal d'agriculture. Comme ces paroisses sont, pour la plupart parmi les moins avancées, elles auraient besoin, plus que toutes autres, de l'aide accordé si généreusement chaque année, par la législature, afin d'avancer le développement de l'agriculture. Votre comité croit donc attirer l'attention de votre honorable Chambre sur le fait si regrettable qu'il vient de signaler.

Dans l'opinion de votre comité, les moyens qui lui semblent les plus propres à intéresser les paroisses éloignées et à les faire souscrire généreusement aux sociétés d'agriculture de comtés, seraient la distribution, parmi les souscripteurs dans ces paroisses, de graines fourragères, de grains de semence améliorés, l'achat de bons reproducteurs, des prix pour les terres les mieux tenues et pour des parties de labours dans la paroisse ; ainsi que des prix spéciaux et locaux pour certaines améliorations, telle que la bonne conservation et l'augmentation des fumiers, la culture des arbres fruitiers, le reboisement, etc., etc.

Votre comité constate également avec regret, que nos expositions provinciales n'ont pas rencontré un encouragement suffisant de la part du plus grand nombre de nos cultivateurs canadiens d'origine française; sans entrer dans des considérations trop générales, votre comité croit devoir suggérer qu'à l'avenir, on devrait encourager, d'une manière spéciale, nos cultivateurs à exposer leurs animaux à côté des animaux des races étrangères, qui, jusqu'ici, semblent avoir eu le gros des encouragements et des prix offerts. Dans l'opinion de votre comité, des prix considérables offerts à nos chevaux canadiens, à chaque exposition provinciale, auraient probablement empêché la disparition presque complète de cette magnifique race, qui, sous plusieurs rapports, étaient certainement égale, sinon supérieure, à ces races étrangères qu'on semblait préférer.

Il est peut-être possible de réunir encore les éléments épars de cette race, au moyen d'encouragements considérables et systématiques, et, dans l'opinion de votre comité, ce sujet mérite l'attention du futur comité d'expositions provinciales. Les mêmes remarques peuvent s'appliquer à nos vaches canadiennes, quant à leur valeur incontestable et au peu d'encouragement qui leur est offert dans nos expositions provinciales. Quoique l'on puisse dire, à l'avantage des races laitières étrangères, le connaisseur désintéressé ne peut manquer d'admirer la vache canadienne pour son incomparable rusticité, et sa production si économique des divers produits de la laiterie.

Tout en reconnaissant les services que le conseil d'agriculture rend à l'agriculture, votre comité a cru devoir, l'année dernière, attirer l'attention de cette honorable Chambre sur le fait que plusieurs parties de cette province ne sont aucunement représentées dans ce conseil et que, par son organisation même, les membres de ce conseil ne sont guère en position de surveiller individuellement les sociétés d'agriculture dans leurs districts respectifs, et de contribuer à leur développement d'une manière efficace. Votre comité croit donc devoir attirer votre attention sur cette lacune importante dans notre rouage agricole.

Votre comité croit devoir rappeler de nouveau l'attention du gouvernement et de cette Chambre sur l'état par trop primitif de la grande majorité de nos chemins municipaux, qui, à certaines saisons et pendant plusieurs mois de l'année, sont presque impraticables. Une amélioration sensible dans notre système de voirie devient surtout indispensable, maintenant que de nombreuses voies ferrées nous promettent de développer grandement nos ressources agricoles, minières, forestières et autres. Ce sujet mérite la plus sérieuse attention de tous ceux qui veulent l'avancement matériel de cette province.

Votre comité a vu avec grand plaisir la passation, dans cette honorable Chambre, des mesures qui nous font espérer l'érection prochaine d'une première fabrique de sucre de betteraves, et il espère que le succès de cet établissement entraînera bientôt la construction de nombreuses fabriques semblables, dans cette province, qui, au dire des meilleures autorités européennes, semble éminemment propre à ce genre d'industrie.

Votre comité croit devoir exprimer l'espoir que non seulement cette industrie nouvelle améliorera puissamment notre agriculture, mais qu'elle contribuera à doter cette province des fermes modèles si désirées depuis des années, et qui ont fait tant de fois le sujet d'étude de nos prédécesseurs.

ETAT

Indiquant le nombre d'employés surnuméraires sessionnels nommés depuis le 1er décembre 1877 jusqu'à cette date ; le dit état mentionnant le montant du salaire de chacun de ces employés par jour et indiquant aussi ceux des dits employés qui ont été payés depuis le 20 décembre 1877 jusqu'au 17 janvier 1878.

Noms.	Date de leur nomination.	Montant per diem.	REMARQUES.
P. E. Bourassa.....	19 Déc. 1877.	\$4 00	Payé du 19 au 22 déc. 1877 et du 17 janvier 1878.
A. Desjardins..	17 Jan. 1878.	"	" 17 janv. 1878.
S. J. Chalifour.....	" "	"	" " "
G. Clerk.....	19 Déc. 1877.	"	" 19 au 22 déc. 1877 et du 17 janv. 1878.
Z. Lapierre.....	17 Jan. 1878	"	" 17 janv. 1878.
E. Taschereau.....	" "	"	" " "
R. Shaw.....	19 Déc. 1877.	"	" 19 au 22 déc. 1877 et du 17 janv. 1878.
W. Tremblay.....	17 Jan. 1878.	"	" 17 janv. 1878.
T. Oliver.....	19 Déc. 1877.	"	" 19 déc. 1877 jusqu'à ce jour.
S. Grenier	17 Jan. 1878.	"	" 17 janv. 1878.
W. E. Blumhart....	" "	"	" " "
J. W. Dunning.....	" "	"	" 17 au 29 janv. à \$4.00 et du 7 fév. à \$3.00.
J. Maire.....	" "	"	" 17 janv. 1878.
F. X. Demers.....	" "	"	" " "
F. L. Desaulniers..	" "	"	" " "
J. E. Taché.....	21 " "	"	" 21 " "
N. Driscoll.....	22 Déc. 1877.	"	" 22 déc. 1877 jusqu'à ce jour.
M. Kelly.....	22 Jan. 1878.	"	" 22 janv. 1878.
J. Graham.....	" "	"	" " "
A. P. Garon.....	20 " "	"	" 20 " "

Etat indiquant le nombre d'employés surnuméraires sessionnels.—(Suite.)

C. W. Massiah.....	17 Jan. 1878.	\$2 00	“	17 janv. 1878.
E. Genest.....	19 “ “	“	“	19 au 31 janv. à \$2.00 et du 1 ^{er} fév. à \$3.00.
P. H. Larue.....	20 “ “	“	“	20 janv. 1878 à \$2.00.
G. Van Felson.....	4 Fév. “	“	“	4 fév. “ “
R. Blackburn.....	28 Jan. “	“	“	28 janv. “ “
A. G. McDonald.....	29 “ “	“	“	29 “ “ “
P. Kirwin.....	11 Fév. “	“	“	11 fév. “ “

MESSAGERS ET PAGES SESSIONNELS

POUR LA SESSION 1877-1878.

Noms.	Date de leur nomination.	Montant per diem.	REMARQUES.
R. Quirouet.....	19 Déc. 1877.	\$2 00	Payé du 19 au 21 déc. 1877 et du 17 janv. 1878.
Sam. King.....	17 Jan. 1878.	“	“ 17 janv. 1878.
Aug. Vallières.....	“ “	“	“ “
J. B. Parent.....	19 Déc. 1877.	“	“ 19 au 21 déc. 1877 et du 17 janv. 1878.
E. Ouimet.....	“ “	“	“ “ “
Jos. Bittner.....	17 Jan. 1878.	“	“ 17 janv. 1878.
P. Patoine.....	19 Déc. 1877.	“	“ 19 déc. au 21 et du 17 janv. 1878.
J. McGoldrick.....	“ “	“	“ “ “
Jos. Villeneuve.....	“ “	“	“ “ “
X. Kennedy.....	“ “	“	“ “ “
Chs. Noël.....	“ “	“	“ “ “
A. Rhéaume.....	17 Jan. 1878.	“	“ 17 janv. 1878.
J. B. Driscoll.....	21 “ “	“	“ 21 “
W. Adams.....	27 “ “	\$1 00	“ 27 janv. au 9 fév. à \$1 du 10 fév. à \$2.
V. Roy.....	3 fév. 1878..	“	“ 3 fév. 1878.
Wm. McPeak.....	10 “ “	“	“ 10 “

MESSAGERS ET PAGES SESSIONNELS

POUR LA SESSION 1877-1878.—Suite.

Noms.	Date de leur nomination.	Montant per diem.	REMARQUES.
PAGES.			
Jos. Marcoux	19 déc. 1877.	\$1 50	Payé du 19 au 21 déc. 1877 et du 17 jan. 1878.
H. Plante... ..	“ “	“	“ “ “ “
Jos. Duchesneau.....	17 Jan. 1878.	“	“ 17 janv. 1878.
P. Morel	19 Déc. 1877.	“	“ 19 au 21 déc. 1877 et du 17 janv. 1878.
JOURNALIER.			
A. Turgeon.. ..	17 Jan. 1878.	\$2 50	“ 17 janv. 1878.
FEMMES.			
Josephte Marois... ..	18 Déc. 1877.	A 50 cents.	Payé du 18 déc. au 22 et du 17 janv. 1878.
Caroline Paiement..	“ “	“	“ “ “ “
Sophie Valin	“ “	“	“ “ “ “
Catherine Roy.....	“ “	“	“ “ “ “
Joséphine Fortier...	“ “	“	“ “ “ “
Philomène Dussault	“ “	“	“ “ “ “
Rosalie Jalbert.....	3 Fév. 1878.	“	“ 3 février 1878.

C O P I E

De la correspondance et des explications relatives au renvoi d'office du cabinet de Boucherville, lues et communiquées à l'Assemblée Législative, de la province de Québec, par l'Honorable M. Angers, vendredi, le 8 mars 1878.

Monsieur l'Orateur,

L'Honorable M. De Boucherville avait obtenu permission du Lieutenant-Gouverneur de donner des explications relatives à son renvoi d'office, à la séance de lundi, 4 mars courant. Entre une heure et demie et deux heures de ce jour, 4 mars, il reçut de Son Excellence, une signification de ne point donner d'explications avant que le nouveau cabinet fût formé. Cet événement ayant été annoncé, l'ex-cabinet de Boucherville est en droit, en vertu de la permission obtenue, de donner à la Chambre et au pays des explications.

Mon devoir est d'annoncer à la Chambre que le cabinet de Boucherville n'a point résigné. Un gouvernement possédant la confiance de la grande majorité de l'Assemblée représentative et de la presque totalité du Conseil Législatif, n'a pas le droit de résigner, s'il a à cœur les intérêts du pays et le respect de son devoir. Ce gouvernement a reçu du Lieutenant-Gouverneur un renvoi d'office. Les faits qui ont précédé et suivi cet événement sont consignés dans un journal tenu de jour en jour et d'heure en heure, sous la dictée de l'ex-premier ministre, et en voici le récit exact et fidèle :

Le 26 février 1878, vers quatre heures et demie de l'après-midi, le premier ministre reçut du Lieutenant-Gouverneur, par l'entremise de son Aide-de-Camp, la lettre suivante :

(Copie.)

HÔTEL DU GOUVERNEMENT.

Québec, 25 février 1878.

A l'Honorable C. B. DE BOUCHERVILLE,

Premier Ministre de la Province de Québec.

Le Lieutenant-Gouverneur désire que le Conseil Exécutif prépare pour sa considération un "factum" comprenant une copie des documents suivants :

1. Une copie des actes du parlement fédéral autorisant la construction du chemin de fer maintenant connu sous le nom de "Québec, Montréal, Ottawa et Occidental," ainsi qu'une copie des actes de la législature de la province de Québec concernant le même chemin.

2. Une copie des actes de la législature de la province de Québec concernant la construction de la voie ferrée entre Québec et Montréal, ligne désignée communément sous le nom de "chemin de fer du nord."

3. Copie des règlements de chacune des corporations municipales, au moyen desquels elle s'est engagée à venir en aide à la construction des dits chemins.

4. Un état du montant de l'aide payée par chacune de ces corporations et une copie des correspondances échangées entre le gouvernement, ses commissaires ou les contracteurs des dits chemins de fer et les mêmes corporations municipales, au sujet de leur aide ou subvention.

5. Copie des divers contrats qui ont été passés pour la construction de ces divers chemins.

6. Une copie des rapports officiels, ou *confidentiels*, des ingénieurs qui ont été chargés de localiser ces lignes de chemin de fer, en tout ou en partie.

7. Copie du rapport des commissaires des chemins de fer soumis aux Chambres durant la présente session, au sujet des dits chemins.

8. Copie des représentations faites au gouvernement par les corps municipaux intéressés ou par les contribuables de ces municipalités, au sujet des conditions de leur aide ou subvention.

9. Copie des résolutions qui ont été proposées à la Législature Provinciale, durant la présente session, au sujet des dites subventions et pour en faciliter le paiement et le recouvrement.

10. Copie du bill, basé sur ces résolutions, qui a été préposé à la Législature de Québec, durant la présente session.

11. Un plan indiquant les divers localisations de chacune des dites voies ferrées ou d'aucune partie d'icelles.

12. Un exposé des raisons qui ont engagé le gouvernement provincial à ne se point contenter des dispositions du Droit statutaire et public et de celles du Code Civil de cette province pour opérer le recouvrement des sommes d'argent qui peuvent être dues par ces corporations, mais, sans en avoir préalablement avisé, en aucune manière, avec le Lieutenant-Gouverneur, à proposer une législation *ex post facto* pour les y contraindre.

Un autre projet de loi, fort important, pour pourvoir au prélèvement de de nouveaux impôts, a été aussi pareillement proposé à la Législature sans avoir été soumis à la considération préalable du Lieutenant-Gouverneur.

Le Lieutenant-Gouverneur comprend facilement que des propositions d'importance secondaire, et sur lesquelles il a été suffisamment renseigné d'avance, peuvent être, comme matière de routine, proposées aux Chambres sans un ordre exprès de sa part ; mais il ne saurait permettre que l'Exécutif fit des communications de sa part à la Législature dans celles qui sont d'un ordre nouveau ou important, sans son autorisation spéciale et sans avoir été pleinement renseigné et avisé préalablement.

(Signé),

L. LETELLIER,
Lt. G.

Le premier ministre prépara sa réponse dans la nuit du 26 au 27 février. Cette réponse a été par lui-même livrée au Lieutenant-Gouverneur à Spencer Wood vers dix heures de l'avant-midi de ce jour.

Elle est comme suit :

Québec, 27 février 1878.

A Son Excellence

L'HON. L. LETELLIER DE ST. JUST,
Lieutenant-Gouverneur de la Province de Québec.

EXCELLENCE,

J'ai l'honneur d'accuser réception du mémoire que Votre Excellence m'a fait remettre hier après-midi par votre aide-de-camp, qui m'informa, en même temps, que vous étiez malade au lit. J'ai soumis ce mémoire au Conseil Exécutif, et je vais voir ainsi, que Votre Excellence le désire, à ce que diligence soit faite pour que tous les documents demandés vous soient transmis au plus tôt.

Par anticipation du factum que désire Votre Excellence, et qui devra contenir un exposé plus détaillé des motifs qui ont engagé le gouvernement provincial à proposer les mesures sur lesquelles vous attirez mon attention, je crois devoir vous représenter qu'entre autres, les raisons qui ont porté le gouvernement à soumettre à la Législature une loi obligeant les municipalités de payer leurs souscriptions pour la construction du chemin de fer provincial, sur la décision du Lieutenant-Gouverneur en Conseil, après un rapport assermenté d'un ingénieur compétent, et après un avis de quinze jours pour donner à ces municipalités l'occasion d'être entendues ;—sont le mauvais vouloir de certaines municipalités, manifesté chez les unes par leur négligence à répondre aux demandes du trésorier, chez d'autres par un refus formel de payer, et, dans certains cas, par des résolutions adoptées demandant des conditions nouvelles aux engagements qu'elles avaient pris avec le gouvernement.

Le gouvernement a cru que, sans cette législation, dont l'objet est d'éviter les lenteurs des procédures judiciaires ordinaires, le résultat du mauvais vouloir de ces municipalités eût été, soit de nécessiter un nouvel emprunt par la Province, et par conséquent de faire peser une charge injuste sur des municipalités qui n'avaient pris aucun engagement et qui ne devaient retirer aucun avantage immédiat de la construction de ce chemin—soit d'arrêter complètement les travaux commencés, avec la perte inévitable des intérêts sur le capital énorme déjà engagé dans cette entreprise, et les autres dommages qui en seraient résultés.

Le gouvernement, en s'obligeant d'abord, par cette loi de remplir les conditions dont il est convenu avec ces municipalités, a cru qu'en substituant aux tribunaux ordinaires le Lieutenant-Gouverneur avec un conseil Exécutif responsable à la Législature et au peuple, il offrait aux parties intéressées un tribunal qui leur assurait autant de garanties que les tribunaux ordinaires. Je me permettrai de plus de faire remarquer à Votre Excellence que des dispositions analogues à cette législation se trouvent déjà dans nos statuts. Je citerai à Votre Excellence le chapitre 83 des Statuts Refondus du Canada, et aussi le chapitre 47 de la 36^{ème} Victoria, des Statuts d'Ontario.

Je sou mets humblement à Votre Excellence qu'une loi faite pour mieux assurer l'exécution d'un contrat ne saurait produire un effet rétroactif. Elle statue pour l'avenir et a pour objet les intérêts respectifs des parties.

Maintenant, je prie Votre Excellence de remarquer que, pendant qu'Elle était à la Rivière Ouelle, j'eus l'honneur de lui demander son autorisation pour mettre la question des finances devant la Chambre, et qu'Elle eut la bienveil-

lance de me répondre qu'Elle envoyait un blanc par la poste, ce que je pris, dans le temps, pour une grande marque de confiance de sa part. Je reçus en effet, un blanc avec votre signature, que je remis au Trésorier, qui le fit remplir par votre aide-de-camp.

Plus tard, j'eus l'honneur de demander à Votre Excellence une autorisation générale pour soumettre à la Chambre les mesures concernant les questions d'argent, ce que Votre Excellence m'accorda avec sa bienveillance ordinaire. Cette permission, du reste, m'avait toujours été accordée par votre prédécesseur, le regretté Monsieur Caron.

Je dois avouer qu'avec cette autorisation et la conviction où j'étais que Votre Excellence avait lu le discours du Trésorier, dans lequel il annonçait les taxes proposées plus tard, je me suis cru en droit de dire à mes collègues que j'avais votre permission pour toutes les questions d'argent.

Je prie Votre Excellence de croire que je n'ai jamais eu l'intention de m'arroger le droit de faire passer des mesures sans avoir son approbation, et que, dans la circonstance actuelle, ayant eu occasion de parler avec Elle de la loi concernant le chemin de fer provincial et n'ayant pas reçu l'ordre de la suspendre, je n'ai pas cru que Votre Excellence verrait, dans cette mesure, aucune intention chez moi de méconnaître ses prérogatives que personne plus que moi n'est disposé à respecter et à soutenir.

Veuillez agréer, etc.,

(Signé), C. B. DEBOUCHERVILLE.

Après conversation, le lieutenant gouverneur ayant entendu les explications de M. de Boucherville, a reconnu que s'il y avait eu malentendu, il y avait bonne foi de sa part en autorisant ses collègues à se dire autorisés à soumettre la législation relative aux questions d'argent. Il lui dit ensuite, sur sa demande, que la seule difficulté qui restait, était la question du chemin de fer de Québec, Montréal, Ottawa et Occidental, et qu'il lui donnerait une réponse le lendemain, le 28 février.

Le 28 février, vers sept heures et demie du soir, M. de Boucherville fut à Spencer Wood, porter au Lieutenant-Gouverneur les documents demandés dans sa lettre du 25, (documents préparés par l'Honorable Secrétaire-Provincial avec un sommaire). Il lui demanda s'il allait bientôt lui donner sa réponse. Le Lieutenant-Gouverneur lui dit qu'il examinerait les documents et la lui donnerait probablement le lendemain, 1er mars. En partant M. de Boucherville lui dit : "Si je comprends bien, vous hésitez pour savoir si vous sanctionnez le bill du chemin de fer de Québec, Montréal, Ottawa et Occidental, ou le réserverez." Il lui dit : "C'est cela." Le 2 mars, à une heure moins cinq minutes de l'après-midi, l'aide-de camp du Lieutenant-Gouverneur remit à M. de Boucherville la lettre qui va suivre. Avant le départ de l'aide-de-camp il lui demanda comment était Son Excellence. L'aide-de camp lui répondit qu'il n'était pas aussi bien, puis demanda "quand nous pensions finir la session." M. de Boucherville lui répondit : "qu'il ne pouvait le dire, qu'il y avait plusieurs choses en retard."

Voici la lettre en question :

HÔTEL DU GOUVERNEMENT.

Québec, 1er mars 1878.

A l'hon. C. B. DEBOUCHERVILLE,

Premier Ministre, Québec.

Le Lieutenant-Gouverneur, prenant en considération ce qui lui a été communiqué verbalement (le 27 février) par M. le Premier Ministre, et prenant aussi en considération la lettre que le Premier Ministre lui a alors remise, est

prêt à admettre qu'il n'y a pas eu intention chez M. le Premier de méconnaître les prérogatives de la Couronne, et qu'il n'y a eu de sa part qu'une erreur de bonne foi dans l'interprétation qu'il a donnée aux paroles du Lieutenant-Gouverneur dans l'entretien qu'ils ont eu le 19 février courant : paroles qui ne comportaient point le sens d'autorisation que le Premier y a attaché.

Avec cette interprétation, et les instructions qui ont été, en conséquence, données par le Premier aux Honorables Ministres Angers et Church, ces messieurs n'ont rien fait sciemment qui ne fût point conforme aux devoirs de leur office.

Quant au blanc que le Lieutenant-Gouverneur lui a adressé de la Rivière-Ouelle, le Lieutenant-Gouverneur savait que ce blanc devait servir à mettre les estimés devant la Chambre.

Cet acte était une marque de confiance de sa part, ainsi que le qualifie M. le Premier, dans sa lettre du 27 : mais cet acte était confidentiel.

Le Lieutenant-Gouverneur croit devoir faire observer que, dans son mémoire du 25 février courant, il n'a, en aucune façon, exprimé l'opinion qu'il croyait que M. le Premier ait jamais eu l'intention de s'arroger le "droit" de faire "passer des mesures sans avoir son approbation, ni de méconnaître les "prérogatives du représentant de la Couronne."

Mais M. le Premier Ministre ne peut pas perdre de vue que, bien qu'il n'y ait pas eu de sa part intention, en fait la chose existe, ainsi que le lui a dit le Lieutenant-Gouverneur.

Le fait d'avoir proposé aux Chambres plusieurs mesures nouvelles et importantes sans en avoir préalablement avisé, en aucune manière, le Lieutenant-Gouverneur, bien que l'intention de méconnaître ses prérogatives n'existât pas, ne constitue pas moins une de ces situations fausses, qui placent le représentant de la Couronne dans une position difficile et critique avec les deux Chambres de la législature.

Le Lieutenant-Gouverneur ne saurait admettre que la responsabilité de cet état de choses doive peser sur lui.

En ce qui concerne le bill intitulé : "Acte concernant le chemin de fer de Québec, Montréal, Ottawa et Occidental," M. le Premier ne peut appliquer à cette mesure la prétendue autorisation générale dont il fait mention dans sa lettre, car leur entrevue était à la date du 19 février, et ce bill était devant les Chambres déjà depuis plusieurs jours, sans que le Lieutenant-Gouverneur en eût été informé en aucune façon par ses aviseurs.

Le Lieutenant-Gouverneur exprima alors à M. le Premier combien il regrettait cette législation ; il lui représenta qu'il la considérait comme contraire aux principes du droit et de la justice ; malgré cela on a conduit cette mesure jusqu'à son adoption, devant les deux Chambres.

Il est vrai que M. le Premier Ministre donne, dans sa lettre, pour une des raisons qu'il a eues d'agir comme il l'a fait, "que cette permission de se servir "du nom du représentant de la couronne lui avait, du reste, toujours été accordée "par le prédécesseur du Lieutenant-Gouverneur actuel, le regretté M. Caron."

Cette raison n'en pourrait être une pour le Lieutenant-Gouverneur ; car, en agissant de la sorte, il eût abdiqué sa position de représentant de la Couronne, chose que ni le Lieutenant-Gouverneur, ni le Premier ne pourraient concilier avec les obligations du Lieutenant-Gouverneur envers la Couronne.

Le Lieutenant-Gouverneur regrette d'avoir à constater, ainsi qu'il l'a dit à M. le Premier Ministre, qu'il n'ait pas été généralement informé d'une manière explicite des mesures adoptées par le cabinet, quoique le Lieutenant-Gouverneur en ait souvent donné l'occasion à M. le Premier Ministre, surtout dans le cours de l'année dernière.

De temps à autre, depuis la dernière session de la législature, le Lieutenant-Gouverneur a attiré l'attention du Premier Ministre sur plusieurs sujets se rapportant aux intérêts de la province de Québec, entre autres : 1o. Sur les dépenses énormes occasionnées par des subsides très considérables à plusieurs

chemins de fer, alors que la province était chargée de la construction de la grande voie ferrée de Québec à Ottawa, laquelle devait primer les autres ; et cela lorsque l'état de nos finances nous forçait à des emprunts disproportionnés avec nos revenus. 2o. Sur la nécessité de réduire les dépenses du gouvernement civil et de la législation, au lieu de recourir à des impôts nouveaux en vue d'éviter des embarras financiers.

Le Lieutenant-Gouverneur exprima aussi, quoiqu'à regret, à M. le Premier, que les ordres passés en conseil pour l'augmentation des salaires des employés du service civil lui semblaient inopportuns dans un temps où le gouvernement contractait à la banque de Montréal un emprunt d'un demi-million, avec la condition de porter cet emprunt à \$1,000,000, à un intérêt de 7 par cent ; et, de fait, aujourd'hui même (1er mars), le Lieutenant-Gouverneur est obligé de permettre qu'un ordre en conseil soit passé pour procurer au gouvernement le dernier demi-million : sans quoi le gouvernement serait dans l'impossibilité de reconstruire ses obligations, ainsi que me l'a fait observer aujourd'hui, l'honorable Trésorier-Provincial, par ordre du Premier Ministre.

Monsieur le Premier ne fit point connaître alors, ni depuis, au Lieutenant-Gouverneur, que le gouvernement était dans un état de pénurie qui nécessiterait une législation spéciale pour augmenter les impôts publics.

C'est pourquoi le Lieutenant-Gouverneur a dit et répété ces choses au Premier Ministre, et qu'il croit devoir les contresigner ici, afin qu'elles servent de mémoire pour lui-même et pour M. le Premier.

D'où il résulte :

1. Que, quoique le Lieutenant-Gouverneur ait fait maintes recommandations, en sa qualité de représentant de la couronne, à M. le Premier, sur ces divers sujets d'intérêt public, ses aviseurs se sont engagés dans une voie d'actes, administratifs et législatifs, contraires à ces recommandations et sans l'avoir préalablement avisé ;

2. Que l'on a mis le Lieutenant-Gouverneur, sans intention malveillante, mais de fait, dans une position fautive en l'exposant à un conflit avec les volontés de la législature, qu'il reconnaît toujours être souveraine, lorsque ces volontés sont exprimées par toutes les voies constitutionnelles.

Le Lieutenant-Gouverneur a lu et examiné attentivement le mémoire et les documents que le Premier a eu l'obligeance de lui apporter hier.

Il y a dans ce dossier des requêtes de plusieurs corporations municipales et de citoyens de divers endroits, adressées au Lieutenant-Gouverneur, à l'encontre des résolutions et du projet du bill du gouvernement au sujet du chemin de fer " Québec, Montréal, Ottawa et Occidental."

Le Lieutenant-Gouverneur n'a pu prendre connaissance qu'hier de quelques-unes de ces requêtes, parce qu'elles ne lui avaient pas été communiqués avant le dossier.

Le Lieutenant-Gouverneur, après avoir mûrement délibéré, ne peut accepter l'avis de M. le Premier Ministre au sujet de la sanction à donner au bill du chemin de fer intitulé : " Acte concernant le chemin de fer Québec, Montréal, Ottawa et Occidental."

Pour toutes ces causes, le Lieutenant-Gouverneur, ne saurait clore ce mémoire sans exprimer à Monsieur le Premier le regret qu'il éprouve à l'idée de ne pouvoir continuer à le maintenir dans sa position à l'encontre des droits et des privilèges de la couronne.

(Signé,)

L. LETELLIER,
Lt.-G.

Le 2 mars, vers deux de l'après-midi, M. de Boucherville se rendit à Spencer Wood. En arrivant il fut introduit auprès du Lieutenant-Gouverneur, et lui dit " que d'après le mémoire reçu de lui ce jour là même, il comprenait qu'il le

démettait de sa position de Premier Ministre." Le Lieutenant-Gouverneur lui dit que c'était à lui d'interpréter la lettre. Sur ce, M. de Boucherville lui remit la lettre qui va suivre comme étant sa réponse. Sans l'ouvrir devant lui, le Lieutenant-Gouverneur lui fit des observations sur les difficultés où la Législation le mettait. M. de Boucherville lui répondit que, dans sa position actuelle, il croyait ne pas devoir se prononcer sur le sujet. Il le salua et partit. Rendu à une petite distance de la maison, il fit retourner la voiture, ayant oublié de demander au Lieutenant-Gouverneur la permission de donner des explications en Chambre. Admis de nouveau en présence du Lieutenant-Gouverneur, il demanda la permission de donner des explications et de faire connaître les mémoires du Lieutenant-Gouverneur et les réponses qu'il y avait faites. Le Lieutenant-Gouverneur lui dit qu'il n'avait aucune objection, et lui demanda alors s'il voulait l'aviser sur le choix de celui qu'il devait appeler. M. de Boucherville lui répondit qu'il se pensait,—ayant été démis,—dans une position différente de celle d'un ministre qui, battu dans la chambre, conservait encore la confiance du souverain ; qu'il avait eu une majorité de vingt-cinq voix dans un des derniers votes ; que, dans ces circonstances, il ne pensait pas pouvoir l'aviser sur ce sujet.

Il le quitta alors. Rendu dans l'antichambre, le Lieutenant-Gouverneur le fit rappeler et lui dit : Veuillez retarder les explications jusqu'à lundi.

Voici copie de la lettre que M. de Boucherville avait remise entre les mains du Lieutenant-Gouverneur lorsque ce dernier lui dit que c'était à lui d'interpréter son mémoire.

Québec, 2 mars 1878.

*A Son Excellence le Lieutenant-Gouverneur
de la Province de Québec,*

EXCELLENCE,

J'ai l'honneur d'accuser réception de votre mémoire, dans lequel vous concluez ne pouvoir me maintenir dans ma position de Premier Ministre. Il ne me reste d'autre devoir à remplir que de me soumettre au renvoi d'office que Votre Excellence m'a signifié, tout en protestant de mon profond respect pour les droits et privilèges de la Couronne et de mon dévouement aux intérêts de notre Province.

J'ai l'honneur d'être,
De Votre Excellence,
etc., etc.,

(Signé), C. B. DE BOUCHERVILLE.

Le 28 janvier 1878, M. de Boucherville avait envoyé à Son Excellence le Lieutenant-Gouverneur, alors à la Rivière-Ouelle, la dépêche télégraphique suivante.

" Pouvez-vous m'envoyer autorisation résolutions concernant finances ? "

Le Lieutenant-Gouverneur, le lendemain 29, télégraphia à M. de Boucherville :

" Blank mailed to day. If presence necessary, telegraph.—Return friday.

Les résolutions concernant le chemin de fer du Nord ne furent présentées à la Chambre que le 29 janvier, après réception du télégramme du Lieutenant-Gouverneur disant qu'un blanc-seing avait été envoyé à M. de Boucherville, en réponse à sa dépêche télégraphique de la veille, demandant : " Pouvez-vous m'envoyer autorisation-résolutions concernant finances ? "

Le 30 janvier, la première résolution fut rapportée du comité général à la Chambre. Le 31, elle fut adoptée par la Chambre. Le 1er février, la Chambre se forma de nouveau en comité général, lequel rapporta les autres résolutions sur

le même sujet. Mais ce fut seulement le 5, que l'adoption du rapport du comité fut votée, la chambre repoussant un vote de non-confiance à ce sujet par 38 contre 21.

Le 5 février, un bill basé sur ces résolutions fut introduit. La seconde lecture en fut retardée jusqu'au 18 février. La troisième lecture eut lieu le 19. Pendant tout ce temps, le Lieutenant-Gouverneur auquel, chaque jour, les votes et délibérations étaient envoyés, resta silencieux.

Le 19 février, M. de Boucherville rencontra le Lieutenant-Gouverneur, et dans l'entretien qu'ils eurent, au sujet de cette mesure, crut l'avoir satisfait sur sa légalité et l'urgence qu'il y avait de l'adopter. Le Lieutenant-Gouverneur fut si peu explicite sur son intention, qu'il laissa partir M. de Boucherville sous l'impression qu'il était autorisé.

Le Lieutenant-Gouverneur ne prétend pas, dans son mémoire du 1er mars 1878, qu'il donna l'ordre de suspendre cette législation. Transmise au Conseil Législatif, elle y subit ses trois lectures avant la réception de la première lettre du Lieutenant-Gouverneur datée du 25 février, mais parvenue seulement le 26, à quatre heures et demie P. M. Aussi le Lieutenant-Gouverneur, dans sa lettre du 1er mars, reconnaît-il qu'il n'a en aucuné façon, dans son mémoire du 25 février, exprimé l'opinion qu'il croyait que M. le Premier ait jamais eu l'intention de s'arroger le droit de faire passer des mesures sans avoir son approbation, ni de méconnaître les prérogatives du représentant de la couronne.

Le Lieutenant-Gouverneur constatant qu'il y avait malentendu sur l'interprétation de l'autorisation demandée par dépêche télégraphique, le 28 janvier et à laquelle il répondit qu'il envoyait un blanc-seing, et sur l'impression sous laquelle la conversation du 19 février laissa M. de Boucherville, le Lieutenant-Gouverneur devait-il attendre pour faire connaître, pour la première fois, l'existence de ce malentendu au 26 février, époque à laquelle toute la législation dont il se plaint avait été discutée et votée dans l'affirmative par les deux chambres ?

La marque de confiance exprimée par le Lieutenant-Gouverneur, le 29 janvier, à M. de Boucherville en lui transmettant le blanc-seing, était bien propre à lui faire interpréter le silence du Lieutenant-Gouverneur, au moins, comme ne signifiant pas un dissentiment.

Après leur entrevue du 19 février, le silence gardé jusqu'au 26 était encore de nature à lui faire croire qu'il avait l'autorisation générale de soumettre à la Chambre toutes les mesures que nécessitait le service public.

Le 31 janvier, vingt-six jours avant le premier mémoire du Lieutenant-Gouverneur, l'honorable trésorier fit son discours du budget dans lequel il annonçait les nouveaux impôts qu'il serait nécessaire d'établir pour faire face aux obligations de la province, obligations contractées il y a plusieurs années et résultant de la politique inaugurée alors au sujet des chemins de fer et qui reçut le concours de plusieurs des membres du parti opposé au gouvernement.

Ce discours publié *in extenso*, dans toute la presse du pays, a-t-il pu échapper à l'attention du Lieutenant-Gouverneur ? Le 19 février, les résolutions demandant ces impôts, mais à un taux moins élevé que celui dont le trésorier avait fait mention dans son discours, furent présentées, et le 20, elles furent adoptées par un vote de 39 contre 22.

Le Lieutenant-Gouverneur, dans son mémoire du 1er mars, se plaint que M. de Boucherville ne lui a pas fait connaître que le gouvernement était dans un état de pénurie qui nécessitait une législation spéciale pour augmenter les impôts publics. Le premier ministre aurait erronément apprécié la position s'il eût ainsi qualifié l'embarras temporaire occasionné par le mauvais vouloir des municipalités qui ont souscrit à la construction du chemin de fer provincial, en négligeant d'accomplir fidèlement leurs obligations. Il eût mal apprécié la situation en présence de résultats obtenus jusqu'aujourd'hui sans qu'aucune charge ait été imposée pour les obtenir.

Le 22 février, avis de résolutions concernant les chemins de fer des townships de l'Est et de la rive sud du St. Laurent fut donné. Le 23 du même

mois, les résolutions furent présentées et subséquemment adoptées par un vote de 41 contre 16. Ces résolutions n'augmentent en rien la dette actuelle de la province.

Le Lieutenant-Gouverneur dit dans le même mémoire, "que la construction du chemin de fer de Québec à Ottawa doit primer la construction des autres."

La législation faite depuis plusieurs années sur ce sujet, n'établit aucune priorité en faveur du chemin de fer provincial au détriment des chemins de fer des townships du Sud-Est et de la rive Sud. Il y aurait eu violation de la loi si le gouvernement de Boucherville eût adopté une autre manière de voir.

Dans ce même mémoire, le Lieutenant-Gouverneur déclare qu'il ne peut accepter l'avis de M. le premier ministre au sujet de la sanction à donner au bill du chemin de fer intitulé : "Acte concernant le chemin de fer de Québec, Montréal, Ottawa et Occidental." Cette déclaration est hâtive ; le premier Ministre n'ayant jamais été appelé à aviser sur la sanction à être donnée ; et l'eût-il été, il eût, dans les circonstances, recommandé qu'elle fût réservée pour la décision du Gouverneur Général, dans le doute où il se trouve que le Lieutenant-Gouverneur ait, de son chef, *proprio motu*, droit d'exercer la prérogative du veto et, ainsi, de décider finalement du sort d'une mesure adoptée par les Chambres, quand l'Acte de l'Amérique Britannique du Nord de 1867, semble laisser ce pouvoir au Gouverneur-Général.

Le mémoire de Son Excellence fait allusion à des requêtes de plusieurs corporations et de citoyens de divers endroits adressées au Lieutenant-Gouverneur à l'encontre des résolutions et du projet de loi du gouvernement au sujet du chemin de fer de Q. M. O. et O.

Il suffit de considérer que ces requêtes émanent des débiteurs que la loi a en vue de contraindre à payer, pour arriver à la saine conclusion que l'opinion des Chambres doit primer celle exprimée dans ces requêtes.

Le Lieutenant-Gouverneur, dans ce même mémoire mentionne des actes d'administration antérieurs à la session, et auxquels il a donné son assentiment. Comme il s'agit de faits pour lesquels le gouvernement est responsable envers les Chambres, comme aviseur de la couronne, et comme ces faits sont étrangers à la question de prérogative soulevée par le Lieutenant-Gouverneur, ils ne peuvent se trouver dans son mémoire pour motiver la conclusion prise par Son Excellence de ne pouvoir continuer à maintenir M. de Boucherville dans sa position à l'encontre des droits et des privilèges de la couronne ; partant, pour ne pas subir l'entraînement de ce hors-d'œuvre, il n'y a pas lieu de les discuter.

Le Lieutenant-Gouverneur exprime aussi l'opinion "que l'état de nos finances nous forçait à des emprunts disproportionnés avec nos revenus."

Il est regrettable d'être forcé de répéter ici cette phrase ; mais le crédit de la province exige qu'elle soit contredite ; la simple lecture du discours du budget suffira pour rassurer les alarmistes.

Il résulte des faits ci-haut, des admissions contenues dans le dernier mémoire du Lieutenant-Gouverneur, de la transmission du blanc-seing envoyé par lui-même sur une demande de M. de Boucherville sollicitant l'autorisation d'introduire "Résolutions concernant finances," et du silence du Lieutenant-Gouverneur jusqu'au 26 février dernier, qu'aucunes mesures n'ont été introduites en Chambre en violation des prérogatives du représentant du Souverain.

Il ne me reste plus maintenant qu'à terminer par la déclaration faite au commencement de ces explications : Le cabinet de Boucherville n'a pas résigné ; il a reçu un renvoi d'office du Lieutenant-Gouverneur. Le parti conservateur n'est plus au pouvoir, mais il est dans cette Chambre le pouvoir, le pouvoir qualifié, la majorité dans l'opposition, la majorité ici, la majorité dans le conseil, la majorité dans le pays. Le parti conservateur a reçu un renvoi d'office, mais il reste non-compromis, sans compromis, sans division, dévoué à la constitution et aux intérêts du pays.

(Signé)

A. R. ANGERS,
Ex-Procureur-Général, membre
du comté de Montmorency.

INDEX

DU

ONZIEME VOLUME.

41 VICTORIA, 1877-78.

ACTE MÉDICAL DE 1876 :—Pétitions demandant des amendements à l'—, 135.

ADAMS TOBACCO COMPANY :—Pétition demandant des amendements à son acte d'incorporation, 33. Rapport de l'avis, 45. Bill (L'Hon. M. Robertson), 48. Renvoyé au comité des bills privés, 56. Rapporté amendé, 86. Considéré en comité ; Rapporté ; Passé, 113. Par le Conseil avec amendements, 166. Considérés et adoptés, 167. S. R., 212. (41 Vict., ch. 56.)

ADRESSES :

AU LIEUTENANT GOUVERNEUR :—Relatives à—

1. *Arrérages* :—Pour un état indiquant le montant des arrérages dus au gouvernement, dans les seigneuries de Lauzon, et des Jésuites, et du Domaine de la Couronne, mentionnant séparément le montant dû dans chacune de ces seigneuries, ainsi que le revenu annuel, 185.

2. *Assurance, Compagnie d'* :—Pour copies de tous jugements rendus par les cours de cette province dans les causes instituées depuis deux ans contre toute compagnie d'assurance pour le recouvrement de pénalités imposées par "l'acte pour obliger les assureurs à prendre une licence;" et aussi, copies de tous jugements rendus par les dites cours pour le recouvrement de la pénalité de \$200 à \$400, imposée par l'acte des licences de Québec contre toute personne vendant à l'encan publique des marchandises ou effets, sans avoir préalablement obtenu une licence, 26.

ADRESSES AU LIEUTENANT-GOUVERNEUR :—*Suite.*

3. Bois, Coupe de :—Pour un état indiquant :

1. La superficie totale de l'octroi de coupe de bois fait à Louis Robitaille, écuier, sur la rivière Bonaventure, dans le comté de Bonaventure ou ailleurs, avec la date de cet octroi ;
2. Un état de toutes sommes payées au département des Terres de la Couronne, soit comme bonus, soit comme rente foncière à compte du dit octroi de coupe de bois, ainsi que les dates de ces paiements ;
3. Un état de toutes sommes payées par la Couronne pour l'exploration de ces limites à bois, 105. Voir *Documents*, 39.

4. Cadastres ;—Pour :

1. Copie de toute correspondance entre le gouvernement ou aucun, des Honorables Ministres et toute personne quelconque au sujet du cadastrage dans les comtés de Soulanges et de Vaudreuil, depuis le 30 novembre 1876 ;
2. Un état indiquant le montant que le cadastrage a coûté dans ces deux comtés, jusqu'à ce jour, quand et à qui, et pour quelles fins les différentes sommes ont été payées, 68. Réponse, 161. Voir *Documents*, 4.

5. Codification :—Noms des commissaires ou commissaire-aviseur nommés pour refondre les statuts généraux de la province, conformément au chapitre 8 des statuts de 1876 et de leurs secrétaires ;

Copie de leur commission ;

Le salaire ou la rémunération des dits commissaires et de leur secrétaire ;

Copie des instructions données aux dits commissaires, 27. Réponse, 31. Voir *Documents*, 5.**6. Compagnies de chemin de fer, etc. :—**Pour un état de toutes les sommes d'argent payées jusqu'à ce jour par le gouvernement à aucune compagnie de chemin à lisses de bois ou en fer, la date de ces paiements et l'autorité en vertu de laquelle ces paiements furent faits, et le nombre de milles de chemins complétés par les compagnies, 49.**7. DeBoucherville :—**Motion pour la formation d'un comité spécial chargé de préparer une adresse au Lieutenant-Gouverneur au sujet du renvoi d'office du cabinet—; Adoptée, 204. Adresse adoptée sur division, 205. Autres adresses sur le même sujet, 206, 210. Voir *Documents*, 8.**8. Discours du Trône :—**Motion pour une adresse à la réponse au discours de Son Excellence à l'ouverture de la session, 5. Adoptée, 22. Comité chargé de rédiger l'adresse ; Rapportée ; Adoptée ; Ordre d'en faire la grosse ; Devant être présentée par les membres du Conseil Exécutif, 23. Réponse, 30.**9. Département des livres d'écoles :—**Pour un état des comptes du département des livres d'écoles jusqu'au 31 décembre dernier, constatant :

1. La recette, comprenant le produit de la vente des livres et des autres objets ;
2. La dépense, comprenant le prix d'achat des livres et autres objets, montants payés pour location, salaire et toutes autres dépenses en rapport avec ce département ;
3. Le nom des employés, 110. Voir *Documents*, 9.

ADRESSES AU LIEUTENANT-GOUVERNEUR :—*Suite.*

10. *Ditton* :—Pour copie de l'enquête des procédés et du rapport du commissaire nommé par le gouvernement au sujet des terrains aurifères ou réputés aurifères de Ditton, 53. Voir *Documents*, 10.
11. *Employés* :—Pour un état contenant les noms des personnes nommées à des emplois publics depuis le 1er janvier 1876 jusqu'à cette date, avec le montant de leurs salaires respectifs, les noms des employés dont les salaires ont été augmentés pendant cette période, la désignation des divers départements où ces employés ont été nommés ; le dit état indiquant aussi ceux des dits employés nouveaux, ainsi nommés, qui l'ont été en remplacement d'autres, et ceux qui l'ont été à de nouveaux emplois, 78.
12. *Emprunts* :—Pour :
 1. Un état indiquant tous les emprunts faits jusqu'ici par la province de Québec, au moyen de bons, débetures ou autrement, indiquant les taux auxquels ces bons ou débetures ont été placés, et le taux de l'intérêt payable par la province sur tels emprunts.
 2. Copie de toute correspondance et rapport de toute négociation entre le gouvernement et les banques et agents financiers au Canada et en Angle terre depuis la dernière session, dans le but de faire de nouveaux emprunts, 26. Voir *Documents*, 15.
13. *Emprunt municipal* :—Pour :
 1. Un état du montant dû par les municipalités sur le fonds d'emprunt municipal de la ci-devant province du Canada.
 2. Les noms de ces municipalités.
 3. Le montant dû pour prêt aux incendiés.
 4. Les noms des corporations et municipalités qui ont contracté ces derniers emprunts, 143.
14. *Justice* :—Pour copie de toute correspondance échangée entre le gouvernement de cette province et le gouvernement de la puissance du Canada ou aucun de ses membres, depuis la dernière session, relativement à l'administration de la justice en cette province et la nomination des juges ; et aussi, copie de toute correspondance échangée entre le gouvernement de cette province ou aucun de ses membres et l'Honorable Juge Bélanger, ou tout autre juge ou juges, relativement aux dispositions de la loi passée à la dernière session, 40 Vict., chap. 13, et concernant généralement l'administration de la justice, 27. Voir *Documents*, 22.
15. *Limites* :—Pour un état des limites vendues depuis le 10 décembre 1873, indiquant l'endroit où sont ces limites, leur étendue, les noms des possesseurs, les dates des octrois, le mode, vente, le prix payé par mille, le montant total, la date du paiement, le mode de paiement ; le dit état devant comprendre toutes les limites qui ne sont pas mentionnées dans l'appendice No. 50 du rapport du Commissaire des Terres de la Couronne pour 1874, ou qui ayant été remises au gouvernement depuis la date de ce rapport ont été revendues depuis, etc., 49. Voir *Documents*, 23.

ADRESSES AU LIEUTENANT-GOUVERNEUR :—*Suite.*

16. *Montréal, Bureau d'Enregistrement* :—Copie de la correspondance échangée entre le gouvernement de la Puissance et le gouvernement local, au sujet de la division du bureau d'enregistrement de Montréal, comprenant le rapport du ministre de la justice à ce sujet, et la pétition des citoyens de Montréal, demandant que le bill soit rejeté, ainsi qu'une copie d'une dépêche du Secrétaire d'Etat de Sa Majesté, et toute communication de Son Excellence au Gouverneur-Général à ce sujet, et tout autre document, représentation et communication ayant trait à cette question, 30. Voir *Documents*, 25.
17. *Montréal* :—Pour tous les contrats, soumissions, expertises, reçus des sommes payées, pièces justificatives et tous documents concernant la construction de la prison des femmes à Montréal, 175.
18. *Montréal* :—Pour un état constatant le coût de la construction du Palais de Justice de Montréal, et du montant reçu par le gouvernement en paiement du coût de cette construction, 106.
19. *Montréal, Portland et Boston* :—Pour un état indiquant quel montant a été payé à la compagnie du chemin de fer Montréal, Portland et Boston, depuis le 1er janvier 1876 jusqu'à cette date, le dit état devant aussi contenir le détail des diverses sommes payées ou remises à certaines personnes autorisées par les propriétaires, à travers les propriétés desquelles le dit chemin se trouve à passer, et la compagnie; avec copie de toute correspondance intervenue entre le gouvernement, la compagnie ou toute autre personne à ce sujet, 121.
20. *Peltier Edouard* :—Pour un état indiquant le nombre d'enquêtes faites par Edouard Peltier, écr., coronaire du district d'Iberville depuis sa nomination à venir au 1er novembre dernier; indiquant aussi la date de ces enquêtes, la date que les comptes ont été filés au gouvernement pour les frais de chacune de ces enquêtes, la date du paiement fait par le gouvernement au dit coronaire, et la date de la distribution de l'argent aux personnes employées par lui lors de ces enquêtes, 43.
21. *Prison* :—Pour un état constatant le nombre de personnes envoyées en prison en 1877 dans les cités de Montréal et de Québec, faute de pouvoir payer les amendes auxquelles elles avaient été condamnées, et combien le gouvernement de cette province a reçu, et quel montant lui est dû par chacune de ces municipalités pour la pension et entretien de ces prisonniers pendant la même année; quel est le coût total par année de l'entretien des prisonniers dans chacune des prisons de Montréal et de Québec, et quelle est la dépense par jour pour l'entretien et la pension de chaque prisonnier dans ces deux prisons, 106.
22. *Prison de Réforme* :—Pour un état indiquant le nombre de sujets détenus actuellement dans la prison de réforme, la date de leur condamnation, la cause de leur condamnation ou la nature de leur méfait, le montant qu'ils ont volé, et à qui, (si c'est à des parents ou à des étrangers), et par qui ils ont été condamnés, et la durée de leurs sentences pour les deux dernières années, 112.

ADRESSES AU LIEUTENANT-GOUVERNEUR :—*Suite.*23. *Propriétés immobilières* :—Pour un état indiquant :

1. La valeur, telle que constatée par le dernier rôle de cotisation de chaque municipalité, de toutes les propriétés immobilières situées dans la province de Québec.
2. La valeur telle que constatée par le dernier rôle de cotisation, fait conformément à la loi, dans chaque municipalité, de toutes les propriétés mobilières situées dans chaque municipalité.
3. Le montant de la dette de chaque municipalité située dans cette province et la valeur de l'actif de chaque telle municipalité.
4. Le montant des cotisations prélevées pour les fins municipales dans chaque municipalité.
5. Enfin, toutes autres statistiques que les secrétaires-trésoriers des municipalités sont obligés, en vertu du code municipal et des lois qui l'ont amendé jusqu'à ce jour, de transmettre chaque année aux trois branches de la législature, le tout tel que constaté dans le dernier rapport fait jusqu'à ce jour, par chaque secrétaire-trésorier, à la législature, 174.

24. *Québec, Montréal, Ottawa et Occidental* :—Pour copie de tous rapports, plans, correspondances et documents relatifs au tracé du chemin de fer de Québec, Montréal, Ottawa et Occidental, entre Trois-Rivières et Montréal, et de tous ordres en conseil déterminant le dit tracé, ou en changeant la direction originale, 27.25. *Québec, Montréal, Ottawa et Occidental* :—Pour un rapport détaillé des dépenses encourues depuis le 24 décembre 1875, jusqu'à ce jour, pour tous arpentages, explorations et opérations quelconques, en vue de l'indication définitive ou de tout projet de changement de tracé du chemin de fer de Québec, Montréal, Ottawa et Occidental, entre Maskinongé, Montréal et Terrebonne, avec indication des noms de toutes les personnes employées à ces opérations, de la durée de leurs services, et du montant de leurs salaires ou honoraires respectifs, etc., 43. Voir *Documents*, 31.26. *Québec, Montréal, Ottawa et Occidental* :—Pour un état des nominations faites par les commissaires du chemin de fer Québec, Montréal, Ottawa et Occidental, depuis la dernière session jusqu'à la fin de l'année 1877, constatant le nom des employés nommés pendant cette période, leur fonction et leur salaire, 59. Voir *Documents*, 32.27. *Québec, Montréal, Ottawa et Occidental* :—Pour un état indiquant :

1. Les noms de tous les employés et journaliers ou ouvriers qui ont été victimes de quelqu'accident en travaillant sur cette partie du chemin de fer de Québec, Montréal, Ottawa et Occidental, entre Québec et Montréal, depuis le 1er janvier 1877 jusqu'à ce jour ;
2. La cause de chaque accident ;
3. Les suites de l'accident, dans chaque cas, 143. Voir *Documents*, 33.

28. *Québec, Montréal, Ottawa et Occidental* :—Motion pour une adresse demandant un état indiquant :

1. Le nombre de soumissions qui ont été reçues par le gouvernement pour la location du chemin de fer de Québec, Montréal, Ottawa et Occidental.
2. Les noms des personnes qui ont soumissionné et les noms et désignations des sociétés commerciales ou à fonds social qui ont soumissionné.

ADRESSES AU LIEUTENANT-GOUVERNEUR :—*Suite.*

28. *Québec, Montréal, Ottawa et Occidental* :—*Suite.*

3. Le montant offert par chacune de ces personnes, ou ces sociétés commerciales ou à fonds social, pour la location du dit chemin, les termes et manière de paiement.
4. Les noms des personnes offertes comme cautions des dits soumissionnaires ; Rejetée sur division, 174.

29. *Richelieu* :—Pour copie de la correspondance qui a eu lieu entre le gouvernement ou aucun des départements publics et le shérif du district de Richelieu ou toute autre personne, au sujet des personnes logées dans la prison commune du district de Richelieu par les hommes de police de la ville de Sorel, en vertu des règlements de la corporation de cette ville, 112.

30. *Richelieu* :—Copie de la correspondance qui a eu lieu entre aucun des départements et le shérif du district de Richelieu, et le shérif du district des Trois-Rivières, au sujet du montant payable respectivement à la corporation de la cité des Trois-Rivières et de la ville de Sorel, pour l'eau qui est fournie au palais de justice et de la prison de ces villes, 121. Voir *Documents*, 37.

31. *Rioux Nicolas* :—Pour copie de toute correspondance échangée entre le gouvernement de cette province et le gouvernement fédéral au sujet de certains droits seigneuriaux "ou corvées" dans la seigneurie des Ha! Ha! dite Nicolas Rioux, comté de Rimouski, et de tout ordre en conseil en rapport à ce sujet, 45. Voir *Documents*, 38.

32. *Témiscouata* :—Pour un état indiquant le nombre de milles de chemin faits dans la colonie de repatriement de Témiscouata, et le montant dépensé pour ces milles de chemin, le nombre de ponts faits, le coût payé pour ces ponts, aussi les noms des entrepreneurs, soit des chemins ou des ponts, et les conducteurs qui ont été chargés de conduire certains travaux dans la dite colonie ; le nombre de lots mis en réserve pour l'établissement des colons, et faisant connaître les travaux faits depuis le 1er mai 1876 au 30 juin 1877, et depuis le 30 juin 1877 à cette date, 52.

AGRICULTURE, IMMIGRATION ET COLONISATION :—Comité permanent nommé, 5, 34. Premier rapport recommandant une réduction du quorum ; Quorum réduit à neuf membres, 45. Second rapport. (Appendice, No. 5), 190.

AGRICULTURE ET DES TRAVAUX PUBLICS :—Rapport du Commissaire. Voir *Documents*, 1.

AGRICULTURE ET TRAVAUX PUBLICS :

1. Bill pour amender de nouveau l'acte d'—(Du Conseil) ; Lu, 132. Renvoyé à un comité général, 139. Considéré ; Rapport de progrès, 148. Considéré de nouveau ; Amendé ; Amendements lus la 1ère fois, 151. 94ème règle suspendue ; Bill ré-imprimé, 154. Lu la 3ème fois et passé, 172. Amendements adoptés par le Conseil, 180. S. R., 211. (41 Vict., ch. 5.)

2. Pétition demandant des amendements à l'acte concernant l'agriculture, 104.

AJOURNEMENT DE LA CHAMBRE :—Voir *Assemblée Législative*.

ALIÉNÉS :—Bill pour amender les actes concernant la réclusion des aliénés (L'Hon. M. Chapleau), 172.

AMENDEMENTS :—Voir *Questions*.

ARCHIVES HISTORIQUES :—Pétition demandant au gouvernement de faire copier et réunir en dépôt nos archives historiques, 119.

ARPENTEURS ET ARPENTAGES :—Bill pour amender le ch. 77 des S. R. du C., concernant les—(Hon. M. Garneau), 55.

ARRÉRAGES DÛS AU GOUVERNEMENT :—Voir *Adresses*, 1.

ASILE DES ALIÉNÉS DE QUÉBEC :—Voir *Documents*, 2.

ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE :

1. La Chambre se rend auprès de Son Excellence :—A la barre du Conseil ; à l'ouverture de la Session, 1. A la clôture de la session, 211.

2. Ses votes devant être imprimés chaque jour, 5.

Réunions et ajournements de la Chambre :

3. Continue à siéger après minuit, 64, 126, 159, 164, 183, 188, 209.

4. Siége le samedi, 170, 193, 201, 209.

5. Devant avoir deux séances le même jours, 164, 179.

6. Ajourne du samedi au lundi à 11 h. A. M., 173.

7. Ajourne au lendemain à 10 h. A. M., 164.

8. Ajourne au lendemain à 11½ h. A. M., 197.

9. Ajourne du 21 décembre 1877 au 17 janvier 1878, 27.

10. Ajourne pour quinze minute, 25, 45.

11. Ajourne par respect pour la mémoire de Sainteté Pie. IX, 119.

12. Ajourne du mardi au jeudi, 202.

ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE :—Bill pour déclarer inéligible et incapable de siéger dans l'Assemblée Législative, etc., de la province de Québec, tout actionnaire de compagnie de chemin de fer, etc. (M. Bachand), 106. Motion pour seconde lecture, négative, 200.

ASSURANCE :—Bill pour consolider et amender la loi pour assurer aux femmes et aux enfants le bénéfice de l'assurance sur la vie de leur mari et de leurs parents (M. Würtele). Présenté, 35.

ASSURANCE :—Compagnie d'—Voir *Adresses*, 2.

ASSURANCE MUTUELLE DES FABRIQUES :—Pétition demandant des amendements aux actes concernant les associations d'assurance mutuelle des fabriques, 66. Rapport de l'avis, 77. Bill (M. Taillon), 78. Renvoyé au comité des bills privés, 114. Rapporté amendé, 141. Considéré en comité; Rapporté; Passé, 153. Par le Conseil, 193. S. R., 213. (41 Vict., ch. 50).

BAGOTVILLE :—Pétition demandant des amendements à l'acte érigeant le village de Bagotville en municipalité séparée (39 Vict. ch. 45), 63. Rapport que les avis n'ont pas été donnés, 77.

BATIMENTS EN BOIS :

1. Bill pour défendre l'érection de—dans les cités et les villes (M. Würtele), présenté, 30.

2. Pétition demandant que ce bill ne soit pas appliqué à la cité de Sherbrooke, 70.

BARREAU :—Bill pour amender l'acte de cette Province, 32 Vict. ch. 27, concernant le—de la province de Québec (du Conseil), 169; Lu, 170.

BEAUHARNOIS :—Hôpital St. Joseph de :—Pétition; demande d'aide, 34.

BEAUPORT :—Union St Joseph de Notre Dame de :—Pétition demandant un acte d'incorporation sous ce nom, 33. Rapport de l'avis, 51. Bill (L'Hon. M. Garneau), 52. Renvoyés au comité des bills privés, 59. Rapporté amendé, 86. Considéré en Comité; Rapporté; Passé, 109. Par le Conseil, 166. Motion pour le remboursement de l'honoraire; objection; M. l'Orateur décide que la motion n'est pas dans l'ordre, 185. S. R. 412. (41 Vict., ch. 34.)

BÉCHARD, THÉODORE :—Pétition de André Roy et autres; demandant le remboursement du produit de la vente des terres de M. Théodore Béchard, 118.

BERNIER'S QUARRIES AND TRAMWAY COMPANY :—Pétition demandant un acte d'incorporation sous ce nom, 28. Rapport de l'avis, 67. Bill (M. Ogilvie), 67. Renvoyé au comité des chemins de fer, 135. Rapport que le préambule du bill n'est pas prouvé, 146. Rapport recommandant que l'honoraire sur ce bill soit remboursé, 160.

BIBLIOTHÉCAIRE :—Rapport annuel du—, 6. Voir *Documents*, 3.

BIBLIOTHÈQUE DE LA LÉGISLATIVE, COMITÉ COLLECTIF DE LA—; Membres nommés par l'Assemblée, 29. Message envoyé au Conseil, 29. Message du Conseil désignant les membres dommes par lui, 52. Rapport du comité conjoint, 127.

BILLS :

1. Préambule d'un bill non prouvé, 146.
2. Renvoyés à des comités spéciaux, 60.
3. Renvoyés à un comité spécial sur un autre bill, 68, 121, 144.
4. Motion pour renvoyer à trois mois de la seconde lecture d'un bill, négative, 168.
5. Comité général renvoyé à trois mois, 188.
6. Considéré en comité, rapporté, lu la 3me fois et passé à la même séance, 173, 187.
7. Bills combinés en un seul bill, 133.
8. Passés plus vite qu'à l'ordinaire, 178.
9. Honoraires sur bills remboursés, 153.
10. Rapport concernant la traduction, etc., des bills, 161.
11. Bills ré-imprimés, 133, 142, 148, 154.
12. Bills retirés, 141.
13. Amendés par le Conseil, 180, 184.
14. Amendements adoptés de suite par la Chambre, 181, 182, 184.
15. Considération remise à un autre jour, 190.
16. Amendements aux amendements du Conseil, 182.
17. Amendements du Conseil renvoyés à un comité général, 182.
18. Bills du Conseil Législatif, 132, 137, 180.
19. Sanctionnés, 211.
20. Sanction d'un bill réservée, 214.

BILLS PRIVÉS :

1. Comité permanent des divers bills privés nommé, 5, 21, 24. Premier rapport et réduction du quorum, 25. Quorum réduit à neuf membres, 25. Autres rapports sur divers bills, 46, 71, 77, 86, 111, 119, etc.
2. Bills renvoyés à ce comité, 31, 56, 62, 64, etc.

BILLS PRIVÉS :—Suite.

3. Rapport que le préambule d'un bill n'est pas prouvé, 146.
4. Rapport recommandant que le délai pour la réception des bills privés et des rapports sur iceux sont prolongé, 25, 114, 120, 141. Adopté, 25, 45, 104, 120, 141.
5. Rapport concernant la traduction, etc., des bills, 161.
6. Recommandant que le promoteur d'un bill ait la permission de le retirer, 160, Adopté, 161.
7. Recommandant que l'honoraire payé sur un bill soit remboursé, 141, 160.
8. Qu'il est d'opinion que la Législature ne devrait pas intervenir, 152.
9. Motions pour que l'honoraire payé sur un bill soit remboursée; motions objectées et renvoyées, 176, 185.
10. Appel de l'ordre du jour pour bills privés, et heure fixée par cet appel certains jours, en vertu de la 19^{ème} règle, 62, 64, 72, 94, 108, 123.

BOIS :—Coupe de bois. Voir *Adresse 3, Documents 39.*

BONAVENTURE :—Nouveau writ, 1. Certificat de l'élection de J. I. Tarte, Ecr, 4. Prête serment et prend son siège, 4.

BON PASTEUR :—La Chambre décide et se forme en comité pour prendre en considération une certaine résolution concernant les conventions stipulées entre le gouvernement et les Dames Religieuses de Notre-Dame de Charité du Bon Pasteur, de Montréal; Signification de la recommandation de Son Excellence; Le comité délibère; Résolution à rapporter, 138. Rapportée et adoptée, 147.

BOUCHERVILLE DE :—Voir DeBoucherville.

BREF D'INJONCTION :—Bill pourvoyant à ce que le bref d'injonction puisse être obtenu en certain cas et réglant la procédure à cette fin (L'Hon. M. Angers); Présenté, 35. Renvoyé à un comité général, 56. Considéré en comité; Amendé, 117. Rapporté; Passé, 123. Par le Conseil, 169. S. R., 212. (41 Vict., ch. 14).

BUCKINGHAM, SOCIÉTÉ ST. JEAN-BAPTISTE DE :—Pétition demandant un acte d'incorporation sous ce nom, 33. Rapport de l'avis, 47. Bill (M. Duhamel), 55. Renvoyé au comité des bills privés, 62. Rapporté amendé, 104. Considéré en comité; Rapporté; Passé, 114. Par le Conseil, 174. S. R., 212. (41 Vict., ch. 36).

BUREAUX D'ENREGISTREMENT :—Motion, demandant que les vacances dans les—soient remplies, négative, 186.

BURKE, ROBERT J. :—Pétition demandant la passation d'un acte autorisant le collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec, à l'admettre, après examen, à la pratique de la médecine, 50. Rapport de l'avis, 55. Bill (L'Hon. M. Chapleau), 57. Renvoyé au comité des bills privés, 64. Rapport que le promoteur désire retirer le bill et que l'honoraire soit remboursé, 160.

BUVETTE DU PARLEMENT :—Pétitions demandant la fermeture de la buvette (*Bar Room*) du Parlement, 66, 119.

CADASTRES :—Voir *Adresses*, 4. *Documents*, 4.

CATELLI ET FRÈRES :—Pétition demandant de l'aide pour l'établissement d'une manufacture pour extraire et préparer la fécule de pomme de terre, 47.

CERCLE CATHOLIQUE DE QUÉBEC :—Pétition demandant un acte d'incorporation sous ce nom, 33. Rapport de l'avis, 45. Bill (M. Tarte); Présenté, 48. Renvoyé au comité des bills privés, 53. Considéré en comité; Amendé; Rapporté; Passé, 158. Par le Conseil, 167. S. R., 212. (41 Vict., ch. 37).

CERCLE ST. LOUIS :—Pétition demandant un acte d'incorporation sous ce nom, 33. Rapport de l'avis, 45. Bill (M. Turcotte), 48. Renvoyé au comité des bills privés, 56. Rapporté amendé, 86. Considéré en comité; Rapporté; Passé, 108. Par le Conseil, 143. Motion que l'honoraire soit remboursé; Objection; M. l'Orateur désire que la motion n'est pas dans l'ordre, 185. S. R., 212. (41 Vict., ch. 38).

CHAMBLY, LAVAL ET JACQUES-CARTIER :—Pétition de la compagnie d'assurance mutuelle contre le feu des comtés de—demandant un acte d'incorporation, 32. Rapport de l'avis, 57. Bill (M. Préfontaine), 163. Renvoyé au comité des bills privés, 72. Rapporté amendé, 122. Considéré en comité; Rapporté; Passé, 129.

CHAMBLY :

1. Pétition; Demande d'aide pour les Sœurs de la Charité, 66.

2. Demande d'aide pour l'Hôpital de St. Joseph, 66.

CHASSE :

1. Bill pour amender la loi de la chasse en cette province (M. Turcotte), 52. Motion pour seconde lecture; Débats; Ajournés, 164.

2. Pétition demandant que certaines parties du bill pour amender la loi de la chasse ne deviennent pas loi, et pour d'autres fins, 173.

CHAPLEAU, L'HON. J. A. :—Motion pour le renvoi à un comité spécial de la déclaration de Sydney Robert Bellingham, écuier, que l'Honorable Joseph Adolphe Chapleau, un des directeurs et le vice-président de la compagnie du chemin de fer des Laurentides, a agi comme directeur du dit chemin de fer, en vertu d'une qualification pour agir comme tel directeur, reçue de J. B. Deslongchamps; Objecté qu'une question de privilège ne peut pas être renvoyée à un comité spécial, mais qu'elle devrait être renvoyée au comité nommé à cette fin, c'est-à-dire au comité des privilèges et élections; M. l'Orateur dit à la Chambre qu'il donnera sa décision ce soir; Objection retirée, 161. Débats repris sur la motion principale; Amendement que cette Chambre ne juge pas qu'il est nécessaire de prendre aucune action dans cette affaire, adoptée sur division; Motion principale, ainsi amendée, adoptée sur division, 163.

CHEMINS :—Pétition demandant de l'aide pour des chemins Ste. Emmélie de l'Energie ; Buckland et Mailloux ; St. Ambroise de Kildare, 34. St. Ephrem de Tring ; Malbaie ; St. Irénée ; Broughton ; Adstock, 54. St. Damien, 63. Chicoutimi ; Ste. Monique, 67. Tring et Adstock, 77. Ste. Marie de Blanford, 104. St. Ephrem de Tring ; St. Cyrille de Lessard ; Ste. Eulalie, 118. Maddington et Ste. Gertrude, 119. Watford et Rawdon, 127. Watford et Cranbourne ; Ste. Germaine ; Ste. Justine et St. Léon de Standon, 152. Langevin ; Grandes Coudées, 160. Cap St. Ignace, 165. Buckland ; St. Malachie, 170.

CHEMINS A BARRIÈRES DE QUÉBEC NORD :

1. Bill pour amender les différents actes concernant les—(M. Alleyn), 119. Motion pour seconde lecture ; Objection ; M. l'Orateur déclare que le bill n'est pas dans l'ordre, 164.

2. Bill pour amender l'acte 20 Vict., chap. 125, au sujet des chemins à barrières de Québec Nord (M. Alleyn), 171. Lu la 2ème fois sur division et renvoyé à un comité général. Signification de la recommandation de ce bill par Son Excellence, 197. Considéré ; Amendé ; Rapporté ; Passé, 198. Par le Conseil, 210. S. R., 213. (41 Vict., ch. 46).

CHEMIN DE COLONISATION DU NORD :

1. Pétitions demandant respectivement qu'on leur rende justice relativement à leur souscription au chemin de fer de colonisation du nord, 135, 160.

2. Pétition demandant que le gouvernement sauvegarde leurs droits relativement à leur souscription de \$25,000 à la compagnie du chemin de colonisation du nord de Montréal, 135.

CHEMINS DE FER :

1. Nomination du comité des chemins de fer, etc., 5, 24. Premier rapport ; quorum réduit à neuf membres, 25. Bills renvoyés à ce comité, 50, 135, etc. Autres rapports sur divers bills, 118, 141, etc.

2. Bill pour amender l'acte des chemins de fer de Québec, 1869 (L'Hon. M. Chapleau), 140. Lu la 2ème fois sur division et renvoyé à un comité spécial, 196. Premier rapport, demandant une réduction de son quorum ; Quorum réduit à trois membres, 200.

3. Bill pour amender l'acte 32 Vict., ch. 51, concernant les—(M. Champagne), 127. Lu la 2ème fois et renvoyé à un comité général, 178. Considéré en comité ; Rapporté ; Passé, 189. Par le Conseil, 201. S. R., 213. (41 Vict., ch. 19).

4. La Chambre décide se former en comité pour prendre en considération certaines résolutions concernant certains chemins de fer ; Signification de la recommandation de Son Excellence ; Le comité délibère ; Résolutions à rapporter 172. Rapportées ; Débats ; Débats ajournés, 179. Débats repris ; Amendement à la réception du rapport ; Négatif ; Résolutions adoptées, 184. Bill basé sur ces résolutions (L'Hon. M. Angers), 184. Lu la 2ème fois sur division ; Renvoyé à un comité général ; Considéré ; Amendé ; Rapporté ; Passé, 194. Par le Conseil, 210. S. R., 213. (41 Vict., ch. 2).

CHEMINS DE FER :—Suite.

5. La Chambre décide se former en comité pour prendre en considération certaines résolutions concernant le fonds consolidé des chemins de fer de la province de Québec ; Signification de la recommandation de Son Excellence ; Le comité délibère ; Série de résolutions à rapporter, 136. Rapportées et adoptées, 144. Bill basé sur ces résolutions (L'Hon. M. Church), 145. Lu la 2ème fois sur division, 166. Lu la 3ème fois sur division et passé, 170. Par le Conseil, 193. S. R., 213. (41 Vict., ch. 1).

CLANCY MARGERET :—Pétition demandant une rémunération en conséquence des longs services rendus au gouvernement par feu son mari, 135.

CODE CIVIL :

1. Bill pour amender le titre cinq du code civil (M. Bachand), 49. Lu la seconde fois et renvoyé à un comité spécial, 121.

2. Bill pour amender l'article onze du code civil (M. Bachand), 48.

3. Bill pour amender l'article 1571 du code civil (M. Marchand), 78. Lu la 2ème fois et renvoyé à un comité spécial (Voir *Scellés et Inventaires*), 144.

4. Bill pour abroger les articles 2172 et 2173 du code civil du Bas-Canada (M. Mathieu), 105. Ordre pour seconde lecture, négativé, 140.

5. Bill pour amender les articles 2093, 2098 et 2099 du code civil (M. Würtele), 170.

CODE DE PROCÉDURE CIVILE :

1. Bill pour protéger les créanciers hypothécaires, dans la vente des biens immobiliers par les shérifs, et pour amender dans ce but l'article 699 du code de procédure civile (M. Lynch), 71. Lu la 2ème fois et renvoyé à un comité spécial (Voir *Scellés et Inventaires*), 144. Rapport, 166. Considéré en comité ; Amendé ; Rapporté et passé, 177. Par le Conseil, 209. S. R., 213. (41 Vict., ch. 15).

2. Bill pour suppléer aux articles 648, 649 et 650 du code de procédure civile, concernant les ventes de shérifs en pourvoyant à ce que les avis de ces ventes soient donnés aux créanciers hypothécaires (M. Würtele), 68. Lu la 2ème fois et renvoyé à un comité spécial (Voir *Scellés et Inventaires*), 144.

3. Bill pour amender l'article 997 du code de procédure civile, relativement aux poursuites contre certaines corporations (L'Hon. M. Angers). Présenté, 35. Renvoyé à un comité général, 56. Considéré en comité ; Rapporté ; Passé, 117. Par le Conseil, 132. S. R., 212. (41 Vict., ch. 13).

4. Bill pour amender le Code de Procédure Civile du Bas-Canada (M. Mathieu), 51. Lu la seconde fois et renvoyé au comité spécial sur le bill pour amender le titre cinquième du Code Civil, 122.

5. Bill pour amender l'article 873 du—(M. Turcotte), 48. Lu la 2ème fois et renvoyé à un comité général, 128. Considéré ; Amendé ; Rapporté ; Passé, 140. Par le Conseil, 169. S. R., 212. (41 Vict., ch. 12).

CODE MUNICIPAL :

1. Bill pour amender de nouveau le code municipal à l'égard de la perception des taxes devenues dues sur des terrains après leur adjudication (M. Wurtele) ; Présenté, 31. Renvoyé à un comité général, 64. Ordre déchargé ; Bill renvoyé au comité spécial sur le code municipal (Voir *infra*, 8). Rapport, 133.

2. Bill pour amender certains articles du—de la province de Québec, (M. Laberge), 51. Renvoyé au comité spécial (Voir *infra*, 8), 68. Rapport, 133.

3. Bill pour amender certains articles du—(M. Watts), 49, Renvoyé au comité spécial, (Voir *infra* 8), 72. Rapport, 133.

4. Bill pour amender le—de la province de Québec, M. Mathieu), 51. Renvoyé au comité spécial, (Voir *infra*, 8), 72. Rapport, 133.

5. Bill pour amender de nouveau l'article 499 du—de la province de Québec, (M. Watts), 55. Renvoyé au comité spécial, (Voir *infra*, 8), 72, Rapport, 133.

6. Bill pour amender le code municipal (M. Dupont), 58. Renvoyé au comité spécial (Voir *infra*, 8), 72. Rapport, 133.

7. Bill pour amender de nouveau le—(M. LeCavalier), 72. Renvoyé au comité spécial (Voir *infra*, 8), 72. Rapport, 133.

8. Comité spécial nommé pour prendre en considération tous les bills pour amender le—et tous les amendements qui pourront y être suggérés, 68. Permission au comité de faire rapport de temps à autres, 105. Premier rapport ; demandant une réduction du quorum ; Quorum réduit à cinq membres, 105. Seconde lecture du rapport sur divers bills, 133. Divers bills remis en un seul, 133. Second rapport adopté, 133. Bill réimprimé, 133. Considéré de nouveau ; Rapport de progrès, 166, 167, 186. Amendé ; Rapporté ; Passé, 188. Par le Conseil, 209. S. R., 212. (41 Vict., ch. 18).

9. Pétitions demandant des amendements au—70.

10. Petition demandant des amendements à l'article 1030 du—, 63.

11. Petition demandant des amendements à l'article 1030 du—, 54.

CODIFICATION :—Voir *Adresses*, 5. *Documents*, 5, 6.

COLLOCATION DES FRAIS :—Bill concernant la collocation des frais (M. Wurtele). Présenté, 30.

COMITÉS :

1. Résolutions pour la nomination de six comités permanents, 5. Motion pour la formation d'un comité pour préparer la liste des membres qui doivent les composer ; Ajournée, 21. Adoptée, 23. Rapportée, 24, 34. Adoptée, 35. Voir *Privilèges*, *Ordres Permanents*, *Chemins de Fer*, *Canaux*, etc., *Bills privés*, *Lois expirantes*, *Impressions*, *Comptes Publics*, *Agriculture*, *Immigration et Colonisation*, *Industrie*. Voir aussi *Bibliothèque*.

COMITÉS :—*Suite.*

2. Comités collectifs. Voir *Bibliothèques. Impressions.*

3. Comités spéciaux. Voir *Code Municipal, Code Civil, Taxation Municipale, Scellés et Inventaires, etc., etc.*

COMMISSAIRES :—Bill pour amender l'acte concernant les Cours des—pour la décision sommaire des petites causes (M. Lynch), 55. Renvoyé à un comité général, 122. Considéré ; Amendé, 164. Rapporté, 166. Ordre pour 3^{me} lecture ; Motion pour renvoyer de nouveau le bill à un comité général, négativee ; Lu la 3^{ème} fois et passé, 177. Par le Conseil, 201. S. R., 213. (41 Vict., ch. 17).

COMPAGNIES A FONDS SOCIAL :—Bill pour amender l'acte concernant les compagnies à fonds social pour la construction de chemins, et de certains autres travaux (M. Molleur), 55. Renvoyé à un comité général, 64. Considéré en comité ; Amendé, 111. Rapporté, Passé, 115. Par le Conseil, 151. S. R. (41 Vict., ch. 21).

COMPAGNIES A FONDS SOCIAL :—Bill pour amender l'acte concernant l'incorporation des—(M. Bachand), 26. Lu la 2^{ème} fois et renvoyé à un comité général, 31. Considéré ; Amendé ; Rapporté, 50. Passé, 140. Par le Conseil, 174. S. R., 211. (41 Vict., 22).

COMPAGNIES D'ASSURANCE MUTUELLE :—Bill pour amender le code municipal de la province de Québec, aux fins de permettre l'établissement de compagnies d'assurance mutuelle sous le contrôle et la garantie des municipalités (M. Molleur), 55. Motion pour seconde lecture ; Objection que le bill n'est pas dans l'ordre ; M. l'Orateur déclare le bill hors d'ordre, 79.

COMPAGNIE DE CHEMIN DE FER :—Voir *Adresses*, 6.

COMPAGNIE FRANCO CANADIENNE :—Voir *Metgermette*.

COMPTES PUBLICS :—Comité permanent nommé, 6, 34. PREMIER RAPPORT, recommandant une réduction de son quorum ; Quorum devant être de neuf, 45. Voir *Documents*, 7.

CONSEIL LEGISLATIF :

1. Motion pour modifier la constitution du Conseil Législatif ; Motions en amendement et en amendement à l'amendement ; Adoptées, 107. Motion principale négativee, 109.

2. Motion tendant à déclarer qu'il n'est pas opportun de remplir les places vacantes dans le— ; Objection ; M. l'Orateur décide que l'objection n'est pas valide ; Autre objection ; M. l'Orateur décide que la motion est hors d'ordre, 153.

Messages envoyés au Conseil :

3. Demandant qu'il s'unisse à l'Assemblée Législative dans la nomination de deux comités collectifs au sujet de la bibliothèque, 29. Des impressions, 35.

CONSEIL LÉGISLATIF :—*Suite.*

4. Désignant les députés de l'Assemblée devant faire partie de ces comités, 29, 35.

Messages du Conseil ;

5. Désignant ceux de ses membres devant faire partie du comité collectif de la bibliothèque, 52.

6. Désignant ceux de ses membres devant faire partie du comité collectif des impressions, 52.

7. Admettant les bills de l'Assemblée (ou des amendements faits à ses bills) avec ou sans amendement, 132, 137, 143, 151, 166, 169, 180, 193, 209, 210.

8. Transmettant ses bills et demandant le concours de l'Assemblée, 132, 137, 169, 180.

CÔTEAU DU LAC :

1. Pétition ; demande d'aide pour les Sœurs de l'Asile de la Providence, 51.

2. Pétition demandant à être affiliés à la maison des Dames de la Providence, du Côteau du Lac, comté de Soulanges, etc., 152.

CÔTE ST. PAUL :—Pétition demandant la passation d'un acte pour ériger en municipalité rurale une partie de la municipalité du village de la Côte St. Paul, 51. Rapport de l'avis, 70. Bill (M. Taillon), 71. Renvoyé au comité des bills privés, 124. Rapporté amendé, 141. Considéré en comité ; Amendé ; Rapporté ; Passé, 153. Par le Conseil, 193. S. R., 213. 41 Vict., ch. 27.)

COUR DU BANC DE LA REINE :—Bill pour amender le chapitre 77 des Statuts Refondus pour le Bas-Canada, concernant la Cour du Banc de la Reine. (L'Hon. M. Angers), 166. Lu la seconde fois ; Renvoyé à un comité général ; Amendé ; Rapporté ; Passé, 178. Par le Conseil avec un amendement, 209.

COUR SUPÉRIEURE :—Bill pour amender la loi relative à la constitution de la cour supérieure. (L'Hon. M. Angers) : Présenté, 35. Motion pour seconde lecture ; Débats ; Débats ajournés, 171. Repris ; Lu la 2ème fois sur division et renvoyé à un comité général ; Considéré ; Rapporté ; Passé ; 173. Par le Conseil avec amendements, 201.

DÉBOUCHERVILLE :—Motion—qu'attendu que le Lieutenant-Gouverneur a signifié à l'Hon. M. DeBoucherville, son désir que les explications ne soient pas données aujourd'hui au sujet du renvoi d'office des membres du Conseil Exécutif, mais seulement après qu'un nouveau cabinet aura été formé.—Cette Chambre s'ajourne ; adoptée, 202. Motion, que la Chambre s'ajourne. Amendement—que cette Chambre n'a et ne peut avoir confiance dans aucune administration qui pourrait être substituée à celle qui a été démise, etc., 202. Diverses objections à cette motion et à l'amendement, Décisions de M. l'Orateur (Voir *Questions*), en faveur de la motion et de l'amendement. Amendement adopté sur division ; comité

DEBOUCHERVILLE :—*Suite.*

spécial nommé pour préparer une adresse basée sur ces résolutions, 203. Adresse préparée et rapportée. Objection. Décision de M. l'Orateur ; Appel de la décision de l'Orateur ; Décision ratifiée par la Chambre ; Adresse lue la seconde fois sur division et adoptée. Ordre qu'elle soit grossoyée et envoyée au Lieutenant-Gouverneur, 205. Réponse, 205. Motion pour une autre adresse à Son Excellence le Gouverneur-Général, au Sénat, à la Chambre des Communes et à Son Excellence le Lieutenant-Gouverneur au sujet du dit renvoi d'office, 205. Objections. (Voir *Questions*.) Décisions de M. l'Orateur ; Adresse adoptée sur division, 206. Motion pour une autre adresse au Lieutenant-Gouverneur. Objection ; Décision de M. l'Orateur ; Appel de sa décision ; Décision ratifiée par la Chambre, 211.

DÉPARTEMENT DE LIVRES D'ÉCOLES :—Voir *Adresses*, 9. *Documents*, 9.

DEPUTES :

1. Députés élus ; Rapport du Greffier de la Couronne en Chancellerie, 2 à 4.

2. Prêtent serment et prennent leur siège, 4, 25.

3. Résolutions relatives : 1o à l'élection et au rapport d'élection d'un membre en certains cas ; 2o à la corruption ou aux intrigues, menées, qui peuvent avoir lieu à aucune élection ; 3o à tout offre d'argent ou avantage fait à un membre dans le but de favoriser la passation d'une mesure quelconque, 5

4. Membre admonété, 132.

DEVINS RICHARD JOHN :—Pétition demandant la passation d'un acte l'autorisant à vendre et aliéner certains immeubles, 33. Rapport de l'avis, 51. Bill (M. Préfontaine), 62. Renvoyé au comité des bills privés, 59. Permission que le bill soit retiré et l'honoraire remboursé, 141. Honoraire remboursé, 153.

DISCOURS :—De Son Excellence à l'ouverture des Chambres. Voir *Lieutenant-Gouverneur*, *Orateur*, *Adresses*, 8.

DITTON :—Voir *Adresses*, 10. *Documents*, 10.

DOCUMENTS :

MIS DEVANT LA CHAMBRE, RELATIFS A—

1. *Agriculture* :—Rapport du Commissaire de l'Agriculture et des Travaux Publics, pour l'année expirée le 30 juin 1877. (*Imprimé*, 29). (*Documents de la Session*, No. 4.).....
2. *Asile des aliénés* :—Rapport des médecins, directeurs, propriétaires de l'asile des aliénés de Québec, pour l'année 1876-77. (*Imprimé*, 161.) (*Documents de la Session*, No. 27.).....

ORDONNÉ.	PRÉSENTÉ.
Par ordre de S. E.	29
Do	121

DOCUMENTS.— <i>Suite.</i>	ORDONNÉ.	PRÉSENTÉ.
3. <i>Bibliothèque du Parlement</i> :—Rapport annuel du bibliothécaire.....	111e règle.	6
4. <i>Cadastré</i> :—		
1. Copie de toute correspondance entre le gouvernement ou aucun des honorables ministres et toute personne quelconque au sujet du cadastrage dans les comtés de Soulanges et de Vaudreuil, depuis le 30 novembre 1876.		
2. Un état indiquant le montant que le cadastrage a coûté dans les deux comtés jusqu'à ce jour, quand et à qui, et pour quelles fins les différentes sommes ont été payées. (<i>Imprimé</i> , 161). (<i>Documents de la Session</i> , No. 26.).....	Adresse.	161
5. <i>Codification</i> :—Etat indiquant les noms des commissaires ou commissaire-aviseur nommés pour refondre les Statuts Généraux de la Province, conformément au chapitre 8 des statuts de 1876, ainsi que les noms de leurs secrétaires, copie de leur commission ; le salaire ou la rémunération des dits commissaires et de leurs secrétaires ; et copie des instructions données aux dits commissaires. (<i>Documents de la Session</i> , No. 13.).....	Do	32
6. <i>Codification</i> :—Rapport des commissaires nommés pour opérer la classification, révision et refonte des statuts généraux de la province de Québec. (<i>Documents de la Session</i> , No. 28.) (<i>Imprimé</i> , 146.).....	Par ordre de S. E.	146
7. <i>Comptes Publics</i> :—Comptes publics de la Province de Québec, pour l'année fiscale finissant le 30 juin 1877. Voir <i>Comptes Publics</i> . (<i>Documents de la Session</i> , No. 5.).....	Par acte.	25
8. <i>DeBoucherville</i> :—Copie de la correspondance et des explications relatives au renvoi d'office du cabinet DeBoucherville, lues et communiquées à la Chambre, par l'Hon. A. Angers. (<i>Appendice</i> , No. 7.).....		209
9. <i>Département des livres d'écoles</i> :—Etat des comptes du département des livres d'écoles, jusqu'au 31 décembre dernier constatant :		
1. La recette, comprenant le produit de la vente des livres et des autres objets ;		
2. La dépense, comprenant le prix de l'achat des livres et des autres objets ; montants payés pour location, salaire et toutes autres dépenses en rapport avec ce département.		
3. Le nom des employés. (<i>Imprimé</i> , 112). (<i>Documents de la Session</i> , No. 20.).....	Adresse.	110

DOCUMENTS.— <i>Suite.</i>	ORDONNÉ.	PRÉSENTÉ.
10. <i>Ditton</i> :—Copie de l'enquête des procédés et du rapport du commissaire nommé par le gouvernement au sujet des terrains aurifères ou réputés aurifères de Ditton. (<i>Documents de la Session, No. 22.</i>).....	Adresse.	127
11. <i>Elections contestées</i> :—Copies des jugements et documents se rattachant aux causes des élections contestées qui suivent, savoir : Gaspé, Jacques-Cartier, Laprairie et Montmagny. (<i>Appendice, No. 1.</i>).....	Par acte.	6
12. <i>Elections contestées</i> :—Copie des jugements et documents se rattachant aux causes des élections contestées de Gaspé, Jacques-Cartier, Laprairie, Montmagny et Kamouraska. (<i>Appendice, No. 1.</i>).....	Do	202
13. <i>Employés du Service Civil</i> :—Tableau indiquant la classification des employés du service civil, suivant l'autorité de l'acte 40 Vict., chap. 9. (<i>Appendice, No. 2.</i>)	Message.	30
14. <i>Employés surnuméraires</i> :—Etat indiquant le nombre d'employés surnuméraires de la session, nommés depuis le 1er décembre 1877 jusqu'à cette date, le dit état mentionnant le montant du salaire de chacun de ces employés par jour, et indiquant aussi ceux des dits employés qui ont été payés depuis le 20 décembre 1877 jusqu'au 11 janvier 1878. (<i>Imprimé, 191.</i>) (<i>Appendice, No. 6.</i>).....	Ordre de la Chambre.	183
15. <i>Emprunts</i> :—Etat indiquant tous les emprunts faits jusqu'ici par la province de Québec, au moyen de bons, débiteures ou autrement, indiquant les taux auxquels ces bons et débiteures ont été placés, et le taux de l'intérêt payable par la province sur les dits emprunts. (<i>Documents de la Session, No. 14.</i>)....	Adresse.	43
16. <i>Estimés</i> :—Estimés pour l'année courante et estimés pour l'année financière finissant le 30 juin 1879. Renvoyés au comité des subsides. Voir <i>Subsides.</i> (<i>Documents de la Session, No. 1.</i>).....	Message.	69
17. <i>Estimés supplémentaires.</i> (<i>Documents de la Session, No. 1.</i>)	Do	191
18. <i>Hubert, Fief</i> :—		
1. Copie de tous papiers, titres, documents, concernant les propriétés connues sous le nom de Fief Hubert, près de Québec ;		
2. Copie de toute correspondance échangée entre le gouvernement actuel, ou l'un de ceux qui l'ont précédé, ou aucun des membres de ces gouvernements ou quelqu'un de leurs employés, et René Auguste Richard Hubert, protonotaire à Montréal, ou aucune autre personne concernant le dit Fief, etc., etc.....	Adresse.	59

DOCUMENTS.— <i>Suite.</i>		ORDONNÉ.	PRÉSENTÉ.
19. <i>Imprimeur de la Reine</i> :—Rapport indiquant le nombre d'exemplaires des actes de la dernière session qu'il a imprimés et distribués, les noms des départements, corps administratifs, officiers et autres personnes auxquels ils ont été distribués. (<i>Appendice, No. 3.</i>).....		Message.	44
20. <i>Institutions littéraires, de charité et hôpitaux</i> :—Rapports annuels, etc., des institutions littéraires, de charité et hôpitaux ci-dessous mentionnés, savoir :		Par acte.	
Hôpital St. Charles Barromée,	Joliette.		20
Asile N. D. des Sept Douleurs,	Laprairie.		21
Asile de la Providence,	L'Assomption.		20
Union St. Jean Baptiste,	St. Joseph de Lévis.		27
Union St. Joseph,	do		27
Hôpital St. Paulin,	Maskinongé.		20
Asile de la Providence,	Montréal.		21
Asile des Orphelins St. Patrice,	do		20, 86
Asile St. Joseph du Bon Pasteur,	do		20
Asile Ste. Brigitte,	do		86
Asile des Orphelins Catholiques Romains,	do		20
Asile St. Vincent de Paul,	do		21
Ecole de médecine et de chirurgie,	do		76
Hôpital St. Patrice,	do		20, 53
Société de Numismatique et d'Archéologie,	do		40
Société Bienveillante des Dames,	do		27
Asile du Bon Pasteur,	Québec.		20
Asile Finlay,	do		20
Asile Ste. Brigitte,	do		32
Asile des Orphelins de l'Eglise d'Angleterre,	do		27
Association Musicale,	do		141
Hospice de la Miséricorde,	do		27
Hôtel-Dieu,	do		32
Women's Christian Association,	do		27
Hospice des Sœurs de la Charité,	Rimouski.		27
Hospice St. Joseph,	Ste. Anne Lapocatière.		20, 27
Asile de la Providence,	Ste. Anne Yamachiche.		21
Asile de la Providence,	Ste. Elizabeth.		20
Asile de la Providence,	St. Henri Mascouche.		20, 27
Hôtel-Dieu,	St. Hyacinthe.		20
Ouvroir Ste. Geneviève,	do		20
Asile de la Providence,	St. Joseph Lannoraie.		27
Hospice Ste. Croix,	Ste. Marie de Monnoir.		20
Asile de la Providence,	St. Ursule.		21
Hôpital des Sœurs de la Providence,	St. Vincent de Paul.		20

DOCUMENTS.—*Suite.*

	ORDONNÉ.	PRÉSENTÉ.
Hôpital des Ursulines, Trois-Rivières		20
Beebe Plain Advent Camp Meeting Association.		20
(<i>Pas imprimé</i>).....(<i>Documents de la Session, No. 7.</i>)		
21. <i>Instruction Publique</i> :—Rapport du Ministre de l'Instruction Publique pour l'année 1876-77. (<i>Imprimé, 24.</i>) (<i>Documents de la Session, No. 2.</i>).....	Par acte.	24
22. <i>Justice</i> :—Copie de toute correspondance échangée entre le gouvernement de cette province et le gouvernement de la province du Canada, ou aucun de ses membres, depuis la dernière session, relativement à l'administration de la justice en cette province et la nomination des juges ; et aussi, copie de toute correspondance échangée entre le gouvernement de cette province ou aucun de ses membres, et l'Honorable Juge Bélanger, ou tout autre juge ou juges, relativement aux dispositions de la loi passée à la dernière session, 40 Vict., chap. 13, et en général, ce qui concerne l'administration de la justice. (<i>Documents de la Session, No. 15.</i>).....	Adresse.	43
23. <i>Lalonde Emery</i> :—Copie de toute correspondance entre le gouvernement, ou aucun des honorables ministres, ou toute autre personne quelconque, concernant la nomination de M. Emery Lalonde, junior, comme assistant-secrétaire du bureau du cadastre des comtés de Soulanges et de Vaudreuil. (<i>Documents de la Session, No. 24.</i>).....	Adresse.	133
24. <i>Laprairie</i> :—Copie de la correspondance qui a été échangée entre le gouvernement ou aucun de ses membres, avec aucune personne du comté de Laprairie, relativement à la construction d'un bureau d'enregistrement dans le dit comté, mentionnant aussi les diverses sommes qui ont été payées pour cet objet, et les autorités en vertu desquelles ces sommes ont été payées. (<i>Documents de la Session, No. 29.</i>).....	Adresse.	180
25. <i>Limites</i> :—Etat des limites vendues depuis le 10 décembre 1873, indiquant l'endroit où sont ces limites, leur étendue, les noms des possesseurs, les dates des octrois, le mode de vente, le prix payé par mille, le montant total, la date du paiement, le mode de paiement ; le dit état devant comprendre toutes les limites qui ne sont pas mentionnées dans l'appendice No. 50 du rapport du Commissaire des Terres de la Couronne pour 1874, ou qui, ayant été remises au gouvernement, depuis la date de ce rapport, ont été revendues depuis, etc., etc. (<i>Imprimé, 134.</i>) (<i>Documents de la Session, No. 21.</i>).....	Adresse.	127
26. <i>Montréal, Bureau d'Enregistrement</i> :—Copie de la correspondance échangée entre le gouvernement de la		

DOCUMENTS.—*Suite.*

	ORDONNÉ.	PRÉSENTÉ.
Puissance et le gouvernement local, au sujet de la division du bureau d'enregistrement de Montréal, etc. (<i>Documents de la Session, No. 16.</i>).....	Adresse.	49
27. <i>Musée Impérial</i> :—Lettres et documents concernant le projet de création d'un musée impérial pour les colonies et les judes. (<i>Documents de la Session, No. 6.</i>)	Par ordre.	12
28. <i>Officiers Publics</i> :—Etat renfermant la liste des—du gouvernement qui ont donné des cautionnements ou obligations en garantie depuis le 24 novembre 1876 au 19 janvier 1878.....	Par acte.	35
29. <i>Prisons, Asiles, etc.</i> :—Neuvième rapport des inspecteurs de prisons, asiles, etc., pour la province de Québec, pour les années 1876 et 1877. (<i>Documents de la Session, No. 23.</i>).....	Par ordre de S. E.	129
30. <i>Québec, Montréal, Ottawa et Occidental</i> :—Rapport des commissaires nommés sous l'autorité de l'acte de Québec, 39e Victoria, chap. 2, intitulé : Acte relatif à la construction du chemin de fer de Québec, Montréal, Ottawa et Occidental, sur les progrès des travaux exécutés sur le dit chemin, jusqu'au 1er décembre 1877. (<i>Documents de la Session, No. 11.</i>) <i>Imprimé, 53.</i>).....	Par acte.	53
31. <i>Québec, Montréal, Ottawa et Occidental</i> :—Rapport détaillé des dépenses encourues depuis le 24 décembre 1875 jusqu'à ce jour, pour tous arpentages, explorations et opérations quelconques en vue de l'indication définitive ou de tout projet de changement de tracé du chemin de fer Québec, Montréal, Ottawa et Occidental entre Maskinongé, Montréal et Terrebonne, etc., etc. (<i>Documents de la Session, No. 11.</i>)...	Adresse.	59
32. <i>Québec, Montréal, Ottawa et Occidental</i> :—Etat des nominations faites par les commissaires du chemin de fer de Québec, Montréal, Ottawa et Occidental, depuis la dernière session jusqu'à la fin de l'année 1877, constatant les noms des employés nommés pendant cette période, leurs fonctions et leurs salaires. (<i>Documents de la Session, No. 11.</i>).....	Adresse.	105
33. <i>Québec, Montréal, Ottawa et Occidental</i> :—Etat indiquant :		
1. Les noms de tous les employés et journaliers ou ouvriers qui ont été victimes de quelque accident, en travaillant sur cette partie du chemin de fer de Québec, Montréal, Ottawa et Occidental, entre Québec et Montréal, depuis le 1er janvier 1877 jusqu'à ce jour ;		
2. La cause de chaque accident ;		

DOCUMENTS.— <i>Suite.</i>	ORDONNÉ.	PRÉSENTÉ.
3. Les suites de l'accident, dans chaque cas. (<i>Imprimé</i> , 187.) <i>Documents de la Session</i> , No. 31.).....	Adresse.	187
34. <i>Rapports Municipaux</i> :—De la Province de Québec, pour l'année 1876. (<i>Pas imprimé.</i>) (<i>Documents de la Session</i> No. 9.).....	Par acte.	21
35. <i>Rapports Municipaux</i> :—De la Province de Québec, pour l'année 1877. (<i>Documents de la Session</i> No. 9.).....	Par acte.	179
36. <i>Recettes et Paiements</i> :—De la Province de Québec, depuis le 30 juin jusqu'au 19 déc. 1877. (<i>Imprimé</i> , 43.)...	26	37
37. <i>Richelieu</i> :—Copie de la correspondance qui a eu lieu entre aucun des départements et le shérif du district de Richelieu et le shérif du district des Trois-Rivières, au sujet du montant payable respectivement à la corporation de la cité des Trois-Rivières et de la ville de Sorel, pour l'eau qui est fournie au palais de justice et à la prison de ces villes. (<i>Documents de la Session</i> , No. 25).....	Adresse.	133
38. <i>Rioux Nicolas</i> :—Copie de toute correspondance échangée entre le gouvernement de cette province et le gouvernement fédéral, au sujet de certains droits seigneuriaux ou corvées dans la seigneurie des Ha! Ha! dite Nicolas Rioux, comté de Rimouski, et de tout ordre en conseil à ce sujet. (<i>Documents de la Session</i> , No. 18.) (<i>Imprimé</i> , 60.).....	Adresse.	60
39. <i>Robitaille Louis</i> :—Etat indiquant :		
1. La superficie totale de l'octroi de coupe de bois fait à Louis Robitaille, écuyer, sur la rivière Bonaventure, dans le comté de Bonaventure ou ailleurs, avec la date de cet octroi ;		
2. Les sommes payées au Département des Terres de la Couronne, soit comme bonus, soit comme rente foncière, à compter du dit octroi de coupe de bois, ainsi que les dates de ces paiements ;		
3. Les sommes payées par la Couronne pour l'exploitation de ces limites à bois. (<i>Imprimé</i> , 180.) <i>Documents de la Session</i> , No. 30.).....	Adresse.	180
40. <i>Sentenne M.</i> :—Etat indiquant :		
1. Le rapport de M. Dubreuil, touchant l'administration de M. Sentenne, l'ex-greffier de la cour de circuit de Soulanges ;		
2. Toute correspondance échangée entre le gouvernement et M. Sentenne ;		

DOCUMENTS.—*Suite.*

	ORDONNÉ.	PRÉSENTÉ.
3. Toute plainte et correspondance adressées par différentes personnes au gouvernement relativement à l'administration de M. Sentenne, l'ex-greffier. (<i>Documents de la Session, No. 19</i>).....	Adresse.	71
41. <i>Statistiques Judiciaires</i> :—De la Province de Québec, pour l'année 1876. (<i>Pas imprimé.</i>) (<i>Documents de la Session, No. 10.</i>).....	Par acte.	21
42. <i>Terres de la Couronne</i> :—Rapport des Commissaires des Terres de la Couronne pour les douze mois expirés le 30 juin 1877. (<i>Imprimé, 29.</i>) (<i>Documents de la Session, No. 3.</i>).....	Par ordre de S. E.	29
43. <i>Trois-Rivières, Magistrat de District</i> :—Etat détaillé indiquant :		
1. Le nombre de sommations émanées par le magistrat de district des Trois-Rivières ;		
2. Le nombre des sommations rapportées ;		
3. Le nombre des jugements rendus ;		
4. Le montant des amendes réclamées ;		
5. Le nombre d'amendes imposées et payées ;		
6. Le nombre et le montant de timbres apposés et annulés distinguant quant à chaque item, le nombre dans chaque comté du dit district et aussi le montant des timbres pour chaque tel comté. (<i>Documents de la Session, No. 12.</i>).....	Adresse.	31

DUNKIN'S ACT :—Pétition demandant la nomination d'un officier pour mettre en force l'acte Dunkin, 70.

EGLISE AMÉRICAINE PRESBYTÉRIENNE DE MONTRÉAL :—Pétition demandant des amendements à son acte d'incorporation, 63. Rapport de l'avis, 67. Bill (L'Hon. M. Robertson), 67. Renvoyé au comité des bills privés, 72. Rapporté amendé, 122. Considéré en comité ; Rapporté ; Passé, 129. Par le Conseil, 174. S. R., 213. (41 Vict., ch. 40).

EGLISE EPISCOPAL REFORMÉE DU CANADA :—Pétition demandant à être autorisée à tenir des registres de baptêmes, mariages et sépultures, 33. Rapport de l'avis, 45. Bill (L'Hon. M. Robertson), 48. Renvoyé au comité des bills privés, 56. Rapporté amendé, 77. Considéré en comité ; Rapporté ; Passé, 94. Par le Conseil, 143. S. R. 212. (41 Vict., ch. 39.)

EGLISE METHODISTE DU CANADA :—Pétition demandant la passation d'un acte concernant la propriété de la dite église et pour autres fins, 46. Rapport de

EGLISE MÉTHODISTE DU CANADA :—*Suite.*

l'avis, 57. Bill (M. Thornton), 58. Renvoyé au comité des bills privés, 64. Rapporté amendé, 119. Considéré en comité ; Rapporté ; Passé, 120. Par le Conseil, 181. S. R., 212. (41 Vict., ch. 45.)

EGLISE ST. ANDRÉ :—Pétition demandant des amendements à l'acte d'incorporation concernant la dite église, 33. Rapport de l'avis, 54. Bill, (du Conseil) ; Lu, 137. Renvoyé au comité des bills privés, 142. Rapporté, 160. Considéré en comité ; Rapporté ; Passé, 168. S. R., 211. (41 Vict., ch. 45.)

ELECTIONS :

1. Résolution que s'il s'élève une question se rattachant à l'élection ou au rapport de l'élection d'un député, ce dernier devra se retirer pendant les débats, etc., 5.

2. Rapport du Greffier de la Couronne en Chancellerie, de l'élection de certains membres, 2.

ELECTIONS CONTESTÉES :

Gaspé.—Copie du jugement et documents se rattachant à l'élection contestée de Gaspé. (Appendice No. 1), 6.

Jacques-Cartier.—Copie du jugement et documents se rattachant à l'élection contestée de Jacques-Cartier. (Appendice No. 1), 6.

Kamouraska.—Copie du jugement et documents se rattachant à l'élection contestée de Kamouraska. (Appendice No. 1), 202.

Laprairie.—Copie du jugement et documents se rattachant à l'élection contestée de Laprairie. (Appendice No. 1), 6.

Lotbinière.—M. l'Orateur devant émettre son bref pour un nouveau writ pour l'élection d'un membre pour ce district électoral, 208.

Montmagny.—Copie du jugement et documents se rattachant à l'élection contestée de Montmagny. (Appendice No. 1), 6.

Rimouski.—M. l'Orateur devant émettre son bref pour un nouveau writ pour l'élection d'un membre pour ce district électoral, 208.

St. Hyacinthe.—M. l'Orateur devant émettre son bref pour un nouveau writ pour l'élection d'un membre pour ce district électoral, 208.

St. Jean.—M. l'Orateur devant émettre son bref pour un nouveau writ pour l'élection d'un membre pour ce district électoral, 208.

Voir *Documents*, 11, 12.

BREFS EMIS PENDANT LA VACANCE.

DIVISION ÉLECTORALE.	EN REMPLACEMENT DE	MEMBRE ÉLU.
Bonaventure.	P. C. Beauchesne, Ecr.	Joseph Israël Tarte, Ecr.
Gaspé.	L'Hon. Pierre Fortin.	L'Hon. P. Fortin.
Kamouraska.	Chs. F. Roy, Ecr.	Joseph Dumont, Ecr.
Québec-Ouest.	John Hearn, Ecr.	Richard Alleyn, Ecr.

EMPLOYÉS :—Pétition des employés des bureau du protonotaire, de la Cour Supérieure et du Greffier de la Cour de Circuit, à Québec ; demandant à être mis sur la liste des employés du service civil, sous l'acte 40 Victoria, chap. 9, et sous l'acte du fonds de pension, 40 Vict., chap. 10, 76. Voir *Adresses*, 11. *Documents*, 13.

EMPLOYÉS SURNUMÉRAIRES :—Demande d'un état indiquant le nombre d'employés surnuméraires de la session, nommés depuis le 1er décembre 1877 jusqu'au 20 janvier 1878. Réponse, 183. Voir *Documents*, 14.

EMPRUNT :—Voir *Adresses*, 12, 13. *Documents*, 15.

ESTIMÉS :—Voir *Documents*, 16, 17.

FORÊTS :

1. Motion—qu'il soit résolu que la question de la conservation de nos forêts est d'une importance majeure, etc., 161. Débats ; Ajournés, 162. Repris, 162. Motion retirée, 164.

2. Bill pour la protection et la conservation de certains arbres de nos forêts. (M. Turcotte), 152.

GASPÉ :—Certificat de l'élection de l'Hon. P. Fortin, 3. Prête serment et prend son siège, 4.

GAGES DES JOURNALIERS :—Bill pour exempter de la saisie la moitié des—(M. Turcotte). Présenté, 34. Motion pour seconde lecture, négative, 164. Entrée dans les journaux, rescindée, 165. Motion pour seconde lecture ; Amendement pour le renvoi de la seconde lecture à trois mois, négative ; Bill lu la seconde fois sur division et renvoyé à un comité général, 168. Motion pour le renvoi du comité général à trois mois, adoptée, 189.

GOVERNEUR-GÉNÉRAL :—Motion pour une adresse à Son Excellence le—au sujet du renvoi d'office du cabinet de Boucherville, 205.

GREFFIER DE LA CHAMBRE :—Informe la Chambre qu'il a reçu du greffier de la Couronne en Chancellerie les certifications d'élection de plusieurs membres, 2.

GREFFIER DE LA COURONNE EN CHANCELLERIE :—Transmet les certificats d'élections de plusieurs membres, 2.

HÉRITIER OU LÉGATAIRE :—Voir *Succession*.

HUBERE FIEF :—Voir *Documents*, 18.

HUDON V. :—Compagnie des moulins à coton de—Pétition demandant des amendements à son acte d'incorporation, 57. Rapport que les avis n'ont pas été donnés, 77. Rapport de l'avis, 104. Bill (M. Loranger), 108. Renvoyé au comité des bills privés, 134. Rapporté amendé, 141. Considéré en comité; Rapporté; Passé, 154. Par le Conseil, 193. S. R., 213. (41 Vict. ch. 57).

IMPRESSIONS :

1. Comité permanent nommé, 6, 35. Comité collectif des—; Membres nommés par l'Assemblée; Message envoyé au Conseil, 35. Message du Conseil désignant les membres nommés par lui, 52.

2. Documents dont l'impression est ordonnée (sans renvoi au comité des impressions), 24, 29, 43, 53, 60, 68, 135, 146, 154, 161, 180, 187, 191.

IMPRIMEUR DE LA REINE :—Voir *Documents*, 19.

INDUSTRIE :—Comité permanent nommé, 6, 35. Premier rapport; quorum réduit à sept membres, 48. Second rapport, 146. (Appendice No. 4). Adopté, 146.

INSTITUTIONS LITTÉRAIRES, DE CHARITÉ ET HÔPITAUX :—Voir *Documents*, 20.

INSTITUTION PROTESTANTE POUR LES SOURDS-MUETS ET LES AVEUGLES :—Pétition demandant des amendements à son acte d'incorporation, 28. Rapport de l'avis, 34. Bill (L'Hon. M. Robertson), 48. Renvoyé au comité des bills privés, 56. Rapporté amendé, 86. Considéré en comité; Rapporté; Passé, 108. Par le Conseil, 173. S. R., 212. (41 Vict., ch. 41.)

INSTRUCTION PUBLIQUE :

1. Bill pour amender de nouveau les lois concernant l'— en cette Province, (M. Lafontaine); Présenté, 34. Renvoyé à un comité général, 60.

2. Bill pour amender de nouveau la loi concernant l'— en cette Province, (M. Lynch), 55.

3. Bill pour amender de nouveau la loi concernant l'instruction publique en cette province. (L'Hon. M. Chapleau), 136. Lu la 2^{ème} fois sur division, et renvoyé à un comité général, 166. Considéré en comité; Amendé, 173. Ordre pour la réception du rapport, déchargé; bill renvoyé de nouveau à un comité général; Amendé, 178. Ordre pour la réception du rapport déchargé; Bill renvoyé de nouveau à un comité général; Amendé; Rapporté; Passé, 188. Par le Conseil, 209. S. R., 213. (41 Vict., ch. 6).

4. Bill pour amender la loi concernant l'instruction publique, en ce qui concerne la cité de Sherbrooke. Voir *Sherbrooke*.

5. Pétition demandant des amendements à l'acte pour amender de nouveau les lois concernant l'instruction publique en cette province, passé à la dernière session, 135.

· Voir *Documents*, 21.

ISLE DE MONTRÉAL :—Compagnie du chemin de fer de l'— : Pétition demandant un acte d'incorporation sous ce nom, 28. Rapport de l'avis, 45. Bill (M. Ogilvie), 61. Renvoyé au comité des chemins de fer, etc., 69. Rapporté amendé, 118. Considéré en comité, 121. Rapporté ; Passé, 123. Par le Conseil avec amendements ; Considérés, 184. Adoptés, 190. S. R., 212. (41 Vict., ch. 49.)

ISLE JÉSUS :—Cie. des chemins à barrières de l'— : Etat d'affaires, 32.

JOLIETTE HOSPICE DE :

1. Pétition ; demande d'aide, 34.

2. Etat d'affaires. Voir *Documents*, 20.

JOLIETTE :—Cie. d'assurance mutuelle contre le feu du comté de— ; Pétition demandant des amendements à son acte d'incorporation, 33. Rapport que les avis n'ont pas été donnés, 58.

JOLY, H. G., ECR. :—Voir *Lotbinière*.

JURÉS :—Bill concernant l'indemnité payée aux petits jurés dans les affaires criminelles. (L'Hon. M. Church), 177. Motion pour 2^{me} lecture ; Débats ; Ajournés, 193. Repris ; Lu la 2^{ème} fois et renvoyé à un comité général ; Amendé ; Rapporté ; Passé, 197. Par le Conseil, 210. S. R., 213. (41 Vict., ch. 16).

JUSTICE :—Voir *Adresses*, 14. Voir *Documents*, 22.

KAMOURASKA :—Lettres de résignation de Chs. F. Roy, Ecr., 1, 2. Certificat de l'élection de Joseph Dumont, écr., 1. Prête serment et prend son siège, 4.

KAY WILLIAM FRÉDÉRIC :—Pétition demandant la passation d'un acte pour l'autoriser à vendre certains immeubles substitués ; Reçue et lue, 105. Rapports favorables sur l'avis, 104. Bill (M. Ogilvie), 111. Renvoyé au comité des bills privés, 124. Rapport qu'il n'est pas désirable que la Législature intervienne, 152. Rapport recommandant que l'honoraire sur ce bill soit remboursé, 160.

LACHINE, UNION ST. JOSEPH DE :—Pétition demandant un acte d'incorporation sous ce nom, 50. Rapport de l'avis, 54. Bill (M. LeCavalier), 56. Renvoyé au comité des bills privés, 62. Rapporté amendé, 120. Considéré en comité ; Rapporté ; Passé, 124. Motion pour que l'honoraire soit remboursé. Objection. M. l'Orateur décide que la motion ne peut être reçue, 176. Passé par le Conseil avec amendements, 184. Considérés, 185. Adoptés, 190. S. R., 212. (41 Vict., ch. 35).

LALONDE EMERY :—Voir *Documents*, 23.

LAPRAIRIE :—Asile de la Providence ; demande d'aide, 29. Etat d'affaires. Voir *Documents*, 20.

LAROCHE LOUIS THOMAS :—Pétition demandant la passation d'un acte pour autoriser la chambre des notaires à l'admettre, après examen, à la pratique du notariat, 50. Rapport de l'avis, 54. Bill (M. Tarte), 54. Renvoyé au comité des bills privés, 59. Rapporté amendé, 104. Considéré en comité ; Rapporté ; Passé, 113. Par le Conseil, 174. S. R., 212. (41 Vict., ch. 60).

L'ASLUMPTION, HOSPICE DE LA PROVIDENCE DE :—Etat d'affaires. Voir *Documents*, 20.

LEDUC CHARLES :—Pétition demandant la passation d'un acte autorisant le barreau de la province de Québec à l'admettre, après examen, à la pratique de la profession de procureur et avocat, 51. Rapport de l'avis, 63. Bill M. Duhamel, 67. Rapport recommandant que l'honoraire de \$100 soit remboursé, 160.

LÉVIS :

1. *Union St. Jean-Baptiste de St. Joseph de* :—Etat d'affaires. Voir *Documents*, 20.

2. *Union St. Joseph de* :—Etat d'affaires. Voir *Documents*, 20.

LICENCES :

1. Bill pour refondre et amender l'acte des licences de Québec et ses amendements, (L'Hon. M. Baker), 95. Lu la 2ème fois sur division, 145. Ordre pour comité général ; Signification de la recommandation du bill par Son Excellence ; Bill considéré ; Rapport de progrès, 152. Considéré de nouveau, 166, 170, 191. Amendé, 191. Motion pour la réception du rapport ; Amendement à l'effet de renvoyer de nouveau le bill à un comité général ; Objection—M. l'Orateur décide que l'amendement n'est pas dans l'ordre ; Autre amendement au même effet, négatif ; Rapporté. Lu la 3ème fois et passé, 196. Par le Conseil, 210. S. R., 213. (41 Vict., ch. 3.)

2. Pétition demandant des amendements à l'acte des licences, 119.

3. Pétition demandant que certaines parties de ville ne deviennent pas loi, 197.

LIEUTENANT-GOUVERNEUR :

1. Son discours à l'ouverture de la session, 4. Jour fixé pour sa prise en considération, 5. Motion pour une adresse à Son Excellence, etc., 5, 22. Voir *Adresse*, 8.

2. Donne son assentiment par l'intermédiaire d'un ministre, à certaines mesures, 136, 138, 139, 149, 152.

3. Son discours à la clôture de la session, 214.

4. Il proroge le Parlement, 214.

Messages de Son Excellence :

5. Invite la Chambre à se rendre dans la Salle du Conseil—A l'ouverture de la session, 1. A la clôture de la session, 211.

LIEUTENANT-GOUVERNEUR :—*Suite.*

6. En réponse à l'adresse au sujet du discours du trône, 30.
7. Transmettant le rapport du Commissaire des Terres de la Couronne, 48.
8. Transmettant les estimés, 69. Les estimés supplémentaires, 191.
9. Transmettant un tableau des employés du service civil, 30.
10. Transmettant le rapport de l'Imprimeur de la Reine, 44.
11. Transmettant le rapport des Commissaires pour la refonte des Statuts, 146.
12. Transmettant sa réponse à l'adresse au sujet du renvoi d'office du cabinet DeBoucherville. (Voir *DeBoucherville*.)

LIGNE TÉLÉGRAPHIQUE :—Pétition demandant de l'aide pour une ligne télégraphique depuis Matane jusqu'à la Rivière aux Renards, 47.

LIMITES —Voir *Adresses*, 15. *Documents*, 25.

LOI SEIGNEURIALE :—Bill pour amender l'acte 29, 30 Vict., ch. 30, concernant la — (M. Sylvestre), 127. Motion pour la seconde lecture, négative, 190.

LOIS EXPIRANTES :—Comité permanent nommé, 5, 34. Premier rapport, recommandant une réduction de quorum ; quorum réduit à trois membres, 47.

LONGUEUIL :—Pétition des Sœurs de la Charité ; demande d'aide, 47.

LOTBINIÈRE :—Remise de la consultation ultérieure, au sujet de certaines expressions dont s'est servi le membre représentant le district électoral de Lotbinière, 129. Reprise du sujet, 129. M. l'Orateur demande à l'Honorable membre de retirer ses paroles ; Réponse ; Motion pour que l'Honorable membre soit admonété ; Objection ; M. l'Orateur décide que l'on peut procéder ; Appel de la décision de M. l'Orateur ; sa décision est confirmée, 131. Autre amendement à la motion principale, négative ; Motion principale adoptée sur division ; L'Honorable membre est admonété par M. l'Orateur, 132. Motion pour que rien de ce qui concerne la question ci-dessus, ne soit entré dans les votes et délibérations et journaux de cette Chambre, rejetée sur division, 137.

MAILLOUX :—Pétition demandant qu'une certaine partie du dit township Mailloux soit détachée du comté de Bellechasse et soit annexée au comté de Montmagny, 33.

MAGISTRATS DE DISTRICT :

1. Bill pour abroger certains actes concernant les —, (M. Mathieu), 77. Ordre pour seconde lecture, déchargé, 115.

2. Motion pour que l'acte qui crée et établit les magistrats de district, soit abrogé et annulé ; Débats, 113. Débats repris, 114. Objection à la dite motion. M. l'Orateur décide contre l'objection. Motion rejetée sur division, 115.

MANIWAKI, N. D. DE :—Pétition des Sœurs de la Charité ; demande d'aide, 51.

MASKINONGE :—Hospice St Paulin : Etat d'affaires. Voir *Documents*, 20.

MEDECINE :—Bill pour amender l'acte 40 Vict., chap. 26, concernant la profession de la médecine et de la chirurgie, etc., (M. Thornton), 71. Motion pour seconde lecture ; Débats, 128. Repris, 134. Motion en amendement pour le renvoi de la seconde lecture à 6 mois, négative ; Bill lu la 2^{ème} fois et renvoyé à un comité général, 134. Considéré ; Amendé ; Rapporté ; Passé, 140. Par le Conseil, 181. S. R., 213. (41 Vict., ch. 23.)

METGERMETTE :—Pétition demandant que le gouvernement prenne des mesures pour venir en aide à certaines personnes dans leurs réclamations contre la compagnie franco-canadienne exploitant le canton Metgermette, 104.

MILE END :—Pétitions demandant la passation d'un acte érigeant la partie du dit village dite Mile End en une municipalité de village, 50, 63. Rapport de l'avis, 67. Bill (M. Taillon), 68. Renvoyé au comité des bills privés, 114. Rapporté amendé, 141. Considéré en comité ; Rapporté ; Passé, 149. Par le Conseil, 201. S. R., 213. (41 Vict., ch. 29.)

Pétition contre, 63.

MONTREAL :

1. *Asile de la Providence* :—Pétition ; demande d'aide, 57.

2. *Asile de la Providence* :

1. Pétition ; demande d'aide, 29.

2. Etat d'affaires. Voir *Documents*, 20.

3. *Asile des Orphelins Catholiques Romains* :—Etat d'affaires. Voir *Documents*, 20.

4. *Asile des Orphelins Protestants* :—Pétition ; demande d'aide, 33.

5. *Asile des Orphelins de St. Patrice* :—Etat d'affaires. Voir *Documents*, 20.

6. *Asile des Orphelins Protestantes* :—Pétition ; demande d'aide, 33.

7. *Asile Nazareth* :—Pétition ; demande d'aide, 29.

8. *Asile, rue Bonaventure* :—Pétition ; demande d'aide, 29.

9. *Asile Ste. Brigitte* :—Etat d'affaires. Voir *Documents*, 20.

10. *Asile St. Joseph du Bon Pasteur* :—Etat d'affaires. Voir *Documents*, 20.

11. *Asile St. Joseph du Bon Pasteur, rue Fullum* :—Pétition ; demande d'aide, 24.

12. *Asile St. Vincent de Paul* :—Etat d'affaires. Voir *Documents*, 20.

13. *Boy's Home of Montreal* :—Pétition de l'association de la salle d'asile de Montréal ; demandant la passation d'un acte pour changer son nom en celui de —, 63. Rapport de l'avis, 71. Bill (M. Ogilvie), 71. Renvoyé au comité des bills

MONTREAL :—*Suite.*

privés, 78. Rapporté, 135. Considéré en comité ; Rapporté ; Passé ; 142. Par le Conseil, 181. S. R., 212. (41 Vict., ch. 42.)

14. *Bishop's College* :—Pétition ; demande d'aide, 47.

15. *Bureau d'enregistrement* :—Voir *Adresses*, 16. *Documents*, 26.

16. *Church Home* :—Pétition ; demande d'aide, 54.

17. *Compagnie du Chemin de Fer à passager de la cité de—* : Pétition demandant des amendements à son acte d'incorporation, 33. Rapport recommandant la suspension de la 51^{ème} règle, 58. Bill (M. Würtele), 58. Renvoyé au comité des bills privés, 64. Rapporté amendé, 141. Considéré en comité ; Rapporté ; Passé, 148. Par le Conseil, 181. S. R., 212. (41 Vict., ch. 47.)

18. *Compagnie du Chemin de Fer de l'Isle de Montréal* :—Voir *Isle de Montréal*.

19. *Dispensaire Ophthalmique* :—Pétition ; demande d'aide, 57.

20. *Ecole de Médecine et de Chirurgie* :

1. Pétition ; demande d'aide, 57.

2. Etat d'affaires. Voir *Documents*, 20.

21. *Hôpital-Général* :—Pétition ; demande d'aide, 57.

22. *Hôpital St. Patrice* :—Etat d'affaires, Voir *Documents*, 20.

23. *Hospice de la Maternité* :—Pétition ; demande d'aide, 57.

24. *Hospice de la Maternité de l'Université* :—Pétition ; demande d'aide, 76.

25. *Institut Hervey* :—Pétition ; demande d'aide, 152.

26. *Institution Catholique des Sourds-Muets* :—Pétition ; demande d'aide, 66.

27. *Institution des Aveugles* :—Pétition ; demande d'aide, 29.

28. *Notre-Dame de Charité du Bon Pasteur* :—Pétition ; demande d'aide, 24.

29. *Société de Construction de—* : Pétition demandant des amendements à son acte d'incorporation, 33. Rapport de l'avis, 57. Bill (M. Ogilvie), 58. Renvoyé au comité des bills privés, 62. Rapporté amendé, 135. Ordre pour comité général, adopté sur division ; Considéré ; Rapporté ; Passé, 148. Par le Conseil, 184. S. R., 213. (41 Vict., ch. 53.)

30. *Société Bienveillante des Dames* :—Etat d'affaires. Voir *Documents*, 20.

31. *Société Bienveillante des Dames et de la maison de refuge* :—Pétition ; demande d'aide, 33.

32. *Société d'Histoire Naturelle* :—Pétition ; demande d'aide, 33.

MONTRÉAL :—*Suite.*

33. *Société de Numismatique et d'Archéologie* :

1. Pétition ; demande d'aide, 54.
2. Etat d'affaires. Voir *Documents*, 20.

34. *Société Historique* :—Pétition ; demande d'aide, 57.35. *St. Enfant-Jésus, Côteau St. Louis* :—Pétition ; demande d'aide pour l'asile, 29.36. *Taxes* :—Pétition demandant la réduction des taxes scolaires dans la cité de Montréal, 50.37. *Université McGill* :—Pétition de la Faculté Médicale ; demande d'aide, 67.38. *Woman's Hospital* :—Pétition ; demande d'aide, 48.MONTRÉAL :—Voir *Adresses*, 17, 18.

MONTRÉAL, DISTRICT DE :—Etat des baptêmes, mariages et supultures dans le district de —, 20.

MONTRÉAL, PORTLAND ET BOSTON :—Voir *Adresses*, 19.

MURPHY A. H. :—Motion pour la suspension de la 49ème règle, en ce qui regarde une pétition présentée par A. H. Murphy et autres. Objection. M. l'Orateur décide que la pétition ne peut pas être reçue, 165. Motion pour que la dite pétition soit reçue et lue. Objections. M. l'Orateur décide en faveur de l'objection, 175. Autre motion, pour renvoyer la dite pétition aux comités des bills privés et des ordres permanents, rejetée sur division, 187.

MUSÉE IMPÉRIAL :—Voir *Documents*, 27.

MUSÉE IMPÉRIAL POUR LES COLONIES, ETC. :—Divers documents se rattachant à un—, 12.

NICKEL AND PHOSPHATE MINING COMPANY :—Voir *Sherbrooke*.

NICOLET :—Bill pour définir et régler les limites de certaines municipalités et paroisses des comtés de Nicolet, Arthabaska et Drummond, etc., (M. Houde, (Nicolet), 63. Renvoyé au comité des bills privés, 72. Rapporté amendé, 135. Considéré en comité ; Rapporté ; Bill ré-imprimé, 148. Rapport recommandant que l'honoraire sur ce bill soit remboursé, 160. Lu la 3ème fois et passé, 164. Par le Conseil, 210. S. R. 212. (41 Vict., ch. 26.)

NORTHERN TRANSIT COMPANY :—Pétition demandant un acte d'incorporation sous ce nom, 66. Rapport de l'avis, 77. Bill (M. Taillon), 78. Renvoyé au comité des bills privés, 129. Rapporté amendé, 141. Considéré en comité ; Amendé ; Rapporté ; Passé, 167. Par le Conseil avec amendements, 201.

NOTAIRES :—Pétition demandant des amendements au tarif des notaires, 205.

OCTROI GRATUIT :—Pétition demandant l'—de certains lots le long du chemin Taché, 33.

ŒUVRE DE ST. JOSEPH DE LA DÉLIVRANCE :—Pétition demandant un acte d'incorporation sous ce nom, 28. Rapport de l'avis, 47. Bill (M. Paquet), 55. Renvoyé au comité des bills privés, 59. Rapporté amendé, 104. Considéré en comité ; Rapporté ; Passé, 114. Par le Conseil, 143. Motion pour que l'honoraire soit remboursé ; Objection ; M. l'Orateur décide que la motion n'est pas dans l'ordre, 185. S. R., 212. (41 Vict., ch. 33).

OFFICIERS PUBLICS :—Voir *Documents*, 28.

ORATEUR :

1. Fait rapport du discours de Son Excellence à l'ouverture de la session, 4.
2. Informe la Chambre que durant les vacances il a émis des nouveaux writs, 1.
3. Communique le rapport du bibliothécaire, 6.
4. Communique le rapport du comité conjoint de la bibliothèque, 126.
5. Met devant la Chambre divers états et rapports, 12, 21, 32, 46, 53, 76, 86, 141, 179, 183.
6. Ses décisions sur des questions de forme et d'ordre, 26, 79, 93, 108, 112, 130, 134, 143, 153, 161, 164, 165, 175, 176, 185, 187, 196, 203, 204, 206, 211. (Voir *Questions*).
7. Charge un député de le remplacer temporairement au fauteuil, 64, 65, 125, 158, 183, 196, 206.
8. Ordre à M. l'Orateur d'émaner de nouveaux writs, 208. Informe la Chambre qu'il les a émis, 209.

ORDRES DU JOUR :

1. Ordres rescindés, 111, 115, 128, 135, 154, 178, 188.
2. Ordres relatifs aux bills privés appelés à certaine heure en vertu de la 19^{ème} règle, 62, 64, 72, 94, 108, etc.
3. Que les débats sur une question soient le premier item sur les ordres du jour, 62.

ORDRES PERMANENTS :

1. Nominations du comité des ordres permanents, 5, 21, 24.
2. Premier rapport recommandant une réduction du quorum ; Quorum devant être de sept membres, 25.

ORDRES PERMANENTS :—*Suite.*

3. Rapports sur différentes pétitions, 34, 45, 47, 51, 54, 54, 57, 61, 63, 67, 70, 77, 104.

4. Que les avis sont suffisants, 34, 45, 47, 51, 54, 57, 61, 63, 67, 70, 77, 104.

5. Que les avis n'ont pas été donnés, 58, 61, 67, 70, 77, 104.

6. Que certaines pétitions ne sont pas de nature à exiger d'avis, 47.

ORDRES SESSIONNELS :

1. Que les votes et délibérations soient imprimés chaque jour, 5.

2. Relatif à l'élection des députés en certains cas, 5.

3. Prolongation du temps fixé pour l'introduction des bills privés, 25, 45, 114, 120. Pour la réception des rapports sur iceux, 25, 45, 114, 120, 141.

ORFORD NICKEL AND COPPER COMPANY :—Pétition demandant un acte d'incorporation sous ce nom, 33. Rapport recommandant la suspension de la 51^{ème} règle, 58. Bill (L'Hon. M. Robertson), 58. Renvoyé au comité des bills privés, 62. Ordre rescindé ; Bill renvoyé au comité des chemins de fer, 114. Rapporté amendé, 118. Considéré en comité, 121. Rapporté ; Passé, 123. Par le Conseil, 173. S. R., 212. (41 Vict., ch. 54).

PARC MONT ROYAL :—Pétition demandant des amendements à la sous-section 5 de la section 196 du chapitre 51 de la 37 Victoria, de Québec, concernant les propriétés expropriées pour le Parc Mont Royal, 33. Rapport de l'avis, 51. Bill (M. LeCavalier), 52. Renvoyé au comité des bills privés, 59. Rapporté amendé, 119. Considéré en comité ; Rapporté ; Passé, 120. Motion pour que l'honoraire soit remboursé ; Objection ; M. l'Orateur décide que la motion ne peut être reçue, 176. Passé par le Conseil avec un amendement, 180. Renvoyé à un comité général ; Amendé ; Rapporté ; Adopté et renvoyé au Conseil, 182. Amendement adopté par le Conseil, 193. S. R., 212. (41 Vict., ch. 27.)

PELTIER EDOUARD :—Voir *Adresses*, 20.

PETERBOROUGH :—Pétition demandant que le township de Peterborough soit érigé en municipalité, 63. Rapport qu'aucun avis n'a été donné, 71.

PÉTITIONS :

1. Motion pour qu'une pétition soit spécialement renvoyée à des comités, 187.

2. Motions pour qu'une pétition soit reçue et lue le même jour ; Objections ; Motions négatives, 195, 175.

3. Délai prolongé pour la présentation des pétitions pour bills privés, 25, 45, 105.

PETRY WILLIAM :—Pétition demandant la passation d'un acte autorisant la vente de certaines propriétés appartenant aux successions de feu William Petry, père, et William Petry, fils, 50. Rapport de l'avis, 57. Bill (M. Alleyne), 77. Lu la 2ème fois sur division et renvoyé au comité des bills privés, 140. Rapporté amendé, 160. Considéré en comité ; Rapporté ; Passé, 167. Par le Conseil, 193. S. R., 213. (41 Vict., ch 59).

PHOSPHATE :

1. Bill concernant la vente des terres pour l'exploitation des mines de phosphate de chaux, en amendement à l'acte 32 Victoria, chap. 11 (L'Hon. M. Garneau), 58.

2. La Chambre décide de se former en comité pour prendre en considération certaines résolutions concernant la vente des terrains où se trouve le minerai de phosphate de chaux ; Le comité délibère ; Série de résolutions, 87. Considérées ; Rapportées, 88. Adoptées, 89.

3. Bill basé sur ces résolutions (L'Hon. M. Garneau), 89. Lu la 2ème fois sur division et renvoyé à un comité général, 134. Considéré en comité ; Amendé, 139. Rapporté ; Passé, 145. Par le Conseil, 174. S. R., 213. (41 Vict., ch. 4).

PONTS :—Pétitions demandant de l'aide pour des ponts, savoir :

1. St. Ephrem de Tring, 54.
2. Isle Alma, 67.
3. St. Victor de Tring, 77.
4. Buckland et Mailloux :—Pont sur la rivière Prévost, 118.
5. St Didace :—Pont sur la rivière Maskinongé, 118.
6. Lambton :—Pont sur la rivière St. François, 127.
7. Ste. Germaine :—Pont sur la rivière Etchemin, 152.
8. Bégon :—Pont sur la rivière de l'Est, 170.

PRIVILÈGES ET ELECTIONS :—Comité permanent nommé, 5, 34. Voir *Députés*,

PRISONS :—Voir *Adresses*, 21.

PRISON DE RÉFORME :—Voir *Adresses*, 22.

PRISON, ASILES, ETC. :—Voir *Documents*, 29.

PROPRIÉTÉS IMMOBILIÈRES :—Voir *Adresses*, 23.

QUÉBEC :

1. *Asile des Dames Protestantes* :—Pétition ; Demande d'aide, 33.
2. *Asile des Orphelins de l'église d'Angleterre* :—Etat d'affaires. Voir *Documents*, 20.

 QUÉBEC :—*Suite.*

3. *Asile des Orphelins en rapport avec l'église d'Angleterre* :—Pétition ; Demande d'aide, 33.

4. *Asile du Bon Pasteur* :—Etat d'affaires. Voir *Documents*, 20.

5. *Asile Finlay* :

1. Pétition ; Demande d'aide, 33.

2. Etat d'affaires. Voir *Documents*, 20.

6. *Asile Ste. Brigitte* :

1. Pétition ; Demande d'aide, 67.

2. Etat d'affaires. Voir *Documents*, 20.

7. *Association Musicale* :—Etat d'affaires. Voir *Documents*, 20.

8. *Hospice de la Miséricorde* :—Etat d'affaires. Voir *Documents*, 20.

9. *Institut Canadien* :—Pétition ; Demande d'aide, 54.

10. *Institut Littéraire de St. Patrice* :—Pétition ; Demande d'aide, 67.

11. *Québec, Cité de* :

1. Pétition demandant des amendements à l'acte d'incorporation de la dite cité, 66. Rapport de l'avis, 71. Bill (M. Rinfret dit Malouin), 77. Renvoyé au comité des bills privés, 129. Rapport que le bill n'a pas de préambule, 152. Motion que le bill soit renvoyé au comité des bills privés avec instruction d'y ajouter un préambule ; Objection ; M. l'Orateur décide que la motion est hors d'ordre, 176. Motion pour que certaines instructions soient données aux comités des ordres permanents et des bills privés, relatif à ce bill, 185. Rapport du comité des ordres permanents recommandant que les règles 49 et 51 soient suspendues, 190. Rapport du Conseil des bills privés recommandant qu'elles ne soient pas suspendues, 191.

2. Pétition demandant la substitution à la corporation de la dite cité, de trois administrateurs, à être élus par les propriétaires, 66.

12. *Société Littéraire et Historique* :—Pétition ; Demande d'aide, 47.

13. *Women's Christian Association* :

1. Pétition ; Demande d'aide, 47.

2. Etat d'affaires. Voir *Documents*, 20.

QUÉBEC, MONTRÉAL, OTTAWA ET OCCIDENTAL :

1. La Chambre décide de se former en comité sur certaines résolutions concernant le chemin de fer—; Signification de la recommandation de Son

QUÉBEC, MONTRÉAL, OTTAWA ET OCCIDENTAL :—*Suite.*

Excellence, 61. Le comité délibère ; Débats ; Ajournés, 62. Repris et ajournés de nouveau, 62. Repris, 63. Ajournés, 64. Repris sur division, 65. Le comité délibère ; Une résolution à rapporter, 65. Rapportée et adoptée, 69. La Chambre de nouveau en comité ; Rapport de progrès ; De nouveau en comité ; Série de résolutions, 72. Considérées, 76. Rapportées, 89. Adoptées sur division, 92.

2. Bill basé sur ces résolutions (L'Hon. M. Angers), 95. Lu la 2^{ème} fois sur division, 145. Lu la 3^{ème} fois sur division et passé, 146. Par le Conseil, 184. Sanction réservée, 214.

3. Pétition demandant le changement du tracé du chemin Québec, Montréal, Ottawa et Occidental, 119.

4. Motion que le général Seymour soit requis de comparaître devant le comité des comptes publics ; Objection ; M. l'Orateur décide que la dite motion est hors d'ordre, 112.

5. Motion, pour que les commissaires du chemin de fer de Québec, Montréal, Ottawa et Occidental, soient autorisés, pour et au nom du gouvernement, à juger et à décider du mérite et de la valeur de toute réclamation faite par un sous-contracteur de l'Honorable Ths. McGreevy ou de quelqu'un tenant légalement lieu et place de tel dit sous-contracteur ; Négative, 175. Voir *Adresses*, 24, 25, 26, 27. *Documents*, 30, 31, 32, 33.

QUÉBEC-OUEST :—Lettre de résignation de John Hearn, Ecr., 2. Certificat de l'élection de Richard Alleyn, Ecr. 3. Prête serment et prend son siège, 25.

QUEBEC YOUNG MEN'S CHRISTIAN ASSOCIATION :—Pétition demandant un acte d'incorporation sous ce nom, 28. Rapport de l'avis, 45. Bill (M. Rinfret dit Malouin), 52. Renvoyé au comité des bills privés, 59. Rapporté amendé, 104. Considéré en comité ; Amendé ; Rapporté ; Passé, 113. Par le Conseil, 174. S. R., 212. (41 Vict., ch. 43).

QUESNEL, J. BRE. :—Pétition demandant un bill pour autoriser la vente des biens immeubles substitués par le testament de feu Jean-Baptiste Quesnel, 28. Rapport de l'avis, 47. Bill (M. LeCavalier), 52. Renvoyé au comité des bills privés, 59. Rapporté amendé, 127. Considéré en comité ; Rapport de progrès, 142. Bill ré-imprimé, 142. Considéré de nouveau, 153. Considéré de nouveau ; Amendé ; Rapporté ; Passé, 165. Par le Conseil avec des amendements, 193. Considérés et adoptés, 194. S. R., 212. (41 Vict., ch. 58).

QUESTIONS :

1. Débats, sur une question, ajournés, 122, 171. Par l'ajournement de la Chambre ou la levée de la séance à 6 heures, 62, 64, 113, 123, 125, 128, etc.

2. Débats repris, 63, 64, 114, 124, etc.

3. Motions retirées, 154, 210.

4. Objection (à l'introduction du bill pour déclarer toute la paroisse de Ste. Madeleine, située dans le comté de St. Hyacinthe, et aussi pour la constituer en municipalité) est faite que le bill n'est pas dans l'ordre et ne devra pas être

QUESTIONS :—*Suite.*

présenté comme bill public ; M. l'Orateur décide : " Dans la première partie de ce bill, on se propose de changer les limites de deux comtés, ce qui, d'après la 51^{ème} règle de cette Chambre, en fait nécessairement un bill public et ce qui me met dans l'obligation de le déclarer comme tel, malgré que dans la seconde partie de cette mesure on érige, de fait, une municipalité ; particularité proprement du ressort d'un bill privé", 26.

5. A l'ordre du jour, pour la seconde lecture du bill pour amender le code municipal de la province de Québec, aux fins de permettre l'établissement d'assurance mutuelle sous le contrôle et la garantie des municipalités ; Objection est faite que ce bill n'est pas dans l'ordre, et aurait dû être introduit sur message de Son Excellence le Lieutenant-Gouverneur ; M. l'Orateur décide : " La question d'ordre soulevée est celle-ci : Que le bill est hors d'ordre, parce qu'il impose de nouvelles charges au peuple et que pour cela il ne devrait être introduit que sur message", 79.

6. Objection à un vote est faite que M. Fradette n'était pas présent, lorsque la motion a été lue, et que, par conséquent il n'avait pas le droit de voter ; M. l'Orateur sur l'explication de M. Fradette, décide que l'objection est valide, 93.

7. Remarque étant faite que deux des députés ont votés pour et contre un amendement, et M. l'Orateur ayant requis ces honorables membres de déclarer dans quel sens ils ont voté, ils déclarent qu'ils ont voté contre l'amendement ; Et objection étant faite, que l'Honorable membre pour Lotbinière n'avait pas le droit de demander comme il l'a fait, comment les honorables membres ont voté ; M. l'Orateur décide que cette objection ne peut plus être soulevée maintenant, les votes de ces honorables messieurs étant déjà enregistrés, 108.

8. A une motion, que dans l'opinion de cette Chambre, il est désirable que le général Seymour soit requis de comparaître devant le comité des comptes publics vendredi matin, le 8 courant, à 10 heures, A. M., afin de donner toutes informations sur le tracé du chemin de fer du nord entre Maskinongé et Montréal et aussi sur toutes matières ayant rapport à ce dit chemin, et que le dit comité prenne connaissance de la dite motion ; Objection étant faite que la motion n'est pas dans l'ordre, en autant qu'elle ne contient aucune instruction au dit comité ; M. l'Orateur décide que la dite motion n'est pas dans l'ordre, 112.

9. A une motion que l'Honorable député pour le comté de Lotbinière, s'est servi d'expressions qu'il a refusé de retirer, quoique requis de ce faire, par M. l'Orateur, il soit admoneté, à sa place, par M. l'Orateur ; Objection est faite, que l'on ne peut prendre aucun procédé sur les paroles que l'on suppose avoir été prononcées par M. Joly, parce qu'elles n'ont pas été prises par écrit, dans le temps qu'elles ont été prononcées, et que, par conséquent, elles ne sont pas de records ; M. l'Orateur décide : " Les règles et usages parlementaires sont, que les paroles auxquelles on objecte doivent être relevées immédiatement, et l'on doit prendre sur elles action immédiate ; mais si l'on ne veut procéder que plus tard, il faut prendre ces paroles par écrit, en les consignant dans le journal de la Chambre—ce n'est que dans ce cas, que l'on est tenu de les faire consigner, afin qu'il n'arrive pas que des mots, des faits ou des circonstances soient oubliés. Dans le cas sur lequel j'ai à me prononcer, je suis d'opinion que l'on a pris action immédiatement, que par conséquent il n'était pas nécessaire de faire inscrire dans le journal les mots auxquels on faisait objection " ; Et appel est faite de la décision de l'Orateur ; Décision confirmée, 130.

QUESTIONS :—*Suite.*

10. A la motion pour la reprise des débats sur la question proposée que le bill pour amender l'acte 40 Vict., chap. 26, concernant la profession de la médecine et de la chirurgie, dans la province de Québec, soit maintenant lu une seconde fois,—Objection est faite que cette motion n'est pas dans l'ordre, parce que les débats ont commencés hier, et n'ont pas été ajournés; M. l'Orateur décide que les délibérations d'hier n'ont pas été ajournées, mais simplement suspendues, 134.

11. Motion tendant à déclarer qu'il serait dans l'intérêt de cette province et de la Législature de transporter le siège du gouvernement à Trois-Rivières; Amendement; Objection que la motion n'est pas dans l'ordre; M. l'Orateur décide: "Qu'une motion entraînant des charges sur le public est de nature de celles qui doivent être introduites sur message transmettant l'assentiment de Son Excellence le Lieutenant-Gouverneur; vu qu'elle n'a pas été ainsi introduite, j'ai à la déclarer hors d'ordre", 143.

12. À une motion tendant à déclarer qu'il n'est pas opportun de remplir les vacances existantes maintenant ou celles qui pourront se faire à l'avenir dans les rangs du Conseil Législatif,—Objection est faite, que cette motion n'est pas dans l'ordre, parce qu'elle est en contravention avec les dispositions de la section 75 de l'acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1867; M. l'Orateur décide: "Que dans son opinion, la Législature a le droit de changer la constitution, et qu'en conséquence l'objection n'est pas valide"; Et une nouvelle objection étant faite que cette motion n'est pas dans l'ordre, parce que cette Chambre a déjà exprimé son opinion sur le même sujet pendant la présente session; M. l'Orateur décide: "Qu'il est d'opinion que la question d'ordre peut être soulevée en ce sens, que cette Chambre a déjà exprimé une opinion sur le sujet pendant la présente session, et, en conséquence, il décide que la motion n'est pas dans l'ordre, 153

13. A une motion pour le renvoi, à un comité spécial, de la déclaration de S. R. Bellingham, Ecr., qu'il croit que l'Honorable Joseph Adolphe Chapleau, un des directeurs et le vice-président de la compagnie du chemin de fer des Laurentides, a agi comme directeur du dit chemin de fer, en vertu d'une qualification pour agir comme tel directeur reçue de J. B. Deslongchamps,—Objection est faite qu'une question de privilège ne peut pas être renvoyée à un comité spécial, mais qu'elle devrait être renvoyée au comité nommé à cette fin, c'est-à-dire au comité des privilèges et élections; M. l'Orateur dit à la Chambre qu'il donnera sa décision ce soir; Objection retirée, 161.

14. A une motion pour que la 49e règle de cette Chambre soit suspendue et que la pétition de Arthur H. Murphy et autres, de la cité de Québec, présentée aujourd'hui, soit maintenant reçue et lue,—Objection est faite, que cette motion n'est pas dans l'ordre, parce qu'aucune motion pour la suspension de la règle ne peut être maintenue, à moins qu'il n'ait été d'abord fait rapport à ce sujet par deux ou plus de deux comités; M. l'Orateur décide: "Que cette pétition ne peut pas être reçue, le délai pour recevoir des pétitions pour bills privés étant expiré depuis longtemps", 165.

15. A une motion pour que la pétition d'Arthur H. Murphy et autres, de la cité de Québec, soit maintenant reçue et lue, et que la 49e et la 51e règles de cette Chambre soient suspendues en autant qu'elles ont rapport à la dite pétition, et qu'elle soit renvoyée au comité permanent des ordres permanents,—Objection est faite que cette motion n'est pas dans l'ordre, parce qu'aucune motion pour suspendre les règles ne peut être reçue par la Chambre, à moins qu'elle n'ait été renvoyée au comité des bills privés ou qu'ils n'en ait été fait rapport par deux

QUESTIONS :—Suite.

ou plus de deux comités; M. l'Orateur décide : " Que la motion ne peut être maintenant reçue, 175.

16. A une motion demandant que la motion faite le 25 février courant, ayant rapport à la pétition de Arthur H. Murphy et autres, de la cité de Québec, soit renvoyée au comité permanent des ordres permanent, et au comité des chemins de fer,—Objection est faite, que cette motion n'est pas dans l'ordre, parce que l'on demande que la pétition en faveur du bill soit renvoyée à deux comités, et parce qu'il ne s'agit pas dans le moment de la suspension de cette règle pour un cas particulier; M. l'Orateur décide : " Que la motion est dans l'ordre, parce que la décision a déjà été rendue, que la demande de la suspension de la règle 49e dans ce cas-ci, équivalait à une suspension générale, parce que la motion ne réfère pas la pétition elle-même, faite le 25 février courant, ayant rapport à cette pétition. Les deux comités ayant à décider dans le cas présent, si cette pétition sera présentée en Chambre, et les règles suspendues", 187.

17. A une motion pour la seconde lecture du bill pour amender les différents actes concernant les chemins à barrières de Québec Nord,—Objection est faite que ce bill impose une nouvelle taxe sur le peuple et qu'il aurait dû être présenté sur un message du Lieutenant-Gouverneur; M. l'Orateur décide : " Que le bill n'est pas dans l'ordre, parce que certains mots dans le bill ne sont pas imprimés en italiques", 164.

18. A une motion demandant que l'acte pour amender les différents actes incorporant la cité de Québec soit de nouveau renvoyé au comité des bills privés avec instruction d'ajouter un préambule au dit acte,—et que le dit comité reçoive instruction de considérer le dit préambule et d'agir et faire rapport sur icelui à cette Chambre; et que, toutes ou chacune des règles de cette Chambre qui pourraient être opposées à la passation de la présente motion, soient maintenant suspendues en autant que cette motion y est concernée,—Objection est faite que cette motion n'est pas dans l'ordre, parce qu'elle est contraire aux règles de cette Chambre; M. l'Orateur décide : " Que dans son opinion, on a recours là à un procédé dangereux, en référant de nouveau le bill au comité devant lequel il a été déclaré que le préambule n'était pas prouvé, que la Chambre ne peut convenablement s'occuper maintenant de la mesure que si elle n'est présentée de nouveau, par conséquent, il déclare la motion hors d'ordre", 176.

19. A diverses motions demandant que l'honoraire de \$100 payé sur divers bills, soit remboursé,—Objection étant faite, que ces motions ne sont pas dans l'ordre; M. l'Orateur décide : " Que vu que l'assentiment de Son Excellence le Lieutenant-Gouverneur n'a pas été obtenu pour la circonstance, ces motions ne peuvent pas être reçues, 176, 185.

20. A une motion pour le renvoi à un comité général du bill pour amender et refondre l'acte des licences de Québec, afin de l'amender,—Objection est faite, que cette motion n'est pas dans l'ordre, parce qu'elle contient des dispositions tendant à augmenter les fardeaux sur le peuple et qu'elle ne peut pas être reçue sans avoir obtenu, au préalable, l'assentiment de Son Excellence le Lieutenant-Gouverneur; M. l'Orateur, décide : " Que cette motion impose de nouvelles taxes, et qu'en conséquence, elles n'est pas dans l'ordre", 195.

21. A une motion d'ajournement il est proposé un amendement tendant à déclarer que cette Chambre n'a pas et ne peut pas avoir confiance dans aucune administration qui pourrait être substituée à celle qui a été démise, etc., etc. :

QUESTIONS :—*Suite.*

Objection est faite, que cette motion n'est pas dans l'ordre, parce qu'elle fait allusion à la démission des membres du gouvernement et qu'il n'y a aucun document relatif à ce sujet devant la Chambre ; Et objection étant faite de nouveau, que la question principale n'est pas dans l'ordre, parce que deux jours d'avis n'ont pas été donnés ; M. l'Orateur décide sur la première objection : " Que le sujet est devant la Chambre, qu'elle en a été saisie par la motion faite en Chambre le quatre mars courant par l'honorable député de Montmorency," et sur la seconde objection, " qu'une motion d'ajournement est toujours dans l'ordre " ; Et une nouvelle objection étant faite que la motion en amendement n'est pas dans l'ordre, parce que l'on ne peut pas proposer d'amendement à une motion pour ajourner la Chambre ; M. l'Orateur décide que l'amendement peut être fait : " Que l'on pourrait trouver des précédents dans les journaux de la Chambre des Communes " ; Et une nouvelle objection étant faite, que la motion en amendement ne se rapporte pas à la motion principale ; M. l'Orateur décide : " Qu'il a déjà donné sa décision sur cette objection ", 203.

22. A la réception du rapport du comité chargé de préparer une adresse à Son Excellence le Lieutenant-Gouverneur au sujet du renvoi d'office du cabinet DeBoucherville.—Objection est faite, que ce comité a été nommé pendant cette séance de la Chambre, et que la Chambre ne s'étant pas ajournée pour permettre au comité de siéger, le dit comité ne peut faire rapport ; M. l'Orateur décide : " Que comme la pratique de la Chambre a été de permettre aux comités nommés pour préparer des adresses en réponse aux discours du trône, de faire rapport de suite, sans suspendre les délibérations de la Chambre par un ajournement, en conséquence, on peut se servir du même procédé, dans le cas présent, qui est un cas analogue " ; Et appel étant faite de la décision de l'Orateur, la Chambre ratifie sa décision, 204.

23. A une motion pour la présentation d'une adresse à Son Excellence le Gouverneur-Général, au Sénat, à la Chambre des Communes et à Son Excellence le Lieutenant-Gouverneur au sujet du renvoi d'office du cabinet DeBoucherville.—Objection est faite, que ce procédé n'est pas dans l'ordre, parce que les délibérations de cette Chambre et les débats sur des questions ne peuvent pas être suspendus pour traiter des questions de privilèges ; M. l'Orateur décide : " Que la question maintenant devant la Chambre, est une question de privilège et qui doit être prise en considération de suite ; Et objection étant faite, que cette motion tend à censurer la conduite du Lieutenant-Gouverneur, et qu'en conséquence, elle n'est pas dans l'ordre ; M. l'Orateur décide : C'est un principe du gouvernement constitutionnel, que la Couronne ne peut errer (*The Crown can commit no wrong*), le Lieutenant-Gouverneur représente la Couronne dans notre Législature. Il faut donc auprès du Souverain, auprès du Lieutenant-Gouverneur, des aviseurs, des ministres, qui eux, portent toujours la responsabilité dont on ne peut charger la Couronne, et à cette responsabilité il ne saurait y avoir de solution de continuité. Et bien que l'on se serve du terme de " Lieutenant-Gouverneur " dans les adresses, comme dans les mesures amenées devant la Chambre, par la nature même de notre constitution, ces paroles ne s'adressent qu'aux ministres responsables dans la Chambre. La personne même du Souverain dans son représentant n'est jamais mise en cause. Dans le cas actuel, les reproches contenus dans la motion s'adressent aux aviseurs de Son Excellence le Lieutenant-Gouverneur. Je dois la déclarer dans l'ordre ", 206.

24. A une motion pour la présentation d'une adresse à Son Excellence le Lieutenant-Gouverneur au sujet du renvoi d'office du cabinet DeBoucherville.—Objection est faite que cette motion est contraire à la constitution et qu'elle devrait être considérée comme étant hors d'ordre ; M. l'Orateur décide : " Que

QUESTIONS :—*Suite.*

le même point d'ordre a été soulevé et décidé hier ; Et appel étant fait de la décision de l'Orateur, la Chambre ratifie sa décision, 211.

Questions rejetées ou remplacées :

26. Pour renvoyer de nouveau à un comité général le bill pour amender l'acte concernant les causes de commissaires pour la décision sommaire des petites causes, 177.

27. Pour que l'honoraire sur certains bills soit remboursé, 176, 185, 210.

28. Pour renvoyer de nouveau à un comité général certaines résolutions concernant le chemin de fer de Québec, Montréal, Ottawa et Occidental, 93.

QUINN, MICHAEL J. F. :—Pétition demandant la passation d'un acte autorisant le barreau de la province de Québec à l'admettre, après examen, à la pratique de la profession d'avocat et procureur, 55. Rapport recommandant la suspension de la 51^e règle, 61. Bill (L'Hon. M. Chapleau), 61. Renvoyé au comité des bills privés, 69. Rapporté amendé, 160. Considéré en comité ; Rapporté ; Passé, 167. Par le Conseil, S. R., 212. (41 Vict., ch. 61).

RAPPORTS MUNICIPAL :—Voir *Documents*, 34, 35.

RECETTES ET DÉPENSES :—Etat des—depuis le 30 juin au 19 décembre 1878 devant être mis sur la table du greffier, 26. Réponse, 37. Voir *Documents*, 36.

RÉGISTRES DE L'ETAT CIVIL :—Bill pour amender les actes concernant les—(L'Hon. M. Chapleau), 123. Lu la 2^{ème} fois et renvoyé à un comité général, 134. Considéré en comité ; Rapport de progrès, 139. Considéré de nouveau ; Amendé ; Rapporté ; Passé, 147. Par le Conseil avec amendements, 181. Considérés et adoptés, 183. S. R., 213. (41 Vict., ch. 8).

RÈGLES DE LA CHAMBRE :

1. 94^{ème} règle suspendue, 43, 44, 53, 60, 134, 154, 161, 180, 187, 191.
2. 51^{ème} règle suspendue, 60, 61, 67.
3. 49^{ème} règle suspendue, 68.
4. 49^{ème} règle ; Motion pour la suspendre, négative, 165.
5. 94^{ème} règle ; Motion pour la suspendre, négative, 175.

RICHELIEU :—Voir *Adresses*, 30. *Documents*, 37.

RIMOUSKI, HOSPICE DES SŒURS DE LA CHARITÉ DE :—Etat d'affaires. Voir *Documents*, 20.

RIOUX NICOLAS :—Voir *Adresses*, 31. *Documents*, 38.

ROBITAILLE LOUIS —Voir *Adresses*, 3. *Documents*, 39.

ROY ANDRÉ :—Voir *Bécharde Théodore*.

SAVANE :—Pétition demandant de l'aide pour égoûter une—dans Ste. Eulalie, 118.

SCELLÉS ET INVENTAIRES :—Bill concernant la notification et la présence à la levée des scellés et aux inventaires (M. Würtele); Présenté, 31. Renvoyé à un comité spécial, 60. Bills renvoyés à ce comité, 143. Premier rapport, Second rapport, 176. Considéré en comité; Rapporté; Passé, 177. Par le Conseil, 209. S. R., 212. (41 Vict., ch. 11).

SENTENNE, M. :—Voir *Documents*, 40.

SERMENT D'OFFICE :—Bill concernant l'administration des serments d'office; Présenté, 4.

SEYMOUR :—Voir *Québec, Montréal, Ottawa et Occidental*.

SHEFFORD & BROME, ASSURANCE MUTUELLE :—Pétition demandant la passation d'un acte pour légaliser l'organisation de la dite compagnie, 47. Rapport de l'avis, 51. Bill (M. Lynch), 55. Renvoyé au comité des bills privés, 64. Rapporté amendé, 120. Considéré en comité, 124. Rapporté; Passé, 128. Par le Conseil, 181. S. R., 212. (41 Vict., ch. 51).

SHERBROOKE :

1. Bill pour amender l'acte 40 Vict., chap. 23, amendant la loi concernant l'instruction publique par rapport à la cité de Sherbrooke (L'Hon. M. Robertson); Présenté, 25. Lu la 2^{ème} fois et renvoyé à un comité général, 37. Considéré, 50. Rapporté, 56. Ordre pour la 3^{ème} lecture déchargé; Bill renvoyé à un comité général; Amendé, 128. Rapporté; Passé, 138. Par le Conseil, 169. S. R., 211. (41 Vict., ch. 7).

2. Pétition en faveur du bill, 28.

SHERBROOKE NICKEL AND PHOSPHATE MINING COMPANY :—Pétition demandant un acte d'incorporation sous ce nom, 62. Rapport recommandant la suspension de la 51^{ème}, 67. Bill (L'Hon. M. Robertson), 67. Renvoyé au comité des bills privés, 72. Ordre rescindé; Bill renvoyé au comité des chemins de fer, etc., 114. Rapporté amendé, 118. Considéré en comité, 121. Rapporté; Passé, 124. Par le Conseil, 181. S. R., 213. (41 Vict., ch. 55.)

SIÈGE DU GOUVERNEMENT :—Motion pour que le—soit transporté au Trois-Rivières; Motion en amendement; Objection à la motion principale; M. l'Orateur décide qu'elle est hors d'ordre, 143.

SOCIÉTÉS DE CONSTRUCTION :—Bill pour amender le chapitre 69 des statuts refondus pour le Bas-Canada, concernant les sociétés de construction dans la province de Québec (M. Alleyne), 136. Lu la 2^{ème} fois et renvoyé à un comité général, 169. Considéré; Amendé; Rapporté; Passé, 188. Par le Conseil, 209. S. R., 213. (41 Vict., ch. 20).

SOCIÉTÉ DE SECOURS MUTUELS DES FRANÇAIS A MONTRÉAL :—Pétition demandant un acte d'incorporation sous ce nom, 66. Rapport de l'avis, 77.

SOREL :—*Hôpital-Général* :—Pétition; Demande d'aide, 104.

STATISTIQUES JUDICIAIRES :—Voir *Documents*, 41.

STATUTS REFOUNDUS DU BAS CANADA :—Bill pour amender la sous-section 31 de la section 1 du chapitre 75 des S. R. B. C. (M. Allyn), 161. Lu la 2^{ème} fois ; Renvoyé à un comité général ; Considéré ; Rapporté : Passé, 178. Par le Conseil, 201. S. R., 213. (41 Vict., ch. 31).

ST. ALBERT DE WARWICK :—Pétition demandant à être détachés de la municipalité de la paroisse de St. Albert de Warwick et à être annexés à la municipalité de Ste. Victoire d'Arthabaska, 170.

STE. ANNE D'YAMACHICHE :

1. *Asile de la Providence* :—Pétition ; Demande d'aide, 34.

2. Etat d'affaires. Voir *Documents*, 20.

STE. ANNE LAPOCATION :—*Hospice St. Joseph* :—Etat d'affaires. Voir *Documents*, 20.

ST. BENOIT :—Pétition ; Demande d'aide pour l'Hospice Youville, 33.

STE. BRIGITTE DES SAULTS :—Pétition demandant que la partie de Ste. Brigitte des Saults qui se trouve dans le comté de Drummond, soit annexée à l'autre partie de Ste. Brigitte qui se trouve située dans le comté de Nicolet, 47. Rapport de l'avis, 61.

ST. CÉLESTIN :—Pétition demandant à ce qu'une partie de—soit annexée à la municipalité de Bécancour, 50.

STE. CROIX :

1. *Sœurs Marianites de* :—Pétition demandant des amendements à leur acte d'incorporation, 50. Rapport de l'avis, 54. Bill (M. LeCavalier), 59. Renvoyé au comité des bills privés, 78. Rapporté amendé, 120. Considéré en comité ; Rapporté ; Passé, 124. Par le Conseil, 181. S. R., 213. (41 Vict., ch. 32).

2. Pétition ; Demande d'aide, 170.

ST. DENIS :—Pétition ; Demande d'aide pour l'Hôpital, 33.

ST. ELIZABETH :

1. Pétition ; Demande d'aide pour l'asile, 33.

2. Etat d'affaires. Voir *Documents*, 20.

ST. FERDINAND D'HALIFAX :—Pétition ; Demande d'aide pour l'Hospice St. Julien, 57

ST. FRANÇOIS DU LAC :—Pétition des Sœurs de la Charité ; Demande d'aide pour l'Hôpital, 33.

ST. GERMAIN DE RIMOUSKI :—Pétition ; Demande d'aide pour un hôpital, 33.

ST. HENRI, MASCOUCHE :—Etat d'affaires. Voir *Documents*, 20.

ST. HYACINTHE :—Pétition de Monseigneur J. S. Raymond et autres, chanoines titulaires de la cathédrale de St. Hyacinthe ; demandant un acte d'incorporation, 33. Rapport de l'avis, 47. Bill (M. Bachand), 48. Renvoyé au comité des bills privés, 62. Rapporté, 119. Considéré en comité ; Rapporté ; Passé, 120. Par le Conseil, 181. S. R., 213. (41 Vict., ch. 24).

ST. HYACINTHE :

1. *Hôtel-Dieu* :—Etat d'affaires. Voir *Documents*, 20.
2. *Orphélinat* :—Pétition demandant l'allocation de 1874 et 1875, 29.
3. *Ouvroir Ste. Geneviève* :—Etat d'affaires. Voir *Documents*, 20.

ST. IGNACE DU CÔTEAU DU LAC :—Pétition demandant que l'allocation annuelle en faveur de l'asile de la dite paroisse soit continuée et augmentée, 51.

ST. JEAN :

1. *Hôpital* :—Pétition ; Demande d'aide, 29.
2. *Salle d'Asile* :—Pétition ; Demande d'aide, 29.

ST. JOSEPH DE LANORAIE :

1. Pétition ; Demande d'aide pour le couvent, 29.
2. Etat d'affaires. Voir *Documents*, 20.

ST. LAURENT, BASSES LAURENTIDES ET SAGUENAY, COMPAGNIE DU CHEMIN DE FER DU :—

1. Pétition demandant un acte d'incorporation sous ce nom, 28. Rapport de l'avis, 34. Bill (M. St. Cyr) ; Présenté, 35. Renvoyé au comité des chemins de fer, etc., 50. Rapporté amendé, 71. Considéré en comité ; Rapporté ; Passé, 78. Par le Conseil, 137. S. R., 212 (41 Vict., ch. 48).

2. Pétitions en faveur du bill, 47.

ST. LÉONARD :—Pétition demandant la passation d'un acte pour donner à la municipalité de St. Léonard des limites identiques à celles de la paroisse de St. Léonard, 47.

STE. MADELEINE :

1. Bill pour déclarer toute la paroisse de—, située dans le comté de St. Hyacinthe, etc. ; Objecté que le bill n'est pas dans l'ordre ; M. l'Orateur décide qu'il est dans l'ordre ; Bill (M. Bachand) ; Présenté, 26. Lu la 2ème fois et renvoyé à un comité général, 31. Considéré ; Rapporté ; Passé, 56.

2. Pétition en faveur du bill, 28.

STE. MARIE DE MONNOIR :—Etat d'affaires. Voir *Documents*, 20.

ST. MICHEL :—Pétition ; Demande d'aide pour le collège, 33.

ST. PAUL D'ABBOTTSFORD :

1. Pétitions demandant de l'aide pour permettre de faire des expériences allant à constater l'existence de mines de charbon dans la paroisse de St. Paul d'Abbotsford, 33.

2. Autres pétitions pour le même objet, 54, 57, 135.

ST. PAULIN :

1. Pétition des Sœurs de l'Assomption de la Vierge ; Demande d'aide, 51.

2. Etat d'affaires. Voir *Documents*, 20.

STE. PERPÉTUE :

1. Pétition demandant que la dite paroisse soit érigée en municipalité, 50.

2. Pétition demandant que la partie de la dite paroisse de Ste. Perpétue qui se trouve située dans le comté de Drummond en soit détachée et soit annexée à la partie qui se trouve située dans le comté de Nicolet, 57.

STE. ROSE :—Pétition demandant que certains terrains soient détachés de la municipalité de la paroisse de Ste. Rose, et annexés à la dite municipalité du village, 28. Rapport de l'avis, 45. Bill (M. Loranger), 51. Renvoyé au comité des bills privés, 59. Rapporté amendé, 86. Considéré en comité ; Rapporté ; Passé, 109. Par le Conseil, 137. S. R., 212. (41 Vict., ch. 25).

ST. SAMUEL :—Pétition demandant que la paroisse de St. Samuel soit érigée en municipalité séparée, 63.

STE. URSULE :—*Asile de la Providence :—*Etat d'affaires. Voir *Documents*, 20.

ST. VICENT DE PAUL :—La Chambre décide se former en comité pour prendre en considération une certaine résolution concernant le contrat passé entre le gouvernement et les Frères de la Charité de St. Vincent de Paul ; Signification de la recommandation de Son Excellence ; Le comité délibère ; Résolution à rapporter, 139. Rapportée et adoptée, 147.

ST. VIECENT DE PAUL :—*Hôpital des Sœurs de la Providence :—*Etat d'affaires. Voir *Documents*, 20.

SUBSIDES :

1. Estimés pour l'année courante et l'année financière finissant le 30 juin 1878 ; Renvoyés à ce comité, 69. Estimés supplémentaires pour l'année courante et l'année financière finissant le 30 juin 1878 ; Renvoyés à ce comité, 191.

2. La Chambre devant se former en comité des subsides, 29.

3. La Chambre en comité, 70, 79, 101, 191, 192, 198.

4. Résolutions rapportées et adoptées, 79, 95, 115, 194, 198.

5. Résolutions adoptées sur division, 117, 195.

SUBSIDES :—*Suite.*

6. Motion pour que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides ; Motion en amendement ; Débats ; Ajournés, 122. Débats repris ; Ajournés de nouveau, 123. Repris, 124. Amendement rejetée sur division ; Motion principale adoptée ; La Chambre en comité ; Rapport de progrès, 126.

7. La Chambre devant se former en comité des voies et moyens, 29. La Chambre en comité ; Rapport d'une résolution, 199. Adoptée, 200.

8. Bill octroyant à Sa Majesté les deniers requis pour les dépenses du gouvernement civil durant les années fiscales expirant le 30 juin 1878, et le 30 juin 1879, et pour d'autres fins du service public ; Présenté (L'Hon. M. Angers), 200. Motion pour seconde lecture, 205. Motion en amendement proposant que la seconde lecture soit suspendue ; Adoptée sur division, 207.

SUCCESSION ET LEGS UNIVERSEL :—Bill concernant la preuve en matière de succession et de legs universel (M. Würtele) ; Présenté, 30. Lu la 2ème fois et renvoyé au comité spécial (Voir *Scellées et Inventaires*), 144. Rapporté, 177. Considéré en comité ; Amendé ; Rapporté ; Passé, 189. Par le Conseil, 210. S. R., 212. (41 Vict., ch. 10).

SUCRE DE BETTERAVE, COMPAGNIE DE :—Pétition demandant un acte d'incorporation sous ce nom, 50. Rapport de l'avis, 54. Bill (M. Dupont), 58. Renvoyé au comité des bills privés, 78. Rapporté amendé, 127. Considéré en comité ; Rapporté ; Passé, 142. Rapport recommandant que l'honoraire sur ce bill soit remboursé, 160. Passé par le Conseil avec amendements ; Considérés et adoptés, 181. Motion pour le remboursement de l'honoraire, retirée, 210. S. R., 212. (41 Vict., ch. 52).

SUD-EST :

1. Pétitions demandant que la compagnie du chemin de fer du sud-est soit forcée de continuer sa ligne de chemin de fer depuis Acton jusqu'à Waterloo, 47, 54, 66.

2. Pétition demandant de l'aide pour l'embranchement L'Avenir, 171.

TAXATION MUNICIPALE :—Comité spécial pour s'enquérir du présent système de—, 142. Rapport, 171. Adopté, 175.

TAXE SCOLAIRE :

1. Pétition demandant que la taxe scolaire dans Montréal ne soit pas diminuée et que les maisons d'éducation y soient exemptées de taxes, 66.

2. Pétition demandant que les taxes scolaires dans la dite cité ne soient pas diminuées, 76.

TÉMISCOUATA :—Voir *Adresses*, 32.

TERRES DE LA COURONNE :—Voir *Documents*, 42.

TERRES DE LA COURONNE :—Pétitions demandant remise des arrérages de réclamations sur les terres de la Couronne, 47, 54, 63, 118, 190.

TESTAMENTS :—Bill pour amender l'article 844 du code civil du Bas-Canada, aux fins de faciliter la réception des testaments en forme notariée (Du Conseil), 180. Lu la 1^{ère} fois sur division, 200.

TIMBRES :

1. La Chambre décide (sur division) de se former en comité pour prendre en considération certaines résolutions pour imposer un droit de timbre sur certains documents ; Signification de la recommandation de Son Excellence, 149. Le comité délibère ; Résolutions à rapporter, 151. Ordre pour la réception du rapport déchargé ; Résolutions renvoyées de nouveau à un comité général, 154. Amendées ; A rapporter, 156. Rapportées et adoptées sur division, 159.

2. Bill basé sur ces résolutions (L'Hon. M. Church), 159. Lu la 2^{ème} fois sur division et renvoyé à un comité général ; Considéré ; Amendé ; Rapporté sur division et passé, 198.

3. Pétitions contre le bill, 185, 202.

TROIS-RIVIÈRES :—Pétition demandant des amendements à la Charte de la cité des—, 46. Rapport de l'avis, 51. Bill (M. Turcotte), 52. Renvoyé au comité des bills privés, 62. Rapporté amendé, 111. Considéré en comité ; Amendé ; Rapporté ; Passé, 129. Par le Conseil avec amendements ; Considérés et adoptés, 181. S. R., 212. (41 Vict., ch. 30). Voir *Documents*, 43.

TROIS-RIVIÈRES :—*Hôpital des Ursulines* :—Etat d'affaires. Voir *Documents*, 20.

VENTES DE MEUBLES DE SUCCESSION :—Bill pour déclarer valides certaines— (Du Conseil), 173. Lu, 174. Renvoyé à un comité général ; Considéré ; Amendé ; Rapporté ; Passé, 193. Amendements adoptés par le Conseil, 201. S. R., 211. (41 Vict., ch. 9).

VICTORIA 27 et 28 :—Bill pour amender les actes 27 et 28 Vict., ch. 9, 31 Vict., ch. 21, 33 Vict., ch. 29 et 34 Vict., ch. 14 (M. Mathieu), 171.

VOIES ET MOYENS :—Voir *Subsides*, 7.

VOTES ET DÉLIBÉRATIONS :—Impression quotidienne des—, 5.

YAMACHICHE :—*Ste. Anne d'* :—Etat d'affaires. Voir *Documents*, 20.

ERRATUM.

Page 52, après la ligne 8, ajoutez " Et alors il se retire."

Page 55, après le mot " amender " de la ligne 29, ajoutez " de nouveau."

Page 64, après le mot " amender " de la ligne 15, ajoutez " de nouveau."

Page 103, 1ère ligne, au lieu de " 5 FÉVRIER ", lisez " 5 ET 6 FÉVRIER."

Page 104 à 110, 1ère ligne, au lieu de " 5 FÉVRIER ", lisez " 6 FÉVRIER."

Page 112 à 117, 1ère ligne, au lieu de " 6 FÉVRIER ", lisez " 7 FÉVRIER."

Page 104, après la ligne 45, ajoutez " Bill pour incorporer l'Œuvre de St. Joseph de la Délivrance."

Page 103 et 117, dans les résolutions 22 à 28, inclusivement, au lieu de " 1879," lisez " 1878."

Page 152, dans le rapport du comité des bills privés, après " comme suit : ", lisez " Le bill pour amender les différents actes incorporant la cité de Québec et pour faire un nouvel emprunt a été soumis à votre comité, mais votre comité ne peut le prendre en considération, vu que le bill n'a pas de préambule sur lequel votre comité puisse se prononcer.

Votre comité a aussi "

Page 218 à 228, inclusivement, 1ère ligne, au lieu de " 1877 ", lisez 1877-78."
